

AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

tome 6

EDITIONS
SYLÉPSE

Syllepse, l'alter-éditeur

www.syllepse.net

des livres pour aller plus loin que l'impossible

AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

2^E ÉDITION

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

Ouvrage publié en partenariat avec l'Association Autogestion

www.autogestion.asso.fr

L'autogestion est à la fois un but et un chemin.

Comme but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective pour l'émancipation de chacun et de chacune.

Comme chemin, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, postcapitaliste, est possible.

L'autogestion est de ce point de vue une utopie concrète.

L'Association a pour ambition de promouvoir la réflexion et l'éducation populaire sur la thématique de l'autogestion. Elle vise à mutualiser les expériences de façon critique sans les transformer en modèles normatifs, et à appuyer toute initiative s'inscrivant dans le sens d'un projet émancipateur. Elle regroupe des hommes et des femmes, syndicalistes, coopérateurs et coopératrices, associatifs, féministes, écologistes et politiques de différents horizons.

DES REMERCIEMENTS PARTICULIERS À

Alberto Acosta, Michel Antony, Dario Azzellini, Isabelle Bleton, Pierre Cours-Salies, Emmanuel Delgado-Hoch, Magali Della Sudda, Anne Guérin, Daniel Guerrier, Ralf Hoffrogge (*workerscontrol.net*), François Longéras, Christian Mahieux, Gus Massiah, Alexander Matkovic, Julie Matthaei, Sylvie Mayer, Frank Mintz, Eduardo Montes (Frente de Economía Social-La Campora), Irène Paillard, Sylvain Silberstein, Nils Solari, Alan Tuckman (*workerscontrol.net*), le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (Liège), les Éditions Anthropos (Paris), François Maspero (Paris), La Brèche (Paris), Queimada (Madrid) et Spartacus (Paris), l'Institut Tribune socialiste (Paris), l'Instituto de Ciencias Económicas y de la Autogestión (Madrid), l'Institut international de recherche et de formation (Amsterdam), le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve), le Centre Europe Tiers Monde (Genève), la coopérative Sub, l'Union syndicale Solidaires, *À l'encontre* (Lausanne), *Inprecor* (Paris), *Labor Notes* (Détroit), *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (Paris), l'association Radar (Montreuil), le site *workerscontrol.net*. Sans oublier ceux et celles qui font vivre l'autogestion au quotidien et celles et ceux qui nous ont confié leur documentation, leurs collections d'affiches et de photos et bien entendu leurs textes.

© ÉDITIONS SYLLEPSE 2019

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

EDITION@SYLLEPSE.NET

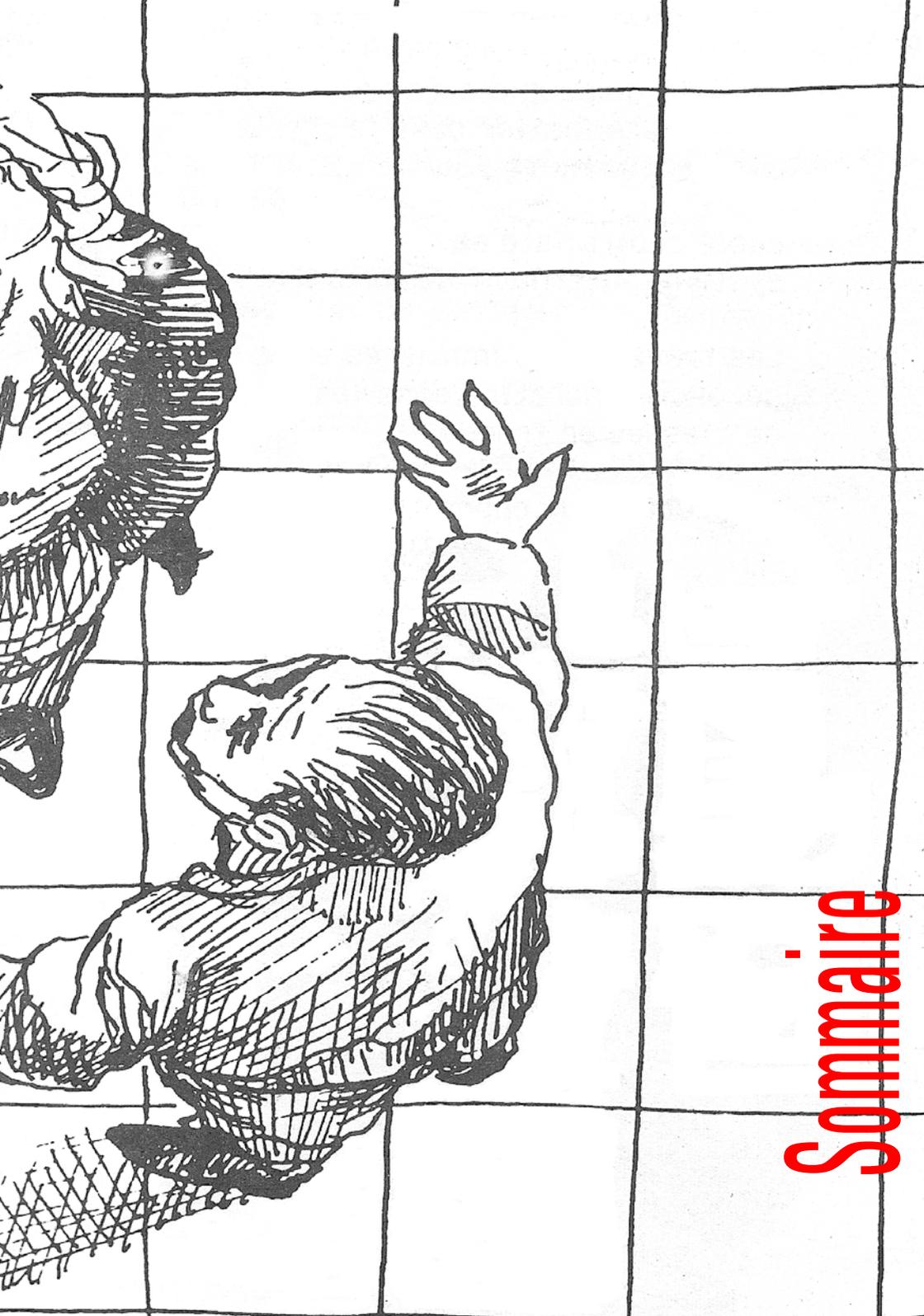
ISBN: 978-2-84950-756-8

ICONOGRAPHIE ET DOCUMENTS: COLLECTIONS PARTICULIÈRES

**« Dans les utopies d'un Fourier, d'un Owen, etc. se lit le pressentiment
et l'expression fantastique d'un monde nouveau. »**

Karl Marx à Ludwig Kugelman, 9 octobre 1861

TOME 6



Sommaire

TOME 6

ÉCOLE, ÉDUCATION, CULTURE

- 13. **Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école**
Florence Ciaravola, Gilbert Dalgalian, Bruno Della Sudda,
Guy Giani, Christophe Lemasson
- 33. **Pédagogie Freinet et autogestion**
Jean-Michel Mansillon
- 36. **Lycée autogéré de Paris**
- 40. **Résistance pédagogique**
Christophe Lemasson
- 42. **Samosz**
Claude Kowal
- 44. **Oui au contrôle étudiant**
Bureau national de l'UNEF
- 45. **Berkeley Gets Rolling**
Rebecca Tarlau
- 46. **Éducation émancipatrice (L')**
Françoise Garibay et Michel Séguier
- 50. **Politisation et autogestion du marché du livre en Allemagne**
- 50. **Pratiques culturelles et autogestion**
Magali Braconnot et Jean-Michel Mansillon

ÉCOLOGIE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- 61. **Défis démocratiques de la transition écologique et énergétique (Les)**
Richard Neuville

71. Des dégâts du « productivisme » à la planification écosocialiste autogestionnaire

Catherine Samary

85. Écologie et socialisme: travail, production et valeur

Jean-Marie Harribey

96. Écologie, le rouge et le vert (L')

Bruno Della Sudda, Guy Giani, Romain Testoris

104. Écosocialisme et planification démocratique

Michael Löwy

123. Société de consommation, écologie et autogestion

Alan Roberts

134. Thèse et l'antithèse (La)

Victor Leduc

FÉMINISME

139. Autodéfense féministe en Italie: une pratique autogestionnaire (L')

Nicoletta Poidimani

151. Féminisme « décolonial » et économie sociale et populaire

Natalia Quiroga Díaz

167. Féminisme et autogestion

Bruno Della Sudda, Florence Ciaravola,

Romain Testoris, Magali Della Sudda

179. Féminisme et autogestion en Bolivie: « Démocratie dans le pays, dans la maison et dans le lit »

Estelle Fisson

189. Féminisme-marxiste et économie solidaire

Julie Matthaei

195. Femmes de la Brukman (Les)

195. Genre et autogestion à la Brukman

Natalia Hirtz

217. Genre et entreprises récupérées en Argentine

Maria-Ines Fernández Álvarez et Florencia Partenio

230. Lip, combat féministe ? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières

Guillaume Gourgues et Audrey Molis

243. Pourquoi nous réclamons-nous de l'autogestion ?

Collectif Femmes Alternatives

244. Self-Help

245. Sí se puede !

VILLE, URBANISME, HABITAT

249. Pour une autre ville

Jean-Pierre Lefebvre

266. Consult'action à Bobigny

Bernard Bersinger

270. Une coopérative d'habitants

Association Chamarel

280. Entraide et réhabilitation urbaine

Richard Neuville

RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'ÉCONOMIE DES TRAVAILLEURS

287. Le spectre et son esprit

Richard Neuville et Patrick Silberstein

292. 4^e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2013)

Andrés Ruggeri

294. Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)

Richard Neuville

300. 1^{res} Rencontres européennes de « L'économie des travailleurs » (2014)

Richard Neuville

305. 5^e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)

Benoît Borrits et Richard Neuville

BIBLIOGRAPHIE, FILMOGRAPHIE

317. L'autogestion en actes

343. Buts, chemins moyens

LES AUTEUR·ES ET LES MEMBRES DU COMITÉ ÉDITORIAL INTERNATIONAL

389. ASSOCIATION AUTOGESTION (L')

391. « LES EMPLOYÉS DU PLAZA DÉCIDENT D'UN
SYSTÈME D'AUTOGESTION »

393. INDEX DES ARTICLES

403. INDEX THÉMATIQUE

**ÉCOLE,
ÉDUCATION,
CULTURE**

Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école

Florence Ciaravola, Gilbert Dalgalian, Bruno Della Sudda,
Guy Gianì, Christophe Lemasson

L'autogestion comme projet, comme méthode et comme culture est nécessaire et souhaitable dans toutes les sphères de la vie sociale. À l'école, la perspective autogestionnaire s'oppose aux actuelles mutations néolibérales ainsi qu'aux conceptions républicaines-bourgeoises héritées du 19^e siècle. Ce « modèle républicain » – certes laïque¹, mais aussi autoritaire, sélectif, élitiste, colonialiste et sexiste – n'est d'ailleurs plus en mesure de s'opposer au projet actuel porté par les élites mondialisées pour qui l'essentiel est que le système éducatif, y compris dans son organisation, consacre la supériorité du marché sur toute autre forme d'organisation sociale, pratique le culte de la compétence et exacerbe la concurrence entre tous et toutes.

La démarche autogestionnaire est d'une tout autre nature. Elle substitue la coopération à la compétition, le sujet-apprenti à l'objet-élève, le plaisir à la contrainte, la démocratie à l'autorité imposée, l'expérimentation et l'innovation à la performance, la construction de l'autonomie

1. La laïcité a toujours un potentiel émancipateur en ce qu'elle valorise la liberté des croyances et des cultes, sur la terre comme au ciel et qu'elle organise la distinction/séparation entre le temporel et le spirituel. Mais, aujourd'hui, l'imposition sexiste, mais légale, d'une tenue normalisée pour les jeunes musulmanes scolarisées et l'adoption de la « charte de la laïcité pour l'école », obligatoirement affichée dans tous les établissements et qui réaffirme l'interdiction du « port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse », rompt avec la laïcité historique. Il s'agit de « libérer » et d'« émanciper » les jeunes musulmanes victimes supposées de l'obscurantisme islamique de la même manière que l'école républicaine avait pour mission de libérer les populations colonisées de l'obscurantisme. Nous sommes à mille lieues d'une conception autogestionnaire de l'école dans laquelle des outils pédagogiques et une organisation institutionnelle démocratique sont mis à disposition de l'enfant et du jeune pour qu'ils construisent aussi librement que possible leur parcours de vie et leur rapport au monde.

individuelle et collective à la contrainte hiérarchique, le partage du savoir à son appropriation individuelle et concurrentielle.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi qui allait devenir la loi de refondation de l'école votée par le Parlement en juillet 2013, on peut lire que «la loi [...] s'inscrit dans les engagements européens [de la France]» et quelques lignes plus bas que «le niveau global des compétences de l'élève doit être amélioré pour parvenir à davantage de justice dans la réussite scolaire et pour inscrire le pays sur une trajectoire de croissance structurelle forte dans une économie de connaissance internationale». C'est la dernière affirmation qui donne tout son sens à ces deux phrases. On chercherait en vain dans cet exposé des motifs et plus loin dans les articles de la loi, une quelconque proposition en faveur d'une école pensée pour l'émancipation individuelle et collective, ou même à minima, l'engagement véritable d'efforts résolus pour lutter contre l'échec scolaire qui frappe en premier lieu les enfants des milieux populaires. Ce projet et cette politique éducative s'inscrivent dans la continuité des politiques précédentes apparues à la fin des années 1980. Il s'agit en fait de subordonner plus efficacement le système scolaire aux exigences d'une société de compétition mondialisée dans laquelle le culte de la performance économique devient la norme de tout comportement social¹. Pour y parvenir, du primaire à l'université, le système éducatif doit organiser la rentabilité des savoirs, valoriser la compétence et la performance individuelle grâce à la concurrence des talents et des mérites.

Cette école néolibérale qui se met en place à marche forcée rompt avec le compromis politique et social élaboré à la Libération qui reposait sur l'association suivante : une structure – l'école unique –, des contenus d'enseignement tournés vers l'apprentissage de savoirs savants, une pédagogie introduisant les méthodes actives (en réalité, vite étouffées par l'institution). À ce compromis viable dans le cadre d'un capitalisme national et résultant d'un rapport de forces favorable au mouvement ouvrier et aux pédagogies nouvelles, le projet néolibéral piloté à l'échelle européenne substitue une autre logique : l'autonomie locale des chefs d'établissement, des contenus d'enseignement transformés en compétences transférables dans l'univers productif, une pédagogie

1. «L'économie du Net est une économie de superstars. Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires», propose Emmanuel Macron, jeune ministre libéral de l'économie au sein du gouvernement du Parti socialiste, dans le quotidien *Les Échos* (6 janvier 2015). Ici, l'école n'a pas pour vocation le plaisir de découvrir, la solidarité et le lien social, la construction de l'égalité, l'apprentissage de la liberté mais la perpétuation de la domination sociale.

reposant sur l'individualisation et la différenciation c'est-à-dire sur la prise en considération des enfants et des jeunes uniquement sous la forme de « capital humain ».

Ainsi, les chefs d'établissement sont transformés en managers aux pouvoirs confortés, non par des procédures hiérarchiques supplémentaires, mais par l'omniprésence et l'omnipotence de la pédagogie de projet¹ dont ils et elles sont de plus en plus les pilotes (alors que les enseignant·es conçoivent et exécutent). Et ces nouveaux managers sont eux-mêmes dépendants de ces projets et de ces contrats d'objectifs auxquels sont subordonnés la fois leurs primes et l'accès à un établissement plus rémunérateur.

Ainsi, le futur adulte réduit à l'état de capital humain, c'est-à-dire en individu qui compare l'ensemble des coûts liés à son investissement scolaire au rendement social de cet investissement (son niveau de rémunération), est transformé en adepte de la rationalité économique².

Ainsi, enfin, la compétence³ qui n'est ni un savoir, ni un savoir-faire, ni un savoir-être mais une mesure de l'utilité et de la capacité à produire

-
1. La critique de la pédagogie de projet comme cadre adéquat d'évaluation des compétences du capital humain, au sens que nous donnons à ces deux termes dans le passage qui suit, ne disqualifie évidemment pas toute idée de projet éducatif, bien au contraire. Ainsi, pour citer un exemple emprunté au travail de Gilbert Dalgalian (2012), la mise sur pied d'un atelier d'apprentissage du bois en relation avec la découverte de la géométrie relève bien d'un projet qui donne du sens aux apprentissages et au savoir. Comme sur d'autres aspects, les partisan·es d'une politique scolaire autogestionnaire, et au-delà, toutes celles et ceux qui sont favorables à une transformation radicale du système éducatif, se heurtent ici à une difficulté : l'utilisation de termes qui peuvent à la fois être dévoyés dans une perspective néolibérale – et qui le sont ! – mais qui ont aussi par les pratiques et dans l'histoire du mouvement pédagogique une signification, radicalement différente dans une perspective émancipatrice.
 2. Gary Becker, prix Nobel d'économie ultralibéral en 1992, est à l'origine de la notion de capital humain. Il considère que les différences de rémunération dépendent de différences d'investissement individuel – et donc de choix personnel – dans le parcours de formation. Les partisans du mérite et de l'effort personnel reçoivent ici un renfort de choix.
 3. Dès la grande section de maternelle – qu'il faudrait bien sûr nommer école préélémentaire ou toute autre appellation faisant disparaître la connotation sexiste – jusqu'à la fin du collège, il existe maintenant un « livret de compétences » – acquis, en cours d'acquisition, non-acquis – qui s'appuie sur des moments spécifiques d'évaluation et non plus sur un processus continu d'apprentissage avec des tâtonnements, des erreurs, des réussites. Malgré l'opposition d'un grand nombre d'enseignant·es, l'institution exige de mesurer, non plus les un·es par rapport aux autres, mais par rapport à une « norme productive » où les appréciations relatives au comportement social ne sont pas oubliées. Il est clair que, dans une perspective de transformation autogestionnaire de l'école, ce type d'évaluation ne doit pas être transformé ou amélioré mais être purement et simplement supprimé.

de la valeur. Elle transforme l'acte d'apprentissage en une acquisition performative et l'enfant en petit propriétaire individuel soucieux de faire fructifier son bien. (ou en incompetent dont le capital scolaire déficient ne lui promet qu'un avenir de surnuméraire sur le marché du travail)

L'école adaptée au «rythme» et aux «individualités» de chacun·e, la différenciation et l'individualisation deviennent les pièces maîtresses de dispositifs pédagogiques qui s'inscrivent dans un socle commun de connaissances et de compétences (dans son actuelle version comme celle de 2005) et qui permettent la distribution inégale des jeunes au sein des différents niveaux de formation, ouvrant soit aux métiers les plus déqualifiés pour la plus grande partie des jeunes de milieu populaire, soit aux métiers les plus qualifiés et internationalisés pour les jeunes issus des classes dominantes.

C'est pourquoi l'école néolibérale prolonge en les exacerbant les logiques ségrégatives et élitistes de l'école bourgeoise-républicaine. Elle les adapte à la domination du capitalisme mondialisé et doit aussi pour cela imposer une transformation de l'identité professionnelle des enseignant·es¹.

Dans le système éducatif, l'autogestion s'impose, d'une part comme mode de gestion des structures éducatives et d'autre part comme alternative innovante en termes de méthodes d'apprentissage, de contenus d'enseignement et d'évaluation des résultats et des pratiques. La perspective autogestionnaire intègre certes les acquis démocratiques (laïcité non autoritaire, gratuité, obligation scolaire, prolongation de la scolarité...) obtenus dans le cadre de l'école de Jules Ferry et parfois amplifiés par les luttes ouvrières, au-delà de ce que la bourgeoisie aurait souhaité.

Pourtant, elle indique aussi une tout autre voie : c'est la colonne vertébrale à partir de laquelle un nouveau projet d'école doit être pensé, lequel sera nécessairement relié aux luttes sociales et politiques et aux expériences alternatives qui se mènent, ici et ailleurs, dans le domaine scolaire et éducatif.

Dans une période de crise marquée par des résistances à caractère défensif, nous avons moins encore que dans les périodes passées, la prétention de porter un projet achevé.

1. Nous savons que dans une perspective autogestionnaire, l'identité professionnelle aujourd'hui dominante parmi les enseignant·es doit être transformée/dépassée. Mais elle ne peut l'être qu'au travers d'un processus de concertation et de négociation, en lien avec des propositions de transformation du système éducatif et sur la base d'une amélioration du statut des personnels de l'Éducation.

Nous proposons une esquisse argumentée que nous souhaitons voir largement débattue, notamment par toutes celles et ceux, forces politiques, organisations syndicales, mouvements de jeunes, associations de parents, groupes pédagogiques, qui interviennent dans le champ éducatif et qui cherchent à le transformer.

Refonder l'architecture générale du système scolaire

La finalité même de l'autogestion institutionnelle et pédagogique est de créer les conditions d'une pratique et d'un apprentissage de la démocratie au quotidien et à tous les niveaux.

Une école commune de 2 à 18 ans doit être mise en place sans aucune sélection ni filière, permettant de délivrer une culture commune à tous les élèves avec un parcours scolaire commun, polyvalent mais non uniforme, des axes thématiques différenciés permettant de prendre en compte la diversité des motivations, des expériences individuelles. (voir *infra*):

- Au plan des structures, l'élection de responsables administratifs parmi les salarié·es, avec une parité femmes/hommes, pour une période déterminée et leur révocation en cas de rupture du consensus doit se substituer à la nomination par le haut de « patrons » d'établissement dont les pouvoirs hiérarchiques brident les initiatives et la créativité des personnels et des jeunes.
- Les jeunes doivent obtenir de nouveaux droits car ceux qui leur ont été concédés sont le plus souvent dérisoires, voire caricaturaux. Cette aspiration des jeunes à obtenir des droits, reste largement ignorée de l'institution mais aussi des adultes, y compris des enseignant·es et des syndicalistes favorables à une transformation du système éducatif. Les jeunes doivent progressivement acquérir parmi les usager·es une place prépondérante dans les établissements scolaires, disposer du droit effectif de regroupement, d'auto-organisation et de syndicalisation et enfin, en tant qu'apprenant·es, disposer de tous les moyens leur permettant d'être véritablement auteur·es de leur formation¹.

Au cœur de la démocratie autogérée, l'organisation des locaux et des horaires, l'articulation des apprentissages disciplinaires et interdisciplinaires, les contenus, les méthodes et activités relèvent d'un débat approfondi dans chaque établissement, impliquant l'ensemble de la communauté éducative et permettant d'adopter des solutions qui font

1. [► Oui au contrôle étudiant].

consensus¹. La mise en commun avec d'autres établissements, facilitée par les nouvelles technologies de diffusion de l'information, permettra d'enrichir ce débat et de confronter les solutions retenues.

Les contenus d'apprentissage doivent susciter le débat au sein de l'établissement, et ne peuvent dépendre de décisions prises uniquement au niveau le plus centralisé. L'établissement peut ainsi légitimement et démocratiquement, par exemple, décider de mettre sur pied une initiation à la psychanalyse ou à la plomberie dans le cadre d'un volant d'autonomie.

Néanmoins, dans nos sociétés structurées par différentes formes de domination de classes, le choix de la culture légitime – et donc des contenus d'apprentissage qui le seraient aussi –, des contenus et méthodes d'enseignement valorisent le rapport au savoir des classes dominantes. De plus, ce savoir dit légitime est aussi largement marqué par la domination de genre et une intense racialisation des rapports sociaux².

Or, les différents types de rapports de domination ne s'effaceront pas comme par magie dans une société postcapitaliste et plus encore dans le processus permettant d'atteindre ce niveau supérieur d'organisation sociale (ce serait d'ailleurs inquiétant). C'est pourquoi il semble souhaitable de maintenir un cadre de validation large, régional et national représentatif de la diversité des acteur·trices de l'école, notamment les jeunes, et qui soit en mesure de garantir la pluralité et la scientificité des contenus enseignés, des approches et des méthodes utilisées.

On peut en effet imaginer différentes situations problématiques qui rendent nécessaire la mise en place d'une structure élue, renouvelable et composée de jeunes, de personnels de l'éducation, notamment des enseignant·es, de représentants des parents, des syndicats de salarié·es, de chercheur·euses, de représentant·es de l'administration, d'expert·es... siégeant à l'échelon local/régional et national et ayant un rôle de proposition, de validation et, éventuellement de sanction des choix effectués par un ou plusieurs établissements.

En l'absence de tels garants institutionnels, il est possible d'imaginer que l'astrologie, par exemple, soit proposée par un ou plusieurs établissements comme contenu d'enseignement. Or, si rien ne doit faire

1. Il y a là une certaine complexité qui existe aussi pour la prise de décision dans d'autres institutions et à une autre échelle. En effet, une minorité peut être heurtée par la recherche du consensus, si, après débat, une différence d'appréciation demeurerait sur une question qu'elle considère comme importante. Dans ce cas, elle devrait sans doute disposer d'un droit de veto, à titre provisoire, jusqu'à ce que la question soit à nouveau traitée.

2. [► Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion].

obstacle à la pratique de l'astrologie dans la société, sa non-scientificité invalide le principe de son enseignement dans un cadre scolaire. On peut aussi penser que ces mêmes garants sont nécessaires pour codifier les approches liées aux contenus enseignés. On voit mal une indication de programme qui proposerait de prendre en compte les soi-disant différences de constitution du cerveau pour rendre compte des inégalités entre hommes et femmes; ou encore les particularités génétiques comme cadre explicatif d'une orientation sexuelle minoritaire ou une orientation philosophique pour s'opposer au mariage gay ou aux études de genre¹.

Enfin, et ce n'est pas le plus anodin, l'absence de ces instances de contrôle pourrait favoriser la perpétuation de ce que nous voulons dépasser. En effet, les classes dominantes, privilégiant le rapport au savoir qui leur permet de reproduire leur situation de domination investiront les contenus socialement rentables tandis que les enfants des classes populaires, plus à l'aise dans la culture technique ou, pour les filles, dans la gestion du ménage et des enfants prolongeront leur habitus par le choix plus fréquent de contenus scolaires correspondants.

Quant aux moyens matériels, aux effectifs de classe, à ceux des enseignant·es et personnels éducatifs, ils ne relèvent pas d'un gouvernement d'établissement aussi démocratique soit-il. Ils doivent constituer une priorité dans la mobilisation des ressources publiques; leur distribution doit s'appuyer sur une logique égalitaire et inclure des choix de discrimination positive pour s'approcher dans les faits de l'objectif égalitaire.

Cela suppose, pendant une longue phase transitoire, un processus de révolution longue, une planification des ressources et des principaux choix éducatifs du bas vers le haut, impliquant à chaque niveau, un conseil d'usager·es, d'enseignant·es, de personnels non-enseignants, de représentant·es administratif·ves et d'élue·s locaux et régionaux.

Cette planification démocratique servira de cadre aux prises de décisions mais aussi aux nécessaires arbitrages dans les différents domaines de la vie de l'établissement. L'autogestion institutionnelle et pédagogique est une prise en charge – à un degré qualitativement bien supérieur à celui de la situation actuelle – d'intérêts contradictoires, parfois conflictuels, qu'une décision hiérarchique peut difficilement assurer, alors que

1. On a pu voir au moment des mobilisations contre le mariage pour toutes et tous que la réalité pouvait dépasser l'imagination. On a ainsi assisté à un boycott, certes minoritaire mais réel, de certaines écoles supposées pratiquer une pédagogie de l'effacement des sexes et des genres. Quelques mois auparavant, on a pu assister à l'effort théorique de certain·es intellectuel·les issu·es des trois religions du Livre, particulièrement le Grand rabbin de France, pour justifier l'inégalité des droits entre homosexuel·les et hétérosexuel·les.

l'implication de la majorité garantit une plus grande légitimité à cette décision. Elle permet la mise en place d'une organisation socialement bien supérieure à l'organisation hiérarchisée qui vise essentiellement à la conservation des pouvoirs et des structures et ne se préoccupe ni de la participation des usager·es et personnels de l'éducation à l'élaboration des projets, des innovations pédagogiques et des réformes ni de l'appropriation de ces mêmes projets et innovations par les acteur·trices concerné·es. Cela nécessite un temps de débat et coopération au sein des équipes pédagogiques et éducatives, inclus dans le temps de travail en tant que service des enseignant·es, mais distinct du temps de travail pédagogique¹.

L'autogestion des structures est, de plus, le seul moyen de faire évoluer celles-ci dans le sens d'une meilleure prise en compte des besoins des élèves, des enseignant·es et de l'évolution des apprentissages.

Ce sont ces différents aspects que cette contribution s'efforce de débattre, considérant l'autogestion non seulement comme une technique de gestion plus démocratique et participative mais aussi comme une stratégie d'innovation sociale. Méthode, moyens et fins sont ici inséparables. Parler d'innovation en éducation, c'est tout naturellement repenser les finalités, les façons d'apprendre et d'enseigner, les moyens, les méthodes, le statut de l'élève, les options et filières et l'évaluation. Tous ces leviers doivent être actionnés.

Aucune innovation importante du système éducatif ne peut faire l'économie d'un engagement des enseignant·es, d'une participation motivée des jeunes et d'une adhésion minimale des parents. C'est pourquoi, répétons-le, les pistes de transformation autogestionnaire tracées ici ne sont que des esquisses que nous souhaitons enrichir par la mise en relation avec les expériences alternatives les plus avancées et par le débat avec les partisan·es d'une transformation radicale du système éducatif.

Transformer l'offre éducative

Il y a un paradoxe à être passé en l'espace de quarante ans d'une école d'élite (30% d'une classe d'âge au baccalauréat) à une école de masse (près de 65% de bacheliers) sans avoir modifié en profondeur l'offre éducative. Cette dernière ne correspond ni à la diversité actuelle des parcours individuels confrontés à un environnement social qui a

1. En ce qui concerne le temps de travail des enseignant·es, il conviendrait de le dissocier du temps de travail des élèves et de le répartir en temps de travail avec élèves, temps de recherche, temps de travail en équipe, temps de rencontres avec les autres partenaires, notamment les parents.

radicalement changé ni aux objectifs d'une autre école, rompant avec l'utilitarisme capitaliste et sa vision étroite et figée de l'humanité.

En privilégiant les critères budgétaires, sans vision transformatrice, en imposant aux élèves de s'adapter au système, les gouvernements, qu'ils soient dominés par l'UMP/Les Républicains ou même le PS, s'opposent à ces objectifs. Au contraire, dans une perspective démocratique et auto-gestionnaire, le système peut et doit s'adapter à la diversité des profils individuels en transformant et enrichissant l'offre éducative.

Dans quel sens faut-il transformer les cursus scolaires et le travail enseignant pour ouvrir cette perspective? Un certain nombre de pistes, soumises à discussion, peuvent être avancées. Elles supposent une modification profonde des structures et des objectifs :

- Les décisions de transformation des parcours et des filières doivent associer systématiquement, avec voix délibérative, l'ensemble des partenaires éducatifs – travailleur·euses de l'éducation, syndicats de salarié·es, associations de parents, organisations de jeunes, mouvements pédagogiques, etc.
- Il est nécessaire de réinjecter de l'égalité, du brassage social et de la discrimination positive avec le retour de la carte scolaire et celui de véritables zones d'éducation prioritaire sur critères sociaux.
- Il importe aussi de mettre fin à la logique méritocratique individuelle en lui substituant la coopération scolaire dès le plus jeune âge. Cet objectif doit être retenu comme un des fondamentaux dans la formation des enseignant·es.
- La multiplication des passerelles entre les différents cursus permettra de ne pas figer trop rapidement les parcours de formation.
- La mise en œuvre des projets transdisciplinaires permettra de croiser les savoirs, ce qui est propice à une compréhension multicausale qui autorise une appréhension du réel dans toute sa complexité¹.
- Il faut également sortir de la logique de l'école sanctuaire – sans pour autant vouloir la fondre complètement dans la société – en liant école et lieux de production par des coopérations construites avec des responsables associatifs, des syndicalistes, et des entrepreneurs, notamment celles et ceux du secteur de l'économie sociale et solidaire.
- L'organisation actuelle du travail enseignant, centrée sur le champ

1. Dans le prolongement de cette perspective, un processus de débat impliquant travailleur·euses de l'éducation, jeunes et parents, peut conduire à un décloisonnement total d'une partie de l'enseignement. Dans ce nouvel espace, il n'y aurait plus alors de champ disciplinaire à proprement parler.

disciplinaire doit être repensée en donnant la priorité au travail en équipe et en organisant le lien avec l'environnement social immédiat.

- L'inspection des enseignant·es, infantilisante, organisant la soumission et privée de toute dimension formative doit être remplacée par une véritable évaluation formative, collégiale et non hiérarchique¹.

- Enfin, l'autogestion scolaire doit remettre en cause un des éléments clés du capitalisme : la division sociale du travail qui s'appuie en partie sur la division technique. C'est pourquoi l'éclatement de la séparation entre le technique-professionnel et le général-intellectuel est un objectif primordial. Au-delà même d'une réorganisation complète des filières d'enseignement, cela suppose leur dépassement pour aller vers des contenus de formation librement déterminés, alliant des savoir-faire techniques, des savoirs savants, des pratiques artistiques ou physiques, etc.

Voyons maintenant comment prendre en compte la diversité des situations individuelles et des motivations, si on veut réellement adapter le système aux jeunes issues de la démocratisation des effectifs et de la diversité des origines culturelles.

Prendre en compte la diversité des expériences individuelles et des motivations

Le système scolaire continue de fonctionner pour une minorité d'élèves : les jeunes les plus « conceptuels », presque tous issus de milieux sociaux favorisés. Il marginalise de nombreux enfants et jeunes issus d'autres milieux sociaux dans lesquels la socialisation familiale met l'accent sur l'apprentissage du « concret », la nécessité de maîtriser la manipulation d'objets matériels et donne du sens aux savoirs quand ces derniers peuvent être reliés aux conditions d'existence.

Or, l'école autogérée doit respecter la pluralité des expériences sociales et des modes d'accès au savoir. C'est pourquoi elle doit cesser d'être le véhicule de la « culture légitime » des groupes socialement dominants. Elle doit lever le voile sur la réalité des rapports sociaux de production et organiser le lien avec le monde social pour que les apprentissages ne se réduisent pas à l'accumulation de savoirs désincarnés.

La curiosité intellectuelle, la satisfaction d'apprendre, la motivation pour un effort ciblé, l'anticipation du résultat espéré supposent la mise en œuvre d'un désir. D'ailleurs la question rebondit, comme en écho, au niveau des enseignant·es eux-mêmes : peut-on innover sans désir ?

1. Cela suppose la suppression des corps d'inspection actuels et un vrai statut égalitaire entre évalué·es et évaluateur·trices.

La réflexion et les pratiques collectives doivent permettre de valoriser la coopération, le partage des connaissances, leur confrontation au réel et l'autonomie individuelle dans une pratique solidaire, favorisant ainsi la construction d'un sujet désaliéné. En s'appuyant sur les méthodes actives qui font de l'apprenant·e l'auteur de sa propre formation, l'organisation pédagogique autogérée est à la fois un outil de contestation de l'«esprit du capitalisme» et une arme pour l'épanouissement individuel et collectif.

En ce qui concerne les jeunes scolarisés aujourd'hui, plus divers et très souvent désorientés par un système aveugle à leurs besoins, sourd à leurs motivations, indifférent à leurs profils, il faut commencer par diversifier l'offre pédagogique, comme nous l'avons vu.

Cela ne consiste pas, comme c'est la tendance ultralibérale actuelle, à créer des filières élitistes. Tout au contraire il s'agit de préserver l'école pour tous, le collège unique, le lycée démocratique, de fonder une école commune pour tous et toutes, tout en autorisant le choix d'axes thématiques différenciés selon les aires géographiques, les types d'environnements et les choix des élèves¹.

Des axes thématiques – par exemple: sports, musique, arts de la scène, techniques du son et de l'image, arts plastiques, activités maritimes ou de montagne, ferme-nature-environnement, etc. – ne sont pas des filières figées: la culture commune reste la même dans tous les axes; un élève peut donc changer d'axe durant sa scolarité. Aucun axe thématique n'est élitiste, aucun n'est définitif, aucun ne fait l'impasse sur les savoirs et savoir-faire définis par les programmes nationaux, même si ces derniers peuvent être utilement amendés.

Les idéologues libéraux ont utilisé la notion de diversité des profils pour créer à tous les niveaux des filières élitistes: une véritable éducation de classe, à deux ou trois vitesses. La nouvelle dynamique scolaire que nous proposons, structurée par la perspective autogestionnaire, vise à créer des conditions radicalement différentes pour qu'émerge une vraie prise en compte de tous les profils, condition pour retrouver ce désir d'apprendre.

C'est ainsi qu'une «école de la seconde chance» doit être proposée aux jeunes déscolarisés ou sans diplôme à l'issue des cursus scolaires initiaux. Elle devra être accessible sans limite d'âge et sans lien de dépendance avec le monde des entreprises. Son caractère généraliste et polyvalent sera préservé car elle n'est pas une formation professionnelle bis même si elle peut en être le complément. De telles innovations structurelles

1. [► Berkeley Gets Rolling].

ne peuvent venir d'en haut. Elles supposent d'associer systématiquement, l'ensemble des partenaires éducatifs à toutes les décisions. Elles supposent un temps d'expérimentation «à la base» et selon les rythmes adaptés à chaque contexte.

L'innovation sera autogérée – avant d'être entérinée par une quelconque hiérarchie – ou ne sera pas.

Reconstruire l'organisation et les contenus

24 Une organisation pédagogique autogérée, c'est le droit à l'expérimentation des enseignant-es et une incitation à une démarche active de recherche pour les jeunes. Recherche, autonomie, productions et démarches actives entrent en contradiction avec les horaires et la forme prise traditionnellement par les locaux scolaires, les premiers trop rigides et les seconds peu propices à la mise en activité. Les équipes pédagogiques et éducatives, les associations de parents, les organisations de jeunes, les élu-es locaux, réuni-es en conseil d'établissement, doivent disposer du pouvoir de décision pour la planification du temps scolaire et l'organisation des locaux, en fonction des besoins exprimés. Des investissements seront nécessaires pour satisfaire cette nouvelle dynamique des apprentissages (espaces informatisés, vidéos, médiathèques, matériels techniques...). Ils doivent être planifiés au terme d'un débat – navette entre les conseils d'établissements, les conseils académiques (si l'académie reste l'échelon géographique pertinent) et des structures nationales de démocratie représentative dont l'approbation ne sera pas plus déterminante que celle des conseils des échelons géographiquement inférieurs¹.

Les programmes scolaires actuels sont marqués par une logique de l'empilement qui reflète la légitimité toute relative de chaque discipline, l'utilitarisme lié à la montée des conceptions néolibérales et à une conception élitiste du savoir qui produit des effets de division – entre apprentissages manuels et intellectuels – et de hiérarchisation entre les différents parcours scolaires.

Le choix et l'organisation des apprentissages et des contenus doivent relever de l'autogestion aux différents échelons, dans le cadre de principes généraux communs : insistance sur des connaissances bien assimilées, égalité de toutes les filières et axes thématiques, polyvalence (intellectuelle et manuelle, théorique et pratique) des formations. Le pari

1. Cette architecture institutionnelle, sommairement décrite, est évidemment objet de discussion et pourra trouver des formes plus pertinentes dans les débats qui accompagnent fréquemment les grandes luttes sur les enjeux du système éducatif.

que nous faisons ici est que les potentialités des différents acteur-trices sont stimulées quand une structure leur donne des instruments pour maîtriser leurs choix personnels et leur environnement immédiat. Ce pari conduit aussi à faire l'hypothèse que les acteur-trices de l'école voudront se rapprocher de la société en construisant des projets à finalité productive – au sens de création – en mobilisant de façon croisée tel ou tel champ du savoir¹.

D'une façon générale, le refus de tenir compte, dans l'éducation, des langues et cultures présentes en France (langues de l'immigration, langues régionales) équivaut à une déstabilisation cognitive des apprenants, à une dépréciation symbolique souvent traumatisante, à une perte de la glossodiversité inhérente au développement des cultures du monde. Les idéologues du nivellement culturel et linguistique sont des communautaristes qui s'ignorent. Une décentralisation autogestionnaire sera forcément respectueuse de cette glossodiversité².

Reste une question cruciale: qui élabore – et selon quelle méthode? – les programmes nationaux, la culture commune?

L'autogestion éducative est fondée sur un double principe: le droit à l'expérimentation et la remontée des innovations du bas vers le haut, du local vers le national. C'est cette méthode qui doit permettre l'élaboration de «programmes» nationaux³. Néanmoins, les besoins de chaque contexte, environnement local ou régional doivent être pris en compte,

1. Cette organisation des contenus, sommairement brossée, n'est pas sans lien avec les «formules d'école» issues des expériences révolutionnaires. «L'école unique du travail», mise en place au sein de la République des soviets en 1918, qui refusait l'endoctrinement et fonctionnait sans punition ni examen, s'appuyait sur une logique de «projet à finalité productive» (Joshua, 2008).

2. [► Une stratégie d'autodétermination].

3. Les guillemets renvoient ici au fait que, dans notre perspective, la notion de programme appelle un regard critique. En effet, quel sens a la notion de programme dans le domaine de l'expérimentation scientifique durant les deux ou trois premières années de l'école primaire? Quel sens a-t-elle s'il s'agit de familiariser un groupe d'adolescent-es souhaitant maîtriser les rudiments de l'architecture en lien avec un professionnel? De plus, dans certains domaines, les programmes peuvent être l'objet de débats et d'enjeux. En sciences économiques et sociales, discipline enseignée au lycée, l'approche keynésienne a perdu du poids par rapport à la vulgate libérale et les conceptions liées au marxisme ont été réduites à la portion congrue. Si la seule référence est celle de programmes nationaux formatés, l'évaluation ne peut porter que sur l'assimilation de la doxa libérale. Si un établissement ou un groupe d'établissement dispose d'une marge d'autonomie, les enseignant-es peuvent ouvrir le champ de l'évaluation. Et, par la même occasion, contribuer à faire évoluer positivement le rapport de forces sociales sur cette question.

par exemple au travers d'un droit à l'expérimentation dérogatoire aux programmes nationaux. C'est ainsi qu'on répondra plus justement aux besoins et aspirations d'une part et à la nécessité d'une certaine homogénéité d'autre part¹.

Du magistral et directif aux méthodes actives.

Une dominante magistrale et directive² dans la transmission des savoirs représente une triple erreur : elle favorise une minorité de jeunes ; elle tourne le dos à ce que nous disent les recherches scientifiques les plus récentes concernant les processus d'apprentissage ; elle dévalorise la parole magistrale par inflation verbale. Il y a là un sujet de réflexion individuelle et collective essentiel pour les enseignant-es.

Les recherches les plus récentes sur les processus d'apprentissage montrent que les phases de compréhension/reproduction/applications simples ne sont pas l'essentiel de ces processus : comprendre n'est pas apprendre et apprendre n'est pas comprendre. L'assimilation n'est réelle que dans les travaux de production complexe où l'apprenant est amené à combiner des savoirs acquis et des notions nouvelles, puisés dans plusieurs disciplines. Le propre du cerveau humain n'est pas de recevoir « passivement » des informations et de se contenter d'y réagir. C'est d'abord et en permanence de projeter du sens sur le monde extérieur. Un individu se fait, dans tous les domaines, des représentations, construit des hypothèses et des anticipations qui s'avèrent plus ou moins fausses et qu'il ou elle rectifie progressivement. Recherche, erreurs et rectifications sont des modalités essentielles du fonctionnement de notre cerveau qui n'est pas qu'un réceptacle de stimuli externes, mais un « outil » de projection de sens. Cela vaut pour les apprentissages des élèves, mais aussi à une échelle collective pour toute innovation par les enseignant-es eux-mêmes qui n'atteindront leurs objectifs qu'après nombre de tentatives plus ou moins abouties. Le magistral, c'est en quelque sorte l'équivalent dans la classe des réformes pilotées d'en haut qui ignorent les conditions d'appropriation réelle de leur contenu.

Dans une pédagogie renouée qui met les apprentissages – et non l'enseignement – au centre du processus, la parole magistrale ne disparaît pas pour autant. Elle est, au contraire, revalorisée soit parce qu'elle

1. [► Ébauches pour un projet autogestionnaire].

2. Le cours magistral concerne surtout l'enseignement secondaire ; dans l'enseignement primaire il s'est largement effacé derrière ce qui est souvent une fausse alternative au magistral : une activité des élèves basée sur des ateliers ou des moments de vie de classe très dirigés qui ne leur permettent pas réellement d'être acteurs ou actrices de leurs apprentissages.

répond à une demande des élèves, soit parce qu'elle apporte, au terme d'une phase de recherche, la conceptualisation finale et sa mise en forme indispensable. C'est dans l'acquisition du langage que le processus de construction progressive par tâtonnements est le plus évident : c'est à l'issue d'une longue série d'« approximations optimisantes » (sons, lexique, morphosyntaxe) que l'enfant acquiert, dans l'imitation de son entourage, les régularités de la langue et ses exceptions. Il n'arrête pas de faire des hypothèses et de les améliorer pendant cinq à sept ans. Même si tous les savoirs ne sont pas aussi longs à construire, ils relèvent tous de ce type de parcours : partir du connu et des représentations (le plus souvent erronées) pour construire du « nouveau » et le valider à l'épreuve du réel¹. L'histoire des sciences elle-même ne s'est pas déroulée autrement : elle a dû suivre les voies d'une épistémologie fonctionnant selon le modèle de nos processus neuronaux et intellectuels, c'est-à-dire par hypothèses, essais et optimisations.

Un nouveau statut de l'apprenant

L'école de masse est un phénomène historique récent, à la fois nécessaire pour le capitalisme et conquête pour les salarié-es et leurs enfants.

Les vieilles structures éducatives sont progressivement entrées en contradiction, d'une part avec les transformations sociales et techniques de la société capitaliste et, d'autre part, avec la culture spécifique des milieux populaires, culture dominée qui génère des résistances au sein de l'institution. Ces résistances prennent différentes formes : de l'absentéisme à la déscolarisation, en passant par la contestation individuelle ou collective du cadre scolaire. La gestion répétitive de ces symptômes de souffrance sociale entraîne un accroissement de la souffrance enseignante. Ignorée par les gouvernements de gauche comme de droite, cette dernière aggrave la crise du système éducatif.

L'ennui à l'école, le chahut, l'opposition, l'agressivité, la violence, les comportements déviants sont donc le plus souvent la conséquence d'un appareil scolaire qui tourne à vide, éloigné de l'expérience sociale qui

1. C'est la raison pour laquelle le refus de tout lien entre école et entreprise parce que celle-ci, porteuse d'une logique de rentabilité, ne pourrait que « contaminer » l'école ne nous paraît pas porteuse d'une logique d'émancipation. Le réel, c'est la production capitaliste et s'en préserver ne signifie pas s'en émanciper. Rencontrer et interroger des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des salarié-es de la conception et de l'exécution, c'est être en relation avec la réalité des rapports sociaux capitalistes. Rencontrer les Fralib qui ont créé une coopérative autogérée, c'est se frotter aux conflits sociaux et à la question d'un nouveau type de société. [► Fralib : le chemin d'une alternative populaire].

structure la vie des jeunes, notamment ceux issus des classes populaires. Cette déconnexion entre école et société explique pour une grande part la perte de sens dont souffrent beaucoup de jeunes scolarisés (Dalgalian, 2012).

Face à cette situation les gouvernements successifs proposent des réponses qui accentuent la logique antérieure sans la modifier : davantage de surveillance, de contrôle hiérarchique et de contrôle social de la jeunesse, de stigmatisation, de discrimination et de répression dans un contexte de restructuration néolibérale des politiques publiques.

C'est d'une tout autre conception dont la société a besoin. Une implication nouvelle des jeunes dans le choix, l'organisation et la gestion des tâches et des apprentissages, des productions et travaux de groupe et dans l'organisation de l'établissement renverserait la perspective actuelle et donnerait vie au désir d'apprendre. Le temps «perdu» à associer les jeunes aux décisions, non seulement a une valeur formatrice intrinsèque, mais surtout lui fait passer le message qu'il est coauteur de ses apprentissages

L'indiscipline et l'ennui sont donc solubles dans un nouveau statut de l'apprenant·e où chacun·e est considéré·e comme auteur·e de sa propre formation¹. La focalisation sur des activités qu'on a décidées et coorganisées permet de substituer la coopération critique à l'impasse d'une rébellion individuelle sans perspective. Quelle meilleure éducation citoyenne que de redonner à l'élève une part d'initiative dans les choix, les parcours, les modalités d'évaluation ! À l'enseignement de la démocratie comme un savoir formel confiné aux programmes d'éducation civique et morale, nous opposons l'apprentissage de la démocratie en actes, dans tous les domaines, à commencer par l'instauration d'un statut démocratique de l'élève, pièce maîtresse de l'autogestion éducative. Ce statut se fonde sur l'idée que l'inégalité entre maîtres et élèves devant les savoirs ne doit pas se transformer en inégalité dans la communication et la prise de décisions.

En conséquence, doivent être prévus des temps de négociation des tâches et des procédures, et de définition collective des modalités d'évaluation. L'apprenant sera dans ce nouveau statut un protagoniste central de ses apprentissages.

1. La formation des enseignant·es doit être abordée dans le même esprit de démocratie participative et de «mise en situation» en lien avec le monde social. L'existence bien réelle d'une différence de rapport au savoir entre formateur·trices et apprenant·es ne doit pas se traduire par le maintien d'une pédagogie du déversoir, incompatible avec l'autogestion comme processus et comme objectif.

Nous avons mentionné l'expérience de l'«école unique du travail», mais il faut aussi rappeler que l'aspiration autogestionnaire s'exprime au travers de l'histoire récente de la pédagogie qui s'est construite sur l'idée d'une plus grande prise en charge des apprentissages par les élèves (Montessori), voire d'une véritable autogestion pédagogique (Freinet¹, O'Neill et, bien avant eux, le pionnier polonais Janusz Korczak²) remettant en cause les procédures traditionnelles de l'évaluation.

L'évaluation comme levier pour apprendre, non comme couperet

Pour commencer, il est indispensable de créer le cadre permettant aux enseignant·es de travailler en équipe et de s'interroger collectivement sur l'efficacité d'une certaine culture docimologique, devenue une véritable routine de l'évaluation, laquelle n'est ni encourageante, ni formatrice et dont la généralisation accroît à la fois l'anxiété et la concurrence.

Il faut, pour nous, réexaminer de fond en comble l'évaluation, sa fonction, ses méthodes, ses objectifs. Premier champ d'action pour l'autogestion pédagogique, les techniques d'évaluation actuelles expriment leur cohérence parfaite avec les objectifs officiels ou cachés de sélection scolaire et sociale. Changer l'évaluation, c'est s'attaquer aux finalités éducatives. Or, aujourd'hui les luttes sociales et politiques au sein du système éducatif, les expériences menées dans ou hors l'Éducation nationale, avec des générations moins dociles face à l'autorité «tombée du ciel», ont largement créé les conditions d'une remise en cause de l'école hiérarchisée et des formes dominantes, traditionnelles ou plus récentes, d'évaluation qui confortent la mise en concurrence des jeunes, ainsi que des enseignant·es, et constituent de graves obstacles à la mise sur pied de logiques coopératives.

Une nouvelle culture de l'évaluation créera un climat propice à la recherche et aux apprentissages. Pour que l'évaluation soit encourageante, il importe que l'élève puisse ressentir et mesurer ses propres progrès, plus que de mesurer son niveau en fonction des programmes. Pour que l'évaluation soit formative, il faut qu'elle soit transparente (discussion préalable avec les apprenant·es des critères) et qu'elle valorise l'autonomie et la créativité des apprenant·es, ainsi que leur aptitude à travailler en groupe et à les faire progresser : on ne valide les savoirs qu'en les partageant. Cela n'exclut pas les évaluations institutionnelles, mais en réduit la fréquence et l'importance au strict nécessaire.

1. [► Pédagogie Freinet et autogestion].

2. [► Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)].

Pour qu'enfin l'évaluation mène au résultat souhaité, il semble indispensable qu'un apprenant soit autorisé à reprendre un travail inabouti (sous une forme adaptée). Il arrive trop souvent qu'un apprenant reste définitivement sur un apprentissage inachevé ou totalement raté, qu'il faut éviter, dans la mesure du possible. Parvenir au résultat attendu dénote au contraire qu'aux yeux de l'apprenant comme de l'enseignant le processus a été mené pour l'essentiel à son terme.

Cela signifie qu'on préférera, dans une école rénovée, l'assimilation la plus complète à l'habituelle course pour «boucler le programme», qui se termine toujours en saupoudrage.

La concertation et le travail en équipe, la réflexion sur de nouvelles pratiques d'évaluation des élèves c'est aussi pour les personnels et particulièrement les enseignant-es, un chemin pour élaborer une évaluation de leur propre pratique, construite sur des critères connus, transparente et formative, respectueuse de professionnels adultes, et donc débarrassée des notations arbitraires, opaques et infantilisantes pratiquées par leurs hiérarchies. De ce point de vue, Il est possible et nécessaire de s'appuyer sur la critique et les débats des années 1970 et 1980, période où ont été élaborées des pratiques collectives de remise en cause de l'inspection individuelle des enseignant-es, parfois soutenues par des organisations syndicales minoritaires. Il y a quelques années, les enseignant-es désobéissant-es ont prolongé, à leur manière et dans une certaine mesure, ces pratiques interpellant ainsi les organisations syndicales majoritaires du monde enseignant.

Des finalités pour une école de l'émancipation

Penser l'école, c'est penser l'avenir. C'est établir le lien avec la société que l'on veut construire.

Le contexte actuel est celui d'une crise globale et systémique du capitalisme mondialisé faite d'une crise économique et sociale, d'une crise écologique inédite, d'une crise grandissante de la démocratie représentative, d'une crise géostratégique au travers du déclin des puissances impériales historiques. Combinée au fossé croissant entre pays du Sud et du Nord et à la montée des inégalités à toutes les échelles, au Nord comme au Sud, cette crise rend la reproduction à l'infini du système éducatif illusoire et lourde de contradictions multiples qui ne la conduisent qu'au chaos et à l'impasse. Le monde qui émerge met à l'ordre du jour une éducation qui prenne en compte la complexité des paramètres et des menaces, mais aussi les possibilités nouvelles ouvertes par l'amélioration générale, au Nord comme au Sud, du niveau des connaissances humaines et de leur diffusion. Le choix est désormais

entre la réaction conservatrice – illusoire et autoritaire – et le « chercheur collectif » dans l'action et l'expérimentation, créatives mais truffées de contraintes.

Un milliard d'affamés dans un monde plus riche, tandis que « le savoir et l'éducation sont devenus des enjeux déterminants des rapports de force mondiaux » (Collectif, 2006 : 131) et que « le programme Éducation pour tous [sommet de Dakar, 2001] est un échec [...] par manque de moyens [...] puisqu'il nécessiterait la mobilisation de 5,6 milliards de dollars par an d'aides internationales, soit 0,7% (!) des dépenses militaires mondiales » (Collectif, 2006 : 131) : voilà le monde dans lequel nous vivons et au dépassement duquel les jeunes générations doivent se préparer. À tous les niveaux, il devient urgent d'« apprendre pour transformer le monde » et faire face aux enjeux nouveaux de façon solidaire.

Il ne s'agit ni plus ni moins que de retrouver la voie d'un humanisme radical par la radicalité de l'autogestion généralisée. Dans cette perspective, les structures éducatives pourraient intégrer un certain nombre de priorités, liées à l'émergence de préoccupations nouvelles :

- Les formations liées à la protection de l'environnement et du vivant, aux énergies nouvelles, à la biodiversité, à la connaissance des écosystèmes, des technologies scientifiques en y incluant une réflexion sur la définition même du progrès scientifique et technique dans une optique d'alterdéveloppement et non pas de capitalisme vert¹.
- Les formations relatives au développement humain : santé et médecine, éducation, logement et urbanisme, transports, sports et activités corporelles, loisirs, langues et cultures.
- Les formations aux activités et métiers relatifs à une réelle coopération Nord-Sud et au commerce équitable, débarrassés des logiques d'exploitation et d'aliénation.
- Les formations liées à l'exigence d'égalité des droits, de citoyenneté et de lutte contre les discriminations.
- Les formations relatives aux rapports sociaux de genre visant à déconstruire les causes supposées des inégalités entre hommes et femmes pour mettre l'accent sur les causes réelles mises en avant par les chercheuses (la préservation de la domination masculine et de l'ordre établi)². Ces formations concerneraient tant les élèves que les équipes

1. Le capitalisme vert est l'horizon réel de l'usage maintenant généralisé du terme de « développement durable » soigneusement dissocié de toute critique du capitalisme dans les programmes scolaires actuels.

2. [► Sí se puede!].

pédagogiques et porteraient aussi sur la construction de ces inégalités dans la société et au sein même du système éducatif, notamment dans la conduite de classe, l'organisation de la prise de parole, etc.

- Les formations liées à la reconnaissance de la diversité des orientations sexuelle.
- Les formations liées à l'interculturalité qui supposent un apprentissage géo-historique, sociologique, anthropologique et philosophique.
- Les formations liées à l'activité économique, au travail, aux conflits sociaux, à la vie associative, à l'économie solidaire.

Aucun de ces chantiers, aucune de ces innovations ne peut faire l'impasse sur une implication active de toute la société, même si les enseignant·es et les jeunes, premiers concerné·es, sont en position de promouvoir ou d'amorcer cette réflexion. Cette démocratie créative a pour nom autogestion. La méthode contient ses propres garde-fous : l'expérimentation et le contrôle collectif. Ainsi, l'innovation devient une autoformation de la société tout entière.

Cela commence par une éducation à la solidarité dans une responsabilité partagée, aux antipodes de la compétition, de la sélection et l'uniformisation. Il faut inventer pour vivre, et expérimenter pour évaluer et valider, surtout dans le domaine de la formation.

Les pistes de travail proposées ici – refondation de l'architecture générale du système scolaire, transformation de l'offre éducative, prise en compte de la diversité des profils et motivations, reconstruction de l'organisation et des contenus, valorisation des méthodes actives, statut démocratique pour l'apprenant, évaluation formative et finalités nouvelles – sont autant d'axes dont nous pensons qu'ils sont à la fois moyens et fins d'une école émancipatrice. Elles prendront tout leur sens si elles peuvent servir de point d'appui au débat entre toutes celles et tous ceux qui, engagé·es dans les luttes pour la défense de l'école publique, considèrent qu'elles n'ont d'impact que dans la perspective de sa transformation par ses acteurs et actrices eux-mêmes.

juillet 2015

Pour en savoir plus

- Baudelot, Christian et Roger Establet (1971), *L'école capitaliste en France*, Paris, François Maspero.
- Bizieu, Nicole (1998), *Célestin Freinet, l'ICEM un choix pédagogique, un engagement social et politique*, Paris, ICEM-Pédagogie Freinet.
- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron (1964), *Les héritiers*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, Pierre (1970), *La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit.
- Charlot, Bernard (1980), *La mystification pédagogique*, Paris, Payot.

- Charlot, Bernard (1987), *Du rapport au savoir*, Paris, Economica.
- Charlot, Bernard et Madeleine Figeat (1985), *Histoire de la formation des ouvriers (1789-1984)*, Paris, Minerve.
- Ciaravola, Florence, Bruno, Della Sudda et Christophe Lemasson (2013), «L'auto-gestion, moyen, chemin et but pour penser l'émancipation scolaire» *Contretemps*, n° 19, octobre, Paris, Syllepse.
- Collectif, *L'Atlas du Monde diplomatique*, Paris, Armand Colin.
- Contretemps* (2013), n° 17, «Dossier école : penser l'émancipation scolaire», avril, Paris, Syllepse.
- Dalgalian, Gilbert (2000), *Enfances plurilingues*, Paris, L'Harmattan.
- Dalgalian, Gilbert (2012), *Reconstruire l'éducation*, Paris, Syllepse.
- Illich, Ivan (1971), *Une société sans école*, Paris, Le Seuil.
- Joshua, Samy (2008), «Demande éducation émancipatrice pour société nouvelle», dans Stathis Kouvelakis (dir.) (2008), *Y a-t-il une vie après le capitalisme*, Pantin, Le Temps des cerises.
- Laval Christian et coll. (2010), *La grande mutation : Néolibéralisme et éducation en Europe*, Paris, Syllepse.
- Laval Christian et coll. (2011), *La nouvelle école capitaliste*, Paris, La Découverte.
- Mise à jour, revue de débat des communistes pour l'autogestion* (1986), n° 5-6, «L'école dans les crises, un enjeu pour l'alternative».
- Terrail, Jean-Pierre (2004), *École : l'enjeu démocratique*, Paris, La Dispute.
- Terrail, Jean-Pierre et coll. (2005), *L'école en France : crise, pratiques, perspectives*, Paris, La Dispute.

Pédagogie Freinet et autogestion

Jean-Michel Mansillon

Ni dans son émergence historique, ni dans sa pratique quotidienne et dans son évolution, ce qu'on appelle «Pédagogie Freinet» ne se définit à partir d'un corpus théorique pensé comme une réponse globale et fermée qui serait à appliquer; mais comme des réponses pratiques dont la cohérence est assurée par quelques orientations directrices, d'abord implicites. Sa dimension autogestionnaire n'apparaît elle-même qu'en cours de route, comme une conséquence qui s'impose.

Au départ, un constat, à la fois d'ordre psychologique et d'ordre politique (nous sommes au début des années 1920 – presque un siècle !): d'une part les élèves s'ennuient à l'école, le plus souvent ils y apprennent peu ou mal, oubliant très vite ce qui semblait «appris»; à l'opposé, constat que «dans la vie», les jeunes enfants sont spontanément curieux, qu'ils désirent apprendre, et que certains apprentissages, pourtant fort complexes, se font sans problème, profondément et durablement, mais de manière non scolaire (marche, langage, apprentissages

divers par expérience); d'autre part l'école telle qu'elle fonctionne le plus généralement (sur l'essentiel, rien n'a changé depuis les débuts de Célestin Freinet) est inefficace et productrice d'échec, qu'elle normalise et sélectionne.

Par rapport à ces constats, Freinet, pas à pas, expérimente, modifie ses pratiques jusqu'à renverser complètement les perspectives habituelles: place de l'enfant dans la classe, rôle de l'enseignant, rapports au savoir, à l'autorité, approche des apprentissages.

Concrètement, il s'agit de remplacer peu à peu des activités «scolaires» (leçons/exercices programmés et uniformément imposés par l'institution et l'enseignant) par des activités dotées de sens pour les enfants, parce que fondées sur leur vécu, et porteuses d'une dimension sociale (activités d'expression et de communication: journal, imprimerie, enquêtes, correspondance, conférences d'enfants...; sorties dans le milieu social et naturel; activités de création, de production, de bricolage, de jardinage...). Il s'agit aussi d'individualiser les apprentissages, non seulement en tant qu'ils résultent d'activités vivantes, mais en tant qu'ils sont respectueux des possibilités présentes, des rythmes et des démarches propres à chacun.

De ces expériences, certains fondamentaux de la pédagogie Freinet ressortent clairement: importance de l'expression, par laquelle chacun, dans le groupe, existe, prend sa place, peut être reconnu et prendre peu à peu conscience de lui et confiance en lui; importance du groupe et de la coopération, groupe qui donne sens et valeur, enrichit par ses richesses individuelles et les questionnements qu'il introduit. C'est «naturellement», dans un groupe où l'état d'esprit a changé (où, peu à peu, on s'est habitué à s'exprimer vraiment et à écouter, où chacun est et se sent respecté, où l'on travaille au lieu d'obéir), que la coopération remplace la compétition.

Freinet, théorisant cela *a posteriori*, introduit alors les notions de tâtonnement expérimental et de méthodes naturelles. Ce dernier concept est quelque peu ambigu, puisque ce qu'il appelle «méthode naturelle» est en fait une non-méthode (une méthode s'impose de l'extérieur et s'applique uniformément à tous); il s'agit surtout, comme avec le concept de «tâtonnement expérimental», d'opposer à l'approche scolaire traditionnelle qui prétend «faire apprendre» en isolant (en isolant les savoirs constitués de leur genèse, les savoirs les uns des autres, les savoirs de la vie réelle) et en simplifiant (les démarches d'apprentissage), une démarche respectueuse du réel dans sa complexité (c'est-à-dire de l'enfant concret et singulier, construit dans une histoire, qui «apprend» avec

la totalité de son être cognitif, affectif, social). Et cela vaut pour tout apprentissage : savoirs, savoir-faire, savoir-être, seul et avec autrui.

Par ailleurs, alors que la pédagogie Freinet est par nature en constante évolution et construction, Freinet fonde un mouvement, l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM), lieu d'échanges, de concertation, d'autoformation, de production (d'outils pédagogiques et théoriques), et une coopérative, la Coopérative de l'enseignement laïc (CEL), outil de production et de diffusion assurant l'indépendance du mouvement.

Dans ce contexte, l'autogestion n'est pas un point de départ, une forme d'organisation décidée *a priori*. Elle est plutôt un résultat, une réponse. Certains préféreront parler d'auto-organisation, non pas qu'il s'agisse de processus spontanés, qui se feraient tout seuls, mais en tant qu'il s'agit de processus quasi nécessaires, dépendants des conditions dont ils émergent. Elle n'est pas un décret de l'enseignant qui l'imposerait plus ou moins, mais c'est plutôt elle qui s'impose, quand le groupe classe s'est progressivement modifié ; elle apparaît comme un fait : il y a dans la classe des activités multiples, des activités individuelles et de groupes, qui se décident, se présentent au groupe... et cela nécessite organisation, planification, responsabilités... Il y a aussi des divergences, parfois des conflits. La réunion coopérative, ou le « conseil », quel que soit son nom, alors, fonctionne, parce qu'il intervient en situation, qu'il est nécessaire.

On peut noter ici une nuance significative entre le mouvement Freinet et la pédagogie institutionnelle (née du mouvement Freinet) portant sur deux conceptions de l'autogestion, quant à l'introduction, la place et la fonction des « institutions » : une conception que l'on pourrait qualifier de formelle (pédagogie institutionnelle) ; l'autorité de départ (ici l'enseignant) institue un cadre (le « conseil ») au sein duquel le pouvoir va se déplacer, au moins en droit, et la vie coopérative se développer ; une conception plus souple et plus vivante, où le cadre institutionnel est un moyen permettant concrètement la plus grande autonomie de chacun et la plus grande richesse du groupe, fonctionnant et se transformant en fonction des besoins¹.

Les pratiques de la pédagogie Freinet, ou proches de ses perspectives, témoignent de la possibilité de l'autogestion à l'école. Au niveau de la conception des activités, à celui de leur mise en œuvre, à celui de l'organisation de la vie commune. Elles s'inscrivent dans le réel, avec ses contraintes extérieures, ses difficultés internes. Les processus engagés se développent et évoluent fondamentalement dans un contexte de

1. [► Lycée autogéré de Paris].

respect (des personnes singulières, du réel et du possible); et c'est quand certaines conditions préalables sont présentes (notamment: engagement chargé de sens) que des pratiques autogestionnaires semblent s'installer de manière durable. C'est en cela, sans doute, que ce vécu dans des classes alternatives nous instruit aussi sur les conditions de possibilité de l'autogestion à un niveau plus général¹.

avril 2010

Lycée autogéré de Paris

36 Notre établissement porte le nom de Lycée autogéré de Paris. Cet établissement est un lieu de formation et d'éducation. [...] Ce qui est recherché, c'est la participation de tous aux actions et aux décisions qui se rapportent à la vie de l'établissement: c'est en cela que nous disons que notre établissement est un lycée autogéré. [...] L'équipe éducative est garante du cadre. Ce cadre consiste en principes éthiques, philosophiques et pratiques que l'on pourrait résumer en parlant de recherche organisationnelle et institutionnelle permettant la construction et le maintien d'un véritable «régime démocratique».

Nous souhaitons donc que chaque élève soit citoyen de l'établissement. Les membres de l'équipe sont convaincus que la citoyenneté s'apprend en la vivant au sein d'une communauté de petite taille. Vivre et agir parmi d'autres de manière réfléchie est une condition préalable à la compréhension de la citoyenneté à l'échelle d'une nation ou à l'échelle de la planète, de la citoyenneté «abstraite». La citoyenneté considérée comme savoir vivre ensemble est à la fois le fondement indispensable de cette expérience et l'objet d'un apprentissage continu. Car à travers la «citoyenneté» c'est la question des liens qui est posée. [...] Il est important de comprendre que c'est l'esprit de cette expérience qui nous pousse à établir des relations interpersonnelles, à construire des réseaux d'obligations, d'échange et de solidarité².

[...] Les membres de l'équipe souhaitent que les élèves fassent l'expérience d'une sorte de contrat social, à petite échelle bien entendu. La taille de notre établissement nous permet d'allier démocratie directe et démocratie indirecte. C'est pour ces raisons qu'il est fondamental de

1. [► Éducation émancipatrice (L)].
2. [► Utopie contre pragmatisme].

garantir la liberté-participation de tous les membres de la communauté éducative. Un élève est libre parce qu'il peut participer aux choix « politiques » de l'établissement. Il s'agit là, en quelque sorte, d'une liberté politique qui correspond aux orientations de recherche sur la « démocratie ». C'est dans ce sens-là qu'on peut dire que l'élève est citoyen, avec toutes les difficultés que cela soulève chez les adeptes des définitions strictes. Ces difficultés sont certainement héritées d'une conception « jacobine » de la société qui ne voit de citoyenneté que par rapport à l'État, et qui ne voit de liberté qu'individuelle.

À travers ce fonctionnement sont reconnus ou mis en place des dispositifs et des hiérarchies variés. [...] Il y a [...] des groupes qui se forment autour d'un projet qui devient leur projet. Il est possible pour tout individu ou groupe de participer à des activités déjà là ou d'en créer de nouvelles. La mobilité, l'ouverture sont souhaitées, et les recours prévus. Tout individu, tout groupe peut en appeler à la réunion générale de gestion, dont la fonction de régulation est importante, en appeler à l'assemblée générale qui – à condition de respecter le quorum requis – est souveraine.

Même si notre établissement n'est pas un État miniature, les questions des libertés, des droits et des devoirs y sont posées, et il nous faut donner des réponses dont certaines sont formalisées. Un certain nombre de lois et de règles ont été formulées au cours des années. Comme cela se passe dans la société « réelle », elles l'ont d'abord été sur les sujets problématiques. Les énoncer par écrit, les répéter fait partie de notre travail. La connaissance de grands principes, la conscience individuelle et collective font le reste [...].

L'établissement s'est doté de structures repérables qui font partie de la « loi fondamentale », autrement dit de sa Constitution. [...]

L'organisation du lycée est en quelque sorte scindée en deux parties. L'une d'elle correspond à l'acquisition « classique » des savoirs, on l'appelle structure pédagogique. Elle a connu et connaît encore des variantes, elle correspond aux groupes pédagogiques, ateliers, projets, UV et autres cours. L'autre partie correspond à l'organisation politique – au sens large – on l'appelle structure de gestion, et on l'espère tout aussi pédagogique que la première. Formée de commissions et d'instances diverses, cette structure manifeste l'originalité du lycée. L'équipe éducative se réunit une fois par semaine. Le collectif se réunit soit en assemblée générale, soit en groupes de base, [qui] forment une partition de l'ensemble en huit groupes qui se réunissent une fois par semaine.

Les commissions sont mixtes, composées de professeurs et d'élèves. Elles sont plus particulièrement chargées des aspects « techniques » du fonctionnement. Ce sont les commissions qui sont chargées de la gestion au sens le plus strict de ce terme. Toute commission est au service du collectif et responsable devant le collectif. Les commissions sont au nombre de huit, leurs attributions ayant pu changer au fil du temps : administration, budget, évaluation, entretien, accueil et relations extérieures, bibliothèque-CDI, affichage, informatique, cafétéria. Il faut ajouter à ces commissions permanentes deux commissions ponctuelles : planning, inscription des nouveaux élèves. Lors de sa réunion hebdomadaire qui a lieu en même temps que les commissions, le conseil s'occupe plus précisément de coordination pédagogique.

Au cours de l'année scolaire 1997-1998 a été instituée une nouvelle commission : la commission justice. Cette commission se réunit à la demande de ses membres pour travailler sur son propre fonctionnement. Bien évidemment elle se réunit lorsqu'elle doit statuer sur un cas qui lui est soumis.

La réunion générale de gestion est constituée de deux représentants élèves élus au sein de chaque groupe de base et de deux délégués élus de l'équipe éducative. Elle se renouvelle à chaque séquence et se réunit deux heures, une fois par semaine. Elle centralise les informations transmises par les groupes de base, les commissions et la réunion de l'équipe. Elle est chargée de redistribuer les informations dans les diverses instances, d'organiser les votes et de convoquer l'assemblée générale. La réunion générale de gestion a une fonction de régulation. Elle organise les votes en groupes de base, collecte les résultats et les publie. La réunion générale de gestion convoque et anime la réunion avec les parents en collaboration avec la commission « accueil ».

Tout membre ou tout groupe constitué du lycée peut saisir la réunion générale de gestion sur tout sujet qu'il juge utile à la bonne marche de l'établissement. Elle convoque l'assemblée générale et l'anime sur tout sujet qu'elle estime devoir être discuté par l'ensemble du lycée, éventuellement avec le ou les membres du lycée qui en ont fait la demande. Ce n'est pas un gouvernement. Elle a pour mission d'informer le lycée des débats en cours et elle doit l'informer si elle a dû prendre une décision. Dans ce cas, la décision de la réunion générale de gestion ne peut être remise en cause que par l'assemblée générale réunie en groupes de base. La réunion générale de gestion s'organise de façon autonome. Ses décisions sont prises à la majorité simple. Un délégué égale une voix. [...] La réunion générale de gestion ne décide pas des

grandes orientations du lycée. Elle ne peut pas modifier les principes fondamentaux de l'établissement.

Les groupes de base sont au nombre de huit. Ils sont constitués de trois professeurs et d'une trentaine d'élèves. Les membres de l'équipe sont associés par tirage au sort «régulé» et ils se retrouvent en groupe de base avec les élèves dont ils sont les tuteurs. Tout membre du lycée est obligatoirement membre d'un groupe de base. Les groupes de base désignent en leur sein deux délégués élèves à la réunion générale de gestion, renouvelés à chaque séquence. Chaque délégué est responsable devant son groupe de base. Il serait souhaitable que chaque groupe de base ait au moins un représentant dans chacune des commissions, ce qui n'est pas toujours le cas. Le groupe de base est un lieu de discussion et d'échanges, il organise ses débats de façon autonome¹.

Les délégués, représentants des autres instances, informent de leurs travaux, des propositions de débats et de leurs décisions. Les groupes de base, après information et discussion, votent le budget et les modalités d'inscription de nouveaux élèves et plus généralement toute proposition soumise au vote, à l'exclusion des domaines réservés à l'équipe enseignante. Tout membre ou tout groupe constitué du lycée peut proposer à la réunion générale de gestion un débat et un vote sur toute question jugée utile. La réunion générale de gestion organise les votes en groupe de base, collecte les résultats et les publie. Une décision est prise à la majorité simple. Une personne égale une voix. Le quorum requis est de 45% des électeurs inscrits. Toute décision prise en dehors de cette procédure peut être contestée après réexamen par la réunion générale de gestion, les groupes de base jugent alors en dernière instance. Chaque groupe de base prend en charge le ménage d'une partie du lycée.

L'assemblée générale est constituée par l'ensemble des membres du lycée. Les sujets abordés y sont variés: présentation des projets, des UV thématiques, des stages, modifications à apporter à l'organisation pédagogique ou administrative, modalités d'inscriptions des nouveaux élèves...

Il y a quatre sortes d'assemblées générales: l'assemblée générale programmée: par exemple présentation du budget; l'assemblée générale forum: par exemple présentation des projets; l'assemblée générale recours: par exemple remise en cause d'une décision; l'assemblée générale d'urgence: par exemple réponse à une situation imprévue².

2010

1. [► Une coopérative d'habitants].

2. [► Processus (À propos du concept de)].

Résistance pédagogique

Christophe Lemasson

Au cours de l'automne 2008, de nombreux·ses professeur·es des écoles font connaître publiquement leur refus d'effectuer la demi-heure quotidienne de pseudo-aide personnalisée mise en place par Xavier Darcos alors que le gouvernement supprime les 8000 postes d'enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en grande difficulté. Très vite ce mouvement se répand comme une traînée de poudre, les lettres de désobéissance individuelle et collective se multiplient et en quelques mois ce sont plusieurs milliers d'enseignant·es qui se déclarent publiquement «désobéisseurs» et «désobéisseuses».

40

Le mouvement de résistance pédagogique est né, se constitue en réseau, tient sa première université d'été fin août 2009 au cours de laquelle est élaborée une charte de résistance pédagogique. Très vite, alors que le mouvement commence à s'affirmer, la répression tombe de façon totalement arbitraire contre plusieurs centaines d'enseignants : retraits de salaires pour services non faits, tracasseries administratives, retrait de la fonction de directeur·trice d'école, comparution devant des commissions disciplinaires pour refus d'obéissance, manquement au devoir de réserve, incitation à la désobéissance collective, ou encore pour «faute professionnelle»

Mais les soutiens sont nombreux : des collectifs locaux de parents, de parents-enseignants affichent leur soutien explicite à la démarche des désobéisseurs et des désobéisseuses et interviennent en direction des inspections académiques, refusant parfois d'envoyer leurs enfants à l'aide personnalisée. De nombreuses sections syndicales locales et des élus locaux, comme le conseil municipal de Toulouse, apportent également leur soutien ainsi que des universitaires de renom, tels Hubert Montagner ou Philippe Meirieu.

En effet, l'aide personnalisée mise en place par le ministère s'inscrit dans un contexte d'ensemble, la mise en place d'un nouveau système éducatif néolibéral qui supprime de fait l'école républicaine. Sur fond de désengagement de l'État qui supprime des dizaines de milliers de postes de personnels, une école de la compétition se met en place : programmes recentrés sur des fondamentaux dont l'acquisition s'acquiert par le recours à des méthodes pédagogiques archaïques privilégiant la parole magistrale et les exercices purement répétitifs, contenus des programmes aux relents passéistes (comme la bonne vieille leçon

d'instruction civique et morale remise au goût du jour) et mise en concurrence, à travers des évaluations en CE 1 et CM 2, des élèves, des enseignants, des écoles.

La logique libérale qui généralise la concurrence est impitoyable. En dressant chacun contre tous, elle crée chez celui ou celle qui échoue une dévalorisation de soi, une sorte d'intériorisation de l'échec scolaire vécu comme un échec personnel, profond ressort pour l'acceptation plus tard de la « domination quotidienne ordinaire ».

Et dans cette école néolibérale, l'enseignant·e devient le technicien ou la technicienne chargé·e de produire les compétences attendues, le régulateur qui isole les récalcitrant·es dans des dispositifs personnalisés aux effets pervers ; l'évaluation est tout autant celle de l'élève que celle de l'enseignant lui aussi placé en concurrence avec ses collègues et dont l'école sera jaugée à l'aune de ses résultats.

C'est parce que l'acte d'enseignement est profondément transformé par la mise en place du nouvel ordre éducatif néolibéral que cette opposition radicale prend la forme d'une objection de conscience professionnelle, personnelle et collective. C'est parce que cette opposition, surtout lorsqu'elle parvient à se lier aux autres oppositions pédagogiques et syndicales, menace le projet néolibéral que la répression s'abat sur ses partisans.

La charte de la résistance pédagogique entend « contribuer à la pensée de l'enfant en privilégiant la coopération et le raisonnement » et de fait sur le site du réseau ou dans le livre d'Alain Réfalo (2010), on peut découvrir comment, de façon très concrète, les désobéisseurs et les désobéisseuses cherchent dans la pratique à promouvoir d'autres méthodes d'enseignement et d'apprentissage. En se plaçant explicitement dans le sillage des pédagogies coopératives, ils montrent par leurs pratiques qu'il est possible de rendre les élèves acteurs de leur

LIP AUJOURD'HUI
GREVE ACTIVE AUTOGEREE



DEMAIN
LA REVOLUTION
ET L'AUTOGESTION
 PSU 20^e Section
 Atelier populaire **SOCIALISTE**

formation, de les aider à construire à travers leurs activités, le savoir. Ils confirment en tant qu'experts-praticiens que la transformation des méthodes d'enseignement est un enjeu essentiel tout comme la refonte des contenus d'enseignement.

S'ébauchent ainsi selon nous dans la construction d'une opposition pratique au nouvel ordre éducatif néolibéral, des éléments pour une alternative autogestionnaire à l'école. L'un des apports du réseau de résistance pédagogique est de repolitiser à sa manière le débat sur l'école en affirmant que la pédagogie n'est pas neutre et que le débat «Quelle école pour quelle société?» est intrinsèquement lié au débat «Quelle pédagogie pour quelle école?». Alain Réfalo appelle à des états généraux de l'école pour envisager «une révolution éducative et pédagogique et reconstruire un projet de société solidaire». La clarté de l'objectif devrait interpeller toutes celles et tous ceux qui, à gauche, considèrent que les enjeux éducatifs sont des enjeux de société et qu'il importe, face au rouleau compresseur néolibéral, de travailler à l'émergence d'un projet politique alternatif dans le domaine de la formation¹.

juillet 2015

Pour en savoir plus

Réfalo, Alain (2010), *En conscience je refuse d'obéir. Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école*, Nanterre, Des îlots de résistance.

Samosz

Claude Kowal

Citons parmi les noms les plus connus des pédagogues du 20^e siècle ceux de Freinet, Montessori, Neil et aussi celui beaucoup moins connu en France de Janusz Korczak, sans oublier des structures comme celle des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives (CEMEA), nées du Front populaire, qui ont touché un très grand nombre de jeunes, mais étaient réservés aux activités de loisirs ou de sports.

Ces différents noms ne sont pas identiques dans les méthodes et les pratiques, mais s'inscrivent tous dans une volonté de rendre au sujet en formation un rôle actif et une finalité d'autonomie, voire une pratique autogestionnaire dans le cas de Janusz Korczak. Si Maria Montessori

1. [► Oui au contrôle étudiant].

représente surtout une pratique des «méthodes d'éducation active» misant sur l'expression et la communication prises en charge par les élèves eux-mêmes, Célestin Freinet illustre une conception de la prise en charge par les élèves eux-mêmes de leur activité éducative. Neil, quant à lui, a pratiqué en Angleterre une méthode où les rythmes d'apprentissage étaient subordonnés au seul désir des élèves. Son expérience est décrite dans le célèbre *Libres enfants de Summerhill* (Neil, 1971).

Janusz Korczak constitue un cas particulier, à la fois par ses méthodes, son antériorité historique puisqu'il date du début du 20^e siècle, par sa pratique laïque dans un pays où l'éducation était dans les mains de l'Église ou du rabbinat, et surtout sa référence explicite à l'autogestion que l'on peut lire dans la préface de 1929 de l'édition de son livre référence, *Comment aimer un enfant*, préfacé par Bruno Bettelheim et Stanislas Tomkiewicz (Korczak, 1978).

C'est le mot polonais *samosz* qui est utilisé par Korczak pour désigner cette autogestion. C'est le même mot que Solidarnosc a utilisé plus tard pour se dénommer et se définir à sa naissance : «syndicat autogestionnaire et indépendant»¹. Dans son livre, Korczak décrit très clairement, et en termes simples, une organisation scolaire qui permettait aux enfants de son orphelinat de prendre des décisions de «justice» ou de pédagogie ou tout simplement sur la qualité de vie. Et il la met en pratique dans son institution qui est un orphelinat d'enfants juifs au milieu de Varsovie. Lui-même ne se posait pas au-dessus de ces structures de décision et, à plusieurs reprises, a «comparu» devant ces collectifs et en a respecté les verdicts. Il ne s'agissait pas de postures ou d'affectations pour la galerie, mais d'un fonctionnement ordinaire de l'orphelinat, même si on imagine bien que Janusz Korczak était dans une position particulière.

Dans son pays, la Pologne, la notoriété de Janusz Korczak est au moins aussi grande que celle de Victor Hugo en France et il est devenu une véritable gloire nationale, nonobstant le fait qu'il soit Juif et connu comme tel, ce qui n'est pas la moindre des surprises. Cette notoriété ne date pas de l'après-guerre, c'est-à-dire après sa mort lorsqu'il accompagna jusqu'au bout les enfants de son orphelinat : du ghetto au camp d'extermination de Treblinka. Car même avant guerre il était déjà très connu en raison du succès d'une émission de radio très populaire, comparable à celle de Françoise Dolto dans les années 1970.

Son discours, débarrassé de tout verbiage scientifique, lui permettait un succès populaire large, alors même que le gouvernement autoritaire

1. [► Autogestion et Solidarnosc (L')].

de Józef Klemens Pilsudski faisait des ravages. Si la hiérarchie catholique ne goûtait guère ce pédagogue juif laïque qui venait sur ses terres, le rabinat ne l'aimait guère non plus, lui reprochant sévèrement de former les élèves juifs de son orphelinat en langue polonaise alors que partout ailleurs c'était le yiddish qui prévalait pour les Juifs très reconnaissables à leur accent.

Une institution laïque, en plein cœur de Varsovie était perçue comme un scandale par les curés et les rabbins¹.

avril 2010

Pour en savoir plus

Korczak, Janusz (1978), *Comment aimer un enfant*, Paris, Robert Laffont.

Neil, Alexander S. (1971), *Libres enfants de Summerhill*, Paris, François Maspero.

<http://korczak.fr>.

44 Oui au contrôle étudiant

Bureau national de l'UNEF

[...] La perspective d'un changement de régime s'éloigne. Il ne s'agit plus pour l'instant d'exercer le pouvoir étudiant, car il est impossible d'établir une université socialiste autogérée dans un contexte capitaliste. La voie est donc aujourd'hui celle du contrôle étudiant sur tout ce qui nous concerne, contrôle qui nous donne les moyens de la contestation et de la revendication.

La bataille des examens n'est pas terminée. Autour des inscriptions et des équivalences, la lutte doit être menée contre toute tentative de sélection non avouée. En juin, en septembre et en octobre, les étudiants ont imposé des modalités d'examens plus intelligentes et moins sélectives. En certains endroits, cependant, les résultats ont prouvé une attitude sélective du jury (20 à 40% de reçus) et parfois des cas de répression individuelle. Des commissions étudiantes de contrôle doivent donc faire le bilan des examens et pourront proposer des actions pour une nouvelle session.

De plus, les formalités d'inscription, le problème des équivalences donnent lieu à des tentatives de pression pour décourager les candidats (étudiants salariés, ceux qui ont déjà trois années de premier cycle, par exemple). [...] Il faut donc encore mettre sur pied des commissions de

1. [► Pédagogie Freinet et autogestion].

contrôle étudiantes chargées d'informer les étudiants pour des actions éventuelles.

Les étudiants ont leur mot à dire sur la nomination des enseignants. Les mécanismes actuels permettent aux minorités résolument bourgeoises de perpétuer leur pouvoir contre les aspirations de la majorité. C'est pourquoi l'UNEF a dénoncé le noyau d'enseignants du Centre expérimental de Vincennes, constitué par cooptation. C'est pourquoi il faut lutter pour que les critères de nomination soient rendus publics, pour que les candidats-professeurs présentent aux assemblées générales étudiantes leur projet, leurs conceptions de l'enseignement¹.

novembre 1968

Source

L'Étudiant de France, n° 3, novembre 1968.

Berkeley Gets Rolling

Rebecca Tarlau

Au printemps 2010, les étudiants de Californie ont organisé des journées d'action pour préparer la grève du 4 mars pour enrayer la diminution des crédits et pour que l'université reste un bien public.

Though Berkeley campus unions have not called a strike, they'll join other actions while many student groups including the Graduate Student Organizing Committee and the General Assembly have called a student strike. There are major actions planned at every state school and UC campus, and many community colleges. The call for action has also been picked up around the country and internationally.

Students at Berkeley developed the Rolling University taking over four campus buildings in four days last week. After coordinating with supportive building managers, students reclaimed public spaces to build for March 4. Professor Nelson Maldonado-Torres spoke about the need to «decolonize» the university – our struggle, he pointed out, is not merely to «save» the university, but to transform it.

That's what the *Rolling University* set out to do. Organizers got together to imagine what a cooperative, non-privatized university might look

1. [► UNEF propose (L')...].

like. The solidarity-building exercise drew many who had not been deeply involved into discussions of our movement [...].

In an effort to create more critical awareness around gender, race, and sexuality, four students presented a feminist response to the current student movement, generating a discussion of how to conduct organizing meetings so that less dominant voices can be expressed and heard¹.

2010

Source

Labor Notes, 1^{er} mars 2010.

Éducation émancipatrice (L')

Françoise Garibay et Michel Séguier

46

L'éducation émancipatrice peut viser différents buts en termes d'émancipation et d'abord éviter que le système éducatif lui-même soit générateur d'exclusion ou d'oppression. Au-delà, l'éducation peut prétendre récupérer sa vocation émancipatrice en orientant et accompagnant les individus vers la libération des diverses dépendances et aliénations qui les accablent. Elle peut enfin chercher à concevoir des pédagogies susceptibles d'engendrer les désirs et les capacités pour s'émanciper ou se proposer d'aller au-delà de l'émancipation personnelle en visant les transformations sociales².

Quel rôle pour les savoirs, quelles approches méthodologiques, quelles formes et outils d'apprentissages pour une éducation émancipatrice? L'étude des expériences a montré que les approches sont diverses, très liées à l'expérience et aux références des porteurs de ces expériences; les formes et outils d'apprentissage sont et doivent être en perpétuelle construction comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre. Nous approfondirons ici la notion de *capacitation* qui, peu connue en France, a montré ailleurs tout son potentiel. Elle propose et met en œuvre des pédagogies susceptibles de faciliter le développement des capacités pour l'action et la transformation sociale en cherchant à respecter les caractéristiques et conditions nécessaires d'une éducation émancipatrice.

1. [► Self-Help].

2. [► Commune du 17 avril (La)].

Les savoirs et leur transmission : oppression ou émancipation ?

Une éducation qui se veut émancipatrice va prendre le contre-pied de types d'éducation où les institutions et pratiques, consciemment ou non, engendrent l'exclusion, la déqualification et l'humiliation, autrement dit, les systèmes éducatifs que Freire nomme « bancaires ». Elle va chercher à ce que les savoirs reliés au lieu d'exclure, valorisent au lieu d'humilier, deviennent source de coopération et de reconnaissance plutôt qu'objet de compétition ou d'exclusion. Elle va éclaircir et enrichir les connaissances, fournir des repères pour comprendre, rendre créatif, ouvert à l'inattendu, curieux de l'autre, plutôt que dogmatiques et pétris de certitudes.

L'éducation émancipatrice renie les processus éducatifs qui dominent, marginalisent et monétisent d'autres cultures et tuent d'autres savoirs et modes de vie. Elle va lutter contre une culture de la déqualification, en particulier la déqualification des savoirs les uns par les autres, le « savoir scientifique » reniant les « savoirs populaires » ; mais aussi contre une conception selon laquelle seuls des chercheurs professionnels seraient susceptibles de produire des savoirs et de les qualifier en tant que tels. Elle va refuser la captation de l'héritage culturel par la société de production-consommation, la privatisation et la « marchandisation » des savoirs et de la formation¹.

Une éducation libératrice des oppressions

L'éducation émancipatrice est une éducation d'ouverture, ayant comme finalité la libération des dépendances et des oppressions de tous types. Elle cherche à ouvrir à l'homme les possibilités de reconnaître, valoriser et renforcer son identité culturelle dans sa dimension individuelle comme dans les rapports avec ses proches ; elle lui donne des éléments pour intervenir consciemment dans l'histoire comme constructeur actif, tout le long de la vie, du patrimoine culturel universel et ceci dans un dialogue multiculturel où les cultures se laissent interroger les unes les autres plutôt que de laisser se construire entre elles des barrières incontournables. Elle doit lutter contre cette oppression intériorisée : « Je ne sais rien », « je ne suis pas capable », « Je n'en suis pas digne » et développer les curiosités, la conscience que les savoirs peuvent devenir accessibles, qu'ils nous appartiennent de droit, que ceux dont on est porteur

1. [► Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école].

sont eux-mêmes intéressants, utiles, essentiels pour construire une autre façon d'être dans le monde, condition première à toute émancipation¹.

Comment définir et valoriser les savoirs libérateurs? Quels sont les apprentissages nécessaires si nous voulons relever les défis de notre vie individuelle, culturelle et sociale? Apprendre à développer notre lucidité, à coopérer, à créer du lien entre les personnes, à toujours relier transformations personnelles et transformations collectives, mais aussi apprendre à affronter l'incertitude, à combattre les oppressions sans risquer d'en produire de nouvelles...? Apprendre à développer et mettre en œuvre des savoirs, mais aussi et surtout des savoir-faire et savoir-être, savoirs formels et savoirs existentiels, savoirs d'expérience et d'action. Quand on apprend, on apprend aussi les systèmes par lesquels et dans lesquels on apprend. Toute pédagogie qui se veut émancipatrice doit viser la relation paritaire, la curiosité vis-à-vis d'autres points de vue, le développement de la responsabilité et le pouvoir de décider.

48

Les savoirs d'une citoyenneté active

Comment identifier et faire circuler les savoirs nécessaires à tous pour que chacun puisse véritablement participer aux débats et aux activités démocratiques de notre époque (débats concernant les dimensions politique, économique, écologique, biologique, éthique des problèmes actuels)? La vitesse du développement des sciences et technologies ouvre le débat sur des questions fondamentales: l'adoption des politiques globales et locales, leur impact dans l'environnement, la modification des rapports sociaux. La plupart des citoyens restent en dehors de leur réelle compréhension, quel que soit leur niveau d'études. L'accès au débat est donc nié à la grande majorité d'entre nous. Cette exclusion met en danger le processus de développement démocratique des peuples. Construire des réponses à nos questions de société implique la mise en œuvre des savoirs, expériences, points de vue, projections... de tous ceux qui sont concernés. Comment les intégrer? ou au moins, comment les mettre en relation?

Les savoirs ne valent que par ce qu'ils produisent comme possibilité en chaque humain de construction de soi et d'un «nous ensemble» et comme ouverture et capacité d'agir face aux dépendances et aux oppressions.

1. [► Autogestion dans la lutte pour le socialisme (L')].

Des pédagogies de l'interaction besoin-vouloir-savoir- pouvoir

Une éducation émancipatrice doit proposer et se baser sur des pédagogies qui contribuent à développer et renforcer l'interaction besoin-vouloir-savoir-pouvoir, mécanisme fondamental de l'émancipation, et à impulser une responsabilité sociale, une participation active, compétente et engagée aux actions menant à la transformation sociale.

L'émancipation implique un pouvoir agir que les pédagogies émancipatrices vont devoir contribuer à construire, un pouvoir individuel et collectif : un « je peux », un « nous pouvons » en termes de capacités, de compétences, d'aptitude, de possibilités. Elle fait appel à la liberté – prise et octroyée – et au droit, en termes de puissance, de force et en termes de décision, en lien avec la responsabilité, la maîtrise, le choix. « Cette réappropriation du pouvoir par ceux qui en sont exclus est l'enjeu des années à venir. »

Savoir et pouvoir sont intimement liés, non seulement parce que, dans nos sociétés, le pouvoir passe par le savoir, que la rétention des savoirs ou leur diffusion opportune sont mécanismes de domination, mais aussi parce que les modes de construction des savoirs et leurs modes de transmission sont liés à la construction du pouvoir agir.

En anglais, on parle d'*empowerment*, un terme qui unit directement les deux notions, puisqu'il sous-entend l'acquisition et l'utilisation d'outils et de connaissances, la prise de conscience de sa valeur et la capacité de changer les choses ; le tout en passant par l'action concrète et conduisant à l'exercice d'une influence significative sur son environnement et sa condition.

Les changements de modes de transmission, de mise en commun et de circulation des savoirs ont pour conséquence une transformation de la définition et de la production des savoirs, de leur valorisation, de leur appropriation et donc de leur possible utilisation.

La recherche-action a posé, d'emblée, la relation savoir-pouvoir comme moteur de l'action transformatrice en proposant que face à un problème, une situation de crise réelle et vécue, ceux qui vivent et subissent ce problème – et non des chercheurs externes – entreprennent eux-mêmes la recherche qui permettra de connaître plus à fond les tenants et aboutissants du problème. Elle leur permettra d'envisager des solutions. L'hypothèse méthodologique de base est que cette connaissance, en plus d'éclairer les solutions possibles, aura un effet de conscientisation en mettant à jour, peu à peu, les conditions objectives qui déterminent les personnes affectées et les aliènent socialement et culturellement. Elle sera un déclencheur d'action transformatrice de la

réalité avec des changements significatifs quant à une prise de pouvoir des gens sur leur propre vie¹.

2009

Source

Françoise Garibay et Michel Séguier (coord.), *Pratiques émancipatrices : Actualités de Paulo Freire*, Paris, Syllepse, 2009.

Politisation et autogestion du marché du livre en Allemagne

50 Le 1^{er} avril 1969 au mitan de l'opposition extraparlamentaire et de la contestation, un groupe d'auteurs fonde à Francfort une maison d'édition coopérative, la Verlag der Autoren.

Pour en savoir plus

Claus Kröger, « La fin qui fut un commencement : histoire d'une contre-institution », dans Bernard Lacroix, Xavier Landrin, Anne-Marie Pailhès, Caroline Rolland-Diamond (dir.), *Les contre-cultures : Genèses, circulations, pratiques* Paris, Syllepse, 2015.

Pratiques culturelles et autogestion

Magali Braconnot et Jean-Michel Mansillon

Culture et autogestion : voilà deux domaines apparemment séparés, d'ordre différent, que l'on pourrait même opposer. La culture n'est-elle pas, au moins pour partie, considérée comme un ensemble d'habitus, de pratiques sociales apprises dans un milieu particulier, qui déterminent nos conduites et nos pensées ? N'est-elle pas par ailleurs consommation de produits dits culturels, livres, spectacles divers, qui nous sont plus ou moins imposés de l'extérieur, selon les normes du moment, quand ce n'est pas selon des intérêts marchands ? Quel rapport avec l'autogestion ? On pourrait même se demander quel rapport avec la culture, selon une tout autre conception de celle-ci. Car si la consommation de produits présentés et ressentis comme

1. [► De la citoyenneté au dépérissement de l'État].

exprimant notre intégration sociale, comme modèles normalisateurs, contribue à notre aliénation et à notre asservissement, la culture peut être tout autre chose. Il suffirait de se souvenir du sens premier de «cultiver»: non pas la culture, instituée, déjà faite, établie, qui ne serait qu'à atteindre ou posséder, mais l'action de cultiver, c'est-à-dire de faire advenir, d'aider à venir au jour, de transformer, de créer des possibles.

En ce sens, et bien à l'opposé du sens précédent, la culture peut être dite émancipatrice: car en elle et par elle, nous nous construisons et nous nous transformons, en modifiant notre rapport au monde, à nous-mêmes, aux autres. C'est, qu'ainsi considérée, elle n'est plus un corpus constitué qu'il ne s'agirait que d'avoir, mais une manière d'être, être en étant relié; et cette manière d'être requiert ce qu'on pourrait appeler un certain état d'esprit, une disposition (au sens propre), faits de curiosité, de disponibilité, d'ouverture: ce dont il s'agit, c'est de vivre, de s'agrandir, et ce ne peut être dans la passivité, par laquelle je suis réduit à une chose inerte, plus ou moins remplie de l'extérieur, mais dans l'activité d'un sujet qui s'enrichit de ses rencontres et pour qui les œuvres vivent de la vie des autres, puis en lui-même. Cette manière d'être, d'être «cultivé», c'est-à-dire donc de se cultiver, de cultiver ses possibles, requiert, de manière fondamentale, l'échange, par lequel nous nous humanisons. Échange qui implique expression de soi et reconnaissance de l'autre, sujet comme moi, différent de moi.

Cet état d'esprit n'est-il pas celui de l'autogestion, qui la rend désirable et qui est nécessaire à sa mise en œuvre? Car passer de modes de vie subis, hiérarchisés, aux formes et contenus prédéfinis, à des modes où nous coopérons et construisons en commun, aussi bien nos projets que nos réalisations, ne saurait se faire sans la disponibilité et l'ouverture qui permettent à chacun de sortir un peu de lui-même, de reconnaître l'autre dans sa singularité et de l'écouter, sans donc cette dimension culturelle partagée, qui rend possible nos évolutions.

Le lien entre culture et autogestion apparaît encore plus clairement si nous considérons la mise en œuvre de notre dimension culturelle, ainsi comprise, comme contribuant à former et développer cet état d'esprit: l'ouverture d'esprit, le désir et la capacité de changer de point de vue pour essayer de pénétrer celui de l'autre (en entrant dans une œuvre, en coopérant pour en créer...) se développent en s'exerçant; l'attitude qui est nôtre dans notre vie culturelle ne fait que se généraliser à d'autres domaines (de la vie commune, de l'activité économique...).

Si la culture, par sa nature même, nous prépare en quelque sorte à des pratiques autogestionnaires, il faut encore remarquer que réciproquement

ces dernières, en tant que telles, ont une dimension culturelle. En effet, à l'occasion de pratiques autogestionnaires, nous sommes nécessairement amenés à prendre autrui en compte, à écouter, à développer un esprit critique et surtout autocritique, bref à sortir de soi et à penser au-delà de nos besoins et habitus. Et l'on voit bien que les conditions intérieures qui ouvraient à notre possible dimension culturelle (émancipatrice) sont les mêmes que celles requises pour les pratiques autogestionnaires. En elles-mêmes, celles-ci appartiennent déjà au monde de la culture : penser et agir dans la perspective de l'autogestion, c'est opérer et coopérer le même renversement que lorsqu'il s'agit de se cultiver au lieu de se soumettre ; dans ces deux situations, il s'agit de vivre en acteur responsable plutôt qu'en consommateur, d'accroître notre puissance d'être et de créer, de vivre notre rapport aux autres sur le mode de l'échange et non de l'opposition.

52

Ainsi, nous aurions tort de nous étonner du lien entre culture et autogestion : c'est dès leur fondement, et dans un mouvement semblable, qu'elles sont associées. Pour illustrer ce propos, nous allons maintenant tenter un recensement d'expériences qui nous ont semblé intéressantes d'un point de vue autogestionnaire. Les exemples concrets d'expériences d'autogestion dans le milieu de la culture ne sont pas légion. Pourtant on peut observer ces dernières années différentes pratiques qui pourraient s'en revendiquer. Le mot « autogestion » n'est pas forcément utilisé, mais les moyens mis en place et les objectifs visés correspondent aux contenus que nous y mettons. Parfois ces pratiques ne sont pas vraiment choisies et résultent plutôt d'un contexte économique contraignant, parfois au contraire, elles correspondent à un choix politique revendiqué.

Ces expériences sont pour la plupart peu connues, relativement récentes et/ou minoritaires, car peu médiatisées dans une société où les domaines culturel et artistique restent élitistes et éloignés de la vie de tous les jours. On ne peut pourtant pas dire qu'il s'agit de phénomènes à la marge, ou anecdotiques, puisqu'ils semblent au contraire s'organiser, se pérenniser, se développer.

Quelques rapports et travaux de sociologues s'intéressent, par exemple, aux anciennes friches devenues « nouveaux territoires de l'art ». Le fait qu'il s'agisse d'une émergence en parallèle au niveau international, et non une particularité française ou européenne, n'en montre que plus l'intérêt. L'exemple des friches industrielles « reconverties » est particulièrement significatif de ces pratiques alternatives. Voici ce qu'en dit le sociologue Fabrice Raffin dans *Le Monde diplomatique* d'octobre 2001 :

Dans de nombreuses villes d'Europe, quadrillées par les aménageurs, de petits groupes d'individus avides d'innovation culturelle entendent échapper au formatage des industries comme des institutions. S'étant emparés des seuls espaces laissés vacants, les friches industrielles ou marchandes, les casernes et les hôpitaux désaffectés, ils substituent des logiques de participation et d'engagement aux logiques de consommation et de contemplation culturelle, toutes deux marquées par une certaine passivité. Les œuvres et les spectacles révèlent préoccupations sociales, intentions politiques et dimension festive.

En instituant une proximité géographique entre les œuvres d'art et la population, il s'agit de refuser la séparation entre l'art et la société en construisant des «projets culturels pour agir» et une «continuité de pratiques» avec les populations avoisinantes. Avec cette démarche de «reconversion», selon Fabrice Raffin, les acteurs des lieux «créent des brèches» dans les conceptions héritées du ministère d'André Malraux qui prétendait à la «neutralité» de la culture : «Au Confort moderne et à la Belle de Mai, comme à l'Ateneu Popular, à la KulturFabrik, au City Arts Centre, à l'Usine, il semblerait que l'on ait mis entre parenthèses, sans les abandonner complètement, les prétentions démesurées de cette conception de l'art tout en complexifiant son approche¹. Ce serait une approche parallèle pour laquelle les segmentations entre les pratiques et les disciplines, entre l'art, les cultures et la vie, de fait, ne sont plus de mise. Ces pratiques artistiques et culturelles recouvrent autant des prétentions universalistes que des sens immédiats et expressifs. Avec elles, la neutralité culturelle prend un tour revendicatif pour exprimer l'altérité, les différences.» En occupant des lieux abandonnés ou promis à la spéculation, les acteurs culturels veulent ainsi être parties prenantes de la vie de la cité, à la fois «espace de vie» et «territoire de lutte», et se tenir aux côtés de la population pour contester l'hégémonie des pouvoirs divers².

Un foisonnement d'initiatives

Ce réseau, qui associe 27 lieux répartis dans seize pays européens, correspond à une volonté de mutualisation des expériences de ce type. La plaquette de présentation du réseau explicite la démarche :

Les centres, membres du réseau, partagent une similitude de démarche : l'initiative est privée et citoyenne [...]; réappropriation

1. [► Athénées libertaires... d'hier à aujourd'hui (Les)].
2. [► Pour une autre ville].

d'architectures témoins d'une époque marchande ou industrielle; structuration en association professionnelle sans but lucratif; non-interventionnisme des pouvoirs publics tant dans l'administration que dans la programmation; ouverture à toutes les formes d'expressions artistiques et transversales, ainsi qu'aux projets de proximité qui accentue l'insertion de chaque centre dans son environnement socio-politique; importance du soutien aux jeunes créateurs tant locaux qu'internationaux; prise en compte des minorités et des communications intergénérationnelles; convivialité des modes de fonctionnement et de communication.

54 Cependant, ainsi que le note Fabrice Raffin dans *Passages* (2002), le réseau Trans Europe Halles est guidé par une forme de pragmatisme où c'est «l'épreuve du faire» qui sert de boussole: «Manque de moyens financiers et de compétences, improvisations et inventions organisationnelles, sont deux des éléments qui donnent un premier niveau de l'originalité irréductible de chacune des initiatives du réseau TEH.» Il est notable, ajoute-t-il que «ce pragmatisme est distinctif par rapport à des initiatives similaires des années septante. La part d'idéologie politique [...] a quasiment disparu. Contrairement à de nombreuses expériences culturelles "post-soixante-huitardes", s'il existe un positionnement politique dans le monde, il n'a plus de caractère révolutionnaire au sens strict du terme, fondé sur une théorie politique. La posture révolutionnaire qui impliquait non seulement la critique mais aussi la destruction du "système social et politique" laisse la place à une volonté de participation aux affaires de la cité, et révèle une démarche citoyenne. L'idéologie cède la place au pragmatisme, ce qui n'empêche pas la critique sociale.»

Dans une démarche différente, les squats artistiques sont apparus en nombre dans les grandes villes dès les années 1980. Occupant des lieux, plus ou moins en accord les propriétaires, les protagonistes se sont approprié des espaces pour créer, accueillir des concerts (notamment de rock alternatif), des expositions, des fêtes et parfois des lieux de vie. Les squats sont autogérés et parfois réhabilités par les artistes dont certains peuvent habiter sur place. On peut citer quelques-uns d'entre eux (dont la plupart n'existent plus): l'Hôpital éphémère, le Collectif de la Grange aux Belles, Électron libre, La Forge à Paris, L'Usine à Montreuil, Mix-Art Myris à Toulouse, les Diables Bleus à Nice... Certains se sont parfois transformés en lieu officiel dédié à la culture, ce qui entre en contradiction avec la démarche originelle du squat.

Les Associations pour le maintien des alternatives en matière de culture et de création artistique (Amacca) – dont la première a été créée en 2009 – se situent dans les mêmes perspectives. Elles préfigurent une

organisation sociale alternative dans le secteur culturel et constituent une «AMAP culturelle». Le fonctionnement est basé sur le micro-mécénat de «citoyens-spectateurs-producteurs», une pratique collective, permettant à un groupe de particuliers de s'allier autour d'un projet culturel commun et de porter sa création, sa diffusion. Le micro-mécénat, comme le mécénat individuel, peut ainsi représenter l'amorce d'une nouvelle approche du financement qui s'inscrit dans une logique d'économie sociale permettant aux individus de ne plus être seulement consommateurs mais d'être aussi co-créateurs de projets culturels. Ces associations, régies par la loi de 1901, peuvent aussi solliciter des entreprises locales ou les collectivités territoriales à partir du moment où leur totale indépendance est respectée.

Lieux de vie autogérés, lieux de convivialité, d'art, de culture, de politique, d'expérimentation, ouverts à tous, sans hiérarchie, les centres sociaux et culturels autogérés se définissent par leur autonomie face à l'État, leur refus de hiérarchie et de toute autorité illégitime¹. Les principes de fonctionnement sont élaborés et décidés collectivement, et les activités proposées sont autofinancées afin de permettre à tous de pouvoir y participer². Ils sont ancrés dans un quartier; on y organise des spectacles, des conférences, des cours, des débats, des rencontres, des expositions. Ils participent activement à la vie locale et tentent de maintenir des liens et de la convivialité entre les habitants: soutien scolaire, repas collectifs, éducation populaire, théâtre de quartier... S'ils ne sont pas gratuits, les centres culturels pratiquent le «prix libre», chacun choisissant la somme qu'il veut donner pour tel service.

Parmi les nombreux centres, mentionnons le Centre culturel libertaire de Lille, le Centre social autogéré de Lyon-Croix-Rousse, le Local autogéré de Grenoble, le Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles de Montréal. Au Centre social autogéré de Liège, l'objectif est clair: «Tous ces projets, nous les avons menés dans une optique anticapitaliste, en remettant en cause l'argent-roi et en essayant que chacun·e puis s'y sentir à l'aise et libre dans ses différences.»

Il importe enfin d'évoquer les pratiques collectives et coopératives dans le spectacle vivant. S'il existe depuis longtemps des pratiques plus ou moins collectives de création et ou de fonctionnement coopératif dans le spectacle vivant (compagnies de danse, de théâtre, troupes de musique), avec l'émergence de nouveaux genres artistiques tels que le «théâtre de rue» et le «nouveau cirque» (ou cirque contemporain), cette

-
1. [► Centres sociaux: une pratique autonome et radicale].
 2. [► Multiples facettes de l'autogestion (Les)].

tendance apparaît plus nettement, en relation avec le renouvellement proposé.

Le théâtre de rue, en sortant des lieux institutionnels classiques a établi à partir des années 1980 un autre rapport au public, un espace de jeu différent, une autre idée de l'art. Au lieu d'être donnés dans des lieux spécialisés et parfois élitistes, les spectacles ont lieu dans des espaces publics, extérieurs ou intérieurs (rues, places, centres commerciaux, friches, gares, fixes ou déambulants...) C'est à la fois un choix de démocratiser le spectacle vivant (les artistes vont au-devant du public au lieu d'attendre les spectateurs dans des théâtres, les spectacles sont souvent gratuits...) et une démarche artistique qui renouvelle le spectacle et désacralise l'«art» (mises en scène, rapport au public, costumes, utilisation de l'espace, mélange des genres...).

De son côté le nouveau cirque apparaît au moment où la popularité du cirque traditionnel décline: le public est plus sensible aux droits des animaux et en recherche de nouvelles formes alternatives. Il propose des spectacles mêlant différentes disciplines (musique, acrobaties, théâtre, danse) où il est moins question de performance que de réalisation artistique.

Ces deux genres remportent un succès croissant depuis trente ans et vont s'organiser et s'institutionnaliser. Il existe aujourd'hui des écoles nationales de formation aux arts du cirque, un centre des arts de la rue, des publications, de nombreux festivals et nous pouvons observer dans de nombreuses troupes de cirque ou de théâtre de rue une recherche de pratiques collectives et coopératives.

Les artistes se regroupent en troupes pour créer, en mutualisant compétences, besoins administratifs, lieux de travail, matériel, salaires... Ils refusent la hiérarchie des fonctions, la prise du pouvoir par un metteur en scène ou un directeur·trice de compagnie, expérimentent un fonctionnement horizontal, prennent les décisions en commun qu'elles concernent l'artistique ou l'économique, partagent les tâches, revendent une certaine polyvalence.

Les difficultés rencontrées suite aux réformes successives du régime des Intermittents du spectacle ont pu aussi favoriser ce genre de pratiques. Dans un contexte difficile économiquement, le collectif peut représenter une forme de résistance pour continuer d'exercer son métier.

La lutte des Intermittents s'inscrit également dans le refus d'une culture marchande: réseaux commerciaux «artistiques» qui vendent des spectacles en série (comédies musicales, shows divers...) comme ils vendraient n'importe quel autre produit rentable.

La manière de créer de ces troupes ou groupements d'artistes entre en cohérence avec l'idée qu'ils défendent de l'art et de la culture : moins élitiste, plus démocratique, ancrée dans le quotidien, non marchande.

Les différentes expériences rapidement évoquées ci-dessus ont en commun de mettre en œuvre d'autres pratiques et d'autres perspectives relatives à la vie culturelle. S'y retrouvent des personnes qui s'investissent, s'organisent, créent, dans une démarche qui tend vers l'auto-organisation. Le contraire donc de ce que notre société produit et dont la culture est un aspect, nécessairement à son image : marchandisation, consommation, élitisme... D'autres pratiques qui ouvrent sur une autre société, en même temps qu'elles la nécessitent ; qui participent donc, dans leur domaine, aux avancées vers une société autogestionnaire. Ainsi, la culture, autrement pensée et vécue, peut être un levier pour l'émancipation.

2010

**ÉCOLOGIE,
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

Défis démocratiques de la transition écologique et énergétique (Les)

Richard Neville

Dans sa critique du déficit démocratique du système parlementaire, André Gorz pointait avec clairvoyance l'écueil du bureaucratisme qui ne pourra être évité que par un éco-socialisme efficace et réaliste reposant sur des réformes révolutionnaires graduelles. Il mettait également en exergue les limites de la démocratie parlementaire et estimait que si «le suffrage donne le droit de gouverner, il n'en donne pas le pouvoir» (Gorz, 1975: 72). Pourtant, la mystification du concept de démocratie indirecte tend à se perpétuer en déniait tout exercice de pouvoir populaire sur l'organisation de la société, en ne laissant aux citoyen-nes que la possibilité de désigner leurs représentant-es tous les cinq ans. Ainsi, les intérêts suprêmes de l'État capitaliste sont bien préservés (Munster, 2008).

Avec l'ampleur de la contestation du mode de représentation et la demande croissante de participation de la part des citoyen-nes, ce *statu quo* apparaît de plus en plus paradoxal. C'est précisément ce qui ressort de l'analyse des mouvements de révolte citoyens, qui ont surgi à partir de 2010 aux quatre coins de la planète (de l'Islande à l'État espagnol, du Chili au Québec, du Brésil à la Turquie). Certains s'élèvent contre la corruption politique, l'arrogance des élites et revendiquent la dignité; d'autres rejettent les élites financières et la connivence entre le monde politique et financier et le capitalisme mais l'objectif est le même (Castells, 2012).

Ces mouvements posent la question de la légitimité politique qui touche la quasi-totalité de la planète. Un nombre croissant de citoyen-nes estiment ne plus être représenté-es. La France, qui n'a pas été touchée directement par ces mouvements, n'est pourtant pas exempte de ces constats parfaitement perceptibles dans les luttes ou lors des consultations électorales. Le pays traverse une véritable crise de la démocratie représentative que la «classe politique» s'évertue à ignorer. S'agissant de la politique énergétique, la souveraineté du pouvoir constituant ne

s'est jamais exercée et la délégation de pouvoir a même été largement obstruée par la technocratie.

Historiquement, la politique énergétique n'a donné lieu à aucun débat public et citoyen d'ampleur. Le choix de l'accélération du programme du nucléaire civil, décidé dans le cadre du plan Messmer en 1974 et dans la plus grande opacité, est intimement lié à celui du nucléaire militaire résultant des orientations géostratégiques de l'après-guerre et de la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1945. Dès lors, le débat a été largement confisqué par l'État et les ministères de la défense et de l'industrie. De plus, cette orientation a été mise en œuvre par l'entreprise nationalisée EDF sous l'égide étroite de la technocratie et avec le consentement de la fédération CGT de l'énergie dans le cadre du compromis historique. Le choix du nucléaire est donc lié à celui d'un État fort, autoritaire et centraliste, comme on peut l'observer dans les États les plus nucléarisés du monde. Le primat du tout nucléaire a donc annihilé tout développement à grande échelle des énergies renouvelables, il a pérennisé inexorablement le rôle tout puissant de l'État et donc généré l'absence de tout débat démocratique et citoyen sur l'avenir énergétique.

L'attribution des permis d'exploration et d'exploitation des huiles et gaz de schiste en 2010 a résulté de la même logique, celle d'une centralisation excessive de la décision, cantonnée à quelques services ministériels et corps d'État et à la signature apposée par un ministre servile. En France, les choix énergétiques ont toujours ignoré les principes élémentaires de la démocratie, y compris ceux très insuffisants de la démocratie représentative, comme le Parlement.

Aujourd'hui encore, la politique énergétique n'est toujours pas réellement débattue à une échelle de masse. Le Grenelle de l'environnement (2007), même s'il s'agissait de la première opération de concertation à grande échelle du monde associatif, a volontairement occulté certains sujets (comme le nucléaire) et l'on sait ce qu'il est advenu de nombre de décisions. Ce simulacre de concertation n'a, à aucun moment, associé les citoyen·nes, il s'est limité à associer les « experts » et les professionnels du secteur associatif largement subventionné par des subsides publics.

Sous le gouvernement Ayrault, la feuille de route de la Conférence environnementale (2013) et du débat national sur la politique énergétique n'a guère dépassé le stade des bonnes intentions de la convention d'Aarhus¹ et s'est cantonnée à « améliorer la gouvernance environnementale » en préconisant une rationalisation des procédures

1. Adoptée en juin 1998 par 39 États, elle définit des principes sur l'accès à l'information,

environnementales qu'il s'agit d'engager « sans diminution des exigences ». La loi-cadre sur la décentralisation, au demeurant fort critiquable, a néanmoins pris en compte les « questions de la biodiversité et de l'énergie » afin de rendre les collectivités territoriales acteurs majeurs de la transition écologique. Au-delà de certaines intentions louables, la loi sur la transition énergétique adoptée en juillet 2015 se maintient dans le carcan libéral et austéritaire, elle privilégie la croissance verte, « génératrice de surconsommation et n'intégrant pas la finitude des ressources » ; sous la pression des lobbies industriels, elle renonce à la socialisation du secteur de l'énergie ; le scénario énergétique ne remet pas en cause le nucléaire et les modes de transport actuels ; elle néglige la mise en œuvre d'une véritable politique de recherche ; l'absence de transparence sur les décisions, la mise en place et le suivi des politiques s'inscrivent dans la continuité et l'opacité qui ont toujours prévalu dans le secteur de l'énergie (Sud-Énergie, 2015). À la veille de la 21^e conférence climatique (COP21), qui se déroulera en décembre 2015 à Paris, il s'agit là d'une vraie occasion manquée mais pouvait-il en être autrement avec le pouvoir en place qui conduit une véritable politique de classe ?

Alors que les crises climatique et énergétique vont avoir des conséquences incommensurables pour l'avenir de la planète, les décisions pour demain doivent sortir impérativement du giron de la technocratie et être transférées provisoirement aux différentes instances élues. Mais, ce ne sera pas suffisant car la démocratie représentative est totalement discréditée et se trouve de plus en plus sous l'influence des lobbies. Il y a donc urgence à construire une articulation entre démocratie représentative et démocratie directe, cela passe par la mise en place de réelles instances de décision citoyenne, que nous définissons comme « démocratie active ».

Des expérimentations de démocratie active ailleurs

Depuis une vingtaine d'années, des expériences de participation et de décision citoyennes ont été expérimentées sur d'autres continents : le budget participatif à Porto Alegre repris par plus d'un millier de collectivités dans une trentaine de pays (Della Sudda et Neuville, 2010 : 83)¹, des Conseils locaux de planification publique aux conseils communaux au Venezuela (Neuville, 2010 : 196)², des formes de participation

la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

1. [► Budget participatif].
2. [► Conseils communaux et double pouvoir].

active au Kerala en Inde (Borrits, 2010), etc., sans être directement transposables, celles-ci peuvent servir de référence.

Plus près de nous, en Europe, la « planification énergétique » mise en œuvre dans la municipalité de Kolding au Danemark dès 1994, a décidé de réduire de 75 % les émissions de CO₂ d'ici 2021 ; les programmes d'autosuffisance énergétique de Marinaleda et Matarredonda en Andalousie (Belaali, 2011) basés sur l'éolien et le solaire démontrent qu'il est possible d'agir à différents niveaux. Ces exemples ne sont pas exhaustifs, de nombreux écoquartiers Vauban à Freiburg et Kronsberg à Hanovre (Allemagne), BedZED à Londres, Vesterbro à Copenhague, Hammarby à Stockholm, Eva Lanxmeer à Culemborg, etc.¹ ont largement innové et réussi à réduire de manière conséquente les consommations d'énergie, voire passer en énergie positive (Habitacoop)².

Ce qui est possible dans plusieurs états et collectivités dans le monde pourrait être instauré en France dans des formes à définir démocratiquement. Cela passerait par la mise en œuvre d'une planification démocratique écologique, reposant sur des assemblées populaires élues à différents échelons pour définir une nouvelle politique énergétique. Aujourd'hui, le savoir n'est plus l'apanage des classes dominantes et les citoyen·nes sont parfaitement en capacité d'opérer des choix pour l'intérêt général. L'expérimentation des forums citoyens l'a démontrée amplement (par exemple les OGM).

Pour une transition énergétique socialisée et démocratisée

Dans la société de demain que nous souhaitons autogestionnaire, les biens communs universels (l'eau, l'air, la biodiversité) et les biens publics (énergie, transports, télécommunications) devront échapper à toutes formes de marchandisation et être socialisés, ce qui n'impliquera pas nécessairement la nationalisation. Quels que soient les échelons de compétences (national, régional ou local), les citoyen·nes, les associations, les syndicats devront être associés pleinement aux décisions et à la gestion des entreprises ou des régies publiques. L'essentiel des services publics de proximité pourrait être géré par des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC), tels que l'eau, les déchets, les énergies renouvelables, l'éolien, le solaire, etc. Il est à relever que par la volonté de collectifs de citoyen·nes et de collectivités locales, le processus est engagé puisque le nombre de SCIC s'est accru très rapidement ces cinq dernières années et qu'il existe actuellement 442 SCIC, dont près d'un

1. [► Une coopérative d'habitants].
2. [► Pour une autre ville].

quart oriente ses activités vers l'environnement (préservation, gestion des déchets, autopartage et énergies renouvelables...).

Rappelons l'histoire de l'électrification rurale en France, non pas pour en faire un modèle mais pour méditer sur les capacités citoyennes et municipales capables de pallier les carences de l'État. À la fin du 19^e siècle, celui-ci ne souhaitait pas la développer sur l'ensemble du territoire et les entreprises privées ne l'estimaient pas suffisamment rentable. Des fermiers et des municipalités s'organisèrent et créèrent des coopératives pour produire et acheminer l'électricité dans les campagnes. *A posteriori*, l'État admit les régies municipales d'électricité (1900), il fit adopter une loi qui créa les sociétés d'intérêt collectif agricole d'électricité (SICAE) pour donner un statut aux coopératives créées spontanément par les fermiers. En 1937, 96% des communes et 90% de la population bénéficiaient de l'électricité (Massé, 2005).

La transformation sociale et politique de la société implique de rompre radicalement avec les pratiques actuelles qui consistent à déléguer la gestion de l'énergie aux intérêts privés capitalistiques (une des conséquences de la loi de 2000)¹ et à confisquer le pouvoir de décision. Le discrédit de la démocratie représentative s'explique en partie par l'opacité de la gestion publique, le refus d'entendre les mobilisations populaires (eau, huiles et gaz de schiste, nucléaire, etc.) et l'absence de concertation des usager·ères et des travailleur·ses à tous les niveaux².

La perspective autogestionnaire pose donc les questions de la propriété, du financement, des modes de gestion et de la composition des instances de gestion des services publics, ce qui peut se résumer par la nécessité impérieuse de « démocratiser radicalement la démocratie ».

La définition d'une nouvelle politique énergétique implique évidemment la remise en cause des modes de production, la sortie de la logique productiviste et la relocalisation d'une partie de l'économie pour réduire de manière substantielle le transport de marchandises, extrêmement énergivore, ainsi qu'une reconversion écologique de l'industrie.

Pour ce faire, il ne s'agit pas tant de « reprendre un contrôle citoyen » que de créer les conditions d'un véritable pouvoir de décision citoyen, tout en multipliant les expérimentations citoyennes, dont il faudra tirer les enseignements. Il est aujourd'hui nécessaire de dépasser la seule référence aux contre-pouvoirs pour élargir le contrôle citoyen et construire des espaces d'autonomie populaire réconciliant ainsi la vie quotidienne

1. Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

2. [► Notre-Dame-des-Landes, zone à autogestion déterminée].

et l'action politique. Donc de passer à des formes collectives de résistance à des formes collectives d'organisation et d'expérimentations.

Engager une transition postcapitaliste

Une véritable transition impliquerait de prendre la décision d'arrêter le nucléaire en France. Pendant la phase transitoire, le pays aurait besoin d'énergies fossiles (gaz, charbon), qui représenteraient 30% de la production d'électricité si on souhaitait arrêter le nucléaire en dix ans. C'est pourquoi parallèlement des mesures radicales devraient être prises dans les secteurs qui émettent le plus de gaz à effet de serre : les transports, le bâtiment et l'agriculture intensive.

La transition énergétique doit s'insérer dans la transition écologique globale pour permettre une réduction substantielle de la consommation d'énergie. Il s'agit aussi d'engager cette transition tout en évitant deux écueils, d'une part, la mutation du système vers un capitalisme vert et une économie verte (d'ailleurs déjà engagée) et, d'autre part, le choix d'une évolution de type réformiste comme celle préconisée par certaines organisations de gauche (Tanuro, 2010). De ce point de vue, le «Manifeste écosocialiste» du Parti de gauche, tout au moins dans sa version initiale, ne se montrait pas à la hauteur des enjeux et fut notamment critiqué par Daniel Tanuro qui considérait qu'il se situait dans une perspective «davantage étatiste et centralisatrice qu'autogestionnaire et décentralisée», faisant «l'impasse sur la nature de classe de l'État», parant «la République française de vertus qu'elle n'a pas» et présentant «pour ainsi dire une conception «*top-down*» de l'émancipation socialiste» (Tanuro, 2013). Si le concept d'écosocialisme a suscité des débats, il convient de relever que celui-ci est en constante évolution. En effet, depuis la rédaction du «Manifeste écosocialiste international» en 2001 ou même la «Déclaration écosocialiste de Belém» en 2009, il s'est affiné¹. Les travaux de Daniel Tanuro le démontrent avec la redéfinition du rôle des sciences, des technologies et du progrès, qui est appréhendée différemment dans une prise de distance claire avec le scientisme, tout comme l'articulation entre la centralisation et la décentralisation avec la préconisation de l'interconnexion de réseaux énergétiques décentralisés :

Leur gestion démocratique par les communautés et dans l'intérêt collectif des habitant·es est une possibilité réelle dont les écosocialistes doivent se saisir en posant des revendications locales concrètes

1. [► Charte d'Alger].

de contrôle et de participation plutôt que de se cramponner au modèle obsolète de la grande entreprise nationalisée (Tanuro, 2015).

Si pour la reconversion de l'industrie, nous suggérons plutôt la co-élaboration de contre-plans alternatifs¹ à l'exercice du contrôle ouvrier² par les seuls syndicats, les points de vue tendent à converger.

La transition souhaitable implique que le système productif, donc les choix politiques (propriété sociale, système financier...), soient en cohérence avec les changements économiques, en mutation rapide dans un processus cohérent, bien qu'en adaptation semi-permanente. Cette transition est d'autant plus nécessaire à penser et à engager que l'énergie, encore plus que d'autres questions écologiques, est au cœur du système et un de ses déterminants principaux aussi bien pour la production et la distribution que pour la consommation.

Des objectifs structurels et des mesures de court terme

Il s'agit de réaliser une reconversion écologique de l'économie dans sa globalité et dans chaque secteur de production et d'échange : énergie, industrie, agriculture, distribution, aménagement et urbanisme. Dans ses trois composantes (production, consommation et échange), le système économique à construire devrait répondre aux objectifs suivants :

- la satisfaction prioritaire et totale des besoins humains fondamentaux : alimentation, formation, logement, santé, culture ;
- la limitation des autres productions avec priorité pour les biens et services améliorant les conditions de vie et de travail, la recherche d'un usage collectif et économe des biens durables (transport, logement, équipements culturels et touristiques...) et l'accès le plus équitable possible de tous aux biens et aux services ;
- la répartition harmonieuse de la production sur tout le territoire ;
- la recherche (avec les pays voisins et amis) de formes de coopération et d'échange répondant aux critères ci-dessus pour chaque pays concerné.

Ces orientations permettraient de répondre à la question de l'évolution de la production et de la répartition des biens et de la richesse en dépassant les débats entre décroissance, objection et type de croissance, tout en s'inscrivant dans une recherche de sobriété. C'est dans le cadre de cette transition que des mesures de court terme devraient être adoptées :

- engager des crédits importants dans la recherche sur les énergies

1. [► Contre-plans ouvriers alternatifs].

2. [► Planification et autogestion].

renouvelables en commençant par réaffecter ceux consacrés au nucléaire et à ITER;

- développer un mixte énergétique (hydraulique, solaire, éolien, biomasse, géothermie, etc.) à grande échelle qui permettrait de produire autant que 25 réacteurs nucléaires en dix ans;
- renoncer aux projets d'exploration et d'exploitation des gaz et huiles de schiste et d'annuler tous les permis qui ont été attribués;
- économiser l'énergie en mettant un frein aux gaspillages. Grâce aux seules économies d'énergie, 23 réacteurs nucléaires pourraient être arrêtés sur dix ans.

Mais l'efficacité (réduction des gaspillages, meilleures technologies, etc.) ne suffira pas. Selon Daniel Tanuro (2013), il faudra la conjuguer avec la sobriété en réduisant la demande finale d'énergie de moitié environ dans l'Union européenne.

68

Conjuguer la démocratie « réelle » et la justice sociale

L'enjeu de la transition dépasse largement nos frontières et concerne l'ensemble de la planète. Il nous faut donc raisonner à cette échelle. L'exploitation fossile a explosé avec le développement du capitalisme (elle représente 90% des sources d'énergie) et l'accaparement des ressources génèrent de nombreux conflits. Le nucléaire ne représente que 2% de la production mondiale.

Les enjeux géostratégiques sont énormes. Ils supposent de repenser les rapports entre les États et d'engager une redistribution mondiale en revoyant les échanges et en premier lieu en réduisant les transports. Pour répondre aux enjeux climatiques en 2050, un changement radical de notre système énergétique s'impose, il devra respecter un équilibre Nord-Sud et garantir la justice sociale. Ce changement implique :

- Une réduction importante de la consommation en énergie des pays du Nord et l'arrêt du nucléaire en France. Ce postulat remet en cause les logiques capitaliste et productiviste.
- Une critique radicale de la croissance capitaliste et la décroissance d'une partie de la production matérielle (en particulier ce qui a trait à l'armement et la publicité) et des transports routiers, individuels et aériens, par la relocalisation et le développement d'une autonomie alimentaire à une échelle des territoires – échelle qui doit être déterminée par la démocratie active –, ainsi qu'un renforcement des luttes contre les grands projets inutiles et imposés (GPII).

- Une contestation de la logique du «capitalisme vert», qui n'est pas en mesure de répondre aux enjeux énergétiques et écologiques. Les mesures techniques – dites d'efficacité – qui représentent 70% dans le Scénario négaWatt 2011¹ favorisent notamment les profits des multinationales. L'urgence écologique impose la mise en œuvre de solutions reposant sur le choix de techniques appropriables, renouvelables et durables, de même qu'une production décentralisée et diversifiée.
- Une articulation entre une démocratie économique et sociale – qui exclut la production et la distribution de l'énergie de la sphère du marché et du profit – et une démocratie active articulant une forme représentative et des processus de démocratie directe (budgets participatifs, instances de décisions citoyennes ayant pour objet l'élaboration des projets, le suivi de leur mise en œuvre et l'évaluation de leur réalisation, avec éventuellement reconsidération de ceux-ci), qui pourrait se concrétiser dans le cadre d'une «planification démocratique écologique²».

Le défi est donc bien de conjuguer la «démocratie réelle» et la justice sociale, ce qui implique :

- Une articulation entre les niveaux national et local en termes de production et de distribution d'énergie : entre un service public national (pôle public de l'énergie) et des instances locales : régies publiques contrôlées par les citoyen·nes et les travailleur·ses et des coopératives (SCIC). La loi «Énergie» de 2000, dite loi Cochet, a dérégulé la production de l'électricité et favorisé les profits, elle doit être révisée.
- Des campagnes pour valoriser les gisements d'emplois que représente la transition écologique, articulées avec une réduction du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauche compensatoire et réduction des rythmes de travail. Selon une étude conduite par Philippe Quirion, sur l'effet sur l'emploi de la mise en œuvre du scénario négaWatt, les créations d'emplois nettes iraient de 220 000 à 330 000 en 2020 et de 570 000 à 820 000 en 2030 (Quirion, 2013). Seulement sept ans après avoir décidé de sortir du nucléaire, l'Allemagne comptait 235 000 emplois permanents dans le secteur des énergies renouvelables.
- Une reconversion écologique de l'industrie (automobile, agroalimentaire, sortie du nucléaire, etc.) et une relocalisation des activités avec de petites unités de production.

1. www.negawatt.org/scenario-negawatt-2011-p46.html.

2. [► Des dégâts du «productivisme» à la planification écosocialiste autogestionnaire].

- Un développement important des transports collectifs respectueux de l'environnement (trains, tramways, etc.).
- L'élaboration de contre-plans alternatifs associant les travailleur·ses, les syndicats les associations et les citoyen·nes afin de garantir les droits sociaux et le respect de la nature tout intégrant de nouveaux rapports de production et de nouvelles organisations du travail.
- Une prise en compte des besoins sociaux (accès à l'eau et à l'énergie pour toutes et tous) et la mise en œuvre d'une péréquation indispensable entre les niveaux national et local incluant la gratuité des premières tranches et des tarifications progressives par un véritable programme d'éradication de la précarité énergétique.
- Un plan de lutte contre les pollutions aux particules fines.
- Une convergence des luttes sociales et écologiques pour peser sur les orientations politiques à un niveau macro, les luttes accélèrent la prise de conscience.
- Une valorisation des terrains d'expérimentations (agriculture, auto-construction, productions coopératives d'énergie renouvelables, etc.).
- Des réflexions citoyennes au niveau des territoires permettant de mutualiser les «intelligences» et de développer des alternatives concrètes innovantes. Des coordinations locales entre les coopératives de production et des instances politiques participatives permettraient d'y parvenir.

Le chemin sera long et pourtant il y a urgence à engager des mesures radicales face à l'ampleur croissante des dégâts engendrés par les crises climatique et écologique. D'ores et déjà, ici et là, des «sentiers de l'utopie» se dessinent qui peuvent contribuer à construire des chemins de l'émancipation et des germes de pouvoir populaire pour une transition écologique et énergétique (Frémeaux et Jordan, 2012). Ces expériences s'inscrivent en rupture avec la logique productiviste, le modèle de développement capitaliste et le primat des intérêts privés. Mais une rupture totale impliquera assurément un affrontement à grande échelle avec la classe dominante.

juin 2015

Pour en savoir plus

Belaali, Mohamed (2011), «Nouvelles de Marinaleda», *Le Grand Soir*, août.
 Borrits, Benoît (2010), «Le Kérala : vers une démocratie pleine et entière...», <http://alterautogestion.blogspot.com/2010/07/le-kerala-vers-une-democratie-pleine-et.html>.

- Della Sudda, Bruno et Richard Neuville (2010), « Budget participatif » dans Lucien Collonges, *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse.
- Castells, Manuel (2012), *Redes de Indignación y Esperanza*, Madrid, Alianza.
- Frémeaux, Isabelle et John Jordan (2012), *Les sentiers de l'utopie*, Paris, La Découverte.
- Gorz, André (Michel Bosquet) (1975), *Écologie et politique*, Paris, Galilée.
- Habitatcoop*, « Les écoquartiers », www.habitatcoop.fr/spip.php?article305.
- Hardy, Jean-Pierre (2010), « Contre-plans alternatifs », dans Lucien Collonges (2010), *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse.
- Löwy Michaël (2010), « Écosocialisme et planification démocratique », dans Lucien Collonges, *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse.
- Löwy, Michael (2011), *Écosocialisme*, Paris, Mille et une nuits.
- Massé, René (2005), « Histoire de l'électrification rurale en France », dans GRET, Études et travaux en ligne, n° 3. 2005, www.riaed.net/IMG/pdf/Histoire-electrification-rurale-France.pdf.
- Munster, Arno (2008), *André Gorz ou le socialisme difficile*, Paris, Lignes.
- Neuville, Richard (2010) « Conseils communaux et double pouvoir au Venezuela » dans Lucien Collonges (2010), *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse.
- Quirion, Philippe (2013), *L'effet net sur l'emploi de la transition énergétique en France*, Paris, CIREN/CNRS.
- Sud-Énergie Solidaires (2015), « Une loi de transition énergétique soumise au marché », janvier, www.sudenergie.org/site/2015/01/une-loi-de-transition-energetique-soumise-au-marche/.
- Tanuro, Daniel (2010), *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte.
- Tanuro, Daniel (2013), « À propos du « Manifeste écosocialiste » du Parti de Gauche », *Contre Temps*, mars, www.contretemps.eu/interventions/propos-%C2%AB-manifeste-%C3%A9cosocialiste-%C2%BB-parti-gauche.
- Tanuro, Daniel (2015), « Les chantiers de l'écosocialisme révolutionnaire », intervention lors du week-end de mobilisation sur le climat 10-12 avril 2015 à Cologne, www.academia.edu/12095608/Les_chantiers_de_l%3%A9cosocialisme_r%3%A9volutionnaire.

Des dégâts du « productivisme » à la planification écosocialiste autogestionnaire

Catherine Samary

On peut estimer que dénoncer le « productivisme » permettrait de désigner un mal commun derrière la diversité des systèmes. Pourtant « trop produire » reste quantitatif et ne met en évidence ni le contenu de la croissance en termes de valeurs d'usage, ni les mécanismes socio-économiques orientant les investissements – essentiels dans l'analyse de la crise environnementale. La nécessité d'une planification écosocialiste doit se démontrer en allant aux racines du « productivisme » – dans les rapports de production capitaliste en premier lieu (ce sera notre point

de départ). Mais l'expérience prouve que la remise en cause du capitalisme n'est pas suffisante et l'arbre du stalinisme ne doit pas cacher la forêt des méfaits possibles de projets socialistes (point 2). La planification écosocialiste (point 3) doit donc consciemment incorporer ces deux bilans ainsi que les apports de l'écologie politique et de tous les mouvements d'émancipation.

L'accumulation capitaliste n'est pas explicable par du «productivisme», mais par l'anatomie du système, son moteur: la maximisation du profit monétaire, qui imprime sa logique, ses «valeurs» et ses «droits» aux sociétés dominées par le capital. En faire l'anatomie appauvrit forcément la réalité, les résistances aux logiques dominantes selon les contextes et rapports de force. Je n'évoque ici que l'anatomie, pour aller à l'essence du système, camouflée par son idéologie, mais vérifiable tous les jours – pour fonder notre positionnement «anticapitaliste», dans la lutte pour l'écosocialisme.

72

Un peu d'anatomie

Le capitalisme n'a pas introduit le marché et donc la monnaie qui facilitait les échanges de valeurs d'usage différentes, dans des sociétés précapitalistes. Il a réalisé la généralisation des marchés et la domination de rapports marchands. Toutes les catégories économiques du capitalisme (prix, offre et demande, coûts, productivité...) cachent un contenu social en même temps que l'idéologie dominante «naturalise» l'économie supposée «efficace»: la «main invisible du marché» assure la convergence de l'intérêt individuel égoïste et de l'intérêt général. Et c'est pourquoi la Commission européenne en défendant le «droit de la concurrence» est supposée (dans les traités) incarner «l'intérêt général» européen en faisant respecter une concurrence «libre et non faussée». Les doctrines néoclassiques (après Smith et Ricardo qui reconnaissaient les classes et leurs conflits) ont «chosifié» la force de travail, la terre et le capital, marchandises particulières dénommées «facteurs de production» qu'il s'agit de «combiner aux moindres coûts¹».

Analyser l'anatomie du système, c'est expliciter les critères et mécanismes camouflés par les prix

La monnaie n'est pas un simple intermédiaire aux échanges dans le capitalisme. Elle est devenue «capital-argent»: argent A investi pour «faire de l'argent» (un profit monétaire). Ce que Marx a appelé le «cycle du capital» A-M-A' synthétise sa logique profonde: A est le

1. [► Écologie et socialisme: travail, production et valeur].

capital-argent initial investi, A' celui qui est réalisé en fin de cycle (s'il n'y a pas mévente par surproduction); et M est n'importe quelle marchandise : le capitalisme est indifférent à ce qu'est M, en terme social et/ou écologique, s'il permet de rapporter A' supérieur à A. Le capitalisme commerçant s'est emparé des marchandises M des colonies. Le capitalisme industriel et financier a décuplé la capacité d'accumulation monétaire et de « croissance » annuelle mesurée par un PIB (produit intérieur brut), indicateur qui ne dit rien sur les conditions de production, au plan social et écologique, ni sur les valeurs d'usage produites et encore moins sur leur distribution¹ : il peut y avoir « croissance » avec chômage, augmentation des inégalités et destruction environnementale.

Les moyens d'accroître l'accumulation capitaliste ont été multiples et renouvelés de phases en phases selon les rapports de force et contextes. Le capitalisme industriel a « libéré » la force de travail de toutes les protections sociales précapitalistes, tout en interdisant initialement (et chaque fois qu'il le peut) tout droit syndical qui l'empêchait de fonctionner comme une marchandise « jetable » tout en étant capable de produire plus de valeur qu'elle n'en coûte : là est la source productive de plus-value transformable en profit monétaire. Le « coût » salarial est comprimé en faisant jouer la pression du chômage. Le capitalisme a également privatisé les terres communales (par les « enclosures » nécessaires à l'agriculture capitaliste en Angleterre) – une « dépossession » analogue à celle qui prive aujourd'hui encore les populations indigènes de leurs ressources. Globalement, il cherche à privatiser et marchandiser tous les biens et services qui ont pu échapper au règne du profit².

Parallèlement, les innovations financières, depuis le 19^e siècle, ont cherché à sécuriser et accroître la rapidité et l'ampleur du cycle du capital, créant des marchandises « M » bien spécifiques – les titres financiers, dont la monnaie internationale (les devises). Leur prix dépend de l'offre et de la demande sur les marchés financiers souvent associés aux bulles financières (spéculant par exemple sur l'immobilier, les matières premières ou les nouvelles technologies) créant des « valeurs » fictives – dont les dégâts sont, quant à eux, bien réels.

Globalement donc, dans le cycle A-M-A', M peut être n'importe quel service privatisé, énergie polluante, OGM, semence non reproductible,

1. Lire les différentes notions de « valeur », l'indicateur de croissance (le PIB) utilisé par le système, et les commentaires du « rapport Stiglitz » sur ce PIB et les propositions de « PIB Vert » exprimées par Jean-Marie Harribey en 2010, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

2. [► Lutte pour les communs dans les Balkans (La)].

savoir, être humain ou parcelle de corps humain, ou valeur fictive purement financière – transformés en «marchandises».

Les notions économiques associées à cette anatomie en camouflent les traits et critères de classe dominants: les prix de marché capitalistes, supposés orienter efficacement les investissements, incorporent sur le court terme des indications purement monétaires (seuls comptent les coûts et besoins exprimés avec de l'argent) et composites: derrière le prix de marché des matières premières, il y a à la fois les conditions hétérogènes de production et de demande mondialisées, de la Chine à l'Afrique et au reste du monde et l'effet des marchés financiers spéculant sur les matières premières.

De même, l'efficacité supposée associée aux «gains de productivité» (produire plus avec le même temps de travail) assurant une bonne «compétitivité» dans les échanges mondialisés, incorpore des critères capitalistes non explicités qu'il faut mettre à nu et critiquer¹: en font partie l'intensification des cadences au travail, l'utilisation de technologies polluantes et l'exploitation désastreuse des ressources naturelles, à commencer par les ressources énergétiques fossiles, les terres arables, l'eau... Les baisses de «coûts» sont «efficaces» pour un tel système, même si elles sont associées au chômage, à la précarité, ou à l'utilisation du gaz de schiste: les «effets externes» sociaux et écologiques de la «bonne gouvernance» des entreprises ne sont pas «évalués» par le marché. L'espoir que celui-ci pourrait produire un «bon capitalisme vert» (Garrouste, 2011; Tanuro, article 25315) est illusoire en raison de la force de cette «anatomie».

La pauvreté est un produit du capitalisme du 21^e siècle – avec sa composante de plus en plus large de «travailleurs pauvres», salariés, précaires (jeunes, femmes, immigrés) et paysans qui se voient privés des terres fertiles, des cultures vivrières et de l'eau – par les «politiques d'ajustement structurelles» impulsées par les institutions financières mondiales. Et les pauvres sont aussi les premières victimes des catastrophes écologiques, comme on le sait.

Un système-monde capitaliste marqué par ses crises et ses rapports de domination

Mais l'anatomie du système permet aussi de comprendre l'histoire et la diversité du «système-monde» capitaliste, de ses rapports de domination entre «centres» impérialistes et périphéries coloniales ou,

1. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2013/06/22/la-gauche-et-la-productivite/>.

de façon politiquement moins directe, semi-périphéries (dépendantes bien que n'étant pas des colonies). Cette internationalisation était une réponse aux crises de profit (ou « crises de l'offre ») et de surproduction marchande (ou « crises de débouchés ») des pays du centre : pour que le cycle A-M-A' se poursuive, il faut vendre M donc réaliser A', avec un profit suffisant. Or les prix fluctuent en fonction des rapports de force sociaux et de l'épuisement des ressources naturelles dans la croissance. Rien ne garantit A' souhaité.

Les puissances impérialistes se légitimant idéologiquement des Lumières et d'une pseudo « mission civilisatrice » raciste ont répondu à ces crises par une nouvelle expansion coloniale. Elles ont exploité la supériorité bien matérielle de l'industrie d'armement et de l'industrie navale, pour imposer le prétendu « libre-échange », au 19^e siècle comme dans la nouvelle offensive néolibérale des années 1980. Les pays dominants y camouflent leurs protections d'États puissants et cherchent à imposer dans les semi-périphéries la suppression des protections – aujourd'hui sociales et environnementales.

La structuration de l'espace par les transports, s'est faite en fonction des besoins de la « division mondiale du travail » obéissant aux critères des puissances du centre, rivales ou alliées pour le partage du monde et des ressources. Les firmes multinationales étasuniennes ont imposé aux pays producteurs de pétrole au début du 20^e siècle un prix de distribution mondial qui a structuré les conditions de production et de consommation de cette énergie pendant les « Trente glorieuses »... Les nouvelles guerres civilisatrices camouflent mal les enjeux du pétrole. Et la quête illimitée de profits et de nouveaux marchés s'exprime dans un « droit de la concurrence » érigé aujourd'hui en « valeur suprême » par les institutions financières internationales (IFI) ou européennes. Les chômeurs sont coupables du chômage et les résistances sont criminalisées ou contournées par les moyens les plus opaques – allant des privatisations sans capital en Europe de l'Est aux négociations secrètes des accords de libre-échange. Les « privatisations » – directes ou sous couvert de « partenariats public privé » (PPP) supposés de surcroît écologiques, prônées par les grandes firmes françaises de gestion de l'eau – sont au cœur de ce dispositif.

Les penseurs néolibéraux analysant la rationalité des comportements de gestion selon les « droits de propriété », ont prétendu « démontrer » la supériorité de « la propriété privée » en réponse à ce qu'ils ont analysé comme la « tragédie des communs¹ » et des formes de propriété

1. Voir Hardin (1968). Sur les « communs », lire Le Crosnier (ESSE, article 29444).

collective ou du bureaucratisme des États socialement protecteurs : les privatisations forcées, généralisées ont donc été leur réponse (à caractère universel, prétendant apporter efficacité économique et libertés) aux contradictions du capitalisme régulé par des États d'inspiration keynésienne face à la crise de profit et à la « stagflation » des années 1970, puis à celles du « socialisme réel » après le tournant de 1989. La difficulté des résistances est aggravée par l'opacité et la confusion des notions et étiquettes.

Quel « socialisme réel » ?

Les dégâts écologiques et sociaux du « socialisme réel » ne sont pas identiques à ceux du capitalisme. L'affirmer ne vise nullement à minimiser ce qu'ils furent (sans parler des dégâts idéologiques). On connaît ce qu'étaient le Goulag, la dictature du parti unique et les besoins mal ou non satisfaits – d'autant plus que les besoins de base étaient assurés et les attentes plus élevées. Au plan environnemental, on connaît aussi ce que fut le déplacement volontariste des fleuves produisant la catastrophe écologique de la mer d'Aral. La blague sur « les quatre maux de l'agriculture soviétique : le printemps, l'été, l'automne et l'hiver... » synthétise aussi, à sa façon, un résultat désastreux.

Il s'agit de souligner qu'il s'agit de « nos » problèmes – ceux d'un projet socialiste, qu'il faut penser avec le danger bureaucratique comme enjeu « organique » du mouvement ouvrier, de toute association et projet se revendiquant de la lutte contre l'exploitation et les oppressions : il ne s'agit pas, sous cet angle, d'un mal externe ou seulement « bourgeois ». Et être marxiste ne donne pas une science infuse. Il est contre-productif d'ignorer l'expérience du « socialisme réel » en l'assimilant à une

76



variante de capitalisme, sans rapport avec les questions et difficultés du socialisme.

Il n'y a pas d'identité entre le capitalisme et le «socialisme réel» en dépit des ressemblances entre le totalitarisme stalinien et fasciste et même s'il y a eu des interactions profondes dans leur confrontation.

La notion de «productivisme» qui pourrait sembler à première vue rendre compte d'une croissance matérielle «à tout prix» (en pratique indifférente aux prix...) dans le «socialisme réel» n'explique pourtant pas davantage les causes de ces dégâts qu'elle ne le permet pour le capitalisme. Elles relèvent de plusieurs ordres de causes.

■ L'ignorance très largement partagée des effets d'un irrespect des équilibres écologiques, sous tous les cieux. Cette ignorance relève en partie de l'absence de recul expérimental permettant des analyses scientifiques sur les effets des politiques d'exploitation intensive des ressources naturelles ou de détournement des fleuves, par exemple.

■ Il faut également noter, comme des camarades l'ont fait, tout en refusant une approche anachronique, le rôle paradoxal et négatif de l'anticapitalisme au sein de courants se revendiquant du marxisme, dont nous-mêmes à une certaine époque¹: outre un mépris sectaire envers les courants écolo qui ont joué un rôle d'éclaireur à saluer, il faut prendre conscience que le marxisme pouvait être porteur du volontarisme des projets d'irrigation et de planification insoutenables, permis par l'appropriation sociale des terres et des ressources s'émancipant de tout critère de profit marchand et de son court-termisme.

■ La caricature de ce volontarisme a basculé vers l'aberration du lysenkisme (même s'il s'avère que certaines hypothèses lamarkienne sont fondées) supposant qu'un environnement progressiste est en mesure de s'affranchir de tout déterminisme naturel. Avec la subordination de tous les domaines de la société à la dictature du parti dans la phase stalinienne, cela s'est accompagné de l'affirmation relativiste d'une «science prolétarienne» distincte et supérieure de la «science bourgeoise» et capable de décupler la production agricole par ses mutations. Cette approche a été critiquée par les marxistes antistaliniens défenseurs de la «science» tout court.

■ Enfin, la répression stalinienne et les rapports d'oppression bureaucratiques ont déresponsabilisé les travailleurs de tous genres – ce qui, dans le cas de l'agriculture a signifié se priver des savoirs paysans

1. Voir Tanuro, Löwy et les résolutions de la 4^e Internationale.

particulièrement essentiels, aggravant les méfaits d'une défiance des marxistes bolcheviks envers la paysannerie¹.

Mais il est intéressant de souligner qu'en partie pendant et surtout après la phase stalinienne, la recherche et la science ont été protégées du bureaucratisme en bénéficiant de ressources considérables – notamment dans l'éducation, en amont. Khrouchtchev escomptait en 1956 «dépasser» le capitalisme d'ici 1980 sur tous les terrains, non sans succès dans la compétition scientifique, sportive, artistique avec le capitalisme.

Cela n'a pas supprimé l'absence de libertés individuelles et collectives dans les rapports de production nourrissant le conservatisme bureaucratique. Là est la cause fondamentale – et non pas la logique du profit – d'un obstacle absolu pour passer d'une croissance (très rapide) extensive à une phase de production économe en ressources humaines et naturelles: l'écart avec le capitalisme qui s'était restreint jusqu'aux années 1970, s'est considérablement creusé dans les années 1980, alors que commençaient à se déployer les attaques sociales de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, sous pression pour l'URSS de l'ultime course aux armements, et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est d'un endettement extérieur².

C'est face à leur crise que se révèle le mieux la différence d'anatomie de ces sociétés. Dans le «socialisme réel», la monnaie ne fonctionnait pas «de façon active» comme le disait l'économiste polonais W. Brus, les entreprises n'étaient pas soumises à «une contrainte budgétaire dure», comme le formulait l'économiste hongrois Kornaï; les prix étaient «administrés» en fonction des objectifs de besoins à satisfaire même s'ils étaient déterminés par le parti-État, non démocratiquement. Ces prix ne reflétaient ni les coûts (mal ou pas évalués), ni la demande: et c'est ce que les réformes marchandes des années 1960 cherchaient en partie à remettre en cause dans le secteur des biens de consommation – produisant des protestations sociales.

Les rapports de propriété (juridiques et réels) n'étaient pas basés sur une «propriété d'État», contrairement à ce qu'on dit fréquemment: l'État, les membres de l'appareil, n'étaient pas actionnaires, ni dotés du «droit» de vendre les entreprises ou de les mettre en faillite – encore moins de les transmettre. Et c'est pourquoi, la condition d'existence d'une réelle marchandisation et de rapports marchands (l'absence de lien social direct) évoquée par Marx n'était justement pas réalisée, même s'il

1. Je partage la critique exprimée par Isaac Johsua (2013) sur ce plan.

2. On peut trouver sur mon site (csamary.free.fr) des mises en perspective et analyses concrètes du tournant des années 1980 et de la restauration capitaliste.

existait des catégories économiques marchandes partielles (prix, certains marchés) et utilisation partielle de monnaie – sans pouvoir d’achat de biens de production et sans que la monnaie fonctionne comme capital, accumulable. Il régnait une prédominance d’évaluations et protections sociales en nature combinant extrême protection et stabilité sociales et rapports de domination bureaucratiques.

On peut mettre en évidence, dans les diverses phases et expériences, ces rapports sociaux, les conflits, les contradictions et crises qu’ils induisaient ainsi que leur mode de gestion – au nom du socialisme et des travailleurs (Samary, 1992). Il s’agissait d’une « économie politique » ayant ses contraintes propres, dans le cadre de ce que Michael Lebowicz appelle le « contrat social » (Lebowicz, 2012) – aliéné et imposé par le parti : il intégrait notamment une radicale stabilité de l’emploi et de l’accès constitutionnel aux biens de base. Les conflits du « socialisme réel » exprimaient l’insatisfaction dans la production de valeurs d’usage et dans les rapports sociaux et de domination spécifiques, tant au plan national que dans les rapports entre « pays frères » : explosions des conseils ouvriers de Pologne et de Hongrie en 1956¹, et ceux de Tchécoslovaquie à l’ombre du Printemps de Prague en 1968², ou encore la lutte contre « la bourgeoisie rouge » de Yougoslavie en 1968 et pour une « autogestion de bas en haut » du juin 1968 yougoslave³ – ou encore le programme d’une « république autogérée » à tous les niveaux, en Pologne⁴.

Tant que le « contrat social » (les bases de légitimation du pouvoir) se maintenait, les crises n’ont jamais été des crises de surproduction de marchandises ou de profit. Elles étaient socio-politiques. La propriété juridique (des travailleurs) était préservée dans les réformes et conditionnait aussi les droits de gestion du parti-État au nom des travailleurs (donc leurs droits de « propriété réelle », comme les théoriciens libéraux le font remarquer à juste titre) : ils étaient dotés de privilèges de pouvoirs et de consommation, pas d’accumulation capitaliste.

D’où le grand écart entre ces aspirations et la restauration capitaliste réalisée dans l’opacité des « privatisations de masse » des années 1990, sans capital (car sans monnaie accumulée comme capital) : en Russie, on expliquait aux travailleurs, en leur distribuant gratuitement des bons

1. [► Conseils ouvriers à Budapest].

2. [► Printemps de Prague].

3. [► Loi sur le travail associé (La)].

4. [► République autogérée].

(*vouchers*) donnant droit à des parts de «leurs» entreprises, qu'on leur «rendait» ce qui leur était dû.

Mais les résistances sociales à la restauration capitaliste ont été piégées de deux manières¹ : d'une part, les droits sociaux – dont celui de ne pas être licencié – ont été de fait ancrés sur l'entreprise. L'ultime phase du «socialisme réel» après le blocage des réformes partielles de marché (sans privatisations) dans les années 1970, a été marquée par le niveau maximum de protections et de «revenu social», hors «salaire» monétaire – soit sur la base des entreprises autogérées, soit distribué par les syndicats, comme en URSS. Logements, services de santé, de vacances, voire distribution de biens souvent introuvables dans les magasins étaient associés à l'emploi, stabilisant des comportements «corporatistes» d'entreprises. Cette réalité a rendu plus difficile l'expression de choix alternatifs des travailleurs et de défense de leurs intérêts à une échelle globale – en l'absence de syndicats, de partis ou de toute forme d'auto-organisation donnant une crédibilité à une telle alternative à cette échelle, politique. La difficulté des résistances ne doit en rien être assimilée à un rejet par les populations concernées des droits et valeurs prônées par ces systèmes. On perçoit au contraire massivement la nostalgie de ces valeurs et droits aujourd'hui (évidemment pas le regret du goulag et de la censure) : les luttes notamment les conseils ouvriers, exprimaient l'aspiration à une démocratie dans la vie quotidienne et le travail, l'espoir d'une amélioration des avantages sociaux – et non pas le chômage de masse et le creusement des inégalités avec la destruction des droits sociaux produits par vingt ans de restauration capitaliste. Elles voulaient la chute du Mur de Berlin – non pas l'érection de nouveaux murs créés par l'argent-roi.

Pour une planification écosocialiste autogestionnaire

La planification écosocialiste doit s'appuyer sur les aspirations populaires exprimées à l'échelle planétaire – et sur le plus haut niveau de savoirs accumulés par l'expérience et les sciences. Les enjeux écologiques, de même que la satisfaction des besoins considérés comme des droits à satisfaire pour tous et toutes (par différence avec ceux qui peuvent être choisis de façon décentralisée avec de l'argent comme pouvoir d'achat), imposent la primauté des jugements directs, donc portant d'abord sur les valeurs d'usage et les droits – permettant de reformuler les contraintes de coûts. On doit pouvoir se tromper, mais

1. En se concentrant ici sur l'Europe de l'Est. Il faudrait traiter le cas de la Chine avec ses différences.

il faut au moins échapper à l'obscurantisme des rapports marchands capitalistes et du bureaucratisme dictatorial. Les financements de ce qui aura été considéré comme finalités à satisfaire doivent être assurés donc publics et transparents – contrôlables dans le cadre d'une démocratie radicale à inventer, de gestion des « communs¹ ». On peut rejeter le pouvoir et le bureaucratisme des partis, de l'État, des experts et du marché – mais peut-on se passer d'institutions (pouvoirs publics, associations, observatoires d'experts et contre experts, partis...) au service des choix directs? Ceux-ci doivent être éclairés par les confrontations et débats pluralistes, à l'échelle de gestion « efficace » (principe de subsidiarité) selon les besoins à satisfaire. La gestion collective des « communs » n'est pas condamnée à la « tragédie » et aux fausses alternatives étatistes ou privées – mais la détermination des règles adéquates acceptées par les collectifs directement concernés, fait partie de l'enjeu démocratique écosocialiste autogestionnaire².

Quel horizon de droits et de gestion – et de luttes ?

Comment assurer la reconversion des entreprises polluantes ou des productions inutiles ou non soutenables tout en assurant les droits sociaux et en premier lieu le droit au travail essentiel au projet socialiste? Quels stimulants et mécanismes peuvent assurer sinon la convergence, au moins la compatibilité d'intérêts conflictuels – une fois remis en cause le règne du capital?

Bien des réflexions en cours dans/contre le capitalisme indiquent des pistes de réponses³ qui rejoignent celles liées aux principales impasses du « socialisme réel »: elles portent sur l'horizon borné des entreprises, qui laisse les grands choix macroéconomiques et de long terme à l'arbitraire du parti-État ou aux critères du marché capitaliste.

Dans le « grand débat » entre Che Guevara, Charles Bettelheim et Ernest Mandel à la fin des années 1960, si le Che et Mandel s'opposaient aux réformes marchandes pour leurs effets désagrégateurs⁴, Ernest Mandel dépassait le faux dilemme planification centraliste ou « socialisme de

1. [► Appropriation sociale, autogestion, commun].

2. Outre Crosnier (note 4), écouter la vidéoconférence de Pierre Dardot: « La construction du commun », www.dailymotion.com/video/x1y3znj_entretien-avec-pierre-dardot-et-christian-laval_webcam.

3. Je m'appuie notamment sur le recueil coordonné par Antoine Artous (2011), et en particulier sur les textes de Laurent Garrouste.

4. Dans son ouvrage cité en note 7, Issac Johsua ignore ces aspects du « Grand débat ». Les marxistes yougoslaves de la revue Praxis qui organisait les rencontres internationales de la gauche alternative dans l'île de Korcula, critiquaient le « socialisme de marché » (1965-1971):

marché», en étant inspiré par les débats de la gauche marxiste yougoslave à l'époque¹. Il prônait des stimulants qui pouvaient être «matériels» mais adéquats aux finalités socialistes : donc poussant à l'association, à la réduction des rapports marchands et des inégalités, au partage des améliorations dans l'organisation du travail et non à la compétition marchande.

Les intellectuels de Praxis avançaient des propositions que l'on peut reprendre : ils réclamaient une «planification autogestionnaire»; l'introduction de Chambres de l'autogestion (à côté des parlements et des Chambres représentant les nations) à différents niveaux territoriaux (municipal, républicain, national – on pourrait ajouter européen...) pour préparer et contrôler les choix planifiés; la mise en place de «communautés d'intérêt autogestionnaires» associant travailleurs, usagers et représentants des pouvoirs publics par exemple pour la gestion des services publics – là aussi à différents niveaux territoriaux (éducation, santé, transports...) – outre les possibilités locales «d'échange direct de travail», sans monnaie².

Dans cette conception la «propriété sociale» n'était ni étatique ni «de groupe» (au plan de l'entreprise seulement); le statut de salarié était aboli par le statut d'autogestionnaire associé aux droits sociaux, à différents niveaux, et selon diverses facettes des individus (producteurs/usagers/élus de tous genres) dans le cadre de la planification autogestionnaire.

On ne peut «tout régler» ici et par avance. Mais l'essentiel est que les droits associés au statut autogestionnaire s'appliquent évidemment dans tout emploi occupé mais ne lui soient pas attachés. L'emploi doit pouvoir être interrompu, soit en fonction de choix individuels, soit en fonction de reconversions nécessaires, justifiées selon des procédures et critères spécifiés. Les droits devraient être liés à un statut quel que soit l'emploi ou l'activité en cours : les travailleurs/citoyens autogestionnaires de tous genres sont responsables de l'organisation et des finalités de leur emploi particulier ou provisoire; mais aussi de participer aux grands choix planifiés (à divers échelons). L'interdiction des licenciements doit signifier l'obligation de procédures collectives et acceptées pour les reconversions proposées, recouvrant de possibles périodes de formation ou d'autres activités, la prise en compte et le partage des

celui-ci attribuait au marché et aux banques la tâche de coordination entre entreprises autogérées dont les droits accrus étaient enfermés dans l'horizon de l'entreprise.

1. Il n'est pas possible ici d'explicitier l'évolution puis la crise du système yougoslave. On peut trouver de nombreux articles à ce sujet sur mon site csamary.free.fr et ESSF.

2. [► Ce n'est pas seulement un printemps].

tâches domestiques (la prise en charge des enfants et des personnes âgées pouvant être effectuée dans des cadres familiaux ou collectifs), le droit à la retraite et aux loisirs... La question d'un revenu de base garanti associé au statut autogestionnaire, à ses droits et devoirs, est une composante essentielle des débats nécessaires¹.

L'autogestion comme statut n'est pas seulement applicable aux petites entreprises et aux coopératives mais aussi aux grandes entreprises se dotant de modalités efficaces de fonctionnement (ateliers et collectifs de divers types). Les services publics autogérés peuvent être reliés aux fonds d'investissement *ad hoc* à différents niveaux territoriaux (selon les priorités et financements planifiés) et gérés par les «communautés d'intérêt» correspondantes (travailleurs/usagers de tous genres, et représentant·es des pouvoirs publics). Et la planification autogestionnaire doit pouvoir associer toutes les formes de propriété (individuelle, coopérative, publique autogérée) aux différents niveaux territoriaux et de branche. De même que doivent être déterminés collectivement les critères de rémunération des tâches ingrates ou qualifiées, les écarts acceptables.

L'idée qu'on ne pourra mettre en œuvre de tels droits qu'après un changement radical de pouvoir est à la fois vraie et fausse :

■ *Vraie*. Ces droits sont contradictoires au capitalisme. Toute illusion ou sous-estimation des résistances qu'opposera la classe dominante à la remise en cause de ses privilèges et institutions de pouvoirs serait suicidaire. Les risques d'enlisement des coopératives autogérées et autres formes de résistances au capitalisme sont considérables s'il n'y a pas extension et remise en cause de l'environnement capitaliste ; de même sont illusoire les flots «d'économie solidaire» qui laisseraient subsister les ravages de l'océan capitaliste.

■ *Fausse*. L'attente du Grand Soir est également suicidaire : les «écoles du communisme» dans/contre le système sont indispensables à la consolidation des victoires de demain – outre le fait que la crédibilité d'une alternative socialiste mobilisatrice implique qu'elle ait été partiellement appliquée². La mise en avant de critères alternatifs et de droits opposables à ceux du capital et l'expérimentation partielle de ces alternatives sont essentielles pour modifier les rapports de force, constituer un bloc hégémonique alternatif préparant les ruptures³.

1. [► Déclaration des droits sociaux].

2. [► Demain est déjà commencé].

3. [► Processus (À propos du concept de)].

Mais la réalité de la crise environnementale impose de rejeter tout renvoi aux «lendemain qui chantent» de la sensibilisation à ces enjeux et des luttes par tous les moyens, à tous les niveaux possibles, contre la destruction de l'environnement planétaire.

Un «programme de transition» actualisé doit établir un pont entre réformes et exigences de remettre en cause le système pour consolider et étendre les acquis. Il faut pouvoir mettre en avant des projets perçus comme urgents et légitimes au plan social et écologique, potentiellement contradictoires avec le droit existant, en combinant auto-organisation, luttes parlementaires et extraparlémentaires. Les Manifestes mondiaux ou les actions locales mobilisant des populations directement concernées en défense de «communs», comme l'eau contre les FMN comme Véolia, combinent dimensions sociales et écologiques.

Ce n'est pas la «propriété privée» qu'il faut remettre en cause dans ces luttes mais le rapport d'exploitation et l'argent-roi de la propriété capitaliste: la propriété privée du petit producteur ou entrepreneur individuel n'exploite personne. L'importance mondiale des réseaux indigènes et paysans dans Via Campesina et les dimensions écologiques, sociales, anti-impérialistes et religieuses des résistances contre l'appropriation des ressources naturelles par les grandes firmes agro-exportatrices, ne devraient plus être à démontrer. On ne peut ignorer non plus les traditions ancestrales d'attachement paysan à la terre comme «communs» ou à des formes coopératives collectives volontaires¹. Les différenciations sociales traversent aussi les «entrepreneurs indépendants», souvent sous-prolétariés. L'exploitation capitaliste est directe (rapports salariaux) et de plus en plus également indirecte: rapports de domination subis par les petits paysans, artisans, travailleurs indépendants et précaires souvent des femmes, sous-traitants sans protections... Les luttes anticapitalistes, devraient chercher à associer de façon solidaire ces populations précarisées ou dotées d'un emploi, en préfigurant des projets de planification autogestionnaires liés à de grands choix collectifs.

La mondialisation de la crise capitaliste et environnementale, impose l'articulation des résistances du local au planétaire, dans une optique solidaire antixénophobe. Le relais continental – pour nous, Européen – donne(ra) aux luttes nationales cohérence et crédibilité écologique et sociale. Il faut aussi se battre pour une nouvelle

1. Marx s'intéressait au Mir paysan en Russie, tradition collective étudiée en critique des défiances bolcheviques puis de la collectivisation forcée stalinienne par Moshe Lewin et Teodor Shanin. Sur les approches marxistes concernant les luttes paysannes à portée «communiste», voir Löwy (2005) et Samary (*ESSF*; article 27840).

architecture de droits universels et d'institutions thématiques de nations unies à l'échelle planétaire pour protéger le patrimoine – naturel ou produit – de l'humanité contre ses prédateurs.

mai 2013

Source

Contribution aux Journées d'étude de la Gauche anticapitaliste : « L'écocosocialisme, projet socialiste du 21^e siècle », mai 2013.

Pour en savoir plus

Artous, Antoine (coord.) (2011), *Pour le droit à l'emploi*, Paris, Syllepse.

Garrouste, Laurent (2011), « Droit à l'emploi et écologie », dans Antoine Artous (coord.) (2011), *Pour le droit à l'emploi*, Paris, Syllepse.

Hardin, Garrett (1968), « The tragedy of commons », *Science*.

Johsua, Isaac (2013), *La révolution selon Karl Marx*. Lausanne, Page Deux.

Le Crosnier, Hervé, « Elinor Ostrom ou la réinvention des biens communs », *ESSF* article 29444.

Lebowicz, Michael (2012), *The Contradictions of « Real Socialism » : The Conductor and the Conducted*, New York, Monthly Review Press.

Löwy, Michael (2005), *Sociologie et religions*, Paris, PUF.

Tanuro, Daniel, « À l'ordre du jour : la relance... de la destruction sociale et écologique ! », *ESSF*, article 25315.

Samary, Catherine, « En défense du communisme », *ESSF* article 27840.

Samary, Catherine (1988), *Plan, marché et démocratie, l'expérience des pays dits socialistes*, Amsterdam, Institut international de recherche et de formation, *Cahiers d'étude et de recherches*, n° 7-8.

Écologie et socialisme : travail, production et valeur

Jean-Marie Harribey

La longue quête (conquête) de l'émancipation humaine, qui s'est depuis deux siècles incarnée dans le projet d'un socialisme autogestionnaire, croise désormais l'ambition d'insérer l'activité humaine dans une biosphère terrestre préservée de toute dégradation irrémédiable. Nous savions que le socialisme sans la démocratie ne pouvait exister véritablement. Nous apprenons aujourd'hui que le socialisme sans l'écologie serait un échec.

Pour le dire autrement, changer les rapports de production ne peut plus aller sans changer la production elle-même, c'est-à-dire ce que le marxisme a appelé les forces productives, qu'on ne peut développer à l'infini. De la même façon, vouloir protéger l'environnement en acceptant la dégradation sociale et la montée des inégalités dans le monde

conduirait à une impasse. La mise en cohérence des aspirations sociales et des contraintes écologiques est donc devenue un impératif auquel le capitalisme est incapable de répondre parce que sa logique de marchandisation et d'accumulation le pousse à sacrifier les humains et la nature sur l'autel du profit.

Parmi les conditions pour réussir cette articulation entre le social et l'écologie, figurent la définition de la place du travail, en tant qu'activité humaine tendue vers la production de biens et services propres à satisfaire des besoins, et la redéfinition de la richesse hors du cadre exclusif de la valeur marchande qu'impose le capitalisme. À la charnière de ces deux questions se trouve la construction démocratique d'un mode de développement qualitatif, soutenable au sens propre du terme (Harribey, 1997 ; 2009a). Or, il n'existe pas encore aujourd'hui un consensus, ou du moins un accord majoritaire, parmi les forces sociales aspirant au changement de paradigme productif, sur cette problématique, et cela même au sein des courants théoriques et politiques se réclamant d'une gauche anticapitaliste et antiproductiviste.

Essayons de faire le point sur quelques-uns des obstacles qui se dressent devant une telle avancée. Nous les regroupons ici autour de l'ambivalence du travail et de la dualité richesse/valeur. Nous verrons qu'il s'agit peut-être d'une seule et même question, centrale pour sortir de la crise globale imposée par le capitalisme (Attac, 2009)¹.

L'ambivalence et la dialectique du travail

L'homme répartit son temps de vie éveillée entre la production de ses moyens de subsistance et d'autres activités sociales, culturelles, ludiques, relationnelles. Si l'on appelle travail la fraction de son activité consacrée à la production, cette catégorie peut être considérée comme anthropologique, quelle que soit sa forme sociale et historique. C'est le procès de travail en général analysé par Karl Marx par opposition au procès de travail capitaliste. Le travail sous sa forme moderne du salariat a été apporté par le capitalisme industriel et, devenu la forme dominante de l'activité nécessaire, il est une catégorie historique. Bien qu'il ait pris ses distances avec la vision marxiste, nous interprétons ainsi ce que dit André Gorz (1991 : 113) : «Le *moderne* [souligné par nous] concept de travail représente [...] une catégorie socio-historique, non une catégorie anthropologique.» En effet, ce travail-là a été inventé par le capitalisme à partir du moment où l'activité productive a cessé d'être privée et soumise aux nécessités naturelles. En même temps que le travail salarié,

1. [► Écologie, le rouge et le vert (L')].

le capitalisme instaure cette activité productive coupée des capacités d'expression, de décision, de maîtrise des individus sur elle, de même qu'il impose des représentations de ce travail et lui confère l'exclusivité de pouvoir décerner une identité sociale. Pour cela, la nécessité de produire toujours plus a été inventée, mais pas la nécessité de produire. En distinguant l'activité productive elle-même et le rapport social dans lequel elle s'exerce, nous nous éloignons d'Hannah Arendt (1961) et nous rejoignons plutôt Karl Polanyi (1983) pour qui le capitalisme a inventé le marché du travail et non le travail : le fait de considérer le travail comme une marchandise est une fiction qui a permis justement d'organiser le marché du travail.

La critique radicale de la marchandise et de son fétichisme, par laquelle Marx ouvre *Le Capital*, contient, en germe, la critique antiproductiviste qui naîtra véritablement un siècle plus tard. L'aliénation à la marchandise fétichisée, à l'argent, prend corps dans la séparation du producteur du produit de son travail et dans la séparation de l'être humain de sa vie : la reconnaissance sociale est alors exclusivement médiatisée par l'accès à la marchandise fétiche. À l'inverse, la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, irréductibles l'une à l'autre, ouvre un espace théorique et politique pour fonder la prééminence future de la première sur la seconde.

Anselm Jappe a radicalisé la critique du travail en soi pour en faire la face inversée du capital (2003). À ses yeux, la critique de la marchandise ne peut se faire sans la critique du travail. Mais ne court-on pas le risque de réduire le travail en général au travail dont la forme est dialectiquement liée au capital ? Une difficulté du même ordre se retrouve lorsqu'on veut interpréter la crise du capitalisme contemporain. Est-elle une crise classique de sur-accumulation et de surproduction ? Ou est-elle une crise qui va toucher non seulement la réalisation de la valeur mais aussi la production de celle-ci puisque le capital met en danger les conditions mêmes de la reproduction de la vie ?

La distinction entre procès de production capitaliste (de travail productif de capital) et procès de production en général (de travail productif en général) est permanente chez Marx et elle s'oppose à notre sens au refus de Moishe Postone d'attribuer au travail une quelconque dimension anthropologique. Position extrême que celui-ci est obligé de plus ou moins abandonner pour dire que «le socialisme permettrait donc de nouveaux modes de travail et d'activités individuels, plus riches et plus satisfaisants, et une relation nouvelle du travail aux autres domaines de la vie», et que «le travail, libéré de son rôle social historiquement

spécifique, [se transforme] de telle manière qu'il enrichisse les hommes au lieu de les appauvrir» (Postone, 2009 : 545).

De cette discussion théorique découle un choix entre deux options qui pourraient bien être les deux termes d'une alternative pour aller vers l'émancipation des travailleurs : faut-il verser un revenu d'existence ou réduire le temps de travail de tous, c'est-à-dire faut-il se satisfaire de l'exclusion d'une partie de la population de l'une des sphères de la vie sociale, celle du travail, ou bien faut-il partager celui-ci, et ce d'autant plus qu'il reste contraint ? On connaît le revirement d'André Gorz sur cette question (Gorz, 1994, 2005). Nous continuons de penser que le versement d'un revenu d'existence ne pourrait provenir que d'une fraction du revenu global engendré par le travail social. Il ne viendrait pas d'un ailleurs, ni ne serait prélevé sur un stock accumulé, car tout revenu est un flux courant. C'est en ce sens que le dépassement du salariat ne viendra pas de la distribution de revenus dont on se demande bien où et par qui ils seraient engendrés, mais il viendra surtout de la diminution du temps de travail soumis à une logique d'accumulation et donc source d'hétéronomie et d'aliénation pour le travailleur. La substitution du revenu d'existence au partage du travail est fondée sur une illusion d'optique. On peut justifier, politiquement et philosophiquement, la garantie d'un revenu décent à tout individu, mais on ne peut l'asseoir sur l'idée que le travail social – qu'il soit manuel ou intellectuel ne change rien à l'affaire¹ – ne serait plus à l'origine de tout revenu monétaire distribué dans la société. Ce serait réintroduire le mythe de la fécondité (en termes de valeur économique) des machines, du capital, de la finance.

Depuis une vingtaine d'années, quelques économistes critiques avancent l'idée que la réduction du temps de travail est une manière d'utiliser les gains de productivité afin de vaincre le chômage sans recourir à une croissance économique démesurée et, simultanément, d'engager la société vers une autre conception du bien-être, en somme d'articuler le social et l'écologie (Husson, 1996 ; Harribey, 1997 ; Coutrot et Husson, 2001). Dans ce cadre, un plein-emploi de qualité, permis notamment par une réduction des inégalités des revenus, est concevable. Au contraire, la question du plein-emploi en tant qu'objectif n'entre pas dans les schémas de pensée de beaucoup de théoriciens de la décroissance. L'idéologie de la « fin du travail », qui fit des ravages durant la décennie 1990, au moment où le chômage explosait partout,

1. Sur ce plan, les théoriciens du capitalisme cognitif se trompent, y compris André Gorz (2003), voir Harribey (2004a).

reste peu ou prou présente chez eux (Ariès, 2007a : 6, 15). Ils adhèrent parfois à l'idée de réduire le temps de travail, sans se rendre compte que cette réduction est permise par l'amélioration de la productivité¹. Plus grave, le «travailler plus pour gagner plus» de Sarkozy est fondé sur la confusion entre productivité du travail par tête et productivité horaire. En effet, travailler davantage permet de produire davantage, pour une productivité horaire et un nombre d'emplois donnés. Mais, d'une part, l'augmentation de la quantité de travail peut venir de la hausse de la durée individuelle du travail (c'est le projet du patronat et de la droite européenne) ou bien de la hausse du nombre de travailleurs (si, par exemple, le chômage diminue)², d'autre part, on peut concevoir un maintien, voire une hausse de la productivité horaire, tout en réduisant la productivité individuelle.

Ce n'est pas sacraliser le travail que de situer l'origine de toute valeur monétaire créée et distribuée dans le travail. Encore une incompréhension majeure de la plupart de ceux qui ont adopté la proposition du revenu d'existence et qui continuent de propager l'idée qu'un revenu monétaire distribué à ceux qui n'ont pas d'emploi (salarie ou non) pourrait jaillir d'une autre source que le travail social. Ariès interprète notre opposition à ce non-sens comme une adhésion à «l'obligation de travailler» ou au «mythe du travail libérateur» (Ariès 2007b : 213, 343). Non, c'est tout simplement la critique radicale de l'imaginaire bourgeois autour de la fécondité du capital, largement répandu jusque chez les penseurs affichant une posture critique, mais qui persévèrent à penser que «le travail est de moins en moins la source principale du profit» ou que la valeur jaillit de l'«économie immatérielle» sans travail ou de la spéculation (Ariès, 2007a : 13, 72). C'est également la critique

1. Paul Ariès écrit : «Nous ne travaillerons plus, mais nous aurons beaucoup d'activités» (2007b : 201). Serge Latouche reprend à son compte (2007 : 108) les calculs que nous avons effectués, à partir des données de base de l'Insee sur la répartition des gains de productivité depuis deux siècles entre accroissement de la production, hausse de l'emploi et réduction du temps de travail. Mais, comment interprète-t-il la portée de cette mise en perspective historique ? Il attribue à une «alchimie marchande» l'enrichissement de la croissance en emplois, alors que la croissance s'enrichit en emplois uniquement lorsque la productivité par tête diminue, cette dernière étant l'inverse mathématique du contenu de la production en emplois (2007 : 132).

2. Cette confusion entre temps de travail global et temps de travail individuel est également faite par Jean Gadrey (2009b) qui conteste en partie la RTT au motif qu'il faudra plus de travail pour obtenir une production de qualité. Il faudra peut-être plus de travail global mais pas nécessairement plus de travail individuel si le nombre de personnes employées croît plus vite que la masse de travail nécessaire.

de la croyance qu'il est possible de distribuer un revenu «préalablement» au travail collectif, laquelle croyance confond les notions de flux et de stock, ou bien de revenu et de patrimoine: «Nous proposons [...] de reconnaître un droit à un revenu d'existence véritable contrepartie de la reconnaissance du droit de chacun à l'existence puisque nous héritons tous de la civilisation¹», dit Ariès (2007b: 201, 356). Or, aucun revenu monétaire ne provient d'un prélèvement sur le patrimoine, car tous les revenus monétaires sont engendrés par l'activité courante. André Gorz, pourtant rallié à l'idée de «revenu social à vie», prend soin de préciser que celui-ci est «assuré à chacun en échange de vingt mille heures de travail socialement utile que chaque citoyen serait libre de répartir en autant de fractions qu'il le désire, de façon continue ou discontinue, dans un seul ou dans une multiplicité de domaines d'activité» (Gorz, 2005: 104; Gorz, 1980: 177-178). La question de la validation sociale du travail reste donc essentielle².

90

La dualité richesse/valeur

Tout ce que compte l'économie comme sommités académiques se penche au chevet de la richesse et de la mesure de celle-ci. Rapports de la Banque mondiale, de l'OCDE (2009), du Conseil économique, social et environnemental (CESE, 2009) et, dernier en date, de la commission Stiglitz (2009) se succèdent à un rythme effréné. La société civile n'est pas en reste puisque les recherches indépendantes pour construire de nouveaux indicateurs se multiplient dans le monde, et, en France, le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (2009), dans le sillage des travaux de Dominique Méda (1999) et de Patrick Viveret (2003), force les portes des cercles officiels. Mais, la plupart de ces tentatives sont menées sur la base d'une négation de l'économie politique et de la critique marxienne de celle-ci, et bien que se situant le plus souvent dans une perspective sociale et écologique, elles sont de faible portée (Harribey, 2008a). On peut répertorier deux séries de failles: sur la distinction entre richesse et valeur et sur leur mesure.

Depuis que la crise écologique est avérée, un certain nombre de publications ont accrédité l'idée que son origine profonde se trouverait dans une conception erronée de la richesse qui nous viendrait de l'économie politique. Au contraire, la thèse que nous soutenons est que la conception de la richesse qui prévaut aujourd'hui n'est pas imputable à l'économie politique classique mais au système économique dont la

1. Souligné par nous.

2. [► Automation et avenir du travail].

raison d'être est de produire de la valeur pour le capital, et qui trouve dans la théorie économique néoclassique la caution idéologique dont il a besoin pour imposer sa légitimité. En effet, la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange est fondatrice de l'économie politique et fut récusée ensuite par la théorie néoclassique. Le premier concept définit la richesse, le second désigne la forme que revêt la valeur qui, dans le cadre du capitalisme, va grossir le capital. Cette distinction dont l'intuition remonte à Aristote est pour nous, qui nous positionnons de manière critique, cruciale à plus d'un titre.

Elle permet de considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la valeur d'échange. Ainsi se trouve posée, dès l'Antiquité, et réaffirmée par Smith, Ricardo et Marx, l'irréductibilité de l'une à l'autre. C'est ce qui permettra à Marx de dire que les deux sources de la richesse (et non de la valeur) sont la terre et le travail. Radicalement contraire est l'affirmation, qui courra de Say jusqu'aux néoclassiques, selon laquelle il y a identité entre utilité et valeur, c'est-à-dire que l'une est la condition nécessaire et suffisante de l'autre et réciproquement. On ne peut plus tergiverser et renvoyer dos à dos l'économie politique (la critique de Marx incluse) et la théorie néoclassique : il est parfaitement possible de trancher entre les deux visions. Il suffit d'un contre-exemple et l'affaire est jouée : le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais n'a pas de valeur d'échange. Le champ de la richesse ne se réduit donc pas à celui de la valeur. Et, les multiples bienfaits fournis par la nature ressortissent à la même distinction : la lumière du soleil n'a pas de valeur d'échange. Cela, nous le devons à l'économie politique.

La distinction entre richesse et valeur laisse possible la création et l'extension d'un espace pour la richesse non marchande – quoique monétaire – et même pour la richesse non monétaire. Ainsi, trop de critiques sommaires du PIB oublient que celui-ci contient le produit non marchand qui est offert par les administrations publiques et dont le paiement est socialisé grâce à l'impôt. Inversement, si l'on monétisait certaines activités humaines actuellement non monétaires, comme le travail domestique ou le travail bénévole dans les associations, toutes choses égales par ailleurs, la richesse en termes de valeurs d'usage et le bien-être resteraient les mêmes, tandis que le PIB s'en trouverait accru. Cela montre bien le caractère conventionnel et donc arbitraire du périmètre des activités monétaires recensées dans le PIB, mais cela n'a strictement rien à voir avec une prétendue faille de l'économie politique.

Un contresens très fréquent, et sans doute source de plusieurs autres, porte sur le travail productif. *A contrario* de maintes affirmations, il faut

dire qu'il n'y a pas de travail productif en soi. Le travail productif se définit en regard du rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Malheureusement, toute une tradition marxiste, postérieure à Marx, a véhiculé des conceptions totalement erronées sur le caractère productif du travail, attaché à la seule production matérielle, ou bien sur le caractère improductif des travailleurs des services non marchands. Nous avons montré à quelles contradictions ces restrictions menaient et comment asseoir logiquement le caractère productif de valeur d'usage et de valeur monétaire non marchande du produit du travail effectué dans la sphère non marchande (Harribey, 2004b ; 2008b). Contradictions dont n'est pas à l'abri un théoricien aussi éminent et critique qu'André Gorz qui perpétue cette croyance aux « faux frais dont le financement doit provenir des prélèvements sur la survaleur produite par l'industrie » et qui confond le fait que les gains de productivité soient généralement plus faibles dans les services, marchands ou non, particulièrement les services aux personnes, que dans l'industrie avec le caractère productif du travail (Gorz, 2005 : 127, 149).

Combien d'ouvrages et d'articles confondent le sens économique que l'on trouve dans la théorie dite de la « valeur-travail » et le sens philosophico-politique – et donc normatif – qui est sous-jacent à la « valeur travail » (sans trait d'union cette fois-ci) ! La théorie de la « valeur-travail » est la seule théorie susceptible de décrypter l'exploitation de la force de travail. Et nous n'avons qu'elle pour dissoudre, entre autres, les propositions absurdes de financement macroéconomique des retraites par la capitalisation. Qu'on se le dise une bonne fois pour toutes : le capital est stérile en termes de valeur.

Économiquement parlant, la notion de « valeur du travail » n'a aucun sens car elle entretient la confusion entre le salaire (valeur que reçoit le travailleur, dite « valeur de la force de travail ») et la valeur de la marchandise produite par la force de travail. Entre les deux, il y a la plus-value capitaliste.

De ce non-sens sur « valeur du travail », il n'y a qu'un pas pour glisser vers le registre normatif quand on parle à gauche et aussi à droite de « valeur travail ». On comprend facilement quel intérêt avait Nicolas Sarkozy de prôner l'idéologie du mérite à la place de la solidarité et l'augmentation du temps de travail pour gagner davantage. Mais pourquoi autant de confusions et d'atermoiements de la part d'une certaine gauche ? Au cours des deux dernières décennies, il était de bon ton de jeter aux orties les fondamentaux de la critique de l'économie

capitaliste, sous prétexte «d'échec du marxisme» ou d'«économisme». Or, la critique du rapport social salarial reste entière : la force de travail manuelle et intellectuelle, répétons-le, est seule productrice de valeur économique. Et cette force de travail est exploitée et aliénée, de plus en plus à l'époque du néolibéralisme, d'où l'extraordinaire enrichissement des riches, via les revenus financiers. Au lieu de cela, quel bric-à-brac idéologique nous a servi l'orthodoxie ayant gagné les rivages de la gauche ? En vrac : le travail n'est plus la source de la valeur (économique) et, sur cette base prétendument objective, sa «valeur» disparaît, entendue au sens économique et philosophique. Dans ces conditions, l'objectif du plein-emploi devient une vieille lune.

Agir pour le plein-emploi à l'encontre du mythe de la «fin du travail» n'équivaut pas à sacraliser le travail ni, pire, à ne voir dans le travail productif de marchandises que l'unique source de richesse, de bien-être et d'épanouissement de soi. C'est la raison pour laquelle, la réduction du temps de travail peut être le moyen de rapprocher des problématiques au départ différentes. Le temps de travail est, depuis deux siècles, l'un des principaux enjeux de la lutte des classes pour le partage du produit du travail. À l'ère du chômage de masse et de la crise écologique, il faut accepter une modération de la productivité par tête et utiliser tout gain de productivité horaire pour le répartir sur tous : travailler plus n'est admissible que si cela signifie travailler tous, pour ceux qui le peuvent et le veulent, mais chacun de moins en moins. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont donc à éviter. Celui de croire (à gauche) que le travail n'est plus le centre où se nouent les rapports de classes et la socialité. Et celui de prôner (à droite et parfois à gauche) la «valorisation du travail» tout en le précarisant. L'émancipation humaine sera fonction de la distance prise par rapport au travail contraint grâce à la RTT et non d'un retour à l'esprit bourgeois fondateur du capitalisme.

On pourra alors enfin ouvrir une voie vers un modèle de développement non productiviste. C'est à partir du moment où l'on fait en sorte qu'il n'y ait plus de «surnuméraires» sur le bord du chemin que l'on peut sérieusement repenser les finalités du travail et de la production, et, au-delà, les finalités de l'activité humaine.

Ainsi, les malentendus au sujet de la théorie dite de la «valeur-travail» pourront commencer à être gommés : il serait paradoxal qu'une théorie qui fut pensée dès son origine pour être une théorie critique des rapports sociaux soit récusée au nom d'un anti-économisme (Harribey, 2008c).

Nombre de malentendus ou de nouveaux contresens sur la mesure de la richesse découlent des précédents. La commission Stiglitz et le CESE

entretiennent une ambiguïté sur le loisir en regrettant que le PIB ne tienne «aucun compte du “loisir”, c’est-à-dire des activités non monétarisées» (CESE, 2009 : 9 et 62)¹. Et, bien que rien ne serait changé, avec cet ajout, en termes de bien-être (de valeurs d’usage), Jean Gadrey semble aller dans le même sens :

Une autre recommandation est de prendre en compte à titre expérimental le travail bénévole et domestique. On peut l’estimer en temps, ce qui ne serait déjà pas mal, mais on peut aussi trouver des conventions pour lui donner une valeur monétaire. Intégré au PIB, cela réduirait l’écart entre les États-Unis et la France par exemple (Gadrey, 2009a)².

Parmi les discussions au sein du courant écologiste, celle concernant l’évolution souhaitable du PIB reste vive. D’une part, l’amélioration de la qualité de la production pourrait bien se traduire par une augmentation du PIB, celui-ci étant un indicateur monétaire, parce qu’il faudra davantage de travail global pour produire³. D’autre part, la réduction des inégalités passera par l’accès de tous à des services non marchands de qualité, notamment l’éducation et les services de santé. Certes, l’empreinte écologique de l’éducation, de la santé publique, des transports collectifs, etc., n’est pas nulle, mais si la décroissance de la production et de la consommation ou même leur plafonnement à court

94

1. Pour une critique de l’intégration du loisir dans la comptabilité nationale, voir Harribey (2009b).

2. Curieusement, Jean Gadrey s’abandonne à ce rêve avec cette proposition. Par ailleurs, ce «rêve» est celui des économistes néoclassiques et non de l’«économiste» en général.

3. Jean Gadrey (2009c : 147-148), écrit : «Supposons alors qu’on remplace progressivement l’agriculture industrielle, avec ses innombrables dommages collatéraux sur l’environnement et sur la santé, par de l’agriculture biologique de proximité. À production identique en quantité, il faudrait peut-être 50% d’emplois en plus. Les comptes nationaux actuels nous diront alors que la croissance est nulle (même quantité produite) et que la productivité du travail baisse fortement. Pourtant on aura créé de nombreux emplois, il y aura plus de valeur ajoutée agricole, et surtout la qualité et la durabilité de la production auront été bouleversées positivement ; avec des effets d’accroissement du bien-être individuel et collectif. [...] La liste est longue des productions et des secteurs où une stratégie de montée en qualité, en durabilité et en bien-être correspondant, restera invisible dans «les comptes de la croissance».» Il y a trois erreurs dans cette citation. 1) Si la valeur ajoutée augmente, le PIB augmentera, cela tient à la définition même du PIB. 2) L’augmentation des prix correspondra à la quantité d’efforts supplémentaires nécessaires pour l’amélioration de la qualité et cela n’a rien à voir avec l’inflation. 3) Dans le cas présentiel, il y aura baisse de la productivité du travail par tête, mesurée en volume physique (si on mesure celui-ci pour chaque produit séparément), mais pas nécessairement en valeur monétaire (*a fortiori* si on raisonne sur toute l’économie).

terme s'appliquaient à ce type d'activités, on condamnerait les pauvres à devenir encore plus pauvres. L'amélioration de la qualité des services non marchands impliquera pendant longtemps une augmentation des moyens mis en œuvre et non une réduction, vu l'état de délabrement dans lequel les aura laissés le capitalisme¹.

Une conclusion provisoire peut alors être formulée : le dépassement du capitalisme impliquera aussi bien la transformation des rapports sociaux que l'émergence d'un nouveau modèle de développement pour l'humanité. Dans cette perspective, l'élargissement de la sphère non marchande et la préservation du caractère inaliénable des biens communs, qui signifient une socialisation croissante de la richesse, l'utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail et les inégalités, et la soumission de tous les choix importants à des processus démocratiques peuvent être des chemins vers lesquels convergent les préoccupations sociales et écologistes. En termes théoriques, cela suppose le relâchement de l'emprise de la loi de la valeur imposée par le capital qui ne reconnaît pas d'autre richesse que celle qu'il peut s'appropriier et accumuler. En termes politiques, cela suppose de renouer avec la plus vieille aspiration du mouvement ouvrier, l'autogestion.

avril 2010

Pour en savoir plus

- Arendt, Hannah (1961), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.
- Ariès, Paul (2007a), *Le mésusage : Essai sur l'hypercapitalisme*, Lyon, Parangon.
- Ariès, Paul (2007b), *La décroissance : Un nouveau projet politique*, Lyon, Golias.
- Attac (Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon, dir.) (2009), *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, La Découverte.
- CESE (2009), « Les indicateurs de développement durable et l'empreinte écologique », rapport de P. Le Clézio, www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-3based/frame_rech_avis.htm.
- Commission Stiglitz (2009), www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm.
- Coutrot, Thomas et Michel Husson (2001), *Avenue du plein-emploi*, Paris, Mille et une nuits.
- Gadrey, Jean (2009a), « Tout convertir en monnaie est un rêve d'économiste », *Terraeco*, 15 juin.
- Gadrey, Jean (2009b), « La prospérité sans la croissance : vivre mieux avec moins ou avec plus ? », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>.
- Gadrey, Jean (2009c), « Un futur désirable sans croissance est possible, mais il faut réduire fortement les inégalités », *Entropia*, « L'effondrement : et après ? », n° 7, automne.
- Gorz, André (1980), *Adieux au prolétariat, Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée.
- Gorz, André (1991), *Capitalisme, socialisme, écologie, désorientations, orientations*, Paris, Galilée.

1. [► Pour une autre ville].

- Gorz, André (1994), «Revenu minimum et citoyenneté», *Futuribles*, n° 184, février.
- André Gorz (2003), *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003.
- Gorz, André (2005), «Richesse sans valeur, valeur sans richesse», *Ecologica*, Paris, Galilée.
- Harribey, Jean-Marie (1997), *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey, Jean-Marie (2004a), «Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique?», *Actuel Marx*, n° 36, septembre.
- Harribey, Jean-Marie (2004b), «Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique», *Économie appliquée, An International Journal of Economic Analysis*, t. 57, n° 4, décembre.
- Harribey, Jean-Marie (2008a), «Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt», <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>.
- Harribey, Jean-Marie (2008b), «Les vertus oubliées de l'économie non marchande», *Le Monde diplomatique*, novembre.
- Harribey, Jean-Marie (2008c), «Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens», dans Ivan Sainsaulieu (dir.), *Par-delà l'économisme, La querelle du primat en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/economisme.pdf>.
- Harribey, Jean-Marie (2009a), «Comprendre la crise globale pour en sortir», *Entropia*, «L'effondrement : et après?», n° 7, automne.
- Harribey, Jean-Marie (2009b), «Le temps libre et la nature n'ont pas de prix», *Raconte-moi la crise*, Bordeaux, Le Bord de l'eau.
- Husson, Michel (1996), *Misère du capital, Une critique du néolibéralisme*, Paris, Syros.
- Idies (2009), www.idies.org/index.php?category/FAIR.
- Jappe, Anselm (2003), *Les aventures de la marchandise : Pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël.
- Latouche, Serge (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits.
- Méda, Dominique (1999), *Qu'est-ce que la richesse?*, Paris, Aubier.
- OCDE (2009), «Mesurer le progrès des sociétés».
- Polanyi, Karl (1983), *La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- Postone, Moïse (2009), *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits.
- Viveret, Patrick (2003), *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

Écologie, le rouge et le vert (L')

Bruno Della Sudda, Guy Gianni, Romain Testoris

Réchauffement climatique, pollutions, déforestation, recul de la biodiversité, épuisement des ressources : nous vivons une crise écologique majeure. Une crise dont le réchauffement climatique est le symbole, mais de Rio 1992 à Copenhague 2009 en passant par Kyoto en 1997 qui instaure le principe d'un marché des droits à polluer, les objectifs fixés par les États et

les institutions internationales, pourtant très limités ne sont pas atteints : ils portaient une exigence de remise en cause – même modeste – des politiques néolibérales, de la dérégulation économique généralisée et de la rétraction de l'espace des politiques publiques.

Cette crise écologique majeure était annoncée depuis plusieurs décennies par les écologistes, elle ne pouvait être entrevue plus tôt au 20^e siècle et moins encore du temps du mouvement ouvrier naissant au 19^e siècle.

Les intuitions fécondes et les inquiétudes de Marx et Engels¹, les préoccupations environnementalistes d'Élisée Reclus et d'une partie des anarchistes qui, déjà, ne séparaient pas la question sociale de la question écologique n'auront eu aucun écho ultérieur au sein du mouvement ouvrier du temps de son apogée au siècle suivant. La vision dominante dans le mouvement ouvrier a consisté à reprendre à son compte le thème du développement des forces productives pour mieux les libérer des entraves capitalistes par l'étatisation plus que la socialisation de l'économie, dans le contexte du stalinisme triomphant, du scientisme dominant et des extraordinaires avancées scientifiques, médicales et techniques qui contribuaient à donner un fondement rationnel à la croyance aux vertus illimitées des progrès de la techno-science.

La croissance économique est alors vue de manière généralement acritique, si ce n'est sous l'angle du pacifisme et de la critique faite par une aile du mouvement ouvrier de la production militaire, en particulier au moment et à l'issue de la Première Guerre mondiale.

1. On lit dans *Dialectique de la nature*, livre écrit par Friedrich Engels dans les années 1880, resté inachevé et publié seulement en 1925 : «Cependant ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et troisième lieux, elle a des effets tout différents, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. [...] Et ainsi les faits nous rappellent à chaque instant que nous ne régnerons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.» Salubre avertissement, hélas bien vite oublié par le mouvement ouvrier.

Apports et limites de l'écologie politique

Si la crise écologique majeure actuelle est inédite, elle a été annoncée de longue date par le mouvement écologiste, né dans la grande vague des mouvements de contestation culturelle, sociale et politique des années 1960¹. Il s'agit de la conjonction d'un mouvement social et culturel, né des dégâts du développement des forces productives, et d'un mouvement d'opinion grandissant à la fin du 20^e siècle au point de devenir un mouvement d'opinion probablement majoritaire, du moins dans les sociétés du Nord au début du 21^e siècle. C'est à la jonction des années 1960 et 1970, d'abord sous des formes associatives et citoyennes, que se déploie le mouvement écologiste, à travers la défense de l'environnement, parfois en lien avec la contre-culture et les modes de vie communautaires, et la contestation radicale du nucléaire civil et militaire.

98

Les échecs successifs et répétés de Rio, Kyoto et de Copenhague sont d'autant plus vécus comme tels qu'il existe aujourd'hui, en lien avec un mouvement d'opinion majoritaire, une conscience écologique mondiale, renforcée par l'altermondialisme dont l'écologie est une composante majeure. Le décalage entre les attentes et le piteux résultat de Copenhague reflète cette contradiction entre conscience écologique planétaire et incapacité politique globale à apporter la moindre réponse sérieuse à la crise écologique.

C'est ce mouvement d'opinion désormais majoritaire, cette conscience écologique planétaire, qui expliquent pour l'essentiel l'infléchissement des politiques publiques en faveur de la croissance verte, en particulier au Nord – à l'exception notable des États-Unis sous George W. Bush mais l'élection de Barak Obama permet l'ajustement états-unien – et la prise en compte, même superficielle et incohérente, de l'écologie par l'ensemble du spectre politique.

Dans les années 1970 et 1980, le mouvement écologiste va créer ses propres partis politiques, jouant le rôle d'accélérateur du mouvement d'opinion, de la conscience écologique planétaire, indépendamment des orientations politiques et des succès électoraux – dans l'ensemble restés modestes – des partis écologistes. Ces partis, de manière générale, se réfèrent à un nouveau paradigme explicatif unique, le paradigme vert, en miroir du paradigme rouge des vieux partis du mouvement ouvrier. Ainsi, la référence à l'écologie devient à la fois l'histoire, l'explication du présent et le projet politique à elle seule : tout découle de l'écologie et tout s'y réduit.

1. [► Thèse et l'antithèse (La)].

Ce qui relève de la démocratie et du social est rarement ignoré, mais passe au second plan ; le lien n'est pas fait entre les dégâts et leur cause, la recherche du profit capitaliste ; tout au plus incrimine-t-on le « productivisme » attribué aussi bien au capitalisme qu'aux pays dits socialistes où la situation n'est en effet pas meilleure. Les partis écologistes s'adressent donc aux partis de gauche et d'extrême gauche ainsi qu'aux syndicats ouvriers plus pour les accuser de complicité ou d'inertie que pour chercher les voies d'une action commune possible sur des objectifs précis, ce qui ne les empêchera pas de chercher l'alliance électorale avec les partis sociaux-démocrates. Il est vrai que la culture productiviste de la gauche, ainsi que le ralliement des syndicats ouvriers au nucléaire, à l'exception notable de la CFDT, ne rendaient pas le débat facile¹.

La seconde caractéristique de ces partis Verts est leur rapide institutionnalisation, particulièrement en Europe, en général dans le cadre d'une alliance avec la social-démocratie ayant accepté et pratiqué des politiques néolibérales. Aujourd'hui, le ralliement de la majorité des droites à la croissance verte autorise également des alliances avec des courants de la droite. Cette institutionnalisation se traduit non seulement par l'insertion dans le jeu électoral traditionnel et l'adoption des mœurs politiques de la bourgeoisie et de la social-démocratie mais aussi par la désertion progressive du terrain des luttes multiformes menées contre la domination du capital.

Le bilan de cette référence et de cette institutionnalisation est celui d'une sorte de partage des tâches – l'environnement aux écologistes, et le reste aux partenaires politiques – et plus largement une incapacité générale à aller au-delà d'un infléchissement des politiques néolibérales et de leurs dégâts sur l'environnement et la santé publique.

Nulle part, les partis écologistes associés au pouvoir n'ont fondamentalement remis en cause ce qu'ils appellent « le productivisme », et dans aucun de ces partis les courants écosocialistes ou rouges-verts n'ont réussi à obtenir une majorité et une réorientation politique de leur parti.

Trois réponses distinctes à la crise écologique

Le « capitalisme vert » vise à écologiser les politiques publiques et à moraliser le capitalisme en combattant ses excès, sans remise en cause du capitalisme lui-même. Vert, le capitalisme réduit l'écologie pour l'essentiel à la défense de l'environnement, il escamote les causes et limite les conséquences de la crise écologique, par exemple le volume des émissions de gaz à effet de serre. Il accepte le principe non pas d'une

1. [► Société de consommation, écologie et autogestion].

régulation mondiale, sans doute hors de portée du capitalisme mondialisé, mais tout au plus d'objectifs politiques communs aux États, extrêmement modestes comme on l'a vu à Rio, pour ne pas dire insignifiants comme on l'a vu à Copenhague.

Le marché des droits à polluer et plus récemment la taxe carbone sont les mesures emblématiques les plus significatives de ce «capitalisme vert», au-delà du piteux échec du premier et des incertitudes qui pèsent sur le second.

C'est que le capitalisme est incapable d'imaginer de lui-même d'autres mesures que celles qui donnent au marché et aux incitations monétaires une place centrale, nouvel avatar du «fétichisme du marché» et de sa «main invisible» qui après avoir procédé à l'allocation optimale des ressources, résoudrait maintenant la crise écologique! Aucune de ces mesures n'a le moindre effet sérieux et durable sur la crise écologique majeure que nous vivons, parce qu'elle n'a pas la moindre dimension anticapitaliste.

Il n'est pas anodin de relever que ce «capitalisme vert» s'accommode sans problème du maintien et même du développement, pour une partie des États comme la France, du nucléaire, sous prétexte du combat contre le réchauffement climatique et d'une énergie propre. Volontiers moralisateur, il invite chacun et chacune à faire un geste pour la planète en évitant soigneusement de pointer la responsabilité des grandes entreprises capitalistes dans la dégradation des écosystèmes, particulièrement au Sud, où certains pays sont devenus en une vingtaine d'années les principaux lieux d'implantation des industries polluantes du Nord et de véritables décharges à ciel ouvert.

Ce «capitalisme vert» est promu par l'aile éclairée de la bourgeoisie et de grandes entreprises capitalistes. Il a fini par rallier de fait la plupart des partis Verts, devenus une représentation politique partielle et modérée du mouvement écologiste, la social-démocratie européenne et les partis démocrates des États-Unis et du Japon notamment.

La décroissance comme réaction au «capitalisme vert»

Cette option a le mérite d'exprimer le maintien d'aspirations écologistes radicales et, dans une certaine mesure, anticapitalistes, et de continuer à porter une critique radicale contre la croissance capitaliste visée sous le terme de «productivisme».

Mais, elle est aussi le dernier avatar du paradigme vert: si elle met souvent l'accent sur la sphère de la consommation dans une optique de transformation des pratiques individuelles pas complètement, quand elle s'intéresse à celle de la production, c'est pour se démarquer de

l'économie politique en général et non du capitalisme en particulier¹. Et si la critique du développement, tel qu'il a été théorisé par Rostow² et implicitement repris à son compte par la plus grande partie du mouvement ouvrier, est légitime, on peut se demander pourquoi la production en elle-même de richesses économiques serait un obstacle à l'épanouissement et à l'indépendance des peuples³.

En réalité, les partisans de la décroissance confondent volontairement croissance et développement humain, rapports sociaux de production capitaliste et travail productif en général. Ils ignorent – ou font semblant d'ignorer – la distinction entre la valeur d'échange d'une marchandise et l'utilité sociale d'une production.

Leur critique du développement fait comme si les immenses besoins non satisfaits au Sud étaient justement le fait de la logique «développementiste» alors que cette dernière n'a constitué qu'une modalité de la domination du capital à un moment donné.

L'alternative à la domination du capital, ce ne serait pas les centres de santé, les écoles ou les réseaux d'assainissement⁴ qui nécessitent une certaine quantité de croissance, même si son contenu n'est pas nécessairement la copie conforme de celle qu'ont connue les pays du Nord.

1. Dans un article intitulé «Et la décroissance sauvera le Sud» paru dans *Le Monde diplomatique* en novembre 2004, Serge Latouche, un des principaux théoriciens de la décroissance, ne mentionne le terme de capitalisme qu'une seule fois, uniquement pour préciser que la perspective «développementiste» de l'Algérie de Boumediène et de la Tanzanie de Nyerere ne s'inscrivait pas dans un cadre capitaliste. Autrement dit, ce n'est pas le capitalisme qui est en cause mais le «productivisme». Ce qui revient à ignorer que le «productivisme» trouve justement ses racines dans le capitalisme.

2. Écrit en 1960, l'ouvrage de Walt Whitman Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, est vite devenu un hymne à la croissance et au capitalisme. L'auteur y défend une vision étapiste et linéaire de la croissance qui va de la société traditionnelle aux sociétés où domine la consommation de masse.

3. C'est pourtant ce que semble penser Serge Latouche lorsqu'il écrit dans l'article déjà cité : «Maintenir ou, pire encore, introduire la logique de la croissance au Sud sous prétexte de le sortir de la misère créée par cette même croissance ne peut que l'occidentaliser un peu plus.»

4. Ces derniers sont considérés comme le fruit du paternalisme occidental «développementiste» ou comme le dernier avatar d'un «ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement». Si le lien entre l'idéologie du développement et le néocolonialisme ne saurait être nié, il s'est d'abord cristallisé dans la volonté de transmettre le savoir-faire technique occidental et dans le maintien d'un rapport social de dominant à dominé. L'éducation et la santé ne sont pas, en tant que telles, des instruments de domination. C'est la transposition au Sud des institutions de santé et d'éducation, telles qu'elles existent dans le capitalisme occidental, qui renforce cette domination.

Selon Serge Latouche, précédemment cité en note, c'est l'inventivité sociale :

On peut parier sur toute la richesse de l'invention sociale pour le relever [le défi], une fois la créativité et l'ingéniosité libérées du carcan économiciste et développementiste.

Encore une fois, le véritable obstacle, le mode de production capitaliste, l'exploitation et l'aliénation qui lui sont consubstantielles, ne sont pas identifiés. De plus, se contenter de patienter jusqu'à la libération des forces créatrices, c'est à la fois ne pas tenir compte des besoins élémentaires des plus pauvres – qui renvoient précisément à la croissance et à une meilleure répartition des fruits de la production – et en même temps faire l'impasse sur les conditions politico-sociales d'émergence de cette énergie créatrice.

Il est logique que la décroissance connaisse un impact non négligeable dans les pays du Nord au fur et à mesure que s'aggrave la crise écologique majeure actuelle, il n'est pas surprenant que la décroissance soit largement ignorée au Sud, y compris dans le mouvement altermondialiste. Elle constitue donc une fausse alternative à la fuite en avant d'une production ignorant le caractère fini de notre monde, et une mauvaise réponse à la crise écologique, malgré sa radicalité apparente.

On voit mal comment cette idéologie de la décroissance qui, dans ses versions dominantes, s'intéresse si peu aux revendications liées aux conditions de vie des milieux populaires, quand elle ne les ignore pas, pourrait faciliter la jonction du rouge et du vert.

D'autres pistes plus fécondes peuvent être empruntées, qui n'ignorent pas pour autant les avancées mêmes très faibles concédées au capitalisme vert, et qui prennent en compte la critique de la mouvance décroissante dans sa dimension «antiproduktiviste». Ces pistes sont celles du croisement des aspirations écologistes radicales, des exigences de la démocratie active et du partage des richesses, ce croisement qui est l'essence de l'altermondialisme dans lequel se retrouvent les réseaux et les organisations qui contestent au Nord et au Sud le capitalisme, comme cela s'est exprimé avec éclat à travers le contre-sommet de Copenhague en 2009.

L'écologie n'est pas coupée des autres terrains de contestation et de contre-propositions, elle est au cœur de la recherche d'un projet alternatif de société. Le développement n'y est pas conçu comme un simple prolongement de la croissance. Il est l'objet à la fois d'une critique anticapitaliste et d'une recherche, d'une réflexion alternative à l'actuel mode de développement à laquelle se joint une autre critique, d'un point de vue démocratique et autogestionnaire.

Il faut d'ailleurs noter que la prise en compte au début des années 1990, des éléments relatifs au niveau d'éducation et de santé, au même titre que le niveau du revenu par habitant, pour formaliser l'Indicateur de développement humain (IDH) est une avancée notable dans la conception même du contenu de la croissance et du développement. Mais cet indicateur – comme la notion de développement elle-même – doit à son tour être interrogé. En effet, la prise en compte de l'IDH par le PNUD et les institutions internationales reste inscrite dans un cadre qui demeure inchangé, celui de rapports Nord-Sud marqués par l'échange inégal et par l'offensive néolibérale du capitalisme mondialisé qui entrave les progrès éducatifs et sanitaires au Sud.

Des propositions visent à compléter la notion de développement en adjoignant à l'actuel IDH de nouveaux éléments tels que le niveau de pauvreté, l'intensité de la vie démocratique, l'absence de discriminations, l'égalité hommes-femmes et des critères relatifs à l'empreinte écologique. La mesure même de la croissance économique est parfois remise partiellement en cause. Ainsi, en France, le récent rapport Stiglitz visait à inclure des critères non monétaires dans le calcul de la richesse produite¹. Ces propositions doivent être soutenues car elles traduiraient la prise en compte de préoccupations portées par les mouvements sociaux au Sud comme au Nord et notamment celles du mouvement altermondialiste. Mais elles ne changent pas en elles-mêmes la réalité de la domination impériale qui s'accommode de l'existence d'indicateurs critiques, pourvu que ses intérêts fondamentaux – qui épuisent pourtant les ressources naturelles et produisent des dégâts écologiques majeurs – ne soient pas remis en cause.

Ces propositions peuvent être un point d'appui pour les mobilisations sociales et écologiques et ouvrent la voie à une nouvelle perspective émancipatrice, celle d'un tout autre développement économique, dépassant la loi d'airain du capital et, pour nous, indissociable de la construction d'une société de démocratie active et autogestionnaire. C'est ce que nous appelons l'alterdéveloppement et, dans cette perspective, ce sont les peuples eux-mêmes qui définissent les critères appropriés au développement humain. Plus généralement, l'alterdéveloppement se situe à la fois sur le terrain de la consommation et sur celui de la production puisqu'il interroge la nature de celle-ci, les conditions de sa mise en œuvre, et son utilité sociale. L'alterdéveloppement apporte enfin une réponse à la question complexe des besoins et plus précisément à la

1. [► Écologie et socialisme : travail, production et valeur].

question de savoir qui décide du caractère social et écologique du bien-fondé de telle ou de telle production.

Cette réponse est celle de la démocratie autogestionnaire : aucune minorité, aussi éclairée ou écologiste soit-elle, ne peut prétendre décider au nom d'une majorité ce qui est bon ou pas pour l'humanité. Seuls le débat citoyen et l'autogestion généralisée peuvent permettre de faire des choix, toujours discutables et réversibles, et d'orienter la production, de décider de sa croissance, de sa décroissance ou même de son arrêt, dans tel ou tel domaine d'activité.

Ainsi retrouve-t-on là encore certaines intuitions de la 1^{re} Internationale ouvrière qui militait pour que la production soit déterminée et réglée par les producteurs eux-mêmes, pour que la production soit au service de la société et non le contraire. L'enjeu crucial aujourd'hui est de donner un contenu «alterdéveloppementaliste» à cette planification autogestionnaire, c'est-à-dire un contenu rompant avec la logique mortifère de la production capitaliste et de l'hyperconsommation uniformisée, sources d'aliénation de l'humanité.

avril 2010

Pour en savoir plus

- Attac (2004), *Le développement a-t-il un avenir?*, Paris, Mille et une nuits.
- Berger, André (1986), « L'écologie et ses représentations politiques » dans textes de la 8^e conférence de la TMRI, n° spécial de *Sous le drapeau du socialisme*.
- Collectif (2003), *L'écologie, ce matérialisme historique*, Actuel Marx, n° 12 Paris, PUF.
- Deléage, Jean-Paul (1991), *Histoire de l'écologie*, Paris, La Découverte.
- Di Meo, Cyril (2006), *La face cachée de la décroissance*, Paris, L'Harmattan.
- Engels, Friedrich (1968), *Dialectique de la nature*, Paris, Éditions sociales.
- Gorz, André (1978), *Écologie et politique*, Paris, Le Seuil.
- Harribey, Jean-Marie (1997), *L'économie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey, Jean-Marie et Michael Löwy (dir.) (2003), *Capital contre nature*, Paris, Actuel Marx Confrontations/PUF.

Écosocialisme et planification démocratique

Michael Löwy

«S'il est impossible d'appliquer des réformes au capitalisme afin de mettre les bénéfices au service de la survie humaine, quelle alternative existe-t-il si ce n'est d'opter pour un genre d'économie planifiée au niveau national et international? Des problèmes tels que le changement climatique nécessitent "la main

visible” de la planification directe [...]. Au sein du capitalisme, nos dirigeants corporatistes ne peuvent absolument pas s’empêcher de prendre systématiquement des décisions sur l’environnement et l’économie qui sont erronées, irrationnelles et, en fin de compte, suicidaires au niveau mondial [...]. Alors, quel autre choix avons-nous si ce n’est d’envisager une véritable alternative écosocialiste?» (Smith, 2005 : 35)

L’écosocialisme a pour objet de fournir une alternative de civilisation radicale à ce que Marx appelait «le progrès destructif» du capitalisme (Marx, 1960 : 529-530). C’est un choix qui propose une politique économique visant les besoins sociaux et l’équilibre écologique, et donc fondée sur des critères non monétaires et extra-économiques. Les arguments essentiels qui le soutiennent ont leurs origines dans le mouvement écologique ainsi que dans la critique marxiste de l’économie politique. Cette synthèse dialectique – envisagée par un large spectre d’auteurs, d’André Gorz à Elmar Altvater, James O’Connor, Joel Kovel et John Bellamy Foster – est à la fois une critique de l’«écologie de marché» qui s’adapte au système capitaliste et du «socialisme productiviste» qui reste indifférent à la question des limites de la nature.

Selon O’Connor (1998 : 278, 331), le but du socialisme écologique est une nouvelle société fondée sur la rationalité écologique, le contrôle démocratique, l’égalité sociale et la suprématie de la valeur d’usage sur la valeur d’échange. J’ajouterais les conditions suivantes afin d’atteindre ces objectifs : a) la propriété collective des moyens de production (le terme «collectif» ici signifie propriété publique, communautaire ou coopérative) ; b) une planification démocratique qui puisse permettre à la société de définir ses objectifs concernant l’investissement et la production ; et c) une nouvelle structure technologique des forces productives. Autrement dit, une transformation révolutionnaire au niveau social et économique¹.

Selon les écosocialistes, le problème des principaux courants de l’écologie politique, dont les représentants sont les partis Verts, est qu’ils

1. John Bellamy Foster emploie le concept de «révolution écologique», mais il explique : «Une révolution écologique à l’échelle planétaire digne de ce nom ne peut avoir lieu que dans le cadre d’une révolution sociale – et je réitère, socialiste – plus large. Une telle révolution [...] nécessiterait, comme Marx le soulignait, que l’association des producteurs puisse réguler rationnellement la relation métabolique entre l’homme et la nature [...]. Elle doit être inspirée des idées de William Morris, un des héritiers de Karl Marx les plus originaux et écologistes, de Gandhi et d’autres figures radicales, révolutionnaires et matérialistes, dont Marx lui-même, en allant jusqu’à Épicure» (Foster, 2005 : 9-10).

► Citoyen-producteur (Le)].

ne semblent pas prendre en considération la contradiction intrinsèque qui existe entre la dynamique capitaliste – fondée sur l’expansion illimitée du capital et l’accumulation des profits – et la préservation de l’environnement. Il en découle une critique du productivisme souvent pertinente, mais qui ne mène pas pour autant plus loin que les réformes écologiques dérivées de «l’économie de marché». Par conséquent, les gouvernements de centre gauche privilégiant des politiques sociolibérales se justifient en matière d’écologie grâce aux partis Verts¹.

D’autre part, le problème des tendances dominantes de la gauche pendant le 20^e siècle – la social-démocratie et le mouvement communiste d’inspiration soviétique – est qu’elles acceptaient le modèle de production existant. Alors que la première se limitait à une version reformée – tout au mieux keynésienne – du système capitaliste, le deuxième développa une forme de productivisme autoritaire et collectiviste – ou capitalisme d’État. Dans les deux cas, les enjeux environnementaux étaient négligés ou, du moins, marginalisés.

Marx et Engels eux-mêmes avaient conscience des conséquences destructrices du mode de production capitaliste sur l’environnement. Plusieurs extraits du *Capital* ainsi que d’autres écrits nous l’indiquent (Foster, 2000). De plus, ils estimaient que le but du socialisme n’était pas de produire de plus en plus de biens, mais de donner aux êtres humains du temps libre pour qu’ils puissent développer pleinement leur potentiel. À ce niveau, ils partagent peu l’idée de «productivisme», c’est-à-dire l’idée que l’expansion illimitée de la production est un but en soi. Cependant, certains de leurs écrits, où il est question de la capacité du socialisme à permettre le développement des forces productives au-delà des limites imposées par le système capitaliste, suggèrent que la transformation socialiste ne concerne que les relations capitalistes de la production, lesquelles seraient devenues un obstacle (le terme employé plus souvent est «chaînes») au libre développement des forces productives. Socialisme voudrait surtout dire appropriation sociale de ces capacités productives en les mettant au service des travailleurs. Voici par exemple un passage de l’*Anti-Dühring* de Friedrich Engels (1950 : 318), un texte «canonique» pour nombre de générations marxistes : sous le régime socialiste, «la société prend possession ouvertement et sans détour des forces productives qui sont devenues trop grandes» dans le système existant.

1. Pour une critique écosocialiste de l’«écopolitique réellement existante» – l’économie verte, l’écologie radicale, le biorégionalisme, etc., voir Kovel (2002).

Le cas de l'Union soviétique illustre les problèmes qui découlent d'une appropriation collectiviste de l'appareil productif capitaliste. La thèse de la socialisation des forces productives existantes a prédominé dès le début. Certes, le mouvement écologique a pu s'étendre pendant les premières années qui ont suivi la Révolution d'octobre et le gouvernement soviétique a adopté quelques mesures de protection environnementale, mais avec le processus de bureaucratisation stalinien, l'application des méthodes productivistes, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, a été imposée par des moyens totalitaires, pendant que les écologistes étaient marginalisés ou éliminés. La catastrophe de Tchernobyl est l'exemple ultime des conséquences désastreuses de l'imitation des technologies occidentales de production. Si le changement des formes de propriété n'est pas suivi d'une gestion démocratique et d'une réorganisation écologique du système de production, tout cela mènera à une impasse.

Dans les écrits de quelques dissidents marxistes des années 1930, tels que Walter Benjamin, apparaît déjà une critique de l'idéologie productiviste du « progrès » ainsi que de l'idée d'une exploitation « socialiste » de la nature. Toutefois, c'est surtout au cours des dernières décennies que l'écosocialisme proprement dit s'est développé comme un défi à la thèse de neutralité des forces productives qui avait prédominé au sein des principales tendances de gauche durant le 20^e siècle.

Les écosocialistes devraient s'inspirer des observations faites par Marx au sujet de la Commune de Paris : les travailleurs ne peuvent pas prendre possession de l'appareil capitaliste de l'État et le mettre à leur service. Ils sont contraints de « le briser » et de le remplacer par une forme de pouvoir politique radicalement différente, démocratique et non étatique. La même idée s'applique, *mutatis mutandis*, à l'appareil productif, lequel loin d'être « neutre », porte dans sa structure l'empreinte d'un développement qui favorise l'accumulation du capital et l'expansion illimitée du marché. Ce qui le met en contradiction avec le besoin de protéger l'environnement et la santé de la population. C'est pourquoi nous devons mener à bien une « révolution » de l'appareil productif dans le cadre d'un processus de transformation radicale¹.

La grande valeur des avancées scientifiques et technologiques de l'ère moderne est indéniable, mais le système productif doit être transformé dans son ensemble et cela est seulement possible grâce à des procédés écosocialistes, c'est-à-dire grâce à la mise en place d'une planification

1. [► Ouvrir le débat sur les perspectives pour le contrôle et l'autogestion socialiste].

démocratique de l'économie¹ qui prenne en compte la préservation des équilibres écologiques. Ce qui peut entraîner la suppression de certaines branches de production comme les centrales nucléaires, certaines techniques de pêche intensive et industrielle (responsables de la quasi-extinction de nombreuses espèces marines), les coupes à blanc dans les forêts tropicales, etc. La liste est très longue. Toutefois, la priorité reste la révolution du système énergétique qui devrait conduire au remplacement des ressources actuelles (surtout l'énergie fossile), responsables du changement climatique et de l'empoisonnement de l'environnement, par des ressources énergétiques renouvelables : l'eau, le vent et le soleil. La question de l'énergie est capitale car l'énergie fossile est responsable de la majeure partie de la pollution de la planète ainsi que du désastre que représente le réchauffement global. L'énergie nucléaire est une fausse alternative, non seulement en raison du risque de nouveaux Tchernobyl, mais aussi parce que personne ne sait quoi faire des milliers de tonnes de déchets radioactifs – lesquels restent toxiques pendant des centaines, des milliers voire des millions d'années – et d'une quantité de centrales polluées devenues inutiles. Négligée depuis toujours par les sociétés capitalistes (pour son manque de « rentabilité » ou de « compétitivité »), l'énergie solaire doit devenir l'objet de recherches et de développements poussés. Elle doit jouer un rôle central dans la construction d'un système énergétique alternatif.

La condition sociale nécessaire pour atteindre ces objectifs est le plein-emploi équitable. Cette condition est indispensable non seulement pour répondre aux exigences de justice sociale, mais aussi pour s'assurer du soutien de la classe ouvrière, sans lequel le processus de transformation structurale des forces productives ne peut pas être effectué. Le contrôle public des moyens de production et une planification démocratique sont également indispensables, c'est-à-dire que les décisions d'ordre public concernant l'investissement et le changement technologique doivent être retirées aux banques et aux entreprises capitalistes, si l'on veut qu'elles servent le bien commun de la société.

Pourtant, il ne suffit pas de mettre ces décisions entre les mains des travailleurs. Dans le livre 3 du *Capital*, Marx définit le socialisme comme une société dans laquelle « les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges [*stoffwechesel*] avec la nature ». Cependant, dans le livre premier du *Capital*, on trouve une approche plus large : le socialisme est conçu comme « une association d'êtres humains [*menschen*] libres qui travaillent avec des moyens communs [*gemeinschaftlichen*] de production »

1. [► Des dégâts du « productivisme » à la planification écosocialiste autogestionnaire].

(Marx, 1960 : 92 et 1968 : 828)¹. Il s'agit d'une conception beaucoup plus appropriée : la production et la consommation doivent être organisées rationnellement non seulement par les « producteurs » mais aussi par les consommateurs et, de fait, par l'ensemble de la société, soit la population productive et « non productive » : étudiants, jeunesse, femmes (et hommes) au foyer, retraités, etc.

En ce sens, l'ensemble de la société sera libre de choisir démocratiquement les lignes productives à privilégier et le niveau des ressources qui doivent être investies dans l'éducation, la santé ou la culture². Les prix des biens eux-mêmes ne répondraient plus aux lois de l'offre et de la demande mais seraient déterminés autant que possible selon des critères sociaux, politiques et écologiques. Au début, seuls les impôts sur certains produits et des subventions pour d'autres seraient appliqués, mais idéalement, de plus en plus de produits et de services seraient distribués gratuitement selon la volonté des citoyens.

Loin d'être « despotique » en soi, la planification démocratique est l'exercice de la liberté de décision de l'ensemble de la société ; un exercice nécessaire pour se libérer des « lois économiques » et des « cages de fer » aliénantes et réifiées au sein des structures capitalistes et bureaucratiques. La planification démocratique associée à la réduction du temps de travail serait un progrès considérable de l'humanité vers ce que Marx appelait « le royaume de la liberté » : l'augmentation du temps libre est en fait une condition de la participation des travailleurs à la discussion démocratique et à la gestion de l'économie comme de la société.

Les partisans du libre marché font référence à l'échec de la planification soviétique pour justifier leur opposition catégorique à toute

1. On retrouve une problématique semblable dans le marxisme contemporain. Ernest Mandel, par exemple, défendait une « planification centraliste mais démocratique sous l'autorité d'un congrès national constitué par plusieurs conseils de travailleurs dont les membres seraient en grande partie des travailleurs réels » (Mandel, 1971 : 286). Dans des écrits plus récents, il fait plutôt référence aux « producteurs et consommateurs ». On va être amené à citer quelques extraits des écrits d'Ernest Mandel, car il est le théoricien socialiste de la planification démocratique le plus éclairé. Toutefois, on se doit de mentionner qu'il n'avait pas inclus le sujet de l'écologie comme un aspect central de ses arguments concernant l'économie.

2. Ernest Mandel définissait la planification de la façon suivante : « Une économie planifiée signifie [...] pour les ressources relativement rares de la société, qu'elles ne soient pas réparties aveuglément ("à l'insu du producteur-consommateur") par l'action de la loi de la valeur, mais qu'elles soient consciemment attribuées selon des priorités établies au préalable. Dans une économie de transition où la démocratie socialiste règne, l'ensemble des travailleurs détermine démocratiquement le choix de ces priorités » (Mandel, 1971 : 282).

forme d'économie organisée. On sait, sans engager une discussion sur les réussites et les échecs de l'exemple soviétique, qu'il s'agissait de toute évidence d'une forme de «dictature sur les besoins», pour citer l'expression employée par György Markus et ses collègues de l'École de Budapest : un système non démocratique et autoritaire qui donnait le monopole des décisions à une oligarchie restreinte de techno-bureaucrates. Ce n'est pas la planification qui a mené à la dictature. Ce sont la limitation croissante de la démocratie au sein de l'État soviétique et l'instauration d'un pouvoir bureaucratique totalitaire après la mort de Lénine qui ont donné lieu à un système de planification de plus en plus autoritaire et non démocratique. S'il est vrai que le socialisme est défini comme le contrôle des processus de production par les travailleurs et la population en général, l'Union soviétique sous Staline et ses successeurs était très loin de correspondre à cette définition.

L'échec de l'URSS illustre les limites et les contradictions d'une planification bureaucratique dont l'inefficacité et le caractère arbitraire sont flagrants : il ne peut pas servir d'argument contre l'application d'une planification réellement démocratique¹. La conception socialiste de la planification n'est rien d'autre que la démocratisation radicale de l'économie : s'il est certain que les décisions politiques ne doivent pas revenir à une petite élite de dirigeants, pourquoi ne pas appliquer le même principe aux décisions d'ordre économique ? La question de l'équilibre entre les mécanismes du marché et ceux de la planification est sans doute un enjeu complexe : pendant les premières phases de la nouvelle société, les marchés occuperont certainement encore une place importante, mais à mesure que la transition vers le socialisme progressera, la planification deviendra de plus en plus importante parce qu'opposée aux lois de la valeur d'échange². Engels insistait sur le fait qu'une société socialiste

1. «Du point de vue de la masse salariale, les sacrifices imposés par la bureaucratie arbitraire ne sont ni plus ni moins “acceptables” que ceux qui sont imposés par les mécanismes du marché. Les deux types de sacrifice ne sont que deux formes différentes d'aliénation» (Mandel, 1971 : 285).

2. Dans son remarquable livre paru récemment sur le socialisme, l'économiste marxiste argentin Claudio Katz (2004 : 47-48) souligne que la planification démocratique, supervisée depuis les niveaux locaux par la majorité de la population, «diffère selon qu'il s'agisse d'une centralisation absolue, d'une étatisation absolue, d'un communisme de guerre ou d'une économie planifiée. La primauté de la planification sur le marché est nécessaire pour la transition, mais il ne faudrait pas supprimer les variables du marché. L'association des deux instances devrait être adaptée à chaque situation et à chaque pays». Toutefois, «le but du processus socialiste n'est pas de maintenir un équilibre figé entre le plan et le marché, mais de promouvoir une suppression progressive de la place du marché».

«aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles de divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan» (Engels, 1950 : 349). Dans le système capitaliste, la valeur d'usage n'est qu'un moyen – et souvent une astuce – subordonné à la valeur d'échange et à la rentabilité (cela explique en fait pourquoi il y a tant de produits dans notre société sans aucune utilité). Dans une économie socialiste planifiée, la production des biens et des services ne répond qu'au seul critère de la valeur d'usage, ce qui entraîne des conséquences au niveau économique, social et écologique dont l'ampleur est spectaculaire. Comme Joel Kovel (2002 : 215) l'a observé : «Le renforcement de la valeur d'usage et les restructurations subséquentes des besoins deviennent le paramètre social de la technologie au lieu de la transformation du temps en plus-value et en argent.»

Le genre de système de planification démocratique envisagée dans le présent essai concerne les principaux choix économiques et non pas l'administration des restaurants locaux, des épiceries, des boulangeries, des petits magasins, des entreprises artisanales ou des services. De même, il est important de souligner que la planification n'est pas en contradiction avec l'autogestion des travailleurs dans leurs unités de production. Alors que la décision de transformer, par exemple, une usine de voitures en unité de production de bus ou de tramways reviendrait à l'ensemble de la société, l'organisation et le fonctionnement internes de l'usine seraient gérés démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes. On a débattu longuement sur le caractère «centralisé» ou «décentralisé» de la planification, mais l'important reste le contrôle démocratique du plan à tous les niveaux, local, régional, national, continental – et, espérons-le, planétaire, puisque les thèmes de l'écologie tels que le réchauffement climatique sont mondiaux et ne peuvent être traités qu'à ce niveau. Cette proposition pourrait être appelée «planification démocratique globale». Même à un tel niveau, il s'agit d'une planification qui s'oppose à ce qui est souvent décrit comme «planification centrale», car les décisions économiques et sociales ne sont pas prises par un «centre» quelconque mais déterminées démocratiquement par les populations concernées.

Il y aurait, bien entendu, des tensions et des contradictions entre les établissements autogérés et les administrations démocratiques locales, et d'autres groupes sociaux plus larges. Les mécanismes de négociation peuvent aider à résoudre de nombreux conflits de ce genre, mais en dernière analyse, il reviendra aux groupes concernés les plus larges, et

seulement s'ils sont majoritaires, d'exercer leur droit à imposer leurs opinions. Pour donner un exemple: une usine autogérée décide de décharger ses déchets toxiques dans un fleuve. La population de toute une région est menacée par cette pollution. Elle peut à ce moment-là, suite à un débat démocratique, décider que la production de cette unité doit être arrêtée jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante pour contrôler ces déchets soit trouvée. Idéalement, dans une société écosocialiste, les travailleurs de l'usine eux-mêmes auront une conscience écologique suffisante pour éviter de prendre des décisions dangereuses pour l'environnement et pour la santé de la population locale. Néanmoins, le fait d'introduire des moyens garantissant le pouvoir de décision de la population pour défendre des intérêts les plus généraux, comme dans l'exemple précédent, ne signifie pas que les questions concernant la gestion interne ne soient pas à soumettre aux citoyens au niveau de l'usine, de l'école, du quartier, de l'hôpital ou du village¹.

La planification socialiste doit être fondée sur un débat démocratique et pluraliste, à chaque niveau de décision. Organisés sous la forme de partis, de plates-formes ou de tout autre mouvement politique, les délégués des organismes de planification sont élus et les diverses propositions sont présentées à tous ceux qu'elles concernent. Autrement dit, la démocratie représentative doit être enrichie – et améliorée – par la démocratie directe qui permet aux gens de choisir directement – au niveau local, national et, en dernier lieu, international – entre différentes propositions. L'ensemble de la population s'interrogerait alors sur la gratuité du transport public, sur un impôt spécial payé par les propriétaires de voitures pour subventionner le transport public, sur le soutien apporté à l'énergie solaire afin de la rendre compétitive par rapport à l'énergie fossile, sur la réduction du temps de travail à 30 heures hebdomadaires, 25 ou moins encore, même si cela entraîne une réduction de la production. Le caractère démocratique de la planification ne la rend pas incompatible avec la participation des experts dont le rôle n'est pas de décider, mais de présenter leurs arguments – souvent différents voire opposés – au cours du processus démocratique de prise des décisions. Comme Ernest Mandel l'a écrit :

Les gouvernements, les partis politiques, les conseils de planification, les scientifiques, les technocrates ou quiconque peut faire des propositions, présenter des initiatives et essayer d'influencer les gens... Cependant, dans un système multipartite, de telles propositions ne seront jamais unanimes: les gens feront leur choix entre

1. [► Défis démocratiques de la transition écologique et énergétique (Les)].

les alternatives cohérentes. Ainsi le droit et le pouvoir effectifs de prendre les décisions devraient être aux mains de la majorité des producteurs/consommateurs/citoyens et de personne d'autre. Y a-t-il quelque chose de paternaliste ou de despotique dans cette posture? (Mandel, 1991 : 209).

Une question se pose : quelle garantie a-t-on que les gens feront les bons choix, ceux qui protègent l'environnement, même si le prix à payer est de changer une partie de leurs habitudes de consommation? Une telle «garantie» n'existe pas, en dehors de la perspective raisonnable que la rationalité des décisions démocratiques triomphera une fois aboli le fétichisme des biens de consommation. Il est certain que le peuple fera des erreurs en faisant de mauvais choix, mais les experts, ne font-ils pas eux-mêmes des erreurs? Il est impossible de concevoir la construction d'une nouvelle société sans que la majorité du peuple ait atteint une grande prise de conscience socialiste et écologique grâce à ses luttes, à son auto-éducation et à son expérience sociale. Alors il est raisonnable d'estimer que les erreurs graves – y compris les décisions incompatibles avec les besoins en matière d'environnement – seront corrigées¹. En tout cas, on peut se demander si les alternatives – le marché impitoyable, une dictature écologique des «experts» – ne sont pas beaucoup plus dangereuses que le processus démocratique, avec toutes ses limites...

Certes, pour que la planification fonctionne, il faut des corps exécutifs et techniques qui puissent mettre en œuvre les décisions, mais leur autorité serait limitée par le contrôle permanent et démocratique exercé par les niveaux inférieurs, là où l'autogestion des travailleurs a lieu dans le processus d'administration démocratique. On ne peut pas s'attendre, bien entendu, à ce que la majorité de la population emploie l'intégralité de son temps libre à l'autogestion ou à des réunions participatives. Comme Ernest Mandel (1991 : 204) l'a remarqué, «l'autogestion n'a pas pour effet la suppression de la délégation, mais elle est une combinaison

1. Mandel a observé : «Nous ne pensons pas que “la majorité ait toujours raison” [...]. Tout le monde fait des erreurs. Cela est vrai pour la majorité des citoyens, pour la majorité des producteurs et pour la majorité des consommateurs tous confondus. Cependant, il y aura une différence essentielle entre eux et leurs prédécesseurs. Dans tout système où le pouvoir est inégal [...], ceux qui prennent les mauvaises décisions sur l'attribution des ressources sont rarement ceux qui paient les conséquences de leurs erreurs [...]. Compte tenu du fait qu'il existe une réelle démocratie politique, des choix culturels réels et de l'information, il est difficile de croire que la majorité préférerait voir ses forêts disparaître [...] ou ses hôpitaux en sous-effectif plutôt que de corriger les erreurs d'attribution» (Mandel, 1986 : 31).

entre la prise des décisions par les citoyens et un contrôle plus strict des délégués par leurs électeurs respectifs¹».

L'«économie participaliste» (ou *parecon*) conçue par Michael Albert a été l'objet de débats au sein du mouvement altermondialiste ou du «*global justice movement*» (mouvement pour la justice globale). Malgré ses sérieuses limitations, comme l'ignorance de l'écologie ou l'opposition entre «*parecon*» et «socialisme», réduit au modèle bureaucratique et centraliste de l'Union soviétique, *parecon* a quelques caractéristiques communes avec le genre de planification écosocialiste proposée dans le présent document : l'opposition au marché capitaliste et à la planification bureaucratique, la confiance accordée à l'auto-organisation des travailleurs et l'anti-autoritarisme. Le modèle de planification participative d'Albert est fondé sur une construction institutionnelle complexe :

Les travailleurs et les consommateurs déterminent en commun la production en évaluant de façon approfondie toutes les conséquences. Les instances d'assistance décisionnelle annoncent ensuite les indices des prix pour tous les produits, les facteurs de production, dont la main-d'œuvre et le capital fixe. Ces indices sont calculés en fonction de l'année précédente et les changements survenus. Les consommateurs (individus, conseils, fédération de conseils) répondent par des propositions en utilisant ces prix comme une évaluation réaliste de l'ensemble des ressources, du matériel, de la main-d'œuvre, des effets indésirables (tels que la pollution) et des avantages sociaux inhérents à chaque bien ou service. Simultanément, les travailleurs individuels, ainsi que leurs conseils et fédérations, font leurs propres propositions, en annonçant ce qu'ils prévoient de produire et les facteurs de production nécessaires, en se basant eux aussi sur les prix comme estimation de la valeur sociale de la production et des coûts qu'elle implique. Sur la base de propositions rendues publiques par les travailleurs et les consommateurs, les conseils décisionnels peuvent calculer les excès d'offre ou de demande pour chaque produit et réviser l'indice des prix selon une méthode qui fait l'objet d'un accord social. Les conseils révisent alors à leur tour leurs propositions [...]. Dans la mesure où aucun acteur n'a plus d'influence qu'un autre dans le processus de planification, où chacun évalue les coûts et les bénéfices sociaux avec un poids qui correspond à son degré d'implication dans la production et la consommation, ce processus génère simultanément équité, efficacité et autogestion (Albert, 2003 : 121-122).

Le principal problème avec cette conception – qui, en fait, n'est pas «très simple» comme l'affirme Michael Albert, mais extrêmement

1. [► Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion].

élaborée et parfois assez obscure – est qu'elle semble réduire la « planification » à une sorte de négociation entre producteurs et consommateurs sur les prix, les ressources, les produits finis, l'offre et la demande. Par exemple, la branche de l'industrie de l'automobile du conseil de travailleurs se réunirait avec le conseil de consommateurs pour discuter des prix et adapter l'offre à la demande. Ce qui est omis ici est justement le sujet principal de la planification écosocialiste : la réorganisation du système de transport en réduisant radicalement la place de la voiture personnelle. Puisque l'écosocialisme nécessite la suppression totale de certains secteurs industriels – les centrales nucléaires par exemple – et l'investissement massif dans des secteurs de taille réduite ou presque inexistants (comme l'énergie solaire), comment tout cela peut-il être géré par des « négociations coopératives » entre les unités de production existantes et les conseils de consommateurs au sujet des « ressources » et des « prix indicatifs » ?

Le modèle d'Albert renvoie aux structures technologiques et productives actuelles, et il est trop « économiste » pour prendre en compte les intérêts sociopolitiques et socio-écologiques de la population – ceux des individus en tant qu'êtres humains et citoyens, vivant dans un environnement naturel menacé, et qui ne peuvent pas se réduire à leurs intérêts économiques en tant que producteurs et consommateurs. Dans sa conception, non seulement l'État en tant qu'institution est mis à l'écart – ce qui est un choix respectable – mais aussi la politique en tant que confrontation des différents choix, qu'ils soient d'ordre économique, social, politique, écologique, culturel ou civilisationnel, au niveau local, national ou international.

Ce point est très important, parce que le passage du « progrès destructif » du capitalisme au socialisme est un processus historique, une transformation révolutionnaire et constante de la société, de la culture et des mentalités – et la politique, telle qu'elle a été définie ci-dessus, est indéniablement au cœur de ce processus. Il est important de préciser qu'une telle évolution ne peut naître sans un changement révolutionnaire des structures sociales et politiques, et sans le soutien actif d'une large majorité de la population au programme écosocialiste. La prise de conscience socialiste et écologique est un processus dont les facteurs décisifs sont l'expérience et les luttes des populations, lesquelles, à partir de confrontations partielles au niveau local, progressent vers la perspective d'un changement radical de la société. Cette transition ne déboucherait pas seulement sur un nouveau mode de production et une société démocratique et égalitaire, mais aussi sur un mode de vie alternatif, une véritable civilisation écosocialiste, au-delà de l'empire de

l'argent avec ses habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et sa production illimitée de biens inutiles et/ou nuisibles à l'environnement.

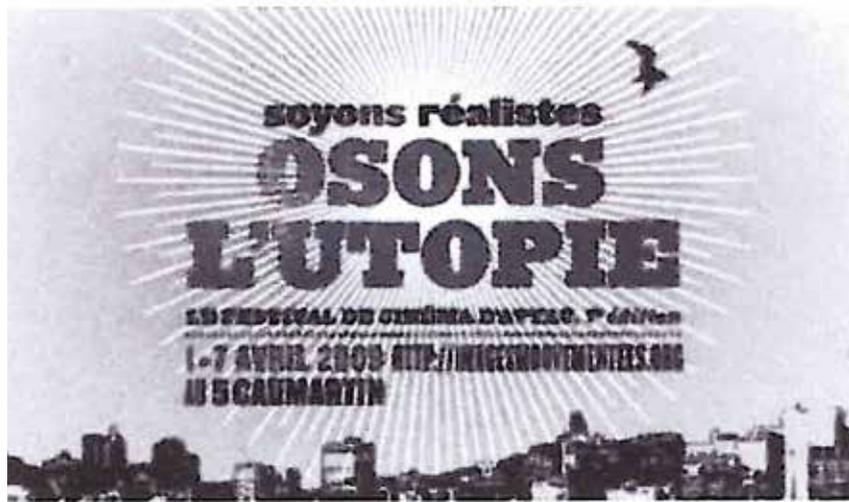
Certains écologistes estiment que la seule alternative au productivisme est d'arrêter la croissance dans son ensemble, ou de la remplacer par la croissance négative – appelée en France « décroissance ». Pour ce faire, il faut réduire drastiquement le niveau excessif de consommation de la population et renoncer aux maisons individuelles, au chauffage central et aux machines à laver, entre autres, pour baisser la consommation d'énergie de moitié. Comme ces mesures d'austérité draconienne et d'autres semblables risquent d'être très impopulaires, certains avocats de la décroissance jouent avec l'idée d'une sorte de « dictature écologique¹ ». Contre des points de vue aussi pessimistes, certains socialistes déploient un optimisme qui les amène à penser que le progrès technique et l'utilisation des sources renouvelables d'énergie permettront une croissance illimitée et la prospérité de façon à ce que chacun reçoive « selon ses besoins ».

Il me paraît que ces deux écoles partagent une conception purement quantitative de la « croissance » – positive ou négative – et du développement des forces productives. Je pense qu'il existe une troisième posture qui me semble plus appropriée : une véritable transformation qualitative du développement. Cela implique de mettre un terme au gaspillage monstrueux des ressources que provoque le capitalisme, lequel est fondé sur la production à grande échelle de produits inutiles et/ou nuisibles. L'industrie de l'armement est un bon exemple, de même que tous ces « produits » fabriqués dans le système capitaliste – avec leur obsolescence programmée – qui n'ont d'autre utilité que de créer des bénéfices pour les grandes entreprises. La question n'est pas la « consommation excessive » dans l'abstrait, mais plutôt le type de consommation dominant dont les caractéristiques principales sont : la propriété ostensible, le gaspillage massif, l'accumulation obsessive des biens et l'acquisition compulsive de pseudo-nouveautés imposées par la « mode ». Une nouvelle société orienterait la production vers la satisfaction des besoins authentiques, à commencer par ceux qu'on pourrait qualifier de « bibliques » – l'eau, la nourriture, les vêtements et le logement – mais en incluant les services essentiels : la santé, l'éducation, la culture et le transport.

1. Voir cette sélection de textes sur la « décroissance » : Rahnama (1997) ; Bernard (2004). Le principal théoricien français de la décroissance est Serge Latouche (1991).

Il est évident que les pays où ces besoins sont loin d'être satisfaits, c'est-à-dire les pays de l'hémisphère sud, devront «se développer» beaucoup plus – construire des chemins de fer, des hôpitaux, des égouts et d'autres infrastructures – que les pays industrialisés, mais cela devrait être compatible avec un système de production fondé sur les énergies renouvelables et donc non nuisibles à l'environnement. Ces pays auront besoin de produire de grandes quantités de nourriture pour leurs populations déjà frappées par la famine, mais – comme le soutiennent depuis des années les mouvements paysans organisés au niveau international par le réseau *Via Campesina* – il s'agit d'un objectif bien plus facile à atteindre par l'intermédiaire de l'agriculture biologique paysanne organisée par unités familiales, coopératives ou fermes collectives, que par les méthodes destructrices et antisociales de l'industrie de l'agrobusiness dont le principe est l'utilisation intensive de pesticides, de substances chimiques et d'OGM. L'odieux système de la dette actuel et d'exploitation impérialiste des ressources du Sud par les pays capitalistes et industrialisés laisserait la place à un élan de soutien technique et économique du Nord vers le Sud. Il n'y aurait nullement besoin – comme semblent le croire certains écologistes puritains et ascétiques – de réduire, en termes absolus, le niveau de vie des populations européenne ou nord-américaine. Il faudrait simplement que ces populations se débarrassent des produits inutiles, ceux qui ne satisfont aucun besoin réel et dont la consommation obsessionnelle est soutenue par le système capitaliste. Tout en réduisant leur consommation, elles redéfiniraient la notion de niveau de vie pour faire place à un mode de vie qui est en réalité plus riche.

Comment distinguer les besoins authentiques des besoins artificiels? L'industrie de la publicité – qui exerce son influence sur les besoins par la manipulation mentale – a pénétré dans toutes les sphères de la



118

vie humaine des sociétés capitalistes modernes. Tout est façonné selon ses règles, non seulement la nourriture et les vêtements, mais aussi des domaines aussi divers que le sport, la culture, la religion et la politique. La publicité a envahi nos rues, nos boîtes aux lettres, nos écrans de télévision, nos journaux et nos paysages d'une manière insidieuse, permanente et agressive. Ce secteur contribue directement aux habitudes de consommation ostensible et compulsive. De plus, il entraîne un gaspillage phénoménal de pétrole, d'électricité, de temps de travail, de papier et de substances chimiques, parmi d'autres matières premières – le tout payé par les consommateurs. Il s'agit d'une branche de «production» qui n'est pas seulement inutile du point de vue humain, mais qui est aussi en contradiction avec les besoins sociaux réels. Alors que la publicité est une dimension indispensable dans une économie de marché capitaliste, elle n'aurait pas sa place dans une société en transition vers le socialisme. Elle serait remplacée par des informations sur les produits et services, fournies par des associations de consommateurs. Le critère, pour distinguer un besoin authentique d'un besoin artificiel, serait sa permanence après la suppression de la publicité. Il est clair que pendant un certain temps les anciennes habitudes de consommation persisteront car personne n'a le droit de dire aux gens ce dont ils ont besoin. Le changement des modèles de consommation est un processus historique et un défi éducationnel.

Certains produits, tels que la voiture individuelle, soulèvent des problèmes plus complexes. Elles sont une nuisance publique et, à l'échelle planétaire, elles tuent ou mutilent des centaines de milliers de personnes chaque année. Elles polluent l'air des grandes villes – avec des conséquences néfastes sur la santé des enfants et des personnes âgées – et elles contribuent considérablement au changement climatique. Par ailleurs, la voiture satisfait des besoins réels dans les conditions actuelles du capitalisme. Dans les villes européennes où les autorités se sont préoccupées de l'environnement, des expériences locales – approuvées par la majorité de la population – montrent qu'il est possible de limiter progressivement la place de la voiture particulière pour privilégier les bus et les tramways. Dans un processus de transition vers l'écossocialisme, le transport public serait largement répandu et gratuit – sur terre comme sous terre –, tandis que des voies seraient protégées pour les piétons et les cyclistes. Par conséquent, la voiture individuelle jouerait un rôle beaucoup moins important que dans la société bourgeoise où elle est devenue un produit fétiche promu par une publicité insistante et agressive. La voiture est un symbole de prestige, un signe d'identité (aux États-Unis, le permis de conduire est la carte d'identité reconnue). Elle

est au cœur de la vie personnelle, sociale et érotique¹. Dans cette transition vers une nouvelle société, il sera beaucoup plus facile de réduire drastiquement le transport routier de marchandises – responsable d’accidents tragiques et du niveau de pollution trop élevé – pour le remplacer par le transport ferroviaire, ou le ferroutage : seule la logique absurde de la « compétitivité » capitaliste explique le développement du transport par camion.

À ces propositions, les pessimistes répondront : oui, mais les individus sont motivés par des aspirations et des désirs infinis qui doivent être contrôlés, analysés, refoulés et même réprimés si nécessaire. La démocratie pourrait alors subir certaines restrictions. Or, l’écossocialisme est fondé sur une hypothèse raisonnable, déjà soutenue par Marx : la prédominance de « l’être » sur « l’avoir » dans une société sans classes sociales ni aliénation capitaliste, c’est-à-dire la primauté du temps libre sur le désir de posséder d’innombrables objets : la réalisation personnelle par le biais de véritables activités, culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques. Le fétichisme de la marchandise incite à l’achat compulsif à travers l’idéologie et la publicité propres au système capitaliste. Rien ne prouve que cela fait partie de « l’éternelle nature humaine ». Comme Ernest Mandel l’a souligné (1991 : 206) :

L’accumulation permanente de biens de plus en plus nombreux (dont « l’utilité marginale » est en baisse) n’est nullement un trait universel ni permanent du comportement humain. Une fois les besoins de base satisfaits, les motivations principales évoluent : développement des talents et des penchants gratifiants pour soi-même, préservation de la santé et de la vie, protection des enfants, développement de relations sociales enrichissantes.

Comme nous l’avons évoqué plus haut, cela ne signifie pas, surtout pendant la période de transition, que les conflits seront inexistants :

1. Ernest Mandel (1986 : 30) se montrait sceptique sur la rapidité des changements dans les habitudes de consommation : « Si, malgré les arguments de poids tels que la défense de l’environnement parmi tant d’autres, ils (les producteurs et les consommateurs) voulaient perpétuer la domination de la voiture individuelle à carburant et continuer à polluer leurs villes, ce serait leur droit. Quant aux orientations de consommation enracinées, les changements sont souvent assez lents. Peu sont ceux qui pensent que les travailleurs américains renonceraient à leurs autos le lendemain d’une révolution socialiste. » Certes, Mandel a raison d’insister sur l’idée que le changement des modèles de consommation ne doit pas être imposé, mais il sous-estime l’impact qu’aurait un système de transport public généralisé et gratuit, ainsi que l’approbation de la majorité des citoyens – c’est déjà le cas dans de nombreuses grandes villes européennes – pour l’application de mesures susceptibles de restreindre la circulation automobile.

entre les besoins de protection environnementale et les besoins sociaux, entre les obligations en matière d'écologie et la nécessité de développer les infrastructures de base, notamment dans les pays pauvres, entre des habitudes populaires de consommation et le manque de ressources. Une société sans classes sociales n'est pas une société sans contradictions ni conflits. Ces derniers sont inévitables : ce sera le rôle de la planification démocratique, dans une perspective écosocialiste libérée des contraintes du capital et du profit, de les résoudre grâce à des discussions ouvertes et pluralistes conduisant la société elle-même à prendre les décisions. Une telle démocratie, commune et participative, est le seul moyen, non pas d'éviter de faire des erreurs, mais de les corriger par la collectivité sociale elle-même.

S'agit-il d'une utopie ? Au sens étymologique – « quelque chose qui n'existe nulle part » –, certainement. Pourtant, les utopies, c'est-à-dire les visions d'un monde alternatif, les images idéales d'une société différente, ne sont-elles pas une caractéristique nécessaire à tout mouvement visant à défier l'ordre établi ? Comme l'explique Daniel Singer dans son testament littéraire et politique, *À qui appartient l'avenir ?*, dans un puissant chapitre intitulé « Une utopie réaliste » :

Si l'*establishment* semble si solide en dépit des circonstances, et si le mouvement des travailleurs – ou la gauche en général – est à ce point handicapé et paralysé, c'est que nulle part ne se présente de projet alternatif radical [...]. La règle du jeu consiste à ne mettre en question ni les principes de raisonnement ni les fondements de la société. Seule une alternative globale, brisant cette résignation et cette capitulation pourra donner au mouvement d'émancipation une réelle envergure (Singer, 2004 : 304-305).

L'utopie socialiste et écologique n'est qu'une possibilité objective. Elle n'est pas le résultat inévitable des contradictions du capitalisme ni des « lois de fer de l'histoire ». On ne peut prédire le futur que sous forme conditionnelle : la logique capitaliste mènera à des désastres écologiques dramatiques menaçant la santé et la vie de millions d'êtres humains, voire la survie de notre espèce, si l'on n'assiste pas à un changement radical du paradigme civilisationnel et à une transformation écosocialiste.

Rêver d'un socialisme vert ou même, dans les mots de certains, d'un « communisme solaire », et lutter pour ce rêve, ne veut pas dire qu'on ne s'efforce pas d'appliquer des réformes concrètes et urgentes. S'il ne faut pas se faire d'illusions sur un « capitalisme propre », on doit néanmoins essayer de gagner du temps et d'imposer aux pouvoirs publics quelques changements élémentaires : l'interdiction des HCFC qui sont en train de détruire la couche d'ozone, un moratoire général sur les OGM, une

réduction drastique de l'émission des gaz à effet de serre, une régulation stricte de la pêche industrielle et de l'utilisation de pesticides comme des substances chimiques dans la production agro-industrielle, une taxe sur les voitures polluantes, un développement beaucoup plus important du transport public, le remplacement progressif des camions par les trains. Ces questions, parmi tant d'autres, sont au cœur de l'ordre du jour du mouvement altermondialiste et du Forum social mondial. Il s'agit d'un progrès en matière de politique qui a permis, depuis les manifestations de Seattle en 1999, la convergence des mouvements sociaux et écologiques dans un combat commun contre le système.

Ces demandes écosociales urgentes peuvent conduire à un processus de radicalisation à condition qu'elles ne soient pas adaptées aux exigences de la « compétitivité ». Selon la logique de ce que les marxistes appellent un « programme de transition », chaque petite victoire, chaque avancée partielle aboutit immédiatement à une demande plus importante, à un objectif plus radical. Ces luttes autour de questions concrètes sont importantes, non seulement parce que les victoires partielles sont utiles en elles-mêmes, mais aussi parce qu'elles contribuent à une prise de conscience écologique et socialiste. De plus, ces victoires favorisent l'activité et l'auto-organisation par en bas : ce sont deux préconditions nécessaires et décisives pour atteindre une transformation radicale, c'est-à-dire révolutionnaire, du monde.

Les expériences au niveau local, telles que les zones sans voitures dans plusieurs villes européennes, les coopératives d'agriculture organique lancées par le Mouvement des sans-terre au Brésil (MST), ou le budget participatif de Porto Alegre, sont des exemples limités mais pas inintéressants du changement social et écologique. Avec ses assemblées locales qui décidaient des priorités du budget, Porto Alegre était peut-être, malgré ses limites et jusqu'à l'échec de la gauche aux élections municipales en 2002, l'exemple le plus intéressant d'une « planification par en bas » (Baierle, 2003)¹. On doit néanmoins admettre que même si certains gouvernements ont pris quelques mesures progressistes, les coalitions de centre gauche ou « rouges-vertes » en Europe et en Amérique latine ont été plutôt décevantes car conformes aux limites des politiques sociolibérales d'adaptation à la globalisation capitaliste.

Il n'y aura pas de transformation radicale tant que les forces engagées dans un programme radical, socialiste et écologique ne seront pas hégémoniques, au sens où l'entendait Antonio Gramsci. Dans un sens, le temps est notre allié, car nous travaillons pour le seul changement

1. [► Budget participatif].

capable de résoudre les problèmes de l'environnement, dont la situation ne fait que s'aggraver avec des menaces – telles que le changement climatique – qui sont de plus en plus proches. D'un autre côté, le temps nous est compté, et dans quelques années – personne ne saurait dire combien – les dégâts pourraient être irréversibles. Il n'y a pas de raison pour l'optimisme : le pouvoir des élites actuelles à la tête du système est immense et les forces d'opposition radicale sont encore modestes. Pourtant, elles sont le seul espoir que nous avons pour mettre un frein au « progrès destructif » du capitalisme. Walter Benjamin (1980 : 1232) proposait de définir la révolution, non comme une « locomotive de l'histoire », mais comme l'action salvatrice de l'humanité qui tire sur les freins d'urgence avant que le train ne sombre dans les abysses...

2004

Pour en savoir plus

- Albert, Michael (2003), *Après le capitalisme : Éléments d'économie participaliste*, Marseille, Agone.
- Baierle, S. (2003), «The Porto Alegre Thermidor : Brazil's "participatory budget" at the crossroads», dans L. Panitch et C. Leys (dir.), *Fighting identities. Race, religion and ethno-nationalism*, Socialist Register, Londres, The Merlin Press.
- Bellamy Foster, John (2000), *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, New York, Monthly Review Press.
- Bellamy Foster, John (2005), «Organizing ecological revolution», *Monthly Review*, vol. 57, n° 5.
- Benjamin, Walter (1980), *Gesammelte Schriften*, vol. 1-3, Francfort, Suhrkamp.
- Bernard, Michel (dir.) (2004), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Parangon, Lyon.
- Engels, Friedrich (1950), *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales.
- Katz, Claudio (2004), *El porvenir del Socialismo*, Buenos Aires, Herramienta/Imago Mundi.
- Kovel, Joel (2002), *The Enemy of Nature : The End of Capitalism or the End of the World ?*, New York, Zed Books, 2002.
- Latouche, Serge (1991) *La planète des naufragés : Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte.
- Mandel, Ernest (1971), «Economics of transition period», dans Ernest Mandel (dir.), *50 Years of World Revolution*, New York, Pathfinder Press.
- Mandel, Ernest (1986), «In defense of socialist planning», *New Left Review*, vol. 159, n° 1.
- Mandel, Ernest (1991), *Power and Money*, Londres, Verso.
- Marx, Karl (1960, 1968), *Das Kapital*, t. 1 et 3, Berlin, Dietz Verlag.
- Smith, Robert (2005), «The engine of ecocollapse», *Capitalism Nature Socialism*, vol. 16, n° 4.
- O'Connor, James (1998), *Natural Causes : Essays in Ecological Marxism*, New York, The Guilford Pres.
- Rahnema, M. (avec V. Bawtree) (dir.) (1997), *The Post-Development Reader*, Atlantic Highlands, Zed Books, 1997.

Singer, Daniel (2004), *À qui appartient l'avenir? Pour une utopie réaliste*, Bruxelles, Complexe.

Société de consommation, écologie et autogestion

Alan Roberts

Les dangers écologiques, dont on sait maintenant qu'ils menacent l'humanité, naissent donc du caractère particulier que prend la production dans une société de consommation : sa technologie irresponsable, d'une part, et de l'autre, sa tendance immanente à se développer sans tenir compte des limites rationnelles. La question décisive pour l'avenir de l'humanité est de savoir quelle société libre de ces dangers on peut imaginer et comment on peut la construire.

Si nous bornons notre examen au domaine purement économique, nous trouvons aisément une réponse. Il faut remplacer la planification capitaliste pour le profit, qui implique une adaptation massive de la demande des consommateurs aux voies mêmes qui sont les plus nuisibles à l'avenir prochain des hommes, par une planification qui adopte des principes de production plus rationnels et clairvoyants, qui tiennent pleinement compte du coût social global et véritable d'une marchandise, y compris l'usage de ressources non illimitées et la détérioration d'un environnement borné, non illimité lui aussi.

Jusque-là, cette réponse peut sembler suffisante, mais en fait elle ne va pas assez loin. Certes, il faut que le capitalisme soit éliminé pour que le « consommationisme¹ » disparaisse et que la production soit réglée par une planification rationnelle. Mais décrire, comme on vient de le faire, une société de remplacement, c'est céder à l'illusion d'une abstraction.

Une telle description est abstraite, parce qu'elle est incomplète et qu'elle ne décrit pas en fait une société humaine dans toute son intégrité. Le domaine de la production, comprenant sous ce terme des institutions auxiliaires telles que des corps régulateurs (que ce soit des groupes commerciaux, des associations professionnelles ou des commissions étatiques de planification), n'existe jamais en soi, mais comme le côté abstrait d'une totalité sociale.

1. NdT : L'auteur emploie le terme anglais de « *consumerism* », que nous avons traduit soit dans son objet par « société de consommation », soit dans son système par « consommationisme ».

Les institutions et les valeurs d'une telle totalité vivante ne seraient certainement pas compréhensibles si nous négligions le sens à donner au domaine de la production, qui en constitue le squelette et fixe pour ainsi dire les constantes métaboliques de l'organisme social. Mais nous ne devons pas, malgré tout, nous laisser abuser par un usage fallacieux des concepts de «base» et de «superstructure», qui aboutirait à assigner un degré de réalité et de nécessité moindre à cette partie de la société qui est extérieure au domaine de la production.

C'est ici ou jamais que la vérité est un tout et le tout – une société humaine – ne peut subsister sans les institutions politiques et sociales qui donnent validité et stabilité au mode de production reçu.

Le «consommationisme» n'est pas simplement une étape déterminée des dispositifs de production et de commerce propres au système de l'économie capitaliste. Il implique de plus toute une pénombre de conséquences politiques et sociales qui définissent une totalité sociale. Sa stabilité relative, sur toute une période, ne s'est avérée possible qu'en tant que résultat final d'un processus de croissance historique au cours duquel se sont développées des institutions et des valeurs compatibles avec sa base productive. Imaginer une société au-delà de la précédente – et nous avons vu que la survie de l'humanité implique précisément un tel effort – ne signifie donc pas simplement que l'on propose une autre base de production. L'exigence est plus grande. Il s'agit de trouver par quoi remplacer *la société de consommation comme un tout*.

Nous pouvons naturellement esquiver cette, tâche de plusieurs manières. Nous pouvons simplement refuser de prévoir l'avenir d'une façon aussi détaillée et le laisser émerger comme il pourra après la déroute du capitalisme. Ou bien nous pouvons, de façon apparemment plus scientifique, faire confiance à un changement de la base productive créant ses propres institutions et valeurs afin de stabiliser une base ainsi transformée. Mais un tel «marxisme» mécanique devrait peu à Marx et beaucoup à Kautsky ou à Staline.

De quelque manière que nous nous y prenions, notre omission n'en entraînerait pas moins les mêmes conséquences fâcheuses. Nous proposerions ainsi une société à venir dont nous ne pourrions démontrer la stabilité, procédé beaucoup moins «scientifique» qu'«utopique». Étant donné l'écrasante probabilité d'une production socialisée, telle qu'elle existe actuellement dans les faits, un tel défaut ne devrait pas nous préoccuper outre mesure. Beaucoup plus sérieuse est son implication en termes de pratique politique.

Dans la mesure où les institutions et valeurs qui stabiliseront la société à venir nous sont inconnues, nous sommes impuissants à voir comment

elles naîtront de la lutte de masse entreprise pour y parvenir. Mais ce n'est que dans cette lutte que de telles valeurs peuvent apparaître et se développer – à moins que nous n'ayons foi en quelque force extérieure qui pourrait les implanter : Dieu, Robert Owen ou un Comité pour la révolution culturelle doté de pouvoirs de propagande omnipotents.

Faute d'une telle connaissance, nous sommes également limités dans notre évaluation du sens de la lutte. Une partie importante de sa signification historique nous échappera nécessairement, à savoir la manière dont elle construira de nouveaux hommes pour une société nouvelle, et nous pourrions ainsi facilement négliger les éléments les plus essentiels au dénouement ou même nous y opposer.

Aussi la stabilité de la société nouvelle, les institutions et les valeurs qu'en partie elle présuppose et qu'elle développe en partie, sont une question vitale que nous ne pouvons esquiver impunément. Il ne s'agit pas d'une question pédante ou académique que l'on pourrait tranquillement abandonner à l'obscurité des temps. C'est une question dont le sens est immédiat en ce qu'elle fournit une perspective aux campagnes actuelles, un lien décisif entre la lutte d'aujourd'hui et l'objectif à venir.

Les valeurs de consommation comme compensation

Cet objectif à venir consiste à mettre fin à la société de consommation. Nous devons donc commencer à en examiner la stabilité. Il importe à notre analyse d'en examiner un aspect en particulier, à savoir les valeurs sociales qui lui garantissent l'accueil favorable des masses.

Dans l'ensemble, ces valeurs sont bien connues et presque universellement acceptées comme «naturelles». Elles sont le désir de posséder des articles utiles, de s'objectiver dans les biens que l'on «possède», de parvenir à obtenir un statut, de l'admiration sociale, etc. Pour en comprendre le pouvoir et l'influence, il n'est que de voir les valeurs concurrentes que l'on déprécie en comparaison.

Commençons par une remarque banale : on n'agit librement que lorsqu'on a du temps à soi. Si nous nous engageons à nous soumettre à une direction extérieure pendant un certain temps, nous limitons sévèrement notre liberté en proportion. Or, la condition prolétarienne a historiquement exigé un tel abandon de liberté pour la masse des heures disponibles des salariés. C'est une exigence imposée par le besoin de vivre, interprétée dans un sens quasi animal, besoin de se nourrir, de se vêtir et de s'abriter. Mais, comme nous l'avons déjà vu, ce qui est remarquable dans l'attitude des masses envers la liberté, dans la société de consommation, c'est que ce sacrifice est consenti pour obtenir des biens dont on pourrait facilement se passer tout en survivant. Environ

vingt heures par semaine de vie active, dans une société aussi hautement développée que les États-Unis, s'échangent pour satisfaire une *demande provoquée*.

Et l'on ne peut pas dire, non plus, que les contraintes qu'impose le lieu de travail ordinaire, accordent beaucoup de satisfaction dans le temps ainsi troqué. Aux yeux de l'ouvrier, le travail est aussi monotone, banal et dépourvu de sens qu'il l'a toujours été du point de vue de l'accomplissement de l'individu. L'usine reste une parfaite expression de dictature ouverte dans ses relations strictement hiérarchiques. L'employé aux qualifications inférieures se trouve dans des conditions strictement comparables ; et les frustrations que subissent ceux qui ont des qualifications supérieures par suite d'un travail « semi-créateur » sont, à bien des égards, encore plus nuisibles.

Cette description reste essentiellement la même si l'on tient compte des rares privilégiés dont le travail comporte quelque créativité authentique et la réalisation d'eux-mêmes, quelles que soient en pratique les limitations imposées par les conditions négatives de la production pour le profit. C'est donc un tableau de *répression* massive, d'étouffement des aspirations à l'autoréalisation de l'individu pendant la plus grande partie de sa vie, d'usure des énergies vitales à des tâches qu'on ne rêverait jamais de choisir soi-même.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi des hommes choisissent ainsi de troquer une bonne partie de leur vie, puisqu'ils ne peuvent obtenir autrement ce qui leur est strictement nécessaire. Mais ce qui est un grand tribut au succès de la structure de consommation et de ses valeurs dominantes, c'est que des millions d'êtres sont disposés à sacrifier *deux fois* le temps nécessaire à gagner raisonnablement leur vie, alors que ce temps supplémentaire se voit récompensé par des marchandises et des services dont l'utilité est purement psychologique.

S'affirmer soi-même au cours du travail est donc l'une des « marchandises » qui sont avilies par la société de consommation. Mais ce n'est que l'une des voies où l'on s'accomplit soi-même que bloque ainsi le fonctionnement de cette société. De même que son industrie dépend du maintien et de la formation d'un consommateur « de masse », sa structure politique s'appuie sur l'électeur et le citoyen « de masse ». Des réseaux de domination institutionnalisés et bureaucratiques enserrant cet individu dans toute sa vie sociale, écrasant toute initiative individuelle ou communautaire et prêts à infliger à ceux qui n'obéissent pas des châtiments qui les intimideront. En tant que consommateur, cet individu est absolument libre d'acheter ce qu'il veut dans l'étalage de marchandise qu'on l'a conditionné à « désirer ». Dans tout autre domaine

social, il se traîne en bas d'une pyramide hiérarchique dont il ne connaît même pas, à l'ordinaire, le sommet et dont il ne peut nullement influencer les décisions.

Naturellement, on n'est jamais en fait entièrement parvenu à remodeler l'homme en «parfait consommateur». Les agences de publicité n'ont jamais créé le marché parfaitement plastique dont elles aimeraient disposer. Une résistance de masse a continuellement tracé une ligne qui sépare l'homme du robot. De nouveaux milieux de révolte apparaissent continuellement. Mais il reste vrai que, pour la majorité, s'accomplir soi-même en quelque sens réel est exclu par les structures où l'on vit. Les institutions destinées à réprimer se trouvent partout. Et ce dans un temps où les justifications rationnelles d'une telle répression – traditionnellement fondée sur les lois «naturelles» inviolables de la production et de ses nécessités – sont réduites à presque rien.

Il vaut la peine d'insister sur les satisfactions qui font défaut, sans raison valable, à la société de consommation, afin de pouvoir pleinement apprécier le rôle important que jouent les valeurs qui la régissent. Car, de plus en plus, le droit de «choisir», l'affirmation de la personnalité propre, l'expérience du nouveau se restreignent au marché, à l'acte d'achat pur et simple. C'est ce «pouvoir» qui doit compenser la perte de tous les autres.

Illich considère cet étouffement de la créativité ou même du simple fait de s'affirmer soi-même comme un défaut de «milieux d'activité», d'occasions de se réaliser soi-même activement. Mais ce défaut n'est pas une simple imperfection de superstructure que l'on pourrait guérir par un changement de méthodes pédagogiques. C'est la marque nécessaire et partout présente de l'universelle tendance à la répression du capitalisme avancé. Une société fondée sur l'administration et la gestion des besoins ne tolère pas la rivalité d'autres besoins, tels que ceux qui découlent de l'accomplissement de soi-même, besoins que ne saurait satisfaire une marchandise toute faite. Il ne s'agit pas d'évoquer ici une conspiration consciente. Certaines choses ont l'air d'être de bonnes affaires et d'autres pas¹.

Les valeurs de consommation comme justification

Dans cette esquisse de la fonction propre aux valeurs de consommation, nous avons délibérément insisté sur leur nature compensatrice. Il est vrai que les «biens» dont elles devraient compenser l'absence ne furent jamais un élément important de la vie des masses, même dans les

1. [► Écologie et socialisme : travail, production et valeur].

sociétés de classe précédentes. Mais le contexte de justification sociale était alors décisivement différent.

Comme Marcuse l'a justement fait remarquer, l'écart entre le degré de répression exigé par la discipline de la production et le degré de «sur-répression» qui existe en fait n'a jamais été aussi manifeste. Pourtant, les idéologies jadis si importantes pour «justifier» le besoin de réprimer ont beaucoup perdu de leur ancienne emprise, que ce soit les croyances religieuses ou les contes de fées fondés sur le mythe de la «libre entreprise» (tout le monde peut devenir riche, s'il travaille aussi durement qu'il le faut; les gros patrons sont des hommes d'exception que l'on a récompensés pour leur courage et leur activité clairvoyante...).

La «solution» qu'apporte le capitalisme au besoin de justifier une répression irrationnelle est faussement simple. Elle découle directement de la production de consommation elle-même. L'économie se justifie d'elle-même. Elle produit des biens, jamais auparavant accessibles aux masses, nouveaux et sensationnels, une année après l'autre. On ne se pose pas de question sur la qualité des satisfactions qu'ils procurent. On peut douter, il est vrai, que cet ensemble de biens produits exprime un choix rationnel des ressources et que les conditions propres à leur production n'interdisent pas définitivement aux masses des sphères vitales de satisfaction. Mais de tels doutes supposent une comparaison, la considération d'autres aménagements, économiques ou sociaux, comme réellement possibles, le fait de poser une alternative. Or, la structure actuelle affirme sa propre «rationalité» immanente en excluant de telles alternatives, en les réduisant à d'irréelles ombres comparées à la réalité dominante des installations énormes et de l'activité colossale qui sont les siennes.

Tel est le service décisif rendu aux propriétaires capitalistes par les valeurs de consommation qui «stabilisent» l'économie correspondante. Elles parent aux dangers d'une révolte contre l'actuelle répression que ne justifient ni les faits ni les idéologies jadis utiles. Elles fournissent aux masses des ombres de satisfaction dont la quasi-vanité est protégée contre toute critique par la mobilisation de toute une gamme de répression prévenant l'apparition d'alternatives plus riches.

Gintis a raison d'insister sur le fait que, dans le contexte social actuel, il faut admettre que les valeurs de consommation ont un certain degré de rationalité contrainte :

La réaction individuelle raisonnable est donc: a) de négliger le développement de capacités personnelles qui seraient humainement satisfaisantes dans une activité qui n'est pas accessible et par conséquent, d'éviter d'exiger des milieux d'activité modifiés; b) de mettre

l'accent sur la consommation et de développer les capacités qui correspondent le plus à la consommation en soi [...]. La « promotion des ventes » caractéristique de Madison Avenue¹ est admise parce que, dans le contexte donné, elle est réelle. Ce n'est peut-être pas beaucoup, mais c'est tout ce que nous avons².

Dans cette perspective plus ample, on peut voir combien est insuffisante la proposition qui se bornerait à remplacer la machine productive du « consommationisme » simplement en modifiant la poussée de la technologie et en imposant un plan socialement motivé. Si les valeurs de consommation sont vitales pour les capitalistes, afin de parer la simple menace d'une alternative qui n'est pas encore réelle, c'est à leur propre péril que ceux qui proposent une société dépassant le « consommationisme » négligent d'examiner comment remplacer une institution aussi profondément retranchée et prédominante que le sont les valeurs de consommation.

Pourtant, faute de dépasser l'étape du « consommationisme », l'humanité court un véritable danger, comme nous l'avons vu ci-dessus, à savoir de tomber dans une condition de faillite et d'appauvrissement que l'on ne pourrait considérer que comme une défaite historique sans précédent. [...]

Société de consommation, ou société autogérée

Par rapport aux exigences de la crise écologique, nous voyons donc qu'une certaine forme « traditionnelle » de projet socialiste se trouve fort en défaut et qu'il faut le dire. Éliminer la propriété capitaliste et introduire un plan central, ce n'est pas *en soi* résoudre le problème. C'est ce que montre bien clairement la pratique de l'URSS et des pays qui l'ont imitée.

Bien qu'il soit vrai qu'une grande partie de la pensée et de la pratique marxistes se soit concentrée sur ce point de vue étroitement « productiviste », il serait injuste d'attribuer cela à Marx lui-même. Non seulement dans ses premiers écrits, mais même dans d'importants travaux tels que les *Grundrisse*, Marx a porté l'accent sur le besoin de mettre fin à l'aliénation, un concept que des écoles marxistes plus tardives ont négligé à leur grand préjudice. L'analyse ci-dessus peut être considérée comme l'examen de certains des supports culturels à cette forme extrême de vie *aliénée* que mène l'homme « consommationiste ».

1. Centre des entreprises publicitaires de New York.

2. Cité à partir d'une critique d'Illich par H. Gintie, dans *Harvard Economic Review* (1972.)

Aujourd'hui que, les crises de l'environnement sont si bien connues de nous dans tant de domaines, nous pouvons en effet sévèrement critiquer tout projet social qui néglige une telle aliénation, qui n'affronte pas carrément la tâche nécessaire : remplacer les valeurs de consommation. L'objection qu'on peut faire, c'est qu'une telle tâche est tout simplement *irréalisable*.

Pour éviter une telle accusation, le projet socialiste doit prévoir et intégrer le réseau social des satisfactions qui sont nécessaires pour remplacer celles du « consommationisme ». En tâchant de les remplacer, il faut reconnaître certaines contraintes qui s'imposent au libre jeu de l'imagination. Il faut faire l'histoire de notre temps d'après les conditions que nous y trouvons. Aujourd'hui, dans les pays que nous examinons, de telles conditions comprennent un niveau sans précédent de technologie productive que nous ne pourrions imaginer de rejeter sans tomber dans le genre de crise même que nous cherchons à éviter.

Cette technologie implique d'autres faits sociaux dont il faut tenir compte. Son rythme de développement et l'impact massif de ses effets sur l'environnement (qui ne se limitent nullement à l'aspect négatif qui provoque les diverses crises) entraînent une intervention continue dans les types de vie sociale tels qu'ils sont, banlieues résidentielles, modes de relations sociales, dimension même du monde de chacun. Ses formes les plus hautement développées, dans l'industrie soumise à l'automatisation et à l'ordinateur, exigent un niveau d'éducation de masse et de responsabilité des producteurs qui ne cesse de s'élever. En retour, le processus d'éducation lui-même doit occuper une proportion toujours plus grande de la vie moyenne de l'homme, et il faut lui allouer une fraction croissante des ressources sociales¹.

À ne considérer que l'inévitabilité et l'importance de ces quelques éléments, il devient difficile sinon impossible de voir comment on pourrait suggérer quelque mesure sensible de réalisation de soi-même qui n'aurait pas un impact sur ces différents domaines.

Si les hommes continuent à travailler dans des structures hiérarchiques et qu'on les pousse à prendre de plus en plus d'engagements pour créer les moyens tout en leur interdisant strictement de contribuer à décider des fins; s'ils voyagent dans des conditions chaotiques, qui s'aggravent indépendamment de leurs désirs; s'ils doivent voir leur quartier se dégrader par suite des décisions qu'ils ne peuvent vraiment influencer; si on continue à les former à une vie d'impuissance et de subordination par le « programme secret » de toutes les institutions d'éducation, de

1. [► Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion].

l'école primaire à l'université; si l'on maintient toute cette répression institutionnalisée, quelles satisfactions susceptibles de rivaliser avec les attraits passifs de la société de consommation peut-on concevoir?

L'homme qui s'adapte à de telles conditions de vie et de travail, génératrices d'impuissance, est par nécessité un homme de consommation, semi-paralysé et souffrant d'un sentiment de privation. Il est difficile d'échapper à une telle conclusion. Mais elle, nous permet d'indiquer certaines sources possibles de réalisation de soi-même, dont on a besoin, comme nous l'avons vu, pour remplacer les pseudo-satisfactions de la culture de consommation.

Le domaine des décisions dans les entreprises économiques, domaine très vaste, même là où le travail n'a pas un caractère créateur, doit appartenir aux ouvriers dans l'entreprise individuelle, au moins autant qu'il appartient aujourd'hui à ses propriétaires juridiques. Des projets de « cogestion », de « participation » qui, à cet égard, pêchent par défaut, tentent de donner l'ombre pour la réalité, et c'est précisément la réalité qui est décisive. On en peut trouver des exemples, témoignages de faillite, dans le cas où on a alloué aux ouvriers des actions de l'entreprise, soit comme gratification soit à des conditions favorables. Le résultat typique en a été en un temps remarquablement court, la vente de telles actions, c'est-à-dire l'échange de moyens de contrôle fictifs pour des satisfactions de consommateur moins fictives. Seule des mesures de véritable fonction gestionnaire peuvent rivaliser avec des valeurs de consommation bien établies.

Au niveau du quartier, les autorités locales ne sont douées que de pouvoirs minimes et n'ont même pas les ressources financières qui leur permettraient de les exercer. Leur fonction est ainsi viciée, avant même d'avoir à considérer le réseau plus vaste des diverses institutions bureaucratiques, appareils de parti, agences gouvernementales, sociétés industrielles et commerciales ou corps constitués, qui adaptent au système lesdites fonctions. Le résultat en est l'impuissance générale de ceux-là mêmes qui se trouvent le plus affectés par les décisions prises quant aux autoroutes, à la construction d'usines ou de centrales d'énergie, à la décharge des collecteurs d'égoût; c'est-à-dire des gens qui doivent vivre et subir les effets, bons ou mauvais, de telles décisions.

Le degré d'autonomie communautaire nécessaire et les dimensions maximales du quartier doivent naturellement varier d'une région à l'autre. Ce qui doit être constant, c'est l'objectif que cette autonomie

doit atteindre : un contrôle réel et effectif des habitants sur leur environnement immédiat¹.

Les valeurs de la société de consommation sont implantées tôt dans la vie par tout un milieu environnant. Un rôle particulièrement important y est joué par les institutions d'éducation. La répression des intérêts majeurs de l'individu (dans le domaine sexuel en particulier), la déférence envers l'autorité, l'assimilation passive d'une sagesse conventionnelle sont les sujets principaux de ce « programme secret ». On ne peut dépasser la société de consommation sans libérer radicalement les écoles et les universités ; une libération qui constitue immédiatement une source importante d'accomplissement de soi-même, à une étape importante de l'existence, aussi bien qu'elle nourrit les espoirs et l'exigence d'un processus de réalisation continué dans la vie ultérieure².

On a choisi ces exemples parce qu'ils ont pour objet des institutions qui sont universelles et qu'on ne peut éliminer. On pourrait évidemment donner un grand nombre d'autres exemples. Il est plus simple de nous résumer. Ce qu'on a ici esquissé, c'est un type de satisfactions donnant la possibilité de remplacer les satisfactions du consommateur. Ce type découle de l'« autogestion » appliquée comme principe à toute la vie sociale.

Les lecteurs de *Sous le drapeau du socialisme* ne trouveront rien de très nouveau à cette notion d'autogestion. Ce qui n'est peut-être pas aussi familier, c'est le rapport de cette notion à la crise de l'environnement. À notre connaissance, aucun autre projet socialiste n'a été proposé qui réponde mieux à l'impératif que pose l'écologie ; à savoir qu'il faut rejeter les valeurs de consommation, en fin de compte suicidaires. On ne peut considérer aucun projet en vue de cette nécessaire élimination sans concevoir le réseau des satisfactions qui remplaceront celles qu'on rejette.

En conclusion, on peut faire une brève remarque sur l'inaptitude de la science à résoudre les crises de l'environnement dans le cadre de la société de consommation.

Une maxime familière de Hegel enseigne que, quand la Raison a placé l'homme dans une situation difficile, la Raison, et elle seule, peut l'en faire sortir. Une idée semblable est sans doute à la base de l'opinion qu'on a mentionnée ci-dessus ; c'est-à-dire que si le progrès scientifique a rendu possible les crises de l'environnement, nous devons demander au progrès ultérieur de les résoudre.

1. [► Pour l'autogestion].

2. [► Berkeley Gets Rolling].

Il n'est pas inutile et il est instructif de faire remarquer ici, que, pour Hegel, la « science », au sens que nous lui donnons, n'illustre pas l'usage de la Raison (*Vernunft*) mais l'usage de l'Entendement (*Verstand*). L'entendement fait usage de catégories définies avec précision et d'opposés qui s'excluent mutuellement. Dans les propositions qu'il avance, le sujet et le prédicat sont en rapport externe et ne s'interpénètrent pas.

Telle est, en effet, la manière de procéder des « sciences de la nature », et si Hegel en pouvait admirer les exploits un siècle et demi avant nous, nous avons bien plus de raison de les trouver aujourd'hui imposants.

Mais les limitations de l'« entendement », même dans son propre domaine des sciences de la nature, apparaissent aujourd'hui nettement. Ce n'est même plus une bonne approximation que d'adopter désormais le point de vue de l'homme qui « manipule » toute une série de domaines de faits naturels sans rapports mutuels, tout en ignorant les réactions qu'ils ont les uns les autres ainsi que sur l'homme lui-même.

Les crises de l'environnement nous « enfoncent la dialectique » dans la tête. En un sens très réel, la science de l'écologie humaine n'est nullement une « science », au sens que nous lui avons précédemment donné. Nous ne pouvons ni ne devons nous attendre à ce qu'elle se développe en une discipline bien ordonnée à partir d'un ensemble régulateur de « lois objectives », comme la physique ou la chimie. La compréhension qu'elle a de la situation de l'homme dans la biosphère doit être dialectique ou elle ne sera rien. Ses analyses doivent être nécessairement pénétrées du concept de choix humain, c'est-à-dire d'un sujet dont chaque action « sur » l'environnement réagit pour modifier sa propre nature.

Une telle compréhension de la situation humaine doit être radicalement différente de celle des sciences que nous connaissons. Alors que l'une adopte un point de vue qui rejette les questions d'organisation sociale comme « politiques », l'autre ne peut parvenir à rien si elle ne considère pas comme fondamentales les constantes politiques qui déterminent la portée et la nature de l'intervention humaine dans la biosphère. Tandis que l'une de ces stratégies s'appuie sur une simplification puissante, sur une seule loi prédominante, sur l'intuition universelle, l'autre doit « descendre » jusqu'à la situation unique, concrète, jusqu'à la problématique qui circonscrit le choix d'une culture dans une région donnée, jusqu'au processus de la vie sociale dans une ville particulière. Alors que l'une peut être la tâche de savants détachés de l'ensemble qu'ils essaient d'expliquer, l'autre est nécessairement une étude à partir du dedans et se trouve fatalement paralysée par manque d'engagement intime et de souci personnel.

Rien de tout cela n'implique naturellement la mort des sciences que nous connaissons. Leur utilité doit se poursuivre, quoique sous une forme modifiée. Mais les problèmes principaux qui sont maintenant à l'ordre du jour pour l'humanité réclament impérativement un nouveau type de compréhension dont on peut découvrir les contours dans les luttes écologiques que nous menons aujourd'hui. Un épanouissement plus entier d'une telle compréhension ne peut se faire qu'à la prochaine étape de l'histoire humaine, celle d'une société socialiste autogérée.

1972

Source

Sous le drapeau du socialisme, n° 58, 1972.

Pour en savoir plus

Roberts, Alan (1979), *The Self-Managing Environment*, Londres, Allison & Busby.

134

Thèse et l'antithèse (La)

Victor Leduc

La thèse du productivisme suscite l'antithèse de l'«antiproduktivisme» [...]. Il est bien vrai, que pour préserver les équilibres naturels et l'avenir de l'humanité et, nous pouvons ajouter, construire un socialisme qui ne soit pas une caricature, il faut s'attaquer à la politique de croissance, aux structures de production et de consommation qui caractérisent tant les sociétés capitalistes que les sociétés de type soviétique.

Le communiste allemand oppositionnel Rudolf Bahro, dans son livre *L'Alternative* (1979) – pour lequel il a été condamné à huit ans de prisons par les autorités de la RDA –, en donne les raisons fondamentales. En même temps qu'il critique fortement un type de reproduction élargie qui prend des dimensions d'avalanche sous des aspects matériels et techniques, un gaspillage des ressources qui empêche les peuples non développés de se libérer des vieilles contraintes historiques, il dénonce «la politique de croissance qui se révèle plutôt un agent stabilisateur pour les rapports de domination existants».

Les ravages de la croissance

[...] Lutter pour un type de production et de croissance qui ne se traduira pas par une aliénation et une soumission des besoins de la

majorité des hommes aux intérêts d'une minorité, c'est le véritable fondement de notre lutte pour des rapports différents entre l'homme et la nature. Et comment ces rapports nouveaux pourraient-ils être établis sans un changement de société comportant la socialisation de l'ensemble des moyens de dominer la nature et leur autogestion à tous les niveaux par les collectivités concernées ?

Intégrer au socialisme autogestionnaire, dont seule l'instauration rendrait possible de la satisfaire, l'exigence écologique, ce n'est pas une opération «récupératrice». Ce n'est pas, pour le Parti socialiste unifié (PSU), tenter de s'annexer un mouvement social extérieur. Il pourrait d'ailleurs, du point de vue de l'histoire des luttes écologiques et notamment des luttes contre le nucléaire, revendiquer des priorités. Mais là n'est pas l'important¹.

Ce qui compte, c'est l'enrichissement réciproque, l'approfondissement du contenu du socialisme autogestionnaire et la plus forte cohérence donnée à notre projet politique et à l'ensemble de notre action.

1979

Source

«Actualité de l'autogestion», *Tribune socialiste* (7 novembre 1979) et Victor Leduc, *Aliénation ou autogestion*, Paris, La Brèche, 1989.

Pour en savoir plus

Bahro, Rudolf (1979), *L'Alternative*, Paris, Stock 2.

1. [► Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France].

FÉMINISME

Autodéfense féministe en Italie: une pratique autogestionnaire (L')

Nicoletta Poidimani

Questo intervento è frutto della mia esperienza personale e delle tracce di memoria – scritta e orale – che il movimento delle donne degli anni '70 ha lasciato in Italia. Cercherò di mettere in luce le principali linee genealogiche su cui si sono sviluppate, all'interno del movimento delle donne italiano, tanto l'autogestione quanto l'autodifesa come pratica autogestita.

Non mi soffermerò sulle differenze specifiche che sono intercorse tra il nord, il centro e il sud Italia; tra le diverse città e, nell'ambito di una stessa città, tra i differenti gruppi; e, all'interno del medesimo gruppo o di gruppi differenti, tra donne eterosessuali e lesbiche. Ciascuno di questi aspetti richiederebbe, infatti, una trattazione approfondita, e limitarsi a farvi cenno rischierebbe di schematizzare in maniera riduzionista la ricchezza e la complessità di una storia che è ancora, in gran parte, da scrivere.

Genealogia sintetica dell'autogestione femminista in Italia

Quadro storico

Sono nata nel 1965, quando si formava a Milano il primo gruppo di donne autonomo dai partiti e separato dal movimento misto: il Demau – Demistificazione autoritarismo patriarcale.

In quello stesso anno, per la prima volta nella storia italiana, una donna siciliana di 18 anni, Franca Viola, dopo esser stata rapita e violentata aveva rifiutato il «matrimonio riparatore» con il suo violentatore e aveva denunciato lui e i suoi complici.

Era ancora in vigore il codice fascista che in un articolo, abrogato solo nel 1981, ammetteva che in caso di violenza carnale, anche su una minorenni, lo stupratore potesse estinguere il reato sposando la vittima. Per non essere considerate «disonorate» – perché non più vergini – le donne, anche minorenni, erano quindi costrette dalla famiglia a sposare il proprio violentatore.

Franca Viola ruppe con coraggio quella terribile consuetudine, malgrado le intimidazioni e le difficoltà opposte dall'ambiente circostante. Si trattava di due segnali forti che, a posteriori, ci fanno capire quanto nel nord e nel sud di questo paese – caratterizzati da storie, economie e, a quel tempo, culture differenti – le donne stessero aprendo delle brecce nel monolitico dominio patriarcale.

Alla fine degli anni '70 ho incominciato a frequentare il movimento delle donne, sollecitata da un «crimine di pace¹» che ha profondamente segnato quel periodo in Italia: il 10 luglio del 1976, ci fu una fuga di diossina da una fabbrica di Seveso² – piccolo paese densamente popolato del Nord Italia, a circa 30 km dalla Svizzera e confinante col paese in cui abitavo io. La fabbrica si chiamava Icmesa ed era del gruppo Roche.

I medici erano totalmente impreparati, non sapevano di cosa si trattasse, sospettavano e attendevano istruzioni. Poi arrivò la notizia a confermare i peggiori sospetti: era diossina – e la diossina è un veleno invisibile e duraturo, senza antidoto. Ci furono confusione e ipotesi terrificanti: sarebbero potuti nascere bambini deformati, gli adulti avrebbero potuto sviluppare forme tumorali. Di nuovo le istituzioni risposero con piani d'emergenza: astenersi dalla procreazione, abbandonare le proprie case, lasciare tutto proprio tutto, sottoporsi al monitoraggio medico previsto. [...] E le donne incinte? Si parlò di aborto, si scatenò una guerra d'opinione e il gioco divenne politico. [...] Dal punto di vista sociale, all'epoca i meccanismi di coesione si arenarono su due atteggiamenti opposti: l'uno che leggeva il disastro di Seveso come crimine del capitalismo – la sinistra e le femministe – l'altro che lo leggeva come disgrazia – CL3 e i cattolici, che arrivarono a parlare di «diossina politica» [...]. Ma la vera posta in gioco erano le donne e la loro autodeterminazione. [...] ancora oggi, se si va nei siti web degli antiabortisti italiani – dunque nei siti contigui dell'estrema destra neofascista e degli integralisti cattolici – si trova questo teorema dell'uso politico del disastro di Seveso per far approvare, due anni più tardi, nel 1978, la legge 194 sull'interruzione volontaria di gravidanza⁴.

1. *Seveso, un crimine di pace*, numero monografico della rivista *Sapere*, novembre-décembre 1976.

2. [► Fracture].

3. Comunione e Liberazione, un gruppo cattolico integralista che, nei decenni successivi, avrebbe poi acquisito molto potere politico ed economico, arrivando a governare per vent'anni, tramite il suo rappresentante, Roberto Formigoni, la ricca regione Lombardia

4. *Topo Seveso. Produzioni di morte, nocività e difesa ipocrita della vita*, autoprodotto a cura del

In questo contesto politico e sociale divenne urgente, per il movimento delle donne, occuparsi di salute e non semplicemente di interruzione di gravidanza.

Le donne avevano già cominciato ad uscire dai gruppi misti, dicendo apertamente che non intendevano diventare «angeli del ciclostile» dopo aver rifiutato di essere degli «angeli del focolare» (definizione mussoliniana per indicare la «brava» donna di casa, che incarnava alla perfezione il ruolo imposto dal fascismo). La denuncia del ruolo marginale delle donne all'interno dei gruppi aveva scatenato le reazioni di molti uomini nelle formazioni extraparlamentari. Eclatante fu il caso dell'incontro separato su l'occupazione femminile, che si sarebbe dovuto tenere il 7 luglio 1972 all'università di Roma. In quell'occasione, «Uomini genericamente autodefinitesi *compagni*, non tollerando che le donne pretendessero di definire autonomamente il proprio sfruttamento e le proprie forme di lotta, hanno materialmente impedito che il seminario si svolgesse. L'assurdità dello scontro, nei termini in cui è avvenuto, tra femministe ed esponenti della sinistra di classe, ci conferma quanto anche gli uomini della sinistra sono compromessi in una relazione di potere con le donne», come scrissero le organizzatrici in una lettera inviata alle redazioni dei tre giornali più diffusi della sinistra extraparlamentare – Lotta Continua, Potere Operaio, il Manifesto¹.

Se il movimento delle donne si era concentrato, negli anni '60, soprattutto sulla pratica dell'autocoscienza, negli anni '70 l'autogestione della salute diventò una pratica diffusa e condivisa, che si affiancava all'analisi dello sfruttamento lavorativo delle donne in famiglia e nei luoghi di lavoro.

Autogestire la propria salute significava non soltanto separare la sessualità dalla riproduzione, ma anche sottrarsi al controllo patriarcale – in cui la chiesa cattolica giocava un importante ruolo – e al potere medico. Significava prendere in mano la propria vita.

Nel 1974, *Our bodies, Ourselves* venne tradotto e pubblicato in italiano con il titolo *Noi e il nostro corpo*, fornendo ulteriori strumenti ai gruppi di donne che già praticavano l'autogestione della salute².

Quando poi, a metà degli anni '70, una legge istituì i consultori familiari e fu conseguentemente soppressa l'Opera Nazionale Maternità e

collettivo femminista Maistat@zitt@ di Milano (avril 2007), www.nicolettapoidimani.it/wp-content/uploads/2013/06/Atti_TOPO.pdf.

[► Centres sociaux: une pratique autonome et radicale].

1. Cité dans *Quaderni di Lotta Femminista*, n° 1, décembre 1972.

2. [► Crise et réponses en France].

Infanzia – Onmi – fondata da Mussolini, gran parte del movimento delle donne criticò aspramente tanto il fatto che fosse centrata sulla coppia eterosessuale e sulla famiglia più che non sulla donna, quanto la medicalizzazione che la legge introduceva, a fronte dell'autogestione della salute che, già dal 1973, si andava promuovendo attraverso collettivi e luoghi aperti a tutte le donne e nati sul modello dei gruppi americani di *self-help*:

Il *self-help* è stata una pratica fondamentale non solo per la riappropriazione del proprio corpo, della propria sessualità e della propria salute, ma, fondato sul principio e sulla pratica dell'autodeterminazione, ha fornito a chi lo ha praticato uno sguardo e un posizionamento diverso rispetto alla vita e, quindi, una capacità notevole di superare gli ostacoli e di affrontare le oppressioni, oltre alla consapevolezza da trasmettere alle donne più giovani, che non hanno attraversato quegli anni, che l'autodeterminazione e il decidere della propria vita non è desiderio, sogno o utopia ma sì, è possibile, si può fare¹!

Anche per l'interruzione di gravidanza, autodeterminazione ed autogestione erano considerate pilastri fondamentali e questo portò ad uno scontro con la parte riformista del femminismo, legata ai partiti della sinistra parlamentare, che chiedeva una legge per regolamentare la pratica dell'aborto nelle strutture pubbliche, anziché rivendicarne la depenalizzazione e, dunque, la possibilità che diventasse una pratica che le donne potevano gestire fra di loro – come già facevano, clandestinamente – nei propri consultori, completamente autofinanziati, autogestiti e sganciati dal controllo dello Stato e del potere medico².

L'AED Femminismo, nato a Bergamo nel 1973 e a Roma nel 1975, così definisce che cos'è un consultorio:

Non è un centro medico [...] è informativo, femminista, alternativo, autogestito, autofinanziato [...] perché siamo convinte che le donne devono essere più informate e agguerrite politicamente per stroncare le speculazioni e perché la libertà di scelta per cui noi lottiamo può esistere solo se c'è una preventiva conoscenza delle cose [...] perché è gestito dalle donne e ha come obiettivo la difesa delle donne e della loro salute [...] perché è una struttura che non fa parte di quella miriade di istituzioni che ruotano intorno agli interessi dello Stato o agli interessi privati della classe dirigente [...] questa è la ragione per cui all'interno [...] vengono rifiutati gli «specialisti

1. Comunicazione personale di Elisabetta Teghil, che ringrazio di cuore per le preziose informazioni sull'esperienza dei consultori autogestiti dell'AED.

2. [► Villa El Salvador: économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville].

del comportamento» psicologi, psicanalisti, sessuologi, sociologi e assistenti sociali ecc [...] che altri non sono che nuovi agenti della nostra oppressione. Li rifiutiamo siano essi uomini o donne. Infatti, oggi, la borghesia, consapevole di suscitare una minore diffidenza, «spinge» le donne nei consultori di Stato come «specialiste del comportamento» (AED, 1975a; 1976).

I consultori AED non prevedevano personale medico all'interno, ma lo sceglievano accuratamente all'esterno con rapporto di collaborazione che poteva quindi essere rotto in qualsiasi momento si presentassero incompatibilità di qualsiasi tipo e, quindi, erano consultori informativi, politico-culturali, mai consultori medici¹. Come spiegava il *Manuale femminista*:

Strutturare il consultorio in questo modo significa permettere a qualsiasi donna, casalinga o operaia, laureata o no, di agire all'interno del consultorio senza il confronto diretto e costante con personaggi, medici o psicologi ecc. che, per via della laurea specifica nel settore, tendono sempre a rendere esclusivamente «scientifico» e quindi «loro», quanto è invece «politico» e quindi «nostro», di noi donne (AED, 1977).

Nell'opuscolo *Potere e Consultori. Analisi della legge sui consultori familiari*, i consultori di Stato vengono definiti «organismi al servizio del potere, finalizzati al controllo del numero della popolazione, canale di trasmissione dei valori dominanti, strumento di manipolazione delle coscienze, baluardo contro le soluzioni alternative e diverse» (AED, 1975b).

Una compagna che ha fatto parte dell'esperienza dell'AED di Roma, racconta:

Poco dopo l'approvazione della legge 405/75 che istituisce i «Consultori familiari», alcuni collettivi femministi occupano la sede dell'Istituto di Medicina Preventiva a Bologna e il loro documento ne spiega le ragioni [...]. Uno degli obiettivi del movimento femminista era la pratica del *self-help* e dell'autogestione, ma dopo l'entrata in vigore della legge sui consultori familiari le compagne che vi si trovano all'interno fanno solo volontariato e non hanno nessun potere decisionale rispetto alla struttura e perciò nessuna incidenza politica. Noi rifiutiamo i consultori perché, lungi dall'essere una struttura realmente ed efficientemente al servizio delle donne, si configura sempre più come controllo capillare su di noi e sul sociale (Teghil, 2013).

1. Comunicazione personale di Elisabetta Teghil.

In un intervento del gennaio 1980 le compagne dell'AED Femminismo scrivono:

Il femminismo autonomo e antagonista deve opporsi a queste leggi e ostacolare le nuove leggi e prassi in divenire [...] anticipandone i pericoli e impedendo che nuovi organi di controllo e di comando si strutturino e si consolidino per agire contro le donne [...] la prova che questa tattica è servita a scomporre il movimento delle donne data dal 1975, con la proposta di legge, varata nel 1976, sui consultori pubblici: è infatti da questa data che il movimento femminista si deteriora. Larghe fasce di femminismo, dimentiche dell'anima originaria – *l'autonomia* – hanno plaudito alla struttura pubblica [...] scavando subdolamente nel movimento femminista al fine di spezzare l'unità fra teoria e pratica e sbandierando demagogicamente la priorità del gratuito, il potere si è riappropriato dell'umanità femminile proponendo per la soluzione dei nostri problemi concreti i suoi specialisti [...] *dobbiamo concretamente difenderci costruendo le nostre strutture* dove sviluppare una resistenza collettiva [...] *lo dobbiamo fare* per non ingenerare il dubbio di una nostra corresponsabilità nella oppressione che subiamo o che verremmo a subire e per ribadire con chiarezza la nostra contrapposizione al potere del capitale che vorrebbe trasformare la società in una gigantesca galera dove tutto è condizionato, condotto, controllato, numerato, schedato, omologato, oppure violentemente represso (*CONTROinformazione*, n° 17, janvier 1980).

Differenti aspetti della politica autonoma ed autogestionaria del movimento delle donne venivano, così, ad intersecarsi: come le pratiche di autocoscienza avevano fatto emergere il bisogno di liberazione a partire dall'oppressione familiare, sessuale e lavorativa delle donne, l'autogestione della salute diventava uno strumento per liberarsi, almeno in parte, da quella stessa oppressione patriarcale.



Il «partire da sé» – metodologia fondamentale del movimento delle donne – nell'autogestione della salute era diventato «facciamo da noi»:

Lo Stato non è e non può essere dalla nostra parte [...] La conoscenza è autonomia dal potere [...]. Il processo di sfiducia in se stesse e di disistima viene a svilupparsi a mano a mano che prende piede il fenomeno della proliferazione di autorità sia privata che di Stato. L'accettazione di queste autorità è la tomba delle nostre libertà reali o potenziali. Quindi «Facciamo da noi» deve essere esteso a tutte le espressioni della vita e alimentato da un sentimento di profonda sicurezza dei nostri diritti e delle nostre capacità analitiche e organizzative (AED Femminismo, 15 février 1979).

Verso l'autogestione della propria sicurezza

Negli anni '70, il moltiplicarsi delle occupazioni di spazi sociali e abitativi da parte del movimento antagonista vide anche il moltiplicarsi di questa pratica da parte dei gruppi separati di donne: avere un luogo in cui incontrarsi o dove sperimentare una vita comunitaria tra donne divenne una pratica sempre più diffusa. In questi luoghi autogestiti la critica della famiglia si trasformava in sperimentazione di altre forme di convivenza, di socialità e di relazioni affettive.

La sempre più ampia circolazione di riviste e libri, spesso autoprodotti, facilitava, poi, la circolazione di idee, facendole arrivare anche in piccoli paesi, come quello in cui vivevo a quell'epoca.

Nei gruppi separati le donne raccontavano anche i propri vissuti di violenza. Si nominavano anche le complicità, spesso inconscie, col sistema maschile dominante, che aveva mantenuto in vigore leggi fasciste, come il «Codice Rocco», che ammettevano il «matrimonio riparatore» dopo uno stupro e il «delitto d'onore» – ossia, in caso di uccisione di una donna da parte del padre/fratello/marito, la difesa dell'«onor suo o della famiglia» era considerata un'attenuante in sede processuale.

Attraverso l'autocoscienza e la crescente volontà di autodeterminare la propria salute, cominciava ad emergere la necessità di autogestire anche la propria sicurezza, senza più delegarla a figure maschili parentali o istituzionali, in un'epoca in cui la violenza sessuale era ancora annoverata fra i «Delitti contro la moralità pubblica e il buon costume» e non come delitto contro la persona, e tale sarebbe rimasta fino al 1996.

Negli anni '70, tra l'altro, lo stupro in Italia era usato di frequente anche come arma politica, da parte dei neofascisti, contro le femministe. Neofascisti erano anche i cinque uomini che, il 9 marzo del 1973, avevano sequestrato su un furgone, per poi torturarla e violentarla, l'attrice teatrale e drammaturga Franca Rame, femminista molto impegnata

politicamente. Anni dopo divenne di pubblico dominio che l'ordine di «punire» Franca con lo stupro era venuto dall'Arma dei Carabinieri e, probabilmente, da altre alte cariche dello Stato.

L'autodifesa femminista e le sue implicazioni etiche e politiche

La messa a fuoco della violenza maschile

Alla fine del settembre 1975, due giovani amiche romane di 17 e 19 anni, Donatella Colasanti e Rosaria Lopez, furono invitate da tre figli di famiglie benestanti ad una festa in una villa a 100 km da Roma e lì, dopo esser state drogate, vennero violentate, seviziate e massaccate per un giorno e mezzo.

Rosaria venne infine annegata nella vasca da bagno, mentre Donatella si salvò fingendosi morta. Credendole entrambe morte, i tre le chiusero nel bagagliaio di un'auto e andarono a cenare in un ristorante. Donatella, se pure gravemente ferita e sotto choc, riuscì a richiamare l'attenzione gridando e così si salvò.

Questo terribile massacro, che aveva anche dei forti connotati politici e di classe, scosse profondamente le donne.

All'interno dei gruppi femministi già erano emersi i vissuti di violenza di molte in famiglia, nei luoghi di lavoro e di studio, per strada e sempre più donne violentate chiedevano supporto ai collettivi femministi durante i processi.

Nel 1976, la presenza dei collettivi ai processi per stupro era diventata costante.

In quello stesso anno cominciarono anche le manifestazioni contro la violenza sessuale.

Il 27 novembre del 1976, migliaia di donne occuparono le strade di Roma con lo slogan «Riprendiamoci la notte». I volantini distribuiti denunciavano la ricorrenza degli stupri e invitavano alla mobilitazione: «Creiamo un movimento che ci veda organizzate contro le violenze carnali di una società maschile e violenta», «La solidarietà delle donne è la risposta politica alla violenza maschile», «Le donne si riprendono la notte, le donne si riprendono la vita, le donne si riprendono l'amore. Non solo per le strade ma anche nelle case, anche nei letti dove si consumano violenze sui corpi martoriati dagli aborti, dalle pillole, dalle spirali, dai diaframmi, dalle creme spermicide» – questi alcuni degli slogan che si possono leggere nei volantini dell'epoca¹.

Nel 1979, poi, ebbe un forte impatto la proiezione televisiva del processo per lo stupro di una giovane donna – sequestrata e violentata

1. www.femminismoruggente.it/femminismo/violenza.html.

a 18 anni da quattro uomini adulti che l'avevano portata con l'inganno in una villa, col pretesto di discutere una proposta di lavoro.

In quell'occasione, come d'altra parte accade non di rado ancora oggi in Italia, il vero processo venne intentato contro la ragazza.

Le parole dell'avvocato degli stupratori resero evidente che, con lei, venivano messe sotto processo tutte le donne che intendevano rompere coi ruoli loro imposti:

La violenza c'è sempre stata [...] Non la subiamo noi uomini? Non la subiamo noi anche da parte delle nostre mogli? E come non la subiamo? [...] Che cosa avete voluto? La parità dei diritti. Avete cominciato a scimmiettare l'uomo. Voi portavate la veste, perché avete voluto mettere i pantaloni? Avete cominciato con il dire «Abbiamo parità di diritto, perché io alle nove di sera debbo stare a casa, mentre mio marito il mio fidanzato mio cugino mio fratello mio nonno mio bisnonno vanno in giro?». Vi siete messe voi in questa situazione. E allora ognuno purtroppo raccoglie i frutti che ha seminato. Se questa ragazza si fosse stata a casa, se l'avessero tenuta presso il caminetto, non si sarebbe verificato niente (Avvocato Giorgio Zeppieri)¹.

Dunque, se i tribunali fanno delle vittime le principali responsabili delle violenze subite e se lo Stato dimostra non solo di essere dalla parte degli stupratori, ma addirittura di utilizzare a sua volta lo stupro come arma di terrore nel conflitto sociale, come non prendere in mano la propria sicurezza ed autogestirla tra donne?

Era ormai chiaro che rompere col dominio patriarcale significava anche liberarsi dalla paura.

Negli anni '80 cominciarono a formarsi in Italia i gruppi autogestiti di autodifesa, in particolare di wen-do – autodifesa basata su semplici ed efficaci tecniche miste, sviluppata negli anni '70 in Canada e presto arrivata anche in Europa.

Ai gruppi di wen-do si sarebbero poi affiancati, dalla metà degli anni '90, i gruppi autogestiti di autodifesa femminista, che riprendono l'impostazione di base del wen-do ma con un'attenzione maggiore alle tecniche di autodifesa.

Al di là del fatto che, in Italia, i gruppi di wen-do siano ancora oggi rivolti soltanto a donne «biologiche», mentre i gruppi di autodifesa sono talvolta aperti anche a donne trans, le altre differenze sono soltanto delle sfumature, quindi nelle pagine che seguono parlerò di autodifesa includendo in essa anche il wen-do.

1. Scheda tematica: *Processo per stupro*, <http://timeforequality.org/dossier-la-giudice/scheda-tematica-processo-per-stupro/>

Autodifesa : uno strumento etico e politico

Imparare insieme l'autodifesa femminista in un gruppo autogestito significa, prima di tutto, condividere un'etica di fondo e garantire a tutte le partecipanti di trovarsi in uno spazio «protetto».

Il rispetto reciproco, la solidarietà e la segretezza fanno sentire a proprio agio ogni donna e, al contempo, consentono l'emergere di vissuti, anche dolorosi, che vengono accolti e rielaborati dal gruppo.

L'autodifesa femminista facilita la partecipazione delle donne con difficoltà economiche, perché la condizione sociale non sia un fattore escludente e, d'altra parte, si rivolge a donne di tutte le età, culture e abilità, perché la violenza contro le donne può colpire tutte, indistintamente.

In una società in cui le differenze di classe, livello di istruzione, provenienza geografica, età e abilità producono gerarchie e rapporti di potere, l'autodifesa femminista dà forza alle donne anche attraverso uno scambio orizzontale e non competitivo. I saperi e le esperienze di ciascuna sono valorizzati all'interno del gruppo, così come tutte vengono messe in grado di preparare un allenamento.

L'autodifesa femminista non si basa soltanto sulle tecniche, ma anche sul far sì che ogni donna possa trovare in se stessa, insieme alle altre, la propria forza di reagire. Attraverso modalità gioiose, ciascuna arriva a comprendere che quella che ritiene essere la propria «naturale» debolezza è, in realtà, frutto di una pressione sociale che, dall'infanzia, ha mirato ad indebolirla per renderla dipendente da altri.

Si impara, inoltre a non aver paura della propria rabbia ed a «trasformare la rabbia in liberazione», come diceva un vecchio slogan femminista. Per questo non si lavora soltanto sulla violenza fisica, ma su tutte le forme di violenza che ciascuna donna sperimenta nella propria vita: dal non coraggio di parlare o di rispondere alle offese e alle umiliazioni, alle diverse forme di pressione e violenza psicologica, ecc.

In breve, l'autodifesa femminista decostruisce l'immagine interiorizzata di debolezza e passività, che sta alla base della vittimizzazione delle donne. E questa è una rivoluzione per ciascuna e per tutte.

Quando, alla fine del secolo scorso, le Nazioni Unite hanno stabilito il 25 novembre come giornata di sensibilizzazione sulla violenza maschile contro le donne, i gruppi di autodifesa femminista hanno assunto una posizione prevalentemente critica.

Pur partecipando alle annuali manifestazioni, vengono messi in discussione sia il fatto che di violenza e femminicidio si parli pubblicamente soltanto un giorno all'anno, sia la ricorrente vittimizzazione delle donne, anche nelle campagne antiviolenza.

L'approccio vittimista viene considerato pericoloso, perché toglie forza alle donne anziché darla.

Personalmente, dopo quasi due decenni di pratica nell'autodifesa femminista, ritengo che soltanto con un approccio postvittimistico si possano valorizzare le pratiche e le strategie con cui le donne hanno, nei secoli e in ogni angolo della terra, opposto resistenza all'oppressione patriarcale.

Una potente dimostrazione è venuta, di recente, dalle donne – kurde, ma non solo – che in Rojava combattono tanto i fondamentalisti di Daesh, quanto tutte le declinazioni del patriarcato, a partire dal modo in cui noi stesse interiorizziamo il dominio maschile.

Dal cuore della Mesopotamia, sorgente di tutte le culture successive, è come se la forza di dee come Inanna/Ishtar avesse ritrovato parole e pratiche per portare le donne verso la propria liberazione.

Nell'ultimo decennio in Italia la violenza maschile contro le donne è stata trattata, dal pensiero mainstream, come un'emergenza e non come un prodotto della cultura dominante. Inoltre, viene sempre nominata la vittima della violenza e mai l'autore: l'uomo. Questo ha creato la percezione che i rischi per le donne siano in strada e non nell'ambiente domestico, veicolando un discorso razzista sulla pericolosità degli immigrati, in modo da conquistare la complicità delle donne in appoggio alle politiche razziste e securitarie.

I gruppi femministi e, con ancora maggiore radicalità, i gruppi di autodifesa, si sono opposti a questa operazione. Nel novembre 2007, a Roma abbiamo manifestato in più di 100mila per dire che «La violenza contro le donne comincia nelle case e non ha confini».

In particolare, ci opponevamo alla militarizzazione dei territori che lo Stato voleva imporre – sotto il nome di «Operazione strade sicure» – con il pretesto di garantire la sicurezza delle donne contro «gli stranieri».

Secondo noi, la presenza di militari nelle strade avrebbe in realtà aumentato i pericoli per le donne. Cosa che si è puntualmente dimostrata esatta: all'Aquila – città del centro Italia militarizzata in seguito al terremoto del 2009 – un militare ha ferocemente violentato, nel 2012, una giovane donna, abbandonandola poi svenuta, seminuda e con un'emorragia di notte in mezzo alla neve. La ragazza è sopravvissuta soltanto perché qualcuno l'ha casualmente vista.

Non è questo l'unico caso di violenza da parte di un uomo in divisa: diverse donne – soprattutto straniere, vittime di tratta o donne disagiate – sono state ricattate sessualmente o violentate all'interno di caserme dalle forze dell'ordine.

I gruppi di autodifesa hanno sempre denunciato politicamente questi fatti, mentre il femminismo riformista ha preferito tacere.

Oltre a vittimizzare le donne, questi discorsi securitari, hanno anche fatto sì che in molte palestre si siano moltiplicati i corsi di autodifesa per donne, tenuti prevalentemente da uomini, spesso ex militari. Un *business* maschile costruito sulla paura delle donne.

Anche i gruppi di autodifesa femminista hanno, però, dei limiti e delle contraddizioni con cui devono fare i conti. Questi gruppi, che vanno talvolta sotto i tribunali quando si svolgono i processi per stupro, devono ancora interrogarsi su come sostenere le donne che si ribellano e arrivano ad uccidere il marito o il partner, dopo anni di umiliazioni e sevizie.

Questa comprensibile e condivisibile reazione – uccidere l'aggressore quando è messa in pericolo la loro propria vita – non ha ancora trovato un adeguato supporto, mentre i tribunali continuano a condannare queste donne al carcere, nella più totale solitudine, dopo anni di prigionia all'interno di una relazione violenta.

Attualmente, in Italia siamo ancora in poche a sottolineare questa necessità.

Questo lavoro, che ci impegnerà nei prossimi anni, non potrà che essere la continuazione di un percorso di autogestione e solidarietà cominciato dalle nostre «sorelle» maggiori negli anni '60.

été 2015

Source

«Autodifesa femminista in Italia: una pratica autogestita», 2015.

Pour en savoir plus

AED (1975a et 1976), *Manuale di contraccezione*, autoproduzione AED Bergamo/AED Rome, Savelli.

AED (1975b), *Potere e Consulori. Analisi della legge sui consulenti familiari*, Autoproduzione AED.

AED (1977), *Manuale femminista*, autoproduzione AED Bergamo/AED Rome Savelli.

Teghil, Elisabetta (2013), *Coscienza illusoria di sé*, Rome, Bordeaux.

Féminisme « décolonial » et économie sociale et populaire

Natalia Quiroga Díaz

L'économie féministe a redéfini le concept de travail pour y inclure les activités à finalité non marchande sans lesquelles la vie humaine ne serait pas possible. Aborder l'économie populaire et sociale dans une optique de reproduction permet de rompre avec l'encastrement de l'économie dans le marché et de revaloriser la production de valeur d'usage. En Colombie notamment, nombre d'initiatives populaires matérialisent cette approche.

La crise du rapport entre le bien-être humain et l'économie capitaliste est manifeste. Les sociétés des pays du centre – Europe et États-Unis – voient leurs conditions de vie se détériorer en permanence, tandis que le capital créé par les grandes entreprises et le système financier poursuit sa concentration. Le chômage, la vulnérabilité et la pauvreté qui touchent une grande partie des sociétés des pays considérés jusqu'alors comme les gagnants du système mondial révèlent les limites de la théorie de l'économie de marché. L'approche néolibérale de ces dernières décennies, selon laquelle la satisfaction des besoins relève de l'individu – ce qui permettrait le bon fonctionnement du marché –, a négligé le bien-être des êtres humains et l'intégration sociale.

En Amérique latine, la perspective des économies populaire et sociale a ébranlé le paradigme individualiste et s'est fixé pour objectif principal la satisfaction des besoins collectifs. Leurs élaborations conceptuelles sont le fruit de l'histoire et du contexte particulier de la région, c'est pourquoi elles rompent avec la prétention universaliste de l'économie orthodoxe, en soulignant le caractère historique des processus économiques et l'hétérogénéité des pratiques qui les caractérisent. Ainsi, l'approche féministe de l'économie critique la constitution d'une rationalité économique profondément « androcentrique, qui privilégie les comportements concurrentiels et individualistes, des valeurs qui, au sein du patriarcat, ont été attribuées aux hommes, alors que les comportements de solidarité, de soins et de réciprocité sont considérés comme extra-économiques et féminins » (Beneria, 1999).

Les économies féministes, sociales et populaires soulignent l'importance des activités non marchandes ainsi que la prise en compte des différents besoins et contributions des femmes et des hommes. Ces activités comprennent par exemple les espaces liés aux services domestiques et

aux activités de reproduction et révèlent l'existence d'une pluralité de pratiques économiques inscrites dans des savoirs fondés sur des dimensions ethnique, territoriale et de genre. Par conséquent, ces économies élargissent le champ et les possibilités d'action des politiques publiques en revalorisant les pratiques existantes¹.

Économie populaire: l'apport théorique de l'Amérique latine

En Amérique latine, l'économie hégémonique est ancrée dans le paradigme de la modernisation. C'est ainsi que les pratiques non capitalistes ont été abordées à partir de concepts liés au sous-développement et à l'informalité, qui ont souligné la nécessité de «dépasser» les formes économiques ancrées dans l'expérience historique et la culture des peuples, ainsi que dans l'hybridation du milieu urbain et rural. Face à cette diversité, des programmes de développement ont été formulés dans le sens d'une généralisation de l'éthique capitaliste.

Les concepts d'économie populaire et d'économie sociale s'inscrivent dans les processus politiques et dans la reconnaissance des pratiques existantes. Bien qu'il existe différentes approches, toutes mettent en avant l'existence d'une rationalité reproductive (au lieu d'une rationalité instrumentale) orientant diverses formes de travail, qu'il s'agisse de la production de valeur d'usage ou de valeur d'échange, par opposition aux activités dont la finalité est purement lucrative.

La notion d'économie populaire a plusieurs significations. Razeto (1983) la définit comme l'économie des pauvres qui, face à leur exclusion par l'État, développent des initiatives associatives pour résoudre leurs problèmes les plus urgents. De son côté, Núñez (2007) la relie au travail associatif et coopératif. Il considère que tous les travailleurs sont producteurs et que leurs activités n'ont pas pour but l'accumulation capitaliste, mais de répondre aux besoins individuels et sociaux. Dans la mesure où le système capitaliste est incapable d'inclure de nombreux secteurs sociaux, ceux-ci ont recours à l'association et à l'autogestion pour résoudre leurs problèmes quotidiens, mais aussi pour développer des expressions culturelles qui remettent en cause les pratiques et valeurs du capitalisme².

Dans une autre optique, Coraggio définit l'économie populaire comme un secteur hétérogène et fragmenté, qui ne peut être compris dans toute sa complexité à partir des concepts traditionnels d'informalité ou de pauvreté, et qui diffère également du concept d'économie sociale et

1. [► Féminisme-marxiste et économie solidaire].

2. [► Coopératives et transformation de la société].

solidaire (ESS). L'auteur met l'accent sur les capacités de travail de ses membres, indépendamment de leur situation professionnelle, et souligne la finalité reproductive de ces processus, ainsi que les formes d'organisation qui vont au-delà des liens de parenté. Il adopte un point de vue critique sur l'économie populaire qui souligne les rapports de subordination liés au genre et aux générations, ainsi que les disparités de revenus. Il considère que des processus d'autogestion, d'association et des formes d'administration autonomes peuvent aider à consolider les pratiques d'ESS, visant à la reproduction sociale et proposant d'autres modèles que celui impulsé par le capitalisme¹.

Gaiger (2007), à l'instar de Coraggio, affirme que la «solidarité populaire communautaire» ne présente pas les caractéristiques que lui prêtent Núñez et Razeto, dans le sens où le développement économique est caractérisé par la survie et l'immédiateté. Il considère que nombre d'activités de l'économie populaire (activités indépendantes, micro-entreprises, agriculture familiale, etc.) sont caractérisées par les rapports de subordination et la vulnérabilité, d'où la nécessité de développer les pratiques associatives caractéristiques de l'ESS.

Malgré ces difficultés, certains éléments de la dynamique de l'économie populaire peuvent être mis à profit afin de construire un secteur centré sur le travail librement associé et autogéré, avec une production d'excédents en phase avec les conditions de vie des personnes. La reconnaissance par l'économie populaire des Unités domestiques, au croisement avec certains thèmes abordés par l'économie féministe, obéit à l'approche de l'action économique dans le cadre des rapports de réciprocité (qui n'impliquent pas forcément un rapport altruiste) et non pas d'un point de vue individualiste.

Les membres des Unités domestiques ont recours à diverses stratégies de mixité des ressources, combinant travail salarié et travail domestique de reproduction (activités liées aux services domestiques et à la production pour la consommation personnelle) ou production marchande, notamment. L'une des autres caractéristiques principales de l'économie populaire est que l'accumulation n'est pas illimitée, et son objectif est la reproduction intergénérationnelle de ses membres. Les rapports sont créés pour satisfaire les besoins communs (matériels ou immatériels) et sont d'autant plus complexes que les conditions plus formelles de travail se raréfient et que les communautés ont recours à quantité de pratiques pour maintenir leur style de vie.

1. [► Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste].

Toutefois, l'Unité domestique, contrairement à la conception économique néoclassique de la famille – largement critiquée par le féminisme –, n'est pas considérée comme un espace exempt de conflits, mais plutôt comme un espace régi par des règles de distribution et de réciprocité en vue de la reproduction de tous ses membres. En témoigne la manière dont les femmes se chargent majoritairement des tâches liées aux soins domestiques (*el cuidado*) et à la production de valeurs d'usage, en toute gratuité. L'objectif conjoint de reproduction de tous ses membres coexiste donc avec les inégalités fondées sur le genre, l'âge, les revenus, etc., au sein de chaque Unité domestique et de l'économie populaire dans son ensemble.

De la fragmentation à l'association

154 Les analyses de l'économie populaire s'inscrivent dans le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS), qui critique l'idée selon laquelle la consommation est la seule manière de satisfaire les besoins humains. Cette limitation résulte de l'absolutisation de la propriété privée et de l'institutionnalisation du marché autorégulateur, qui exclut une grande partie de la population pourtant apte au travail, mais incapable de trouver un emploi rémunéré et donc d'accéder aux biens et services marchandisés. Pour les néoclassiques, le marché est la seule institution capable de coordonner les initiatives économiques et de satisfaire les besoins des individus, toute intervention d'institution externe étant considérée comme «extra-économique». Dans l'optique de l'ESS, il s'agit par contre de consolider et de développer une multitude d'institutions économiques pour que le marché soit considéré comme l'une d'entre elles, mais pas la seule.

La fragmentation de l'économie populaire pose un défi, celui d'élaborer des processus collectifs qui viennent à bout des conditions de concurrence sauvage et de monopole auxquelles doivent s'adapter, respectivement, les petits et moyens producteurs et les grandes entreprises. L'action du marché libre donne inévitablement lieu à des configurations qui aggravent les inégalités en tout genre. Recouvrer la souveraineté sur l'économie implique un changement d'axe : s'intéresser principalement aux conditions matérielles et sociales qui rendent la vie possible et aux transformations sociales nécessaires pour permettre l'accès à celles-ci.

L'intégration d'une rationalité reproductive implique de relier les sphères publique et privée, ainsi que productive et reproductive. Surmonter ces distinctions artificiellement instituées par le marché autorégulateur suppose de se dégager de l'égoïsme en tant que valeur

suprême et ligne directrice de l'économie afin d'incorporer des valeurs et rationalités fondées sur la solidarité et les processus d'association. L'option pour la vie d'autrui est constitutive de l'option pour sa propre vie, et le processus d'association est une solution alternative à la compulsion destructive et à l'anomie qu'implique la concurrence individualiste dans l'économie de marché (Quiroga, 2009). Le principe d'interdépendance avec autrui crée un cadre commun pour les économies populaires, sociales et féministes, en fonction de la critique du paradigme utilitariste et de la redéfinition de la rationalité de l'action économique.

Nécessité de parler d'une économie féministe

L'économie féministe, contrairement à ce que l'on pourrait penser, n'est pas l'étude de l'économie et de la femme, mais celle de la manière dont l'économie et les rapports entre les genres sont imbriqués en théorie comme en pratique. Elle s'intéresse donc en particulier au marché du travail, l'une des principales institutions économiques, et à la division sexuelle du travail qui le caractérise. Ce courant s'interroge sur l'institutionnalisation de la participation différenciée des hommes et des femmes à l'économie.

Considérer l'économie féministe comme une réflexion des femmes pour les femmes a permis d'ignorer ses critiques envers les fondements théoriques de l'économie hégémonique et de dissimuler la pertinence de ses apports pour le développement d'une économie autre pour une société autre. Cette approche a émergé en réponse aux limitations conceptuelles d'une discipline qui s'approprie les hypothèses d'universalité et de neutralité propres au paradigme scientifique.

La théorie économique s'est montrée neutre vis-à-vis du genre, bien que son agent type, l'*homo æconomicus*, ait été doté de caractéristiques plutôt masculines : il est autosuffisant, compétitif, égoïste et calculateur. En outre, il opère dans la sphère publique du marché, tandis que la sphère non économique de la famille est associée à la générosité, la solidarité et l'égalité. Cette vision dichotomique de la théorie néoclassique a encore été radicalisée au point de prétendre que la situation de la femme par rapport aux tâches reproductives résulterait d'un problème d'efficacité et de maximisation des ressources. L'économie féministe a suffisamment discuté cette approche et mis en évidence son caractère androcentrique et hétérosexuel.

L'hypothèse de l'*homo æconomicus* rationnel a été l'un des piliers de la théorie économique néoclassique, qui la considère comme une norme de comportement humain et un mécanisme assurant le bon fonctionnement du marché concurrentiel. L'adoption de cet idéal de comportement

ne reconnaît aucune autre attitude basée sur d'autres rapports, comme la réciprocité, la solidarité ou l'altruisme, qui sont associés au féminin dans la culture patriarcale du capitalisme (Beneria, 1999). C'est ainsi qu'est instaurée une séparation fictive entre les logiques qui régissent le comportement sur le marché, considéré comme relevant de la sphère publique, et le foyer, relégué au domaine privé.

La prétention à l'universalité et à la rationalité instrumentale, attribuées à l'*homo œconomicus*, censé représenter l'être humain dans ses rapports avec l'économie, nie la présence d'autres types de comportements qui font pourtant partie du marché, comme la solidarité, la réciprocité et la préoccupation pour autrui (Beneria, 1999). Ces conduites se retrouvent dans nombre d'économies populaires. En montrant que la reproduction est inhérente au processus, l'économie féministe a approfondi l'analyse des conséquences du confinement de l'économie au marché. La conception de l'*homo œconomicus* et de sa rationalité instrumentale illustre la manière dont la théorie économique a intériorisé les valeurs patriarcales pour considérer que la dépendance des êtres humains aux soins domestiques et à la protection est extra-économique et ne relève pas de ses institutions.

L'hégémonie du capitalisme sur l'organisation de la production, de la distribution, de la circulation et de la reproduction, dans et hors de la famille, est intimement liée à l'attribution des genres¹. Le patriarcat a hiérarchisé la valeur sociale des genres, c'est pourquoi l'accès aux ressources pour la production et la reproduction est déterminé par la place qui est attribuée à chacun et chacune au sein de la culture patriarcale. En attestent les différentes activités et rémunérations auxquelles femmes et hommes ont accès sur le marché du travail. L'inégalité de genre ne se réduit évidemment pas à un déterminisme économique, mais les tendances du marché informent les rapports sociaux, y compris des rapports non structurellement économiques, aggravant ou améliorant de ce fait la situation.

De ce fait l'une des contributions majeures de l'économie féministe est la redéfinition du concept de travail, puisque la conception du «reproductif» et des «soins domestiques» (*el cuidado*), dans ses diverses dimensions, permet d'inclure dans la sphère économique les activités à finalité non marchande, sans lesquelles la vie humaine ne serait pas possible. Ainsi, l'un des objectifs de ce courant consiste à donner de la visibilité à la valeur produite par les activités liées à la sphère domestique, en les quantifiant en termes de création de richesse (Beneria,

1. [► Genre et entreprises récupérées en Argentine].

2005 ; Picchio, 2001 ; Carrasco, 1999). La CEPAL a montré dans plusieurs rapports que, sans le travail domestique des femmes, la pauvreté dans la région augmenterait d'environ dix points. Elle a en outre estimé que le travail domestique non rémunéré représentait 30 % du PIB de la région (CEPAL, 2009).

Dans cette perspective, l'économie féministe approfondit l'analyse des rapports contradictoires et complexes entre le capitalisme et le travail de reproduction. Elle met en évidence le fait que les femmes se chargent de la vie humaine, rendant ainsi possible la production de marchandises. Ce travail, non rémunéré, permet au salaire versé par les capitalistes et aux dépenses publiques de l'État de ne pas avoir à couvrir les coûts de la reproduction de la force de travail. Par conséquent, une partie de l'activité domestique ne correspondrait pas à l'étape finale de la consommation, mais à une condition d'existence du système économique lui-même (Picchio, 2001 ; Carrasco, 1999).

Les économies populaire et féministe montrent que la naturalisation de la responsabilité féminine de la reproduction ainsi que la séparation entre la production et la reproduction constituent des vulnérabilités structurelles. La reconnaissance et la consolidation des conditions nécessaires aux tâches domestiques est dès lors un facteur majeur de durabilité. Aborder l'économie populaire et sociale dans une optique de reproduction permet de rompre avec l'enclavement de l'économie dans le marché et d'élargir les possibilités d'action des acteurs organisés et de ceux qui élaborent des politiques publiques tournées vers la promotion de la vie et non du capital.

Apports de l'économie féministe «décoloniale»

Nous avons tracé les contours des approches des économies populaire, sociale, solidaire et féministe et montré qu'elles s'accordent à critiquer l'absolutisation du marché. Le féminisme avance qu'il est fondamental de reconnaître l'importance du travail domestique et des soins généralement réalisés par les femmes afin de résorber la séparation artificielle que le capitalisme impose entre la production et la reproduction. De même, l'économie sociale souligne l'importance, d'une part, de la rationalité reproductive par opposition à l'idéal de concurrence et de calcul et, d'autre part, des valeurs d'usage dans la satisfaction des besoins sociaux.

Le passé de l'Amérique latine en général et de Bogota en particulier rend l'approche «décoloniale» nécessaire, car elle montre explicitement la nécessité de questionner les processus politiques et économiques de subordination. Nous nous intéressons en particulier aux expériences

économiques des femmes indigènes ou d'ascendance africaine, paysannes et issues des secteurs populaires, afin d'engager la réflexion sur les modalités d'ancrage de leurs économies dans des savoirs basés sur des rapports de classe, de race et de territoire¹. Dans ces économies, la participation des hommes diffère aussi de celle des femmes. La théorie hégémonique a naturalisé la place de l'homme, du Blanc, sur laquelle repose notre perception. C'est pourquoi cette diversité a été abordée à partir des concepts de «retard» et d'«informalité», tout en promouvant un idéal de modernisation qui a dévalorisé ces expériences de vie, et ainsi nié leur importance et leur pertinence théorique dans l'économie.

La composition sociale et culturelle de Bogota est particulièrement hétérogène. L'économie populaire se voit enrichie par la capacité d'attraction de cette ville, qui dispose d'une infrastructure économique et sociale offrant comparativement de meilleures conditions de vie, tout en accueillant de grands groupes de population déplacés par la guerre et des secteurs appauvris par l'exclusion sociale après plusieurs décennies de néolibéralisme. L'ampleur des problématiques sociales auxquelles la ville est confrontée montre la pertinence de l'expérience de nombreux groupes pour assurer la reproduction collective, la «démarchandisation» de certains aspects essentiels de leurs conditions de vie et la défense du territoire dans lequel ils vivent².

La perspective radicale

En Colombie, la guerre la plus longue est celle des élites colombiennes contre les multitudes paysannes pour l'appropriation de leurs ressources foncières. En témoigne notamment l'urbanisation/prolétarianisation de ce pays à l'identité rurale forte. En 1938, 31% de la population colombienne résidait en milieu urbain; en 1973, ce pourcentage atteignait 73%. Cette prolétarianisation a été permise par l'usage de la terreur et les déplacements forcés: entre 1946 et 1965, 300 000 personnes ont été assassinées et trois millions de paysans déplacés.

Les secteurs à faible revenu et les populations rurale, indigène et noire sont les principales victimes de cette guerre. Il est nécessaire d'adopter

1. «Le féminisme décolonial est une position politique, éthique et intellectuelle de féministes d'Abya Yala qui partagent le besoin d'analyser et d'agir dans la région en reconnaissant les diverses conséquences de la colonisation. [...] Ce féminisme remet en question le caractère eurocentrique du discours féministe latino-américain, donne une place centrale au vécu des femmes indigènes, noires, paysannes et des secteurs populaires, problématise le métissage, conteste le discours et la pratique quotidienne du patriarcat hétérosexuel et de la modernité, et propose des réflexions sur l'économie» (Quiroga et Gomez, 2013).

2. [► Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].

cette perspective à plus long terme pour comprendre à la fois la concentration foncière en Colombie – l'un des coefficients de Gini (0,87) les plus élevés du continent –, la force de ces économies et ce que signifie se maintenir en tant que communauté sur son propre territoire, dans un contexte d'urbanisation forcée. L'appropriation des terres des populations rurales est toujours d'actualité : depuis 1980, on estime que cinq millions de personnes, autour de 10% de la population totale du pays, ont été déplacées par la guerre.

Pour préserver leur vie, les populations déplacées se dirigent en général vers les grandes villes, à commencer par Bogota. D'où la composition sociale et culturelle hétérogène de cette ville, où l'économie populaire regroupe des populations aux trajectoires diverses. L'ampleur des problématiques sociales auxquelles la ville est confrontée montre que le vécu de nombreux groupes est déterminant pour leur capacité à garantir la reproduction collective, la démarchandisation de certains aspects essentiels de leurs conditions de vie et la défense du territoire sur lequel ils vivent.

Consolidation des configurations non marchandes

La réflexion concernant les actions à mener dans le domaine économique a été exclusivement articulée autour de la relation avec le marché. La majeure partie des politiques de soutien à l'économie populaire ont principalement visé à faciliter le processus d'insertion sur le marché, sans chercher à rectifier le fait que, dans le système de privilèges capitaliste, les conditions de concurrence sont plus strictes pour ceux qui ne sont pas en position dominante, tandis que les acteurs qui ont accumulé davantage de capital fixent les conditions d'échange de leurs produits.

En tant qu'organisations économiques de l'économie populaire, les Unités domestiques sont censées garantir et améliorer les conditions matérielles de reproduction et de développement de leurs membres. Ainsi, la voie marchande (dégager un profit de la vente pour acheter des biens et des services utiles à la satisfaction de ses besoins) n'est pas l'unique possibilité à prendre en compte. Les besoins peuvent être satisfaits sans l'intermédiaire du marché.

L'analyse de la valeur d'usage aborde le processus économique sous l'angle des conditions nécessaires à la vie. Elle soulève par conséquent la question du «comment produire, distribuer et consommer le produit pour que l'être humain puisse vivre», c'est-à-dire comment mener à bien le processus de reproduction en termes de reproduction de la vie humaine. Cela n'implique pas que l'être humain est réduit à un produit («Dis-moi ce que tu manges, je te dirai qui tu es»), mais signifie qu'aucune valeur humaine ne peut être produite

sans entrer en symbiose avec les valeurs d'usage (Hinkelammert et Mora, 2005).

Refaire de la production de valeur d'usage, dont la consommation n'implique pas le marché, un objectif pour consolider les unités micro-sociales ainsi que l'ensemble de l'économie populaire, aide à reconnaître qu'il existe, dans la société, des capacités de travail actuellement non valorisées en termes monétaires. En effet, de vastes secteurs sont incapables de contribuer par leur travail, ni de percevoir les revenus leur permettant de satisfaire leurs besoins. Une habitation protège, bien qu'elle n'ait pas été produite comme une marchandise, et les vêtements tiennent chaud, même s'ils n'ont pas été commercialisés. Les biens peuvent être produits pour la fonction sociale qu'ils remplissent et non pour le profit.

Dans les cas extrêmes, la marchandisation de la vie implique que l'absence de revenu ou de rente empêche de vivre. En outre, le capitalisme actuel considère qu'une bonne partie des capacités de travail sont en surplus et inutiles, c'est pourquoi l'action du libre marché néolibéral ne peut pas générer le bien-être, d'autant que l'accumulation des profits est de plus en plus le fruit de la spéculation. Cette tendance de l'économie exacerbe l'injustice subie par les secteurs qui sont également, d'un point de vue historique, les plus touchés par les inégalités. Pour les femmes, par exemple, la production de valeurs d'usage revêt une importance capitale, étant donné qu'en Colombie, 33,1 % d'entre elles ne perçoivent pas de revenus, contre 12,6 % des hommes. Les chiffres sont similaires en Amérique latine : 34,4 % des femmes et 13,3 % des hommes sont dans ce cas, d'après les estimations de 2010 de l'Observatoire de l'égalité de genre de la CEPAL.

La défense des économies productrices de valeurs d'usage peut être l'une des clés d'une société plus juste, notamment parce que nombre d'économies associées à la terre et aux ressources naturelles ont subi la pression constante des politiques de modernisation capitalistes, ainsi que la violence propre à l'accumulation primitive et/ou extractiviste. Cette pression a entraîné la sous-représentation des populations noires et indigènes, des secteurs populaires et plus particulièrement des femmes les plus défavorisées¹.

Sur base des travaux de Karl Polanyi (1944), développés par Coraggio (2011) dans le cadre de l'ESS, analysant l'accroissement des taux de profit du capital et la dépossession de groupes entiers des conditions de leur reproduction matérielle et immatérielle, nous mentionnons ici

1. [► Occupation urbaine et coopérative solidaire].

quelques cas illustratifs de politiques de stimulation de la production de valeurs d'usage.

- *Autarcie/souveraineté*: favoriser l'autoproduction de biens et services au sein des Unités domestiques. Exemples: les initiatives d'agriculture urbaine, de jardins collectifs, d'échanges de semences; les processus d'appropriation de connaissances dans le domaine de la médecine naturelle, de la prévention et des soins allopathiques; l'amélioration et/ou la construction de l'habitat.

- *Réciprocité et échange*: un facteur clé de circulation des biens et services. L'élaboration de règles consensuelles relatives à la distribution de biens et de services est fondamentale dans une société où la division sociale du travail est très marquée. Les caractéristiques que prend le marché impersonnel dévalorisent le rôle des points de vente en tant que lieu de rencontre et d'interaction au-delà de l'aspect monétaire. Par un recours à la tradition ou à la résistance face à la crise de la reproduction de la vie, la réapparition des réseaux de troc direct ou de monnaie sociale (ainsi dénommée car sa finalité n'est pas l'accumulation) s'avère très utile pour l'échange de biens matériels et de services. Ces derniers favorisent le double rôle de producteur-consommateur des participants.

- *Planification*: l'une des manifestations de la capacité à recouvrer la souveraineté en matière économique a trait à la possibilité de coordonner les différents niveaux institutionnels et les communautés, tout en planifiant le mode de vie souhaité et les actions économiques soutenant ces projets. La possibilité de démarchandiser des domaines de base de la vie peut conduire à y promouvoir la production de valeurs d'usage collectives.

Pratiques d'économie sociale en Colombie

Malgré la virulence du conflit armé, il existe une multitude d'initiatives d'économie sociale en Colombie. Ainsi, sur la côte pacifique colombienne, les luttes menées par la population noire ont favorisé l'adoption d'une loi qui reconnaît son droit territorial ancestral et lui a octroyé des territoires collectifs d'une superficie d'environ 5,5 millions d'hectares. La reconnaissance de ce droit à la terre a permis de freiner les projets d'exploitation des ressources naturelles et de la biodiversité impulsés par la Banque mondiale dans la région. Cette communauté organise de manière collective les espaces et la relation avec la nature, en combinant spiritualité, traditions et besoins¹.

1. [► Autonomie et construction d'alternatives].

Le Conseil régional indigène du Cauca (CRIC), fondé en 1971 au départ d'une plateforme de lutte, développe une multitude de projets touchant à tous les aspects de la vie et garantissant une autarcie élevée pour la satisfaction des besoins. Malgré la violence et les assassinats incessants de ses principaux dirigeants, cette organisation a été capable, non seulement de conserver les territoires, mais également de promouvoir des formes alternatives de développement et de remettre en question la politique néolibérale du gouvernement, en particulier la conclusion du traité de libre-échange (TLC) avec les États-Unis.

Un exemple emblématique de ce processus est la marche «*El caminar de la palabra*» de 2004. Elle rassembla plus de 60 000 indigènes de toute la Colombie qui convergèrent sur Bogota afin de protester contre le modèle économique transnational du «libre-échange» (TLC), la terreur, la guerre et plus spécifiquement la loi de l'expropriation, qui dépossède les communautés de leurs terres et détruit la «Terre mère». Ils exigeaient le respect des accords et conventions passés avec les peuples indigènes et la création de mécanismes de participation qui leur soient propres à travers un programme d'«unité populaire».

La capacité organisationnelle du mouvement et son développement ultérieur, sous le nom de «Rassemblement» (*Minga*) indigène et populaire, ont démontré que les peuples indigènes étaient à même de dénoncer la corrélation entre le modèle néolibéral, la guerre et le déplacement forcé. Non seulement le peuple indigène a pu conserver son territoire et son identité dans le Cauca, mais il propose aussi de manière active des configurations impliquant la population noire, rurale et urbaine, démontrant ainsi qu'il est possible de mettre en place une société qui respecte pleinement la Terre Mère et tous les êtres vivants qui l'habitent.

Une économie des soins domestiques (*el cuidado*)

Il est essentiel que les politiques publiques mettent l'accent sur les conditions de reproduction afin de garantir la durabilité d'une économie populaire visant principalement à fournir à ses travailleurs et ses UD les moyens de bien vivre. En raison de la primauté du marché sur les êtres humains et la planète, la protection des personnes a relevé des politiques du champ «social»; domaine considéré comme résiduel, censé compenser les effets d'exclusion et de discrimination du marché et de plus en plus axé sur les défavorisés et l'intervention individuelle. Ainsi, les familles, et en particulier les femmes, se sont vues contraintes de prendre à leur charge les problèmes de reproduction en fonction des ressources disponibles, comme si ces problèmes étaient d'ordre privé.

La tension entre la logique du profit et le bien-être social a été illustrée par les programmes d'ajustement structurel, dans lesquels les coûts engendrés par la réduction des dépenses de l'État (dans des domaines autres que l'urgence sociale) ont été répercutés sur les foyers, par ailleurs confrontés à l'augmentation du travail non rémunéré et majoritairement féminin. Ce système a atteint ses limites : les actions éparses visant à la reproduction de la vie de la population et à la cohésion sociale sont visiblement insuffisantes. Ainsi, la socialisation des nécessités de reproduction entraînent l'État et le secteur capitaliste à assumer également les responsabilités incombant aux citoyens et travailleurs qualifiés. Il s'agit dès lors d'intégrer, en théorie comme en pratique, une rationalité reproductive (Hinkelammert et Mora, 2005 ; Coraggio, 2004 ; Quiroga, 2009) qui comprenne l'insertion de la production et de la reproduction, en considérant le processus économique comme un tout.

Cette rationalité reproductive se substitue à la logique utilitariste de l'*homo œconomicus* et est en lien avec les propositions relatives au « bien vivre » (*Buen Vivir*) formulées en Équateur et en Bolivie¹. L'approche du *Buen Vivir* et de sa rationalité reproductive permet d'élaborer des politiques de soins non anthropocentrées – puisque la terre est considérée comme sujet de réciprocité (si on la protège, elle nous protège) –, tout en donnant une orientation communautaire, d'autonomie et d'auto-organisation collective, favorisant l'émergence d'approches alternatives pour concevoir de telles politiques (Quiroga, 2012).

La consolidation de l'économie populaire suppose de promouvoir des espaces favorisant l'autogestion croissante de la reproduction, à l'aide de ressources matérielles et d'une capacité de décision. Le néolibéralisme a délégué la responsabilité des soins domestiques aux communautés (les « mères communautaires » en sont un exemple). Il s'agit de ne pas reproduire la logique de la contre-prestation ou de la coparticipation, qui enlève aux femmes et aux secteurs les plus vulnérables leurs capacités associatives et organisationnelles, ainsi que le pouvoir transformateur de leurs initiatives et dépolitise ainsi la reproduction pour l'inscrire dans des projets, renforçant le pouvoir du marché au détriment de la vie.

Il s'agit donc de promouvoir une politique publique qui reconnaisse que l'option pour la vie d'autrui est constitutive de l'option pour sa propre vie, non pas comme une simple obligation pour les femmes de prendre en charge les soins domestiques, mais plutôt comme une solution alternative pour institutionnaliser une économie protectrice. Cela implique de redistribuer de manière significative les ressources et les

1. [► Construire le « bien vivre – Sumak Kawsay »].

capacités productives, ainsi que de stimuler les espaces de constitution d'acteurs collectifs populaires critiques au sein d'un projet économique autre.

Espace du commun en ville

La création d'espaces communs est l'un des éléments essentiels de la construction d'une ville favorable à l'économie populaire. Il s'agit de stimuler l'argumentation, la délibération, l'échange, mais aussi les lieux de production et de reproduction où le marché n'intervient pas. En ville, le commun a été associé à l'espace public. Toutefois, dans nombre de cas, l'État n'est pas concerné, car il existe des formes d'utilisation des espaces et des savoirs qui remettent en question le concept de propriété.

Les « usines récupérées » en Argentine en sont un exemple. Les travailleurs, face au non-respect des obligations professionnelles et à la menace de licenciement, s'approprient les infrastructures pour maintenir leur emploi et produisent sans patron¹. Un grand nombre de ces espaces tiennent compte des besoins du quartier et, tout en maintenant l'activité manufacturière, organisent notamment des activités culturelles, récréatives et de formation. En ce sens, le défi consiste à imaginer des formes légales encadrant et favorisant les pratiques collectives de propriété ou de droits d'usage. Ces initiatives révèlent les limites des cadres normatifs, polarisés par la dualité public (au sens d'étatique)/privé, et s'avèrent insuffisants pour développer une économie sociale en phase avec les divers besoins existants et les réponses susceptibles d'émaner de la sphère associative. La définition d'espaces communs doit résulter de la planification technique, de l'activation de l'expérience historique des quartiers, des passerelles entre les milieux ruraux et urbains et de la reconstruction d'identités autour de la production. En Argentine, dans la foulée de la crise de 2001 et de l'approfondissement des politiques néolibérales, la pauvreté touchait 40% des foyers en 2002, un record historique dans le pays. Dans pareille situation, une multitude d'initiatives d'ESS ont vu le jour et se sont consolidées, parmi lesquelles un grand nombre sont parvenues à se maintenir et à se développer. Le phénomène de récupération d'usines et d'entreprises est toujours d'actualité, et la Centrale productive des entreprises autogérées fait état de 350 entreprises employant 25 000 personnes. L'autogestion des espaces communs est renforcée par ces initiatives, qui bénéficient parfois d'une certaine reconnaissance étatique au niveau national, et font d'autres fois face aux oppositions du gouvernement local.

1. [► Consolidation des entreprises récupérées].

Parmi les nombreux exemples d'ESS, retenons les marchés d'alimentation axés sur l'économie sociale, qui commercialisent des produits d'agriculture biologique élaborés par des coopératives et des petits producteurs; la construction de l'habitat à grande échelle, de manière coopérative et autogérée; et nombre d'autres initiatives dans le domaine de la production de biens et services comme des soins (en particulier en matière de soins aux enfants, de santé et d'éducation).

Conclusion

Ces initiatives si diverses démontrent que les espaces du commun visent à satisfaire les besoins moyennant des formes d'économie collective plurielles. Dans tous les cas, il s'agit de fournir les moyens de subsistance aux populations sans faire appel au marché. La gestion de ces espaces a été abordée dans une optique politique et n'est pas exempte de tensions et contradictions, mais elle a donné lieu à des formes d'organisation et de régulation décidées de manière démocratique et, dans l'ensemble, horizontale.

La vision marchande de l'économie peut considérer que ces initiatives alternatives sont utopiques. Néanmoins, bien que le capitalisme soit le mode de production dominant, d'autres systèmes existent. De fait, en Colombie, la diversité des luttes face aux processus d'accumulation primitive et extractiviste, de financiarisation de l'immobilier, de la gentrification, etc., révèle que les institutions économiques associées au monde pluriel des groupes indigènes, noirs et d'ascendance africaine, de paysans, mais aussi populaires, ont été capables de trouver des formes d'organisation sociale où la reproduction de la collectivité l'emporte sur les logiques purement lucratives.

Nombre d'enseignements sont à tirer de ces initiatives qui se maintiennent et se réinventent dans le pays. Le développement d'espaces du commun propices à l'économie sociale augmente leur capacité à restreindre l'expansion du marché aux dépens des initiatives favorables à la vie et limite les phénomènes de fragmentation et de survie auxquels la logique lucrative soumet l'économie populaire.

juin 2015

Source

Article publié dans Frédéric Thomas (coord.), *L'économie sociale et solidaire, levier de changement ?*, *Alternatives Sud*, n° 2, vol. 22, juin, Louvain-la-Neuve/Paris, Cetri/Syllepse, 2015.

Pour en savoir plus

Beneria L. (2005), *Género, Desarrollo y Globalización*, Barcelone, Hacer.

- Beneria L. (1999), «Mercados Globales, Género y el Hombre de Davos», *Revista la Ventana*, n° 10.
- Borderías C., Carrasco C. et Alemany C. (1994), «Las mujeres y el trabajo: aproximaciones históricas, sociológicas y económicas», dans *Las mujeres y el trabajo: rupturas conceptuales*, Barcelone, FUHEN-Icaria.
- Carrasco C. (2006), «La economía feminista: una apuesta por otra economía», dans Vara (dir.), *Estudios sobre género y economía*, Madrid, Akal.
- CEPAL (2009), «Medición del trabajo de cuidado no remunerado al interior de los hogares».
- Coraggio J. (2011), «Principios, instituciones y prácticas de la economía social y solidaria», dans Alberto Acosta et Esperanza Martínez (dir.), *El trabajo antes que el capital*, Quito, Abya Yala.
- Coraggio J. (2009), «La economía del trabajo», dans Cattani, Laville et Coraggio, *La Otra Economía*, UNGS.
- Coraggio J. (2007b), «La economía social y la búsqueda de un programa socialista para el siglo XXI», *Los Socialismos del Siglo XXI, Revista Foro*, n° 62, Bogota, septembre.
- Coraggio J. (2005a), *¿Es posible otra economía sin (otra) política?*, publié en tant que volume n° 3 de la collection El Pequeño Libro Socialista, Buenos Aires, La Vanguardia.
- Hinkelammert F et Mora H. (2005), *Hacia una economía para la vida*, Costa Rica, DEI.
- Nobre M. (2004), «Mujeres en la economía solidaria», dans Cattani A., *La otra economía*, Buenos Aires, Universidad General Sarmiento, Altamira.
- Núñez O. (2007), «La economía popular, asociativa y autogetionaria», dans *La economía social desde la periferia. Contribuciones latinoamericanas*, Buenos Aires, Altamira-Universidad General Sarmiento.
- Picchio A. (2001), «Un Enfoque Macroeconómico Ampliado de las Condiciones de Vida», dans Carrasco (dir.), *Tiempos, trabajo y género*, Barcelone, Universidad de Barcelona.
- Polanyi K. (2006), *The Great Transformation. La Gran Transformación*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Quiroga N. (2014), «Economía del Cuidado. Retos para un Feminismo Descolonial», dans Yuderkis et Gomez y Ochoa, *Tèjiendo de otro modo: Feminismo, epistemología y apuestas descoloniales en Abya Yala*, Universidad del Cauca, Popayan-Colombia.
- Quiroga N. et Gomez D. (2013), «¿Qué aporta una economía feminista decolonial?», *América Latina en Movimiento*, n° 482, février.
- Quiroga N. (2011), «Las prácticas de la Economía Social Construyen Ciudad», Instituto del Conurbano, Universidad Nacional de General Sarmiento, en cours d'édition.
- Quiroga N. (2009), «Economías feminista, social y solidaria. Respuestas heterodoxas a la crisis de reproducción en América Latina», *Iconos, Revista de Ciencias Sociales*, n° 33, Quito, janvier.
- Razeto L. (1983), *Las Organizaciones Económicas Populares*, Santiago du Chili, PET.

Féminisme et autogestion

Bruno Della Sudda, Florence Ciaravola,
Romain Testoris, Magali Della Sudda

Si les premières analyses des années 1960 prirent pour référence le marxisme, s'y référant ou s'y opposant, les années 1970 ont vu le postmodernisme s'intéresser avant tout au discours, au langage et à la représentation. Aujourd'hui, l'analyse matérialiste qui prend en compte les inégalités liées aux structures et aux systèmes est plus pertinente que jamais dans un système mondialisé complexe marqué par l'intersectionnalité – où la question du genre et celle des origines s'entrecroisent –, où l'oppression spécifique des femmes croise l'exploitation capitaliste que la crise aggrave pour toutes et tous, y compris dans les pays les plus riches.

Les luttes des femmes et les théorisations relatives aux rapports sociaux inégalitaires qui leur sont liées, dans leur diversité, ont montré qu'il n'y a pas de « problème des femmes », mais un problème de relations entre hommes et femmes. Le rapport social de sexe n'est pas soluble dans le rapport de classe au sens traditionnel. Ce n'est pas non plus un rapport interpersonnel. Cependant, ce n'est pas dans l'abstrait mais dans les mécanismes du capitalisme, dans les rapports de classe donc que s'exerce (et non pas que naît) l'oppression masculine, que se réalise l'oppression de genre et se reconstituent sans cesse les conditions de sa reproduction, sans que pour cela sa spécificité soit résorbée. En retour, les rapports de production sont aussi des rapports de sexe et les rapports de sexe déterminent fortement la reproduction des formes prises par les rapports globaux. Les rapports sociaux de sexe ne sont pas des rapports de classe, ni des rapports interpersonnels.

L'inégalité, l'oppression, la domination sont des faits universels, des données culturellement et historiquement construites, et non un fait de nature. Rapports sociaux de sexe (ou de genre) et rapports de classe s'articulent selon une division sexuée, aujourd'hui mondialisée, du travail, qui constitue la réalité du patriarcat entendu non comme une structure ahistorique, mais comme domination en actes.

Dans cette perspective, mettre fin à l'oppression des femmes ne consiste pas à valoriser une prétendue identité féminine, mais à lutter pour l'égalité dans toute la vie sociale, à inscrire le statut des femmes dans la parité sociale, la parité dans tous les lieux de création, de production, de décision, à lutter pour l'égalité des droits et l'égalité sociale ;

à exiger la parité immédiate comme objectif transitoire dans tous les lieux de création, de production et de décision ; à transformer l'égalité formelle en égalité réelle ; à assurer à toutes les femmes dans le monde les droits spécifiques liés au droit absolu à la maîtrise de leur corps.

Exploitation capitaliste, oppression spécifique : une double lutte

Entre la lutte sociale générale et la lutte féministe, il n'y a donc pas de priorité ; la question ne se pose pas en termes d'avant et d'après, de contradiction principale et de contradiction secondaire. Il doit y avoir une double lutte, simultanée, contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression spécifique des femmes, une lutte contre toutes les oppressions. L'émancipation des femmes est inséparable de l'émancipation générale de la société ; l'émancipation générale de la société ne peut s'accomplir sans l'émancipation féministe.

Par leur place sociale, leur rôle, leurs fonctions, parce qu'elles sont placées à la croisée de toutes les oppressions, et non parce qu'elles seraient par nature plus sensibles aux réalités sociales, les femmes ne peuvent se libérer qu'avec la fin de toutes ces oppressions, c'est-à-dire avec l'autogestion généralisée, les intéressé·es devant non pas déléguer leurs luttes à un état-major ou une avant-garde, mais prendre leurs affaires en main et s'auto-organiser. Comme les jeunes, les immigrés, les « communautés nationales » ou encore les « minorités sexuelles », les femmes doivent non pas déléguer leurs luttes, mais prendre directement leurs affaires en mains. En ce sens l'autogestion et le féminisme sont indissolublement liés.

Il ne s'agit nullement, ici, d'un présupposé idéologique, mais bel et bien la conclusion qu'on peut tirer des conditions matérielles de l'émergence du féminisme dans l'histoire et des liens observables entre essor du capitalisme, socialisation de la production et révoltes des femmes. En effet, dans la dynamique de transformation capitaliste de la révolution industrielle, les femmes échappent peu à peu à l'enfermement de la famille bourgeoise et aux contraintes du foyer ouvrier.

Les conditions de la révolte des femmes et de l'essor de ce qu'on appellera le féminisme commencent à être réunies. Ce n'est pas l'aggravation de la situation des femmes qui provoque la mobilisation, c'est bien au contraire la contradiction entre le réel et le possible. La domination masculine, les hiérarchies familiales, les inégalités hommes-femmes sont non seulement insupportables mais apparaissent aux yeux du plus grand nombre aucune justification. Les idéologies, les institutions et

les politiques qui justifient cette oppression sont alors soumises à la critique-pratique¹.

Socialisation de la production : l'élément décisif

La socialisation de la production est l'élément décisif de la révolte des femmes et de l'essor du féminisme. Dès la fin du 19^e siècle, une partie de l'aile libertaire du mouvement ouvrier établira une première jonction entre contestation anticapitaliste et exigences féministes. C'est cette socialisation croissante qui va lever dans la seconde moitié du 20^e siècle les contraintes familiales pesant sur les femmes. Ni la préparation des repas, ni la réalisation ou l'entretien vestimentaires, pas plus que celui du logement, n'exigent plus qu'un membre de la famille, en l'occurrence la mère, se consacre exclusivement au foyer. Baisse de la mortalité infantile, extinction de l'enfant source de revenu familial pour échapper à la misère, extension des mutuelles et assurances collectives, allongement de la scolarité, déclin de la natalité, entrée massive dans la production : les femmes échappent à l'enfermement domestique. Cette mutation va se traduire par une extension du salariat féminin et par sa prolétarianisation, doublée d'une hiérarchisation des salaires et des carrières aux dépens des femmes, insupportable, car injustifiable.

La crise révolutionnaire de mai 1968 et ses effets vont marquer un tournant fondamental dans l'histoire du féminisme en France. Ce ne sont pas en priorité les événements de mai-juin en eux-mêmes, où la parole est essentiellement masculine, qu'il faut retenir, mais les conséquences de cette révolution culturelle, à travers la constitution du féminisme en force politique originale à partir de la création du Mouvement de libération des femmes (MLF) en 1970.

Il s'agit d'un mouvement autonome des femmes, au fonctionnement non mixte ; la non-mixité étant alors une exigence absolue car elle seule permet à ce moment-là que les femmes se retrouvent et se réapproprient une histoire spécifique, la leur, sans aucune interférence masculine dans la parole, l'activité et le pouvoir.

Le caractère à la fois radical et autonome du MLF est perçu dans un premier temps comme une diversion de la lutte des classes, tant par la gauche traditionnelle que par l'extrême gauche d'alors, à trois exceptions près : l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), la Ligue communiste et Révolution!, dont les militantes femmes participent au MLF – certes avec plus ou moins de retard – et animent à partir de 1972 respectivement le Cercle Elisabeth Dimitriev, les Pétroleuses

1. [► De la citoyenneté au dépérissement de l'État].

et Femmes travailleuses en lutte. Ces trois tendances se considèrent comme partie prenante du MLF sur des bases «luttés de classe».

Une tendance féminisme et autogestionnaire dans le MLF

Le Cercle Élisabeth Dimitriev, tendance autogestionnaire du MLF, rend publique sa plate-forme, *Sortir de l'ombre*, au printemps 1972. Le document analyse la situation des femmes en lien avec la crise du capitalisme, dans les domaines du travail, de la sexualité, de la famille, et défend la nécessité d'un mouvement autonome des femmes.

Il s'agit donc de «construire le mouvement autonome des femmes sur des bases autogestionnaires», en lien avec «l'extension des contradictions capitalistes, touchant tous les domaines de la vie sociale: le travail, mais aussi l'École, le cadre de vie, la famille, la justice, etc., qui a donné lieu au formidable mouvement révolutionnaire anti-hiérarchique et anti-autoritaire de Mai 68, mouvement qui a porté la classe ouvrière et la jeunesse vers le pouvoir. Il a aussi porté les femmes à lutter contre leur oppression spécifique, même si le rapport de forces au sein même de la crise révolutionnaire a été en leur défaveur, faute d'avoir pu à temps se constituer en force autonome». Le Cercle Élisabeth Dimitriev affirme que «le mouvement des femmes est profondément autogestionnaire»:

Le mouvement actuel des femmes se joint au large mouvement anticapitaliste sur la base de ses propres aspirations. Le carcan de la condition réelle des femmes craque, ne serait-ce que par la confrontation d'une condition déjà possible en germe dans la société capitaliste pourrie: la contradiction de l'enfermement dès la vocation familiale (maternelle, domestique...) avec la participation à la production et la socialisation d'une série de tâches familiales (soins, éducation des enfants, tâches ménagères, consommation, etc.); la contradiction entre une sexualité mercantile et les moyens techniques et culturels de la réappropriation du corps, etc.

Le mouvement des femmes n'est pas une résurgence des mouvements féminins antérieurs. Son essence n'est pas égalitariste comme tel qu'a pu être le mouvement féminin bourgeois du début du siècle (suffragettes), il ne se situe pas non plus à la remorque du mouvement ouvrier organisé, tel qu'ont pu le faire les organisations féminines liées au mouvement socialiste et communiste dans la période révolutionnaire du début du siècle.

Les aspirations que les femmes ont mises à jour à travers leurs luttes – et à travers les formes mêmes de ces luttes – montrent qu'une nouvelle étape est ouverte dans la lutte des femmes pour leur libération, profondément liée à la nouvelle phase de la lutte de

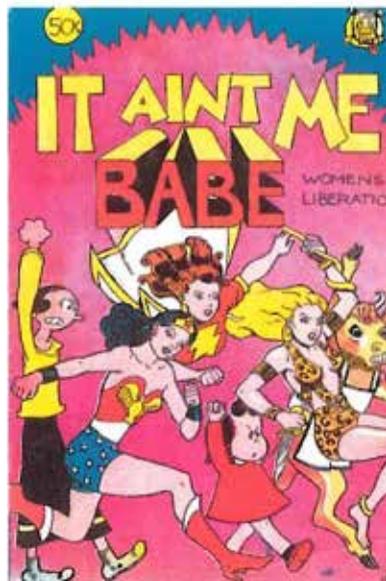
l'humanité pour sa libération: la lutte révolutionnaire pour l'auto-gestion de la société dans tous les domaines [...].

C'est là l'inédit dans le mouvement des femmes: la volonté profonde de prendre en charge leur propre sort, politiquement et organisationnellement. C'est à elles de décider [...]

Dans la grande bataille pour l'avortement qui s'est engagée, il s'agit pour les femmes de la libre disposition de leur corps, de leur droit à la jouissance, le droit au choix de leur maternité: il ne s'agit pas moins que de se réapproprier son corps. Cette lutte, les femmes la mènent en imposant le contrôle sur la méthode abortive, sur ceux qui la pratiquent, remettant en cause la sacro-sainte détention du savoir et les rapports qui en découlent.

Dans d'autres luttes que mènent les femmes concernant d'autres aspects de leur rôle social, elles mettent en cause une division oppressive des tâches et des fonctions et fournissent progressivement des réponses que le capitalisme est incapable de fournir. Depuis le problème de la charge et de l'éducation des enfants, des tâches ménagères, jusqu'à ceux de la consommation, de l'aménagement de l'espace, affleurent des aspirations à une réelle prise en charge collective par les intéressées d'une socialisation des tâches vouées séculièrement au cadre privé de la famille, et aux femmes en particulier, par des formes de lutte préfigurant l'organisation d'une société sans classes, autogestionnaire. Ainsi, les femmes sont les principales protagonistes de la profonde remise en cause qui s'opère concernant l'organisation de la vie sociale, *dans son ensemble*, et sa finalité [...].

L'intérêt aujourd'hui pour les femmes qui luttent pour leur libération de revendiquer ouvertement la référence à l'autogestion, c'est justement de mettre en lumière leur intérêt à la révolution. C'est dire, dans l'autonomie, leur lien avec le mouvement révolutionnaire.



celui qui lutte pour un socialisme basé sur l'autogestion. C'est aider à chasser le vieux mouvement qui ose encore se réclamer de la révolution en ignorant le mouvement des femmes, mais c'est aussi avertir les révolutionnaires qui se veulent autogestionnaires qu'ils ne peuvent y prétendre qu'en comprenant la nécessité du mouvement autonome de libération des femmes (Cercle Elisabeth Dimitriev, 1975).

À la veille de la fusion de l'AMR dans le Parti socialiste unifié (PSU), Corinne Welger revient sur l'expérience du Cercle Elisabeth Dimitriev – dont elle était l'une des principales animatrices – dans *L'Internationale* (n° 71-72, février 1975), «cette émergence de la lutte des femmes à partir de leur oppression spécifique a été alimentée par la maturation d'une série de facteurs, tels l'introduction massive des femmes dans la production, la possibilité de diffusion massive du contrôle sur les maternités, la socialisation de plus en plus tôt des enfants, etc. Toutes ces conditions de la dissolution active d'un certain fonctionnement traditionnel de la famille se heurtent à la perpétuation désespérée de la cellule familiale: les contradictions s'approfondissent entre le vécu et le possible. Elles s'étendent à tous les lieux institutionnels où l'oppression des femmes en tant que sexe permet une surexploitation en tant que travailleuses, scolarisées, consommatrices de produits ou de services sociaux... Composante de la crise généralisée du capitalisme, l'éclatement de ces contradictions constitue les femmes en un mouvement social qui, pour leur libération, ne peuvent qu'inscrire leur lutte dans le projet de destruction de ce système. Le mouvement des femmes pour leur libération traverse une série de terrains, de niveaux différents, du fait de la diversité des lieux de reproduction de leur oppression: l'entreprise, l'école, le quartier, la famille, le couple, etc., d'où la difficulté mais aussi la nécessité de leur regroupement pour leur lutte [...]. Les femmes ont besoin de se constituer en une véritable force d'intervention à part entière, dans l'autonomie, car elles sont les plus à même de définir les objectifs de leur lutte de libération, compte tenu que même les travailleurs qui luttent pour leur libération sont les agents de l'oppression idéologique qu'elles subissent. Il est donc indispensable que se construise un mouvement des femmes pour leur libération, dans l'autonomie car c'est la garantie pour que les objectifs de la libération des femmes enrichissent le projet révolutionnaire d'une nouvelle subjectivité, contre tous les rapports de domination, d'oppression et d'exploitation [...]. Armées des acquis essentiels du MLF (nécessité de l'organisation autonome des femmes et approfondissement de l'analyse de l'oppression des femmes dans notre société), les femmes de l'AMR n'en pensent pas moins que les conditions existent pour que les femmes

s'organisent massivement. Il s'agit donc de faire effectuer une transcroissance au MLF, il faut lui donner une base de masse.»

Corinne Welger rappelle que la bataille pour la transcroissance du MLF en mouvement de masse «ne peut se mener qu'en développant au maximum la pratique autogestionnaire des luttes des femmes, qui correspondent profondément à leurs aspirations: la réappropriation du corps, du pouvoir à tous les niveaux, c'est-à-dire la réorganisation de l'ensemble de la société sur des bases autogestionnaires [...]. Les nouveaux mouvements sociaux qui tendent à l'auto-organisation apportent une nouvelle dimension à la révolution autogestionnaire de notre époque¹.»

La diffusion lente et continue du féminisme

Cependant, dans les années qui suivront l'irruption du MLF, le fossé entre le féminisme radical et les partis de gauche n'empêche pas la diffusion d'une sorte de légitimité des thèmes mis en avant par le féminisme dans la gauche politique et syndicale (égalité des droits, droit à disposer de son corps...). Des «secteurs femmes» et des commissions femmes, mixtes et non mixtes se mettent en place dans l'ensemble des forces politiques et syndicales de la gauche. Pour les courants «luttes de classes» du MLF, il est donc nécessaire d'impulser des groupes femmes non mixtes, dans les entreprises, les universités et les quartiers, dans l'optique de transformer le Mouvement, en mouvement de masse à assise populaire. Dans une interview à *Tribune socialiste*, l'hebdomadaire du PSU (17 mai 1975), Corinne Welger rappelle quelques-uns des objectifs du Cercle Élisabeth Dimitriev :

D'autre part, en nous référant [au MLF] nous proclamons notre volonté de construire un véritable mouvement de libération des femmes, autonome et de masse. Dans l'abîme qui semble encore exister entre l'extension des luttes des femmes et l'impact réduit du MLF, ce n'est pas le désir de se regrouper pour lutter en tant que femmes qui est en cause, mais le manque de fonctionnalité du MLF par rapport à ces luttes.

C'est à l'occasion de la bataille pour le droit à l'avortement que la revendication féministe prend une formidable force subversive. La pratique illégale, «clandestine mais publique», des avortements par le Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC) fait du slogan «On ne revendique pas un juste droit, on le

1. Cette problématique féministe autogestionnaire sera reprise ultérieurement par les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) qui leur consacreront leur 2^e congrès en 1979 («Pour un féminisme autogestionnaire»).

prend», une réalité tangible. La critique-pratique de l'existant institue ainsi une sorte de «double pouvoir partiel» qui fait reculer l'État¹.

Le MLF, au-delà de ses aléas organisationnels, a permis que se développe un des plus formidables mouvements de désobéissance civile que la France ait connu.

Si les deux tendances largement majoritaires du MLF («Psychanalyse et Politique»; «Féministes révolutionnaires») considèrent que la lutte des femmes surdétermine les combats politiques et sociaux, les trois petites tendances liées aux organisations d'extrême gauche citées précédemment disent, elles, la nécessité de lier la lutte des femmes à celle du monde du travail et affirment le caractère indissociable de la libération des femmes et de la révolution socialiste. Un parti pris qui conduit ces trois tendances à créer et développer, surtout à Paris mais aussi et dans une moindre mesure en province, Ces efforts ne permettront cependant pas d'effectuer la jonction entre le mouvement ouvrier et le mouvement autonome des femmes. Pourtant, dans le contexte des années qui suivent Mai 68, le mouvement des femmes, tout en restant extérieur au mouvement ouvrier traditionnel agit sur lui et sur les contenus et les formes des luttes de classes².

Le rôle du MLF aura donc été absolument décisif dans cette diffusion, indépendamment des orientations de telle ou telle de ses tendances.

Le recul des mouvements sociaux sera aussi dans la décennie suivante celui des organisations féministes. Paradoxalement, mais cela s'était déjà produit notamment dans l'entre-deux-guerres, la stagnation – voire le recul des organisations et des mouvements – n'empêche pas la diffusion continue dans la société d'un féminisme très modéré, largement relayé par les médias et par diverses organisations ne se revendiquant pas ouvertement du féminisme. Le magazine *Elle* est particulièrement représentatif d'un féminisme devenu «acceptable», dont l'ambiguïté rappelle celle des épisodes antérieurs de la première partie du 20^e siècle puisque resurgit à travers ce féminisme-là le stéréotype différentialiste d'une nature féminine plus douce, moins attachée au pouvoir, etc. Ce différentialisme apparaît aujourd'hui réactionnaire, ce qu'il n'était pas nécessairement au début du 20^e siècle quand les différentialistes réclamaient l'égalité des droits civils et politiques. Mais, simultanément, les publications et les recherches d'un féminisme plus radical et plus politisé se multiplient, y compris dans le monde universitaire, sur de très nombreux aspects (et en particulier la question du genre), notamment

1. [► Demain est déjà commencé].

2. [► Lip, combat féministe? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières].

dans le monde anglo-saxon. Le féminisme militant fera retour à une échelle significative, comme les mouvements sociaux, à partir du milieu des années 1990.

Nouvelles avancées et résistances

Il n'est pas indifférent d'observer que la remobilisation des femmes donnera le signal du grand mouvement social de l'hiver 1995¹. Le Collectif national pour les droits des femmes devient alors le cadre unitaire permettant aux associations, aux réseaux et aux forces syndicales et politiques d'agir ensemble.

En France, le féminisme chez les forces politiques à gauche s'affirme de manière plus nette. Sans se réclamer de la gauche, les Verts se revendiquent du féminisme dès leur création en 1984 en inscrivant les premiers la parité hommes-femmes stricte dans leurs statuts et leur mode de fonctionnement. Ils ont aussi mis en avant d'autres mesures favorisant la représentation des femmes en politique comme le non-cumul des mandats, la proportionnelle et la nécessité d'un statut des élu-es.

Le vote de la loi instituant la parité hommes-femmes en juin 2000 et son inscription dans la Constitution sont le résultat d'une longue mobilisation menée par les associations et les collectifs féministes et presque toutes les forces de gauche. La parité n'est alors pas conçue comme un but en soi mais comme un objectif transitoire².

Le maintien d'une thématique explicitement féministe au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) puis du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) s'ajoute aux avancées des quinze dernières années: la référence aux droits des femmes et aux acquis du féminisme semble largement partagée. Quant aux Alternatifs – qui ont consacré leur université d'été de 2008 au féminisme –, ils mettent en avant le lien entre féminisme et autogestion.

En même temps que l'offensive néolibérale liée à la globalisation menace les droits des femmes, les résistances s'organisent, y compris à l'échelle internationale, le lien se construisant entre anciennes et nouvelles générations. Le féminisme est ainsi une composante essentielle de l'altermondialisme et une nouvelle et prometteuse jonction

1. [► Autogestion : une question pour le 21^e siècle ?].

2. La réforme du mode de scrutin des collectivités territoriales de 2010 (scrutin uninominal à un tour) sera de ce point de vue, si elle s'applique, un recul de grande ampleur pour la démocratie en général et pour les femmes en particulier puisqu'elle remettra de fait en cause la parité.

s'opère pour la première fois de manière significative dans l'histoire : celle des réseaux féministes du Nord et du Sud de la planète.

Féminisme et autogestion, des luttes au projet alternatif

Le lien entre féminisme et autogestion s'établit d'abord dans les luttes. On le voit, le mouvement féministe s'est organisé et construit dans l'autonomie par rapport au mouvement ouvrier, autonomie d'organisation et de décision, et non, pour les groupes femmes se réclamant de la lutte de classes, ignorance du combat d'ensemble contre le capitalisme.

À l'échelle de la planète, l'état des lieux de la situation faite aux femmes est accablant : esclavage sexuel largement répandu, surexploitation économique, relégation sociale, violence masculine, inégalités et discriminations dans tous les domaines. La mondialisation capitaliste aggrave ces inégalités et ces discriminations et entraîne la remise en cause les acquis de leurs droits. Partout, les rapports sociaux d'exploitation s'articulent avec les rapports sociaux de sexe pour reproduire la double exploitation des femmes qui restent les premières victimes de la pauvreté, de la précarité et du chômage même si cette tendance lourde est dissimulée par l'extension du temps partiel.

Le combat féministe a défini lui-même ses formes d'action et ses revendications. La réappropriation de leur corps, la lutte pour le droit à l'avortement et la contraception ne sont pas des revendications que les femmes peuvent déléguer. Le féminisme est donc autogestionnaire dans son « essence ». On a trop oublié que dans les années 1970, les femmes salariées, recueillant l'héritage des Lip¹, ont mené des luttes très dures (Thionville, Évian, Guidel)² et qu'elles ont dû imposer les commissions féminines et les groupes femmes autonomes dans les syndicats et les partis. Lip n'aurait pu connaître une telle portée sans l'activité et la prise de conscience des femmes de l'entreprise. Cependant, alors même qu'elles participaient à la grève ouvrière la plus avancée du temps, les femmes de Lip ont ressenti la nécessité de se regrouper en tant que femmes pour mener à l'intérieur de la grève autogestionnaire une bataille supplémentaire.

Ceci est vrai aussi pour les objectifs et les perspectives. L'égalité des droits entre hommes et femmes, la parité des pratiques sociales conduisent à une remise en cause générale de la vie sociale, à une prise en charge collective et égalitaire des tâches séculairement vouées au privé (éducation des enfants, tâches ménagères, aménagement de

1. [► Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »].

2. [► Produire, vendre et remplacer le patronat défaillant].

l'espace proche). L'autogestion, comme pratique et comme projet, fait le lien entre les luttes des femmes et le projet d'émancipation sociale et humaine. Inconciliable avec la politique professionnelle et la délégation des pouvoirs, appelant des rapports sociaux égalitaires, le féminisme appelle l'autogestion. Le féminisme porte des valeurs universelles. Alors que déjà Condorcet écrivait à l'époque de la Révolution française : « Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes ; et celui qui vote contre le droit d'un autre, quelle que soit sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré le sien », jusqu'en 1946 le suffrage ne fut qu'à demi universel !

Dans le projet de loi contre les violences faites aux femmes, élaboré par le Collectif national pour les droits des femmes, les femmes ne se définissent pas comme une communauté revendiquant un droit particulier, mais comme revendiquant de bénéficier du droit commun à la sécurité, ce qui implique que soit prise en compte la situation particulière de violence qu'elles subissent comme une situation à dépasser. Ainsi se réalise un universel à contenu concret, un universel non pas confiné aux textes mais défini comme une pratique sociale, qui là encore rencontre l'autogestion dans son exigence de changement de la vie quotidienne.

La crise généralisée des rapports sociaux capitalistes entraîne une dramatique crise du vivre en commun, de la socialisation et de la sociabilité, qui est souvent vécue comme une crise d'autorité. La démocratie de délégation est incapable de résoudre cette crise. De là de très dangereuses tentations à la recherche des solutions régressives – telles que le retour à l'ordre moral – et la poussée des intégrismes, des nationalismes et des sexismes qui nourrissent une forte poussée électorale de l'extrême droite.

L'alternative est la suivante : ou bien la catastrophe anthropologique du chacun pour soi dans un rapport de forces fondé sur la violence sans limite, ou bien la construction de personnalités psychosociales autonomes, non autoritaires, non sexiste, non patriarcales, intériorisant les valeurs de démocratie et d'égalité, une psycho-socialité libérée de l'oppression, de ses terreurs et de ses fantasmes, de sa volonté de domination¹.

De telles personnalités ne peuvent se construire que par la pratique de la démocratie active, définie comme mixte démocratie de représentation et démocratie directe avec primat à la démocratie directe, pratique quotidienne, s'inscrivant dans la perspective d'une société autogérée. L'autogestion présente alors le double aspect de l'autogestion

1. [► Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion].

instituant, intervention active et créative, et de l'autogestion instituée, sous la forme d'institutions provisoires et souples, modifiées selon les besoins de la démocratie (et jamais, précisons-le, sous la forme de l'autogestion institutionnelle où l'autogestion perd son âme au milieu d'un désert de lois sans vie).

Mais cela n'est pas suffisant. Cette pratique autogestionnaire, pour éviter la régression de l'entre-soi et de l'autarcie, doit intégrer les valeurs de l'universalité, le pacifisme, l'antiracisme, l'internationalisme, et tout spécialement le féminisme, sans lequel il ne peut y avoir de vivre en commun digne de l'humanité.

avril 2010

Pour en savoir plus

- Bard, Christine, Christian Baudelot, Janine Mossuz-Lavau (dir.) (2004), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, La Martinière.
- Bernheim, Cathy, Liliane Kandel, Françoise Picq et coll. (coord.) (2009), *Mouvement de libération des femmes*, Paris, Stock.
- Bidet-Mordrel, Annie (coord.) (2001), *Les rapports sociaux de sexe*, Paris, PUF.
- Blöss, Thierry (dir.) (2001), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF.
- Cercle Élisabeth Dimitriev (1972), *Sortir de l'ombre*, Paris.
- Cercle Élisabeth Dimitriev (1976), *Brève histoire du MLF. Pour un féminisme autogestionnaire*, Paris, Savelli.
- Chaperon, Sylvie (2000), *Les années Beauvoir, 1945-1970*, Paris, Fayard.
- Collectif (1970), « Libération des femmes, année zéro », *Partisans*, n° 54-55.
- Comités communistes pour l'autogestion (1979), *Pour un féminisme autogestionnaire*, texte du 2^e congrès, brochure.
- Delphy, Christine (2013), *L'ennemi principal*, 2 t., Paris, Syllepse.
- Duby, Georges et Michelle Perrot (2002), *Histoire des femmes*, Paris, Perrin.
- Gubin, Éliane, Catherine Jacques, Florence Rochefort et coll. (2004), *Le siècle des féminismes*, Paris, L'Atelier/Éditions ouvrières.
- Maruani, Margaret (dir.) (2005), *Femmes, genre et sociétés : L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Picq, Françoise (1993) *Libération des femmes : Les années-mouvement*, Paris, Le Seuil.
- Pisan, Annie et Anne Tristan (1977), *Histoire des MLF*, Paris, Calmann-Lévy.
- La Revue d'en face* (1977-1983), Paris, Savelli et Tierce.
- Riot-Sarcey, Michèle, Eleni Varikas, Christine Planté (dir.) (1993), *Féminisme au présent*, Paris, L'Harmattan.
- Riot-Sarcey, Michèle (2002), *Histoire du féminisme*, Paris, La Découverte.
- Rowbotham, Sheila (1972), *Féminisme et révolution*, Paris, Payot.
- Trat, Josett, Sandrine Bourret, Elsa Dorlin et coll. (2007), *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse.
- Wallach, Scott Joan (1998), *La citoyenne paradoxale : Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel.

Féminisme et autogestion en Bolivie : « Démocratie dans le pays, dans la maison et dans le lit »

Estelle Fisson

«La rue est ma maison colorée sans mari ni patron». À travers ce slogan arboré sous forme de graffiti dans les rues de La Paz, les militantes de Mujeres Creando en Bolivie militent pour réinvestir l'espace public contre l'appropriation de leur corps et de leur force de travail par les représentants du patriarcat. Pour elles, la rue est à la fois l'espace de la lutte, de la manifestation, l'endroit où l'on distribue des journaux et où l'on interpelle mais aussi l'espace où peut émerger un travail d'un nouveau genre, affranchi de l'exploitation patronale ou maritale. En effet, les marchés, *ferias*, mais également stands omniprésents de nourriture sont autant de lieux de vente majoritairement tenus par des femmes, le plus souvent immigrées des campagnes et indigènes. Ils échappent pour l'heure et dans une certaine mesure à l'im-mixtion capitaliste et patriarcale.

Le mouvement féministe Mujeres Creando est défini par ses membres comme un mouvement féministe, anarchiste, autonome et autogéré. L'autonomie est revendiquée par un courant féministe d'Amérique latine qui s'oppose à la tendance à l'institutionnalisation du mouvement féministe depuis les années 1980. La professionnalisation de ce mouvement résulte d'un accroissement des financements internationaux alloués aux mouvements de femmes et induit une restructuration du mouvement et des rapports de pouvoir au sein de celui-ci.

L'autonomie du mouvement féministe est polymorphe et emprunte des chemins très divers. En théorie, elle est organisationnelle, idéologique et financière (Falquet, 2011 : 39-58) et sont tenus à distance tout à la fois les hommes, les syndicats, les partis politiques, les religions, l'État et les organisations internationales. La notion d'autonomie recoupe donc ici largement celle d'autogestion définie comme un double mouvement politique et économique de radicalisation de la démocratie et de reprise en main des activités productives par les travailleurs et les travailleuses. Au sein du mouvement Mujeres Creando, l'autogestion embrasse ces deux dimensions à la fois.

Dans ce contexte, nous nous demanderons quels sont les apports et les limites de l'autogestion dans un mouvement féministe.

« Nous voulons tout le paradis, pas 30% de l'enfer néolibéral¹ » : les enjeux de l'autogestion féministe en Amérique latine

L'institutionnalisation du mouvement dans les années 1980 : une tendance lourde soumise à des critiques

Le constat est unanimement partagé : le mouvement féministe sud-américain, vaste, divers et intimement lié à la transition démocratique sur le continent dans les années 1970 et 1980, connaît un processus d'institutionnalisation et de professionnalisation dans les années 1990. Les mouvements féministes populaires et autonomes cèdent la place aux ONG de femmes, dont seulement certaines sont féministes et qui fonctionnent sur un système salarial. Le mouvement est incorporé dans les États, les gouvernements, les universités et y compris la justice et la police (Fischer, 2005 : 73).

Les effets de cette institutionnalisation ne sont pas uniformes et font l'objet de débats. Deux thèses s'affrontent pour savoir si la cause des femmes est instrumentalisée par les institutions internationales, ou si les femmes peuvent faire montre de résistance féministe tout en développant des stratégies pour s'adapter aux financements. Cette deuxième thèse est celle défendue par Delphine Lacombe qui étudie le contexte de la transition démocratique au Nicaragua (Lacombe, 2013). Néanmoins, si l'institutionnalisation est favorable aux femmes dans certains contextes nationaux, elle pose le problème d'une baisse de la radicalité des luttes. C'est là le cœur de la critique formulée par les féministes autonomes, étudiées par Jules Falquet (2011), dont *Mujeres Creando* est un porte-parole incontournable.

L'ouvrage de Maier et Lebon (2010) pointe un effet pervers de l'institutionnalisation en soulignant la dépolitisation qu'elle provoque. La professionnalisation du féminisme et son financement par les Nations unies influencent le type d'activités et les problèmes soulevés. Herrera souligne le manque de volonté politique de changer les normes sociales de la part des institutions (Maier et Lebon, 1998 : 291). Le « ton neutre et technocratique » du discours institutionnel sur le genre ne remet plus en cause les relations de pouvoir entre hommes et femmes. Il s'agit donc d'une approche post-féministe du genre par des acteurs nouveaux. Un autre danger réside dans la dépendance du mouvement à l'égard des financements : dans les années 2000, les agences internationales se retirent du continent et laissent les ONG ainsi créées sans ressources (Falquet, 2011 ; Fischer, 2005). Enfin, l'institutionnalisation entraîne

1. Les titres entre guillemets reprennent les slogans créés par les femmes du mouvement et peints sur les murs de la ville.

la concurrence entre différents groupes féministes dans la course aux financements et contribue à éloigner le féminisme des classes populaires.

Contre cette tendance à l'institutionnalisation, le mouvement féministe autonome s'affirme au début des années 1990 et notamment lors de la 6^e rencontre féministe LAC (d'Amérique latine et des Caraïbes) au Salvador (Falquet, 2011). Les critiques qu'il déploie à l'encontre du processus de Pékin et de ses carences démocratiques sont acerbes. Le début des années 2000 voit le mouvement féministe s'affaiblir, mais le féminisme autonome renaît de ses cendres notamment sur la base de l'articulation « sexe-race-classe » et de la critique au néolibéralisme (Falquet, 2011). Cette résurgence des autonomes provient souvent de femmes lesbiennes ou racisées. Ainsi, Caldwell (Maier et Lebon, 1998) suit le cheminement de l'engagement de femmes afro-brésiliennes depuis leur présence initiale dans les mouvements noirs, puis au sein de nombreuses organisations politiques et culturelles y compris féministes, avant de s'engager dans un large réseau d'organisations autonomes de féministes noires aujourd'hui. Dans le même temps, des secteurs traditionnellement exclus de la sphère politique traditionnelle s'en emparent durant les années 2000. Stéphanie Rousseau (2011) montre comment les femmes indigènes ont occupé une place centrale dans le processus de changement de constitution en Bolivie, rédigée en 2008 et votée en 2009, en partie grâce à l'histoire de la mobilisation des femmes indigènes dans le pays et à la collaboration entre femmes indigènes et mouvement féministe.

C'est dans ce contexte ambivalent que se développe le mouvement *Mujeres Creando*, mouvement qui souhaite s'autonomiser tant des financements internationaux que des instances traditionnelles du pouvoir.

« Il n'y a rien de plus semblable à un macho de droite qu'un macho de gauche »

Outre l'indépendance vis-à-vis des organisations internationales, un deuxième enjeu de l'autogestion pour les féministes latino-américaines est de créer une réelle autonomie vis-à-vis du pouvoir étatique et des partis politiques. Il s'agit d'inventer une nouvelle manière de faire de la politique, qui ne relègue plus la sphère privée au rang d'« infrapolitique » et les femmes à des tâches d'exécution.

La création de *Mujeres Creando* est une conséquence d'une expérience désabusée de ses fondatrices au sein de l'extrême gauche au début des années 1980. Elles témoignent en effet de l'importance du machisme au sein de ces organisations : « C'était à moitié désastreux. Je te dirais que quand j'ai connu la gauche de l'intérieur, je suis devenue

féministe en deux jours» (Tedesqui Vargas, 2002) Leur critique reprend les éléments de la critique féministe à l'égard de la gauche dans le monde entier, parmi lesquels la division sexuée du travail militant et les violences sexuelles. Les fondatrices du mouvement ont également expérimenté un rejet de la part des organisations de gauche du fait de la singularité de leurs modes d'action : dans une manifestation étudiante, elles auraient été exclues du cortège pour avoir manifesté en chantant, dansant, et jouant du théâtre. Enfin, la volonté des intégrantées de Mujeres Creando de s'autonomiser des partis de gauche a sans doute aussi trait au contexte d'échec de la gauche en Bolivie suite à l'effondrement de l'Union démocratique et populaire en 1985.

La création du mouvement Mujeres Creando est donc une réaction tant à l'expérience déçue du militantisme au sein de l'extrême gauche, qu'à l'échec historique de la gauche en Bolivie à cette période.

Histoire de Mujeres Creando

Le mouvement Mujeres Creando est fondé à La Paz en 1992 par trois femmes : Maria Galindo, Julieta Paredes, et Monica Mendoza. Il est construit autour du couple formé par Maria et Julieta, qui ont toutes les deux émigré en Italie à la fin des années 1980 en raison de ce qu'elles nomment un «exil» politique, familial et sexuel. En 1992, elles créent le centre culturel féministe Carcajada. Cet espace est en majeure partie consacré au travail politique, mais elles y développent également des activités artistiques. Dès la création du mouvement, l'autogestion est au cœur des pratiques militantes.

En 1995, apparaît le bimensuel *Mujer Publica*, lancé par la jeune journaliste Helen Alvarez. C'est la nécessité de vendre ce journal féministe dans les rues qui pousse les militantes à développer un théâtre de rue et des *happenings*. C'est également à cette époque que le mouvement peint ses premiers graffitis sur les murs de la ville.

Malgré la rupture sentimentale et politique entre Maria et Julieta en 2003 (Julieta décidant de quitter le mouvement), Mujeres Creando devient plus important, à la mesure de la reconnaissance internationale de ses productions artistiques et de l'acquisition de financements extérieurs. En 2005, Mujeres Creando ouvre une maison autogérée, surnommée La Vierge des désirs, où se développent de nombreuses activités économiques, sociales et culturelles. On distingue notamment une grande diversité de médias émanant du mouvement, parmi lesquels une radio, un journal et une revue. La maison comporte aussi une garderie,

un bureau d'assistance aux femmes victimes de violence, un restaurant, un café et une librairie¹.

En 2010, le mouvement organise des rencontres féministes qui visent à élargir le mouvement en attirant de nouvelles recrues. C'est ainsi qu'une dizaine de femmes, pour la plupart étudiantes ou jeunes travailleuses, s'ajoutent au mouvement.

En 2012, enfin, le mouvement décide de s'étendre à Santa Cruz, à l'autre bout du pays, et y ouvre une seconde maison: Les Désirs de la Vierge. Depuis 2010, les rencontres féministes se prolongent tous les ans dans les deux villes.

Cette brève chronologie fait immédiatement poindre les ambiguïtés et les limites du caractère autogestionnaire du mouvement.

Autogestion et subversion des rapports sociaux

« Une femme qui s'organise ne repasse plus de chemises »: la subversion des modes de production matérielle

Les membres de Mujeres Creando ont adopté une organisation du travail sous forme de coopérative. Celle-là se déploie à l'intérieur de la grande maison acquise en 2005. La coopérative est créée dans un contexte de chômage important des femmes et d'inégalité salariale très forte en fonction de critères comme le sexe ou la race. Celle-ci regroupe un grand nombre de petites coopératives qui se développent au sein de la maison: le restaurant, la photocopieuse, la garderie, l'hébergement... Pour chaque activité, une partie du gain sert de revenu aux femmes en charge de la coopérative et le reste est reversé au mouvement dans la mesure du possible. Ce fonctionnement permet d'instaurer une solidarité mécanique entre les membres, basée sur la redistribution, la proximité et une forte conscience collective. Chacune des membres prend les décisions qui incombent à son activité.

Ces pratiques sont d'autant plus subversives qu'elles prennent place à l'intérieur d'une grande maison, venant brouiller les frontières entre sphère privée et publique, entre sphère professionnelle et sphère domestique, entre sphère productive et reproductive. On voit dès lors qu'une telle organisation du travail remet en cause le fondement même du libéralisme. Les Mujeres Creando ne sont d'ailleurs pas les seules féministes à se saisir de ce symbole (voir par exemple Miriam Chapiro et Judith Chicago à Los Angeles). Ainsi, dans cet espace les femmes échappent tant au patron qu'au mari, au capitalisme qu'au patriarcat.

1. [► Commune du 17 avril (La)].

Cette analyse rejoint la théorie de Danièle Kergoat (2012) selon laquelle le travail des femmes, du fait qu'il se situe à la frontière entre travail productif et reproductif, est potentiellement subversif. Si elle montre que le collectif est un obstacle important à cette subversion, le mouvement étudié témoigne plutôt du contraire : ce sont les joies du travail collectif qui permettent d'affronter des difficultés économiques importantes et souvent relevées. Les nombreuses activités d'autofinancement s'accompagnent d'une critique constante par l'ensemble des membres des financements externes.

Subversion des modes de production idéelle et des représentations des femmes

La subversion des modes de production matérielle s'accompagne d'une volonté de se réappropriar l'image, le corps et le discours des femmes contre les injonctions racistes et sexistes. La radio est notamment un vecteur de la réappropriation du discours sur soi.

Outre la lutte victorieuse contre l'implantation du concours Miss Univers en Bolivie, Mujeres Creando a organisé deux ateliers sur le plaisir sexuel aux cours des rencontres féministes annuelles. Le premier a eu lieu en 2012. L'affiche de cet atelier représente le corps d'une femme indigène à moitié nu, le jupon soulevé en l'air à l'image de Marilyn Monroe. Ses cheveux se dérobent à moitié des traditionnelles tresses. Cette image vient rompre avec l'idée communément admise que la femme indienne est la négation de la féminité. Elsa Dorlin avait déjà montré que « la reconnaissance de la féminité peut faire l'objet de luttes politique » et « qu'il y a urgence à redéfinir et à revendiquer une "féminité noire" » et à se « réapproprier une féminité monstrueuse, qui a historiquement permis d'exclure les femmes racisées des rares bénéfices sociaux et moraux du rapport de genre » (Dorlin, 2005 : 87-97).

D'autre part, les membres de Mujeres Creando excellent dans la création d'une nouvelle symbolique émancipatrice et au cœur des différentes luttes. Ainsi, elles ont créé la Ekkeka, versant féminisé de l'Ekkeko, cette miniature représentant un chef de famille pourvoyeur de revenus et de richesses, vendue comme porte-bonheur sur les férias. De la même manière, deux membres ont créé une « Banque des femmes » virtuelle pour la fête des miniatures de La Paz. Cette banque inclut des mini-billets de bolivianas, version féminisée de la monnaie bolivienne et représente sur ses billets des femmes indiennes ayant combattu pour le pays ou pour leurs droits. La banque des femmes propose également des emprunts avec des assurances très avantageuses pour les femmes voulant entreprendre et ainsi se libérer des rapports sociaux évoqués plus haut.

Ce symbole est hautement représentatif des actions réalisées par les intégrantes du mouvement, puisqu'un de leur combat le plus célèbre a résidé dans le soutien aux victimes de surendettement par le biais des microcrédits, dénonçant le grand «business de la pauvreté» grâce auquel fructifient les banques.

On voit donc que l'autogestion permet aux femmes à la fois de se libérer de l'exploitation de leur travail par leur mari ou par leur patron, mais aussi de garantir une relative liberté d'expression et d'action.

L'autogestion féministe peut néanmoins s'accompagner de paradoxes concernant les sources de financement et le rapport au pouvoir.

La complexité de la réalité des financements: la multiplicité de financements extérieurs

On peut d'emblée se demander si la forte autonomie vis-à-vis des mouvements sociaux, de la gauche et du gouvernement n'implique pas une dépendance d'autant plus forte à la coopération internationale, pour que le mouvement puisse mener à bien l'ensemble de ses activités. Malgré les très nombreuses critiques faites à la coopération internationale, le mouvement est en partie financé par ce biais.

Pour Maria Galindo, la coopération internationale est un «palliatif pour certains secteurs de la population [qui] cache une fonction de soupape de sécurité d'une situation insupportable et qui peut éclater au visage des usuriers¹». La conséquence qu'elle en tire est, non sans surprise, la suivante: l'argent de la coopération ne doit pas transiter par l'État ou les ONGs, qui n'ont pas intérêt à faire changer l'ordre des choses, mais doit être directement distribué aux mouvements de femmes. C'est l'argumentation qu'elle utilise devant les représentants de la coopération basque. Une manière de mobiliser des ressources «intéressante et nouvelle» selon elle. C'est ainsi que Maria m'a avoué lors d'un entretien avoir obtenu 75% du financement de la maison de cette manière ainsi que de très nombreux autres financements. Pourtant, les membres du mouvement n'assument qu'à moitié cette réalité au cours de mes entretiens avec elles.

On peut se poser la question de savoir quelle est la conséquence des financements internationaux sur le contenu du discours et des œuvres. Le premier ouvrage de Maria Galindo et Julieta Paredes *Et si nous étions un reflet de l'autre? Pour un féminisme non-raciste*, publié en 1992, est financé par la Mission hollandaise en Bolivie. Cette publication s'inscrit

1. Mujeres Creando y Feminismo Autonomo Latinoamericano (sd), *Porque la memoria no es puro cuento* (S. éd. N.1.) (document publié entre 1999 et 2002).

dans un contexte d'instauration d'un État néolibéral par le gouvernement de Garcia Sanchez de Lozada. On peut émettre l'hypothèse qu'un tel financement explique l'absence de critique directe au néolibéralisme et au néocolonialisme dans l'ouvrage, ce dernier se centrant principalement sur la lutte contre le patriarcat.

Cependant, le financement du dernier ouvrage de Maria Galindo, *No se puede descolonizar sin despatriarcalizar*, par Oxfam n'empêche pas la profusion de critiques féroces à l'égard des ONGs en son sein. Cet exemple nous permet de rejoindre l'analyse faite par Amelia Fischer sur le fait que «les institutions de financement ne sont pas égales et n'ont pas les mêmes objectifs, certaines sont plus flexibles que d'autres» (2005 : 74). Ainsi, les conséquences des financements de la coopération internationale sont ambivalentes.

Colonialisme interne, division du travail militant et exercice du pouvoir

Les conséquences des financements externes peuvent être d'un autre ordre. Nous avons vu ci-dessus que l'introduction de financements pouvait instaurer des rapports de pouvoir entre les différents groupes. Tel peut également être le cas à l'intérieur même d'un groupe, les membres étant plus à même de rapporter des financements se voyant octroyer de fait une place plus importante dans le processus de décision.

Les études sur les mouvements féministes ont souvent insisté sur les relations horizontales et amicales entre les membres et l'approfondissement de la démocratie qu'ils rendent possible. Dans ce mouvement, la question du financement ainsi que l'hétérogénéité sociale et raciale des participantes (membres et appuis) sont au principe de rapports de pouvoir au sein du mouvement.

Outre une participation très inégale aux travaux volontaires de la maison que nous avons recensés, nous avons relevé une césure entre production symbolico-artistique et réalisation de tâches concrètes. Au cours des séances de graffitis ou bien lors de la réalisation de performances, nous avons observé en quoi les tâches de création, tâches intellectuelles valorisées socialement, sont réalisées par des femmes blanches, exerçant des professions elles-mêmes intellectuelles et en quoi les tâches d'exécution (couture, sécurité, prévision, gestion) sont la mission de femmes d'origine indigène et de condition plus modeste. De même, le travail domestique d'entretien et de ménage au sein de la maison est fait gratuitement par une femme indigène logée sur place. Enfin, les trois femmes qui travaillent dans le restaurant, métisses et indigènes, endossent le statut d'employées à la différence des membres de la coopérative.

Nous avons noté le rôle des dispositions dans la division du travail. Ainsi, l'accès à l'école, le capital militant acquis à l'université ou dans le syndicat, et bien sûr le rôle des dispositions acquises dans la famille déterminent en grande partie la position occupée dans la division du travail militant. Ainsi, Maria Galindo, la «leader» officieuse du mouvement est-elle la fille d'un politicien, son frère ayant été le bras droit du président Carlos Mesa. Les dispositions contribuent également à rendre compte de l'accès au pouvoir de décision. En dépit de la revendication d'une affiliation au mouvement anarchiste, nous avons observé des rapports de pouvoir verticaux. S'il ressort de mes entretiens avec les membres du mouvement l'idée que les décisions se prendraient naturellement, un relatif manque de transparence sur la gestion du mouvement est également patent. Mes observations ont aussi montré que seul un cercle restreint de membres semble autorisé à prendre des initiatives. Parmi les autres, plusieurs se plaignent de «mauvais traitements».

Le pouvoir est davantage dans les mains des membres ayant plus d'ancienneté dans le mouvement, mais également de celles qui rapportent des financements et enfin de celles dont le milieu socio-économique d'origine est le plus favorisé. Certains témoignages viennent illustrer la thèse d'un «colonialisme interne» au mouvement (Hechter, 1975). Ces témoignages décrivent des humiliations et des sévices qui sont conçus et interprétés comme une continuité des violences infligées aux indigènes par les colons et, par la suite, les phalangistes.

L'autonomie politique marqueur de l'«antagonisme croisé» entre féminisme et indigénisme

Le souhait de créer une large alliance avec des femmes indigènes se heurte de plus à des conceptions différentes de l'autonomie et à un «antagonisme croisé» (Masson, 2009) entre féminisme et indigénisme. L'identification à l'indigénisme est un frein très important à l'adhésion pleine et entière au féminisme de Mujeres Creando et inversement. Sur cette base, il existe donc une relative incompatibilité de ces deux



«identités» ou identifications ainsi qu'une controverse importante à propos de l'autonomie vis-à-vis du gouvernement Morales. Les opportunités politiques ainsi que les trajectoires de vie rendent compte des affiliations privilégiées par les individus. C'est ainsi que Julieta Paredes, d'origine modeste et aymara, choisit de travailler pour le gouvernement au début des années 2000 en raison de l'ouverture considérable du système politique institutionnel à partir de cette date, qui voit pour la première fois arriver au pouvoir un leader contestataire indigène. On voit bien que le choix de l'autogestion dans ce contexte n'est pas sans lien avec le milieu social d'origine et la trajectoire sociale.

Conclusion

En conclusion, l'autogestion est au cœur de la pratique politique des membres du mouvement Mujeres Creando. Ce dernier s'organise autour de la vente du journal, des activités de restauration, hébergement, garderie et encore radio. Au sein de cette coopérative, il en va «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Dans ce mouvement, l'autogestion est à la fois le but principal poursuivi par l'ensemble des membres et aussi la dimension la plus difficile à mettre en place. En effet, les sources d'autofinancement ne sont pas nécessairement suffisantes pour financer l'ensemble des projets. Ainsi, le recours à des financements externes de la coopération internationale ou des banques est de mise malgré un discours véhément contre ces modes de financement.

L'autonomie politique vis-à-vis des partis et du gouvernement traduit quant à elle non seulement une volonté de «radicalisation de la démocratie» mais aussi et surtout la fermeture des espaces étatiques aux membres du mouvement à l'occasion de l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir. Cette fermeture traduit l'idée d'un basculement des rapports de pouvoir entre féminisme et indigénisme (Monasterios, 2007: 33-37) au sein de l'«espace des mouvements sociaux» (Mathieu, 2012: 280). Le mouvement se rabat donc faute de mieux sur les aides de la coopération internationale qu'il dénonce pourtant publiquement. On peut débattre de l'apport de celles-ci dans certains contextes, du fait d'une relative flexibilité de certaines agences de financement.

L'autogestion est donc un phénomène complexe, fortement ancré dans un contexte politique et économique particulier et en proie à des contradictions entre actes et discours¹.

été 2015

1. [► Pourquoi nous réclamons-nous de l'autogestion?].

Source

Version remaniée d'un texte présenté au séminaire de recherche : « Entre reproduction et subversion de la domination. Les ambiguïtés du féminisme autonome de Mujeres Creando », le 6 février 2015 lors de la journée d'études « Féminismes en résistance ».

Pour en savoir plus

- Dorlin, Elsa, (2005) « Dark Care. De la servitude à la sollicitude », dans *Le souci des autres. Éthique et politique du care*, Paris, EHESS.
- Falquet, Jules (2011), « Les "féministes autonomes" latino-américaines et caribéennes : vingt ans de critique de la coopération au développement », *Recherches féministes*, vol. 24, n° 2.
- Fischer, Amelia (2005), « Les chemins complexes de l'autonomie », *Nouvelles Questions Féministes*, « Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes », vol. 24, n° 2.
- Hechter, Michael (1975), *Internal Colonialism; The Celtic Fringe in British National Development 1536-1966*, Berkley/Los Angeles, University of California Press.
- Kergoat, Danièle (2012), *Se battre disent-elles*, Paris, La Dispute.
- Lacombe, Delphine, « Entre survivance des ONG et mise en mouvement : pratiques et débats des féminismes nicaraguayens à l'heure de la globalisation du genre », *Cultures & Conflits*, n° 83, automne 2011.
- Maier, Elizabeth et Nathalie Lebon (2010), *Women's Activism in Latin America and the Caribbean. Engendering Social Justice, Democratizing Citizenship*, New Brunswick/Tijuana, Rutgers University Press/El Colegio de la Frontera Norte.
- Masson, Sabine, (2009) « Genre, race et colonialité en Amérique latine et aux Caraïbes. Une analyse des mouvements indignés et féministes », dans Olivier, Fillieule et Patricia Roux (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Mathieu, Lilian (2012), *L'espace des mouvements sociaux*, Paris, Le Croquant, 2012.
- Monasterios, Karin (2007), « Bolivian Women's Organizations in the MAS Era », *NACLA Report on the Americas*, n° 40 (2).
- Rousseau, Stéphanie (2011), « Indigenous and feminist movements at the constituent assembly in Bolivia. Locating the representation of indigenous women », *Latin American Research Review*, vol. 46, n° 2.
- Tedesqui Vargas, Marcelo (2002), *El Deber.com*, 11 novembre, consulté le 18 avril 2014.

Féminisme-marxiste et économie solidaire

Julie Matthaei

[...] L'engagement radical contre le capitalisme n'était pas mort, il s'était simplement modifié sur le plan politique. Une des causes de cette transformation a été l'évolution du féminisme pratique et théorique, évolution à laquelle les féministes-marxistes ont été activement engagées. [...] Les féministes ont commencé à

dépasser une orientation féministe centrée sur l'identité des femmes pour se tourner vers une activité basée visant à débarrasser notre économie et notre société de toutes les formes d'oppression : patriarcale, raciale, de classe, homophobe, néocoloniale [...], etc.

Ce changement capital est intervenu précisément au moment où, dans le monde entier, les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales ont commencé à se rassembler dans un mouvement de mouvements¹ pour lutter contre la mondialisation néolibérale qui frappait les travailleurs, les femmes, l'environnement et le Sud. Jeremy Brechter, Tim Costello et Brendan Smith (2000) ont baptisé ce processus : « mondialisation par en bas ». Ce mouvement de mouvements, né avec la bataille de Seattle contre l'OMC en 1999, s'est poursuivi à l'occasion d'autres réunions de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI.

En 2001, tous les mouvements – de femmes, de travailleurs, écologistes, LGBTQ, pacifistes, indigènes – se sont rassemblés à nouveau à l'occasion du 1^{er} Forum social mondial avec comme mot d'ordre « Un autre monde est possible », déclenchant une vague de mobilisation locale et générale qui se poursuit aujourd'hui (Fisher et Ponniah, 2003).

Le rejet de toute forme d'exploitation et d'oppression

Vous vous demandez certainement quel est le rapport de tout cela avec les transformations économiques en cours, mais il faut cependant se rendre en compte que nous sommes en réalité sur la voie d'une sorte de socialisme du 21^e siècle, ainsi qu'on l'appelle en Amérique latine². Il faut juste adapter notre regard en cessant de nous focaliser sur les catégories traditionnelles du marxisme. Dans son livre, *The End of Capitalism as We Know It* [La fin du capitalisme tel que nous l'avons connu], paru en 1997, l'économiste géographe féministe J. K. Gibson-Graham a été parmi les premières dans le Nord à souligner que les organismes économiques non capitalistes – dont beaucoup de coopératives basées sur le développement durable et insérées dans les communautés – coexistaient avec les formes capitalistes et qu'en réalité, c'est ainsi depuis des siècles.

Gibson-Graham compare ces économies différentes à la partie immergée d'un iceberg dont les pratiques capitalistes de travail salarié et de production motivées par le profit ne sont que la partie visible. Dans la même veine, dans les années 1990, Luis Razeto au Chili et Jean-Louis

-
1. ► Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation (L)].
 2. ► Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)].

Laville en France ont inventé le terme d'«économie solidaire», pour représenter les pratiques non capitalistes existantes, indigènes pour nombre d'entre elles¹, ainsi que les pratiques nouvellement émergentes qui incarnent des valeurs de solidarité (Matthaei et Allard, 2008)².

Dans les années 1990, l'organisation et la mise en réseau de l'économie solidaire ont commencé à se développer en Amérique latine, en grande partie pour répondre à la dévastation causée par le néolibéralisme. Cette tendance générale prend des formes multiples : résistance paysanne à la prolétarianisation, comme Via Campesina et le Mouvement des sans-terre qui occupent des terrains vacants et les exploitent sous forme de communautés agricoles coopératives ; création de coopératives de travailleurs, certaines par «récupération³» ; organisation économique populaire assurant les besoins élémentaires ; résistance aux avancées des entreprises, en particulier parmi les peuples autochtone ; le Brésil a un ministre de l'économie solidaire ; le gouvernement vénézuélien a pris des mesures pour développer les coopératives appartenant aux travailleurs et pour mettre en place un développement démocratique basé sur les communautés ; le gouvernement équatorien a inscrit dans la Constitution le principe du *Buen Vivir* («bien vivre») ou *Sumak Kawsay*, basé sur des valeurs et pratiques économiques coopératives, durables et autochtones (Matthaei, 2012).

Dans le Nord, les initiatives de l'économie solidaire s'expriment par des tactiques similaires : occupation des maisons, des terres et des usines vacantes (Republic Windows and Doors⁴) et projets de développement coopératifs, tandis que les classes les plus favorisées mettent l'accent sur la responsabilité sociale et l'environnement (commerce équitable, mode de vie économe, entrepreneuriat social, défense des consommateurs...) ⁵. Un objectif essentiel est de remplacer les modèles historiques du colonialisme et du néocolonialisme par des relations économiques égalitaires et d'inverser leurs effets désastreux sur l'environnement. L'organisation de l'économie solidaire est très répandue au Canada et en Europe et a démarré aux États-Unis en 2007 ; il y a ici aux États-Unis une certaine coïncidence avec le mouvement pour une «nouvelle économie⁶».

1. [► Autonomie et construction d'alternatives].

2. [► Travail coopératif].

3. [► Femmes de la Brukman (Les)].

4. [► Chicago : l'autogestion a sa fenêtre].

5. [► Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste].

6. NdE : Ce mouvement peut être décrit comme une tendance souterraine – l'utopisme qui imprègne profondément le mouvement social états-unien – qui a pris de l'ampleur avec la prise de conscience écologiste et des impasses sociales du capitalisme américain tel

Ces diversités résultent de l'absence de définition commune de l'économie solidaire. Cependant, et de manière significative, plutôt que de créer des tensions sans fin et des divisions, comme ce fut le cas avec l'école de la vieille gauche, différentes définitions et expériences de l'économie solidaire sont acceptées et sont ainsi une source de discussion et de fertilisation croisée.

Une telle diversité est possible parce que les pratiques et les organisations de l'économie solidaire incarnent des valeurs partagées, ou du moins des valeurs se recoupant, et il en est de même des militants et des chercheurs-militants du mouvement de l'économie solidaire. En premier lieu, tous partagent l'idée de l'économie solidaire comme rejet de l'économie libérale et, comme le disent les zapatistes, s'il n'y a qu'un seul *non* à l'économie néolibérale, il y a un million de *oui* à l'économie solidaire. En outre, les très diverses institutions et pratiques économiques de l'économie solidaire partagent des valeurs et des objectifs distincts et opposés à ceux qui fondent l'économie capitaliste. Ces valeurs fondamentales sont :

1. La satisfaction des besoins est le but de la vie économique, et celle-ci prime sur les profits et le droit de propriété (une économie au service du peuple). Les organisations et les pratiques de l'économie solidaire naissent souvent pour combler les besoins humains non satisfaits par les institutions capitalistes : les besoins matériels (la terre, la nourriture, le logement, la santé, l'emploi...) et les besoins immatériels (la communauté, le sens, l'éthique, la culture, le respect mutuel...).
2. La solidarité, c'est-à-dire se tenir aux côtés de ses camarades ; la coopération plutôt que la compétitivité ; la communauté plutôt que l'isolement des individus.
3. La justice et l'égalité, y compris le rejet de la hiérarchie, de la domination et des préjugés ; l'objectif de réduction des inégalités économiques et de l'autonomisation des dominés et des marginalisés.
4. La démocratie économique, en particulier la propriété des travailleurs et l'autogestion, à la place de la propriété capitaliste, du contrôle et des ordres¹.

qu'il est. Dans *The Nation*, Gar Alperovitz note qu'il est possible que la diffusion médiatique de l'idée de « nouvelle économie » – quelles que soient ses ambiguïtés –, soit le signe de l'affaiblissement de la pensée économique et sociale dominante. Cette « idée » prend quelques forces matérielles avec les 11 000 entreprises et les 13,6 millions de salariés qui vivent sous le régime de la « coopérative ». [► Utopie aux commandes (L)].

1. [► Pour l'autogestion généralisée].

5. Le développement durable et la régénération de la planète. Le respect de la terre et de toutes les formes de vies; la prise de conscience que l'humanité est une partie de la nature, qu'elle dépend de cette nature et qu'elle en est responsable.

6. La diversité: les différences sont précieuses. «*Tata*» signifiant: «Il y a des milliers de solutions de rechange», au lieu du fameux «*Tina*» de Margaret Thatcher, signifiant «Il n'y a pas d'alternative» (au capitalisme).

Bien que très peu de pratiques et d'institutions de l'économie solidaire incarnent l'ensemble de ces valeurs, toutes incarnent l'une ou plusieurs d'entre elles. En outre, la participation à des réseaux ou à des mouvements économiques de l'économie solidaire facilite l'adhésion à davantage de valeurs et objectifs de l'économie solidaire.

Retour au point de départ: l'économie solidaire comme une économie marxiste-féministe

193

Les six valeurs de l'économie solidaire que je viens d'énumérer sont en harmonie avec les valeurs marxistes et féministes. Les quatre premières: la satisfaction des besoins, la solidarité, la justice et l'égalité et la démocratie économique sont des valeurs marxistes clés. À la première lecture, la seule valeur féministe semble être l'égalité des sexes, comprise dans la valeur de justice et d'égalité. En fait, toutes font partie du discours féministe. La satisfaction des besoins a souvent été mise en avant par les économistes féministes de gauche, comme Julie Nelson (1993) ou Devaki Jain du Groupe de Casablanca (2009: 3), comme le but de la vie économique.

La solidarité – dans le sens de l'entraide mutuelle – est à la fois un slogan syndical et une valeur étroitement liée au féminisme qui valorise de telles activités pour le développement humain, comme l'illustre le travail de Nancy Folbre. La rupture avec les hiérarchies économiques oppressives de tout type, et pas seulement la hiérarchie entre les sexes, est devenue un principe de base de la théorie marxiste-féministe. Enfin, la lutte pour préserver l'environnement a longtemps été préconisée par les écoféministes de gauche telles que Maria Mies et Vandana Shiva.

Cet accord entre les valeurs féministes, marxistes et celles de l'économie solidaire ne sont pas un accident. Il reflète la participation des féministes et de la gauche dans la création d'un environnement social dans lequel les valeurs, pratiques et institutions de l'économie solidaire sont nées, ainsi que leur participation à la théorisation et organisation de l'économie solidaire. [...]

Économistes écologiques, marxistes-féministes et antiracistes! Vous faites un travail important, dans le ventre de la bête! Et, surtout, ne désespérez pas! Oui, une forme impitoyable du capitalisme fait des ravages sur les peuples et sur notre planète, mais une nouvelle économie se développe en réponse. De plus, un mouvement de Forums sociaux et une économie solidaire active se mettent en réseaux avec Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), des protestations populaires multidimensionnelles ont déferlé sur le monde, partant des printemps arabes, du Wisconsin et du mouvement Occupy Wall Street, jusqu'aux récentes vagues de protestations contre l'austérité en Europe et aux protestations aux États-Unis contre les bavures policières racistes. L'Amérique latine est en tête, actuellement, mais des villes et des États américains commencent à expérimenter des politiques d'économie solidaire, tels que le «*domaine éminent*» [expropriation] à Richmond, le développement coopératif à Cleveland et la banque publique.

C'est le bon moment pour être un économiste militant et chacun de nous peut jouer un rôle dans l'émergence d'un nouveau et meilleur système économique.

4 janvier 2015

Traduction : Christine Schmitt-Bavarchi

Source

Union for Radical Political Economics Session, «Thinking about the History of radical economics: Working people and the organization of production», Allied Social Sciences Meetings, Boston.

Pour en savoir plus

Brecht, Jeremy, Tim Costello, Brendan Smit (2000), *Globalization from Below: The Power of Solidarity*, Cambridge, South End Press.

Fisher, William et Thomas Ponniah (2003), *Another World is Possible: Popular Alternatives to Globalization at the World Social Forum*, Londres, Zed Press.

Gibson-Graham, J.K. (1997), *The End of Capitalism as We Know It: A Feminist Critique of Political Economy*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Matthaei, Julie (2012), « Beyond Hegemonic Economic Man: Economic Crisis, Feminist Economics, and the Solidarity Economy », non publié.

Matthaei, Julie et Jenna Allard (2008), « Introduction », dans Jenna Allard, Carl Davidson et Julie Matthaei (éd.), *Solidarity Economy: Building Alternatives for People and Planet. Papers & Reports from the U.S. Social Forum 2007*, Chicago, ChangeMaker.

Nelson, Julie A. (1993), « The study of choice or the study of provisioning: Gender and the definition of economics », dans Marianne Ferber et Julie A. Nelson (éd.), *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*, Chicago, The University of Chicago Press.

Femmes de la Brukman (Les)

À voir

Un film d'Isaac Isitan, Productions Isca, Québec, www.voiretagir.org/FEMMES-DE-LA-BRUKMAN-LES.html.

Genre et autogestion à la Brukman

Natalia Hirtz

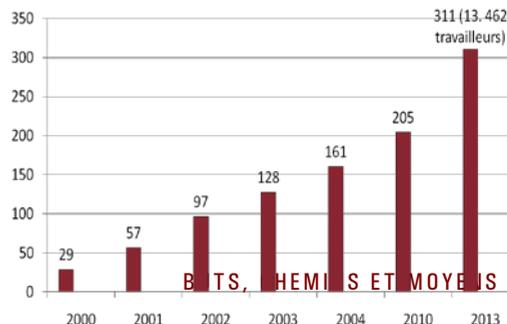
FÉMINISME

195

Depuis la fin des années 1990, l'Argentine connaît une vague de récupérations d'entreprises sans précédent. De nombreuses femmes ont pris une part active dans ces actions, notamment les ouvrières de l'usine textile pour l'habillement Brukman. Par leur combat, leurs formes d'organisation et d'expression, ces femmes ont incarné l'une des luttes les plus emblématiques de l'histoire du début du 21^e siècle en Argentine.

Les premières expériences de récupération d'entreprises ont surgi dans un contexte d'accentuation des luttes sociales lié à une crise économique sans précédent. Licenciements abusifs, chômage massif et précarisation du travail (comme en témoigne la prolifération des emplois informels et du nombre de salariés vivant en dessous du seuil de pauvreté) sont quelques caractéristiques de la condition ouvrière au tournant du 21^e siècle. Face à la fermeture d'une entreprise, la récupération de celle-ci est alors apparue aux travailleurs comme une alternative pour conserver leurs revenus.

Comme le montre le graphique 1 (Ruggeri, 2014), entre 1992 et 2000, vingt-neuf entreprises furent récupérées par les travailleurs. Au départ, il ne s'agissait pas d'une stratégie commune. D'ailleurs, ils ne se reconnaissaient pas encore comme étant des travailleurs d'une entreprise «récupérée» [par les travailleurs] (ERT). Certains d'entre eux avaient formé une coopérative et intégraient des organisations du coopératisme traditionnel. Or, en 2001, lorsque les luttes sociales sont à leur



point culminant, le nombre d'ERT double et les travailleurs forment leurs premières organisations : le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) et la Commission nationale des usines occupées.

En s'identifiant en tant que travailleurs des « entreprises récupérées », ils créent une identité commune et se différencient des autres coopératives. Ils cherchent ainsi à mettre l'accent sur le processus de lutte propre à ce type d'expérience, qui implique l'occupation d'une entreprise préexistante et la relance de la production et de la vente des produits sous le contrôle des travailleurs¹.

Il existe aujourd'hui plus de 300 ERT, ce qui montre non seulement que la plupart des ERT parviennent à survivre malgré les difficultés rencontrées face à la concurrence du marché capitaliste, mais, aussi que de nombreuses nouvelles entreprises sont récupérées chaque année. La récupération des entreprises est ainsi devenue un puissant outil de lutte ouvrière face à la fermeture de ces dernières.

La particularité de ces entreprises argentines réside donc dans leur grand nombre, l'organisation des travailleurs et la création d'une identité propre donnant naissance à un mouvement social particulier. Ainsi, bien qu'il existe dans d'autres pays du monde, des entreprises ayant suivi des processus similaires² ou des unités productives caractérisées par le transfert de la propriété privée d'un entrepreneur vers la propriété et la gestion collective des travailleurs³, ces entreprises ne forment pas un mouvement social spécifique. Dans la plupart des cas elles intègrent des organisations du coopérativisme traditionnel. Le mot « récupération », conçu par les travailleurs argentins afin de désigner leur processus de lutte et d'organisation permet de différencier ces entreprises d'autres expériences où le but principal des acteurs mobilisés porte sur la formation d'une coopérative et où, dans la plupart des cas, les entrepreneurs ne sont pas expropriés. *A contrario*, l'expropriation est l'une des caractéristiques principales des ERT argentines.

Les entreprises récupérées

Les premières récupérations d'entreprises surgissent de manière spontanée lors d'un conflit qui, dans la plupart des cas, commence dans un contexte de crise de l'entreprise, marqué par la diminution et/ou le

1. [► Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)].

2. Comme Vio Me en Grèce, où les ouvriers ont occupé l'usine et lancé la production des produits de nettoyage biologiques. Lire à ce propos : www.viome.org/p/francais.html.

[► Vio.Me commence sa production sous contrôle ouvrier!].

3. Par exemple les sociétés coopératives et participatives (Scop) en France.

non-paiement des salaires, la perte des avantages sociaux, les licenciements et finalement, la fermeture de l'entreprise. Confrontés à cette situation, les travailleurs occupent tout d'abord l'entreprise. Cette occupation ne va cependant pas leur donner accès aux salaires ou à des indemnités. Cette situation les amène dans un second temps à envisager la relance de la production et la vente des marchandises.

Dans le processus de lutte surgissent de nouvelles solidarités entre les travailleurs. Ceux-ci forgent des modes d'organisation plus démocratique consistant à organiser des assemblées générales où tous les travailleurs participent aux discussions et aux prises de décisions. Lorsqu'ils relancent la production, ils tendent à organiser le travail et à gérer l'entreprise avec les outils acquis à travers la lutte. De cette façon, les décisions politiques, juridiques et productives se prennent dans des assemblées générales.

Les hiérarchies sont mises en cause, tant pour la gestion de l'entreprise que pour la redistribution des bénéfices. En effet, dans la plupart des ERT les travailleurs se répartissent les profits selon le temps consacré au travail et non pas selon le type de travail accompli. De la sorte, ils parviennent à rompre avec les différences salariales imposées par des hiérarchies socialement établies entre les diverses formes de travail (manuel/intellectuel, professionnel/qualifié/spécialisé, etc.). C'est en ce sens qu'ils définissent cette forme d'organisation comme «autogestionnaire». Cette autogestion ne répond pas à une définition fixe, mais elle s'inscrit dans une dynamique permanente qui prend forme dans les pratiques et les rapports quotidiens des travailleurs. Ces derniers mettent en avant la notion d'«égalité» pour caractériser l'autogestion. Leur approche du principe d'«égalité» repose sur la participation de tous à la gestion de l'ERT et la distribution des bénéfices selon la quantité d'heures travaillées¹.

Un mouvement hétérogène

Le mouvement des ERT est traversé par différents courants et tendances. En effet, jusqu'en 2002, il n'existe aucune législation prévoyant la récupération des entreprises. Les travailleurs procèdent à l'action directe². Ils n'ont pas d'autorisation pour relancer la production,

1. [► Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion].

2. Les actions sociales peuvent être directes ou indirectes. Les actions indirectes ou conventionnelles sont celles à travers lesquelles les acteurs cherchent à atteindre leurs buts en employant des chemins institutionnels. Par exemple, les grèves ou les mobilisations,

mais ils disposent de la légitimité et du rapport de forces pour le faire. Les tentatives d'expulsions ne parviennent pas à empêcher le développement de ces expériences.

Cependant, ces entreprises ne peuvent pas fonctionner longtemps sans une couverture légale. Face à cette question, les travailleurs développent deux stratégies. La première vise l'expropriation par l'État de l'entreprise et un transfert de propriété aux travailleurs, organisés en coopérative. La seconde a pour objectif l'étatisation des entreprises sous contrôle ouvrier.

La première stratégie a donné naissance au MNER qui a rassemblé la majorité des ERT. La seconde a notamment été défendue par les ouvrières de l'usine textile pour l'habillement Brukman¹ et par les travailleurs de l'entreprise de carrelage Zanón². Ceux-ci furent les initiateurs de la Commission nationale des usines occupées (Commission). Leur revendication fut suivie par peu d'ERT. Pourtant, par leur lutte, leur solidarité, leurs formes d'organisation et d'expression, Zanón et Brukman sont devenus les emblèmes de l'ensemble des ERT en Argentine.

La Commission n'était pas exclusivement composée de travailleurs des ERT. Elle comptait également des étudiants, des travailleurs avec et sans emploi, des groupes politiques et d'autres mouvements sociaux. Il s'agissait donc, d'un réseau intégré par diverses organisations qui visaient à coordonner et à renforcer leurs actions. Ainsi, le but était de formaliser des objectifs précis selon les besoins de la conjoncture lors de chaque rencontre entre les organisations, les travailleurs ou activistes présents. En ce qui concerne les entreprises récupérées, la revendication portant sur la nationalisation impliquait des choix tant politiques qu'économiques. Les travailleurs soutenaient que, devant la

lorsqu'elles se déroulent dans le respect de la loi ou à l'intérieur d'un cadre socialement acceptable, répondent à la logique des actions indirectes. À l'inverse, lorsque les actions se réalisent à l'extérieur des canaux institutionnels, par exemple lorsque des travailleurs occupent une usine, ils rentrent dans le territoire de l'action directe. Les problèmes sont affrontés de manière directe sans l'intermédiaire des normes établies (Rebón et Saavedra, 2006 : 38). Lorsque ceci arrive, les instruments de contrôle et de domination sociale entrent en crise. Il s'agit de formes de révolte contre les normes instituées ou conventionnelles.

1. Cette usine, située dans la ville de Buenos Aires, fut récupérée par 55 personnes en 2001. Actuellement plus de 60 y travaillent, pour la plupart d'entre elles des femmes (80%), raison pour laquelle nous parlerons des ouvrières et non pas des ouvriers.

2. Cette entreprise située à Neuquén a été récupérée par 250 travailleurs en 2001. Actuellement autour de 500 hommes et femmes y travaillent. Ces dernières ne représentent qu'un 16% du personnel.

concurrence du marché capitaliste, les ERT devenues des coopératives autogérées devaient concentrer leurs efforts pour relever cette concurrence au détriment des pratiques solidaires. La nationalisation visait ainsi la sauvegarde des pratiques solidaires et autogestionnaires. [...]

Les ouvrières de Brukman

La place active prise par les femmes de Brukman fut essentielle dans le processus de formation de la Commission nationale des usines occupées. Celle-ci fut la seule organisation des ERT où des femmes ont participé à des instances dirigeantes¹.

Les trajectoires de ces femmes nous permettent tout d'abord de comprendre comment, à travers des processus de lutte, des identités et des rôles socialement construits peuvent être remis en question. Ensuite, elles mettent en lumière les conditions, les impasses et les difficultés qui entravent ces processus de déconstruction sociale.

L'usine textile pour l'habillement Brukman Confecciones fut fondée durant les années 1950 par la famille Brukman. En 1996, cette entreprise, qui emploie jusqu'à 350 travailleuses, connaît des difficultés. Les licenciements deviennent des pratiques permanentes et la direction cesse d'entretenir les machines et de verser les cotisations pour la pension et l'assurance maladie des ouvrières. À la fin de la décennie, l'usine n'emploie plus qu'une centaine de personnes. Ces dernières ne perçoivent plus leurs salaires complets et les retards dans les paiements de ces derniers deviennent la norme.

À cette époque, l'ancienne direction de Brukman commence à payer des parties du salaire à la fin de chaque semaine (ce qu'il désignera comme des *bons*). Le montant des bons varie selon la disponibilité d'argent, mais aussi selon la relation que la travailleuse parvient à établir avec le responsable du secteur. Sergio, ouvrier de Brukman, explique cette stratégie patronale comme suit :

Brukman avait ses gens. Des gens qui étaient bien payés. Parce qu'ils ne payaient pas la même chose à tous. Il y avait des préférences et ainsi ils divisaient les gens. À chaque étage de l'usine, il y avait six ou sept personnes qui percevaient plus de bons [...] et qui pointaient du doigt ceux qui voulaient faire grève. Et celui qui le faisait était mis dehors².

En décembre 2001, Brukman cumule une dette de six mois de salaire envers la plupart des ouvrières. Le mardi 18 décembre, les travailleuses

1. [► Femmes de la Brukman (Les)].

2. Entretien avec Sergio, travailleur de Brukman, mars 2007.

entement une grève sur le tas¹. Devant cette situation, les membres de la direction quittent l'usine en arguant qu'ils reviendraient avec «un peu d'argent». Les ouvrières ont attendu, la nuit est tombée, et aucun responsable de l'entreprise n'est réapparu. Vingt et une ouvrières décident alors de passer la nuit dans l'usine «en attendant que Brukman revienne avec l'argent». Ce fut le premier jour où les ouvrières sont entrées en confrontation avec l'entreprise, car jusque-là, elles avaient évité le conflit tout en espérant une récupération économique de l'usine et la normalisation de leur situation salariale. Celia Martínez, ouvrière de Brukman, explique cette situation :

Jusqu'à ce moment, il n'y avait eu aucun type de lutte. Je crois que c'est pour ça que tout a été plus fort et plus décisif. Parce que tout le monde était vraiment en colère face au manque de paiement, que beaucoup de gens avaient été délogés de leur maison parce qu'ils n'avaient pas d'argent pour payer les loyers [...]. Beaucoup de gens avaient l'espoir que l'usine se relève et que tout soit réglé, mais il s'est passé deux ans et rien ne s'améliorait. La majorité était des femmes âgées [...] elles ont plus de 60 ans [...]. Jusqu'à ce moment, nous n'avions jamais fait une grève².

La révolte par la fenêtre

Le 19 décembre, les gérants arrivent à l'usine, mais les travailleuses leur interdisent l'entrée en expliquant qu'elles sont «en grève et qu'ils ne pourront rentrer qu'une fois que leurs salaires seront payés». Les seuls à pouvoir réintégrer l'usine sont les ouvrières «qui s'engagent à participer à la lutte³».

Cette occupation prend place dans un contexte de forte ébullition sociale et politique. En effet, le 19 décembre 2001, le président de la Nation, Fernando de la Rúa, décrète l'état de siège. Dans ce pays, la dernière dictature militaire (qui a fait plus de 30 000 victimes entre 1976 et 1983) a été fortement condamnée par une population qui s'est forgé une forte conscience politique quant à l'importance de la démocratie. La déclaration de l'état de siège a donc pour conséquence la mobilisation spontanée de milliers de personnes. Les 19 et le 20 décembre 2001, sont marqués par d'importants combats de rue ayant comme slogans principaux : «À bas l'état de siège!» et «Qu'ils s'en aillent tous!». En

1. Une grève sur le tas désigne une grève durant laquelle les travailleurs ou les travailleuses occupent l'usine.

2. Entretien avec Celia Martínez, ouvrière de Brukman, septembre, 2007.

3. Entretien avec Leo, ouvrière de Brukman, septembre, 2007.

réaction, le gouvernement ordonne une répression qui provoque plus de 35 morts en deux jours. Le 20 décembre, De la Rúa est finalement poussé à la démission.

Les ouvrières de Brukman regardent ces manifestations depuis les fenêtres de l'usine. Malgré l'effroi provoqué par la déclaration de l'état de siège, elles décident de rester dans l'entreprise, mais elles retirent la pancarte qu'elles avaient installée devant la porte indiquant «*usine en grève*». Ainsi, les 19 et 20 décembre, ces travailleuses sont en train de vivre leur première grève avec occupation, en regardant les événements de protestation populaire derrière leurs fenêtres. Leo explique :

La deuxième nuit, le 19 décembre, lorsqu'ils annoncent l'état de siège, nous disons : «Retirons les drapeaux, retirons tout !» La plupart d'entre nous voulaient rentrer chez elles. Et une compagne s'est levée et a dit : «Pourquoi nous devrions partir ? On va se battre ou pas ?» Et elle a fermé la porte avec des cadenas. Le lendemain, la nuit où De la Rúa a dû partir en hélicoptère, nous nous sommes rendu compte que nous avions vécu dans notre propre monde, dans une nébuleuse dans laquelle nous étions par notre propre nécessité et non par les nécessités du peuple. Nous vivions notre propre conflit, mais nous ne savions pas ce qui se passait dehors¹.

Malgré leurs craintes, les ouvrières maintiennent l'occupation et entament des procédures judiciaires auprès du ministère du travail. Les frères Brukman sont appelés à comparaître, mais ils ne se rendent pas aux audiences. Le Ministère constate l'abandon de l'entreprise par ses propriétaires, ce qui, dans un premier temps, protège les ouvrières contre de possibles expulsions. Entre-temps, un client se présente à l'usine et exige des travailleuses de lui livrer les tailleurs qui avaient été commandés avant l'occupation². Les ouvrières se réunissent en assemblée et décident de finir le travail et de livrer la commande. Il s'agit de leur première vente «sans patrons».

Suite au constat juridique de l'abandon de l'usine par les propriétaires, à la réalisation d'une vente «sans patrons» et face aux nécessités matérielles des travailleuses, le 15 janvier 2002, elles décident unanimement en assemblée de lancer la production et la vente des vêtements.

1. Entretien avec Leo, ouvrière de Brukman, septembre, 2007.

2. Brukman vendait des costumes avec sa propre marque, mais elle produisait aussi pour d'autres marques comme «Christian Dior, Cacharel, Alain Delon [...]». Les costumes sortaient d'ici avec l'étiquette *Made in Angleterre* et c'était fait ici » (entretien avec Sergio, mars 2007).

Ce choix se révélera crucial pour ces ouvrières qui doivent dès lors dépasser des valeurs fortement ancrées dans leurs subjectivités¹ (comme le respect de la propriété privée et de la légalité) et qui, de plus, se trouvent devant l'adversité de leur syndicat. En effet, la section syndicale des ouvriers de l'habillement de la ville de Buenos Aires (appartenant à la Confédération générale du travail²) ne soutient pas ce combat. Yuri, le seul délégué qui participe à l'occupation, est exclu du syndicat.

Dans ce contexte de crise politique, la direction syndicale donne la priorité à la préservation de l'organisation sur les conflits sociaux. La plupart des directions des sections syndicales conçoivent en effet la récupération des entreprises comme des combats utopiques et promeuvent l'arrêt des occupations afin de laisser la place à des procédures légales visant à réclamer le remboursement des salaires non payés³. Or, ces entreprises sont en faillite, raison pour laquelle les dettes salariales ne seront jamais remboursées.

Les ouvrières de Brukman prennent ainsi le chemin qui va de l'avant, c'est-à-dire, celui de l'utopie. Cette utopie qui, comme nous le rappelait Eduardo Galeano, «est à l'horizon. Je fais deux pas en avant, elle s'éloigne de deux pas. Je fais dix pas de plus, elle s'éloigne de dix pas.

1. La subjectivité est entendue ici comme le moyen par lequel les hommes et les femmes pensent leurs conditions d'existence. Ces subjectivités individuelles sont, en réalité, des constructions sociales, c'est-à-dire qu'il s'agit des conditions historico-politiques et non pas du résultat d'une essence humaine individuelle. Elles incarnent un système de croyances, des traditions, des valeurs et des idées fortement ancrées dans la société et transmises depuis l'enfance (par le biais des institutions comme l'école, la famille, la justice...). Ces traditions ne sont évidemment pas fixes. Les sociétés sont en mouvement permanent. Ainsi, la subjectivité incarne tout autant des traditions héritées du passé comme des expériences vécues par les agents. C'est donc à travers leurs expériences, leurs relations et les traditions que les acteurs se forment et sont formés.

2. En Argentine, le syndicat est organisé dans le cadre d'une structure fondée sur la branche d'activité et le syndicat unique. Au niveau plus élevé, seule la CGT est reconnue. Les travailleurs sont libres de créer des syndicats au niveau du secteur industriel, de la branche d'activité ou de l'entreprise. Deux syndicats ou plus peuvent constituer une fédération et au moins deux fédérations constituent une confédération. Mais, dans la pratique, la structure est fondée sur le syndicat unique, étant donné qu'un syndicat qui est simplement inscrit ne jouit pas des droits de représentation collective.

3. Il faut souligner que certaines sections syndicales encouragent les récupérations des entreprises. Il s'agit notamment de l'Union des ouvriers de la métallurgie de Quilmes; du Syndicat des ouvriers et des employés céramistes de Neuquén; et de l'Association des employés du commerce de Rosario. Enfin, la Centrale des travailleurs d'Argentine (CTA) (centrale syndicale sans personnalité juridique) soutient également ces luttes.

Aussi loin que je puisse marcher, je ne l'atteindrai jamais. À quoi sert l'utopie? À cela: elle sert à avancer».

Pourtant, lorsque les ouvrières décident de lancer la production et la vente de marchandises, elles ne font pas vraiment un choix politique, mais pragmatique. Celia explique la situation qui les a amenées à rouvrir les portes de l'entreprise :

On a ouvert les portes du magasin et on a commencé à vendre parce que c'était devenu une situation insupportable. Parce qu'on ne pouvait même pas rentrer à la maison, car on n'avait pas d'argent pour payer le transport¹.

La démocratie économique, creuset de la démocratie politique

La réouverture de l'usine est fortement encouragée par des militants qui, devant l'occupation, entrent en contact avec les ouvrières. En effet, dans un contexte de forte ébullition sociale et politique, des voisins, des assemblées de quartier², des étudiants, des partis politiques de gauche et des mouvements sociaux vont apporter un soutien économique, logistique et moral crucial aux ouvrières.

Les organisations sociales et politiques encouragent les ouvrières à s'organiser et à étendre leur lutte à l'extérieur de l'usine afin d'obtenir un maximum de soutien et d'accroître leur rapport de force face aux propriétaires. Ils sensibilisent également les travailleuses à des stratégies et des outils d'organisation en promouvant l'autogestion. À travers leur rencontre avec ces militants, les travailleuses donnent progressivement des orientations politiques, économiques et juridiques à leur combat. Brukman devient un lieu de rencontre et de discussions entre travailleurs, militants, étudiants et assemblées de quartier.

Progressivement, les ouvrières commencent à occuper une place centrale dans les conflits qui traverseront le pays durant toute l'année 2002. Ainsi, le 8 mars, elles occupent l'avenue Jujuy (axe de circulation très important de la ville, où se situe l'usine) en hommage à la lutte internationale des femmes. Si au départ, cette initiative fut lancée par le groupe féministe et trotskiste «Pan y Rosa», ce furent finalement les

1. Entretien avec Celia Martinez, ouvrière de Brukman, septembre, 2007.

2. Dès le 22 décembre, des assemblées de quartier se multiplient dans la ville de Buenos Aires. La plupart d'entre elles réunissent entre 50 et 100 personnes. Il s'agit d'espaces où se retrouvent des voisins, mais également beaucoup de militants sociaux et politiques. Ils se réapproprient des espaces publics (rues, places ou parcs) pour faire des assemblées où ils discutent de la situation politique du pays ou du quartier afin de coordonner des actions.

ouvrières de Brukman, qui, en se réappropriant certaines revendications féministes, ont dirigé l'organisation de cet événement.

Une semaine plus tard, elles participent à une manifestation massive sous le slogan « Du pain, du travail et qu'ils s'en aillent tous ! ». Le lendemain de la manifestation, les ouvrières de Brukman sont expulsées de l'usine. Immédiatement, des voisins et des militants réagissent aux appels d'urgence. Des casseroles commencent à sonner dans le quartier et un cordon de 200 personnes entoure l'entreprise et coupe l'avenue Jujuy. Débordées par l'événement, les autorités doivent céder. La police reçoit l'ordre de quitter le lieu et les ouvrières reprennent l'usine. La réussite de cette action encourage les ouvrières à renforcer les liens de solidarité avec d'autres acteurs.

Formation de la Commission nationale des usines occupées

204

Au même moment, à Neuquén, les travailleurs de Zanón occupent leur usine. Ils vendent leur stock de production depuis novembre et commencent à discuter de la possibilité de relancer la production. Les alternatives présentées par le MNER (formé quatre mois plutôt) ne convainquent pas les travailleurs de Zanón ni de Brukman. En effet, la stratégie proposée par cette organisation consiste à former une coopérative. Or, pour ces ouvriers et ces ouvrières, devenir des travailleurs associés dans une coopérative, supposait devoir assumer « des rôles et des responsabilités patronales ». Refusant cette alternative, les travailleurs de Zanón et de Brukman formuleront une stratégie différente : l'étatisation sous contrôle ouvrier de l'usine¹. Cette revendication impliquait une responsabilisation économique de l'État et un contrôle par les ouvriers « afin de garantir la production de biens selon les besoins sociaux et non pas selon les intérêts des propriétaires du capital² ».

Le 13 avril 2002, les travailleurs de Zanón et Brukman convoquent une rencontre nationale des « entreprises occupées, travailleurs en lutte et activistes combattifs ». Le rassemblement vise l'unification des diverses luttes à travers « des coordinations ou des assemblées [...] des travailleurs avec et sans emploi, du secteur public et privé³ ». Une dizaine d'ERT participent à la rencontre et commencent à s'organiser créant ainsi la Commission nationale des usines occupées laquelle ne sera pas

1. [► Nationalisation, autogestion et droit de propriété].

2. Discours de Raúl Godoy, travailleur du Zanón et dirigeant du Syndicat des ouvriers et des employés céramistes de Neuquén (SOECN). Deuxième rencontre des usines occupées, 7 septembre 2002.

3. Lettre de convocation à la rencontre nationale.

exclusivement intégrée par des travailleurs des ERT. En effet, plusieurs organisations sociales et politiques y participeront activement dont, notamment, les Mères de la place de Mai¹, le Parti des travailleurs socialistes (PTS)², l'organisation féministe liée à ce parti «Pan y Rosas», le Mouvement des travailleurs sans emploi de Neuquén (MTD-Neuquén) et le Syndicat des ouvriers et des employés céramistes de Neuquén (SOECN). Ils créent le périodique *Nuestra Lucha. Desde las Bases*, afin que «chaque ouvrier avec ou sans emploi puisse raconter ses expériences et contribuer ainsi à la lutte de tous» (*Nuestra Lucha. Desde las bases*, mai 2002). La Commission n'a pas une structure rigide. Il s'agit d'un réseau visant à coordonner les revendications et les actions des diverses organisations sociales et politiques.

Ainsi, en très peu de temps, des ouvrières qui n'avaient pas d'expérience politique ou syndicale se trouvent propulsées au centre de ce nouvel espace de lutte. Mais leur condition féminine conditionne fortement leur investissement.

Les « Brukmanes » et le patriarcat

Qui sont les « Brukmanes » ? Lorsqu'on leur pose cette question, on comprend vite qu'une partie importante de ces femmes sont devenues des ouvrières durant les années 1990. Elles sont entrées sur le marché du travail afin d'assurer les rentrées économiques nécessaires au ménage, dans un contexte de crise économique, de précarisation et de flexibilisation du travail. Jusque-là, elles étaient des « femmes au foyer ».

Pour beaucoup de ces femmes, cette situation a provoqué des transformations significatives dans leurs relations familiales. Leur nouveau statut salarial n'a toutefois pas transformé leur condition au sein du foyer. Pour la plupart d'entre elles, la division sexuelle du travail était un fait « naturel ». La capacité exclusive des femmes à enfanter et à allaiter justifiait l'importance de leur rôle maternel et expliquait ainsi leur place « naturelle » à la maison.

On l'aura compris : ces femmes n'ont pas vraiment choisi leur intégration dans le monde salarial. Cette intégration fut déterminée par la conjoncture économique du moment en Argentine. Partageant alors, un sentiment de culpabilité dû à l'« abandon » de leur foyer, elles ont dû apprendre à concilier leur travail salarié avec leurs tâches domestiques et maternelles.

1. Association des mères des victimes de la dictature militaire qui a eu lieu durant les années 1976-1983.

2. Parti trotskiste appartenant au courant moréniste, fondé en 1988.

À cet égard, l'engagement des ouvrières dans la lutte pour la récupération de leur usine produira de fortes tensions au sein de leurs cellules familiales. L'occupation de l'usine ainsi que leur investissement dans une mobilisation qui deviendra de plus en plus intense, implique des absences prolongées du foyer et crée un profond malaise concernant leur rôle de «mère» et d'«épouse». En outre, beaucoup d'ouvrières sont confrontées à l'incompréhension des membres de leurs familles pour qui leur place n'est pas à l'«usine», mais dans leurs «foyers». Cette situation sera beaucoup moins problématique pour les hommes. C'est ce que nous observons lorsqu'on compare le rôle joué par les familles des ouvriers masculins de Zanón et celles des ouvrières de Brukman dans la lutte pour la récupération des deux entreprises.

Zanón est majoritairement composée d'hommes. Lorsque ceux-ci ont occupé l'usine et ont relancé la production, certaines compagnes d'ouvriers ont formé un comité de soutien dénommé «commission des femmes». Il semblerait donc que le rôle socialement construit du «père de famille», consistant à être le fournisseur des moyens de subsistance, favorise la solidarité des membres de la famille (et plus précisément des femmes) lorsque celui-ci participe à la récupération de son entreprise. C'est moins évident lorsque ce sont des ouvrières. En effet, beaucoup des femmes de Brukman (comme de Zanón) doivent faire face à l'incompréhension de leur famille et de leur mari, dont certains soupçonnent leurs compagnes d'entretenir une relation extraconjugale (Quijoux, 2011). De plus, elles doivent se débrouiller pour conjuguer maternité, tâches domestiques, investissement dans la lutte et activité productive¹.

Dans de telles circonstances, beaucoup d'ouvrières vont amener leurs enfants à l'usine ou aux manifestations. Si pour certains maris, la présence des enfants servait à apaiser leurs soupçons quant à la fidélité de «leurs femmes», pour d'autres, cette situation renforçait leur incompréhension quant à la responsabilité de leurs épouses en tant que «mère». Ils leur reprochaient de mettre en danger la vie ou le bien-être psychologique de leurs enfants.

Toutes les ouvrières de Brukman ne se trouvent pas dans cette situation. Certaines femmes sont encouragées et soutenues par leurs époux². D'autres ouvrières parviendront à faire comprendre l'importance de leur engagement à leurs compagnons grâce au développement de la lutte et

1. [► Lip, combat féministe? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières].

2. Même si à l'égard du soutien apporté par la «commission des femmes de Zanón» cet appui restera très maigre.

à sa visibilité médiatique. Cette sensibilisation des hommes va provoquer chez certains un changement de comportement. Ils commencent alors à prendre en charge «certaines» tâches domestiques. Cependant, ces «aides» ne libèrent pas tout à fait les femmes des activités ménagères, ce qui limite le temps et l'énergie qu'elles pourront consacrer à la lutte.

Les ouvrières qui n'ont pas d'enfants ou celles dont ceux-ci sont proches de l'âge adulte, se retrouvent plus à même de s'investir dans la lutte. C'est le cas de Celia Martínez. Étant donné l'âge avancé de ses enfants, elle profite d'un capital temps pour s'investir dans la récupération de l'usine et devient l'une des principales porte-parole de Brukman et de la Commission nationale des usines occupées.

Le parcours d'une combattante

Celia Martínez s'est mariée à l'âge de 15 ans. Elle s'est occupé de l'éducation de ses quatre enfants jusqu'à ses 40 ans, moment où elle a commencé à travailler à domicile pour Brukman. Elle percevait un salaire aux pièces, ce qui l'obligeait à intensifier les cadences de travail. Quelques années plus tard, Brukman lui proposa de travailler à la fabrique, ce que son mari finit par accepter tout en soulignant «Bon, ça va. Mais n'en prends pas l'habitude!».

Comme pour beaucoup de femmes, le travail qualifié de Celia prolonge une tâche domestique apprise depuis son enfance, lors de sa formation de femme¹. Sa participation à l'occupation, les rencontres avec des organisations sociales et politiques et la récupération de l'usine ont engendré des transformations profondes. En peu de temps, Celia va remettre en question tant les rapports de classe que les rapports sociaux de sexe, qui l'ont formée en tant qu'«ouvrière, mère et épouse exemplaire». Ainsi au cours de notre entretien, elle nous explique :

Le premier jour [d'occupation de l'usine], je téléphonais à mon mari et je lui disais : «Je vais rentrer plus tard que prévu parce que les patrons sont partis et on attend qu'ils viennent nous payer. Mais tu sais qu'ils parlent bizarrement [certains collègues qui sont dans l'occupation], je crois qu'ils sont communistes.» [...] Mon mari est péroniste. Il m'amenait par la main pour aller voter et puis il me ramenait par la main à la maison. Il me disait pour qui je devais voter.

1. Nous faisons référence au processus de *formation de femme* développée par Simone de Beauvoir, consistant à postuler que les filles sont formées, depuis leurs enfances, pour devenir des «femmes» caractérisées par la passivité, l'exaltation de la féminité et du rôle maternel. La «passivité qui caractérisera essentiellement la femme "féminine"» est ainsi «un destin qui lui est imposé par ses éducateurs et par la société» (de Beauvoir, 1976 : 28).

Et maintenant c'est moi qui lui apporte le bulletin et lui dis ce qu'il doit voter. Et il vote¹ !

Une nouvelle division sociale du travail

La trajectoire de Celia illustre bien les bouleversements subjectifs favorisés par un processus de lutte qui se passe dans un contexte national hautement conflictuel où les institutions du pouvoir et les relations sociales traditionnelles sont contestées. Il faut cependant souligner que ces transformations sont des processus longs, non linéaires et par conséquent elles n'impliquent pas des ruptures soudaines avec des valeurs et des identités héritées du passé et intériorisées tout au long d'une vie².

La plupart des ouvrières de Brukman ont plus de quarante ans. Leur expérience de lutte intervient de manière relativement tardive dans leurs parcours de vie et produit des implications diverses. Si une quinzaine d'ouvrières s'investissent fortement dans la lutte, la plupart se concentrent sur les activités de production et délèguent les questions politiques de l'usine à leurs collègues. Comme le signale Maxime Quijoux :

Il s'effectue par conséquent une nouvelle division sociale du travail à l'intérieur de l'usine entre, d'un côté, porte-parole rompus aux tâches politiques, et de l'autre, ouvrières mandantes autoreléguées à la production (Quijoux, 2011 : 147).

Dans un premier temps, cette division semble convenir à toutes étant donné la notoriété médiatique que connaissent leurs porte-parole et les solidarités qu'elles parviennent à construire grâce à la radicalité de leurs revendications, à la diversité et à l'originalité des formes d'actions développées. Mais *a posteriori*, la délégation des responsabilités politiques vers un groupe restreint d'ouvrières deviendra un des obstacles principaux à la lutte.

Une deuxième expulsion ratée

Le 24 novembre 2002, un commando du Groupe spécial d'opérations (unité d'élite de la police nationale) procède à l'évacuation de Brukman. Les ouvrières sont amenées au commissariat et libérées six heures plus tard. Durant l'opération, la rue est bloquée par des dizaines de véhicules de sécurité et d'autopompes. Encore une fois des centaines

1. Entretien avec Celia Martinez, ouvrière de Brukman, décembre 2010.

2. [► Féminisme et autogestion en Bolivie : « Démocratie dans le pays, dans la maison et dans le lit »].

de manifestants protestèrent devant Brukman. Avant midi, les «forces de l'ordre» partent et les ouvrières réoccupèrent l'usine.

Ce nouveau succès va radicaliser leurs revendications. Elles refusent de négocier toute proposition qui ne poursuit pas l'objectif d'une nationalisation sous contrôle ouvrier de l'entreprise. Elles sont ainsi désignées par certains médias et personnalités politiques comme des «intransigeantes».

Or, cette intransigeance n'est plus tolérée par le gouvernement intérimaire qui jette les bases d'une gouvernance fondée sur le «dialogue social» concernant non seulement les syndicats et les entrepreneurs, mais aussi les mouvements sociaux. Cette gouvernance impliquera la prise en considération des demandes portées par les acteurs mobilisés, mais les négociations seront clôturées selon les conditions imposées par l'État.

Le « Dialogue argentin »

Sous l'initiative de la Conférence épiscopale argentine et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le gouvernement intérimaire, présidé par Eduardo Duhalde, convoque les organisations civiles, syndicales et patronales, à un processus de dialogue, connu sous le nom de «Dialogue argentin». Le 15 janvier 2002, Duhalde en appelle au dialogue social en déclarant :

Je veux être un travailleur parmi d'autres dans cette convergence qui réunit les principales forces politiques, patronales, syndicales et sociales pour faire face à l'effondrement qui nous mène vers l'anarchie et les violences fratricides [...]. Participons de manière constructive, avec la volonté de surmonter la crise de cette Nation à laquelle nous ont conduits des inaptes et des corrompus¹.

Les deux centrales syndicales (la CGT et CTA) et certaines organisations sociales acceptent de participer à ce dialogue aux côtés de l'Union des entrepreneurs, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, des représentants des Nations unies ainsi que des ambassadeurs des États-Unis et des pays européens (parmi d'autres représentants des élites économiques et gouvernementales de la scène nationale et internationale).

Le processus politique entamé sera fortement marqué par des stratégies politiques alternant répression et dialogue. Des mécanismes de répression divers (policiers et judiciaires) seront alors déployés de manière sélective vis-à-vis des «intransigeants».

1. *Clarín*, 15 janvier 2002.

Expulsion des ouvrières de Brukman et changement conjoncturel

Entre décembre 2001 et avril 2003, les travailleuses de Brukman ont dû affronter trois expulsions. Bien que les premières fois, elles aient pu récupérer le bâtiment, la dernière expulsion fut décisive.

Le 18 avril 2003, quelque 300 policiers procèdent à l'expulsion des ouvrières. Cet épisode est marqué par le déploiement d'un impressionnant dispositif policier afin d'empêcher de nouvelles tentatives de réoccupation de l'entreprise. Les manifestations sont fortement réprimées. Le 21 avril, environ 7 000 manifestants tentent de réoccuper l'usine. La réponse policière est brutale, laissant plusieurs blessés (certains par balle) et provoquant des centaines d'arrestations. Une dizaine de personnes furent poursuivies en justice dont quatre ouvrières de Brukman.

Quelques jours plus tard, 20 000 personnes manifestent leur soutien aux travailleuses. Malgré cette mobilisation, les ouvrières ne parviennent pas à récupérer l'usine. Elles décident alors de délocaliser la lutte en campant nuit et jour devant le Parlement. Mais le temps passe et les ouvrières commencent à perdre tout espoir. Elles se trouvent face à la situation qu'elles redoutaient le plus : être « à la rue et sans rémunération ».

Les possibilités d'obtenir un nouvel emploi pour ces ouvrières âgées dans un secteur en crise sont quasiment inexistantes. Bien que le fonds de grève constitué par la Commission nationale des usines occupées permette de compenser certains besoins de première nécessité, il n'est pas suffisant pour subvenir aux besoins des ouvrières sur le long terme¹.

De plus, le conflit entre dans une nouvelle conjoncture beaucoup moins favorable. Durant l'année 2003, alors que la répression s'accroît, les mouvements sociaux commencent à souffrir de divisions internes, accentuées par le processus électoral. En effet, les nouvelles élections représentent, aux yeux de certains militants sociaux et politiques, la possibilité d'une ouverture politique vers les mouvements sociaux.

Retour à l'usine

Après six mois de campement, les ouvrières finissent par accepter les conditions imposées par le gouvernement afin d'obtenir l'expropriation de l'entreprise. La revendication visant la nationalisation sous contrôle ouvrier est dès lors abandonnée.

Après la sanction par le parlement d'une loi d'expropriation prévoyant la formation d'une coopérative et le paiement des indemnités d'expropriation par les ouvrières, ces dernières retournent à l'usine. Si, dans

1. Rappelons-nous que certaines d'entre elles furent expulsées de leurs foyers.

un premier temps, elles revendiquaient, au moins, la déduction de la somme de leurs dettes salariales du montant correspondant à l'indemnisation due à l'expropriation, elles doivent finalement accepter un accord prévoyant la prise en charge du paiement du montant total de l'expropriation et abandonner ainsi, l'espoir d'obtenir le remboursement de leurs salaires.

L'expulsion et le changement de conjoncture politique favorisent l'émergence de conflits au sein du collectif. Les tensions ne sont pas neuves. Comme dans tout collectif, les ouvrières de Brukman connaissent des conflits internes entre des groupes partageant des idées et des intérêts différents.

Nous avons vu que durant le processus de lutte, deux groupes d'ouvrières se sont formés : les porte-parole et les ouvrières de production. Cette division du travail correspond aux intérêts divergents entre un groupe partageant des objectifs plus politiques et un autre portant des intérêts plus économiques. Tant que les porte-parole parvenaient à capter une notoriété et une forte solidarité autour de Brukman facilitant ainsi la récupération de l'usine, cette répartition des tâches semblait convenir à toutes. Mais, lorsque l'« intransigeance » de celles-ci pose des obstacles à la récupération de l'usine, les divergences deviennent de véritables sources de conflit. Dès lors, ce groupe de porte-parole est tenu pour responsable de l'expulsion.

L'assemblée des ouvrières de Brukman décide également d'adhérer au MNFRT, une nouvelle ONG, moins politisée et plus institutionnelle que les organisations pionnières des ERT. Les « Brukmanes » se retirent ainsi de la Commission nationale des usines occupées. Sans ces ouvrières, cette commission perd toute sa dynamique. Zanón, qui se trouve géographiquement très éloigné des villes où se situent les autres ERT, ne parvient pas à redynamiser cet espace qui sera dissout en 2004, moment marqué par une demande sociale croissante de « normalité institutionnelle¹ », la rapide et durable popularité du nouveau gouvernement élu² et donc, la diminution des conflits sociaux et la fin d'un cycle de crise politique.

Cependant, le processus mis en marche par les ouvrières de Brukman ne s'arrête pas là. Lorsqu'elles retourneront dans l'usine, elles décident de reprendre le modèle autogestionnaire de production qu'elles étaient

1. Lire à ce propos, Svampa et Pereyra (2004).

2. Cinq mois après avoir pris son mandat, les résultats des sondages indiquaient que 87 % des personnes interrogées étaient favorables à la gestion du nouveau Président, Néstor Kirchner. (*Página 12*, 14 octobre 2003).

parvenues à mettre en marche depuis le premier jour de récupération de l'usine.

Organisation et division du travail : ruptures et continuités

Au lendemain de la récupération de Brukman, les ouvrières s'accordent pour gérer l'entreprise de manière collective en organisant des assemblées générales une fois par semaine. Elles décident également de distribuer les bénéfices produits par la vente de leurs marchandises en fonction du temps consacré au travail et non pas selon la tâche effectuée.

Or, étant donné que les ouvrières ont formé une coopérative, elles doivent dorénavant désigner un conseil d'administration. Si, au départ, elles s'organisaient exclusivement à travers l'assemblée générale, en constituant un conseil d'administration, elles doivent dès lors combiner ces deux instances de décision¹.

Pour éviter une division du travail concernant la formation d'un groupe spécialisé dans la gestion de l'entreprise et d'un autre groupe destiné à l'exécution du travail, les ouvrières organisent des assemblées générales tous les vendredis, afin de discuter et de prendre les décisions collectivement. Dans ce sens, le conseil d'administration est conçu comme un organe d'exécution des décisions prises par l'assemblée générale.

Ces formes d'organisation et de distribution des bénéfices expriment des ruptures essentielles avec le modèle classique. Elles deviennent un pilier indispensable de l'égalitarisme et du processus démocratique qui supporte l'autogestion dans cette usine. Mais cette rupture ne concerne pas la totalité de l'organisation du travail. Lorsque nous observons d'autres aspects, on constate des persistances significatives, notamment en ce qui concerne la division sexuelle du travail.

La division du travail

L'usine Brukman est divisée en six étages, dont deux ont été fermés. En effet, avant la récupération, l'usine occupait 115 ouvrières. À l'heure actuelle, elles sont encore 65.

La chaîne de production commence au rez-de-chaussée où les clients apportent les tissus. À cet étage se trouvent également le magasin et la réception. Ces tâches sont réalisées par des femmes. Une fois les tissus arrivés dans l'usine, ils sont emportés au quatrième étage : secteur de

1. [► Démocratie d'entreprise et coopératives].

la conception et du découpage. Ce travail, fortement valorisé dans le domaine de la confection, est exclusivement réalisé par des hommes. Par conséquent, la plupart des ouvriers se trouvent regroupés à cet endroit. Une fois les pièces découpées, elles sont acheminées au troisième étage où se trouvent la plupart des ouvrières et quelques ouvriers chargés de la confection. La dernière étape de la production est effectuée au deuxième étage où, quelques ouvriers et une ouvrière repassent les pièces réalisées. Ainsi, bien que les femmes de Brukman n'aient pas accès aux tâches masculines les plus valorisées dans la chaîne de production (le découpage), elles ont néanmoins accès à une autre activité masculine (le repassage), beaucoup moins valorisée et physiquement épuisante étant donné le poids et la chaleur dégagée par les plaques de repassage.

Enfin, le premier étage, où siégeait auparavant la direction de l'entreprise, est désormais occupé par les membres du conseil d'administration. Durant les premières années de production, cet étage est resté fermé, mais, étant donné la progressive professionnalisation des membres du conseil d'administration, favorisé par la délégation du collectif, les ouvrières décident en 2006, l'ouverture de cet étage afin d'installer les bureaux du conseil d'administration.

Ce choix cristallise un renforcement de la division du travail entre, d'un côté, les membres du conseil d'administration, chargés de la gestion de l'entreprise, et de l'autre, des ouvrières rompues aux tâches productives. Les «Brukmanes» continuent à convoquer des assemblées toutes les semaines, mais il s'agit de réunions courtes ayant plus pour sujet la redistribution des bénéfices obtenus que des discussions et des prises de décision concernant l'entreprise

Or, la composition du conseil d'administration semble exprimer une certaine rupture concernant la division sexuelle du travail. En effet, il est exclusivement composé de femmes. Cette composition pose question quant à l'attitude des hommes au sein de l'usine : comment explique-t-on que ces hommes, qui sont parvenus à garder le contrôle exclusif des tâches productives les plus valorisées, acceptent d'être écartés de la gestion de l'entreprise ?

Les hommes entretiennent un rapport plus distant à la gestion de Brukman où la mixité semble être problématique. Comme nous venons de le voir, la division du travail, telle qu'elle est organisée à Brukman, implique une séparation territoriale spécifique. Dans une usine où la présence numérique des femmes est dominante, les hommes sont majoritairement concentrés au quatrième étage, espace de socialisation masculine où ils réalisent un travail fortement valorisé dans le domaine de la confection. Il semblerait donc que pour ces ouvriers

l'investissement dans un espace aussi féminisé reste difficile, tant elle ébranle des préjugés de sexe propres au modèle patriarcal.

Enfin, l'observation des persistances et des renforcements dans la division du travail doit être nuancée par d'autres aspects de l'organisation du travail. Lorsque les ouvrières distribuent les bénéfices de la production selon le temps consacré au travail et non pas selon le type de travail accompli, elles rompent avec les hiérarchies socialement construites sur base de la division du travail¹. Cette rupture est renforcée par la gestion collective de l'entreprise au sein de l'assemblée générale. Ainsi, les travailleuses reproduisent la division du travail au sein de l'entreprise (c'est-à-dire en tant que «rapport de coopération»), mais pas nécessairement sa structure hiérarchique.

Cependant, nous avons vu que les ouvrières participent de moins en moins à la gestion de l'entreprise qui devient donc de plus en plus une affaire du conseil d'administration. Ce processus s'explique non seulement par la persistance de certaines traditions et habitudes, mais aussi, et surtout, par les difficultés pratiques et techniques rencontrées au moment où les ouvrières doivent produire et vendre leurs marchandises.

Composition technologique, exigences du marché et autogestion

Le niveau d'automatisation est relativement bas dans l'industrie de l'habillement. C'est-à-dire que dans le processus productif, la quantité de travail incorporée à la production est plus élevée que dans d'autres secteurs industriels.

Or, même si les machines sont peu automatisées, chacune d'entre elles correspond à une tâche spécifique. Par exemple, les machines utilisées pour coudre les poches des pantalons ne sont pas les mêmes que celles employées pour réaliser les poches des vestes, ni celles pour coudre les manches, les cols ou les braguettes. Il existe par conséquent une multitude de compétences en fonction des machines dont certaines nécessitent des connaissances techniques pointues. La division du travail et les possibilités pour ces ouvrières d'alterner des tâches sont donc fortement limitées par le type de machine.

Lorsqu'on compare l'usine Brukman aux autres entreprises récupérées, on constate que si dans des usines fortement autonomisées, les

1. Comme l'a souligné Pierre Naville, la division du travail est l'expression d'un rapport d'antagonisme et de coopération. Au sein de l'entreprise, la division du travail correspond avant tout à «la forme d'une coopération techniquement efficace» tandis que dans la société cette coopération est soumise à des antagonismes sociaux (Naville, 1962).

[► Automation et avenir du travail].

travailleurs parviennent à modifier les cadences de travail, à Brukman, par contre, cette pratique est limitée. Ainsi, chez Zanón par exemple, les machines sont fortement automatisées. Pour la plupart des tâches, la machine réalise les tâches nécessaires afin d'élaborer le produit et les ouvriers s'occupent essentiellement de contrôler son fonctionnement. Lorsqu'une machine est bloquée, une alarme se met à sonner. Avant que l'entreprise ne soit récupérée, le travailleur était fixé à son poste afin de répondre rapidement à n'importe quel problème dans la chaîne avant le déclenchement de l'alarme. À la suite de la récupération de l'entreprise, les ouvriers ont commencé à lire, à écouter de la musique, à discuter avec leurs collègues et à circuler plus aisément dans l'usine. Lorsque l'alarme se met à sonner, les travailleurs débloquent la machine.

À Brukman, ces pratiques ne sont pas réalisables, car les machines ne peuvent pas fonctionner sans le travail permanent des ouvrières. Ainsi, lorsqu'elles convoquent une assemblée générale, toute la production doit être arrêtée. Ce qui représente pour elles une perte économique considérable. La marge de manœuvre dans laquelle les travailleuses peuvent modifier certaines pratiques n'est pas exclusivement conditionnée par le niveau technologique de l'entreprise, mais aussi et surtout, par les caractéristiques du marché de l'habillement. Dans ce secteur la demande des clients est renouvelée à chaque changement de saison. Périodiquement, les ouvrières doivent donc produire davantage en augmentant l'intensité et parfois en allongeant leur journée de travail. Étant donné la diminution radicale de la demande une fois que les pièces ont été distribuées, il y a une forte chute de leurs revenus. Ainsi, lorsque les ouvrières reçoivent une commande, elles ont peu de marge pour la refuser, même si cela implique une forte augmentation des cadences ou l'allongement de la journée de travail.

En effet, comme les ouvrières ne parviennent pas à vendre directement tous leurs produits sur le marché, elles doivent réaliser ce travail pour d'autres firmes. Elles reçoivent la matière première nécessaire pour une quantité donnée de produits dont elles doivent assurer la fabrication en un temps déterminé par la firme commanditaire. Celle-ci fixe le prix du produit final et détermine la cadence de production, ce qui limite l'autonomie des travailleuses, du moins pour ce qui concerne les cadences et les formes d'organisation du travail. La faible rémunération qu'elles obtiennent en vendant leurs produits à ces firmes empêche les travailleuses à s'assurer un montant équivalent à un salaire légal minimum¹.

1. En janvier 2015, le salaire légal minimum en Argentine était de 483,26 euros (pour un travail à temps plein), tandis qu'à Buenos Aires, le « panier de la ménagère » était calculé à

Dans cette situation, elles doivent intensifier leurs cadences de travail. Processus qui rentre en tension avec leurs principes d'autogestion.

Le temps passé en assemblée n'est pas compensé en production. Il y a dès lors une tendance à accentuer la division du travail de «gestion» et de «production». Entre autres, vu la diversité des compétences correspondant aux machines et aux postes, l'alternance des tâches rend le travail moins intense. Les conditions matérielles de ces ouvrières limitent ainsi leurs capacités à modifier l'organisation du travail en même temps qu'elles engendrent des tensions importantes entre celles qui «produisent plus» et celles qui sont considérées comme «moins productives».

Cependant, pour le moment, ces conflits ne se sont pas traduits par une différenciation dans le partage des profits. Le consensus autour d'une distribution égalitaire des bénéfices reste fort à Brukman, cristallisant ainsi des transformations collectives et individuelles profondes concernant la puissance normative des systèmes de rémunérations différenciés propres à la structure hiérarchique de l'emploi.

2015

Source

Une première version de ce texte est parue dans la revue *Gresea Échos*, juin 2015, n° 82, sous le titre «Entreprises récupérées en Argentine; l'exemple Brukman: l'usine aux usineuses... et aux usineurs!».

Pour en savoir plus

- Bauraind Bruno (2010), «Délocalisation, désindustrialisation et récupération?», dans *Réglementation des multinationales.*, Gresea., www.gresea.be/spip.php?article964.
- Bauraind, Bruno (2009), «FaSinPat: produire autrement est possible», dans Gresea Observatoire des entreprises, Gresea, www.gresea.be/spip.php?article219.
- Beauvoir Simone de (1976), *Le deuxième sexe. Les faits et les mythes*, Paris, Gallimard, t. 1 et t. 2, *L'expérience vécue*, Paris, Gallimard.
- Fernández Álvarez, María-Inés et Florencia Partenio (2001), «Entreprises récupérées en Argentine: production, espaces et temps de genre», *Contretemps*.
- Naville, Pierre (1962), «Le progrès technique, l'évolution du travail et l'organisation de l'entreprise. La division du travail», dans Georges Friedmann et Pierre Naville, *Traité de sociologie du travail*, t. 1, Paris, Armand Colin.
- Quijoux Maxime (2011), *Néolibéralisme et autogestion: L'expérience argentine*, Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine.
- Rebón Julián et Ignacio Saavedra (2006), *Empresas recuperadas. La autogestión de los trabajadores*, Buenos Aires, Capital intelectual.
- Ruggeri Andrés (coord.) (2014), *Informe del IV relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina. 2014. Las empresas recuperadas en el período 2010-2013*, Buenos Aires,

579,48 euros. Ce montant correspond à la somme nécessaire à une «famille type» (composé de deux adultes et deux enfants) pour ne pas tomber en dessous du seuil de pauvreté.

- Programa Facultad Abierta, Facultad de Filosofía y Letras Universidad de Buenos Aires.
- Sitrin Marina (coord.) (2005), *Horizontalidad. Voces de Poder Popular en Argentina*, Buenos Aires, Editado por Sitrin Marina.
- Svampa Maristella et Sebastián Pereyra (2004), *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos.

Genre et entreprises récupérées en Argentine

Maria-Ines Fernández Álvarez et Florencia Partenio

Les «récupérations» d'entreprises en Argentine font partie des mobilisations sociales emblématiques des années 2000 en Amérique latine. Dans un contexte de grave crise économique, sociale et politique, des milliers de travailleur·ses ont occupé puis repris en coopérative leur outil de production alors en faillite ou lourdement endetté. Ces expériences protestataires se sont principalement concentrées dans la province de Buenos Aires, zone industrielle historique, avant de diffuser dans différentes régions du pays¹, où les occupations se multiplient encore ces dernières années². La plupart d'entre elles concernent de petites unités de production, entre 50 et 60 personnes, marquées par une faible, voire une absence totale, de participation du personnel administratif, de vente et de l'encadrement ; ces coopératives sont principalement gérées par des opérateurs et opératrices. De fait, ces PME regroupent essentiellement des entreprises issues du secteur secondaire tels que les secteurs métallurgique, frigorifique, textile, du plastique, alimentaire et graphique (Facultad Abierta, 2005 ; Fajn, 2003 ; Rebón, 2007 ; Ruggeri, 2009)³.

Si la genèse comme les formes de ces mobilisations ont souvent varié – dettes salariales, licenciements, cessations de paiement, menaces de fermeture –, conduisant à des conflits plus ou moins tendus – expulsions ou répression policière – la constitution légale et financière de coopératives de travail, qu'il s'agisse des négociations avec le procureur

-
1. 60% des entreprises récupérées se trouvent dans cette région, les autres processus sont concentrés principalement dans les provinces Cordoba et Santa Fe et d'autres provinces comme Corrientes, Jujuy et Neuquén ont de même connu des cas de récupération d'usines.
 2. Nous pouvons citer, par exemple les cas d'Arrufat, Indugraf, Febatex ou Torgelone qui ont eu lieu entre la fin 2008 et début 2009.
 3. [► Plus de 60 entreprises récupérées entre 2010 et 2013].

pour obtenir l'administration des biens ou des demandes d'expropriation, ont obtenu un caractère régulier, constitutif d'une «marche à suivre» pour les salarié·es désireux de «conserver leurs outils de travail».

Ces processus de reprises ont été l'objet de nombreuses recherches empiriques, suivant souvent des perspectives différentes. Dans leur ensemble, ces études montrent que la modification de la durée et des activités qui composent la «*journée de travail*» constituent l'une des caractéristiques centrales de ces mobilisations. En ce sens, certaines études se sont concentrées sur les transformations du procès de travail, qu'il s'agisse du rythme de production, des fonctions et de la division des tâches (Fajn et Rebón, 2005 ; Rebón, 2007). Dans notre cas, nous menons, depuis 2002, une recherche ethnographique sur les entreprises et usines récupérées de la ville de Buenos Aires et de sa banlieue¹. Nos observations de terrain ont mis en lumière qu'une caractéristique essentielle de ces processus de récupération se rapporte à la façon dont les activités productives se sont articulées avec des actions de revendication, ou plutôt à la façon dont la production en elle-même est devenue action de revendication (Fernández Álvarez, 2006).

Cette particularité a entraîné une série de modifications de l'espace et du temps de travail. D'une part, les tâches réalisées se sont diversifiées, au sein du processus productif au sens strict mais aussi en incorporant de nouvelles activités : à celles qui concernent la gestion de l'entreprise – administration, vente et commercialisation – se sont ajoutées des actions de revendication, des négociations avec des fonctionnaires d'État, des réunions avec des représentants d'autres entreprises récupérées, etc. D'autre part, les salarié·es ont dû rester de longues journées dans l'usine afin de «veiller sur et de défendre leur outil de travail». Ces modifications ont entraîné une redéfinition des frontières entre l'«espace productif» et l'«espace reproductif/ménager» qui a redéfini les temps et les espaces de vie.

Dans ce cadre, nous avons constaté que ces redéfinitions ont eu de conséquences différentes pour les femmes et pour les hommes qui menaient ces récupérations. Bien que certaines études aient abordé la gestion des entreprises récupérées en montrant ses implications genrées²,

1. Ces études ont intégré nos recherches doctorales et ont été centrées sur la reconstruction des trajectoires de vie et des traits des rapports sociaux et politiques. Dans le cadre de ces recherches, nous avons reconstruit différents processus de récupérations d'usines, particulièrement des secteurs alimentaire, métallurgique et couturier depuis 2002 jusqu'à 2008 (Fernández Álvarez, 2006, 2007 ; Partenio, 2005, 2006). Pour cet article, nous avons utilisé des données de terrain (observations et entretiens) prises dans ces entreprises.

2. Voir Di Marco et Moro, 2004 et Fernández et coll., 2006.

la plupart de ces recherches ont analysé ces processus de manière « asexué ». À partir de nos recherches, il nous a semblé important de développer une approche problématique s'appuyant sur le genre et de façon spécifique la situation des femmes dans ces usines.

Dans cet article en particulier, nous proposons d'examiner les conséquences des redéfinitions de ces espaces sur les femmes. Ainsi, nos réflexions reprennent la perspective critique des études de genre sur les dichotomies entre les sphères de production et de reproduction, les espaces public et privé. Nous partons d'une vision intégrale du travail des femmes qui tient compte des interactions entre travail ménager et travail extra-ménager (Kergoat, 2003 ; García et Oliveira, 2004). Cette démarche, loin de supposer une forme d'essentialisme (Ciriza, 2008), reprend une problématique amplement signalée par les études historiques (Perrot, 2008 ; Lobato, 2007 ; Barrancos, 2007) sur les particularités de l'expérience du travail des femmes – en général estompée dans l'histoire du travail – et la reconnaissance de l'illégitimité historique du travail extra-ménager des femmes. Cela suppose la problématisation de la signification des différences de sexe/genre articulées à d'autres différences (classe, âge, sexualité, nationalité) et construire une analyse qui nous permette d'interroger comment ces espaces de travail – les entreprises récupérées – s'insèrent dans des formes complexes de domination patriarcale et capitaliste.

La « journée de travail » dans les entreprises récupérées : une (re) construction quotidienne

Comme nous l'avons évoqué, les modifications de la « *journée de travail* » ont redéfini les limites de la durée du travail comme de l'espace de production. Cette modification s'est manifestée de deux façons : le genre de tâches et d'activités développé d'une part et les façons d'habiter l'usine d'une autre. La description d'une journée de travail dans l'une des usines récupérées peut nous aider à illustrer cette question :

8 h 30 du matin on éteint la lumière. De la même manière et comme s'il s'agissait d'une chorégraphie délicatement répétée, chacun·e arrête son activité, celle qu'il·elle est en train de faire depuis six heures du matin. Le bruit des machines cède sa place à celui des pas à la recherche du mate, de la yerba, des tasses et du thé pour préparer le petit-déjeuner. Une table réunit des salarié·es qui disposent au milieu du pain et des gâteaux. Dans cet espace, destiné aux repas depuis que la production est sous leur gestion, l'on partage également des discussions concernant l'organisation du travail, des demandes de subventions ou l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

Une demi-heure après, on rallume la lumière et les machines fonctionnent à nouveau.

Un·e par un·e, les salarié·es reprennent leurs postes de travail, réinitialisant la production. Carolina s'occupe d'une tâche qu'elle connaît bien même si elle reste assez différente de celle établie par son poste à l'usine, tandis que son fils fait sa sieste. Malgré le bruit constant des machines, Lucas dort tranquille. Sa mère n'est plus obligée de partir en courant le matin pour l'amener chez sa belle-sœur et elle peut ainsi l'allaiter plus fréquemment. Près d'elle, Manuela poursuit sa tâche habituelle à laquelle elle intercale dorénavant des activités d'administration, de vente ou des démarches bancaires. De son côté, Julia travaille avec une machine dont elle ne s'était jamais servie jusqu'à présent sous le regard méfiant d'Adriana. Depuis la récupération, Adriana a dû se débrouiller pour changer de machine et «prêter» quelquefois la «sienne». Mais ce n'est pas la seule chose qui a changé dans sa vie depuis. Elle a dû négocier les gardes avec son copain pendant ses quelques nuits à l'usine et apprendre à parler lors des assemblées.

Au milieu du salon, un groupe s'apprête à distribuer les biens intermédiaires de production qui viennent d'arriver. Tout le monde arrête son travail pour s'occuper de cette tâche qui devient la priorité. Dans un coin, José discute avec Maria d'une nouvelle commande. Derrière eux, on peut lire sur un tableau : «Vendredi, 14 heures : Assemblée générale». Dolores sait déjà que ce jour-là elle rentrera plus tard que d'habitude chez elle. Elle devra alors prévoir quelqu'un pour aller chercher sa fille aînée à l'école.

Le déjeuner a lieu à midi moins dix. La scène du petit-déjeuner se reproduit. Quelque temps après, la reprise de la production, mais à rythme ralenti. Inés, Pedro, Julia et Beatriz discutent de la visite au ministère qui a lieu ce jour-là. Vers 15 heures, la lumière s'éteint annonçant la fin de la journée de production. Tandis que certains rentrent chez eux, Diana, Julia, Rosana et Pedro s'apprêtent à assister à une réunion avec d'autres usines récupérées. Inés et Manuela, révisent les comptes de la semaine au premier étage pendant que Sofia reçoit un client au rez-de-chaussée. Près d'elle, Dolores et Roberto racontent encore une fois «leur histoire» à un média local indépendant. Ce jour-là, ils seront les derniers à enlever leur tenue de travail¹.

Cette routine, reproduite chaque jour avec de légères variations, montre à grands traits la journée dans une usine récupérée. Les activités quotidiennes des salarié·es, loin de se voir réduites à la répétition d'une

1. La description correspond aux notes de terrain prises en 2005 dans une entreprise récupérée de Buenos Aires.

opération ponctuelle, intègrent désormais une ample diversité de tâches. La « journée de travail », délimitée auparavant par la lumière éteinte, se voit élargie au-delà de ces limites, comprenant parfois les week-ends. En même temps, la « disparition » des postes administratifs et hiérarchiques, avec la réduction du nombre de salarié-es¹ a entraîné la multiplication des tâches effectuées par chacun-e des employé-es².

Par conséquent, les limites de l'espace de l'usine comme celles du travail en lui-même ont été redéfinies. Les implications sont diverses. Elles concernent le type de tâches et d'activités développées, le rythme et le temps de travail ainsi que la façon d'habiter l'usine et le déplacement entre celle-ci et le domicile.

Tout d'abord, à partir de la récupération, le « travail » a inclus des tâches qui ont dépassé les activités strictement liées à la production, comme la visite à des organismes publics, des réunions avec des législateurs, la participation à des assemblées ou à des réunions avec des collègues d'autres usines récupérées, des interviews, des manifestations, etc. Les veilles ou les campements, lors de l'occupation de l'usine, ont été l'une des activités les plus importantes, constituant même des groupes stables de salarié-es pour mener à bien ces actions. Dans certains cas, les salarié-es ont logé dans l'usine. C'est le cas d'Agustín qui y habite encore avec sa mère et ses frères et sœurs ; il n'a pas d'enfant et est au chômage depuis 2001. Il a commencé par accompagner sa mère aux gestions et aux manifestations lors des premiers temps de la lutte avant d'assurer « des horaires stricts de garde au campement », ce qui l'a amené – selon ses mots – « à passer mon temps ici et à y investir une partie de ma jeunesse ». Un autre cas concerne Martin, 27 ans, qui a travaillé dans une usine d'agroalimentaire de 1994 jusqu'à sa fermeture en 2001. Pendant la durée de l'occupation de l'usine, il est resté sur place, et « tournait » avec ses collègues pour rentrer à la maison : « Ma femme me disait que je manquais à mon fils. Mais bon, il fallait être ici et ils devaient le comprendre. »

Ainsi défini, considéré, réglementé, cet ensemble de tâches fait maintenant partie de la routine du travail, les salarié-es devant désormais l'inclure dans leur « journée de travail ». Cette particularité a pris une signification majeure à la lumière du processus de revendication du maintien de l'« outil de travail ». Ce processus a été soutenu par une série d'arguments qui ont articulé droit et mérite à partir de la catégorie

1. Dans la plupart de cas, ceux et celles qui ont mené ces récupérations d'usines étaient des ouvriers et des ouvrières.

2. [► Femmes de la Brukman (Les)].

de «travail digne» et par une série d'actions qui ont transformé à leur tour cette catégorie en action (Fernández Álvarez, 2006 ; 2007)¹. Cela a conduit le groupe à s'affirmer en tant que travailleur-euses, à exposer publiquement certaines compétences professionnelles et humaines, comme l'aptitude à produire et les connaissances du métier, la volonté de lutte et la responsabilité au travail, la prédisposition à l'effort et au sacrifice ou la souffrance face à la menace du chômage. Des compétences qu'il a fallu démontrer à des législateurs et aux procureurs chargés d'appliquer les lois d'expropriation ou d'accorder le permis de rester dans l'usine. La quotidienneté du «travail» s'inscrit ainsi dans un processus plus large de mobilisation sociale : la gestion sous leur contrôle leur a permis de rester des travailleur-euses, de se maintenir productifs, de démontrer leur capacité à gérer l'usine.

Un deuxième élément concerne l'extension de la «*journée de travail*». Constituée de tâches ponctuelles à accomplir à des horaires précis, celle-ci inclut désormais de nouvelles activités qui se déroulent aussi à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine et qui dépassent l'horaire destiné à la production, comme en témoigne l'une des salariées : «Aujourd'hui on fait beaucoup de choses dans la journée et les heures passent vite. Avant, il fallait rester toute la journée face à la machine ou faire des allers-retours sans aucune responsabilité.» Les «gardes» [durant l'occupation] commençaient une fois le travail terminé et se prolongeaient jusqu'au lendemain. De cette façon, «la journée de travail» durait 24 heures pour ceux et celles qui les accomplissaient. Pour celles et ceux pour qui cette situation était visiblement compliquée, elles ou ils demandaient bien souvent à un membre de leur famille ou à un·e autre salarié·e de les remplacer. À la différence des hommes, les femmes accomplissaient cette activité accompagnées de leurs enfants².

1. Dans la province de Buenos Aires, où notre travail s'est focalisé, l'un des axes premiers des revendications était de maintenir les sites de production par l'expropriation des entreprises (en faillite) donnant comme argument le droit à un «travail digne». Contrairement aux revendications des principales organisations d'usines et d'entreprises récupérées, l'expropriation n'a pas eu lieu de façon générale (par une loi spécifique appliquée à l'ensemble des entreprises récupérées) mais par des mesures ponctuelles au cas par cas, élaborées et appliquées spécifiquement pour cet ensemble de salariés. Par conséquent, les salarié·es ont dû faire preuve d'une série de conditions nécessaires pour mériter l'application de ces mesures. Cette situation a conduit les salarié·es à mener une série d'actions qui ont dépassé les formes traditionnelles de protestation publique – comme les manifestations ou les piquets de rue – en intégrant des réunions avec des législateurs, conseillers, etc. cherchant à établir un lien direct avec ceux et celles qu'il fallait convaincre de la légitimité de l'application de ces mesures.

2. [► Lip, combat féministe ? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières].

Durant les premières phases des récupérations, emmener les enfants à l'usine a permis de résoudre le problème de la garde des enfants. Pendant les moments qui ont suivi la récupération et quand la situation légale est devenue stable, ce problème restait encore sans solution : les salariées continuaient à emmener les enfants à l'usine et à travailler pendant que ces derniers jouaient ou dormaient¹. Voici, par exemple, le témoignage de Gabriela, 39 ans, salariée d'une usine textile du quartier de Lanus :

J'ai toujours beaucoup travaillé depuis la naissance de mes trois enfants. À la naissance de ma dernière, je suis restée à la maison jusqu'à ses trois mois, ensuite je l'ai ramenée ici, à l'usine. Je reste face à la machine à coudre de 7 heures à 16 heures, ou plus, selon les activités de la coopérative et elle reste ici à mes côtés, dans sa poussette. Elle va s'habituer ainsi au travail [rires].

Finalement, les salarié·es ont dû réorganiser les espaces de l'usine en fonction des besoins productifs, favorisant les échanges entre les différents secteurs. Par exemple, certains secteurs ont été restructurés afin d'améliorer le rythme de la production. Cette modification a amélioré la communication entre les différents secteurs de l'usine, ce qui a facilité la résolution de problèmes et la transmission de connaissances. Les façons d'habiter l'usine se sont vues également modifiées : les veilles ont contraint certain·es salarié·es à rester une partie de la semaine dans l'usine afin de réduire le coût du transport, certain·es parmi eux·elles s'y sont même installé·es pour habiter.

Cette question a été particulièrement évidente les premiers mois. Même si dans la plupart des cas, les travailleur·euses ont rencontré des difficultés à «expliquer» dans leurs familles «qu'il fallait rester dans l'usine», ils·elles ont décidé d'y rester et d'y participer, mais cette situation s'est présentée de façon hétérogène. Voici, par exemple, le cas de Ruben, salarié d'une usine textile récupérée de la ville de Buenos Aires. Il avait 35 ans au moment de la récupération et occupait le poste de «repasser». Pendant la première phase, il s'est occupé des ventes. Il se souvient d'un des premiers moments de la récupération quand l'une de ses collègues a dû partir car «son mari ne lui avait pas permis de rester à l'occupation de l'usine». Ruben a connu une situation similaire, mais il a décidé de «déménager» au sixième étage de l'usine, tandis que sa famille restait dans la banlieue de Buenos Aires :

1. Cette question a donné lieu à des débats et à des propositions parmi certaines salariées, comme la création de crèches dans l'usine. Pourtant ces expériences ont été assez marginales. Voir Partenio (2008).

J'habite maintenant ici, car ma famille ne me soutient pas. Mais c'est normal, ça fait déjà neuf mois que ça dure et ce n'est pas facile pour la famille. Il faut être tout le temps ici, il y en a beaucoup à faire [...] et je suis fatigué de ma journée, alors je préfère rester. Tout cela a créé des conflits dans ma famille.

C'est pour cette raison qu'il a pris la décision de s'installer à l'usine, étant donné que sa femme «ne comprenait pas» sa lutte. Cette décision l'a mené à combiner «son poste de vente» avec des tâches de sécurité et à partager le reste de son temps avec sa fille de 2 ans qui séjourne quelquefois dans l'usine.

En somme, l'usine est devenue en même temps un «espace de vie» dans lequel on mange, on dort et on peut vivre avec sa famille. Dans ce processus, le rapport même entre la «maison» et le «travail» a été redéfini, instaurant de sens nouveaux aux façons d'habiter et de parcourir les distances entre un espace et l'autre, en termes aussi physiques et matériels que symboliques et affectifs. L'une des salariées explique: «le changement a été positif, car nous avons maintenant plus d'implication qu'avant. Avant, on partait au moment de finir le travail et l'on se détachait de l'usine, il ne fallait plus penser à rien. Par contre, maintenant, nous sommes les responsables de l'usine...».

Travailler... et lutter: les conséquences de la modification de la «journée de travail» pour les femmes

Quelles ont été les conséquences de ces changements pour les femmes qui ont participé à ces récupérations? Selon nos observations, ces changements ont été vécus et assumés différemment pour chacune d'elles. Ils ont fait apparaître une série de tensions et redéfini le processus de déstructuration/restructuration de hiérarchies. Par conséquent, aborder cette question exige de considérer les situations particulières de chacune d'elles, en tenant compte de leurs trajectoires professionnelles ou associatives, de leur âge, de leur nationalité, de l'état civil, du nombre d'enfants à charge et des revenus du foyer. Cette diversité de situations a particulièrement influencé les négociations concernant la façon de participer à la récupération de l'usine, principalement aux activités qui avaient lieu «en dehors» de l'horaire de production.

Dans certains cas, les femmes ont dû faire face aux questionnements de leur partenaire. Par exemple, Ana, salariée d'une usine textile de Buenos Aires, âgée de 35 ans, actuellement séparée, nous fait part du

dilemme devant lequel son couple s'est retrouvé au commencement de la récupération de l'usine¹ :

J'ai dû demander à une copine d'appeler Marcos [son actuel ex-mari] pour lui dire que j'allais passer la nuit à l'usine, que j'allais lui expliquer pourquoi plus tard. Alors il m'a téléphoné et m'a dit «Tu fais quoi-là? Pars tout de suite de là! Si tu y restes alors oublie-moi! C'est l'usine ou moi!» Alors je lui ai dit: «L'usine ou toi? Très bien, je préfère garder l'usine!»

Durant la première phase de la récupération Ana est tombée enceinte et quitte alors le travail, malgré les revenus «instables» de son mari. Quelques mois plus tard, elle décide de se séparer de son mari qui était devenu violent et commence à «chercher du travail». Ses collègues la reprennent à l'usine à condition qu'elle s'engage dans les activités concernant l'occupation: «Ce n'était plus difficile de m'engager à faire tout cela – poursuit Ana – car je me sentais libre, puisque quand j'étais en couple je n'étais pas libre dans mes décisions.» Elle a repris le travail dans cette situation, tandis que sa sœur gardait sa fille. Ana est fière d'avoir réintégré l'usine, fin 2003, avec sa sœur et de faire partie actuellement de la coopérative, malgré le faible équilibre financier que cette situation suppose.

Dans d'autres cas, une série de tensions concernant les «tâches ménagères», telles la garde des enfants ou le ménage ont émergé. D'un côté, les tâches ménagères sont devenues une surcharge de plus à la «journee de travail», principalement pour les mères célibataires, comme en témoigne Rosana, 37 ans, quatre enfants à charge et un concubin sans emploi au lancement de la lutte :

On a des responsabilités envers nos enfants qui vont en plus à l'école... tout ça, ça fait beaucoup. Beaucoup plus qu'avant. Car avant, on avait un patron, on venait à l'usine, on avait un horaire et après on rentrait à la maison et on s'occupait de nos enfants. Maintenant les responsabilités s'entassent au travail comme à la maison.

Nous avons observé que ces femmes donnent une importance particulière au fait d'avoir le «soutien» de leur partenaire afin de pouvoir combiner la «lutte pour l'usine» et la garde des «enfants».

D'un autre côté, ces tensions ont donné lieu à des interrogations de l'entourage concernant la «responsabilité» sur la garde des enfants. Celeste, 33 ans au moment de la récupération et trois enfants à charge, revient ainsi sur les critiques de la maîtresse de l'école de ses enfants, lui reprochant de délaisser ses enfants au profit de l'usine: «C'est peut-être

1. NdT: Nous avons raccourci légèrement les récits par rapport au texte original.

de ma faute car je consacre beaucoup de temps à la lutte pour l'usine et je dois délaissier ainsi mes enfants. Je crois que je me sens un peu coupable.»

En même temps, la participation au processus de récupération a permis à ces salariées d'acquérir de l'autonomie et de l'estime de soi. Mabel, qui avait 42 ans au début de la récupération et deux enfants, raconte :

Dans mon cas, mon mari n'est pas possessif, mais il n'a pas d'initiative. Au début, il n'aimait pas que je fasse les gardes à l'usine, mais un jour je lui ai dit : «J'y vais et toi occupe-toi de la maison!», c'est la seule chose que j'ai dû dire et il a tout compris.

Dans certains cas où le processus de récupération a été long, l'incertitude a contraint les salarié·es à justifier leur participation auprès de leur famille ou dans leur couple. Pour cela, ils et elles ont dû se servir de différents arguments, principalement face à l'impossibilité de toucher un salaire, des justifications qui ont dû faire face à des stéréotypes de genre, les leurs et ceux des autres.

En ce sens, l'expérience de Monica, qui avait 47 ans au début de la récupération, a été différente. Son mari «n'a jamais rien accepté de cette lutte» et elle n'a pas voulu emmener ses enfants à au campement pour qu'ils ne voient pas «comment cela se passait». Son mari considérait que le campement n'était pas un endroit pour une femme. Elle expliquait dans son récit qu'elle a dû faire face aux reproches de son mari : «Il ne voulait pas que je vienne à l'usine, mais je l'ai fait quand même, je lui ai dit que je le faisais parce que j'avais un travail, pas comme lui et qu'alors je devais protéger le mien.»

Ce récit met en lumière que la justification par le «besoin» a permis à plusieurs salariées – comme explique Lobato (2007) – de calmer les tensions et de rendre légitime le fait de «rester» dans l'usine et même dans les «campements».

Le cas de Monica est devenu plus délicat quand la justification ne pouvait plus se fonder sur son salaire comme seul revenu du foyer. Cette situation l'a conduite à renier le «devoir-être féminin» (Barrancos, 2007) et à soutenir la «lutte» qu'elle voyait presque comme un défi personnel, car elle ne pouvait pas dire à ces enfants : «Je rentre à la maison... j'ai perdu.»

Questions autour du temps

Comme en rendent compte les paragraphes précédents, l'une des principales limites à la participation des femmes aux processus de récupération des usines est liée aux «responsabilités» du «monde privé». Cette question se pose différemment selon les conditions de vie des

salariées ainsi que leurs expériences antérieures. Cette diversité de situations révèle une complexe articulation entre le temps consacré à la récupération de l'usine et celui dédié aux exigences de l'espace ménager. Comme en rendent compte les récits antérieurs, cette participation s'est traduite par une série de tensions au sein de l'«espace ménager». Dans certains cas, cela s'est traduit par des reculs en termes d'autonomie des femmes mais dans d'autres, ces conflits ont au contraire permis de l'accroître. Face à cette situation, les femmes ont édifié délicatement des «équilibres de temps, d'espaces et d'énergie» (De Barbieri, 2003).

Aborder la participation des femmes dans les récupérations d'usines, en tant que développement d'une pratique politique spécifique, nous oblige à réfléchir sur un problème crucial: la question de la gestion du temps. Certaines auteures comme Inés Izquierdo (1988, 1999, 2003) ont développé des réflexions importantes sur le problème du temps des femmes remarquant qu'il présente un caractère continu, s'organisant selon les besoins des autres, tandis que le temps des hommes se présente comme un temps discontinu¹. En ce sens, Teresa Tornó (2000, 2001) propose une analyse en termes de dichotomie/synchronie, c'est-à-dire, la dichotomie entre le temps de travail et celui de non-travail vécue par les hommes en opposition à la synchronie temporelle qui gère la vie quotidienne des femmes. Dans cette perspective, elle problématise les politiques qui visent la «conciliation» sans questionner les «politiques de temps» et sans examiner le contrat social entre les genres.

Les frontières qui délimitaient antérieurement des espaces et des temps bien différenciés entre le foyer et l'usine ou la production et la politique sont entremêlées. Les processus de récupération d'usines, ont eu et ont encore des conséquences particulières dans la gestion du temps de ces femmes. Ils ont permis d'acquérir des compétences afin de négocier

1. L'auteure soutient qu'en termes de performativité, les catégories «homme» et «femme» n'ont pas d'existence antérieure aux rapports sociaux. Dans ce sens, être femme représente «jouer à être femme» et être homme «jouer à être homme», où chacun des rôles a besoin de l'autre (Izquierdo, 2003). Ces pratiques ritualisées garantissent la performance effective du genre. Le temps dépend de cette assignation des espaces et des lieux différents, valorisés inégalement: «Le travail des femmes au foyer n'est ni rémunéré ni gratuit, car la femme au foyer reçoit les moyens qui rendent possible sa subsistance. Le travail salarié se produit dans des conditions qui génèrent l'aliénation du travailleur. Le travail des femmes au foyer ne produit pas leur aliénation en tant que travailleuses, mais en tant qu'être humain. J'ai pu constater cette particularité du travail ménager lors d'une recherche sur la gestion du temps. Les différences entre le travail ménager et le travail salarié ne résident pas entre la production – vie humaine directement ou indirectement – mais entre les conditions de production» (Izquierdo, 1999: 36-37).

leur temps entre le «travail», le «foyer» et la «lutte». Concernant des «régulations temporelles», Dora Barrancos (2006) soutient que pour les hommes, la participation politique représente un «investissement» de temps tandis qu'elle devient pour les femmes le problème principal à résoudre. Quand les femmes décident de s'engager et de participer de la vie publique, elles doivent faire face à ces contraintes. Face à ces défis, pour privilégier ce qu'elles désirent faire à ce qu'on attend d'elles à la maison, à l'usine ou lors de l'activité politique, elles doivent passer par un processus d'apprentissage, articulant pratiques productives et pratiques politiques.

Comme nous l'avons observé, continuer la production et rester en tant que salarié·es ont représenté une forme spécifique de «lutte» redéfinissant les frontières entre le temps et l'espace de la vie et du travail. Apprendre à négocier le temps, dans leur couple, avec leurs collègues et familles a été pour ces femmes une condition indispensable : un apprentissage qui a permis d'autres négociations et de nouvelles conquêtes.

2010

Source

Revue *Tabula Rasa*, n° 12, juillet 2010, Bogotá, Colombie.

Traduction : Bettina Ghio et Fanny Gallot.

Pour en savoir plus

Barrancos, Dora (2006), «Ciudadanía y género: la dimensión temporal y el desempeño público de las mujeres», Foro de los derechos de la mujer, Universidad de Chile, Santiago de Chile.

Barrancos, Dora (2007), *Mujeres en la sociedad argentina. Una historia de cinco siglos*, Buenos Aires, Sudamericana.

Ciriza, Alejandra. 2007. «Estudio introductorio. Retornar a Engels. Notas sobre las relaciones entre feminismo y marxismo», dans Friedrich Engels, *El origen de la familia, la propiedad privada y el Estado*, Buenos Aires, Luxemburg.

De Barbieri, Teresita (2003), *Género en el trabajo parlamentario. La legislatura mexicana a fines del siglo XX*, Buenos Aires, Clacso/ASDI.



IF YOU WORK IT
YOU SHOULD CONTROL IT
FIGHT FOR WORKERS SELF MANAGEMENT

- Di Marco, Graciela et Javier Moro (2004), «Experiencias de economía solidaria frente a la crisis argentina: Estudio desde una dimensión de género», dans Maria Elena Valenzuela (éd.), *Políticas de empleo para superar la pobreza*, Santiago du Chili, Oficina Internacional del Trabajo.
- Fajn, Gabriel (2003), *Fábricas y empresas recuperadas. Protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*, Buenos Aires, Centro Cultural de la Cooperación
- Fajn, Gabriel et Julián Rebón (2005), «El taller ¿sin cronómetro? Apuntes acerca de las empresas recuperadas», *Herramienta*, n° 28, mars.
- Fernández, Ana María et coll. (2006), *Política y subjetividad: asambleas barriales y fábricas recuperadas*, Buenos Aires, Tinta Limón.
- Fernández Álvarez, María Inés (2006), *De la supervivencia a la dignidad. Una etnografía de los procesos de «recuperación» de fábricas de la Ciudad de Buenos Aires*, thèse de doctorat UBA-EHESS, Buenos Aires.
- Fernández Álvarez, María Inés (2007), «De la recuperación como acción a la recuperación como proceso: prácticas de movilización social y acciones estatales en torno a las 22 recuperaciones de fábricas», *Cuadernos de Antropología Social*, n° 25, août.
- Fernández Álvarez, María Inés et Ariel Wilkis (2007), «La gestion du chômage défiée: les processus de “récupération” d’usines par les travailleurs en Argentine», *Autrepart*, n° 43, «Deregulation, travail et solidarités», Paris, Institut de recherche pour le développement.
- García, Brígida et Orlandina de Oliveira (2004), «Trabajo extradoméstico femenino y relaciones de género: una nueva mirada», *Estudios Demográficos y Urbanos*, n° 5, Mexico, janvier-avril.
- Izquierdo, María Jesús (1988), *La desigualdad de las mujeres en el uso del tiempo*, Madrid, Instituto de la Mujer.
- Izquierdo, María Jesús (1999), «Del elogio de la diferencia y la crítica de la desigualdad a la ética de la similitud», *Papers* 59.
- Izquierdo, María Jesús (2003), «Del sexismo y la mercantilización del cuidado a su socialización: Hacia una política democrática del cuidado», dans *Congreso «Cuidar cuesta: costes y beneficios del cuidado»*, Donosti, Emakunde.
- Kergoat, Daniel (2003), «De la relación social de sexo al sujeto sexuado», *Revista Mexicana de Sociología*, n° 4, Instituto de Investigaciones Sociales, octobre-décembre.
- Lobato, Mirta Zaida (2007), *Historia de las trabajadoras en la Argentina (1869-1960)*, Buenos Aires, Edhasa.
- Lobato, Mirta Zaida et Juan Suriano (2003), *La protesta social en Argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.
- Partenio, Florencia (2005), «Entre el trabajo y la política: Las mujeres en las organizaciones de desocupados y en los procesos de recuperación de fábricas», 7° Congreso Nacional de Estudios del Trabajo, Asociación de Especialistas en Estudios del Trabajo (ASET), Buenos Aires.
- Partenio, Florencia (2006), «Experiencias de recuperación de fábricas: Reflexiones en torno a las relaciones de género al interior del espacio productivo, a partir de un estudio de caso», 4° Jornadas Nacionales Espacio, Memoria e Identidad, Universidad Nacional de Rosario.
- Partenio, Florencia (2008), «Una comparación entre los procesos de recuperación de fábricas en Argentina, Brasil y Uruguay» (mimeo).
- Partenio, Florencia, et coll. (2004), «Las recuperaciones de fábricas: apuntes para

una reflexión a la luz de las experiencias de ocupación en la historia Argentina», *Revista Estudios del Trabajo*, n° 28.

Perelman, Laura et Patricia Dávalos (2003), «Empresas recuperadas y trayectoria sindical: la experiencia de la UOM Quilmes», dans Gabriel Fajn (dir.), *Fabrics y empresas recuperadas. Protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*, Buenos Aires, Centro Cultural de la Cooperación.

Perrot, Michelle (2008), *Mi historia de las mujeres*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

Programa Facultad Abierta (2005), *Informe del segundo relevamiento entre Empresas Recuperadas*, Buenos Aires, SEUBE, FFyL, UBA.

Rebón, Julián (2005), «Trabajando sin patrón. Las empresas recuperadas y la producción», *Documentos de trabajo*, n° 44, IIGG-Facultad de Ciencias Sociales, UBA.

Rebón, Julián (2007), *La empresa de la autonomía. Trabajadores recuperando la producción*, Buenos Aires, Colectivo/Picasso.

Ruggeri, Andrés (dir.) (2009), *Las empresas recuperadas. Autogestión obrera en Argentina y América Latina*, Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires.

Torns, Teresa (2000), «Corresponsabilidad y convivencia en la vida familiar», Girona, Seminario Ciudad e Igualdad, Centro Cultural la Mercè, 15-17 juin.

Torns, Teresa (2001), «El tiempo de trabajo de las mujeres: entre la invisibilidad y la Necesidad», dans Cristina Carrasco (éd.), *Tiempos, trabajos y género*, Barcelona, Publicacions de la Universitat de Barcelona.

Wilks, Ariel, et coll. (2004), «Acciones y políticas estatales frente a los procesos de recuperación de fábricas en la ciudad de Buenos Aires y el conurbano bonaerense», 2° Congreso Nacional de Políticas Sociales, Mendoza, 15-17 septembre.

230

Lip, combat féministe ? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières

Guillaume Gourgues et Audrey Molis

Quarante ans après la lutte historique des travailleur·ses de l'usine horlogère Lip, située dans le quartier de Palente à Besançon (1973-1978), l'émancipation des travailleuses de l'usine reste un questionnement qui marque l'originalité de cette lutte. Les femmes, majoritaires dans l'usine, surtout parmi les OS¹ ont ainsi activement pris part à la lutte, notamment dans les actions les plus illégales et les plus populaires: confiscation du stock de montres, reprise de la production, paies sauvages, meetings, manifestations.

1. En 1973, les femmes composent plus de la moitié des effectifs globaux de l'usine de Palente, et 80% du secteur horlogerie, occupant des postes d'ouvriers spécialisés, souvent pénibles et faiblement qualifiés. C'est ce que montreront notamment les témoignages de *Lip au féminin* en 1976.

La « commission femme », fondée au sein de leur usine après le sauvetage de celle-ci en 1974, incarnerait également cette émancipation. Certaines « femmes de Lip », telles que Fatima Demougeot, Noëlle Dartvelle ou Jeanine Pierre-Émile, sont devenues des représentantes de cette lutte. De même, Monique Piton et son volumineux ouvrage de témoignage, récemment réédité (Piton, 2015¹), est encore appelée à restituer l'impact cette grève « productive » – puisque marquée par la reprise partielle de la production et l'organisation de payes sauvages – sur la condition des femmes dans le monde ouvrier et dans la lutte syndicale². L'association explicite à la lutte des Lip par les ouvrières de Cerizay, qui s'engage dans une autogestion non-mixte³, renforce cette impression. Lip se présente *a priori* comme une lutte ayant marqué une étape importante de l'affirmation de la place des femmes dans les combats sociaux et ouvriers, reflétant la tendance générale d'une séquence historique marquée par d'importantes étapes des droits des femmes⁴.

Pourtant, au-delà du récit féministe alimenté par quelques figures du mouvement et des publications d'époque, la place des femmes dans le conflit Lip gagne à être abordée avec prudence (Collectif femmes, 1976 ; Collectif, 1978). De récents mémoires de master en sociologie (Molis, 2011) ou en histoire (Déhedin, 2011), suffisent à eux seuls à démystifier l'image d'un conflit prônant l'émancipation des femmes. Plus précisément, si les femmes de Lip ont bel et bien pris une part active à ce combat emblématique de la séquence d'insubordination ouvrière de l'après Mai 68 (Vigna, 2007), elles ont dû, elles aussi, affronter les obstacles de leur époque (Gallot, 2015) : machisme et paternalisme syndical, difficulté à accéder au marché du travail, carcans familiaux et inégalités domestiques, autocensure, manque de reconnaissance publique des problématiques spécifiquement portées par les femmes. Quelle que soit la période du conflit Lip – grève productive de 1973, reprise de

1. Voir aussi Piton (2010).

2. Colloque du Collectif national des droits des femmes (CNDF) : « Faire et écrire l'histoire : féminisme et lutte de classes, de 1970 à nos jours, 25 septembre 2010 » ; Association Autogestion, « Lip : Charles Piaget et Monique Piton racontent », 16 novembre 2013.

3. En septembre 1973, les ouvrières d'une usine de confection textile de Cerisay (Deux-Sèvres) s'engagent dans la création d'un atelier clandestin, en réaction au licenciement d'une déléguée syndicale CFDT. La marque choisie pour les chemises alors produites (PIL, soit Populaires inventées localement) est une référence directe à Lip.

► Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »].

4. Audrey Molis (2011) consacre une grande partie de son travail à cette question (chapitre 4) : elle interroge en effet l'entrée en lutte des femmes de Lip à partir de l'évolution globale du mouvement féministe en France.

l'activité en 1974, seconde fermeture et nouvelle grève productive en 1976 – les femmes n'ont eu de cesse de se confronter à ces obstacles.

Pourtant, les femmes de Lip ont bel et bien fait évoluer leur statut. Faiblement syndiquées et globalement silencieuses en 1973, elles tiennent des «stands femmes» lors des journées porte ouverte tenues durant le second conflit en 1976, publient leurs propres manifestes, militent au sein d'un groupe femme interentreprises. Or, pour comprendre cette montée en puissance des revendications des femmes de Lip, il nous semble tout à fait crucial de revenir sur le rôle joué par la séquence «autogestionnaire» de 1973.

Cet article avance ainsi un argument simple : le choix, même pragmatique et incertain, du recours à l'autogestion (reprise de la production, ventes sauvages, salaires ouvriers) dans le cadre d'une lutte sociale, s'il n'est en rien une garantie d'émancipation pour les femmes, constitue une rupture politique et sociale déterminante pour nombre d'entre elles. Nous proposons donc de revenir sur la manière dont cette séquence «autogestionnaire» chez Lip a pu constituer une ressource d'action pour les femmes, sans pour autant leur garantir un nouveau statut dans et hors de l'usine ni une satisfaction de leurs revendications, les encourageant à défendre plus fermement leurs causes à partir de 1974.

L'autogestion et les trajectoires révolutionnaires

Reflète de l'état général du marché du travail, la condition des femmes chez Lip en 1973 n'a rien de privilégié. Au-delà de l'image d'Épinal de l'usine de Palente – espace de syndicalisme proactif, porté par une sorte d'«aristocratie ouvrière» issue des écoles de formation horlogères franc-comtoises, ayant obtenu au fur et à mesure des années de nombreuses avancées sociales, très active durant Mai 68 – l'usine Lip compte en réalité dans ses rangs une catégorie encore et toujours plus exploitée que les autres : les femmes, globalement affectée à des postes mal payés, répétitifs, pénibles ou à des positions administratives (dactylo, secrétaire). Les femmes souffrent, à Lip comme dans la plupart des usines, de conditions de travail dégradées et de problématiques spécifiques (Molis, 2011 ; Dehédin, 2011 : 21-27). Manque de reconnaissance, inégalités salariales, fatigue, double journée par la prise en charge de tâches domestiques et familiales, dépendance sociale à ces emplois subalternes : voici ce que relatent les témoignages des femmes de Lip sur leur vie dans l'usine (Collectif femmes, 1976). Leur précarité – elles se trouvent parmi les plus bas coefficients de salaire et les faibles qualifications – les expose d'autant plus aux brimades des chefs et peu d'entre elles se tournent vers les syndicats présents. En effet, en 1973,

les syndicats de Lip ne dérogent pas à la règle : ils font peu de place aux femmes, profitant des cotisations de ces dernières sans leur accorder de responsabilité. En 1973, deux femmes sont déléguées syndicales, dont une suppléante (CFDT et CGT). Les quelques femmes syndiquées ont du mal à évoluer au sein de leurs sections, dans lesquelles elles sont cantonnées à un rôle passif (Molis, 2011 : 49-51)¹. La question des inégalités femmes/hommes est alors perçue comme un enjeu qui fait courir le risque de disloquer la question globale de la « classe ouvrière ».

La grève qui démarre en avril 1973 constitue alors un tournant, en ce qu'elle bouleverse les routines militantes et productives. Or, les pratiques « autogestionnaires » employées durant cette grève sont cruciales dans ce bouleversement. Qualifier les événements de Lip d'autogestion, sans aucune précaution, serait une erreur factuelle et politique. Il n'y a pas eu, à aucun moment, de projet politique cohérent et argumenté favorable à l'instauration d'un projet autogestionnaire chez l'ensemble des travailleurs de Lip (Georgi, 2014). Toutefois, trois décisions majeures, prises pendant le printemps et l'été 1973, induisent d'inévitables ponts entre la conduite de la grève et les pratiques autogestionnaires : le 12 juin 1973, les ouvriers « volent » et cachent le stock de montres de l'entreprise ; le 18 juin 1973, ils votent en assemblée générale le redémarrage partiel de la production de montre ; le 2 août 1973, ils organisent la première « paye sauvage » grâce aux fruits des ventes (illégales) de montres dans la France entière.

Cette série de décision change la forme de la lutte et ouvre des espaces d'action et d'expression inédits. Ainsi, le recours à ces pratiques fragilise le monopole syndical dans la conduite de la lutte. La transformation de la lutte en « grève productive » bouscule alors la trajectoire de nombreuses femmes de Lip (pas toutes²) qui affrontent les carcans aussi bien professionnels que familiaux pour s'engager dans ces brèches. Trois processus, davantage liés aux besoins de la lutte qu'à un quelconque objectif d'émancipation des femmes, permettent alors à de nombreuses ouvrières de Lip de s'engager dans une forme de militantisme jusqu'alors inconnu.

Premièrement, l'occupation de l'usine vise rapidement à impliquer le plus grand nombre d'ouvriers (et donc d'ouvrières) possible. Le système

1. [► Lip : l'histoire d'un syndicalisme particulier].

2. Audrey Molis (2011 : 56) schématise les trajectoires des femmes de Lip en trois groupes : les absentes, qui ne prennent pas part à la lutte ; les « tricoteuses », qui occupent l'usine sans militer directement ; les militantes, qui prennent une part active dans le conflit, à partir d'un compte rendu d'observation rédigé par Danièle Kergoat s'étant déplacée sur le site en grève.

des commissions se met en place le 22 juin 1973, suite à la reprise de la production. Leur objectif est de faire prendre un tournant démocratique à la reprise de l'activité. En effet, à la place des hiérarchies organisationnelles préexistantes, les ouvriers de Palente instituent initialement sept commissions : production, vente, gestion des stocks, accueil, popularisation, garde-entretien, restaurant. Chacune d'entre elles répondant « à un besoin précis d'organisation interne de la communauté » (Collectif femmes, 1976 : 45), tous les aspects de la vie de l'usine, des tours de garde à la production, en passant par la nourriture et l'entretien, se retrouvent progressivement gérés par les ouvriers, parmi lesquels on compte de très nombreuses ouvrières¹. Bien qu'au départ, elles peinent à s'y inscrire, ces commissions constituent rapidement un premier espace d'action dont les femmes se saisissent.

Deuxièmement, la constitution officielle du comité d'action le 20 avril 1973 favorise l'expression et l'engagement des femmes. Hérité des luttes de mai 1968, le comité d'action se reconstitue lors du conflit et prend très rapidement de l'importance, en raison notamment de l'efficacité de sa participation à la mobilisation du personnel et de l'inventivité dont font preuve ses membres pour alimenter la lutte (Champeau, 2007 : 61). Structure souple se réunissant de manière aléatoire mais fréquente, le comité d'action est un groupe restreint d'ouvriers dont une des figures de proue est Jean Raguenès, prêtre dominicain au parcours militant atypique. Le comité d'action est essentiellement composé d'ouvriers non syndiqués et peu expérimentés, ainsi que de nombreuses femmes, syndiquées ou non. Ces dernières, tout en coopérant avec les représentants syndicaux et en les appuyant dans leurs actions, utilisent cette instance de critique permanente de la mainmise syndicale sur la conduite et les formes du mouvement. Comme en attestent les nombreux témoignages récoltés², le comité d'action est considéré par les femmes de Lip comme un espace où la prise de parole est plus simple (même si les carcans habituels ne disparaissent pas) que dans d'autres instances (assemblée générale, sections syndicales). L'expérience acquise au sein du comité d'action leur permet de s'impliquer plus fermement dans le reste de la lutte.

Troisièmement, la popularisation du conflit, qui constitue d'ailleurs une de ses caractéristiques principales, débouche sur la multiplication

1. L'activité des commissions est l'objet d'un encart réservé dans chaque édition de *Lip Unité*, le bulletin d'information des travailleurs de Lip, dont le premier numéro paraît le 11 juillet 1973.

2. Nous renvoyons sur ce point aux travaux de Caroline Déhedin et d'Audrey Molis

de meetings, de manifestations, de rassemblement à travers la France, s'intensifiant à partir de septembre 1973. Les femmes de Lip sont alors progressivement associées à ces délégations, ce qui les forme à l'exercice proprement militant, voire politique (Molis, 2011 : 65-68) : elles prennent la parole en public, prononcent des discours, portent la parole de Lip.

Il convient pourtant de rester prudent, et de ne pas réenchanter cette séquence de l'année 1973. Si des brèches d'action et d'expression s'ouvrent, essentiellement par nécessité, aucun discours sur la condition des femmes n'est porté durant le conflit. Les femmes qui s'engagent font alors l'expérience amère des pesanteurs familiales¹, des difficultés à organiser la lutte pour la rendre « accessible » aux femmes², de l'indéboulonnable monopole du leadership syndical par les hommes³. L'exemple du colloque pour l'emploi, organisé par les travailleurs de Lip les 8 et 9 décembre 1973 à Besançon, incarne ce manque de reconnaissance de l'engagement des femmes : seule la question du travail des femmes est mise de côté de l'ordre du jour alors même que des femmes s'étaient réunies au préalable pour la préparer. Elles font alors ressortir une tension parmi les femmes de l'usine : les ouvrières dénigrent les employées, reflétant leur rapport spécifique au travail. (Molis, 2011 : 64-65 ; Déhedin, 2011 : 123-124). En d'autres termes, le conflit Lip de 1973 n'est porteur d'aucun discours spécifiquement « féministe », au sens où la condition des femmes dans l'usine et le monde du travail constituerait un axe de revendications et/ou de débats, et ce, même parmi les ouvrières.

En réalité, il faut attendre la fin de la séquence « autogestionnaire » pour voir émerger des organisations et des discours proprement féministes au sein de Lip. En effet, en janvier 1974, les travailleur·ses de Lip acceptent en assemblée générale, la solution préparée par un collectif d'entrepreneurs issue de la frange « progressiste » du patronat français, également marquée par mai 1968. Bien que minoritaire au sein du CNPF (Weber, 1986), ce courant parvient à relayer efficacement auprès

1. Le rôle de la famille comme frein à la mobilisation est souligné par Audrey Molis et Camille Déhedin. Ces dernières reprennent un exemple commun, emblématique de cette pression de la cellule familiale : un mari explique à sa fille que « maman est partie et ne reviendra sûrement jamais », alors qu'elle participe à un meeting en Bretagne (Déhedin, 2011 : 46 ; Molis, 2011 : 58).

2. Lors de la grande « marche sur Besançon » du 29 septembre 1973, rassemblant des milliers de manifestants en soutien aux travailleurs en lutte, Monique Piton, est cantonnée à la tenue d'une « crèche », destinée à faciliter la participation des femmes.

3. Lors des négociations des « accords de Dôle » en janvier 1974, débouchant sur la reprise de l'activité de l'usine, Fatima Demugeot est la seule femme présente.

le stand «femmes»

La lutte des femmes

Pour les femmes, le plus important à signaler, c'est le travail de groupe qui s'est réalisé avec les autres femmes des Entreprises de Besançon.

En effet, depuis quelques temps, il y a eu création d'une commission: «Femmes Entreprises» qui avait pour but de travailler surtout sur les problèmes des conditions de travail des femmes dans les usines ou collectivités.

Puis l'idée d'un stand «femmes» à la journée portes ouvertes du 6 novembre a été émise par un certain nombre de femmes et d'hommes (de LIP). A la rencontre suivante, il y a eu discussion sur cette idée, puis le choix des thèmes a été fait:

- *Les femmes et le chômage.*
- *Les femmes et les conditions de travail.*
- *Les femmes dans les luttes.*
- *Unité dans les luttes hommes-femmes.*

Le lendemain, les thèmes ont été présentés au collectif qui a débattu de leur importance et de l'existence du stand. Car il était entendu que le collectif et les femmes de LIP auraient le contrôle des thèmes et de l'animation du stand.

On peut dire que le travail, pour ce stand, a été très enrichissant pour toutes les personnes qui ont participé, surtout pour nous — car il a réalisé l'unité de gens qui n'étaient pas en lutte seulement sur le problème de l'emploi — mais qui vivent aussi à travers le chômage une exploitation de plus en plus violente dans leur entreprise:

- **Pression sur les salaires.**
- **Sur les conditions de travail, surtout les femmes.**
- **Menaces de licenciements.**

Il a permis aussi un travail effectif où hommes-femmes étaient présents. Notons entre autres:

KELTON, RHODIA, COMPTEURS, BOURGEOIS, L'HOPITAL, BOST, L'ÉPÉE Ste Suzanne, P.T.T., L'A.F.P.A., BANQUE POPULAIRE, ENSEIGNEMENT, MUTUELLE, SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE....

POURQUOI N'AVONS-NOUS PAS PARLÉ SPÉCIALEMENT DU PROBLÈME DES LUTTES DES FEMMES, AVORTEMENT, CONTRACEPTION ?...

PARCÉ QUE CETTE JOURNÉE ÉTAIT AXÉE SURTOUT SUR LE PROBLÈME DE L'EMPLOI.

Mais malgré tout leur lutte était présente, comme toutes les luttes des femmes en général.

L'ambiance était gaie, des filles de CERISAY, des Chèques Postaux, de LIP sont passées en permanence. Sur le soir, spontanément, un débat très intéressant sur les conditions de travail, les salaires, a éclaté.

Il y avait également une vente de brochures «LIP au féminin» et BIF (Bulletin Informations Femmes).

Beaucoup de monde est passé à ce stand, ce qui nous a encouragés et montré l'intérêt que nous avons à continuer à nous battre.

du gouvernement la revendication des Lip pour une solution industrielle capitaliste n'induisant aucun licenciement. Grâce à l'intercession des investisseurs Alain Riboud, PDG de BSN et figure de proue du « patronat social » (Labasse, 2007) et Renaud Gillet, PDG de Rhône-Poulenc, le gouvernement accepte en effet de confier une mission à un jeune entrepreneur provenant du milieu de la publicité, Claude Neuschwander. Remplaçant dès lors les plans « Charbonnel » puis « Giraud »¹ auquel n'avaient cessé de s'opposer les Lip, le « plan Neuschwander » propose de ne supprimer aucun emploi². Ce redémarrage de Lip correspond à un retour à une situation capitaliste classique, et ouvre une nouvelle ère de la défense des femmes dans l'usine.

Ouvrières et féminisme chez Lip

C'est donc à la fin de l'autogestion et après le retour à une situation salariale classique que les femmes de Lip constituent les éléments les plus tangibles d'une mobilisation que l'on pourrait qualifier de féministe. Ainsi, ce n'est qu'au début de l'année 1974, quelque temps après la signature des accords de Dôle, que la « commission femme » se constitue progressivement. Cette commission, reposant sur le « groupe femme », se constitue d'abord autour de la tenue de réunions hebdomadaires :

Ainsi, pour extérioriser ce qu'elles ont tant refoulé, qu'il s'agisse de la lutte ou de leur vie privée, elles se sont rassemblées de mars à novembre 1974 à raison d'une fois par semaine à la Maison pour tous de Palente (Déhedin, 2011 : 93).

L'accumulation et l'enregistrement de ces réunions déboucheront d'ailleurs sur la rédaction de la brochure *Lip au féminin*, d'abord publié avec le soutien de la revue franc-comtoise du Parti socialiste unifié (PSU)³, puis éditée aux éditions Syros (Collectif femmes, 1976). Il faudra toutefois attendre 1975 pour que la « commission femme » soit

1. Du nom de Jean Charbonnel, ministre du développement industriel et scientifique du 5 juillet 1972 au 27 février 1974 et d'Henry Giraud, émissaire envoyé par le gouvernement pour tenter de trouver une solution au conflit entre août et octobre 1973.

2. Plus exactement, le « plan Neuschwander » prévoit de réintégrer progressivement la totalité des salariés de Lip (chacun retrouvant son poste et son niveau de rémunération) avant la fin de la première année. Le 11 mars 1974, les 135 premiers ouvriers entrent dans l'usine à 6h30 du matin en présence du reste de leurs camarades. Le 15 décembre 1974, les 21 derniers ouvriers reçoivent leur lettre de réembauche.

3. Collectif, *Lip au féminin*, supplément à *Combat socialiste en Franche-Comté* (revue du PSU), n° 16, Dijon, 1975.

officiellement intégrée au comité d'entreprise. La constitution de la commission femme reflète en réalité un double processus.

D'un côté, le redémarrage de l'usine en 1974 laisse intact les problématiques propres aux femmes de l'usine. Les femmes retrouvent, souvent avec amertume, les inégalités qu'elles avaient provisoirement quittées :

Lorsque j'ai appris ma réembauche, j'ai eu des sentiments différents. Le premier : une certaine angoisse. Pour moi, c'était la fin de cette liberté qui nous avait permis d'évoluer. [...] C'était, à nouveau, le conditionnement, les horaires à respecter, se lever tôt, courir au travail ; le soir, revenir vite à la maison, recommencer une autre journée avec le mari, les gosses. Autrement dit, je redevais complètement dépendante de cette société qui ne nous laisse même pas le temps de penser. Je rétrogradais (Reine J.)¹.

Pourtant, l'expérience de 1973 a permis aux femmes de construire, sans l'assumer totalement, leurs problématiques propres, distinctes des hommes :

Les préoccupations exprimées par les ouvrières de la commission femmes de Lip portent sur les cadences, les salaires, le temps de travail, les retraites et demandent des aménagements spécifiques pour les ouvrières âgées, mères, ou encore enceintes (Molis, 2011 : 103).

L'expérience d'une forme spécifique de lutte, leur ayant permis de vivre un engagement nouveau et une solidarité forte², pousse les femmes à préserver des espaces de possibilité de ce type d'action et à formuler plus explicitement « leurs » conditions au sein de l'usine. Au-delà de la commission femme, on remarque alors que la représentation syndicale se féminise peu à peu, souvent sous la réprobation des hommes (leaders syndicaux, collègues, maris) : ainsi, quarante ouvrières se présentent, ce qui constitue une grande première dans l'usine (Maruani, 1979 : 108-109). Si elles n'occupent pas pour autant la tête du mouvement syndical, leurs présences dans les structures syndicales marquent une étape importante de leur affirmation.

D'un autre côté, l'organisation de la commission femmes ne se fait pas sur la seule volonté des ouvrières. Elle est activement défendue, surtout à partir de 1974, par des courants politiques présents au sein de l'usine :

1. Collectif femmes (197 : 58-59), cité par Déhedin.

2. Caroline Déhedin (2011 : 103) revient sur un épisode, relatée dans l'ouvrage de Monique Piton : les femmes de l'usine, appuyée par des militantes du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), viennent en aide à une ouvrière de Lip, nommée Mireille, tombée enceinte pendant le conflit. Elles lui permettent d'organiser son départ à l'étranger pour avorter.

le PSU et l'extrême gauche. Cette congruence entre militant·es de gauche alternative et lutte des femmes peut s'expliquer par des raisons idéologiques bien sûr, mais également stratégiques. En effet, alors que ces militant·es ont été particulièrement actifs durant la séquence «auto-gestionnaire», la signature des accords de Dôle les place dans une position complexe: peu convaincu par la solution trouvée (ni autogestion, ni lutte armée), ils la respectent pour autant, dans la mesure où elle a été préparée et actée par les travailleur·ses réunis en assemblée générale (Gourgues, 2015). Après la reprise de 1974, leur engagement auprès des ouvriers et des ouvrières change de forme se concentrent alors sur les problèmes usuels que ces derniers rencontrent. Or, les femmes constituent un groupe particulièrement défendu par ces militantes, qui profitent en quelque sorte de la carence d'engagement et de considération des syndicats majoritaires pour exister au sein d'une usine dont la lutte se prolonge difficilement alors qu'une partie des travailleur·ses ont repris le travail et que les autres sont envoyée·es en formation.

L'action du PSU se fait essentiellement par l'intermédiaire de deux militantes du parti, qui se déplacent régulièrement sur le site occupé, et qui parviennent à «convaincre» Fatima Demougeot, alors devenue une figure du combat des Lip à l'échelle nationale, de constituer le «groupe femme». Le récit de cet épisode (Molis, 2011; Déhedin, 2011) donne à voir une forme d'encadrement de l'expression et des revendications des femmes par des militantes liées au mouvement féministe. Ces deux militantes animent les réunions hebdomadaires du groupe¹, soutiennent la publication de ces paroles, et politisent également le discours de cette commission: ainsi, dans la préface qu'elles rédigent à l'édition de 1977 de *Lip au féminin*, ces militantes établissent clairement une jonction entre les mouvements féministes et le combat des femmes de Lip.

Du côté des militant·es d'extrême gauche, on observe un processus comparable. Ces derniers aident les femmes à structurer leurs revendications propres au sein de l'usine, comme dans ce tract de 1974, diffusé dans le cadre des élections du personnel:

Le problème des OS, le problème des femmes

Sur ce point, le bilan est négatif. Peu de progrès, et pourtant que de problèmes: conditions de travail à l'usine, salaires, deuxième journée le soir...

Plusieurs déléguées se sont découragées de voir ces problèmes étouffés, absents des discussions syndicales. (Un prochain tract sera consacré à ce sujet.) Ce sera un des problèmes importants, *toute l'année*,

1. Comme en attestent les retranscriptions des échanges dans *Lip au féminin*.

pour ceux que nous allons élire. Une des conditions pour que ce problème soit pris en main fermement, c'est de donner la parole aux intéressées, et surtout les femmes. Pour cela, *il faut restaurer la démocratie syndicale* et ne pas se renvoyer les responsabilités.

Que chacun puisse s'exprimer en sachant qu'il sera écouté; chacun sait ce qui est à faire, chacun peut le réaliser, et c'est sans aucun doute la condition pour redonner vie aux AG et collectifs¹.

Dans un autre tract, diffusé en 1975, les militant-es de la cellule Fernand Yveton, Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), retranscrivent ce qui se présente comme la «parole des femmes». Intitulé «Femmes chez Lip, nos problèmes, quelles solutions?», ce tract exprime un «nous» correspondant au groupe femmes: concernant «nos conditions de travail», «certaines d'entre nous ont dû changer d'ateliers, avec la déqualification en menace» et «déjà dans certains ateliers, pour riposter à la situation qui nous est imposée, les cadences ont été baissées». À la marge des structures syndicales dominantes, les revendications des femmes se font alors entendre, se structurent, dans des espaces autonomes, appuyés par des militant-es de gauche.

Pourtant, la situation évolue péniblement. Malgré quelques avancées concernant la situation dans l'usine, alors concédée par Claude Neuschwander², la reprise du conflit en février 1976, suite au limogeage de ce dernier et à la nouvelle fermeture de l'usine, est un puissant révélateur de la persistance des difficultés des femmes à être reconnue.

Ces difficultés, mais également le changement de posture des femmes de l'usine, peuvent être abordées par l'entremise d'une anecdote. Les travailleurs de Lip ayant redémarré l'occupation de leur usine en mars 1976 (sans redémarrer la production pour autant), ils tentent de reprendre les outils de leur succès de 1973³, et décident notamment

1. Source: Tract de la cellule Fernand Yveton, Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), «Elections des délégués du personnel? Quel enjeu?», 1974 (Fonds d'archives Palente).

2. Cette ouverture de Claude Neuschwander aux revendications des femmes, notamment l'intégration de la commission femme au comité d'entreprise, peut elle aussi s'expliquer par des raisons stratégiques. En effet, malgré la reprise de la production, le climat au sein de l'usine reste tendu (Neuschwander Claude, «Entretien avec Jean Magadiou», manuscrit non publié, 1976, fond d'archives Palente, p. 30-35). Sa prise en considération des femmes de l'usine lui permet notamment de signifier aux leaders syndicaux masculins qu'ils ne sont pas les seuls interlocuteurs de la direction au sein de l'usine.

3. Ils ne reprennent pas pour autant toutes les recettes d'action: le comité d'action n'est pas réorganisé, Jean Raguenès ayant rejoint les rangs de la CFDT, la reprise de la production n'est pas décidée.

d'organiser des portes ouvertes les 8 et 9 mai 1976. Dans un climat morose, où la participation des ouvriers et des ouvrières est nettement moins importante que lors du précédent conflit, une altercation survient entre les femmes de l'usine et les leaders syndicaux du mouvement¹. Lors de la préparation de ces portes ouvertes, la commission femme souhaite organiser un «stand femmes» permettant notamment de vendre la brochure *Lip au féminin* et l'ouvrage récemment publié par Monique Piton. Ce stand est alors refusé par les organisations syndicales, qui s'opposent également à la présence d'un stand du Mouvement de libération de l'avortement et de la contraception (MLAC). Les membres de la commission femme décident alors de tenir un stand à l'extérieur de l'usine, et protestent contre leur mise à l'écart (Déhedin, 201 : 88). Lors des portes ouvertes suivantes, un stand femme sera systématiquement tenu afin d'éviter une nouvelle altercation.

Les femmes de «Lip 1976» doivent affronter les mêmes problèmes qu'en 1973. Lors de la constitution des commissions dans l'été 1976, l'activité productive se diversifie, et montre une nouvelle forme de relégation :

Parmi celles-ci, il existe la commission «assiette» où l'on décore des assiettes à l'effigie des Lip afin de les vendre, la commission «couture», la commission «pendulettes», l'atelier pyrogravure. Ces commissions ne cessent de se multiplier au cours du conflit, puisque s'ajoutent rapidement la commission «coiffure» – assurée par quatre ouvrières qui ouvrent un petit salon dans l'infirmerie –, ainsi que la commission «chiffonnière» animée par Alice, qui vient compléter celle de couture. On s'aperçoit aussitôt de la surreprésentation féminine (Déhedin, 2011 : 63).

Les femmes sont souvent ramenées, aussi bien dans les commissions que dans l'organisation de la lutte, aux tâches liées au «care» : alimentation, soins, garde d'enfants, logistique. Pourtant, à la différence de 1973, de nombreuses femmes de Lip refusent explicitement cette répartition des tâches, et demandent à être reconnues et entendues au sein même de la lutte. Pour ce faire, elles opèrent une stratégie de renforcement «par l'extérieur», en s'alliant à d'autres femmes d'autres entreprises en lutte, dans le cadre d'un groupe interentreprises. La cause des femmes, via l'activité du groupe, s'affiche alors en pleine page dans *Lip Unité*, bulletin de la section CFDT de l'usine de Palente (voir page suivante).

Si les femmes de l'usine ne tolèrent plus leur mise à l'écart et l'invisibilisation de leur combat, sont-elles pour autant engagées dans une lutte

1. «Des accrochages pour une expression autonome des femmes», *Libération*, 10 mai 1976.

féministe? Non seulement les femmes de Lip les plus engagées (Fatima Demougeot notamment) n'acceptent pas d'être qualifiées de féministes, mais en plus elles n'emploient pas une lecture en termes de domination masculine ou patriarcale pour évoquer leurs problèmes. Toutefois, si les femmes de Lip continuent d'utiliser le clivage capital/travail comme principal vecteur de leurs revendications, elles n'en défendent pas moins un ensemble de droits et de causes propres aux femmes, et en ceci, peuvent être considérées comme une expression ouvrière du mouvement féminisme des années 1970.

Autogestion, féminisme et devenirs révolutionnaires

La trajectoire du combat féministe au sein de l'usine Lip permet de saisir l'essence politique de la séquence autogestionnaire de l'usine de Palente. Faute d'imaginer un format autogestionnaire parfaitement établi et assumé, la grève productive et l'imagination de nouvelles formes de gestion ouvrière doivent être pensées comme les déclencheurs des «devenirs révolutionnaires» (Deleuze, 1990) de nombreuses femmes de l'usine. En cela, Lip constitue une rupture biographique pour certaines femmes qui porteront, relayés par quelques cercles militants, les problématiques spécifiques liées au travail des femmes dans l'usine, et ce bien après la séquence autogestionnaire. L'autogestion, ou ce qui s'y apparente, n'est donc pas en elle-même une garantie d'émancipation pour les femmes. Toutefois, l'entrée en autogestion, forcément chaotique, incertaine, en ce qu'elle fragilise les cadres classiques d'action militante et de rapports sociaux de sexe, peut constituer un levier d'émancipation progressivement apprivoisé par les ouvrières.

été 2015

Pour en savoir plus

- Champeau, Thomas (2007), *Lip : le conflit et l'affaire (1973)*, mémoire de master, EHESS.
- Collectif (1978), *18 millions de bonnes à tout faire*, Paris, Syros.
- Collectif femmes (1976), *Lip au féminin : Rien ne se fait sans passion*, Paris, Syros.
- Déhedin, Caroline (sd), *À Lip, les femmes aussi ont une histoire : la lutte des ouvrières de 1973 à 1977*, mémoire de master, Université de Rouen.
- Deleuze, Gilles (1990), «Le devenir révolutionnaire et les créations politiques», *Futur antérieur*, n° 1.
- Georgi, Franck (2014), «Le «moment Lip» dans l'histoire de l'autogestion en France», *Semaine Sociale Lamy*, 1631 (supplément).
- Gourgues, Guillaume (2015), «“D'étranges révolutionnaires...” : Les gauches alternatives aux prises avec le conflit des usines Lip (1973-1977)», communication lors du 15^e congrès de l'Association française de science politique, Aix-en-Provence.
- Labasse, Pierre (2007), *Antoine Riboud. Un patron dans la cité*, Paris, Le Cherche Midi.

- Maruani, Margaret (1979), *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros.
- Molis, Audrey (2011), *Du conflit des Lip en 1973 à Besançon à la formation de la commission femmes : Expression d'un féminisme ouvrier?*, mémoire de master, Université de Picardie Jules Verne.
- Pagis, Julie (2007), « Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai 68 », *Société et Représentations*, n° 24.
- Piton, Monique (2010), *Mémoires libres*, Paris, Syllepse.
- Piton, Monique (2015), *C'est possible ! Une femme au cœur de la lutte de Lip (1973-1974)*, Paris, L'Échappée.
- Vigna, Xavier (2007), *L'insubordination ouvrière dans les années 68 : Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Weber, Henri (1986), *Le parti des patrons. Le CNPF (1946-1986)*, Paris, Le Seuil.

Pourquoi nous réclamons-nous de l'autogestion ?

Collectif Femmes Alternatives

Les femmes s'organisent entre elles pour prendre en charge elles-mêmes leurs revendications propres sur la base de leur oppression spécifique. Le fait de se rencontrer entre femmes, dans toutes les structures sociales (association, organisation politique, syndicales, etc.) est la condition nécessaire pour que les femmes, en s'organisant dans l'autonomie, puissent faire leurs propres expériences et porter une pratique collective.

Les luttes menées par les femmes sur les différents terrains dont elles s'emparent ont une dynamique profondément autogestionnaire. La lutte sur le terrain de l'avortement/contraception/sexualité, par exemple, a mis en lumière la question centrale : *qui va décider?*, à travers l'objectif global de *libre disposition de notre corps*. Évidemment, cela a une logique d'extension des revendications, car, de plus, il apparaît incohérent d'affirmer ce droit quand à notre corps, si, dans tout le reste de la société, notre droit de décider est bafoué. Vouloir décider en matière d'avortement/contraception, cela conduit à vouloir décider à tous les niveaux de vie sociale. Dans les crèches de quartier ou d'entreprise, *qui va décider* des besoins des enfants? Des spécialistes payés par l'État ou les usagers? Dans les entreprises où les femmes sont affectées aux travaux les plus répétitifs, les plus fatigants, *qui va décider* de nos besoins en matière de santé? [...]

Toutes ses aspirations portées par les luttes de femme mettent en avant la volonté des femmes de *prendre directement en main leur propre sort*.

Le problème pour le mouvement des femmes, c'est la nécessité de dégager un ensemble d'objectifs cohérents et unifiants, qui s'appuient

sur ces aspirations dégagées dans les luttes. Cela passe, pour nous, par une perspective autogestionnaire. L'autogestion n'est pas pour nous n'est pas une référence magique qui résoudrait tous les problèmes, mais doit se comprendre comme une cohérence globale qui parte des aspirations des femmes et se traduise dans le contenu des mots d'ordre et des formes de lutte.

Revenons à la lutte avortement/contraception/sexualité : pour nous, l'objectif de cette lutte, *libre disposition de notre corps*, c'est la prise en charge directe, par les femmes, de tous les problèmes qui touchent à leur corps. *Qui va décider? Les femmes*, en commençant à se former à toutes les techniques et aux connaissances médicales qui touchent à leur corps (prévention, techniques d'accouchement, connaissance de notre corps...) *ou les médecins?* Il est illusoire de dire «c'est aux femmes de décider», si ce sont les médecins qui décident à l'hôpital et dans les centres d'avortement contraception. La lutte pour l'avortement intègre à la fois des aspects *quantitatifs* (plus de moyens, plus de crédits, etc.), mais la limiter à cela est profondément réducteur, et des aspects *qualitatifs* (commencer à s'appropriier les connaissances médicales dans le cadre de centres gérés par les femmes). Cette réponse, *autogestion par les femmes de tout ce qui touche leur corps*, amène à mettre en cause le pouvoir médical et le système de santé où tout se paye [...]. Voilà qui va rendre compréhensible la nécessité de s'affronter aux institutions bourgeoises et à l'État qui défend la loi Veil-Pelletier et donc fait apparaître le caractère anticapitaliste de cette lutte. [...]

244

1980

Source

Brochure du Collectif Femmes Alternatives de Nantes.

Self-Help

Au cours des années 1960-1970, alors que les États-Unis les différentes expressions de la contre-culture prirent également la forme du développement de coopératives de production et de consommation.

Le mouvement féministe a très directement influencé ce type d'organisations alternatives. Les militantes femmes ont ainsi joué un rôle majeur dans la création de ces coopératives, «sans doute parce qu'elles connaissaient parfaitement le sens de la hiérarchie et la domination sur

leurs lieux de travail et dans leurs foyers». Ne pouvant guère espérer changer les choses à l'intérieur des structures traditionnelles de travail, elles se sont alors regroupées sur des bases antisexistes et antiracistes pour créer des lieux de travail et de vie où la domination masculine et les structures de pouvoir seraient battues en brèche, et où elles pourraient acquérir des qualifications professionnelles et construire leur indépendance.

Ces «coopératives» étaient à la fois insérées dans le tissu communautaire local tout en cherchant à «sortir du système»...

2010

Sí se puede!

Sí Se Puede! (We Can Do It!) Women's Cooperative is an eco-friendly housecleaning business founded in Sunset Park, Brooklyn in August 2006. Born out of a project led by the Center for Family Life community organization, Sí Se Puede is run and owned by recent immigrants interested in taking control of their own working lives.

Since opening their doors they have more than doubled in size, creating quality working and ownership opportunities during a period of widespread economic crisis.

The Working World has been in touch with Sí Se Puede since opening our New York office in Summer 2011. We attended several biweekly meetings, introducing our work, getting to know the women, and witnessing firsthand how democratic decision making can nurture a powerful business model¹.

In early 2012, several women from the cooperative approached The Working World to discuss the possibility of creating their own green cleaning products. The initial impetus was a simple desire to work under healthier and more eco-friendly circumstances. Earning almost three times as much as when they were working for other business owners, these women were even willing to sacrifice a few dollars from their hourly incomes to stop using harmful chemicals in their workplace. From these humble beginnings a plan began to emerge.

Working together with a sub-committee from the cooperative, we began to explore different all-natural formulas to substitute for the

1. [► Black Power].

products they were currently using. Over the course of several sessions we identified and perfected two formulas – an all-purpose cleaner and a deep wood cleaner – that the women would begin to use in their daily work. Around these two products we have designed a broad-reaching campaign, including branding, marketing, and an outreach campaign to raise awareness among *Sí Se Puede*'s clientele about the values the company represents and what they're trying to do with this latest project. In addition to raising *Sí Se Puede*'s profile and hopefully broadening its client base, we also hope to begin selling these products to current clients and perhaps even offering them in local stores throughout New York. Through this project the women of *Sí Se Puede* now hope to live healthier, be more conscious of their communities and broader environment, increase their clientele and their hourly income, and create even more quality work and ownership possibilities in Brooklyn.

These are the horizons for a strong democratic business following the triple bottom line of People, Planet, and Profits. This is collaboration at its best and most ambitious. This is a model for a different way of doing business in the 21st Century.

2015

Source

The Working World, www.theworkingworld.org/us/

**VILLE,
URBANISME,
HABITAT**

Pour une autre ville

Jean-Pierre Lefebvre

Survolant à grands traits les histoires singulières de l'économie, de la démocratie politique, de la philosophie, de l'architecture, force est de constater que sous l'apparence chaotique, on peut apercevoir une progression constante de l'esprit critique, scientifique et démocratique, en matière d'urbanisme, malgré mille rechutes dans le mythe comme dans le césarisme des possédants. À la commune primitive dont il subsiste quelques traces en rapide disparition, succéda, avec la première accumulation agricole améliorant la survie, le conflit entre la chefferie des plus astucieux et la décision partagée de la communauté. Le tissu villageois encore visitable, prémisses de la ville, exhibe un reflet intéressant d'une vie familiale, sociale et politique accueillie par une coque protectrice, un tissu bâti organique et continu, favorisant les échanges de la communauté et sa reproduction. Chacun y est à la fois architecte, maçon et usager.

La langue parlée, comme énergie alimentant la cohésion de la collectivité par sa force poétique, use des proximités villageoises pour déployer sa créativité et créer une seconde langue, architecturale, qui enveloppe les corps organiques des individus d'un second corps, matérialisant la dimension sociale de l'être humain, cette entité à la fois corpusculaire et ondulatoire, dialectiquement individuelle et collective, à l'image transposée de la nature intime de la microphysique. La densité d'artistes par habitant y est plus élevée que dans la partie « civilisée » du monde (habitats décorés du Rajasthan, du Yémen, de l'Adès, du Mali, maisons Batak de Sumatra, etc.). Les éléments les mieux doués au sein de la répartition statistique des corpuscules humains apportent les nutriments nécessaires, s'ils sont reconnus par tous, à l'édification des champs ondulatoires où ils ont puisé eux-mêmes l'héritage oral des savoirs.

Il est donc possible de s'appuyer sur la volonté de la *gens* en l'encourageant à s'approprier des directions empathiques de l'aménagement du cadre de vie, puisées dans de multiples observations des matériaux locaux, des qualités du site, du climat, de l'agriculture balbutiante. Cette

expérience naturelle est combinée, dans une éthique et une esthétique spécifiques – intimement mêlées au support mythologique qui rassure en comblant provisoirement le non su du monde – avec les règles de l'échange, celles de la vie politique, sociale et familiale, pour cristalliser en un style de vie et d'habitat qui coïncide avec un palier du développement productif et intellectuel au sein du processus d'homínisation.

Le village massai utilise des cercles concentriques de protection d'épines des cases, elles-mêmes cylindriques et construites par les femmes, la deuxième périphérie épineuse limite au centre le kraal du bétail, ainsi est perpétuée une forme d'adaptation typique d'une économie d'élevage en savane à un environnement périlleux. Les yourtes kirghizes en feutre, même cylindriques, suivent l'épuisement des pâtures, leur pièce unique décorée de couleurs éclatantes protège la famille durant les longs hivers. Les vestiges de villages Anasazis nichés dans les fissures, accrochés aux flancs de falaises du canyon de Chelly en Arizona emploient la forme orthogonale pour l'habitat, facilitant l'agrandissement qui suit celui de la famille.

Dans les villages Miaos de Chine ou Karen de Birmanie, les maisons autoconstruites en teck s'accrochent aux pentes, ouvertes et contiguës. Leurs volumes sédimentent une intégration organique idéale entre les fonctions humaines et l'environnement naturel. Ils se mêlent au paysage des rizières étagées intégrant doucement aux courbes sensuelles des collines la spécificité courtoise de la création humaine. La place centrale est le lieu de rassemblement du village pour la discussion comme pour les fêtes. Au Maghreb, les labyrinthes en pisé sensuellement modelés de



main d'hommes abritent du soleil ravageur et couvent à la fois l'intimité de la famille et la relation familière au voisin. Les *yaodongs* chinois, grottes artificielles creusées en un mois dans le loess, ouvrent sur une cour carrée surbaissée. Tempérées toute l'année, elles gradinent souvent à flanc de colline dans une expression morphologique attachante. À Bali, le village «communiste» de Tenganan abrite depuis des siècles entre deux alignements de huttes, une ligne d'ouvrages utilisés dans la vie communautaire pour la décision politique commune, la répartition des récoltes, le règlement des conflits. Chez les Dogons, les cases à claire-voie réservées aux palabres sont surbaissées pour éviter l'invective qu'encouragerait la station debout.

L'humanité est loin d'avoir épuisé le répertoire des formes d'habitats proxémiques. Redécouvrir ces lieux devrait être l'impératif catégorique de tous ceux qui font profession de bâtir la ville, architectes, bureaux d'études, BTP, maîtres d'ouvrage, élus...

Un habitat proxémique

Comment ne pas s'extasier devant de telles réussites de l'autoconstruction? Elles portent nombre d'enseignements profonds sur l'esprit de ce qu'il conviendrait de bâtir ici, au 21^e siècle, cette harmonie retrouvée du corps et de l'âme avec un environnement cultivé, respecté, ce qui a été perdu sous la double oppression de l'aliénation du capital et de la bureaucratie étatique. Intimement mêlées dans une collaboration quotidienne, elles extériorisent leur commune nuisance dans l'infini des surdensités urbaines, le hors d'échelle des tours, la mutité des volumes, la veulerie des façades, la forcerie des vitesses et du vacarme. La division du travail a écarté la construction urbaine de la vigilance d'un regard citoyen aiguisé. Ce non-paysage n'est plus lu, il est subi.

Il ne s'agit évidemment aujourd'hui ni d'hypostasier ni de pasticher ces exemples premiers : faute de moyen technique, il y fait froid l'hiver, l'hygiène manque souvent, le feu est une menace constante, la vitre est une introduction très récente, la vie agricole de base est extrêmement dure, surtout pour les femmes... Le problème contemporain est de penser des lieux de vie à l'échelle humaine, protégés des nuisances de l'automobile et de la concentration urbaine excessive, offrant leur potentiel de charme, de beautés longuement soupesées, contrôlées par le soin jaloux de tous et ainsi préservées.

Des structures démocratiques de proximité fourniraient les possibilités retrouvées de discuter la chose publique, de développer la courtoisie des rapports interindividuels, de peser chaque développement urbain, sans rien abandonner des bienfaits culturels ni de l'anonymat protecteur de

la grande cité. L'esprit de cette empathie proxémique ne pourrait pas aujourd'hui ne pas s'exprimer dans le langage moderne d'une architecture savante, la technologie aidant à magnifier les possibles plutôt qu'à les mécaniser, à condition que la sensibilité, l'éthique constituent l'orientation primordiale.

La dimension irremplaçable tient à l'adaptation fine, exacte de l'architecture aux besoins, non seulement de confort individuel mais à ceux de la vie en communauté. Cette préoccupation sociale est un des seuls éléments forts capables de ressourcer une imagination créative singulièrement en panne. Mesure doit être gardée de l'échelle humaine des choses. Place réservée à l'échange solidaire, à la résolution négociée des minis désaccords interindividuels, à la répression douce des exactions possibles et des phénomènes rares d'agressivité réciproque. Resterait à fourbir les dispositifs démocratiques capables de combler la séparation technocratique et son aliénation. Comment faire naître la commande cultivée?

L'État et la ville

La division du travail du despotisme asiatique a créé le phénomène urbain dans le croissant fertile, 3 000 ans avant J-C. D'abord, un village plus gros se forme autour du palais royal qui ajoute au début une fonction de temple en ne demeurant qu'un habitat banal plus vaste. Les strates sociales sont symbolisées par la verticalité et les degrés des pyramides sous toutes les latitudes, des premières villes autocratiques de Sumer et de l'Égypte jusqu'à l'Inde et au Mexique. Les Grecs élaborent au 5^e siècle av. J-C des formes urbaines qui correspondent à l'irruption avec le commerce maritime, de la démocratie – limitée par l'esclavage à 10% du peuple réel – qu'ils inventent en même temps que l'esprit scientifique et le matérialisme de Démocrite. L'acropole du palais princier perd de l'importance au profit de l'agora du débat citoyen. Après Athènes, en Lycie et Lydie, ils structurent et embellissent leur ville à l'aide des nouveaux instruments institutionnels (agoras, prytanée, bouleutérion, bains, stades, cirques, théâtres, temples, marchés) où s'exerce la volonté citoyenne immédiate. Le plan en damier de la colonisation facilite la répartition égalitaire des terres où survivre dans la concorde. Il peut être corrigé dans sa sévérité militaire par l'adaptation sensible aux configurations d'un site choisi pour sa qualité, souvent pentu (Priène, Aspendos, Termessos, etc.).

Hippodamos de Milet introduit la ville géométrique et le premier zonage social. Il tente de concilier l'érection d'un centre civique avec la géométrie en damier: sa ville rayonne vers un centre qui devient la

mer, le port, fondement de l'activité économique essentielle (Rhodes, Le Pirée). L'habitat vernaculaire garde son joyeux désordre dont l'esprit se retrouve aujourd'hui dans quelques villages préservés des Cyclades.

Les traces exemplaires des villes européennes du Moyen Âge, correspondent à la montée nouvelle de la volonté démocratique des bourgeois et du menu peuple contre la domination aristocratique. Albi symbolise cette représentation de la lutte des classes: la cathédrale forteresse construite par Montfort écrase le vieux tissu labyrinthique des populations cathares défaites! Ainsi des villes du Rajasthan où le château moghol menace le tissu rhizomique de la cité populaire à son pied (Jodpur, Udaipur, Amber...). Venise, après des siècles de démocratie, certes censitaire et complexe, a inventé, grâce à un site géographique favorable à l'excellence économique et à la résistance naturelle aux envahisseurs, un paradigme de réussite urbaine, où chaque quartier est conquis sur la lagune. C'est dans la cité lacustre que se développent les Scuole (la ville en compta jusqu'à 1800!), sièges des influents comités de quartiers qui appuient la République des doges et font œuvre sociale (jusqu'à leur suppression par Napoléon!). Les villes de l'essor bourgeois se structurent autour d'éléments démocratiques, tels le Palazzo Vecchio à Florence et le Palazzo della Ragione de Giotto à Padoue (vaste bâtiment quadrangulaire abritant les assemblées populaires).

Avec le baroque et la perspective du classicisme, la ville devient davantage une représentation des volontés princières. Les alignements mornes pour le paraître et l'avoir privent bientôt l'expression populaire de sa faculté d'expression architecturale, perdue dans la division du travail. Haussmann au 19^e siècle, symbolise cet asservissement cultivé du tissu organique à l'ordre militaire qui réprime, de son propre aveu, les insurrections populaires récurrentes, mais qui sert en même temps le bien-être bourgeois des boulevards et des parcs. Au même moment, de Wendel dans ses corons et Bentham dans ses Œuvres théorisent l'organisation panoptique du dressage des «petits travailleurs infatigables» qui perdent leur subjectivité en devenant des rouages anonymes de la machine capitaliste. La division du travail s'empare de la ville: aucun de ses domaines n'échappe à l'architecture avec ce gîte rédhibitoire: un zeste pour le pot de terre artistique, l'essentiel pour le pot de fer de l'horreur économique.

L'urbanisation mondialisée

Mies Van der Rohe, Gropius, Van Esteren, Le Corbusier, dans leur charte d'Athènes fonctionnaliste, prêchent en 1933 la tabula rasa de la rue haussmannienne au profit du totalitarisme spéculatif, des barres et

tours sur *no man'sland*, du zonage, du *less is more*, de la fordisation, de l'orthogonal sanctifié en impératif catégorique. La ville comme résidu de l'usine. La valeur d'usage de la ville ancienne est perdue au profit de la seule valeur d'échange: c'est l'antiville décrite par Henri Lefebvre, caractérisée aujourd'hui par les grands ensembles dortoirs, l'urbanisme rectiligne du chemin de grue les ZUP, les mornes étendues pavillonnaires, les tristes zones industrielles et l'apoplexie des mégalopoles. Nous en sommes là. La Ville est le lieu de l'aliénation, de la fétichisation: «Une formidable puissance d'homogénéisation s'exerce à l'échelle mondiale, produisant des espaces dont toutes les parties sont interchangeables, quantifiées, sans qualités» (Lefebvre, 2000).

Dans une société au logiciel dévoyé par l'accumulation financière aveugle, les murs répriment, ils ne sont jamais innocents. L'antiville contemporaine par son anonymat, ses discontinuités, ses séparations, sa mécanique commerciale, sa répression excessive destinée à canaliser l'excès des frottements inter-individuels multipliés par l'entassement dans les mégalopoles invivables et sans bornes, son enfermement dans des boîtes empilées, ses nuisances automobiles, la mutité de façades mornes, limitées à des falaises rectilignes, continues ou discontinues, suivant la règle d'Hausmann ou celle du Corbusier. Le processus décisionnel s'opacifie derrière le rideau mercantile et bureaucratique. La perte des références esthétiques et donc éthiques, mutile, interdit les pratiques conviviales, freine la rencontre, pousse à l'agressivité réciproque plutôt qu'encourager l'échange, l'entraide, l'empathie. L'aliénation dans la ville accompagne celle du travail exploité.

Aux États-Unis, Franck Lloyd Wright, dès le début du siècle, rejoint les thèses libertaires et écologistes avant l'heure de Thoreau et de Morris pour libérer contre la ville dense et oppressive, sa formidable imagination formelle: la maison doit exploser depuis son cœur vers la nature environnante. Outre ses extraordinaires villas de luxe qui dialoguent magnifiquement avec les paysages de l'Ouest, il propose des logements populaires, ses Usonian Houses dont il fait les plans et que l'acquéreur construit souvent lui-même... Il propose ses *Broadacre Cities*, habitat proxémique au tissu varié et multifonctionnel, verdi, desservi par autoroute mais protégé de ses nuisances.

L'esprit de la ville ancienne est retrouvé, après Camillo Sitte en 1900 et par le groupe TeamTen qui, en 1956, conteste la charte d'Athènes. Sans prosternation ni pastiche, il féconde une architecture conviviale, forte densité faible hauteur, clusters aux fonctions mixtes, propres à l'échange solidaire, dans les conditions nouvelles d'une société aux moyens technologiques décuplés.

Jean Renaudie et l'utopie à grande échelle

Jean Renaudie prolonge et radicalise cette recherche en parvenant à construire son utopie à grande échelle. Il est de ceux, avec Gian Carlo di Carlo, Herdzberger, Piet Blom, Van Eyck, Team Zoo, qui a fait entrer dans sa pratique, éclairée par les réflexions d'observateurs aigus comme Valery, Bachelard, Mumford, Bettelheim, la prise en compte de la quotidienneté des gens du peuple qu'il côtoyait en permanence. Les hors d'échelle, les densités excessives, supérieures à un coefficient d'occupation des sols de 2 et dépassant les sept étages, les îlots refermés sur eux-mêmes, les dessertes en ascenseur qui encagent les locataires, le vide béant sous chaque fenêtre, les paysages sinistres sur lesquels elles ouvrent, la boîte et le rectiligne comme représentation de l'enfermement carcéral, le panoptique comme règle de composition (en 2009, l'avis du commissaire de police rectifiera les plans trop complexes!), le zonage répressif, assassin de la différence et de la communication, sont proscrits. Il a testé dans ses réalisations hardies qui suivaient le fort embrasement de Mai 68, l'utopie urbaine, la transfiguration des éléments de charme des tissus précapitalistes. Chaque logement a son plan original, il est doté d'une terrasse en pleine terre. La verdure, bien avant la montée de l'écologie, est restituée dans les espaces communs ou privés, abrités de la voiture qui devient nuisante quand elle cesse de servir aux déplacements indispensables. Les parcours piétons sont longuement soupesés et toujours sinueux, rêveurs, propres à la rencontre douce, parfois même au recueillement, au retour sur soi. Chaque instant de la promenade est une découverte artistique, longuement mesurée sur maquette, confrontée aux avis des futurs utilisateurs. Il traite du dernier échelon de la fractalité de la ville, le logement, sa cellule germinale qui doit respecter la différenciation des individualités et proposer des dispositions appropriables, chaque fois différentes. Il n'enferme jamais les citoyens dans des boîtes toutes pareilles. Tout le répertoire des inventions d'espace du mouvement moderne dans les villas de luxe est sollicité : espace commun de la famille privilégié pour l'échange aux dépens des couloirs de la distribution bourgeoise, chambres ouvertes, duplex, triplex, mezzanines, éclairages zénithaux, angles aigus ou obtus, courbes, terrasses plantées, etc. Dépassant les belles cités-jardins d'Henri Sellier des années 1930, il donne cette richesse aux HLM. «Des palais pour les travailleurs», comme le revendiquait Bertolt Brecht. L'inventivité des espaces intérieurs libère la complexité généreuse des volumes urbains. Inexcusable ! Il ne cessera de s'attirer l'aigreur des philistins, jusqu'aux tentatives rageuses de destruction en 2009 !

Les exemples de quartiers proxémiques contemporains qui s'efforcent de reprendre l'esprit des habitats vernaculaires prennent le contre-pied des dispositions assassines du zonage et de la standardisation de la charte d'Athènes. Les habitats sont ouverts sur l'extérieur, contrairement à la mode fatale de l'enfermement qui prévaut face à la montée de la violence capitaliste créée par l'inégalité déferlante. Ils s'efforcent d'aider à la relation horizontale entre les individus. Ce qu'interdisent absolument les tours où on ne peut dialoguer qu'avec le vide, rempli seulement d'autres tours tout aussi sinistres. Le gradin jardin au contraire incite à la vision réciproque et donc aux échanges visuels ou mieux langagiers d'une terrasse à l'autre. Il tient compte de la nécessité symétrique de protéger l'intimité. Il rassure par une perception adoucie des différences de niveaux, par la présence permanente de la nature qui corrige la dureté du béton sur les toits terrasses munies de terre végétale où même de grands arbres peuvent croître. Renaudie invente une solution parmi cent autres possibilités inexplorées, de cadre physique pour l'épanouissement d'autres relations sociales, participatives, entre les habitants.

Après 1968, une gauche municipale féconde

Sur la vague de la gauche municipale des années 1970, parmi d'autres maîtres d'ouvrage hors norme (OPHLM d'Ivry, Semasep, Sadi, Semaeb, RIVP, SAEN à Tourcoing et Grande Synthe, etc.), nous avons pu construire dans les conditions économiques ordinaires de prix, avec les entreprises habituelles, dans les normes en vigueur, sans subventions particulières, plusieurs milliers de ces habitats dans une dizaine de quartiers de Seine-Saint-Denis, qui s'ajoutaient à ceux d'Ivry, de Givors, de Saint-Martin d'Hères.

Avant leur édification, ils ont été confrontés à l'avis de leurs futurs occupants, diversement suivant l'ouverture des élus locaux. L'importante opération de rénovation Basilique à Saint-Denis a été précédée de deux vastes expositions consultatives (10 000 visiteurs). La première exposait les intentions d'ensemble, la seconde les maquettes pré-opérationnelles des treize architectes, soigneusement choisis, par qui nous avons remplacé l'architecte en chef spécialiste en tours et ZUP lugubres. Les projets, ratifiés, après vif débat, par le conseil municipal, ont été imposés aux promoteurs.

À l'Isle Saint-Denis, Villetaneuse et au Blanc-Mesnil, la consultation a pris d'autres formes: visites, expositions, débats avec les conseillers municipaux, puis avec les usagers probables, etc. Les architectes entendaient les remarques. Certains critiques – commerciaux et technocratiques – accusaient la tendance renaudienne de contraindre les locataires

à s'insérer dans des rêves d'architectes impraticables : dans l'angle aigu, on ne pourrait caser le buffet Henri II ni même balayer ! Sottises. La vérité est que 99,9% du marché locatif ou en accession proposent le même type de logement standard, orthogonal et conformiste, il n'y a aucun choix véritable. Personne ne pouvait obliger un candidat à bénéficier d'une des mille variations des logements Renaudie !

À la même époque, une partie de la gauche architecturale prônait d'aller plus loin dans la participation citoyenne, jusqu'à effacer l'étape de la création. Le talentueux Lucien Kroll était le leader de cette tendance visant à laisser le crayon aux acquéreurs d'une cité pavillonnaire. Architecte créatif, force lui était parfois d'abandonner la qualité de sa conception devant la reproduction obstinée par les usagers des modèles que les promoteurs et la publicité leur avaient mis dans la tête. Le résultat à Cergy se limita à un joyeux désordre de pavillons classiques. C'est sans doute la limite de cette riche direction de recherche.

Participation, piège à c...

La SCIC (Société centrale immobilière de construction) et la SCET (Société centrale d'équipement du territoire), fournisseurs impénitents en grands ensembles hideux, s'étaient tôt appropriés cette opportunité du débat avec les usagers. Leurs chargés de mission sociologiques vendaient comme des VRP un bavardage participationniste et une inculture offensante jusqu'à faire casser des grands ensembles pour reconstruire à leur place des nouvelles entités tout aussi misérablement carcérales mais les usagers avaient participé ! En 1984, nous avons réuni autour de la commission Dubedout, des fonctionnaires sensibles du ministère pour proposer une politique intelligente de reconquête urbaine des grands ensembles les plus sinistres. La Caisse des dépôts et consignations nous opposa la démagogie sociologique, il ne fallait pas traumatiser les braves gens mais les laisser dans leurs ghettos ! En matière de participation, d'autogestion, se méfier des contrefaçons !

Avec Lucien Kroll, nous avons lancé en 1984 une recherche-action sur la ville grand ensemble de Clichy-sous-Bois qui proposait en discussion avec les habitants un remodelage du centre commercial, la création d'un centre-ville sur des délaissés d'autoroute, un traitement des immeubles les moins disgracieux ; devant l'hostilité du maire de l'époque et le manque cruel de moyens, ces propositions sont restées vingt ans lettre morte. Chacun connaît en 2005, la suite explosive !

Certains architectes de gauche prônaient des ateliers publics d'architecture : ils risquaient de bureaucratiser l'effort de création, ce qui signifiait sa mort, d'une autre façon que sous la botte mercantile mais

sans plus de remède. En 1974, Aubervilliers n'avait pour tout service d'urbanisme qu'un contrat renouvelable avec une excellente équipe, l'Épure, c'est ainsi que nous avons pu faire travailler Renée Gailhoustet sur son chef-d'œuvre de la Maladrerie, 800 logements en gradin-jardin qu'elle partagea avec de jeunes confrères de même sensibilité. Après la fausse décentralisation de 1981, les services municipaux d'urbanisme se sont étoffés, étouffant toute initiative, cherchant à briser les exemples intempestifs! À Saint-Denis, même évolution régressive! Les services d'urbanisme gonflent et l'obscénité des promoteurs triomphe!

L'expérience a montré que de nouveaux quartiers intelligents et sensibles ne peuvent à eux seuls changer la vie de leurs habitants, ils peuvent tout au plus l'adoucir un peu.

Le crève-cœur des Poètes de Pierrefitte

258

À Pierrefitte, le quartier nouveau des Euvremer et de Padron Lopez (440 HLM en gradin-jardin) avait les qualités humaines requises. Mais Les Poètes, comme il avait été baptisé, ont été dès le départ, par un choix déséquilibré des locataires, instaurés en ghetto: bas salaire, chômage, abondance de familles monoparentales, etc. La déprime sociale s'est installée comme dans des quartiers moins bien architecturés. Le centre social culturel intégré a résisté pendant des années, effectuant un excellent travail de consolidation et de sécurisation de ces populations éprouvées. Il manquait certes les emplois, les bons salaires, la sécurité, l'éducation. La politique perverse de Jean-Louis Borloo a mis le holà. Contre une subvention monstrueuse, 180 millions d'euros publics, les élus de gauche ont pris la décision inique de tout démolir pour disperser les 800 habitants qui s'étaient pourtant tous prononcés contre la démolition et pour la réhabilitation.

La Ville fait dévaster les beaux appartements à terrasse! Le permis de démolir est signé sur la base d'une argumentation infantile (ou cynique): désenclaver le quartier qui sera bientôt desservi par un tramway, quand il s'agit en fait de chasser 440 familles du Sud et de diminuer le nombre de HLM (on n'en reconstruira que 130)! Aujourd'hui, les jeunes du quartier caillaient les visiteurs, dont ils craignent qu'ils ne les virent du quartier magnifique – très mal entretenu par les bureaucraties locales – où ils ont grandi!

Cette expérience révèle le blocage total d'institutions municipales fondées sur la réélection chaque six ans d'un maire potentat, appuyé sur un matelas bureaucratique et des techniques médiatiques de manipulation électorale. L'opacité est totale, la volonté des citoyens se heurte à un mur. Situation invraisemblable, déni de démocratie!

Il faut remplacer les sordides ZUP de la charte d'Athènes et du mépris qui, le plus souvent déjà amorties, sont superficiellement bricolées depuis trente ans sans autre résultat que les explosions sociales récurrentes des jeunes populations qui y sont stockées en silos. Elles seraient le terrain idéal pour inventer le nouvel urbanisme du 21^e siècle. Ce que Jean-Louis Borloo a voulu nous faire croire qu'il s'apprêtait à faire. Mais, dépourvu du moindre badigeon de culture architecturale autre que ses affinités bouyguesques, il casse pour reconstruire aussi laid qu'inadéquat. Sa « cité manifeste » hâtivement jetée aux médias ne fut qu'un affligeant fiasco. Un gâchis énorme, aggravé par la tentative perverse d'en profiter pour éradiquer les quelques traces d'avancées urbaines des années d'après 68, année maudite. Avoir osé donner aux pauvres les qualités d'espace réservées aux riches ! Impardonnable ! Cette élimination consensuelle de l'intelligence construite est un signe certain de l'effondrement civilisationnel en cours.

Ces nouvelles formes d'urbanisme ouvert sont toujours en attente des nouveaux rapports sociaux qu'elles préfiguraient, elles ne peuvent s'y substituer. À Saint-Denis, Aubervilliers (la Maladrerie), Le Blanc-Mesnil (La Pièce pointue), des phénomènes de vie locale, de défense et d'animation du quartier, de vigilance républicaine, se sont toujours développés avec bonheur, dans l'incertitude des évolutions politiques, parfois même contre les visées obscurantistes des élus mandarins de gauche !

La trinité qui régit la ville humaine

Le peintre Hundertwasser a résumé l'équation : pour bâtir une maison, il faut que maçon, architecte et habitant soient unis comme les trois doigts d'une main. Dans nos conditions industrielles d'irréremédiable division du travail, cela signifie que les trois acteurs de la ville : l'économie, les citoyens, la culture, devraient être à égalité dans le poids décisionnel. On en est très loin. Le lucre seul tire les ficelles. L'horreur urbaine décalque l'horreur économique. Le citoyen délègue son pouvoir à des mandarins, abrités derrière l'épaisseur de leur bureaucratie. La culture elle-même est rongée de l'intérieur par le même cancer mercantile. L'occurrence d'une bonne solution construite, d'une ville viable, d'une Venise moderne, est donc un événement rare, pour ne pas dire aujourd'hui, en voie de disparition. Pourtant, des choses heureuses ont éclos voici trente ans, non seulement en région parisienne mais aussi à Grande Synthe, Tourcoing, Alençon, Hérouville, Hyères, Besançon, Saint-Brieux, Nantes... Il ne s'agit donc pas de chimères. Il faut réaliser l'alliance des citoyens et de la culture. La généralisation de telles alliances nécessite un grand courant idéologique, populaire, porteur de

transformation. Il a animé la gauche municipale jusqu'en 1981, quand la pyramide impériale, les Phynances, la TGB immonde, l'Arche de la Défense, l'Opéra Bastille ont dévasté le ciel de Paris et l'espoir solidaire... Le mandarinat municipal, base viciée d'institutions vieilles de deux siècles, doit être révolutionné, mieux contrôlé, agi par les citoyens eux-mêmes, sans attendre chaque six ans la grand-messe électorale. Cela s'appelle l'autogestion, le budget participatif, les comités de quartiers, les commissions extra-municipales. Une maison où sont exposés et débattus tous les permis de construire. La décision citoyenne sur chacun d'eux. L'abandon des subventions publiques à l'accession à la propriété, source de laideur construite. La réservation des crédits HLM à des projets ambitieux, originaux. Une grande politique architecturale qui bouleverse l'institution et l'enseignement, institue une véritable critique sans encensoirs, qui débureaucratise les replis bénédictins où le médiocre prolifère.

260 Une révolution démocratique: à chaque école et son millier environ d'électeurs, son comité de quartier de cinq membres par exemple; même taux que dans les communes rurales: un élu pour deux cents électeurs. La réunion de ces comités, cinq cents grands électeurs dans une ville comme Saint-Denis, désigne chaque année un maire tournant. La télé, Internet, l'Université, par des stages de formation ouverts aux élus, aident à la promotion de cette vocation citoyenne, racontent les bons exemples, critiquent les plus mauvais... L'école devient, enfin, le lieu d'apprentissage de la démocratie de base (et de la forme urbaine) en s'autogérant – partiellement – elle-même, comme cela existe déjà dans de rares écoles expérimentales qui fonctionnent bien.

Des outils comme les Offices d'HLM et les sociétés d'économie mixte, mériteraient une analyse approfondie. Ils peuvent naturellement cumuler le meilleur ou le pire. Échappant à la rigidité fonctionnaire (pas de protection à vie, nécessité d'équilibrer le budget annuel, etc.), ils comportent, à la limite, une part d'autogestion qu'accompagne la manifestation de défauts évidents. Les sociétés d'économie mixte de la SCET ont pu, quand leurs cadres et les élus de gauche étaient fortement motivés dans les années 1970, jouer ce rôle utile. Les salariés, s'ils ne dirigeaient pas la maison, étaient largement informés sur le compte d'exploitation. Ils étaient plus des associés que des exploités (les actionnaires n'encaissaient aucun profit). Une collaboration pouvait s'instaurer entre les élus et les salariés, tentés parfois par la surenchère égoïste...

Un urbanisme autogestionnaire ?

Sur la ZAC du centre-ville de Villetaneuse, Renaudie proposa une approche féconde au problème des bâtiments d'une démocratie de proximité, préfiguration du cadre physique d'une autogestion qui n'était pas tabou dans ces années. Poursuivant sa recherche sur la mixité des fonctions dans un même bâtiment, sur leur combinatoire organique dans une même solution d'architecture, il dissolvait le monument du pouvoir, l'Hôtel de ville, dans le tissu banal, au même titre que les logements, les équipements, les activités privées : plus de symbole solennel et emphatique de la bureaucratie séparée, mais une dispersion des services aux habitants parmi les habitants, dans des formes rassurantes, accueillantes, voisines de la typologie environnante afin de réduire l'aspect ostentatoire et répressif et faciliter la participation. Il projeta des solutions identiques dans ses derniers concours, malheureusement perdus : Bourse du travail de Saint-Denis, Palais de justice de Lyon ou centre de la Villette, où il reprenait les mêmes formes et le verdissement systématique.

Rapprochons ces solutions de celles de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture (Chémétov, Deroche, Ciriani, Tribel, etc.) à l'Arlequin de Grenoble où le collège s'ouvrait sur la voie piétonne qui desservait la barre de logements en zigzag, parmi des commerces et équipements ouverts (gymnase), même si là encore la composition sociologique a évolué depuis vers une amorce de ghetto!

Traitant de l'idée de ville nouvelle pour rééquilibrer et étendre le Grand Paris jusqu'au Havre en urbanisant la vallée de la Seine (idée reprise par Nicolas Sarkozy), Renaudie inventa un concept magnifique : il habillait la falaise des Deux Amants au Vaudreuil par une ville à terrasse, desservie par des ascenseurs, il lui faisait ensuite traverser la Seine sur des ponts habités puis se prolonger sur pilotis dans les gravières paysagées ! Les ingénieurs des Ponts-et-Chaussées ont pris peur et l'atelier de Montrouge explosa. Renaudie partit avec ses plans géniaux et une « ville nouvelle » morte née de plus fut construite !

Ricardo Porro procède d'une autre démarche, très riche : il conçoit des unités de voisinage piétonnes de quelques centaines de logements, mêlés à des activités et équipements. Son souci d'une poésie préalable au projet d'architecture lui fait imaginer d'abord une forme emphatique, parfois mimétique, au sein de laquelle il insère logements et autres fonctions. Ainsi sont nés des projets de quartier séduisants qui rappelaient la cathédrale d'Albi, le corps humain, voire des tableaux de Paolo Ucello. La difficulté d'insertion des fonctions dans ces formes prédéfinies est réelle, elle nécessite un énorme travail de l'architecte.

Buczowska, au Blanc-Mesnil, part des intérieurs et travaille sur la multiplication des richesses d'espace internes puis externes, elle compose sur un rythme maîtrisé une physionomie d'ensemble, un style, qui peut évoquer un mouvement symphonique rappelant une expression mozartienne, si on en croit le critique François Granon de *Télérama*. Une synthèse des deux approches contradictoires? Ses recherches sur la fonction oblique, dans le droit fil de celles de Claude Parent ne tentent-elles pas de relier et dépasser la contradiction dialectique entre la direction verticale du dépassement, celle de la transcendance idéale où tend l'humanisation et celle de l'horizontalité du caractère collectif, solidaire de l'humanité?

La préoccupation du dialogue avec les citoyens n'exclut pas l'ambition esthétique la plus élevée, elles se nourrissent mutuellement. L'aménagement de la ville est une entreprise lourde, longue, coûteuse. Elle exclut donc le processus graduel d'une addition lente, endémique, un microcosme autogestionnaire après l'autre, qui ne peut être que chimérique, sauf en des paradigmes exemplaires et utiles en cela. Elle doit se conformer à une approche sérieuse de l'autogestion dont il est sans doute illusoire de penser qu'elle puisse se propager spontanément dans la société civile sans remettre en cause l'État et l'accumulation capitaliste, la propriété privée des moyens de production et leur transmission par héritage.

La forme de la ville dérive en premier lieu de l'organisation économique et d'une forte intervention de moyens d'État. L'une et l'autre ne peuvent se passer ni de transformation sociale ni d'expertise. L'autogestion ne peut reposer sur la *tabula rasa* des organes institutionnels existants. Pour autant, on ne peut se satisfaire de leur parasitisme. Il faut, après analyse du grain et de l'ivraie, les déconstruire sélectivement et bouleverser ce qui doit l'être. L'aiguillon de l'autogestion, de l'intervention permanente, éthique, rationnelle des citoyens, sous des formes multiples, doit se substituer à la seule concurrence marchande, largement dévoyée par les monopoles et la publicité. Une articulation d'un pouvoir d'État politique fort – du soutien populaire, non dictatorial cela va de soi –, convenablement débureaucratisé, avec les délégués de quartiers en prise quotidienne avec leurs mandants, contrôlés et contrôlant les actions d'aménagement, devrait permettre, bien entendu dans d'autres difficultés aujourd'hui peu prévisibles, de transformer les conditions de reconquête du territoire d'une bonne vie.

L'application dans des règles politiques contemporaines du concept de Guy Debord:

La plus grande idée révolutionnaire à propos de l'urbanisme n'est

pas elle-même urbanistique, technologique ou esthétique. C'est la décision de reconstruire intégralement le territoire selon les besoins du pouvoir des conseils de travailleurs, de la dictature anti-étatique du prolétariat, du dialogue exécutoire (Debord, 1967).

Le terme de dictature tient aujourd'hui de la provocation mais le concept est riche bien qu'il règle un peu vite la question de l'esthétique, obscure, souvent frelatée, cependant essentielle à l'humanisation.

Les luttes urbaines

La lutte des classes prend aujourd'hui mille formes, plus complexes qu'autrefois. Les revendications et les luttes urbaines en font partie. La lutte implique des revendications qualitatives concernant l'espace (transport, habitat, vie quotidienne) (Lefebvre, 2000).

Leurs formes sont multiples. Les Brésiliens ont expérimenté la collaboration entre les populations des *favelas* et des jeunes architectes militants. Porto Alegre a transféré cette participation au niveau des municipalités, avec des caractères particuliers, liés au sous-encadrement administratif: les comités concernaient de quartiers immenses et ne pouvaient intéresser que la minorité engagée des habitants. Elle n'a pu éviter l'augmentation des effectifs et donc du budget, impopulaire. La gauche a perdu la ville.

J'ai jadis animé un comité de défense qui a fait détourner un projet autoroutier assassin à Sotteville mais son extension à une action générale pour un bon urbanisme avorta. À Dieppe, j'organisai un référendum sur la piétonisation de la rue centrale: 50% pour, 50% contre. Nous décidâmes de la réaliser, les commerçants plébiscitèrent le résultat. Ces luttes sont toujours partielles, souvent assistées par des professionnels de l'espace, engagés politiquement à gauche. À Aubervilliers, à Ivry et au Blanc-Mesnil, la présence d'architectes ou de locataires sensibles sur le site permit de bloquer de nombreuses tentatives de démolition. Dans la pratique de la Sodédat, il a été fait appel (Le Blanc-Mesnil, Saint-Denis, Pierrefitte, etc.) à une intervention politique contre l'État qui bloquait des projets ambitieux. De hauts fonctionnaires, des médias nous soutinrent: *Le Monde*, *L'Humanité*, *Le Moniteur*, *L'Architecture d'aujourd'hui*... Nous finançâmes une campagne d'affiches (les beaux quartiers sont possibles en 93!), des films, des expositions (IFA, Aubervilliers), dix livres d'architecture!

L'insurrection banlieusarde de 2005 à Clichy-sous-Bois, étendue aux banlieues sensibles, signifie un refus de masse de l'existant. Il s'agit d'un plébiscite contre l'exclusion et contre la forme urbaine détestable issue de la charte d'Athènes où ces populations, maltraitées socialement par

l'État bourgeois, sont reléguées. Les ménages les plus solides financièrement les fuient, attirés par l'accession subventionnée du pavillonnaire médiocre, autre non-ville. On peut naturellement regretter le caractère nihiliste de ces actions destructrices. Mais quelles autres perspectives ont-ils après tant de promesses et de répressions? Il aurait fallu qu'une gauche moins veule et nombriliste leur enseigne les moyens démocratiques de la lutte.

La limite c'est justement qu'il est bien rare que ces luttes utiles pour des objectifs précis, immédiats, puissent se prolonger par une vision d'avenir, des projets sérieux, sensibles. Ainsi, le DAL, quelle que soit son utilité, en reste à sa fonction première, ce qui est bien, mais sans jamais se poser la question plus large sur ce qu'il conviendrait de faire à l'échelle de l'État, de la société civile : la trinité dont parlait Hundertwasser!

Réformer de fond en comble l'institution architecturale

264

Faut-il autogérer les écoles d'architecture? Elles le sont déjà largement dans les faits puisque les professeurs élisent leur président et reproduisent les nouveaux profils à leur image terne, en disposant souverainement de la manne publique. Force est de constater que ce milieu ronronnant fonctionne plus comme une usine à gaz que comme un lieu fiévreux d'innovation, un Arts and Craft, un Taliesin, un Bauhaus ou un Vouthémas contemporains. Sauf exception de professeurs courageusement ouverts, l'orthogonalité du dessin et de la pensée est souvent de rigueur, Le Corbusier le dieu, tout écart est proscrit, la formation normée et conformiste : l'axe est de s'insérer dans le broyeur libéral plus que de le contester. Où donc se faire un plaisir d'environnement, en dehors de quelques hasardeuses surprises, plot de logement aux façades correctes, bâtiment d'activité en bardage soigné, joyeux collège par-ci par-là qui accrochent soudain le regard par leur pertinence de récif dans l'océan morne? Le fond de l'air est gris, la sauce insipide. Les grosses agences industrialisées raflent la commande et inondent les clients des images virtuelles en CAO de leur marketing kitsch. Une autogestion réelle, ici comme dans les autres domaines, supposerait que les vrais décideurs soient en premier lieu les utilisateurs et qu'après une formation accélérée, ils court-circuitent bureaucratie d'État et dictature du marché : seuls des gestionnaires en provenance d'une population nombreuse d'élus politiques des quartiers, renouvelables chaque année, bien informés, pourraient dialoguer avec le meilleur des enseignants et des étudiants pour prendre avec eux des décisions rigoureuses, cultivées et dynamiques.

Le Président, osant travailler sur l'utopie du Grand Paris, a convoqué dix équipes d'architectes, bonne idée sinon que pour huit d'entre elles, le roi est nu (seuls Rogers et Grumbach présentent un travail sérieux). Les solutions proposées – en dehors du souhait pieux de planter partout des arbres – éliminent toute contrainte d'urbanisme. Les règlements sont certes surabondants et inefficaces, mais si l'intervention citoyenne ne leur est pas substituée, de nouveaux dégâts spéculatifs sont assurés ! L'autre proposition forte vise à coller des gratte-ciel partout, il n'y a pas que la Bourse qui pratique la fuite en avant catastrophique dans l'accumulation. Le métro aérien en huit, de Roissy à Orly, va produire la spéculation immobilière autour de ses trente gares : le contraire de ce qu'il faudrait faire. Rien sur les ZUP de l'exclusion où pourrait être amorcée une grande politique architecturale, telle que Malraux en rêvait, et la reconquête sensible d'une ville du 21^e siècle enfin humaine.

Dédensifier le Grand Paris est prioritaire, l'urbanisation intelligente de la vallée de la Seine pourrait y aider mais on ne fera pas simultanément deux développements aussi ambitieux que contradictoires.

Certains pourraient en conclure que l'utopie urbaine n'est pas près de naître d'un tel chaos. Ne serait-elle pas que le souvenir charmant d'un passé révolu quand la vitesse et la surabondance des communications virtuelles tendent à effacer le rôle des murs ?

La contemplation du Guggenheim de New York, de la maison de la cascade, des huit cents autres projets de Wright, de la Philharmonie de Sharoun à Berlin, de l'école de danse de La Havane et des collèges de Porro, de l'opéra de Utzon, des ponts de Calatrava, de la Lloyds de Rogers, du musée de Bilbao de Gehry, du port de Gênes de Piano, des quartiers de la Pièce pointue ou des Toits rouges à Saint-Dizier de Buczkowska et de tant d'autres merveilles, la dérive dans les ruelles de Venise, du M'Zab, d'Apricale, de Timimoun, de Jélé, du Machu Pichu, après l'extase soutenue, arrachent un cri : comment l'humanité peut-elle se priver de ces bonheurs d'architecture, comment peut-elle accepter que des milliers de jeunes sensibilités de mêmes carats soient tuées dans l'œuf par l'institution dévoyée, interdites de commandes architecturales, écrasées définitivement par le système organisé des philistins, ces vers blancs dévoreurs de profit ?

Autre question vitale : entre l'État stratosphérique et la famille en recomposition, voire en décomposition, n'est-il pas urgent de recréer un espace social intermédiaire, celui des relations « villageoises » de proximité, avec bien entendu les formes urbaines inventives, utopiques, empathiques, jamais au repos, qui l'enveloppent, le facilitent et l'accompagnent ? Ne serait-ce pas là le but de la production, d'une économie

maîtrisée, avec l'écologie et la réduction du temps de travail pénible? Des quartiers empathiques pour accueillir l'épanouissement de la culture de masse qui se substitue à la consommation boulimique et ruineuse, qui emplisse de bonheur les espaces de la RTT dont la croissance remplacerait celle du PIB! Bel axe de réflexion pour l'introuvable projet de société qui rassemble toutes les gauches!

La condition pour faire réapparaître l'occurrence d'une architecture adaptée à la bonne vie socratique est de se défaire de la dictature du maçon (de l'horreur économique) au profit de l'alliance retrouvée entre les citoyens et la mince élite créative et solidaire. Cela a été déjà esquissé, ce n'est donc pas une chimère. Une telle conjonction touche l'extrême urgence. La mégalopolisation de la planète accompagne et nourrit l'accumulation financière cataclysmique et l'effondrement annoncé de l'écologie dans les trente prochaines années. Sans un vrai socialisme, simultanément par le haut et par le bas, sans la révolution urbaine qui l'accompagne, c'est le processus d'homínisation lui-même et la survie de l'espèce qui sont programmés.

avril 2010

Pour en savoir plus

- Debord, Guy (1967), *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel.
 Lefebvre, Henri (2000), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
 Lefebvre, Jean-Pierre (2008), *Faut-il brûler les HLM?*, Paris, L'Harmattan.

Consult'action à Bobigny

Bernard Bersinger

Est-ce possible, aujourd'hui, dans une société mondialisée, où l'on a un capitalisme mondialisé, quand on est maire, quand on est communiste, d'avoir des pratiques radicales, révolutionnaires, autogestionnaires, dans le cadre des responsabilités qui sont les miennes? Cette question renvoie à des interrogations qui sont celles d'un maire communiste d'une ville de la banlieue parisienne et qui portent sur contenu sur la démocratie participative.

Est-ce que cette démocratie participative est, pour le capital, un moyen de relooker cette démocratie représentative en crise profonde? Est-ce le moyen de récupérer la volonté de participer? Le fait que tout le monde en parle, montre que cette envie de participer et de donner son avis sur

l'évolution des choses et sa propre vie, est une aspiration qui ne peut plus être ignorée.

En même temps, nous voyons bien aujourd'hui toute une série de tentatives pour essayer de la dévoyer, de la récupérer, de la cantonner au local, avec une «proximité» qui est seulement celle du quartier, alors que dans cette notion de proximité, je mets celle du monde. C'est particulièrement vrai dans une ville comme Bobigny, qui est une ville-monde au sein du département de la Seine-Saint-Denis. On se pose la question d'une autre mondialisation, ici nous travaillons au niveau local, à construire, tout de suite cette mondialisation solidaire.

On voit toute une série de tentatives pour dépolitiser les débats, autour du thème de la gouvernance. C'est le contraire de ce que je mets dans la démocratie participative. C'est-à-dire, la nécessité de mettre la politique sous contrôle citoyen, donc de changer la politique; de responsabiliser les personnes, pour augmenter les capacités de réponse de la société aux défis des inégalités sociales et du développement durable de notre planète. Ce que nous voulons essayer de faire à Bobigny, avec beaucoup de difficultés et de réflexions, de réussites mais aussi d'échecs, c'est une démarche de transformation sociale. C'est une démarche locale qui vise, dès maintenant, là où nous sommes, à s'attaquer à la concentration des pouvoirs, des savoirs et des avoirs.

C'est clair que si on reste dans les carcans de la démocratie représentative telle qu'elle existe aujourd'hui, il y a très peu de possibilités. Alors peut-on, avec ce cadre-là, innover dans des pratiques de démocratie participative, mettre en cause sans attendre ce capitalisme mondialisé et donc miser tout de suite sur l'intelligence des citoyens. Et, quand on parle de citoyens dans notre expérience bobilienne, on parle de l'ensemble des usagers de la ville, pas simplement des gens qui y habitent, mais aussi des gens qui y travaillent, qui y étudient. Tous nos processus de démocratie participative essaient d'impliquer l'ensemble des usagers de la ville. Comment concrètement pouvons-nous organiser sans attendre le partage de l'information, le partage des décisions, le partage des expertises, le partage de l'élaboration et aussi le partage des avoirs? Pour moi, le débat sur le budget participatif, s'il reste dans les cadres contraignants imposés au budget local, n'a aucun intérêt.

L'intérêt, c'est un débat politique sur l'utilisation de l'argent bien évidemment au niveau local mais au-delà. Comment cet argent est utilisé dans le monde, comment on produit les richesses dans notre société? De ce point de vue, le Forum social européen est une formidable occasion de mise en réseau de toutes ces expériences. Car cantonnée au niveau local, une expérience de ce type est limitée. Ce que je

trouve intéressant dans le Forum social mondial – c’est la raison pour laquelle Bobigny participe à tous les réseaux auxquels on peut participer au niveau mondial et au niveau européen –, c’est que peut-être l’avenir de l’autogestion, c’est justement la mise en réseau de façon à ce que chaque expérience locale, chaque expérience d’entreprise puisse d’une certaine façon devenir une force mondiale, une force globale et que ceux qui sont engagés dans cette démarche sentent cette cohérence. De nombreux Babiléniens participent à nos débats, ils se rendent compte aussi de cette possibilité-là.

Donc, sans attendre, comment mettre en place ce partage du pouvoir et comment faire vivre une nouvelle figure de la politique? Cela implique de remettre en cause les institutions actuelles et de se bagarrer pour des droits nouveaux sans attendre que ces droits nouveaux soient obtenus. Et je crois que de ce point de vue il faut travailler sur le droit de contrôle, sur le droit d’expertise, sur le droit d’information et d’intervention. Permettez-moi de vous dire un mot sur une question qui me tient à cœur puisqu’on parle d’autogestion : c’est la possibilité du droit de vote pour tous les étrangers. À Bobigny, on a essayé de résumer cette démarche en disant : «Babiléniens, une ville par tous et une ville pour tous» en considérant que nous sommes confrontés à une très grande complexité, et que nous avons besoin pour régler celle-ci, tant dans notre ville et dans notre société, de l’intervention du maximum d’usagers de la ville et de travailler avec l’ensemble des habitants et d’aller au-delà des cercles habituels, c’est-à-dire de solliciter les enfants, de solliciter les jeunes, les étrangers, les quartiers difficiles, d’essayer de multiplier les portes d’entrée.

De ce point de vue, quand je parlais d’essayer de trouver des formes nouvelles sans attendre, nous avons mis en place tous les deux ans des assises de la ville qui mobilisent l’ensemble de la population sur une année, et qui permettent concrètement d’essayer d’engager une codécision, une co-construction et une délibération nouvelle. Dans la mesure où les raisons de l’abstention sont pour beaucoup le fait que l’on présente la politique comme seulement réduite au moment du vote, pour un seul choix, pour ou contre un candidat, et évidemment sans changement concret dans la vie des gens.

Il s’agit donc de trouver comment on construit en permanence le changement avec les gens. Notre système d’«assises» de la ville permet de placer la question de la participation sur un autre terrain. Nous avons aussi réfléchi à ne pas rester cantonnés à l’activité de quartier et nous avons appelé nos comités : «comités d’initiatives citoyennes».

Nous avons aussi instauré un droit de saisine du conseil municipal qui n'existe pas dans la loi. Et, comme on est aussi engagé dans une réflexion sur les questions du contrôle citoyen par rapport aux décisions et aux engagements qui sont pris, un observatoire des engagements a été mis en place lors des premières assises en 1998. Cet observatoire est composé de gens très divers, indépendants de la ville, qui établissent régulièrement un rapport sur les engagements de la municipalité qui est distribué dans toutes les boîtes à lettres. Quand on travaille comme ça, c'est un sacré aiguillon pour les élus, pour les techniciens mais aussi pour les citoyens.

On essaie aujourd'hui d'aller plus loin parce qu'entre le moment où on a démarré avec les limites que pouvait avoir une démarche d'en haut au niveau local, il y a aujourd'hui des centaines de citoyens qui sont impliqués dans cette démarche. Nous voulons introduire une idée nouvelle, celle de la co-évaluation, de la co-évolution de ces systèmes. Nous engageons tout un débat sur comment nous concevons la quatrième édition de nos assises et plus généralement l'ensemble de nos outils de participation avec tous ceux qui sont déjà impliqués dans ces processus. Autre idée, la démocratie participative, c'est forcément de l'action sinon, et nous sommes en permanence à nous interroger sur ça, c'est la gestion de l'existant avec le risque de jouer au niveau local le rôle d'amortisseur du capitalisme et donc d'essayer de faire en sorte que le lien soit toujours fait entre le local, le général et le mondial. Ainsi, le budget participatif a été accompagné d'une pétition qui a été portée à Matignon sur la nécessité d'avoir une autre fiscalité et d'autres finances pour notre ville.

Ainsi, nous avons fait une «consult-action» sur le projet de requalification urbaine. (Ceux qui sont venus à Bobigny et qui ne connaissent pas les lieux ont certainement dû ressentir que nous avons besoin de travailler sur les questions de requalification urbaine.) Dix mille personnes ont rempli un questionnaire qui a été porté par 500 personnes de Bobigny, questionnaire élaboré collectivement sur les grands partis pris et stratégie urbaine de cette ville, sur son avenir. Mais ça n'a pas été simplement pour dessiner le visage futur de la ville mais pour revendiquer un droit à la ville et donc comment en permanence nous avons conjugué trois idées : changer la ville, changer la vie, changer la politique.

Enfin, dernière idée, pour moi, la démocratie participative implique non pas une opposition à la délégation, parce que la délégation doit exister, mais pose la question de revoir en profondeur la notion même de délégation. Aujourd'hui, cette délégation a été confisquée par

quelques-uns. Il s'agit d'inventer une nouvelle République, citoyenne participative, autogestionnaire.

Donc, on imagine avec les citoyens des institutions nouvelles au service de cette démocratie participative et de l'intervention consciente de chacun et chacune sur tous les sujets les concernant, du quartier à l'organisation mondiale du commerce. Cela pose la question du rôle des assemblées délibératives par rapport aux exécutifs, des droits d'intervention dans les entreprises – parce que faire ça dans la ville, si on ne peut pas y intervenir et qu'on laisse les actionnaires décider, c'est voué à l'échec –, sur la question du cumul des mandats, de la parité [...].

Pour conclure, je peux vous dire que ça marche, que c'est un travail énorme, qu'on peut avoir du monde dans ces processus. Les assises de Bobigny, c'est chaque fois entre 6000 et 8000 personnes, sur une population de 45000 habitants, qui participent. Personnellement, j'y ai beaucoup appris sur ma ville, j'ai constaté que c'est très efficace, que les gens sont intelligents, et que c'est une façon nouvelle à partir de la ville de fabriquer du commun et d'une certaine façon de renouer avec le côté originel du communisme, cette capacité à construire du commun. Mais vraiment le postulat de départ, c'est de considérer que les citoyens sont conscients, intelligents et peuvent tout de suite changer la donne et donc l'élu que je suis n'est plus un représentant, mais un interlocuteur passager qui essaie, à l'endroit où il est, de favoriser ce partage du pouvoir, cette autogestion au quotidien. Je peux vous dire que depuis que je suis maire, depuis que je fais de la politique, j'ai changé dans mon comportement, les techniciens de la fonction publique ont changé et les citoyens ont changé parce qu'évidemment c'est exigeant pour eux aussi. Je trouve que c'est un moyen très subversif et très radical de remettre en cause le capitalisme mondialisé, de construire un autre monde. Tout ça pour dire que je partage complètement l'idée que l'autogestion, c'est avant tout une culture.

2003

Une coopérative d'habitants

Association Chamarel

L'association Chamarel et le projet de coopérative d'habitant·es qu'elle porte (Chamarel «Les Barges») défendent la propriété collective, le refus de la spéculation immobilière et la gestion démocratique. Chamarel-les-Barges sera la première coopérative

d'habitants pour personnes vieillissantes de France. Ouverte sur le quartier et la ville, la coopérative permettra aux habitant·es d'exercer leur citoyenneté à travers une démarche d'éducation populaire. Le bâtiment répondra au souci des habitant·es de réduire leur impact environnemental, tant pour la construction que pour le fonctionnement. Ce projet, accompagné par de nombreux partenaires, vient d'obtenir son permis de construire.

Pour construire notre projet, il nous a fallu : prendre le temps de la réflexion, de l'écoute mutuelle et multiplier les rencontres, tout en essayant de comprendre les divers « mondes » que nous approchions et dont nous ignorions tout du fonctionnement. Enfin, il nous a fallu avoir de la ténacité, une certaine ouverture d'esprit et faire appel à nos expériences pour convaincre, dépasser, contourner les obstacles, les incompréhensions, les lourdeurs bureaucratiques et la langue de bois de certains politiques et de quelques autres...

À chaque étape, nous avons cependant rencontré des personnes ouvertes, compréhensives et d'un grand professionnalisme, qui nous ont apporté une aide précieuse pour avancer dans la réalisation de notre projet, mais aussi pour ne pas désespérer du monde qui nous entoure.

À l'origine, il y a deux amies qui parlaient des difficultés de leurs parents et des leurs proches face à l'option de la maison de retraite, avec l'impression qu'une partie des personnes âgées étaient devenues une marchandise à fort taux de profit, sans risque, et avec un coût important pour les familles et pour la société. Elles ont alors décidé de réfléchir aux problèmes et d'anticiper des solutions alternatives pour faire face à leur propre vieillesse. Elles ont été rapidement plusieurs à se réunir autour de valeurs communes : solidarité, fonctionnement démocratique de la société, désir de partager un lieu de vie commun pour préserver leur autonomie et la vie privée de leurs enfants.

Il est alors décidé de créer un lieu de vie intergénérationnel qui leur permette de vivre leur vieillesse, dans la continuité de leur vie personnelle (engagement social, associatif, culturel, syndical, politique...) et de leur vie professionnelle (travail d'équipe, coopération...). Peu à peu s'est dessinée la nécessité d'un bâtiment adapté à plusieurs impératifs. Le lieu devait être adapté à la survenue possible de handicaps, il devait pouvoir faciliter les rencontres et les solidarités, favoriser la curiosité et l'invention de nouvelles relations humaines afin d'éviter l'isolement et permettre l'articulation entre vie personnelle et collective. Enfin, le bâti devait être le plus écologique possible. Parallèlement, mais fortement liées, trois autres idées se sont imposées : la participation à la vie du

quartier et de la cité ; la gestion la plus démocratique possible du lieu ; le refus de la spéculation.

Nous avons en tête une coopérative d'habitants sans le savoir

Déterminante, la rencontre avec Habicoop nous a permis de :

- Mettre un nom, «*coopérative d'habitants*», sur ce que nous voulions.
- Comprendre que nous faisons partie d'un mouvement international sur lequel nous pouvions nous appuyer. En effet, les coopératives d'habitants existent dans plusieurs pays. Sauf en France où le statut des coopératives d'habitants, né à la Libération, a été cassé en 1971 par la loi Chalandon, au prétexte que chaque Français devait devenir propriétaire.
- Assister à la naissance de la première coopérative d'habitants de France, Le Village vertical, à Villeurbanne. De cette expérience, nous allions grandement profiter et nous appuyer sur les brèches ouvertes... et en ouvrir d'autres.
- Vérifier que Habicoop avait accumulé un savoir-faire – étude des expériences internationales (celle du Québec entre autres), études juridiques, montages financiers, réflexions sur le bâti – indispensable pour nous permettre de nous lancer dans l'aventure.

272

L'association Chamarel (Coopérative HABitants MAison Résidence de l'Est Lyonnais).

Depuis septembre 2009, aidés par Habicoop, nous travaillions sur plusieurs fronts en même temps.

Il a fallu convaincre des élus de la nécessité d'un futur statut des coopératives d'habitants et de la nécessité de faciliter dès à présent cette expérience¹. Nous sommes également partis à la recherche du foncier et nous avons ainsi rencontré les élus des municipalités de l'est lyonnais (Bron, Décines, Meyzieu et Vaulx-en-Velin).

Si nous avons pu rapidement défendre notre projet devant ceux-ci, cela a été nettement plus difficile avec les services d'urbanisme. Habicoop nous a alors aidés à nouer un dialogue de confiance avec ces techniciens dont le langage ne nous était guère familier. Cette expérience s'est renouvelée à l'occasion d'autres rencontres : bailleurs sociaux, banques,

1. Habicoop allait jouer un rôle non négligeable dans le vote, en mars 2014, de l'article 22 de la loi ALUR reconnaissant à nouveau le statut des coopératives d'habitants ; nous en attendons à ce jour la publication des décrets d'application.

conseil régional Rhône-Alpes, Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat), mutuelles et autres futurs partenaires.

Enfin, il nous a fallu écrire et déposer nos statuts. Nous avons rapidement fait le même choix que nos amis du Village vertical de Villeurbanne, en nous inscrivant dans le cadre d'une société par actions simplifiées (SAS) à capital variable (loi de 1947), qui permet de gérer un bâtiment d'une façon sociale et démocratique. Cette SAS devrait permettre de basculer facilement vers le nouveau statut des coopératives d'habitants.

Nos statuts privilégient la prise de décision et la gestion en assemblée générale, instaurent un vote qui n'est pas proportionnel au nombre de parts sociales détenues, mais basé sur le principe «une personne égale une voix» et permettent de défendre la propriété collective et le refus de la spéculation.

Se former au bâti écologique

Nous sentions la nécessité de nous former sur cette question pour éviter que nos futurs techniciens nous imposent leurs points de vue. C'est grâce à une subvention du conseil régional, obtenue à la suite d'une rencontre avec Marie-Odile Novelli (écologiste, troisième vice-présidente du conseil régional et déléguée au logement, à la politique de la ville et aux solidarités), avec son service et avec Armand Creus (élu régional Front de gauche/Ensemble) que nous avons pu concrétiser ce souhait.

En partenariat avec l'association Oïkos, nous avons mis sur pied une formation dont le but n'était pas de devenir des techniciens du bâtiment, mais de permettre aux adhérent·es de comprendre les logiques pour pouvoir peser sur les décisions techniques. Très rapidement, nous avons compris qu'il n'existait pas *une* solution, mais *des* solutions avec des avantages et des inconvénients.

Nous avons compris que la base d'un bâtiment écologique était l'enveloppe (l'isolation) du bâti, son orientation et le réel savoir-faire des professionnels. Nous avons poursuivi cette formation en abonnant notre association à des revues et en participant à des conférences et des visites de chantier dont la plus impressionnante a été la visite d'un bâtiment du bailleur social Le Toit vosgien : un bâtiment de sept étages en isolation paille. Cet immeuble, le plus haut d'Europe de ce type, fonctionne avec des charges locatives mensuelles (chauffage, eau chaude, ascenseur...) inférieures à 14 euros.

Le choix de nos architectes

Nous avons sélectionné cinq cabinets d'architectes qui pouvaient répondre à notre projet de bâtiment durable et écologique. Ils devaient faire preuve d'une aptitude d'écoute, de dialogue avec un groupe à la fois exigeant et novice en matière de bâtiment, d'une capacité de travail collectif et d'une certaine expérience et de liens avec des professionnels de la construction durable et écologique. Très rapidement, le choix s'est porté sur le cabinet Arkétype. Nous ne l'avons pas regretté.

Du programme au dépôt du permis de construire, le travail fut intense, mais serein. L'opération comprendra : un immeuble de quatre étages, comprenant quatorze T2 de 45 m², deux T3 de 63 m², deux chambres d'amis, plus des coursives. Au rez-de-chaussée, une salle commune, un atelier, une pièce bien-être, une buanderie, un bureau, un local vélo, une cave, la chaufferie, le local technique et le local poubelles. Sur le terrain restant, un parking sur la partie nord et un jardin et des prés pour activités de loisirs au sud.

Le travail avec nos archis et les bureaux d'études s'est organisé de la manière suivante : tous les quinze jours, une délégation de deux personnes (une femme et un homme) de Chamarel-les-Barges participe à la réunion technique ; en décalé, tous les quinze jours, l'assemblée des coopérateurs/habitants valide ou non les solutions de cette réunion technique ; un compte-rendu est écrit, archivé et transmis à toutes les personnes concernées.

Au fur et à mesure des diverses étapes, nos choix fondamentaux ont été maintenus : isolation paille dans la majorité du bâti, appartements traversants, lumière naturelle dans toutes les pièces et dans l'escalier pour inciter à l'emprunter, façade principale au sud, coursives fermées, adaptation possible au handicap, quatorze appartements PLS et deux appartements « libre ».

Un exemple est révélateur des nombreux problèmes que nous avons dû surmonter : nous avons fait avec nos archis le choix d'un enduit terre à l'intérieur des appartements, sur la paille (inertie... bien être). Le bureau de contrôle du moment refusa de valider l'enduit terre comme « coupe-feu » faute d'homologation française. Face à ce refus incompréhensible et allant à l'encontre de la performance écologique de notre bâtiment, nous avons décidé de le remercier. Le nouveau bureau de contrôle accepta sans problème une homologation anglaise basée sur une expérience à grande échelle qui concluait que l'enduit résistait au feu au moins deux heures, ce qui est largement supérieur à l'exigence des pompiers français.

Cependant, pour des contraintes budgétaires, nous avons dû renoncer à des choix qui nous tenaient à cœur, comme la récupération de l'eau de pluie et l'installation de panneaux photovoltaïques (électricité)¹.

L'éducation populaire s'invite peu à peu dans notre projet

Plusieurs d'entre nous résidant à Vaulx-en-Velin, notre projet a rencontré un écho plutôt favorable de la part de la municipalité (Front de gauche). Nous avons eu rapidement l'idée d'établir des liens avec les deux écoles nationales installées à Vaulx-en-Velin, l'École nationale des travaux publics de l'État et l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon. Des liens ont été établis avec des profs, et en particulier avec un prof d'archi particulièrement intéressé à former ses élèves au travail en commun avec de futurs habitant : deux sessions autour de notre projet ont eu lieu réunissant étudiant·es, enseignant·es et nous. Cette expérience nous a enrichis et armés pour le long chemin vers la construction de notre bâtiment...

Quatre professeurs du lycée d'enseignement général Doisneau (section « Architecture et construction ») ont également élaboré un programme de formation un peu particulier pour une quinzaine de lycéen·nes autour de notre projet. Il s'agissait d'amener les élèves à découvrir l'architecture, les techniques du bâtiment et les confronter avec l'expérience des archis et des bureaux d'études ; il s'agissait également de les amener à se poser la question suivante : les techniques sont-elles au service des êtres humains ?

Enfin, animé par Oikos, une institutrice, des étudiant·es en architecture et l'association Chamarel, un projet avec l'école primaire publique Anatole France de Vaulx-en-Velin a vu le jour. Il s'agissait de permettre aux enfants de découvrir l'importance de l'isolation des logements² et les divers métiers de la construction.

Il est également prévu d'organiser, avec l'aide de l'association Oikos et du Réseau français de la construction paille, des visites de notre chantier (écoliers, lycéens, étudiants, enseignants, habitants de notre futur quartier et de notre ville, élu·es, professionnels de la construction...).

Notre projet, dans ces diverses facettes, rencontrant un écho, nous avons été invités à animer des ciné-débats : vieillissement, coopératives

1. Nous pouvons néanmoins envisager à long terme d'installer ces panneaux solaires. Tout est prévu pour cette option, soit lorsque la coopérative en aura les moyens financiers, soit une coopérative de production d'électricité voudra utiliser notre toit à cet usage.

2. Un des objectifs est de les amener à réécrire une version plus scientifique du conte des «Trois petits cochons».

d'habitants, écologie... Des associations, des cinémas, des MJC, la ville de Bourg-en-Bresse... et le Front de gauche de Lyon 9^e, nous ont ainsi sollicités, tandis que la Carsat du Rhône nous invite régulièrement à des conférences afin que nous expliquions notre projet et nos démarches devant des professionnels et des institutions.

L'obtention du foncier : une étape décisive pour les coopératives d'habitant-es, mais non sans danger

Seule la municipalité de Vaulx-en-Velin a répondu favorablement à nos démarches pour trouver du foncier municipal. Nos critères principaux étaient que notre futur terrain devait se trouver à proximité des commerces, des transports en commun (voire piste cyclable), des lieux culturels et sportifs et des lieux de soins. La municipalité nous a proposé plusieurs terrains municipaux et, très rapidement, le choix s'est porté sur le quartier des Barges.

Pendant, à ce moment-là, seules sept personnes avaient décidé de s'engager à en devenir les futur-es habitant-es. On aurait alors pu craindre la division, voire l'explosion de l'association. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit, le groupe s'est au contraire consolidé dans sa diversité, dans sa recherche et sa volonté de construire ce projet ensemble. Cela est sans doute dû à plusieurs éléments : des expériences passées et une confiance mutuelle permettent de mieux gérer de possibles conflits. De plus, et cela a beaucoup joué, dès le début, même si nous n'en n'avions pas conscience, nous avons pratiqué un fonctionnement au consensus qui s'est avéré constructif et riche pour résoudre les divers problèmes.

Nous avons imaginé que l'association Chamarel allait dans son ensemble se transformer en coopérative d'habitants. L'étape du foncier nous a montré qu'une autre solution était possible et même souhaitable : le maintien de l'association comme centre de ressources et de savoir-faire pour, peut-être, une autre coopérative d'habitants pour personnes vieillissantes. Elle sert aussi à faire des propositions aux membres de la future coopérative d'habitant, elle soutient les futurs habitants coopérateurs : réunions d'accueil, réunions publiques, ciné-débats, participation à des salons (Primevère, HLM...), demandes de subventions, rencontres avec la Carsat et les mutuelles, information sur le bâti, etc. C'est l'association qui prend les initiatives d'éducation populaire et qui organise des rencontres comme la Journée nationale « Vieillir ensemble, mieux et autrement » coorganisées avec Boboyaka (Bordeaux). Enfin, il s'agit de faire de l'association Chamarel un passage obligé pour chaque futur habitant.

La structuration et le fonctionnement de Chamarel

L'association regroupe les futurs habitants de la coopérative, des personnes qui, tout en ayant fait le choix de ne pas habiter le futur bâtiment, souhaitent soutenir le projet, et enfin ceux qui sont en attente de cooptation. C'est donc une trentaine de personnes qui se réunissent chaque mois en assemblée générale¹. Des commissions de travail (recherche de partenariats et de subventions, communication, etc.) ont été mises en place, ainsi que des commissions ponctuelles.

Il y a également des référent·es pour centraliser et organiser les demandes de mémoires ou de recherches, les demandes d'interventions dans des débats, l'éducation populaire, les liens entre «bandes vieux», le secrétariat, le suivi du site, le lien avec Habicoop, etc.²

Un «troisième» cercle, les Amis de Chamarel, vient compléter cette structuration. Ses membres – une quarantaine – sont nettement plus jeunes que ceux de l'association Chamarel.

La SAS Chamarel-les-Barges – la future coopérative d'habitants, dès que les décrets d'applications de l'article 22 de la loi ALUR seront publiés – est gérée par les futur·es coopérateur·trices au cours d'une réunion quinzomadaire³.

Le montage financier d'une coopérative d'habitants.

Il est prévu pour une gestion sécurisée un apport équivalent à 20% du prix global du bâtiment. Chamarel-les-Barges a choisi la solidarité entre coopérateurs, l'objectif étant d'avoir une moyenne de 20% sur l'ensemble des coopérateurs. Ceux-ci sont propriétaires de parts qu'ils

1. Règlement intérieur: Article 2: «Le passage de “membre adhérent” au statut de “futur habitant coopérateur” s'effectue au terme d'un processus qui dure au moins six mois. Il s'agit alors de vérifier l'adéquation de nos projet, d'apprendre à se connaître et à travailler ensemble.» Article 6: «La recherche du consensus sera la solution privilégiée pour les prises de décision. A défaut, on essaiera d'aboutir à un compromis. Et en dernier ressort, on pourra faire appel à un vote à la majorité. Les décisions se prennent en assemblée générale.»

2. Les partenaires actuels du projet sont: la région Rhône-Alpes (projet innovant), la Carsat (qui nous prête 612000 euros à taux zéro sur vingt ans), la MGEN (qui nous attribue une subvention en échange de trois places réservées pour quinze ans), Vaulx-en-Velin, le conseil général du Rhône (qui a aidé aux financements d'initiatives). D'autres partenaires sont possibles; Agirc et Arrco pour le financement d'une partie de l'adaptation au handicap, l'école de production Boisard de Vaulx-en-Velin pour la fabrication des meubles de cuisine.

3. À noter qu'il y a une quinzaine de travaux de recherches qui ont été effectués sur notre projet alors que la première botte de paille ne sera posée qu'en novembre 2015.

récupèrent à leur départ sans spéculation possible. La coopérative est maître d'ouvrage et finance le bâtiment.

Une solidarité sur le montant des redevances (en fonction des revenus) est établie. Ces redevances, payées à la coopérative, permettent de rembourser le ou les prêts, de payer les assurances, le comptable, les impôts fonciers, de faire des réserves pour non-paiement de loyer et de maintenir le bâtiment en bon état¹.

Naïvement, nous pensions être sur la dernière ligne droite pour la construction de notre bâtiment; cela semblait même aller un peu trop vite pour certains d'entre nous. Mais la réalité fut nettement plus complexe, plus longue et semée d'obstacles qu'il a fallu gérer en trouvant des solutions adaptées. Il a fallu ainsi tenir de nombreuses réunions avec Alliade (le bailleur social) pour sécuriser notre prêt bancaire, tandis que le permis de construire d'Alliade accordé sur un terrain mitoyen du nôtre était contesté par une association du village de Vaulx-en-Velin² et que les démarches de signature du compromis de vente avec la municipalité se sont éternisées.

Sont intervenus également des jeux préélectoraux – comme la campagne électorale de Vaulx-en-Velin peu soucieuse de notre projet (PS et Front de gauche) – où la tactique a pris le dessus sur les valeurs³.

Des échanges de terrain entre la municipalité, le Grand Lyon et le groupe Alliade ont invalidé le premier vote du conseil municipal, tandis que les réunions de travail pour mettre en place la garantie de notre prêt avancement... mais lentement. Enfin, les négociations avec les banques sont serrées (les conséquences des accords de Bâle 3), mais commencent à porter leurs fruits.

Mais les élections municipales de 2014 à Vaulx-en-Velin bouleversent la donne. Le Front de gauche, allié à une autre liste, est battu au deuxième tour par le Parti socialiste allié à une liste dite «apolitique». Nouveau vote au conseil municipal. Les échanges de morceaux de terrain et une clause de reprise de notre bâtiment par Alliade en cas de problèmes financiers de la coopérative sont votés à l'unanimité.

Le compromis de vente est signé, mais la majorité municipale (qui soutient officiellement notre projet) demande à Alliade de ne pas construire dans le quartier des Barges, en dépit du permis de construire

1. Ces deux derniers points sont une véritable protection pour la coopérative et pour les coopérateurs à petits revenus.

2. La procédure durera deux ans et donnera raison à Alliade.

3. Lors de cette campagne électorale, l'association Chamarel sera sollicitée par le Front de gauche de Lyon 9^e, pour présenter son projet, mais elle ne sera pas invitée à Vaulx-en-Velin.

accordé et purgé de tout recours et de plusieurs centaines de milliers d'euros d'étude déjà dépensés. Les adjoints à l'urbanisme proposent à Chamarel de déplacer son bâti sur le terrain d'Alliade. Chamarel refuse catégoriquement. Notre demande de garantie de prêt par la ville de Vaulx-en-Velin s'éternise et plusieurs courriers, mails et coups de téléphone adressés à la maire restent sans réponse.

Nous obtenons enfin notre permis de construire deux jours avant la date butoir, mais Alliade remet en cause la sécurisation du projet s'il ne peut pas construire aux Barges.

Les élections municipales de Lyon et de la nouvelle Métropole nous contraignent à redémarrer à zéro les négociations sur la garantie de notre prêt, malgré un accord électoral pour le second tour à Lyon entre le maire socialiste et les Verts dont un des points portait sur les aides à apporter aux coopératives d'habitants. Il faudra plusieurs mois, pour de nouveau aboutir à une solution proche de celle d'avant les élections...

Une convention d'attribution des PLS valable six mois, ouvrant le droit à des prêts bancaires et un taux de TVA de 5,5% au lieu de 20%, est caduque le 30 juin 2015, cette autorisation était donnée et facilement prolongée par le Grand Lyon. Actuellement, c'est la Métropole de Lyon, qui prend le relais. Mais elle a décidé de changer les critères d'attributions et pour l'instant ces critères ne sont pas encore définis. Ce qui signifie encore un certain délai avant d'avoir de nouveau une convention pour six mois.

Un plan B sans besoin de garanties des collectivités pourrait être trouvé, mais il aurait pour conséquence que Chamarel-les-Barges ne pourrait plus intégrer des personnes à faible revenu.

Bâtir une vitrine régionale et si possible nationale

Première coopérative d'habitant-es pour personnes vieillissantes de France et construisant le bâtiment en isolation paille le plus haut de la région Rhône-Alpes, Chamarel-les-Barges a pour volonté de mettre en place une vitrine au service des coopératives d'habitant-es (création d'une fédération), des professionnels de la construction, de la construction écologique en rendant public le coût réel des charges locatives et la consommation énergétique.

La réflexion porte également sur les alternatives permettant de « Vieillir ensemble, mieux et autrement ». Dès la première rencontre avec les Boboyaka, le mot *autogestion* est devenu une valeur commune unifiant les deux groupes. La 2^e Journée nationale (28 mars 2015) à Vaulx-en-Velin confirmera cette orientation avec la volonté de construire petit à petit une coordination de « bandes de vieux » en France.

Vers une fédération nationale des coopératives d'habitant-es

Cette troisième voie entre propriété privée et location aboutit à l'émergence de futures coopératives d'habitants en France qui seront regroupées dans une fédération qui leur permettra de mutualiser leurs moyens, financiers en particulier. Des structures régionales permettront à des professionnels d'accompagner ces projets.

Un des principaux buts des pionniers des coopératives d'habitant-es est de lutter contre la spéculation immobilière, de contribuer à faire baisser les loyers et les charges locatives. Elles ont besoin du soutien ouvert de l'État, des collectivités locales, pour consolider leurs expériences et permettre d'autres réalisations toujours plus pertinentes.

juin 2015

280 Entraide et réhabilitation urbaine

Richard Neville

Dans le foisonnement des expériences alternatives qu'a connu l'Allemagne des années 1970 et 1980, on retient ici celle des occupations de logements vides, objets de la spéculation immobilière. Ce mouvement a parfois conduit à l'élaboration de véritables plans alternatifs d'occupation des logements. Alors que dans les quartiers concernés, des activités d'entraide et de réhabilitation urbaine se développaient, l'État, garant des profits immobiliers, a rapidement saccagé ces expériences autogérées prometteuses.

Entre 1975 et 1989, près de onze millions et demi d'Allemands ont participé à de nouvelles formes de mobilisations : antinucléaires, pacifistes, écologistes, antiracistes, de solidarité, d'occupation, féministes, homosexuelles et contre-culturelles (Koopmans, 1995 : 53). Il s'agit du plus fort taux de mobilisation alternative en Europe occidentale. Dans ce climat de contestation générale, les nombreuses occupations d'immeubles appartenant, le plus souvent, à des banques ou des entreprises contribuent aux fréquents affrontements avec la police, au renforcement de la criminalisation et à un haut degré de confrontation politique avec le pouvoir.

Au milieu des années 1970, des « communes » se créent à Berlin (comme la *Kommune 1* ou la *Wieland Kommune*). Elles sont liées directement au mouvement étudiant et aux styles de vie de la contre-culture

(par exemple des groupes formés pour la légalisation de la marijuana), mais également à la gauche radicale extraparlamentaire qui, pour une partie, est à l'origine des groupes armés comme la RAF (Fraction armée rouge) au début de la décennie. Cependant, le mouvement d'occupations et les groupes autonomes prennent leurs distances, tout au moins au début, avec les organisations armées. Les squatters et les autonomes forment néanmoins les ailes les plus radicales des nouveaux mouvements sociaux allemands. Ces groupes créent des espaces de contre-culture dans les immeubles occupés et s'affrontent régulièrement avec la police lors des fréquentes protestations ou tentatives d'expulsion.

Au cours de cette période, la vague massive de protestations civiques qui se développe dans les principales villes allemandes, notamment pour s'opposer à l'énergie et aux armes nucléaires, donne une forte impulsion au mouvement d'occupations. En 1977, dans le district de Kreuzberg (Berlin-Ouest), un groupe de citoyens participe à l'élaboration d'un plan de développement pour le quartier mais leurs demandes ne sont pas entendues, ce qui les conduit à occuper un édifice public, d'où ils seront violemment délogés par la démolition immédiate du local. Cet événement débouche sur la création de la première organisation du mouvement (BI: *Bürgerinitiative* SO 36), qui s'oppose à la spéculation immobilière en occupant et réhabilitant de nombreux logements.

Le recours à des pratiques de confrontation et d'action directe pour exprimer des demandes modérées a pour effet de radicaliser le mouvement citoyen, même si celles-ci sont fortement réprimées par les autorités. Elles exercent incontestablement un fort pouvoir d'attraction chez les jeunes des mouvements alternatifs. De plus, les occupations



démontrent à la société qu'elles contribuent à la réhabilitation urbaine et la revitalisation des quartiers de Berlin-ouest, où plus de 10 000 immeubles sont vides et 90 % du parc immobilier est sous forme locative et passablement dégradé.

Progressivement, les jeunes radicaux, d'inspiration anarchiste, à la différence des BI (initiatives citoyennes) n'excluent pas l'utilisation de la violence pour empêcher les expulsions. Ainsi, en 1981, les diverses expulsions et les batailles de rue avec la police causent la mort d'un jeune mais les occupations se poursuivent, atteignent 170 immeubles occupés et concernent près de 3 000 personnes logées en 1984. À la fin des années 1980, on dénombrait 370 occupations dans l'ensemble de la République fédérale allemande (Mayer, 1987).

Après la première occupation réalisée à Cologne en 1970, parallèlement à d'autres types d'actions pour le logement, le mouvement s'étend à d'autres villes comme Hambourg et Francfort. Dans ces villes, des étudiants, des travailleurs sociaux et des familles d'immigrés forment les premières expérimentations de vie collective, auxquelles se joignent des familles impliquées dans les grèves de loyers. Au milieu des années 1970, la première division se produit au sein du mouvement avec, d'un côté, ceux qui lient les demandes de logement alternatif aux luttes contre la démolition d'immeubles populaires en centre-ville et, de l'autre, ceux qui les intègrent dans une lutte politique plus globale, spécifique à la contre-culture urbaine, qui se traduit notamment par des publications, des coopératives de logements, des collectifs autogérés et des groupes féministes. La forte répression et la criminalisation que subit ce mouvement de la part des gouvernements sociaux-démocrates accentuent la brèche mais il continue cependant de bénéficier d'un appui populaire et massif.

Au début des années 1980, le mouvement d'occupations est connu pour ses activités de réhabilitation et d'entraide mais les condamnations qui lui sont imposées et les démolitions le conduisent à une seconde rupture interne.

Une partie se regroupe dans des organisations plus formelles, comme Stadtbau et Treuhand, qui réussiront à obtenir la légalisation des logements occupés, leur transformation en propriété publique avec la cession aux occupants sous la forme de baux à long terme. Ce processus débute en 1981 à Berlin. Il est ensuite imité à Hambourg en 1984 et plus tard dans d'autres villes. Ces actions d'occupations contribuent à donner une visibilité publique au problème politique du logement. Ces légalisations n'atténuent pourtant pas toutes les tensions. Dans beaucoup de lieux, légalisés ou non, la dynamique contre-culturelle antérieure persiste. Les

secteurs les plus radicaux persévèrent dans les occupations illégales et les affrontements avec la police continuent. Finalement, le mouvement décline en termes de mobilisation et de popularité. Ce sont principalement les groupes autonomes qui poursuivent les occupations mais, du fait de l'institutionnalisation des Verts, le fossé s'élargit progressivement avec les autres mouvements sociaux (antinucléaire, écologiste et pacifiste). La solidarité reste néanmoins active jusqu'en 1992 comme lors de la longue mobilisation pour la défense des «treize maisons» de la Hafenstrasse et de plusieurs quartiers occupés à Hambourg. Mais le mouvement alternatif allemand s'est, d'une certaine manière, éteint à l'achèvement du «court 20^e siècle», selon l'expression d'Eric Hobsbawn (1999).

avril 2010

Pour en savoir plus

- Eric Hobsbawn, *L'âge des extrêmes : le court 20^e siècle (1914-1991)*, Bruxelles/Paris, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999.
- Ruud Koopmans, *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System in West Germany*, Colorado, Westview Press, 1995.
- Miguel Martínez López, «Alemania: contracultura y divisiones del movimiento okupa», dans *Okupaciones de viviendas y de centros sociales*, Barcelona, Virus, 2002.
- Margit Mayer, «Restructuring and Popular Opposition in East», dans Michael Peter Smith et Joe R. Feagin, *The Capitalist City, Global Restructuring and Community Politics*, Oxford, Blackwell, 1987.

**RENCONTRES
INTERNATIONALES
DE
L'ÉCONOMIE
DES
TRAVAILLEURS**

Le spectre et son esprit

Richard Neville et Patrick Silberstein

Le prologue de cette première édition de *l'Encyclopédie internationale de l'autogestion* évoquait le retour du spectre qui pourrait bien à l'avenir hanter à nouveau les Guizot et les Metternich de notre temps, alors même que dans le monde mondialisé qui est le nôtre, si les résistances sont multiples, les contre-offensives restent faibles et dispersées et les victoires d'ampleur quasiment absentes.

L'Adresse inaugurale de la 1^{re} internationale évoquait plusieurs facteurs qui allaient dynamiser le mouvement social ouvrier de son temps : l'engagement pour l'abolition de l'esclavage aux États-Unis et la loi sur les dix heures obtenues par les ouvriers d'Angleterre.

Ce qui dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler de l'avarice en émoi, il s'agissait là de la grande querelle entre le jeu aveugle de l'offre et de la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière. Le *bill* des dix heures ne fut donc pas seulement un important succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe ; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

Notre époque aurait certes besoin de telles victoires pour libérer la puissance de l'expropriation des extorqueurs de plus-value, mais à l'inverse, les expériences autogestionnaires *dans* et *contre* le système font la démonstration concrète que les entreprises, les services publics et les biens communs peuvent être gérés par les citoyen·nes·producteur·trices, participant ainsi à la construction d'un rapport de forces. Dans la lutte pour renverser le système capitaliste et son ordre politique, les internationalistes associés de 1864 n'hésitaient pas à combiner les victoires syndicales et politiques nécessaires au développement des coopératives (malgré leurs limites) :

La valeur de ces grandes expériences sociales [les coopératives] ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés ; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire pour le succès de la production que l'instrument de travail fût monopolisé et servît d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même ; elles ont montré que comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé.

Au terme de cette *Encyclopédie*, le spectre nous invite à faire retour vers le volcan sud-américain. C'est en effet sur ce continent, qu'à leur heure, les brasiers ont donné naissance, en 2007, à un réseau international dont le nom, «L'économie des travailleur·ses», est à lui seul «tout un programme». L'initiative en revient à un groupe de militant·es de la faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires impliqué·es dès 2002 dans le soutien aux travailleur·ses des entreprises récupérées. Avec la mise en place du programme «Faculté ouverte», ils et elles ont commencé à développer des actions de coordination, de conseil, de formation, d'enquêtes sur la gestion ouvrière des unités productives abandonnées par les patrons, des entreprises «libérées des capitalistes¹» comme le disent en Grèce les Vio.Me.

Convaincu·es de la nécessité de confronter toutes les analyses de ces «remises en route de la production», celles des salarié·es impliqué·es et celles de chercheur·ses (au demeurant également des travailleur·ses), ils et elles ont créé un réseau pour débattre de l'orientation des luttes dans une perspective de changement du système des relations sociales, politiques, économiques en vigueur dans le monde entier.

C'est l'esprit qui a animé la convocation en juillet 2007 à Buenos Aires des premières Rencontres internationales. Tout en dressant un état des lieux, la convocation, intitulée «L'économie des travailleur·ses : Autogestion et répartition de richesses», envisageait des perspectives de lutte :

En réaction à l'hégémonie de la mondialisation capitaliste, qui s'est imposée au monde avec des prétentions absolues à la suite de la débâcle du socialisme réel, les luttes des travailleur·ses, dans ses différentes variantes (syndicales, autogestionnaires, mouvements paysans, mouvements de chômeurs, etc.) ont ressurgi avec force à partir des

1. Afin d'éviter toute confusion, il faut bien lire ici «libérer des capitalistes» et non pas «libérer du capitalisme».

années 1990. Cependant, les vieux outils et les stratégies de lutte (des partis classiques et des syndicats traditionnels, entre autres) ont démontré leurs insuffisances. Les cadres idéologiques sont entrés en crise, les idées force relatives au fonctionnement du système capitaliste mondial ne sont pas parvenues à expliquer (et encore moins à précéder) les changements opérés au cours des dernières décennies, et les luttes populaires ont dû adopter de nouveaux chemins sans objectifs clairs.

La capacité de réponse du capitalisme et son pouvoir répressif implacable ont largement dépassé la capacité de changement des forces populaires, avec parfois des conséquences tragiques.

Si durant plus d'un siècle, la finalité de toute force politique a été la prise de pouvoir de l'État, dans la dernière période des mouvements puissants sont apparus, qui nient la nécessaire perspective révolutionnaire ou, pour le moins, éloignent cette possibilité de leur stratégie réelle, tout en reconnaissant leur difficulté. Dans d'autres circonstances, des organisations populaires, qui avaient des bases historiques solides, ont participé aux triomphes électoraux et accédé au gouvernement de plusieurs pays latino-américains, en se retrouvant associés au maniement des leviers administratifs étatiques, sans qu'ils aient été transformés profondément pour pouvoir les orienter vers des politiques populaires. Tout particulièrement, ceux qui régissent la gestion de la production et la distribution de richesse.

Naviguant entre ces situations et les débats théoriques, les travailleurs ont généré dans les faits une voie alternative entre, d'un côté, l'inaction et la résignation et, de l'autre, la lutte pour le pouvoir politique.

Confrontés à des situations critiques provoquées par le capitalisme néolibéral, les luttes et les résistances leur ont permis de gérer des portions de l'économie au milieu d'un océan capitaliste. Dans d'autres pays, la conquête du pouvoir et la gestion de l'appareil d'État les ont conduits, plus tôt que prévu, à se projeter comme instrument de pouvoir pour la gestion de l'économie et le contrôle des affaires économiques stratégiques d'une société.

Les entreprises récupérées, les entreprises autogérées de toutes sortes, les *asentamientos*¹ constitués en coopératives rurales, les syndicats alternatifs, les réseaux de commerce équitable et une grande multiplicité d'organisations et de formes de luttes appartiennent à ce panorama, qui se caractérise, dans certains cas par une forme

1. Les *asentamientos* sont des lieux occupés, le plus souvent illégalement, par des communautés dans le but de s'établir et d'exploiter la terre, soit en périphérie des villes, soit à la campagne. Au Brésil, avec le Mouvement des sans-terres, les paysans commencent par occuper (*acampamento*) la terre ou les *latifundios* avant de s'installer (*assentamento*) pour la cultiver.

autonome et fragmentaire et, dans d'autres par une participation à de puissants mouvements politiques populaires, des mouvements sociaux historiques, des partis et des fronts politiques de gauche.

Ce panorama met en débat le rôle des travailleurs dans la gestion de l'économie de la société, [...] que ce soit dans la relation salariale ou dans la gestion coopérative du travail, sans négliger ceux qui en sont exclus, comme c'est le cas pour les chômeurs structurels du néolibéralisme ou les victimes de la surexploitation servile.

Ce débat est plus actuel que jamais: la mondialisation capitaliste a été questionnée par de nombreux mouvements sociaux et internationaux, mais peu ont esquissé une alternative qui dépasse le slogan ou la réflexion théorique intellectuelle, en tout cas de manière conjointe (sans pour autant ignorer les efforts réalisés en ce sens, pour au moins une partie, par le Forum social mondial).

Ce qui a en revanche avancé, c'est la résistance et le développement d'alternatives partielles et d'expériences qui peuvent servir pour le débat et l'analyse globale.

Nous ne proposons cependant pas ici un débat sur ce que nous pourrions appeler l'économie sociale (également développée par la Banque mondiale et des ONG associées à la régulation sociale), mais bien l'inverse: la *socialisation de l'économie*.

Concernant cette utopie lointaine, qui impliquait la conquête du pouvoir politique par une révolution, les travailleur·ses ont avancé de manière fragmentaire et limitée, mais par la pratique. Quelles conclusions et enseignements pouvons-nous tirer de ces expériences? Quelles relations ont-elles avec les luttes politiques et sociales traditionnelles? Quelles relations entretiennent-elles avec les gouvernements de racine populaire qui progressent en Amérique latine? Comment survivent ces expériences d'autogestion économique dans le marché hostile du capitalisme global? Comment peuvent-elles générer une logique entrepreneuriale autogestionnaire dans le cadre d'un système asphyxiant? Peuvent-elles survivre sans un changement de système économique et sans se convertir en ce qu'elles ont précisément combattu? Sont-elles seulement des fragments de résistance, conséquences de la crise du capitalisme global ou indiquent-elles le chemin vers une nouvelle organisation de la production dans un système social plus juste? Les travailleur·ses organisés·es dans les syndicats peuvent-ils·elles de nouveau faire pression sur le capital et lui disputer le pouvoir ou doivent-ils·elles envisager cette dispute comme une bataille sur les lieux de travail pour la gestion de la production? [...].

Toutes les questions posées ici concernent l'ensemble des organisations du mouvement social, partout dans le monde.

Les 1^{re} Rencontres de «L'économie des travailleur-ses» réunissent 300 participant-es de quinze pays d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique. Elles ont été suivies, en août 2009, toujours à Buenos Aires, par de nouvelles Rencontres intitulées «L'économie des travailleur-ses: Autogestion et travail face à la crise globale». Entre ces deux moments, la crise de 2008 avait particulièrement frappé les pays du «centre» du capitalisme (notamment les États-Unis et l'Europe) avec pour conséquences la fermeture de milliers d'entreprises et des millions de licenciements. Les 3^e Rencontres, qui se sont déroulées en juin 2011 à Mexico, ont permis à la fois d'élargir la participation et le comité organisateur, et ainsi d'accentuer le caractère international du réseau.

Les 4^e Rencontres ont eu lieu en juillet 2013 à João Pessoa au Brésil. Intitulées «Alternatives autogestionnaires et travail face à la crise économique globale», elles ont décidé de renforcer les réseaux régionaux en organisant des rencontres régionales entre deux conférences internationales et de sortir de l'Université. C'est ainsi qu'ont été organisées: des rencontres européennes en janvier 2014 dans les locaux de Fralib à Gémenos; des rencontres sud-américaines en octobre dans l'usine Textiles Pigüé en Argentine; et enfin des rencontres nord et centraméricaines en novembre à Mexico.

Les 5^e Rencontres ont été organisées en juillet 2015 dans l'État de Falcón au Venezuela. Marquées par le contexte politique vénézuélien, elles ont également permis la confrontation d'une plus grande diversité d'expériences, du fait d'une représentation européenne et, particulièrement française avec Les Amis de la Fabrique du Sud, plus importante que précédemment, et de la présence des représentants de New Era Windows de Chicago. Des décisions importantes y ont été prises, notamment la mise en place d'outils de communication plus performants, d'un fonds coopératif, d'un observatoire international des expériences et d'une meilleure coordination. Les prochaines Rencontres internationales seront organisées en 2017 en Amérique du Sud et de nouvelles Rencontres régionales auront lieu d'ici là, en Europe et dans la région l'Asie-Pacifique-Océanie.

Les prochaines Rencontres européennes, qui pourraient avoir lieu en Italie ou en Catalogne, revêtent un enjeu important compte tenu de la situation de crise qui perdure sur le vieux continent en l'absence de perspectives politiques de transformation sociale.

L'esprit qui s'est levé à l'Université de Buenos Aires et qui parcourt la planète est bel et bien le même que le spectre qui avait été porté

sur les fonts baptismaux du Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864 à Londres¹. Reste à souffler nous mêmes notre propre forge!

27 octobre 2015

4^e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2013)

Andrés Ruggeri

Elles se sont déroulées du 9 au 12 juillet 2013 à l'Université fédérale Joao Pessoa de Paraíba (UFPB), au Brésil. Ces rencontres sont conçues comme un espace de débat et d'articulation entre des travailleurs, des chercheurs et des militants sociaux et politiques autour des problématiques de la lutte pour l'autogestion et pour la construction d'alternatives. Organisées à l'origine par le programme «Faculté ouverte» de la faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires, les deux premières éditions avaient eu lieu à Buenos Aires en 2007 et 2009.

En 2011, les 3^e Rencontres ont eu lieu à Mexico en partenariat avec le département des relations sociales de l'Université autonome métropolitaine et l'unité Xochimilco. Cette fois-ci, c'était au tour du Brésil d'accueillir la rencontre, elle était organisée par l'Incubateur d'entrepreneuriat solidaire (*Incubes*) de l'UFPB². [...].

Ces Rencontres étaient structurées autour de tables rondes thématiques et de groupes de travail. Les tables thématiques étaient au nombre de sept et consacrées à différents axes définis comme éléments clés des débats de la rencontre : la crise globale et les réponses des travailleurs ;

1. Il est donc indispensable de renforcer et structurer le réseau européen, qui doit s'élargir aux organisations syndicales et politiques tout en renforçant les réseaux économiques alternatifs et développer une articulation avec, d'une part, les luttes ouvrières et paysannes et, d'autre part, les luttes écologiques et féministes.

2. Les *Incubes* (Incubação de empreendimentos solidários) sont des programmes publics brésiliens (à l'origine, dans les années 1990, à l'initiative d'universités) pour conseiller des groupes sociaux qui souhaitent s'organiser collectivement pour créer des entreprises économiques solidaires. Ils proposent des moyens financiers, une formation technique et politique et un accompagnement à la prise de décision et le développement d'activités économiques. Ces programmes s'adressent aux populations les plus exclues, notamment les Afro-Brasileiros.

autogestion et syndicalisme ; entreprises récupérées en Amérique du Sud ; travail informel et précarité ; avancées et difficultés dans les expériences d'autogestion ; l'autogestion et les nouvelles formes d'organisation du travail ; et, enfin, les mouvements sociaux en Amérique latine et la résurgence du projet socialiste. Dans ces tables rondes, des participants du Mexique, du Brésil, d'Argentine, d'Espagne, d'Uruguay, de Porto Rico, d'Afrique du Sud, du Venezuela et de Cuba sont intervenus. Une conférence intitulée « La crise du capitalisme et les alternatives pour les travailleurs » a également été donnée par le professeur Ricardo Antunes de l'Unicamp. Les 10 et 11, dix groupes de travail se sont également réunis pour présenter les 115 travaux envoyés par les différents participants.

Dans les grandes lignes, les débats ont traité de la relation entre la crise actuelle du capitalisme global, le rôle des travailleurs et les mouvements sociaux aussi bien dans la résistance que dans la construction d'un projet politico-économique basé sur le rôle des travailleurs et le développement, la portée, les limites et les potentialités des expériences autogestionnaires conduites par les travailleurs, tant au niveau de la pratique concrète des entreprises récupérées que pour les autres formes économiques autogestionnaires dans leurs conséquences et développements au niveau théorique. Les douze axes thématiques définis dans l'appel ont permis une grande diversité de travaux.

Enfin, les participants ont exprimé leur volonté de continuer à développer ce type de rencontres en tant qu'espace d'articulation et de débat international et de progresser dans la coordination des expériences d'autogestion et la constitution de réseaux internationaux. La plénière a évalué très positivement les débats réalisés et le travail d'organisation de la Incubes et a laissé ouverte la convocation pour 2015 à partir des propositions des délégations de cinq pays : Venezuela, Colombie, Argentine, Mexique et Brésil. La priorité se porte plutôt sur le Venezuela car la proposition émane des travailleurs de l'usine Vtelca, présents à la rencontre, et ensuite à la Colombie car il s'agit de deux pays qui n'ont pas encore accueilli l'événement. Dans le cas de l'Argentine, l'université de Córdoba s'est proposée, tandis que pour le Mexique, ce serait de nouveau l'université autonome de Mexico et quant au Brésil, il s'agit du même organisateur mais avec l'intention d'explorer d'autres lieux. Le nombre de propositions, qui devront être évaluées par le comité organisateur, démontre la volonté de poursuivre et le niveau d'engagement des participants.

Les 4^e Rencontres internationales ont été un grand événement de débat international sur les possibilités d'autogestion comme moyen de

créer une alternative et la consolidation de l'espace qui a commencé à émerger à Buenos Aires en 2007 sous l'impulsion de l'expérience des entreprises récupérées par travailleurs¹.

2013

Source

Site du programme « Faculté ouverte » de l'Université de Buenos Aires: www.recuperadasdoc.com.ar/IV_Encuentro.html et www.autogestion.asso.fr.

Traduction: Richard Neuville

Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)

294

Richard Neuville

Les 1^{res} Rencontres sud-américaines de «L'économie des travailleur·ses» se sont tenues les 3 et 4 octobre 2014 en Argentine. Elles s'inscrivaient dans le prolongement de leurs homologues européennes réunies à Gémenos début 2014 et précédaient celle de la région nord et centraméricaine et Caraïbes prévues les 7 et 8 novembre à Mexico. L'objectif est désormais de réussir la convergence des trois initiatives régionales à l'occasion des prochaines rencontres internationales biennales qui se dérouleront dans l'usine Venezolana de Telecomunicaciones à Punto Fijo au Venezuela en juillet 2015.

Ces rencontres se déroulaient à Pigüé dans les locaux de la coopérative Textiles du même nom. La particularité de cette usine récupérée est d'être installée dans une petite ville conservatrice de 1000 habitant·es, dans une région peu industrialisée et dont l'activité économique repose essentiellement sur l'élevage bovin. En effet, Pigüé se situe en pleine Pampa à près de 600 kilomètres de Buenos Aires. Autre caractéristique, elle fut créée à la fin du 19^e siècle par des immigrant·es français·es originaires de l'Aveyron (une quarantaine de familles rouergates fuyant la misère s'y installèrent et la colonisèrent).

La Coopérative Textiles Pigüé regroupe aujourd'hui 130 travailleur·ses associé·e·s. Leur longue lutte fut beaucoup moins médiatisée

1. L'assemblée a également acté l'organisation de rencontres régionales entre les rencontres internationales bisannuelles.

au niveau international que celles des entreprises Zanón/FaSinPat ou Bruckman, largement relayées par des réseaux politiques, mais qui peut s'expliquer également par le fait qu'elle débuta légèrement après la vague d'occupations d'entreprises de 2001-2002. Elle put cependant bénéficier du soutien indéfectible de l'association des Mères de la place de Mai et, notamment, celle qui était sa présidente à l'époque, Hebe de Bonafini, du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) récemment créé, ainsi que d'universitaires engagés dans le programme «Faculté ouverte» de l'université de Buenos Aires.

L'entreprise de Pigüé appartenait au conglomérat Gatic SA, qui détenait des licences d'Adidas et d'autres marques pour la fabrication d'articles de sport répartie dans une dizaine d'usines, employant jusqu'à 8000 salarié·es, dont 500 sur le site de Pigüé dans les années 1990. En septembre 2003, quand la production fut interrompue, que les salaires n'étaient plus versés et, alors que le syndicat recommandait la passivité dans l'attente du résultat des négociations sur l'indemnisation des 220 travailleur·ses encore présent·es et postulait sur une hypothétique reprise de l'entreprise, une soixantaine décida d'occuper l'usine avec le soutien du MNER. En février 2004, cent cinquante travailleur·ses constituèrent la coopérative et l'occupation se poursuivit jusqu'à l'expulsion par la police en août 2004. Après l'approbation d'une loi d'expropriation par le Parlement de la province de Buenos Aires en décembre 2004, les travailleurs décidèrent de réoccuper l'usine en janvier 2005 et commencèrent à produire, en s'inspirant du mot d'ordre du MNER «Occuper, résister, produire». Il faudra cependant attendre décembre 2013 pour que l'expropriation définitive de l'usine soit entérinée à l'issue d'une lutte héroïque de dix ans, ponctuée par de nombreux rebondissements politiques et juridiques (Ruggeri, 2014).

Une indispensable accumulation d'expériences

Il convient tout d'abord de saluer les travailleur·ses de la coopérative Textiles Pigüé pour la très bonne organisation logistique de cette rencontre. Celle-ci a réuni plus de 250 participant·es, en grande majorité des travailleur·ses d'entreprises récupérées (ERT) argentines mais également des militant·es sociaux et politiques, des intellectuel·les et des universitaires brésilien·nes, colombien·nes, uruguayen·nes, vénézuélien·nes et une petite délégation de français·es qui s'intéressent aux problèmes et aux potentialités de l'«économie des travailleurs» dans une perspective de construction d'alternatives à la crise du capitalisme mondialisé.

La rencontre se déclinait autour de six axes, articulants des tables rondes, des débats et des travaux en commissions :

- la situation latino-américaine dans la nouvelle crise du capitalisme : analyses et réponses de l'économie des travailleurs ;
- l'autogestion en débat : autogestion, cogestion, contrôle ouvrier, coopérativisme et autres formes de gestion économique ;
- les problèmes de l'autogestion : gestion, production et intégration productive, technologie, la situation légale ;
- le rôle de l'État et les politiques publiques dans les processus d'autogestion ;
- les défis du syndicalisme et des autres formes d'organisation des travailleur·ses dans le contexte capitaliste actuel ;
- le travail précaire, informel et l'exploitation : exclusion sociale ou reformulation de formes de travail dans le capitalisme mondialisé.

Les nombreux témoignages de travailleur·ses engagé·es dans des expériences très diverses, plus ou moins anciennes, et confrontées à des problèmes différents ont permis d'appréhender la réalité des processus en cours. En effet, alors que les coopératives argentines des secteurs de l'imprimerie et de la métallurgie ont, pour l'essentiel, largement consolidé leur outil de travail et ont constitué des réseaux pour mutualiser les investissements et la production, les travailleur·ses de l'hôtel Bauen restent sous la menace d'une expulsion du jour au lendemain. D'une manière générale, il existe une grande diversité des ERT, caractérisée par des pratiques très variables comme l'a expliqué la sociologue Melina Perbellini.

Le processus de récupération d'entreprises par les travailleur·ses en Argentine évolue comme l'a montré le dernier relevé publié en



avril 2014. 311 ERT ont été répertoriées dont une soixantaine au cours des trois dernières années, avec une diversification des secteurs d'activité comme le démontrent notamment les récupérations de restaurants ou d'établissements scolaires, il se traduit également par une extension géographique à quasiment l'ensemble du pays. La même tendance est observée en Uruguay, alors que le processus s'est nettement ralenti au Brésil à partir de 2003 après avoir été précurseur dans les années 1990.

Si le débat entre nationalisation sous contrôle ouvrier et coopérativisme a été clos très rapidement en Argentine (période 2002-2003) selon José Abelli¹, les travailleur·ses brésilien·nes de Flakô continuent de le poser, tout comme leurs homologues vénézuéliens en revendiquant le contrôle ouvrier plutôt que la gestion ouvrière directe. D'une manière générale, le dilemme entre, d'un côté, un rapport privilégié avec l'État et la revendication de politiques publiques et, de l'autre, l'autonomie du pouvoir populaire reste prégnant. Il pose de fait la nature même de l'État et de ses institutions, selon leur caractérisation bourgeoise ou qu'il soit dans une perspective socialiste. De ce point de vue, la confrontation avec des fonctionnaires argentins en charge des programmes d'appui et du cadre législatif a été pour le moins percutante. Les travailleur·se·s ont notamment déploré l'absence de clarté des politiques publiques et de résolution de la couverture sociale, et les freins politiques et juridiques à la mise en œuvre des lois d'expropriation. De l'autre côté du Rio de la Plata, en Uruguay, la situation est différente, les engagements de l'État et à un niveau personnel celui du président Pepe Mujica ces dernières années ont permis de mettre en place un fonds spécifique d'aides aux entreprises autogérées et de résoudre la question de la sécurité juridique relative aux expropriations.

Des représentants de l'économie populaire (*cartoneros*, bénéficiaires de programmes sociaux, etc.) ont rappelé l'importance du développement de processus d'organisation à la base (à partir du territoire et de la communauté). Ces dernières années, les mouvements populaires ont adopté des formes d'autogestion pour constituer des unités économiques de production et de services dans des zones aussi bien urbaines que rurales. Les intervenants ont notamment insisté sur la nécessité de conquérir un véritable statut de travailleur·ses, posant ainsi les défis de l'organisation des travailleur·ses informel·les, dont certain·es n'ont jamais travaillé dans une entreprise classique. Et, d'observer que si, dans une période de forte croissance, 5 millions d'emplois ont été créés en une décennie en Argentine, beaucoup de travailleur·ses restent sans

1. Ancien vice-président du Mouvement national des entreprises récupérées (MNER).

emploi. Plus généralement, ces mouvements populaires sont parvenus à exercer une influence sur les gouvernements, comme on l'observe dans plusieurs pays d'Amérique du sud, en actualisant la question du rôle des États en tant que catalyseurs potentiels de ces processus, ce qui interroge de nouveau la relation entre le pouvoir étatique et l'autonomie du mouvement populaire.

Flávio Chedid, universitaire brésilien, auteur d'une analyse comparative sur la technologie sociale entre les expériences argentines et brésiliennes, a rappelé que les ERT se distinguent nettement des entreprises classiques, elles adoptent de moindres rythmes de travail qui se traduisent par une baisse sensible du nombre d'accidents du travail; elles développent des activités éducatives, culturelles, agro-écologiques en lien avec les communautés; elles améliorent les relations entre les travailleur·ses; elles constituent des réseaux pour mutualiser les investissements et la production; elles remettent en cause la division des tâches et contribuent à l'émancipation des femmes à travers notamment la prise de responsabilité sur les lieux de travail; enfin, elles permettent l'instauration d'une véritable démocratie interne (Chedid, 2014).

Cette brève présentation ne permet pas de décrire de manière exhaustive la multiplicité des interventions, les thèmes abordés et la richesse des échanges. De mon point de vue, le rapport au marché et la mise en place de circuits de distribution alternatifs n'ont pas suffisamment été traités. Mais les travaux en commission les ont évoqués partiellement et ils ont permis d'établir une liste de problèmes, de questionnements sur lesquels il importerait d'agir, de réfléchir et d'améliorer: l'expropriation des entreprises capitalistes, l'accès aux lignes budgétaires des programmes publics, l'achat des produits par les pouvoirs publics, la diffusion des expériences, les relations avec les syndicats, les contradictions dans les pratiques quotidiennes, les rapports avec les États et ceux entre l'économie sociale et l'économie populaire.

Une solidarité internationaliste bien affirmée

L'assemblée a décidé de mettre en place un «fonds de soutien des luttes» pour la récupération des entreprises. Elle a adopté des déclarations de soutien aux travailleur·ses de Bauen, à la mémoire de Robert Serra, député vénézuélien assassiné le 1^{er} octobre et un clip a été tourné en solidarité avec les travailleur·ses de Rimaflow (Italie) qui ont récupéré leur outil de travail il y a un an. Un message des travailleur·ses de Fralib saluant cette rencontre a également été lu. Au cours de ces deux journées, des films sur les expériences de luttes des travailleur·ses

de Bauen, de Flaskô, des Textiles Pigüé et *El Diario del centro del país*¹, journal récupéré à Cordoba ont été projetés.

Cette rencontre régionale sud-américaine a été une bonne préparation pour celle de Punto Fijo qui réunira à l'échelle internationale des représentant·es de plusieurs continents pour débattre des problèmes et des potentialités de l'économie des travailleur·ses. Plus que jamais, l'autogestion et la récupération des entreprises constituent une alternative pour garantir les droits et les intérêts des travailleur·ses face au capitalisme mondialisé, qui aliène et exploite de plus en plus. Ces rencontres s'appuient avant tout sur les expériences des entreprises récupérées par les travailleurs, du mouvement coopératif, de contrôle ouvrier et de cogestion, de l'économie solidaire et toutes autres formes de luttes auto-organisées pour la sauvegarde des emplois et la gestion directe des entreprises. Elles permettent notamment de confronter des positions entre les acteur·trices des ERT, les milieux sociaux, politiques, intellectuels et universitaires dans le but d'esquisser des pistes d'alternatives concrètes au capitalisme et de consolider les expériences en cours. Convaincue de leur intérêt et de leur visée internationaliste, l'association pour l'autogestion s'y engage totalement et, en sa qualité de structure co-organisatrice de la prochaine rencontre internationale, elle œuvrera pour qu'une délégation européenne plurielle et conséquente soit présente à Punto Fijo.

novembre 2014

Pour en savoir plus

- Actes des 4^e Rencontres de «L'économie des travailleurs» à João Pessoa, Brésil 2013.
 Chedid Henriques, Flávio et coll. (2013), *Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Multifoco.
 Chedid Henriques, Flávio (2014), *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores Brasil e Argentina*, Florianópolis, Editora Insular.
 Collectif (2010), *Gestión obrera: del fragmento a la acción colectiva*, Montevideo, Nordan/Comunidad del Sur.
 Gómez Solórzano, M.A. et C. Pacheco Reyes (coord.) (2014), *Trabajo informal, economía solidaria y autogestión – Precariedad laboral y resistencia en la globalización*, Buenos Aires, Continente.
 Guerra, P. (2013), «Autogestión empresarial en Uruguay – análisis de caso del

1. Voir Baptiste Bloch, «El diario del centro del país: success story d'une entreprise récupérée argentine», février 2013, www.autogestion.asso.fr/?p=2596; Nils Solari, «Argentine: l'expérience d'un journal récupéré et autogéré», juin 2013, www.autogestion.asso.fr/?p=3160 et «Construire l'utopie», *El Diario*, un journal récupéré et autogéré par ses travailleurs, novembre 2013, www.autogestion.asso.fr/?p=3561.

FONDES», Facultad de Derecho, Universidad de la República, septembre, www.fder.edu.uy/publicaciones/dt1.pdf.

- Ruggeri, Andrés, Henrique Novaes et Mauricio Sardá de Faria (coord.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI – Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente, 2014.
- Ruggeri, Andrés (2011), *Las empresas recuperadas en la Argentina 2010: Informe del tercer relevamiento de empresas recuperadas por sus trabajadores*, Buenos Aires, Ediciones de la cooperativa Chilavert.
- Ruggeri, Andrés (2012), *Las empresas recuperadas: Autogestión obrera en Argentina y América Latina*, Universidad de Buenos Aires, Editorial de la Facultad de filosofía y Letras.
- Ruggeri, Andrés et coll. (2014), *Cooperativa Têxtiles Pigüé: Un historia de la recuperación de una fábrica de Gatic*, Buenos Aires, Continente.
- Ruggeri, Andrés (2014), *Informe del 4 relevamiento de empresas recuperadas en la Argentina, Las empresas recuperadas en el período 2010-2013*, Universidad de Buenos Aires, Facultad de filosofía y Letras.
- Ruggeri, Andrés (2015), « *Occuper, résister, produire* » *Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine*, Paris, Syllepse.
- Ruggeri, Andrés, Henrique Novaes et Mauricio Sardá de Faria (dir.) (2014), *Crisis y autogestión en el siglo XXI: Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.

300

1^{res} Rencontres européennes de « L'économie des travailleurs » (2014)

Richard Neville

Tenues les 31 janvier et 1^{er} février 2014 dans les locaux de l'usine occupée Fralib à Gémenos (Bouches-du-Rhône), elles ont été organisées par le programme «Faculté ouverte» de l'Université de Buenos Aires, le département d'études du travail de l'Université autonome de Mexico-Xochimilco, l'Institut de sciences économiques et autogestion (ICEA, État espagnol), le réseau workerscontrol.net, les travailleurs de Fralib et l'Association pour l'autogestion, avec le soutien de l'Association Provence Solidarité Amérique du Sud.

Elles ont réuni près de 200 travailleur·ses, universitaires, militant·es syndicaux et politiques, en provenance d'une douzaine de pays d'Amérique latine et d'Europe, principalement du Sud. Des travailleurs d'expériences italiennes: Rimaflo (Milan) et Officine Zero (Rome), de l'entreprise grecque Vio.Me, de Pilpa (Carcassonne), de l'entreprise textile Pigüé (Argentine) étaient présents. Participaient également des

collectifs coopératifs qui promeuvent et pratiquent l'autogestion, comme le Réseau de collectifs autogestionnaires de Madrid, el Movimiento Prokret za Slobodu (Serbie), des représentants d'organisations syndicales comme la CNT et la CGT (État espagnol), la CGT et l'Union syndicale Solidaires (France), la FAU (Allemagne) et des groupes militants de l'Association pour l'autogestion, d'Attac, d'Espaces-Marx, de l'Union régionale des Scop, etc. et politiques des Alternatifs-Ensemble! et du NPA. Parmi celles et ceux qui organisèrent les rencontres précédentes, participaient Celia Pacheco de l'Université autonome métropolitaine Xochimilco de Mexico, Flávio Chedid et Vanessa Sigolo du Brésil, et Andrés Ruggeri, directeur du programme «Faculté ouverte». Des participant·es qui «ont ainsi pu débattre, confronter les expériences et surtout de tenter de répondre à la question de savoir si les initiatives de reprise d'entreprises par les travailleurs sont une réponse à la crise et préfigurent l'organisation d'une nouvelle société» (Borrits, 2014).

Depuis leur origine, ces rencontres sont conçues avant tout comme des espaces de débat et d'articulation entre des travailleur·ses, des chercheur·es et des militant·es sociaux et politiques autour des problématiques qui concernent les luttes des travailleurs et des travailleuses pour l'autogestion. Les mouvements de reprise des entreprises sont non seulement pratiques mais porteurs de théorie. Il est donc essentiel d'articuler les pratiques des entreprises récupérées et les apports des chercheurs. Elles s'intitulent «Économie des travailleurs» pour élargir le mouvement aux multiples formes de luttes du monde du travail qui pouvaient s'y agréger. Elles visent également à contribuer à la construction d'alternatives face à la crise provoquée par le capitalisme global. Initiées par le programme «Faculté ouverte» de la faculté de philosophie et de lettres de l'université de Buenos Aires, les deux premières éditions s'étaient tenues en 2007 et 2009 à Buenos Aires.

En 2011, les 3^e rencontre s'étaient tenues à Mexico en partenariat avec le département des relations sociales de l'Université autonome métropolitaine et l'unité Xochimilco (UAM-X). Lors de la 4^e édition en juillet 2013 à Paraíba (Brésil) a été acté le principe de l'organisation de rencontres régionales entre deux rencontres mondiales. Début décembre 2013, lors d'une réunion de travail improvisée à Gémenos, à l'initiative des argentins, l'organisation de cette rencontre a été envisagée et les bases ont été jetées pour l'organiser dans les meilleures conditions. En moins de deux mois, la rencontre européenne est devenue une réalité et, pour la première fois, ce type de rencontre sortait de l'Université pour se tenir dans une entreprise occupée. Mais il s'agissait également de déplacer la réflexion théorique et de partager l'expérience des

travailleurs d'une région périphérique, l'Amérique latine, qui a expérimenté les recettes néolibérales dans les années 1970 et a subi des plans d'ajustement successifs, vers une région du centre du capitalisme, la vieille Europe, aujourd'hui touchée par la tourmente, même si elle se concentre plus particulièrement dans le bassin méditerranéen. Comme l'a déclaré Andrés Ruggeri :

L'Europe a une forte tradition autogestionnaire mais elle l'a, hélas, oubliée. Les conditions d'une résurgence sont là mais les expérimentations sont portées par des groupes isolés, à tel point que ce sont des argentins qui ont pris l'initiative d'une rencontre en Europe !

Effectivement, les récupérations d'entreprises par les salariés se développent aujourd'hui en Europe. En France, plusieurs se sont concrétisées ces dernières années : SeaFrance, Acéries de Ploërmel, Hélio-Corbeil, Arfeo, Fontanille, SET et tout récemment Pilpa mais elles éprouvent des difficultés pour se coordonner. En Italie, des sites industriels abandonnés par leurs anciens propriétaires sont occupés par leurs travailleurs qui inventent une nouvelle façon de produire. En Grèce, les anciens travailleurs de Vio.Me occupent leur site et ont lancé, sous une forme autogérée, une nouvelle production de produits ménagers biologiques. Des initiatives de travailleurs et d'équipes syndicales se développent ici et là, d'où l'intérêt de les fédérer afin que l'Europe, en crise économique depuis plus de cinq années, suive la voie des expériences latino-américaines en cours depuis plus de vingt ans mais le vieux continent doit également renouer avec sa tradition autogestionnaire et cette responsabilité n'incombe pas seulement aux travailleurs mais également aux équipes syndicales, avec le soutien de la gauche radicale.

Quel lieu plus emblématique que l'usine Fralib pour tenir cette rencontre ? Les Fralib engagées dans la lutte depuis trois ans contre la multinationale Unilever, qui a décidé de délocaliser la production en Pologne, posent non seulement la question de la récupération des postes de travail mais également celle d'un type de production naturelle et locale sous la forme coopérative, imitant en cela les expériences de 300 entreprises en Argentine et 400 en Amérique latine.

La rencontre de Gémenos était structurée autour de quatre tables rondes thématiques et géographiques : 1) la crise et les réponses à partir de l'autogestion en Amérique latine ; 2) les entreprises occupées et récupérées en Europe (expériences en France, Italie, Grèce, Espagne, Serbie) ; 3) les mouvements de résistance face à la crise ; précarité de l'emploi, migrations et chômage en Europe et les défis du syndicalisme dans le nouveau contexte européen et mondial.

Si la participation européenne avait été faible lors des précédentes rencontres, la décision de l'organiser à Gémenos a permis non seulement de l'accroître mais elle reflète également la montée des luttes contre la précarité et pour l'autogestion dans le contexte de crise qui touche l'Europe, tout particulièrement les pays de la Méditerranée. Ce contexte a été un des axes de débat : comment résister à la crise et intégrer l'alternative autogestionnaire en tant qu'élément central de cette résistance à l'économie néolibérale dans le cadre de la mondialisation capitaliste ? Cette rencontre a permis d'articuler un espace de débat et d'échange entre diverses expériences en cours en Espagne, en France, en Italie, en Grèce et en Serbie, pas seulement en termes théoriques mais bien au niveau des pratiques mises en œuvre par différents collectifs face à la crise.

C'est ici que les expériences latino-américaines des entreprises récupérées et d'autres mouvements sociaux se connectent avec les expériences européennes. Ce n'est pas un hasard si la première table ronde a proposé un débat sur les entreprises récupérées et le contrôle ouvrier dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Venezuela et le Mexique. Elle a réuni des travailleurs d'entreprises récupérées comme Francisco Martínez, des Textiles Pigüé avec des chercheurs qui soutiennent les processus d'autogestion ouvrière dans ces pays, dressant un panorama permettant de comparer avec les cas européens exposés ensuite. Comme l'a indiqué Andrés Ruggeri, l'aspiration à la démocratisation de la production et à la redistribution des richesses est « dans l'ADN des travailleurs ».

Lors de la deuxième table ronde, les travailleurs de la Fralib et de la Fabrique du Sud (ex-Pilpa) ont exposé les processus de lutte, en cours pour les premiers, abouti pour les seconds avec la création de la coopérative, les Grecs de Vio.Me, les Italiens de Rimaflow et d'Officine Zero ainsi que les Serbes du Mouvement Prokret za Slobodu, qui s'il ne s'agit pas directement d'entreprises ou usines récupérées mènent des luttes pour l'autogestion dans un pays qui constitue le cas historique le plus durable d'expériences autogestionnaires, l'ex-Yougoslavie. Dans leurs interventions, les travailleurs de Fralib, la Fabrique du Sud, de Vio.Me et les Italiens ont évoqué le transfert d'un modèle productif capitaliste basé sur le profit vers des productions socialement et écologiquement utiles. Ces dimensions sont présentes dans les projets de reconversion qu'ils construisent.

Les autres tables rondes ont débattu du rôle du syndicalisme et de la lutte contre la précarité salariale dans la résistance à la crise en Europe. Les mobilisations récentes, dont l'origine est le plus souvent la

fermeture des usines et entreprises, posent de plus en plus la question de la récupération de l'outil de travail ; tandis que d'autres luttes autogestionnaires en Europe conduites par des collectifs de jeunes précarisés s'organisent en innovant pour travailler de forme collective. En ce sens, les expériences de groupes de travailleurs précaires à *Officine Zero* et du Réseau de collectifs autogestionnaires de Madrid ont présenté leur conception en s'appuyant sur leurs pratiques. De leur côté, Lluís Rodrigues Algans, de la CNT et l'ICEA de l'État espagnol, ou José Luis Carretero, également de l'ICEA et Christian Mahieux, de l'Union syndicale Solidaires, ont exposé leurs pratiques et abordé les défis que les syndicats doivent relever dans le contexte actuel. Celia Pacheco Reyes du Mexique a, pour sa part, présenté un panorama du travail informel structurel dans son pays.

À la différence des rencontres internationales précédentes où des contributions écrites avaient été rédigées préalablement, lors de celle-ci deux commissions ont permis d'échanger sur la possibilité de coordonner des actions entre les organisations. La première a envisagé d'engager des campagnes de solidarité et d'échanges de produits et de services entre expériences autogestionnaires, et y compris de mener des campagnes de boycott des produits Unilever, qui ferment actuellement des usines en Alsace et dans la banlieue de Milan ; la deuxième a jeté les premières bases pour engager un travail de recherche qui permette d'identifier les entreprises récupérées et les autres initiatives collectives autogestionnaires en Europe. Pour ce faire, il serait possible de s'appuyer sur le travail de recherche et les enquêtes réalisées en Argentine et au Brésil ou en cours en Uruguay pour améliorer la coordination et la solidarité avec ces expériences. Des contacts doivent être envisagés avec des universitaires français et européens pour qu'ils s'associent et contribuent à ses travaux.

Dans les conditions temporelles et financières de préparation et malgré le trop faible nombre d'entreprises représentées, cette rencontre a été indiscutablement une réussite et a permis de dépasser certaines frontières idéologiques ou partisans. Dans la crise que le système capitaliste impose et en réponse aux fermetures d'entreprises, le contrôle des travailleurs sur la production doit devenir un axe central des luttes dans la perspective de construction d'un nouveau projet d'émancipation humaine. Pour cela, les travailleuses et les travailleurs ne doivent pas rester isolés, d'où l'intérêt de travailler à la constitution de ce réseau.

Pour Andrés Ruggeri, principal initiateur de cette rencontre, elle «a permis au réseau international de «L'économie des travailleurs» de franchir un pas décisif en tant qu'espace de débat et d'articulation

internationale entre travailleur·ses, militant·es et intellectuel·les en soutien aux processus d'autogestion et de lutte de la classe ouvrière pour générer des alternatives sociales et économiques au capitalisme mondialisé».

L'objectif de ces rencontres est de construire un lieu de discussion sur l'appropriation de l'économie par les travailleurs. Nous voulons favoriser les liens entre les organisations et bâtir des concepts qu'elles puissent s'approprier. Il est urgent que les partis de gauche reconstruisent de la théorie.

D'autres rencontres sont en préparation en Amérique du Nord, centrale et dans les Caraïbes et en Amérique du Sud au Mexique et en Argentine fin 2014. Incontestablement, cette rencontre européenne a donné une bonne impulsion pour développer des synergies entre les différentes expériences en prévision de la 5^e rencontre internationale se tiendra au Venezuela en juillet 2015.

juillet 2014

Source

Contretemps, n° 22, juillet 2014, Paris, Syllepse.

Pour en savoir plus

Borrits, Benoît (2014), «Rencontres "L'économie des travailleurs": un essai à transformer», février, www.autogestion.asso.fr/?p=3939.

Gómez Solórzano, Marco A. et Celia Pacheco Reyes (coord.) (2014), *Trabajo informal, economía solidaria y autogestión – Precariedad laboral y resistencia en la globalización*, Buenos Aires, Continente.

5^e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)

Benoît Borrits et Richard Neuville

Elles se sont tenues du 22 au 25 juillet 2015 à Amuay, Los Teques, dans l'État de Falcón au Venezuela. Si elles marquent un saut qualitatif et quantitatif important, ces rencontres doivent approfondir l'internationalisation d'un processus encore majoritairement latino-américain. Un effort tout particulier devra être fait dans les prochains mois sur la définition du concept d'économie des travailleurs ainsi que celle son rôle dans la perspective de la transformation sociale de l'économie. Des objectifs qu'une prochaine rencontre européenne devra mettre en œuvre.

Pendant quatre jours, près de 300 travailleur·ses, militant·es, syndicalistes et chercheur·ses, issu·es de douze pays d'Amérique latine et du Nord, d'Europe et d'Afrique et représentant 90 organisations diverses (dont les deux tiers étaient vénézuéliennes), ont débattu de leurs expériences concrètes, des perspectives de transformation sociale dans des contextes politique et économique, locaux, régionaux et mondiaux marqués par le même modèle de domination capitaliste. Outre la présence significative de travailleur·ses d'entreprises récupérées¹, ont également participé des représentant·es et délégué·es de coopératives de travail de différentes activités productives, de services et de consommation, des conseils de travailleur·ses, des *comunas* et d'une grande diversité d'organisations et d'institutions engagés dans l'économie des travailleur·ses. La délégation française était composée de cinq membres représentant l'Association Autogestion, la Fabrique du Sud, les Amis de la Fabrique du Sud et l'Union syndicale Solidaires. La Scop-Ti (ex-Fralib), qui avait accueilli la première rencontre européenne², n'a finalement pas pu être représentée pour des raisons liées au démarrage de la production dans son usine de Gémenos.

Des difficultés d'organisation surmontées dans un contexte de forte tension

Initialement prévue au sein de l'usine téléphonique nationalisée Venezolana de telecomunicaciones (VTELCA) à Punto Fijo, le comité local d'organisation a dû trouver un autre lieu suite à un conflit l'opposant à la fois à la direction de l'entreprise et à la direction nationale du Mouvement national du contrôle ouvrier (MNCO).

Cette rencontre a été marquée par les difficultés économiques et politiques auxquelles est confronté le pays, mais aussi par les débats passionnés sur le soutien ou l'approfondissement du processus de transformation sociale. Elle s'est néanmoins déroulée dans de bonnes conditions matérielles grâce à la logistique mise en place par le groupe d'organisation local et l'accueil chaleureux et solidaire que ses membres ont su apporter aux délégations étrangères.

Le mardi 21 juillet, la rencontre a été précédée d'une présentation au théâtre de La Alameda à Caracas, organisée par le MNCO, qui

1. Selon la définition donnée par Andrés Ruggeri (2015 : 25), on peut considérer les entreprises récupérées comme un « processus social et économique qui présuppose l'existence d'une entreprise antérieure, fonctionnant sur le modèle d'une entreprise capitaliste traditionnelle et dont le processus de faillite, de liquidation ou de non-viabilité a amené les travailleurs à lutter pour la remettre en marche sous des formes autogérées ».

2. Voir Borrits (2014) et Neuville (2014 : 99-103)

diverses expériences d'organisation et de pouvoir populaire se sont exprimées à partir de leur réalité professionnelle, comme les conseils ouvriers ou de leur réalité territoriale comme les conseils communaux qui tentent d'exercer un rôle sur l'organisation et le contrôle de l'économie. Quant à la délégation internationale, elle était représentée majoritairement par des entreprises récupérées, des coopératives de travail et d'autres organisations autogestionnaires. Il y avait peu de syndicalistes. Les secteurs universitaires de plusieurs pays, engagés dans le développement de l'organisation des travailleurs, à l'image de ce qui caractérise ces rencontres depuis leur origine, étaient également en nombre.

Une diversité de débats et d'activités culturelles

La rencontre a alterné des plénières avec des tables rondes et des ateliers organisés autour des huit axes de débat proposés dans la convocation. Il y a eu quatre plénières et 14 ateliers qui ont fonctionné de manière simultanée au cours des journées de débat. Les tables rondes avaient pour thèmes : la crise du capitalisme global et latino-américain (analyses et réponses du point de vue de l'économie des travailleur·ses) ; la lutte de la classe ouvrière au Venezuela ; les expériences internationales d'autogestion du travail ; travail précaire, informel et servile (exclusion sociale ou reformulation des formes de travail dans le capitalisme global?).

Il convient de souligner l'intérêt de la table ronde qui a réuni des acteurs des entreprises récupérées – José Martín Pereyra du Restaurant Los Chanchitos (Argentine), Armando Robles de New Era Windows (États-Unis), Elisa Gigliarelli d'Officine Zero et Luca Federici de Rimaflo (Italie), Héctor Andrés Soca de Ceramicas (CTC-ANERT, Uruguay), Jean-Christophe Garino pour la Fabrique du Sud (France) et Roberto Primera (Mouvement pour le pouvoir populaire et social par le travail, Venezuela) – et qui a permis d'appréhender des réalités distinctes et des cadres juridiques différents, ainsi qu'une implication des États très variable selon les pays.

Au cours de ces journées, différents groupes culturels locaux se sont produits lors des intermèdes. Plusieurs films documentaires ont été présentés : *El barquito de papel*, de Sergio Stocchero, qui raconte la récupération du *Diario del Centro del País* dans la province argentine de Córdoba ; et deux épisodes de la série *Redes de Trabajo y Autogestión* (Réseaux de travail et autogestion)¹, du groupe argentin Alavío, dirigé

1. Cette série compte à ce jour 38 films documentaires relatant des expériences de

par Fabián Pierucci, sur les récupérations récentes des entreprises: le restaurant La Casona et la minoterie Osiris à Buenos Aires.

De même, la «Bibliothèque de l'économie des travailleurs» des éditions Continente, collection Peña Lillo de livres spécialisés et qui incluent les travaux des rencontres précédentes et des livres directement en lien avec les axes débattus lors de l'événement, a été présentée¹; tout comme, l'*Encyclopédie internationale de l'autogestion* qui sera notamment parrainée par des acteurs de ces rencontres.

Vers une structuration du réseau et une meilleure communication interne

Le samedi 25, trois commissions: programmatique, coordination de luttes et coordination économique se sont réunies pour dresser un bilan de la rencontre et dégager des perspectives. Nous reprenons ici les synthèses de la rencontre²:

La commission programmatique

Cette commission a, non seulement, valorisé l'intérêt de la poursuite de ces rencontres tous les deux ans (internationales et régionales lors des années intermédiaires) mais également exprimé la nécessité de mettre en place des mécanismes permanents de coordination qui assurent le lien entre les organisations pour poursuivre les échanges. L'objectif est de progresser vers une vision commune relative aux problèmes traités à l'occasion de cette rencontre, tout en respectant la diversité et l'hétérogénéité tant du point de vue des situations et des contextes nationaux et régionaux que des perspectives, des secteurs sociaux et des traditions d'une quantité croissante de pays et d'organisations qui s'incorporent dans la construction des Rencontres de «L'économie des travailleur-ses».

Il s'agit donc de mieux articuler et d'amplifier la communication du comité international en vue de réaliser des actions et de développer des expressions de solidarité internationale par la création d'outils numériques pour diffuser l'information, les travaux et les débats des rencontres et du réseau qui le constitue. Cette articulation doit être envisagée aux niveaux nationaux ou régionaux et internationaux, afin de développer des éléments de formation, de débat théorique, d'échange d'expériences et de pratiques, de coordination effective d'actions de solidarité et d'échange, mise en place d'une base de

récupération d'entreprises par les travailleurs et d'autogestion (Grupo Alavío:Video y acción directa, www.revolutionvideo.org/alavio).

1. Les éditions Continente sont situées à Buenos Aires (www.edicontinente.com.ar).
2. Andrés Ruggeri, «Síntesis y resoluciones del V Encuentro Internacional "La Economía de los Trabajadores y Trabajadoras"», www.recuperadasdoc.com.ar/2015conclusiones.html.

communication, information et recherche permettant de générer un développement programmatique commun en tenant compte les différences de contexte et de trajectoires déjà pointées.

Il a également été envisagé d'inviter des organisations de travailleurs ruraux lors des prochaines rencontres. En effet, il s'agit d'un secteur qui ne peut être absent des problèmes évoqués par les rencontres compte tenu du rôle clé qu'il occupe dans la contestation économique et son importance qualitative et quantitative dans le secteur primaire.

Enfin, il a été proposé l'élargissement du comité d'organisation international à toutes les organisations participantes des différentes éditions.

La commission de coordination de luttes

Cette commission s'est également prononcée en faveur du développement d'une communication fluide et d'une diffusion des activités dans le réseau. Elle a proposé pour cela de s'approprier les nouvelles technologies de communication, comprenant notamment un site web qui incluraient un espace pour les luttes des différents pays (avec un représentant par pays pour la mise en œuvre), des sections de formation et d'information par pays, des débats et des documents pour la formation politique. Il a également été envisagé la mise en place d'un registre des entités productives, des *comunas*, des entreprises récupérées des pays où ils n'existent pas encore cette information, en intégrant des chercheurs et des étudiants à ce processus sur la base des expériences déjà développées dans ce sens ; la réunion et l'articulation de projets économiques et de collectifs autogestionnaires (pour lesquels les rencontres régionales constituent un cadre approprié) ; la rédaction d'un communiqué de la rencontre à transmettre à la réunion de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) des travailleurs. Enfin, la création d'un réseau actif de solidarité avec les travailleurs et le processus bolivarien.

La commission de coordination économique

1. Constituer un « système économique alternatif de complémentarité des peuples » pour lequel il est proposé :

a. d'échanger de la production entre les expériences de l'économie des travailleurs, en mettant l'accent sur le thème alimentaire et dans le but de renforcer le niveau international (il y a pour cela une proposition concrète de la coopérative de Textiles Pigüé d'Argentine d'initier un processus de complémentarité de textiles en coton avec les travailleurs de la région d'Amuay au Venezuela) ;

b. de s'inspirer des expériences antérieures pour développer une banque de savoirs et de ressources techniques pour leur échange

international et le transfert de savoirs en revalorisant la connaissance des travailleurs (pour la formation technique, de l'autogestion du travail, des langues, à travers des stages, des cours et l'échange avec l'université, etc.).

2. Constituer un observatoire international qui établisse un catalogue numérique d'expériences de l'économie des travailleurs ;
3. Constituer un fond coopératif de crédit (un fonds d'épargne collective) et instituer un comité organisateur de gestion.

La solidarité internationale et les prochaines rencontres

Lors de l'assemblée finale, les comptes-rendus des différentes commissions ont été présentés. Les participant·es ont exprimé leur solidarité avec le processus révolutionnaire bolivarien soumis à une agression permanente et un harcèlement de la part de la droite locale et au niveau international. Il et elles ont adopté des déclarations de solidarité avec le peuple grec et son réseau de santé autogéré, avec le peuple mexicain victime de l'agression constante de l'État à l'encontre des organisations populaires et syndicales comme encore tout dernièrement avec les enseignant·es de la section 22 de la Confédération nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE), avec la résistance kurde à Rojava et en soutien au journal italien *Il Manifesto*¹.

Les différentes propositions pour les prochaines rencontres régionales et les 6^e Rencontres internationales ont été présentées. Cette dernière devrait se tenir en 2017 en Argentine, lieu à préciser, à l'occasion du dixième anniversaire des premières rencontres organisées à l'Université de Buenos Aires. Il a également été envisagé de les organiser au Brésil dans l'État de São Paulo. Les prochaines rencontres régionales sont d'ores et déjà envisagées. Les 2^e Rencontres d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes se dérouleront à nouveau à Mexico les 6, 7 et 8 novembre 2016². Deux propositions de lieu ont été formulées pour les 2^e Rencontres sud-américaines : la première à Barquisimeto au Venezuela³, sur proposition de la Comuna Pío Tamayo ; la seconde en Uruguay⁴, à l'initiative de l'Association nationale des entreprises récupérées par les travailleurs (ANERT). Des premières rencontres régionales « Asie, Pacifique et Océanie » ont également été

-
1. [► Rimaflo Trezzano, les travailleurs font renaitre l'entreprise sans patron].
 2. [► Chicago : l'autogestion a sa fenêtre].
 3. [► Contrôle ouvrier et État bolivarien].
 4. [► Un processus historique de récupération d'entreprises].

évoquées à la demande de l'Australie¹. Les 2^e Rencontres européennes sont quant à elles, envisagées à l'automne 2016. Le réseau européen devra se réunir et échanger activement dans les prochains mois pour se renforcer, se structurer afin de réussir un événement important à la hauteur des enjeux du continent. Les contacts existent, principalement en Europe du Sud, il s'agit de les coordonner. Les représentant·es espagnols, français et italiens, présents aux 5^e Rencontres internationales, se sont accordés sur l'objectif de se donner du temps pour y travailler mais en s'attelant à la tâche sans trop tarder.

Ces 5^e Rencontres internationales marquent incontestablement une avancée dans la constitution d'un mouvement centré sur le concept d'une économie des travailleurs. Si la présence d'une délégation européenne significative a constitué une nouveauté, cette rencontre est restée essentiellement latino-américaine tant dans sa composition que dans la faible prise en compte des langues étrangères.

Il devient essentiel d'approfondir ce processus par une meilleure définition du concept d'«économie des travailleurs» notamment dans son périmètre. Si les entreprises récupérées constituent indiscutablement l'origine de ce mouvement, un débat doit s'ouvrir sur quelles coopératives peuvent raisonnablement s'en réclamer et sur la présence d'entreprises publiques «socialistes». De même, l'intégration du monde paysan dans ce processus sera un chantier de longue haleine. Ceci doit dès maintenant être initié au niveau européen de façon à réussir les prochaines rencontres internationales dans un an.

Si les échanges que permettent ces rencontres sont un des aspects les plus riches de ce processus, il convient aussi de s'interroger sur le contenu programmatique des prochaines rencontres, notamment sur l'articulation des luttes syndicales avec ces multiples expériences d'appropriation comme élément de la transformation sociale de l'économie.

septembre 2015

Pour en savoir plus

- Borrits, Benoît (2014), «Rencontres "L'économie des travailleurs": un essai à transformer», février, www.autogestion.asso.fr/?p=3939.
- Neuville, Richard (2013), «Les alternatives autogestionnaires et le travail face à la crise économique globale», 4^e Rencontres de l'économie des travailleurs à Paraíba (Brésil), septembre, www.autogestion.asso.fr/?p=3343.
- Neuville, Richard (2014), «Rencontres européennes "L'économie des travailleurs" dans l'entreprise Fralib», *Contre Temps*, n° 22, été.
- Neuville, Richard (2015), «Economie des travailleur·ses : une délégation française

1. [► Prendre les commandes au patron].

- sera présente au Venezuela», juillet, www.autogestion.asso.fr/?p=5322; «Enjeux et défis des 5^e Rencontres internationales de l'économie des travailleuses et des travailleurs», www.autogestion.asso.fr/?p=4985.
- Ruggeri, Andrés (2015), «Síntesis y resoluciones del V Encuentro Internacional "La Economía de los Trabajadores y Trabajadoras" - Amuay, Punto Fijo, Estado Falcón, República Bolivariana de Venezuela. 22 al 25 de julio de 2015», août, www.recuperadasdoc.com.ar/2015conclusiones.html.
- Ruggeri, Andrés (2015), «Occuper, Résister, Produire», Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine, Paris, Syllepse.

BIBLIOGRAPHIE, FILMOGRAPHIE

Cette bibliographie, établie en 2015, privilégie les publications ayant directement trait à la problématique de l'*Encyclopédie*. Ont été volontairement écartés des nombreux autres textes fondamentaux pour autant indispensables. Nous voulons ici dire notre dette envers les bibliographies précédemment établies par Michel Antony (Michel.Antony@wanadoo.fr), Olivier Corpet, le Centre d'histoire du travail de Nantes et l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

L'autogestion en actes

Monde arabe

Algérie

- Abdi, Nourredine (1977), « Le mythe de l'autogestion en Algérie », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Abid, Mourad (1983), *Autogestion et actions contre-éducatives : études portant sur les expériences algériennes, 1962-1965*, thèse, Grenoble, Université Pierre Mendès France.
- Aït-Amara, Hamid (1970), *Conditions de la participation dans les exploitations agricoles d'autogestion en Algérie*, Paris, thèse de sociologie.
- Antony, Michel (1972), *Autogestion et socialisme. L'expérience algérienne 1962-1970*, Besançon, maîtrise.
- Bernard, Pierre, Claude Bonnal, Robert Jaulin (1967), « Les problèmes de l'autogestion dans les grandes fermes algériennes en 1963 », *Autogestion*, n° 2, Paris, Anthropos, avril.
- Benachenhou, Mourad (1967), *Comptabilité et gestion des exploitations agricoles autogérées*, Université d'Alger, mémoire.
- Benachenhou, Mourad (1969), *Problèmes sociologiques de l'autogestion agricole dans la Mitidja*, Université, de Bordeaux, thèse.
- Boussoumah, Mohamed (1982), *L'entreprise socialiste en Algérie*, Paris, Economica.
- Camacho, Martine (1975), « La paysannerie algérienne, l'autogestion et la révolution agraire », *Terre malgache*, juillet.
- Chaulet, Claudine (1971), *La Mitidja autogérée : Enquête sur les exploitations autogérées agricoles d'une région d'Algérie, 1968-1970*, Alger, SNED.
- Duprat, Gérard, (1973) *Révolution et autogestion rurale en Algérie*, Paris, Armand Colin, Cahier FNSP, n° 189.
- FLN (1963), *Comprendre l'autogestion*, Constantine, Études FLN.
- FLN (1967), *L'autogestion : un système et non une expérience*, Constantine, Études FLN.
- FLN (1968), commission révolution agraire, *Avant-projet. Principes directeurs de l'autogestion*, Alger, Département information et orientation, avril.
- Goubart, Emmanuel, (1970) *Autogestion en Argelia*, Madrid, ZYX.
- Guérin, Daniel (1964), *L'Algérie qui se cherche*, Paris, Présence africaine.
- Hélié, Damien (1967), *Le secteur autogéré de l'industrie algérienne*, Paris, thèse.
- Hélié, Damien, (1969), « L'autogestion industrielle en Algérie », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 6.
- Internationale situationniste (1966), « Les luttes de classes en Algérie », *Internationale situationniste*, n° 10, mars
- Isnard, H. (1968), « Les structures de l'autogestion agricole en Algérie », *Méditerranée*, n° 2.
- Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot (1977), *Le capitalisme d'État algérien*, Paris, François Maspero.

Koulytchizky, Serge (1969), « Comment sont prises les décisions dans l'autogestion algérienne », *Revue algérienne de science juridique, politique et économique*, décembre.

Koulytchizky, Serge (1974), *L'autogestion, l'homme et l'État : l'expérience algérienne*, Paris, Mouton.

Krieger, Annie et coll. (1965), *Essais sur l'économie de l'Algérie nouvelle*, Paris, PUF.

Laks, Monique (1970), *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie 1962-1965*, Paris, EDI.

Lazarev, Grigori (1965), *Autogestion agricole en Algérie*, Paris, PUF.

Mahsas, Ahmed (1975), *L'autogestion en Algérie*, Paris, Anthropos.

Marril, Alain (1965), « L'expérience algérienne d'autogestion industrielle », dans *Essais sur l'économie de l'Algérie nouvelle*, Paris.

Minces, Juliette (1965), « Autogestion et luttes de classes en Algérie », *Les Temps modernes*, n° 229, juin.

Ministère de l'agriculture algérien (1966), « Situation actuelle de l'agriculture algérienne », *Revue statistique agricole*, Alger, n° 1.

Ministère de l'agriculture algérien (1967), « Structure des exploitations agricoles autogérées », *Revue statistique agricole*, n° 2.

Ministère de l'agriculture algérien (1968), « Matériel agricole du secteur autogéré », *Revue statistique agricole*, n° 6.

Ministère de l'agriculture algérien (1968), « Emploi dans le secteur agricole autogéré. Campagne 1967-1968 », *Revue statistique agricole*, n° 7.

Ministère de l'information algérien (1969), « La réorganisation de l'autogestion agricole », *Dossiers documentaires*, n° 2.

Nellis, J. (1975), « Worker's Participation in Algeria's nationalized industries », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Porrello, Antonino (1979), « Autogestione : un modo di vita. Considerazioni sul caso algerino », *Volontà*, Genova, n° 4-5.

Projet (1969), « L'autogestion agricole en Algérie », n° 32.

Raptis, Michel (1967), « Le dossier de l'autogestion en Algérie », *Autogestion*, n° 3, septembre.

Raptis, Michel (1981), « Sur l'autogestion algérienne et le tiers-monde : Entretiens avec Ahmed Ben Bella », *Autogestions*, n° 7, Toulouse, Privat, n° 7, automne.

Sartan, Yves (1966), « Perspectives de l'autogestion en Algérie », *Autogestion*, n° 1, décembre.

Secrétariat social d'Alger, (1968) *Une nouvelle étape de l'autogestion agricole. Les réformes de 1966* Alger, SNED.

Teillac, Jean (1965), *Autogestion en Algérie*, Paris, Peyronnet.

Temmar, Hamild (1964), « Les problèmes de l'autogestion dans l'ouest algérien », Alger, Université, DES de la faculté de droit et des sciences économiques.



- Temmar, Hamid (1966), *La problématique socialiste en Algérie, à travers l'expérience de l'autogestion dans l'agriculture*, Paris, thèse.
- Ziegler, Jean (1964), «L'autogestion algérienne», *Revue syndicale suisse*, n° 12, décembre.

Amérique indo-afro-latine

- Acosta, Alberto (2014), *Le Buen vivir*, Paris, Utopia.
- Algranati, Clara, Emilio Taddei, José Seoane (2011), «América latina : Balance de una década de luchas y cambios», CETRI, décembre.
- Arango, M.E. et coll. (1967), *Las Tomas de Fabricas, par Bogota*, Bogota, Suramerica.
- Bonfil Batalla, Guillermo (1981), *Utopía y revolución. El pensamiento político contemporáneo de los indios en América latina*, Mexico, Nueva Imagen.
- Burgos-Vigna, Diana (2006) «Les mutations de la gouvernance démocratique en Amérique latine», CERI.
- García Linera, Álvaro (2008), *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- Gaudichaud, Franck (2005), *Étude du mouvement social urbain chilien : «pouvoir populaire constituant» et dynamique des Cordons industriels, 1970-1973*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Gaudichaud, Franck (dir.) (2008), *Le volcan latino-américain : Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine*, Paris, Textuel.
- Gaudichaud, Franck (coord.) (2013), *Amériques latines : Émancipations en construction*, Paris, Syllepse.
- Iturraspe, Francisco (1986), *Participación, cogestión y autogestión en América Latina*, Caracas, Nueva Sociedad.
- Neuville, Richard (2012), «Typologie d'expériences autogestionnaires en Amérique latine et indienne», *Alter Autogestion*, septembre.
- Zanchetta Aldo et coll. (2008), *América Latina, l'avanzata de los de abajo. Movimenti sociali e popoli indigeni*, Gragnano & Bolsena, Fondazione Nano Zanchetta & Massari.

Argentine

- Abellí, José (2003), *Recuperación de fuentes de trabajo a partir de la autogestión de los trabajadores*, rapport de la FETiA-CTA, Buenos Aires.
- Abellí, José (2009), «Empresas recuperadas», 27 février, consultable sur le site *Osera*.
- Almeyra, Guillermo (2006), *Rébellions d'Argentine. Tiers état, luttes sociales et autogestion*, Paris, Syllepse.
- Andujar, Andrea (1998), «Combates y experiencias : las luchas obreras en Villa Constitución (1974-1975)», *Taller*, n° 6, avril.
- Ardito, Ernesto et Verda Molina (2008), *Corazón de fábrica*, Buenos Aires, Clacso.
- Carpintero, Enrique et Mario Hernandez (2002), *Produciendo la realidad : La empresas comunitarias*, Buenos Aires, Topía.
- Centro de Documentación de Empresas Recuperadas (2014), *Nuevas empresas recuperadas, 2010-2013*, Buenos Aires, Peña Lillo/Continent.
- Chedid Henriques, Flávio (2014), *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores – Brasil e Argentina*, Florianópolis, Insular, Série Tecnologia Social, vol. 4.
- Echaide, Javier (2003), «Debate sobre Empresas Recuperadas, Un aporte desde lo legal ; lo juridico y lo político», *Cuaderno de trabajo*, n° 25, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, août.

- Fajn, Gabriel (2003), *Clarín*, suplemento «Zona, Buenos Aires», 22 de septembre 2002, dans Rezzónico, Alberto, «Empresas recuperadas, Aspectos doctrinarios, económicos y legales», *Empresas recuperadas, Aspectos doctrinarios, económicos y legales*, Entreprises récupérées, aspects doctrinaires, économiques et légaux, *Cuaderno de trabajo*, n° 16, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, mai.
- Fernández Álvarez, María Inés (2007), «De la recuperación como acción a la recuperación como proceso : prácticas de movilización social y acciones estatales en torno a las recuperaciones de fábricas», *Cuadernos de Antropología social*, n° 25.
- Gómez Solórzano, Marco Augusto, Celia Pacheco Reyes (2014), *Trabajo informal, economía solidaria y autogestión*, Buenos Aires, Peà Lillo/Continente.
- Guthmann, Claudio et Genoveva Tournon (2006), *Le phénomène des entreprises récupérées par leurs anciens employés en Argentine*, rapport de la Cellule de recherche interdisciplinaire en droits de l'Homme, CRIDHO, Université catholique de Louvain, avril.
- Hirtz, Natalia Vanesa et Marta Susana Giacone (2010), «Les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine. Quelques réflexions sur le coopérativisme et le contrôle ouvrier», communication au Congrès Marx international.
- Isitan, Isaac, *Les femmes de la brukman*, Québec, Isca, documentaire.
- Klein, Naomi et Avi Lewis (2004), *The Take*, Canada, MK2, documentaire.
- López, Alejandro (2008), «Entretien», *Osera*.
- Lucita, Eduardo, (2002), «Ocupar, resistir, producir», *Cuadernos del Sur*, n° 34, *Ocupación de empresas y gestión obrera directa*, Tierra del Fuego, Buenos Aires, novembre.
- Lucita, Eduardo (2006), «Entreprises sous gestion ouvrière : le succès et ses dangers», *Correspondancia de Prensa. Bulletin d'information*, Réseau solidaire de la gauche radicale, année 3, n° 9228, 11 janvier.
- Magnani, Esteban (2014), «IV Relevamiento de la UBA sobre empresas recuperadas, Para no perder el empleo», *Página 12*, 20 avril.
- Mattini, Luis (2003), «Autogestión productiva y asambleaísmo», *Cuadernos del Sur*, n° 36, Buenos Aires.
- Meyer, Laura et María Chaves (2008), «Aires de libertad, Zanon bajo gestión obrera», *Observatorio social de America latina*, n° 24, Buenos Aires, octobre.
- Ministerio de Trabajo, Empleo y Seguridad social (2008), Programme travail auto-géré, «Cantidad de unidades de productivas recuperadas», Buenos Aires.
- Molina, Virna et Ernesto Ardito (2008), *Corazón de fábrica*, Buenos Aires, Clasco.
- Neuville, Richard (2004), «Entreprises «récupérées» ou autogérées», *Rouge & Vert*, n° 206.
- Osera* (2008), interview d'Alejandro López, octobre.
- Quijoux, Maxime (2011), *Néolibéralisme et autogestion : L'expérience argentine*, Paris, IEHAL.
- Rebón, Julián (2007), *La empresa de la autonomía. Trabajadores recuperando la producción*, Buenos Aires, Colectivo Ediciones, Picaso.
- Rebón, Julián (2008), «Transformaciones emergentes en el proceso de recuperación de empresas por sus trabajadores», Université publique de Buenos Aires, UBA.
- Ruggeri, Andrés (dir.) (2010), «Las empresas recuperadas en la Argentina 2010», Buenos Aires, octobre.
- Ruggeri, Andrés (2013), «Worker self-management in Argentina : problems and potential of self-managed labor in the context of the neoliberal post-crisis», dans Camila Piñeiro Harnecker, *Cooperatives and Socialism : A View from Cuba*, Londres, Palgrave and MacMilan.

- Ruggeri, Andrés (2014), *¿Qué son las empresas recuperadas? Autogestión de la clase trabajadora*, Buenos Aires, Peña Lillo/Continente.
- Ruggeri, Andrés (2015), «Occuper, Résister, Produire» Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine, Paris, Syllepse.
- Ruggeri, Andrés et col. (dir.) (2005), *Las empresas recuperadas en Argentina*, rapport de la deuxième enquête du programme «Faculté ouverte», Université de Buenos Aires.
- Ruggeri, Andrés et coll. (2014), *Cooperativa Textiles Pigüé : Historia de la recuperación de una fábrica de Gatic*, Buenos Aires, Peña Lillo/Continente.
- Ruggeri, Andrés et coll. (coord.) (2014), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Peña Lillo/Continente.
- Selsers, S. (1975), «Worker participation experiments in Argentina», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Taccone, Juan José (1977), *900 días de autogestión in SEGBA. Una experiencia argentina de participación*, Buenos Aires, Fundación.
- Tiempo Argentino (2014), «La autogestión como camino», 19 juin.
- Vabre, Frédéric (2007) : «Entreprises autogérées : entre mobilisation et normalisation. Analyse sociopolitique des pratiques récentes de “récupération” d’unités productives en Argentine», dans Diana Quattorchi Woisson (dir.), *L'Argentine après la débâcle : Itinéraire d'une recomposition*, Paris, Houdiard.
- Zibechi, Raúl (2005), «Un autre monde est possible : les céramiques Zanon», IRC Programa de los Américas, janvier.

Bolivie

- García Linera, Álvaro (2008), *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- Lavaud, Jean-Pierre (1977), «La mobilisation politique du paysannat bolivien», *Revue française de sociologie*, XVIII, 18-4.
- Le Bot, Yvon (1985), «Le dernier pays de l'utopie ouvrière? L'expérience de cogestion à majorité ouvrière en Bolivie (1983-1984)», *Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières*, Lyon, ACL.

Brésil

- Anteag (2004, 2005, 2006), *Autogestão e economia solidária, uma nova metodologia*, vol. 1, 2 et 3, Brasília, Ministério do Trabalho e Emprego.
- Bajard, Flora et Julien Terrié (2011), *Comuna*, documentaire, 28 minutes,
- Burgos-Vigna, Diana (2006), «Les mutations de la gouvernance démocratique en Amérique latine», CERL.
- Chedid, Henriques, Flávio (2014), *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores : Brasil e Argentina*, Florianópolis, Insular, Série Tecnologia Social, vol. 4.
- Chedid Henriques, Flávio (2014), «Flaskô», dans *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores -Brasil e Argentina, Série Tecnologia*, vol. 4, Florianópolis, Insular.
- Chedid Henriques, Flávio et coll. (2013), *Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil*, Rio de Janeiro, Multifoco.
- Chedid Henriques, Flávio et coll. (2014), «Las Empresas recuperadas por los trabajadores/as en Brasil : resultados de un relevamiento nacional», dans Andrés Ruggeri et coll. (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI : Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.

- Comolli, Jean-Louis (1975), *La Cecilia*, film.
- De Souza, Ubiratan (2003), «Orçamento participativo. Experiência do governo do estado do Rio Grande do Sul».
- Farina, Regina (2012), *Mais de um milhão de eleitores*
- Genro, Tarso et Ubiratan De Souza (1998), *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville : l'expérience de Porto Alegre*, Paris, Léopold Mayer.
- Goldfarb, Yamila (2007), «A luta pela terra entre o campo e a cidade: as comunas da terra do MST, sua gestacao, principais atores e desafios», *Dissertacao de Mestrado*, apresentada ao cursos de Post-graduacao, Geografia humana, Université de São Paulo.
- Granet, Estelle et Solidariedad (2003), *Porto Alegre : Les voix de la démocratie*, Paris, Syllepse.
- Gret, Marion et Yves Sintomer (2002), *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, Paris, La Découverte.
- Motta João et Vinícius Wu, (2011), «Uma nova utopia democrática», *Zero Hora*, 30 septembre.
- Nascimento, Claudio (2014), «Sindicalismo y autogestión», dans Andrés Ruggeri et coll. (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI: Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.
- Novas, Henrique et Mauricio Sardá de Faria (2014), «¿Para dónde van las empresas recuperadas por los trabajadores brasileños?», dans Andrés Ruggeri et coll. (dir.), *Crisis y autogestión en el siglo XXI: Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo*, Buenos Aires, Continente.
- ONU-Habitat (2005), *72 questions courantes sur le budget participatif*, Programme gestion urbaine.
- Pont, Raúl (2000), «L'expérience du budget participatif de Porto Alegre», *Le Monde diplomatique*, supplément: «Quand la ville est porteuse des espérances de citoyenneté», mai.
- Pont, Raúl (2007), «L'expérience de Porto Alegre», *FondationS*, n° 5.
- Réseau capacitation citoyenne (2000), *Pas de formation citoyenne sans action sur le réel, le Budget participatif de Porto Alegre*, brochure.
- Toulotte, Martine (2000), «Porto Alegre, un exemple de démocratie participative à suivre», intervention au congrès des Alternatifs.

Chili

- Cordero, C. et coll. (1973), *Consejo comunal de trabajadores y Cordón Cerrillos-Maipú, 1972. Balance y perspectivas de un embrión de poder popular*, Santiago, CIDU, Documento de trabajo, n° 67.
- Espinoza, Juan G., et Andrew S. Zimbalist (1978), *Economic Democracy: Workers' Participation in Chilean Industry 1970-1973*, London, Academic Press.
- Gaudichaud, Franck (2003), «L'Unité populaire par ceux qui l'ont faite», *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre.
- Gaudichaud, Franck (2003), «La Centrale unique des travailleurs, le mouvement ouvrier et les Cordons industriels durant l'Unité populaire (1970-1973)», *Dissidences*, n° 14-15.
- Gaudichaud, Franck (2004), *Poder popular, participación de los trabajadores y Cordones industriales. Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular durante el gobierno de Salvador Allende*, Santiago du Chili, LOM.
- Gaudichaud, Franck (2005), *Étude du mouvement social urbain chilien : «pouvoir populaire constituant» et dynamique des cordons industriels, 1970-1973*, thèse, Paris 8.

- Gaudichaud, Franck (2013), *Chili 1970-1973 : Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Gaudichaud, Franck (2013), *Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili (1970-1973)*, Paris, Syllepse.
- Gómez, Juan Carlos (2004), *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago du Chili, LOM.
- Jeanneret, J. (1975), « Structure de participation in the Chilean quasi labor-managed sector », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Lemay, Jean-Frédéric (2002), *L'autogestion comme voie alternative de développement : Étude de l'expérience chilienne sous Allende (1970-1973) : Bilan critique et perspectives de transition*, maîtrise, Université Laval, Québec.
- Najman, Maurice (1974), *Le Chili est proche : Révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire*, Paris, François Maspero.
- Raptis, Michel (1973), *Quel socialisme au Chili ? Étatisme ou autogestion*, Paris, Anthropos.
- Robert, Jean-Louis (2004), « Changer l'entreprise, changer le travail » dans Frank Georgi (dir.), *L'autogestion : La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Sader, E. et Q. Santiago (1972), « Algunas consideraciones en torno a las nuevas formas de poder popular en poblaciones Santiago », CIDU, *Documento de trabajo*, n° 57.
- Silva, Angelica et Patricia Santa Lucia (1975), « Les cordons industriels : une expression de pouvoir populaire au Chili », *Les Temps modernes*, janvier.
- Silva, Miguel (1999), *Los cordones industriales y el socialismo desde abajo*, Santiago de Chile, LOM.
- Tarrow, Sidney (1994), *Power in Movement, Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Winn, Peter (1986), *Weavers of Revolution, the YARUR Workers and Chile's Road to Socialism*, New York/London, Oxford University Press.

Mexique

- Almeyra, Guillermo (2007), « Révolution, pouvoir, liberté : l'expérience de l'APPO », Oaxaca, icommunication au congrès Marx International 5, Paris, La Sorbonne/Paris 10-Nanterre.
- Almeyra, Guillermo (2007), « El legado de la APPO », dans Carlos Beas Torres, coord., *La batalla por Oaxaca*, Oaxaca, Yope Power.
- Beas Torres (2007), Carlos, « Oaxaca, una rebelión plebeya », *Osai* n° 21, Buenos Aires, Clacso.
- Boron, Atilio, (2001) « La selva y la polis. Reflexiones en torno a una teoría política del zapatismo », Buenos Aires, dans *Osai/Clacso*, n° 4, juin.
- Bulbulian, Maurice (1978), *Tierra y Libertad*, documentaire.
- Esteva, Gustavo et coll. (2008), *Cuando hasta las piedras se levanta. Oaxaca, Mexico, 2006*, Buenos Aires, Antropofagia.
- García Guerreiro et coll. (2008), *La Comuna d'Oaxaca : cuando el otoño fue primavera. Acciones colectivas, medios de comunicación e identidades políticas ; el caso de la Asamblea Popular de los pueblos de Oaxaca, APPO*, Jornadas internacionales de problemas latinoamericanos, Mar del Plata, 26-28 septembre.
- Hernández Navarro, Luis (2006), « Oaxaca : sublevación y crisis de un sistema regional de dominio », *Osai*, n° 20, Buenos Aires, Clacso.
- Lapierre, Georges (2008), *La Commune de Oaxaca*, Paris, Rue des cascades.
- Maranón-Pimentel, Boris (2007), « La cooperativa agroindustrial Pascual en México :

Posibilidades y límites de la economía social», Montréal, CIRIEC/Université du Québec à Montréal (UQAM).

Recondo, David (2009), *La démocratie mexicaine en terres indiennes*, Paris, Karthala/CERI.

Barabas, Alicia M. et Miguel Bartolomé (1999), «Los protagonistas de las alternativas autonómicas», *Configuraciones étnicas en Oaxaca: Perspectivas etnográficas para las autonomías*, Mexico, Inahini.

Pérou

Abusasa-Salah, Roberto (1975), «An economic analysis of Peru's social property», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Abusasa-Salah, Roberto (1974), «An economic analysis of Peru's social property legislation», *Economic Analysis and Worker's Management*, vol. 7, n° 3-4.

Autogestions (1980), «Pérou 1968-1980: quand les militaires s'en mêlent», n° 4, Toulouse, Privat.

Buchler, Peter (1975), *Agrarian Cooperative in Peru – A Socioeconomic Survey*, Berne, Université, Sociological Institute.

Duhamel, Julie et Florian Rochat (coord.) (2008), *Produire de la richesse autrement*, Genève, Centre Europe-Tiers-monde (CETIM).

Favreau, Louis (2008), «Villa el Salvador: économie solidaire, développement local et coproduction de services dans un bidonville», dans Julie Duchatel et Florian Rochat, *Produire de la richesse autrement*, Genève, Cétim.

Franco, Carlos (1974), *La revolución participatoria*, Lima, Mosca Azul.

Franco, Carlos (1979), *Participación popular*, Lima, CEDEP.

Knight, Peter T. (1975), «New forms of economic organization in Peru: toward worker's self-management», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Knight, Peter T. (1976), «Social property in Peru: The political economy of predominance», *Economic Analysis and Worker's Management*, vol. 10, n° 3-4.

Knight, Peter T. (1979), *Perú. ¿Hacia la autogestión?*, Buenos Aires, Proyección.

Knight, Peter, T. et coll. (1975), «Self-management in Peru», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Loli, Alejandro et Ilia Juscamaita (1977), *Participación de los trabajadores en la gestión de la empresa – Actitudes y comportamientos*, Lima, D'Kankan.

Lora, Carmen (1996), *Creciendo en dignidad. Movimiento de comedores autogestionarios*, Lima, Instituto Bartolomé de las Casas.

Meister, Albert (1981), *L'autogestion en uniforme: L'expérience péruvienne de gestion du sous-développement*, Toulouse, Privat.

Magni, Roberto (1975), *Autogestione et sviluppo. Il caso del Peru*, Rome, Coines.

Ochoa, Jaime et William J. Moreno (1983), *Autogestión y cambio: hacia un frente de defensa*, Lima, Consejo peruano para la autogestión.

Pasara, Luis (1975), «La gestión de las empresas agrarias peruanas», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Raptis, Michel (1973), «Les travailleurs et l'autogestion au Chili et au Pérou», *Le Monde diplomatique*, février 1973; *Manière de voir* (2009), n° 103, février-mars.

Roca, Santiago (1975), «The Peruvian sugar cooperatives: some fundamental economics problems, 1968-1972», *Economic Analysis and Worker's Management*, vol. 9, n° 1-2.

Venek, Jaroslav (1975), «The Economics of the Peruvian law defining the

self-management sector of social poperty», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Uruguay

- Aristondo, Martín et Graciela Laura (2003), «Cooperativismo, autoayuda y autogestión: Una alternativa uruguayaya para la vivienda de interés social», *Scripta Nova*, Revista electrónica de geografía y ciencias sociales, Barcelone, Universidad de Barcelona, vol. 7, n° 146.
- Bertullo, Jorge et coll. (2003), «El cooperativismo en Uruguay, Red universitaria de las Américas en estudios cooperativos y asociativismo», Montevideo, Universitaria de las Américas en estudios cooperativos y asociativismo
- Burdín, Gabriel (2013), «La autogestión en Uruguay: Economía social y empresas sin patrones», *Brecha*, 30 août.
- Folléas, Sarah (2012), «Les coopératives de logements en Uruguay: Une production de l'offre de logements par le tiers-secteur», *Métropolitiques*, 18 janvier.
- Golluccio, Audrey (2011), «Coopératives d'habitants à l'étranger», Fiche Uruguay, Habicoop, mars.
- González, Gustavo (2010), «La vivienda popular uruguayaya, Uruguay: más allá de la vivienda», Montevideo, 8 janvier.
- Guerra, Pablo (2014), «Promoción del empleo autogestionado en empresas recuperadas: El caso de desarrollo (FONDES) en Uruguay», Québec, Cumbre internacional de cooperativas.
- Martí, Juan Pablo, Thul, Florencia et Valentina Cancela (2013), «Las empresas recuperadas como cooperativas de trabajo en Uruguay: entre la crisis y la oportunidad», Montevideo, mars.
- Martín, Aristondo et Graciela, Laura (2003), «Cooperativismo, autoayuda y autogestión: Una alternativa uruguayaya para la vivienda de interés social», *Scripta Nova*, Revista electrónica de geografía y ciencias sociales, Barcelone, Universidad de Barcelona, vol. 7, n° 146.
- Nahoum, Benjamin (2013), *Algunas claves: Reflexiones sobre aspectos esenciales de la vivienda cooperativa por ayuda mutua*, Montevideo, Trilce.
- Neuville, Richard (2013), «Quatre décennies de luttes des «sans terre urbains» en Uruguay», dans Franck Gaudichaud (coord.), *Amériques latines: Émancipations en construction*, Paris, Syllepse.
- Rieiro, Anabel (2012), «Représentación y democracia: sujetos colectivos en el campo de la autogestión», *Osera* n° 7.
- Rivas, Luis (2009), «Entrevista a los obreros de la cooperativa de transports ABC Coop (Gestión obrera) de Colonia de Sacramento, Uruguay», mars 2009.
- Rivas, Luis (2014), «Trabajadores de Gestión Obrera ABC solidarios con la causa por los 43 de Ayotzinapa», *La Izquierda Diaria*.
- Zibechi, Raúl (2007), «Coopératives de logement en Uruguay: les sans terre urbains», *RISAL*, 21 septembre.
- Zibechi, Raúl (2010), «Una década de fábricas recuperadas: Reinventar la vida desde el trabajo», Programa de las Américas, 3 novembre.

Venezuela

- Acosta, Vladimir (2007), «El socialismo del siglo XXI y la revolución bolivariana. Una reflexión inicial», dans Margarita López Maya, *Ideas para debatir el socialismo del siglo XXI*, Venezuela, Alfa.

- Azzellini, Dario (2011), «De las cooperativas a las empresas de propiedad social directa en el proceso venezolano», dans Camila Piñeiro Harnecker (coord.) (2011), *Cooperativas y Socialismo: Una mirada desde Cuba*, La Havane, Caminos.
- Azzellini, Dario (2013), «From cooperatives to enterprises of direct social property in the Venezuelan process», dans Camila Piñeiro Harnecker, *Cooperatives and Socialism: A View from Cuba*, Londres, Palgrave and MacMillan.
- Brandler Weinreb, Jessica (2009), «La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique», dans Olivier Compagnon, Julien Rebotier et Sandrine Reve (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, L'Atelier.
- Ciccariello-Maher, George (2007), «Poder dual en la Revolución venezolana», *Monthly Review*, vol. 59, n° 4, septembre.
- Cormenzana, Pablo (2009), *La Batalla de Inveval: La Lucha por el Control Obrero en Venezuela*, Madrid, Fundación Federico Engels.
- Ellner, Steve (2009), «Une révolution sans objectifs? Le processus révolutionnaire au Venezuela», dans Olivier Compagnon et coll. (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, L'Atelier.
- Freitez, Nelson (2013), *El cooperativismo en el Estado Lara, desde 1968 hasta el 2008*, thèse de doctorat, UCV.
- Gandera Feijoo, Alfonso (1976), «La reforma estructural de la Empresa. Hacia una sociedad autogestionaria», Venezuela, *Cuadernos de Derecho Público*, n° 2.
- Guillaudat, Patrick et Pierre Mouterde (2012), *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne: Promesses et défis d'un processus de changement social*, Mont-Royal, M. Éditeur.
- Harnecker, Marta (2009), «Las comunas, sus problemas y cómo enfrentarlos», *Aló Presidente*, 11 juin.
- Harnecker, Marta (2009), «De los consejos comunales a las comunas: construyendo el socialismo del siglo XXI», www.rebellion.org/docs/97085.pdf.
- Johansson-Rosen, Nicolas (2015), «Expériences de contrôle ouvrier au Venezuela et État bolivarien», *Contre Temps*, n° 25, avril.
- Lander, Edgardo (2007), «El estado y las tensiones de la participación popular en Venezuela», *Observatorio social de América latina*, OSAL, n° 22, Buenos Aires, septembre.
- Lander, Edgardo (2009), «Le processus bolivarien: un projet alternatif en tension?», interview réalisée par Gaudichaud, Franck, *Contretemps*.
- Lander, Edgardo (2011), «Venezuela: ¿Radicalizar el proceso? ¿Más estatismo verticalista y personalista o más democracia y más participación?», *Cal y Arena*, n° 2, février.
- López Heredia, Damellys (2008), *Venezuela: Poder Comunal como una forma de ejercicio del poder?*, Asociación mexicana de estudios del Caribe.
- López Heredia, Damellys (2008), *Venezuela: Poder Comunal como una forma de ejercicio del poder?*, Asociación mexicana de estudios del Caribe, septembre.
- Louzé, Anne-Florence (2009), «Les conseils communaux au Venezuela: un outil d'émancipation politique?», dans Olivier Compagnon et coll. (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe: Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, L'Atelier.
- Nuria Cabot, Elisa et Miguel Riera (2009), *De Consejos y comunas*, Barcelone, El Viejo Topo.
- Pearson, Tamara (2007), «Attacks on Venezuela's worker run Diana industries increase, Maduro appoints new manager», <http://venezuelanalysis.com/news/9937>.

- Piñeiro Harnecker, Camila (2007), « Democracia laboral y conciencia social : un estudio de cooperativas en Venezuela », *Revista Temas*, n° 50-51, La Havane.
- Renfer, Irene (2010), *Democracia Directa en Argentina, Uruguay y Venezuela : Tres Ejemplos de Democracia Directa en América Latina*, Buenos Aires Prometeo Libros.
- Roland, Denis (2006), « De los Consejos comunales a los Consejos Autogestionarios, de Fabrica y de Defensa », Proyecto Nuestra América, Movimiento 13 de Abril.
- Roland, Denis (2006), « Venezuela : the popular Movements and the government », *International Socialist Review*, n° 110.
- Roland, Denis (2007), « Asambleismo Popular Constituyente », www.aporrea.org, 1^{er} septembre.
- Smilde, David et Daniel Hellinger (éd.) (2011), *Venezuela's Bolivarian Democracy : Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham/Londres, Duke University Press.

Amérique du Nord

États-Unis

- Autogestion et Socialisme* (1975), « L'autogestion aux États-Unis? », n° 32, novembre.
- Berman, Katrina (1967), *Worker-owned Plywood Companies : an Economic Analysis*, Washington, Washington State University.
- Benello, George C. et coll. (1975), « Self-management in North America : thought, research and practice »
2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Brandow, Karen et Jim McDonnell (1981), *No Bosses Here ! : A Manual on Working Collectively and Cooperatively*, Alyson.
- Brecher, Jeremy (2011), *Banded Together : Economic Democracy in the Brass Valley*, Urbana, Illinois Chicago Press.
- Case, John et coll. (1973), *Worker's Control, a Reader on Labor and Social change*, New York, Vintage Book.
- Creagh, Ronald (1983), *Laboratoires de l'utopie : Les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot.
- Curl, John (2009), *For All the People : Uncovering the Hidden History of Cooperation, Cooperative Movements, and Communalism in America*, Oakland, PM Press.
- Debouzy, Marianne (1997), « Le mouvement socialiste aux États-Unis jusqu'en 1918 », dans Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, t. 2, *De 1875 à 1918*, Paris, PUF.
- Dubois, W. E. B. (1907), *Economic co-operation among Negro Americans*.
- Garson, David G. et coll. (1973), *Worker's Control, a Reader on Labor and Social change*, New York, Vintage.
- Gordon, Jessica (2014), *Collective Courage, A History of African American Cooperative Economic Thought and Practice*, University Park, Penn State University Press.
- Grégoire, Roger et Freddy Perlman (1969), *Worker-Student Factory Committees*, Détroit, Black & Red.
- Gunn, Christopher (1984), *Workers' Self-Management in the US*, Ithaca, Cornell University Press.
- Ji, Minsun et Toni Robinson (2012), *Immigrant Worker Owned Cooperatives : A User's Manual*, Denver.
- O'Connor, Harvey (2009), *Revolution in Seattle : A Memoir*, New York, Haymarket.
- Penn, Arthur (1969), *Alice's Restaurant*, film.

- Pluet, Jacqueline et Olivier Corpet (1975), « L'autogestion aux États-Unis ? », *Autogestion et socialisme*, n° 32, novembre.
- Vanek, Jaroslav (1973), « Some fundamental considerations on financing and the form of ownership under Labor Management », dans H. C. Bross, *Economy Structure and Development*, Amsterdam, North Holland Publishing Co.
- Vidor, King (1934), *Notre pain quotidien*, film.

Québec

- Autogestions* (1985), « Alternatives québécoises », n° 20-21, Toulouse, Privat.
- Bhérier, Harold et André Joyal (1987), *L'entreprise alternative, mirages et réalité*, Montréal, Saint-Martin.
- Bhérier, Harold et Pierre-Éric Tixier (1985-1986), « Des entreprises en quête d'identité », *Autogestions*, n° 20-21.
- Boucher, Paul-Albert et Jean-Louis Martel (1982), *Tricofil tel que vécu !*, Montréal, Ciriec/HEC.
- Brouillard, Christian (2004), « L'autogestion une vieille idée, riche de possibilités nouvelles », *À Bâbord !*, n° 6, octobre.
- Darier, Éric (1984), *Aspects des mouvements coopératifs et autogestionnaires au Québec*, Portsmouth, Portsmouth Polytechnic.
- Dossiers Vie ouvrière* (1975), n° 93, mars.
- Drapeau, Marie-Hélène, avec la collab. de Anna Kruzynski (2005), *Historicité et évolution du concept d'autogestion au Québec*, Collectif de recherche sur l'autonomie collective.
- Dumais, Simon (1990), « Conflit et contrôle ouvrier : Uniroyal et Servaas de Ville d'Anjou », Québec, *Possibles*, vol. 14, n° 3, été.
- Dumais, Simon (1990), *Remise en question du compromis et du procès de travail fordiste et contrôle des travailleurs sur l'organisation du travail à l'usine Uniroyal et Servaas de Ville d'Anjou, 1972-1985*, mémoire en science politique à l'Université du Québec à Montréal.
- Favreau, Louis (2010), *Mouvement coopératif : une mise en perspective Québec*, Presses de l'Université du Québec.
- Gagnon, Gabriel (1995), *Au cœur des possibles*, Montréal, Écosociété.
- Gagnon, Gabriel (2005), « Demain l'autogestion ? », *Possibles*, vol. 29, n° 2, printemps.
- Gagnon, Gabriel et Marcel Rioux (1988), *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture.
- Garon-Rudy, Muriel et Robert Laplante (1976), « Sens du travail et autogestion », *Possibles*, n° 1, automne.
- Gouvernement du Québec (1995), *Les coopératives de travail au Québec : Profil du mouvement coopératif au Québec*, Bibliothèque nationale du Québec.
- Granmaison, Jacques (1975), *Une tentative d'autogestion*, Montréal, Presses universitaires de Montréal.
- Hamelin, Jacques, « Le second souffle de Tricofil », *Possibles*, n° 2.
- Jacot, Martine (1985), « De Tricofil en aiguille et sans patron », *Autogestions*, n° 20, *Alternatives québécoises*, Toulouse, Privat.
- Jean, Bruno (1986), « L'autogestion sans frontières : les luttes régionales au Québec », *Possibles*, vol. 10, n° 3-4, printemps-été.
- Lamoureux, Henri (1992), « L'autogestion à Montréal : une bonne idée qui ne réussit pas à décoller », *Possibles*, vol. 16, hiver.
- Lepage, Jean-François (2005), « Les sociologues québécois et le mouvement autogestionnaire », *Possibles*, vol. 29, n° 2, printemps.

- Lepage, Jean-François et Marco Sylvestro (2005), «Autogestions espaces de liberté», *Possibles*, vol. 29, n° 2, printemps.
- Possibles* (2005), «Autogestions. Espaces de liberté», vol. 29, n° 2, Montréal, printemps.
- Quintin, Carmen (1983), *Les pratiques émancipatoires dans deux coopératives d'habitation de la région montréalaise*, mémoire, Québec, Université Laval.
- Simard, Marcel (1976), «L'autogestion à Tricofil: lutte sans avenir ou avenir d'une lutte?», *Possibles*, n° 1, Montréal.
- Tixier, Pierre-Éric (1987), «L'autogestion: une valse à trois temps», *Possibles*, vol. 11, n° 2, hiver.
- Vallières, Pierre et Serge Proulx (1982), *Changer la société. Déclin du nationalisme, crise culturelle et alternatives sociales au Québec*, Montréal, Québec-Amérique.

Australie

- Lansbury, Russel (1977), «Worker participation in management: an Australian perspective», 2^e conférence Internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.

Europe et alentours

Allemagne

- Autogestions* (1980), n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestion en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat.
- Canne Meijer, H. (1975), *Movimiento de los consejos obreros en Alemania (1917-1921)*, Madrid, ZYX.
- Collectif (1973), *Conseils ouvriers en Allemagne 1917-1921*, Strasbourg, Vrotsch Série, *La Marge*, n° 9-11.
- Corpet, Olivier (1975), «Cogestion et capitalisme. Bilan, critiques et perspectives de la cogestion en Allemagne fédérale», *Autogestion et Socialisme*, n° 30-31, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Demerin, Patrick (1980), «Le vide et le trop plein. Le mouvement autogestionnaire berlinois», *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat.
- Dietrich, Reinhard (1980), «Les collectifs autogérés de jeunes chômeurs», *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.
- Collectif (1980), «Informationsdienst une entreprise autogérée pour des



- informations oubliées», *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.
- Koopmans, Ruud (1995), *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System in West Germany*, Colorado, Westview Press.
- Sandoz, Gérard (1980), «Principes et pratiques de la cogestion», *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.
- Supp, Eckhart et Ingolf Diener (1982), *Ils vivent autrement. L'Allemagne alternative*, Paris, Stock 2.
- Wend, Christian (1980), «Réseaux et coordination des alternatives. Bilan provisoire», *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.

Belgique

- Balieux, Pierre (1990), *Des travailleurs vivent l'économie sociale. Textiles d'Ere : 15 années de fil à retordre!*, Fondation André Oleffe, Textiles D'Ere SC, Vie ouvrière.
- Collectif (1993), «Quel Look, mon Salik!», *Les Cahiers de la Fonderie, revue d'histoire sociale et industrielle de la région bruxelloise*, n° 15, décembre. CSC (1979), Dossier «Compte rendu de la session d'évaluation syndicale des entreprises en autoproduction», décembre.
- CSC Brabant wallon (sd), dossier «Le Balai libéré», n° 62.
- Debrouckère, Louis (1924), «Le contrôle ouvrier», *Les Cahiers de la Commission de Belgique*, n° 5, janvier.
- Delsore, Guy (1970), *50 ans de débats sur le contrôle ouvrier: Anthologie des discussions sur le contrôle ouvrier dans le mouvement belge, 1920-1970*, Bruxelles, La Taupe.
- Gottschalck, Max (1925), «Le problème du contrôle ouvrier en Belgique», *Revue internationale du travail*, vol. 9, n° 3, mars.
- Hockers, Marysse (1971), *Du contrôle ouvrier à l'autogestion*, «Actes du colloque de Pont-à-Lesse», 19-20 mai 1971, Liège, Fondation André Renard.
- Joye, Pierre (1977), «Perspectives autogestionnaires en Belgique», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Leruth, Ingrid (2008), *Autogestion : l'exemple d'une structure de santé particulière (Free clinic)*.
- Les Sans-emploi (L'Espérance, ex-Salik-Quaregnon) (sd), CARHOP, La Louvière, *Inventaire*, n° 37.
- Pasture, Patrick (2003), «Histoire et représentation d'une utopie : L'idée autogestionnaire en Belgique», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Polemus, Carlos, (1977), «La Fédération générale du travail de Belgique et la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.

Espagne

- Alba, Victor (2001), *Los colectivizadores*, Barcelone, Laertes.
- Araus María del Mar (2004-2006), *Autogestión : una nuova cultura*, brochure.
- Aznar, Adolfo (1937), *Castilla se liberta*, documentaire.
- Bernecker, Walter L. (1978), «Colectivización y revolución en la Guerra civil española. Un informe bibliográfico», *Kritikón Litterarum*, n° 7.

- Bernecker, Walter L. (1980), *Kollektivismus und Freiheit. Quellen zur Geschichte der Sozialen Revolution in Spanien 1936-1939*, Munich, DTV.
- Bernecker, Walter L. (1982), *Colectividades y revolución social. El anarquismo en la Guerra civil española (1936-1939)*, Barcelone, Crítica.
- Bolado, Macario (1975), «The labor anonymous society of urban transport of Valencia», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Bosch Sanchez, Aurora (1976), *Aspectos generales de las colectivizaciones agrarias en el País Valenciano. La comercialización de la naranja y el control del arroz*, Valence, Tesis.
- Bosch Sanchez, Aurora (1980), *Colectivistas 1936-39*, Valence, Almuñín.
- Bosch Sanchez, Aurora (1982), *Collectivitzacions al País Valencià durant la Guerra Civil (1936-1939)*, Valence, Tesis.
- Bosch Sanchez, Aurora (1982), «La collectivització de l'exportació de cítrics: el Consell Llevantí Unificat d'Exportació Agrícola», *Estudis d'Història Agrària*, n° 4, Barcelone.
- Bosdeveix, Roland (1986), «La collectivisation libertaire en Espagne: une réussite», *La Rue*, n° 37, *L'Espagne libertaire*, Paris, 2^e trimestre.
- Cardaba, Marciano (2002), «Campesinos y revolución en Cataluña, colectividades agrarias en las comarcas de Girona, 1936-1939», Madrid, Fundación Anselmo Lorenzo.
- Castells Duran, Antoni (1993), *Les collectivitzacions à Barcelona 1936-1939*, Barcelone, Hacer.
- Cendra i Bertran, Ignasi (2006), *El Consell d'Economia de Catalunya (1936-1939), Revolució i contrarevolució en una economia collectivitzada*, Barcelone, Abadia de Monserrat.
- Cereza Morquillas, Néstor et Fernando Ortega Bariuso (1998), *Al calor de la autogestión, Cyfisa: la utopía vivida*, Burgos, CGT.
- Collectif (2006 [1937]), *Collectivisations, L'œuvre constructive de la Révolution espagnole (1936-1939)*, Toulouse, Le Coquelicot.
- Colectivo alternativa (1976), *La autogestión a debate*, Barcelone, 7x7.
- Colectivo autogestionario de Valencia (1977), *Apuntes históricos autogestionarios. Folletos autogestionarios*, Madrid.
- Collectif (2006), *Collectivisations, L'œuvre constructive de la Révolution espagnole, 1936-1939*, Le Coquelicot, Toulouse, [1937].
- Debate libertario (1977), *Textos situacionistas sobre los consejos obreros*, Madrid, Campo Abierto.
- Dolhoff, Sam (éd.) (1996), *The Anarchist Collectives: Workers' Self-management in the Spanish Revolution, 1936-1939*, Montréal, Black Rose.
- Elizalde, José (1979), «L'autogestione in Spagna oggi», *Interrogations*, n° 17-18.
- Elizalde, José (1981), «L'autogestion à l'heure espagnole», *Autogestions*, n° 7, Toulouse, Privat, automne.
- Elorza, Antonio (1972), «Une conception scientifique du communisme libertaire Diego», *Autogestion et Socialisme*, n° 18-19, *Les anarchistes et l'autogestion*, Paris, Anthropos, janvier-avril.
- Elorza, Antonio (1973), *La utopía anarquista bajo la Segunda Republica*, Madrid, Ayuso.
- Garrido González, Luis (1979), *Colectividades agrarias en Andalucía: Jaén, 1931-1939*, Madrid, Siglo XXI.
- Guérin, Daniel (1972), «Présentation de l'Espagne libertaire», *Autogestion et Socialisme*, n° 18-19, *Les anarchistes et l'autogestion*, Paris, Anthropos, janvier-avril.
- Internationale situationniste (1966), «Contribution au programme des conseils ouvriers en Espagne», *Internationale situationniste*, n° 10, mars.

- Leval, Gaston (1931), *Problemas economicos de la revolución social española*, Barcelone, Liberación.
- Leval, Gaston (1936), *Estructura y funcionamiento de la sociedad comunista libertaria*, Barcelone, Liberación.
- Leval, Gaston (1948), *L'attività sindacale nella trasformazione sociale*, Milan, Il Libertario
- Leval, Gaston (1952), *Ne Franco ne Stalin : Le collectivité anarchiche spagnole nella lotta contro Franco e la reazione staliniana*, Milan, IEL.
- Leval, Gaston (1964), *Ballobar, une collectivité agraire en Espagne*, Paris, Publico.
- Leval, Gaston (1971), *Espagne libertaire 1936-1939*, Paris, Tête de Feuilles.
- Leval, Gaston (1975), *Collectives in the Spanish Revolution*, Londres, Freedom Press.
- Leval, Gaston (sd), «Collectives in Spain», http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/leval/collectives.html.
- Marquet, Felix (1937), *Bajo el signo libertario*, documentaire, SIE.
- Méndez, Nelson (2001), *Acción directa y autogestión. Breve guía practica del anarquismo*, Venezuela, Comisión de Relaciones Anarquistas.
- Mintz, Frank (1967), «La collectivisation en Espagne 1936-1939. Esquisse bibliographique», *Archives internationales de sociologie de la coopération et du développement*, n° 22, juillet-décembre.
- Mintz, Frank (1970), *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris, Béliabaste.
- Mintz, Frank (1972), «Enseignements de l'autogestion espagnole», *Autogestion et Socialisme*, n° 18-19, *Les anarchistes et l'autogestion*, Paris, Anthropos, janvier-avril.
- Mintz, Frank (1986), *Explosions de liberté, Espagne 36-Hongrie 1956*, Lyon, Acratie.
- Mintz, Frank (1999), *Autogestion et anarcho-syndicalisme*, Paris, CNT-RP.
- Prost, Richard (1992), *Otro futuro*, documentaire.
- Rodríguez Nidia, A. (sd), *La autogestión en la Guerra Civil Española*, <http://canarbero.unalmed.edu.co/~kabai/documentos/revista6/autogestion.htm>.
- Souchy, Augustin (sd), «Collectivization in Catalonia», www.struggle.ws/spain/coll_catalonia_dolgoft.html.
- Van Der Walt, Lucien (sd), «The collectives in revolutionary Spain», www.struggle.ws/spain/coll_l.html.

France

Commune de Paris

- Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Bancal, Jean, «Proudhon et la Commune», *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Bourdet, Yvon (1971), «Présentation : L'autogestion et la Commune», *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Bourdet, Yvon (1971), «Karl Marx et l'autogestion», *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Internationale situationniste (1971), «14 thèses de l'Internationale situationniste sur la Commune», *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Lapassade, Georges (1971), «Un analyseur historique. La Commune de Paris», *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Lourau, René (1971), «La Commune, un laboratoire historique (contre-culture, contre-société, contre-institution)», *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.

Front populaire

- Duvivier, Julien (1936,) *La belle équipe*, film.
 Renoir, Jean et Jacques Prévert (1935), *Le crime de Monsieur Lange*, film.
 Rioux, Jean-Pierre (1973), *Révolutionnaires du Front populaire*, Paris, 10/18.
 Rioux, Jean-Pierre (1974), « 1936 : Des grévistes lillois remettent l'usine en marche », *Le Peuple français*, n° 14, avril-juin 1974.

Libération (1944-1945)

- Andrieu, Claire, Lucette Le Van, Antoine Prost (dir.) (1987), *Les nationalisations de la Libération : de l'utopie au compromis*, Paris, PFNSP.
 Jousse, Sébastien et Luc Joulé (2004), *Les réquisitions de Marseille, mesure provisoire*, film, L'Œil sauvage.
 Mađjarian, Grégoire (1980), *Conflits, pouvoir et société à la Libération*, Paris, 10/18.
 Mencherini, Robert (1994), *La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière. Marseille 1944-1948*, Paris, L'Harmattan.
 Minguet, Simonne (1997), *Mes années Caudron : Une usine autogérée à la Libération*, Paris, Syllepse.
 Peyrenet, Marcel (1980), *Nous reprendrons les usines*, Genève, Slatkine.
 Treppe, Rolande (1983), « Aux origines des comités mixtes à la production : les comités de libération d'entreprise de la région toulousaine », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 131, juillet.

Les années 68

- Artous, Toni, Didier Epszajn, Patrick Silberstein, Patrick (coord.) (2008), *La France des années 68*, Paris, Syllepse.
Autogestion (1968), « Autogestion et la Révolution de Mai », n° 5-6, Paris, Anthropos, mars-juin.
 Brilliant, Bernard (2003), « Mai 1968 : crise d'une figure de l'intellectuel ou de la contestation des maîtres à l'autogestion du savoir », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
 Bonnet, Alexis (2000), « L'autogestion et les cédétistes lyonnais » dans Dreyfus-Armand, Geneviève, Frank, Robert, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe.
 Bourdet, Yvon (1968), « Autogestion et spontanéité » (1), *Autogestion*, n° 5, *Autogestion et la révolution de Mai*, Paris, Anthropos, mars-juin ; (2), n° 7, Paris, Anthropos, décembre.
 Bourdet, Yvon (1970), « Grève du zèle à Orly » ; « Qu'en est-il aujourd'hui des "soviets à Saclay" ? », *Autogestion et Socialisme*, n° 13-14, *Autogestion et formation*, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
 Bourron, Paul et coll. (1973), *Scènes de grève en Vendée*, documentaire, Slon/Iskra.
 Brückmann, Patrice et coll. (2009), *Caron-Ozanne : Une expérience d'autogestion en Normandie (1975-1977)*, Cabourg, Les Cahiers du temps.
 Bureau, Marie-Claire et Danièle Kergoat (1971), *Crise de Mai 68 et évolution des pratiques revendicatives ouvrières*, XXX
 CFDT (1968), Déclaration du 16 mai.
 CFDT (1974), « Lutter et chanter à Cerizay », *CFDT aujourd'hui*, n° 15, janvier-février.
 Collectif (1976), *Bretoncelles... et si un jour ça se passait ainsi?*, documentaire.
 Collectif (1978), *Vivre en coopérative : 1. Devenir sociétaire ; 2. Décider ensemble*, documentaire, Vidéo 00.

- Comités communistes pour l'autogestion (1980), *Contre les restructurations capitalistes, contre-plans ouvriers : les travailleurs de la Lucas Aeroespace montrent la voie*, brochure, Nantes.
- Dréau, Yves (1974), *Grève de Péchiney-Noguères, PUK : témoignage d'un militant*, Fontenay-Le-Fleury, XXX.
- Fédération de la gauche alternative (1985), *Les expériences de contre-plans alternatifs ouvriers*, brochure, Paris.
- Georgi, Frank (2000), «Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui : Le syndicat, la grève et l'autogestion en France (1968-1988)», dans Geneviève Dreyfus-Armand et coll. (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe.
- Hatzfeld, Nicolas (2003), «Faire tourner l'usine sans patron? Entre rêve et lutte, quelques jours singuliers à Talbot-Poissy en 1983», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Laot, Jeannette (1973), «Pourquoi les luttes de Lip et de Péchiney inquiètent la bourgeoisie», *Syndicalisme Hebdo*, n° 1457, août.
- Lefebvre, Henri (1998), *L'irruption...*, Paris, Syllepse; 1^{re} éd. 1968, *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos.
- Mallet, Serge (1970), «L'après Mai 68 : grèves pour le contrôle ouvrier», *Sociologie du travail*, n° 3, juillet-septembre.
- Massin, Marie-Hélène et Monique Quintart (1978), *Et si on se passait des patrons?*, documentaire.
- Najman, Maurice (1983), «Autogestion. Les OS de Talbot-Poissy brisent le lock-out de la direction», *Libération*, 29-30 janvier.
- Pénissat, Étienne (2003), *Mai 68, Lip, Longuy... les occupations dans les années 70 : contribution pour une sociologie du mouvement ouvrier en lutte*, mémoire de DEA.
- Pesquet, Jacques (1968), *Des soviets à Saclay?*, Paris, François Maspero.
- Pigenet, Michel (2003), «L'expérience incommunicable des dockers ou le paradoxe portuaire», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Pohrel, Vincent, (2000) «L'autogestion à la CSF de Brest», dans Geneviève Dreyfus-Armand et coll. (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe.
- UD-CFDT Niort (1974), *Cousseau-Cerizay. La lutte des PIL*, Niort.
- Viénet, René et autres (1968), *Engagés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard.
- Vigna, Xavier (2003), «Le mot de la lutte? L'autogestion et les ouvrières de PIL à Cérizay en 1973», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Vigna, Xavier (2007), *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Vindt Gérard (2003), «La CFDT à Péchiney-Noguères : autogestion et évolution des pratiques syndicales dans un établissement industriel», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.

Lip

- Berger, Claude (1973), «Lip et après», *Les Temps modernes*, n° 327, octobre.
- Beurier, Joëlle (1992), *La mémoire des Lip*, Paris 1, maîtrise.
- Beurier, Joëlle (2003), «La mémoire Lip ou la fin du mythe autogestionnaire», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.

- CFDT (1975), « Les enfants de Lip », *CFDT Aujourd'hui*, n° 15, septembre–octobre.
- Collectif (1971), *Un an de luttes chez Lip*, Imprimerie spéciale, Besançon.
- Collectif (1973), *Charles Piaget et les Lip racontent*, Paris, Stock.
- Collectif (1976), *Lip affaire non classée*, Paris, Syros.
- Commission popularisation des travailleurs de Lip (1973), *Lip. Dossier d'information*, Paris, Liaisons directes.
- Bordet, Gaston et Claude Neuschwander (2003), *Lip, 30 ans après*, Paris, Syros.
- Critique socialiste* (1971), « Un an de lutte chez Lip », n° 5.
- Garcia, H.P. (1975), *L'aspiration à l'autogestion dans un système hostile : Les leçons de l'expérience Lip*, Montpellier, CECA.
- Guillerm, Alain (1975), « Le PSU à l'heure Lip », *Autogestion et Socialisme*, n° 28–29, Paris, Anthropos, octobre–janvier.
- Lourau, René (1974), *L'analyste Lip*, Paris, UGE, 10/18.
- Maire, Edmond et Charles Piaget (1973), *Lip 73*, Paris, Le Seuil.
- Piaget, Charles (1973), *Lip*, Paris, Stock.
- Piaget, Charles (1997), « Lip 1973 : des problématiques toujours d'actualité », *Alternative libertaire*, printemps–été.
- Ravenel, Bernard (2007), « Leçons d'autogestion. Entretien avec Charles Piaget, figure de la lutte des "Lip" », *Mouvements des idées et des luttes*.
- Rouaud, Christian (2007), *Lip, l'imagination au pouvoir*, film.
- Rozenblatt, Patrick, Francine Tabaton, Michèle Tallard (1980), *Analyse du conflit Lip et de ses répercussions sur les pratiques ouvrières et les stratégies syndicales*, thèse, Paris 10.

Grande-Bretagne

- Carré, Jean-Michel (1999), *Charbons ardents. Construction d'une utopie*, Paris, Arte/Le Serpent à plumes.
- Carré, Jean-Michel (1999), *Charbons ardents*, Paris, Films du Grain de sable
- Cole, D. H. (1972), *Self-government in industry, 1917*, Londres, Hutchinson Educational.
- Hart, Wishart et Willie Thomson (1972), *The UCS Work-In*, Londres, Lawrence and Finley.
- Health, Tony (2008), « Tower Colliery : le charbon qui valait de l'or », *The Independent*, 27 janvier.
- Pribicevic, Branko (1959), *The Shop Stewards' Movement and Workers' Control, 1910-1922*, Oxford, Blackwell.
- Coates, Ken (1970), *Can the Workers Run Industry ?*, Londres, Spokesman Books.
- Coates, Ken (1975), « The new worker cooperative in Britain : some questions and arguments », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Coates, Ken (2003), *Workers Control : Another World is Possible*, Londres, Spokesman Books.
- Coates, Ken et Topham, Tony (1970), *Workers' Control*, Londres, Macgibbon & Kee.
- Coates, Ken, Ken Fleet, Tony Benn, (1976), *New Worker Cooperatives*, Londres, Spokesman Books.
- Lemoine, Maurice (1985), « La longue grève des mineurs britanniques », *Le Monde diplomatique*, janvier.
- Najman, Maurice (1979), « Lucas Aerospace : ces ouvriers écolos qui dessinent les plans de leur futur », « Un deux trois, plusieurs Lucas », « Lucas Aerospace : entre les patrons et les stars du syndicat », *Libération*, 10, 11 et 12 décembre.
- Nallard, Michel [Maurice Najman] (1983), « Le plan d'entreprise de la Lucas

- Aerospace. Une interview de Mike Cooley », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 92-93, février.
- Nallard, Michel (1983), « Le plan d'entreprise de la Lucas Aerospace. Les limites de la négociation collective », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 94, juillet.
- Nallard, Michel (1988), « Lucas Aerospace : les conditions d'une alternative autogestionnaire », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 107, avril-mai.
- Patzold, Brigitte (1999), « Autogestion dans une mine du pays de Galles », *Le Monde diplomatique*, juillet.
- Pribicevic, Branko (1959), *The Shop Stewards' Movement and Workers' Control (1910-1922)*, Oxford, Blackwell.
- Scanlon, Hugh (1968), *The Way Forward for Workers' Control*, Nottingham, Institute for Workers' Control.
- Topham, Tony et Ken Coates (1970), *Readings and Witnesses for Workers' Control*, Londres, Spokesman Book.
- Varley, Eric (sd), *Worker's control in the Mining Industry*, Nottingham, IWC Pamphlet, n° 40.
- Wainwright, Hilary et Dave Elliott (1982), *The Lucas Plan : A New Trade Unionism in the Making ?*, Londres, Allison and Busby.

Italie

- Autogestion et Socialisme* (1974), n° 26-27, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Azzellini, Dario et Oliver Ressler (date ?), *Occuper, résister, produire : Rimaflo*, documentaire.
- Bernocchi, Piero (1974), « L'auto-organisation au niveau social », *Autogestion et Socialisme*, n° 26-27, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, mars-juin.
- Bernocchi, Piero (1993), *Dal sindacato ai COBAS. La ribellione del lavoro indipendente e l'autorganizzazione fra « pubblico » e private*, Bolsena, Massari.
- Collectif (1969), *La Sinistre e il controllo operaio*, Milan, Feltrinelli.
- Collectif (1971), *Aujourd'hui nous prenons les maisons. Demain, la ville*, Paris, Git-le-Cœur.
- Collonges, Yann et Pierre Georges (1976), *Les autoréductions : grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie, 1972-1976*, Paris, 10/18.
- Gruppo permanente di lavoro per la tutela della salute (sd), *Autogestione della salute, Castellanza*, Centro di medicina preventiva del lavoro del commune di Castellanza.
- Lanzardo, Liliana (1974), « Lutttes spontanées et organisation : Notes sur les luttes de la Fiat (1968-1973) », *Autogestion et Socialisme*, n° 26-27, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, mars-juin.
- Lanzardo, Liliana (1975), « I consigli di gestione nella strategia della collaborazione », *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*.
- La Rosa, Michele (1977), « Action politique, action syndicale et autogestion en Italie », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- La Rosa, Michele et Gori Mauro (1978), *L'autogestione. Democrazia politica e democrazia industriale*, Rome, Citta Nuova.
- Leonetti, Alfonso (1974), « Les conseils d'usine en Italie », *Autogestion et socialisme*, n° 26-27, *Mouvements ouvriers de gestion et d'action directe en Italie*, Paris, Anthropos.

- Lia (2003), « Les Centres sociaux entre rupture et intégration », *Alternative libertaire*, novembre.
- Libertini, Lucio et Raniero Panzieri (1971), « Sept thèses sur le contrôle ouvrier », *Critique socialiste*, n° 3, janvier-février.
- Maione, Giuseppe (1969), « Expériences d'autogestion en Italie », *Autogestion et Socialisme*, n° 9-10, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
- Martinelli, Alberto (1977), « Workers' control and industrial democracy: the Italian case », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Martinez López, Miguel (2002), *Okupaciones de viviendas y de centros sociales*, Barcelone, Virus.
- Sara (2006), « L'expérience des Centres sociaux », *Offensive*, n° 9, février.
- Sommier, Isabelle (1998), « Un espace politique non homologué : les Centres sociaux occupés et autogérés en Italie », Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, *La politique ailleurs*, Paris, PUF.
- Spriano, Paolo (1978), *L'occupation des usines : Italie septembre 1920*, Claix, La Pensée sauvage.
- Williams, Gwyn A. (1975), *Proletarian Order: Antonio Gramsci, Factory Councils and the Origins of Italian Communism, 1911-1921*, Londres, Pluto Press.

Portugal

- Autogestion et Socialisme* (1976) n° 33-34, *Mouvements de gestion directe au Portugal*, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Bensaïd, Daniel, Carlos Rossi, Charles-André Udry (1975), *Portugal : La révolution en marche*, Paris, Christian Bourgeois.
- Braga, Teófilo (1982), *Utopie et socialisme au Portugal : actes du colloque de Paris (10-13 juillet 1979)*, Paris, Fondation Goulbenkian.
- Combate* (1976), *Autogestion et Socialisme* (1976) n° 33-34, *Mouvements de gestion directe au Portugal*, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Comité Portugal pour l'information et le soutien (1977), *L'expérience portugaise, un bilan après le 25 novembre 1975*, Paris, François Maspero.
- Lee y discute* (1975), n° 60, « Portugal : momentos críticos », Bilbao, Zero.
- MES (1976), « L'autogestion et la crise du capitalisme portugais », *Autogestion et Socialisme* (1976) n° 33-34, *Mouvements de gestion directe au Portugal*, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Tréguier, Michel (1975), *Sétubal, ville rouge*, documentaire.

Pays de l'ancien « socialisme réel »

- Fišera, Vladimir Claude (1978), « Conseils ouvriers et autogestion en Europe de l'Est, 1956-1969 », dans Pierre Kende et Kristof Pomian (dir.) (1978), *1956 Varsovie Budapest*, Paris, Le Seuil.

Hongrie

- Anderson, Andy (1976), *Hongrie 1956. La Commune de Budapest, les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus.
- Gros, Dominique (1973), *Les conseils ouvriers, espérance et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie (1917-1920)*, Dijon, Université de Bourgogne, thèse.
- Gros, Dominique (1975), « La fondation de la République et la lutte pour le pouvoir

des conseils en Hongrie », *Autogestion et Socialisme*, n° 30-31, Paris, Anthropos, mars-juin.

Marie, Jean-Jacques et Balazs (1966), *Pologne-Hongrie ou « le Printemps en Octobre »*, Paris, EDI.

Raptis, Michel (1977), « Sur l'importance internationale de la révolution hongroise », *Autogestion et Socialisme*, n° 37-38.

Pologne

L'Alternative (1982), « Le dossier de Solidarité (Gdansk, août 1980-Varsovie, décembre 1981) », n° spécial.

Autogestions (1981), « Pologne : la brèche ? », n° 5.

Babeau, André (1960), *Les conseils ouvriers en Pologne*, Paris, A. Colin.

Bujak, Zbigniew (1981), « Qu'est ce qu'un syndicat indépendant et autogéré ? », *Autogestions*, n° 5, *Pologne : la brèche ?*, Toulouse, Privat, printemps.

Iztok (1982), « Documents sur l'autogestion en Pologne », Paris, n° 5, mars.

Kowalewski, Zbigniew (1981), *Solidarnosc i walka o samorzad zalogi*, Lodz.

Kowalewski, Zbigniew (1981), *O taktyce strajku szynowego*, Lodz.

Kowalewski, Zbigniew (1982), « Dialogue avec Adrien Corti et Michel Fiant », *Mise à jour*, n° 1, 4^e trimestre.

Kowalewski, Zbigniew (1982), « Solidarnosc pour le pouvoir aux travailleurs », *Impreco*, n° 119, 22 février.

Kowalewski, Zbigniew (1985), *Rendez-nous nos usines*, Montreuil, La Brèche.

Kuron, Jacek et Karol Modzelewski (1969), *Lettre ouverte au Parti polonais*, Paris, François Maspero.

Potel, Jean-Yves (2006), *Scènes de grèves en Pologne*, Lausanne, Noir et Blanc.

Parti socialiste unifié (1982), « L'expérience autogestionnaire en Pologne (1956-1981) », *PSU-Documentation*, n° 146-147, avril.

Solidarnosc (1982), *Programme. La république autogestionnaire*, Collectif national « Solidarité avec Solidarnosc », supplément à *L'Alternative*, n° 14, Paris.

Touvais, Jean-Yves (1981), « Le congrès de Solidarnosc. La résolution sur l'autogestion », *L'Alternative*, n° 13, novembre-décembre.

Trifon, Nicolas (1984), « À propos de l'autogestion en Pologne depuis le 13 décembre » *Iztok*, n° 8, mars.

Wierablski, W. (1982), « Les aspects positifs de l'autogestion en Pologne », *Iztok*, n° 5, mars.

Russie

Autogestion (1967), n° 4, *Comités d'usine et soviets*, Paris, Anthropos, décembre.

Anweiler, Oscar (1972), *Les soviets en Russie 1905-1921*, Paris, Gallimard.

Bourdets, Yvon (1967), « Les soviets. Quels soviets ? La théorie marxiste d'Otto Bauer et la pratique de Lénine », *Autogestion*, n° 4, Paris, Anthropos, décembre.

Bourdets, Yvon (1974), « La révolution dans l'histoire », *Autogestion et Socialisme*, n° 26-27, *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921*, Paris, Anthropos, septembre-décembre.

Ferro, Marc (1976), « Russie 1917 : naissance et défaite de l'autogestion ouvrière », *Autogestion et Socialisme*, n° 35-36, Paris, Anthropos, octobre.

Ferro, Marc (1980), *Des soviets au communisme bureaucratique : Les mécanismes d'une subversion*, Paris, Gallimard/Juliard.

- Goodey, Chris (1974), «Les comités d'usine et la dictature du prolétariat dans la révolution russe», *Sous le drapeau du socialisme*, n° 64, décembre.
- Pankratova, Anna (1974), «Les comités d'usine en Russie à l'époque de la révolution, 1917-1918», *Autogestion et Socialisme*, n° 26-27, Paris, Anthropos, mars.

Tchécoslovaquie

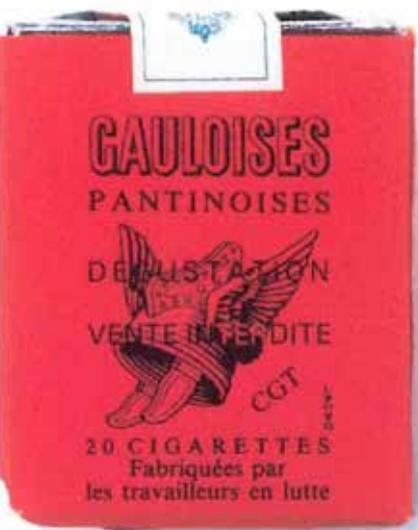
- Autogestion et Socialisme* (1970), n° 11-12, *Conseils ouvriers en Tchécoslovaquie*, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Barta, Milos (1969), «Les conseils ouvriers en tant que mouvement social», *Autogestion*, n° 9-10, septembre-décembre.
- Bartosek, Karel (1999), «Rencontre inattendue en Tchécoslovaquie (octobre 1968-juin 1969)», dans François Fejto et Jacques Rupnik (1999), *Le printemps tchécoslovaque 1968*, Bruxelles, Complexe.
- Bourdet, Yvon (1970), «Pourquoi des conseils ouvriers en Tchécoslovaquie? Pourquoi pas?», *Autogestion et Socialisme*, n° 11-12, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Broué, Pierre (1973), *Écrits à Prague sous la censure, août 1968-juin 1969* (chap. 5, «Conseils ouvriers et autogestion»), Paris, EDI.
- Corti, Adrien [Dominique Ghisoni] (1982), «Trois décennies d'histoire des démocraties populaires : actualité de la révolution et de l'autogestion», *Mise à jour*, n° 1.
- Faye, Jean-Pierre et Vladimir Claude Fišera (1977), *Prague : la révolution des conseils ouvriers*, Paris, Seghers/Laffont.
- Fišera, Vladimir Claude (1978), «Conseils ouvriers et autogestion en Europe de l'Est, 1956-1969», dans Pierre Kende et Kristof Pomian (dir.) (1978), *1956 Vársovie Budapest*, Paris, Le Seuil.
- Fišera, Joseph et Vladimir Fišera (1970), «Les conseils ouvriers tchécoslovaques à la pointe de l'autogestion», *Autogestion et Socialisme*, n° 11-12, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Fišera Joseph et Vladimir Fišera (1971), «Cogestion des entreprises et économie socialiste, l'expérience tchécoslovaque, 1967-1970», *Revue de l'Est*, vol. 2, n° 1, CNRS.
- Granou, André (1973), «Tchécoslovaquie, les conseils de travailleurs en 1968», *CFDT Aujourd'hui*, n° 3, septembre-octobre.
- Morder, Robi (2008), «Prague, un Printemps en hiver, Conseils de travailleurs et autogestion en Tchécoslovaquie, 1968-1969», dans Geneviève Dreyfus-Armand (coord), *Les années 68, un monde en mouvement*, Nanterre/Paris, BDIC/Syllepse.
- Pelikan, Jiri (1970), *Le congrès clandestin, protocole secret et documents du 14^e congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque*, Paris, Le Seuil.
- Richta, Radovan (1969), *La civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos.
- Sik, Ota (1971), *Autogestión en Checoslovaquia* Madrid, ZYX.
- Slansky, Rudolf (1968), «Les premiers pas de l'autogestion en Tchécoslovaquie», *Autogestion*, n° 7, décembre.
- Turek, Otakar, «Siková reforma po 40 letech» («La réforme de Sik quarante ans après»), Prague, *Listy*, n° 1.
- Uhl, Petr (1982), *Le socialisme emprisonné*, Paris, La Brèche.
- Uhl, Petr (1988), «Réformer d'en haut ou démocratie d'en bas», *L'Homme et la société*, n° 2-3 (nouvelle série, n° 88-89).

Yougoslavie

- Adizes, Ichak (1977), *Autogestión : la práctica yugoslava*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Autogestion et Socialisme* (1975), « Où en est l'autogestion en Yougoslavie ? en Algérie ? », n° 30-31, Paris, Anthropos.
- Autogestion* (1969), « L'autogestion yougoslave », n° 8, Paris, Anthropos, juin.
- Autogestions* (1981), « Les habits neufs du président Tito », n° 6, Toulouse, Privat.
- Autogestions* (1986), « Yougoslavie : la conjuration des médiocres face à la crise », n° 23, Toulouse, Privat.
- Bekic, Jovo (1970), *Organizacija Rada V Somoupravnin Odnosima* [L'organisation du travail dans les rapports d'autogestion], Zagreb.
- Bobrowski, C. (1956), *La Yougoslavie socialiste*, Paris, A. Colin.
- Bolcic, Silvano (1977), « Self-management agreements and contracts as elements of the Yugoslav system of planning », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Boonzajer Flaes, Robert (1977), « Self-management and the limits of decentralisation : recent developments in Yugoslavia », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Bourdet, Yvon (1969), « Les contradictions de l'hétérogestion », *Autogestion*, n° 8, *L'autogestion yougoslave*, Paris, Anthropos, juin.
- Bourdet, Yvon (1971), « Le 2^e congrès de Sarajevo (5-8 mai 1971) », *Autogestion et Socialisme*, n° 16-17, *Autogestion et syndicat*, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Bourdet, Yvon et Olivier Corpet, « L'autogestion sans Tito », *Autogestions*, n° 4, Toulouse, Privat.
- Bureau international du travail (1962), *La gestion ouvrière des entreprises en Yougoslavie*, Genève, BIT.
- Byrd, B. (1975), « A participatory strategy for nation-building in the Third World : the case of Yugoslavia », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Canapa, Marie-Paule (1971), « L'expérience yougoslave », *Projet*, n° 53, mars.
- Collectif (1969-1971), *Le socialisme dans la théorie et la pratique yougoslave. Recueil de conférences*, Belgrade, Université de Belgrade/CUISS, 3 tomes.
- Collectif (1970), *L'autogestion ouvrière en Yougoslavie*, Belgrade, *Medunarodna Politka*, n° 16.
- Collectif (1974), *Guide terminologique de la pensée et de la pratique de l'autogestion en Yougoslavie*, Belgrade.
- Collectif (1974), « Théorie et pratique de l'autogestion yougoslave », *CFDT Aujourd'hui*, n° 5, janvier-février.
- Collectif (1978), « Yougoslavie, radios libres et autogestion », *Les radios libres en Europe*, Paris, La Documentation française.
- Comité pour l'organisation du 2^e congrès des autogestionnaires de Yougoslavie (1971), *Résumés des textes analytiques préparés pour le congrès*.
- Corpet, Olivier (1975), « Le socialisme yougoslave entre la bureaucratie et l'autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 30-31, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Davranche, Guillaume (2003), « Retour sur l'autogestion yougoslave », *Alternative libertaire*, novembre.
- Dedjjer, Vladimir (1970), *Le défi de Tito*, Paris, Gallimard.
- Drakulic, Slobodan (1980), « Bureaucratie et autogestion », *Iztok*, n° 2, Paris, septembre.

- Drakulic, Slobodan (1981), « Histoire brève d'une revue autogérée, *Argumenti* », *Autogestions*, n° 6, *Les habits neufs du président Tito*, Toulouse, Privat, été.
- Dru, Jean (1969), « L'autogestion yougoslave, chantier ou façade d'un socialisme empirique? Edward Kardelj répond », *Autogestion*, n° 8, *L'autogestion yougoslave*, Paris, Anthropos.
- Drulovic, Milojko (1973), *L'autogestion à l'épreuve*, Paris, Fayard.
- Dumas, André (1972), *Problèmes théoriques et pratiques de la formation du capital dans un système socialiste autogestionnaire : le cas de la Yougoslavie*, Montpellier, CECA.
- Dumas, André (1973), *La constitution du fonds d'accumulation dans un système socialiste autogestionnaire : le cas de la Yougoslavie*, Montpellier, CECA.
- Dumas, André (1973), *Note sur la planification dans un système socialiste autogestionnaire : le cas de la Yougoslavie*, Montpellier, CECA.
- Dumas, André (1975), *Les relations et conflits de pouvoir dans l'entreprise autogérée : le cas de la Yougoslavie*, Montpellier, CECA.
- Dunn, W.-N. et Josip Obradovic (1978), *Workers's self-management and organisational power in Yugoslavia*, Pittsburg, University Center for International Studies.
- Durrieu, Yves (1980), *L'héritage de Tito : l'autogestion nécessaire*, Paris, Syros.
- Dzinic, Firdus (1977), « System of communication in the associated work : the Yugoslav case », *Economic Analysis and Workers Management*, vol. 12, n° 1-2, Belgrade.
- Fišera, Joseph (1959), *L'origine et l'évolution de la gestion de l'industrie nationalisée en Yougoslavie*, Université de Paris, thèse.
- Fišera, Joseph (1961), *Enquêtes sur le cumul des responsabilités en Yougoslavie*, Paris, Archives internationales de sociologie de la coopération.
- Gabriel, René (1964), « Les conseils ouvriers en Yougoslavie », *Revue de l'Action populaire*, n° 182, novembre.
- Gely, A et N. Bonnet (1978), « Évolutions récentes de la Yougoslavie : tout le pouvoir aux OBTA plus la planification autogestionnaire », *Économies et Sociétés*, n° 35, t. 12, n° 3-4-5, mars-mai.
- Guezennec, Georges (1991), *La Yougoslavie autogestionnaire : Bilan critique d'une époque prestigieuse*, Nonette, Créer.
- Institut de droit comparé de Belgrade (1966), *Le fédéralisme yougoslave*, Paris, Dalloz.
- Jovanov, Neca (1977), « Conception et pratique du contrôle autogestionnaire ouvrier dans le travail associé en République socialiste fédérative de Yougoslavie », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Kardelj, Edvard (1971), *Les rapports économiques et politique dans la société autogestionnaire yougoslave*, Sarajevo.
- Kardelj, Edvard (1976), *Le système de planification autogestionnaire : discussions de Brioni*, Belgrade, QAS.
- Laville, Jean-Louis (1981), « L'envers du décor », *Autogestions*, n° 6, *Les habits neufs du président Tito*, Toulouse, Privat, été.
- Luben, Dusan (1969), « Les bases du système socialiste en Yougoslavie » (1^{re} partie), *Autogestion*, n° 8, *L'autogestion yougoslave*, juin ; (2^e partie), *Autogestion*, n° 9-10, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
- Lukic, Radomir D. (1965), « L'influence de l'autogestion ouvrière sur la structure de classe de la société yougoslave », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 39.
- Markovic, Moma (1959), « Les rapports de travail dans le cadre de la gestion ouvrière en Yougoslavie », *Revue internationale du travail*, vol. 79, n° 2, février.
- Meister, Albert (1964), *Socialisme et autogestion : L'expérience yougoslave* Paris, Le Seuil.

- Meister, Albert (1970), *Où va l'autogestion yougoslave ?*, Paris, Anthropos.
- Naville, Pierre (1970), « L'État et l'autogestion en Yougoslavie », *L'autogestion ouvrière en Yougoslavie*, Amsterdam, symposium.
- Organisation internationale du travail (1970), *L'autogestion ouvrière en Yougoslavie* (Séminaire international de Belgrade sur la participation des travailleurs aux décisions dans les entreprises), Genève, OIT.
- Pesakovic, Milentije (1970), « Deux décennies d'autogestion en Yougoslavie », Belgrade, Medunarodna Politika, *Cahiers*, n° 33.
- Questions actuelles du socialisme* (1975), « Vingt-cinq ans d'autogestion en Youslavie », n° 6, juin.
- Samary, Catherine (1986), *Les logiques sociales contradictoires de l'accumulation en Yougoslavie*, thèse.
- Samary, Catherine (1988), *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Paris/Montreuil, PubliSud/La Brèche.
- Samary, Catherine (1992), *Plan, marché et démocratie*, Cahier de l'IIRE.
- Samary, Catherine (2009), « La révolution yougoslave et l'autogestion », *Manière de voir*, n° 106, août-septembre.
- Sane, Petrovic (1975), *La classe ouvrière et l'autogestion*, Bruxelles/Paris/Louvain, Oyez.
- Supek, Rudi (1973), *Étatisme et autogestion : Bilan critique du socialisme yougoslave* Paris, Anthropos.
- Supek, Rudi (éd.) (1973), *Bilan critique du socialisme yougoslave*, Paris, Anthropos.
- Supek, Rudi (1975), « Problems and experience of Yugoslav workers' self-management », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Suster, Z et coll. (2007), « The Yugoslav experience with workers' councils: A reexamination », *Labor Studies Journal*, vol. 22, n° 3.
- Tadic, Ljubomir (1981), « L'autogestion étouffée », *Autogestions*, n° 6, *Les habits neufs du président Tito*, Toulouse, Privat.
- Thomas-Vukovic, Jocelyne (1983), *L'emploi et les rapports autogestionnaires yougoslaves* thèse de 3^e cycle, EHESS.
- Tito, Josip (1983), *Selfmanagement*, Belgrade, Socialist Thought and Practice.
- Ulaskalik, Tihomir (1975), « De la pratique à la planification autogestionnaire », *Questions actuelles du socialisme*, n° 6, juin.



- Watchel, Howard M. (1973), *Worker's Management and Workers Wage in Yugoslavia. The Theory and Practice of Participatory Socialism*, New York, Cornell University, Press.
- Whiterhorn, Alan (1983), «Alienation and socialism: an analysis of Yugoslav workers selfmanagement», *Economic Analysis and Self Worker's Management*, vol. 17, n° 3.
- Zukin, Sharon (1980), «Où en est l'autogestion yougoslave?», *Autogestions*, n° 1, Toulouse, Privat.
- Zukin, Sharon (1975), «Yugoslav labor unions and self-management: An alternating current», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Zukin, Sharon (1975), *Beyond Marx and Tito: Theory and Practice in Yugoslav Socialism*, New York, Cambridge University Press.
- Zupanov, Josip (1981), «Thèses sur la crise de la société», *Autogestions*, n° 6, «Les habits neufs du président Tito», Toulouse, Privat, été.

Buts, chemins moyens

- Adler, Max (1967), *Démocratie et conseils ouvriers*, Paris, François Maspero.
- Azzellini, Dario (2015), *An Alternative Labour History: Worker Control and Workplace Democracy*, Zed Books, Londres.
- Adizes, Ichak et Elizabeth Borgese (1975), *Self-Management: New Dimensions to Democracy*, Santa Barbara, ABC.
- Albert, Michael (2003), *Après le capitalisme: Éléments d'économie participaliste*, Marseille, Agone.
- Ami-es du silence (2008), *Rencontres autogérées. Créer le paradis sur terre*, site <http://zamisdesilence.free.fr/documents/brochure/brochuredezamis3.pdf>.
- Andréani, Tony et Marc Féray, (1993), *Discours sur l'égalité parmi les hommes: penser l'alternative*, Paris, L'Harmattan.
- Andréani, Tony (dir.) (2004), *Le socialisme de marché à la croisée des chemins*, Pantin, Le Temps des cerises.
- Andréani, Tony (2004), *Le socialisme est (a) venir*, t. 2, *Les possibles*, Paris, Syllepse.
- Argence, Théo et Auguste Hercllet (1921), *Le contrôle ouvrier et les comités d'atelier*, Paris, Bibliothèque du Travail.
- Association nationale de soutien à la candidature de Pierre Juquin (1988), *Quelle intervention des travailleurs dans la gestion?*
- Attac (2007), *Le manifeste altermondialiste*.
- Autogestion* (1966), n° 1, Paris, Anthropos, décembre.
- Autogestion et Socialisme* (1971), «La Commune de Paris», n° 15, Paris, Anthropos, mars.
- Autogestion et Socialisme* (1972), «Charles Fourier», n° 20-21, septembre-décembre.
- Autogestion et Socialisme, Critique socialiste, Objectif socialiste, Politique aujourd'hui*, colloque, *Autogestion et révolution socialiste* (1973), colloque, Paris, Syros, janvier.
- Autogestion et Socialisme* (1973), n° 24-25, *Autogestion et expérience bolchevique*, septembre-décembre.
- Autogestions* (1982), «Un travail sans emploi», n° 8-9, Toulouse, Privat.
- Autogestions* (1983), «L'entreprise, du muet au parlant», n° 14, Toulouse, Privat.
- Arvon, Henri (1980), *L'autogestion*, Paris, PUF
- Bachet, Daniel (2007), *Les fondements de l'entreprise: Construire une alternative à la domination financière*, Paris, L'Atelier.
- Baechler, Jean (1978), «Libéralisme et autogestion», *Commentaire*, n° 1.

- Bancal, Jean (1970), *Proudhon, autogestion et pluralisme*, Paris, Aubier Montaigne, 2 vol.
- Bancal, Jean (1968, 1969), «Proudhon, une pratique de l'autogestion, les apports critiques», *Autogestion*, n° 7 et 9-10, Paris, Anthropos.
- Bahro, Rudolf (1979), *L'alternative*, Paris, Stock.
- Bassand, Michel et Pierre Rossel (1988), *L'autogestion disait-on !*, Paris, PUF.
- Bayat, Assef (1991), *Work, Politics, and Power: An International Perspective on Workers' Control and Self-Management*, Londres, Zed Books.
- Bellas, Carl J. (1972), *Industrial Democracy and the Worker-owned Firm*, New York, Praeger.
- Benello, George (1992), *From the Ground Up: Essays on Grassroots and Workplace Democracy*, Boston, South End Press.
- Berger, Claude (1973), «L'auberge espagnole de l'autogestion», *Politique Hebdo*, 31 mai.
- Berger, Claude (1977), «Marx et les associations ouvrières», *Spartacus*, juin-juillet.
- Berger, Denis et coll. (1987), *Le renouveau des luttes, l'autogestion et l'alternative*, Paris, FGA.
- Berger, Denis, Michel Fiant, Jean-Pierre Lemaire, Philippe Zarifian, (1988), *Communisme et alternative*, Paris, FGA.
- Bernstein, Serge, (2003) «Les usages politiques de l'autogestion», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion: La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Berti, Giampietro (1979), «Per una lettura storico-ideologica dell'autogestione», *Interrogations*, n° 17-18.
- Alain Bihl (1991), *Du grand soir à l'alternative*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- Bilandzic, D. et S. Tonkovic (1976), *Autogestión 1950-1976*, Buenos Aires, El Cid.
- Bloch, Ernst (1976, 1982, 1991), *Le principe espérance*, 3 t., Paris, Gallimard.
- Bolte, J.-L. (1976), *Le projet autogestionnaire: essai d'analyse marxiste*, Montpellier, CECA.
- Bonanno, Alfredo M. (1974), *Introduzione à Autogestione. Theorie. Interpretazioni. Realizzazioni*, Catania.
- Bonanno, Alfredo M. (1975), *Autogestione e anarchismo*, Ragusa, La Fiaccola.
- Bonanno, Alfredo M. (1979), «Problemi economici dell'autogestione», *Anarchismo*, n° 26-27.
- Bookchin, Murray (1979), «Self-management and the new technology. Autogestione e tecnologia», *Interrogations*, n° 17-18.
- Bookchin, Murray (2015), *The Next Revolution: Popular Assemblies and the Promise of Direct Democracy*, Londres, Verso.
- Bourdet, Yvon (1967), «Autogestion et démocratie», *Autogestion*, n° 2, Paris, Anthropos, avril.
- Bourdet, Yvon (1969), «Petit journal de l'autogestion», *Autogestion*, n° 8, *L'autogestion yougoslave*, Paris, Anthropos, juin.
- Bourdet, Yvon (1969), «Les conditions de possibilité de l'autogestion»; «Chroniques de l'autogestion», *Autogestion*, n° 9-10, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
- Bourdet, Yvon (1970), «Participation réformiste ou autogestion révolutionnaire au séminaire international de Bologne»; «Pannekoek et les conseils ouvriers», *Autogestion et Socialisme*, n° 11-12, Paris: Anthropos, mars-juin.
- Bourdet, Yvon (1970), «Condizioni di possibilità delle autogestione», *Studi di sociologia*, 8^e année, vol. 1-2, janvier-juin.
- Bourdet, Yvon (1970), *La délivrance de Prométhée: Pour une théorie politique de l'autogestion*, Paris, Anthropos.
- Bourdet, Yvon (1973), «Première conférence internationale des sociologues sur

- l'autogestion et la participation (Dubrovnik 13-17 décembre 1972)», *Autogestion et Socialisme*, n° 22-23, *La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion*, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Bourdet, Yvon (1974), *Pour l'autogestion*, Paris, Anthropos.
- Bourdet, Yvon (1975), «Une "table ronde" sur autogestion et conscience ouvrière», *Autogestion et Socialisme*, n° 28-29, Paris, Anthropos, octobre-janvier.
- Bourdet, Yvon (1975), «Les conseils ouvriers. Organes de la révolution autogestionnaire», *Autogestion et Socialisme*, n° 30-31, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Bourdet, Yvon (1975), «Sociologie de l'autogestion en France», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Bourdet, Yvon (1976), «Révolution et institutions»; «L'auto-émancipation prolétarienne et le marxisme selon Karl Korsch», *Autogestion et Socialisme*, n° 33-34, *Mouvements de gestion directe au Portugal. Débat sur le marxisme*, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Bourdet, Yvon (1976), «Le marxisme anti-autoritaire de Rosa Luxemburg», *Autogestion et Socialisme*, n° 35-36, Paris, Anthropos, octobre.
- Bourdet, Yvon (1977), «L'autogestion contre la dictature du prolétariat», *Faire*, n° 17, mars.
- Bourdet, Yvon (1978), *L'espace de l'autogestion*, Paris, Galilée.
- Bourdet, Yvon (1980), *Fondements de l'idée d'autogestion*, Paris, Centre populaire de formation socialiste, Paris.
- Bourdet, Yvon (1980), *Fondements de l'idée d'autogestion*, Paris, CPFS.
- Bourdet, Yvon (1980), «L'autogestion ou la terreur de la transparence», *Autogestions*, n° 1, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.
- Bourdet, Yvon (1986), «Qu'est-ce que l'autogestion», *Critique socialiste*, n° 52.
- Bourdet, Yvon (1973), «L'autogestion "but lointain" ou "moyen immédiat" de la révolution», *Autogestion et Socialisme*, n° 22-23, *La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion*, Paris, Anthropos.
- Bourdet, Yvon et Alain Guillermin (1975), *Clefs pour l'autogestion*, Paris, Seghers.
- Bourdet, Yvon et Serge-Christophe Kolm (1978), «Autogestion ou réciprocité», *Autogestion et Socialisme*, n° 40, Paris, Anthropos, mars.
- Bowles, Samuel et Herbert Gintis, Herbert (dir.) (1988), *Recasting egalitarianism*, London/New York, Verso.
- Brachet, Philippe et coll. (1972), «Éléments pour un débat sur l'autogestion», *Critique socialiste*, n° 9-10, septembre.
- Branciers, Michel (1975), *Gestion socialiste de l'entreprise*, Paris, Éditions ouvrières.
- Branciard, Michel (1980) «Du socialisme démocratique au socialisme autogestionnaire», *CFDT Aujourd'hui*, janvier-février.
- Brault, Jacques (1975), *Droits de salariés et autogestion*, Paris, Tema.
- Bridier, Manuel (1970), «Marché socialiste et autogestion», *Que Faire?*, n° 1, février.
- Brière, Jacques (1967), «Cogestion, autogestion, participation», *Économie et politique*, n° 174, janvier.
- Brière, Jacques (1970), «Autogestion, autonomie de gestion et démocratie avancée», *La Nouvelle Critique*, n° 37, octobre.
- Brochier, Henri (1970), «Autogestion», dans *Encyclopaedia Universalis*.
- Buber Martin (1958), *Paths in Utopia*, Boston, Beacon Press.
- Cafardo, Analía et Paula Domínguez (2003), *Autogestión obrera en el siglo XXI*, Buenos Aires, Centro Cultural de la Cooperación.
- Cahiers du centre d'études socialistes* (1969), n° 91, «Conseils ouvriers et utopie socialiste. Cahiers de discussion pour le socialisme de conseil», mai-juin.

- Cahiers du CÉRES* (1972), «L'autogestion», n° 11, janvier.
- Cause commune, (1978) *Qui a peur de l'autogestion ?*, Paris, UGE, 10/18.
- Carré, Daniel et Jean-Louis Lemoigne (1977), *Auto-organisation de l'entreprise. 50 propositions pour l'autogestion*, Paris, D'organisation.
- Castoriadis, Cornélius et Daniel Mothé (1974), «Autogestion et hiérarchie», *CFDT Aujourd'hui*, n° 8, juillet-août.
- Castoriadis, Cornélius (2007), *Autogestion et hiérarchie*, Paris, Le Grain de Sable.
- CFDT-Hacuitex (1968), *Construire dès aujourd'hui la démocratie socialiste de demain*, Hacuitex, août-septembre.
- Chanu, Pierre-Yves, Michel Fiant, Philippe Zarifian (1988), *Hypothèses pour l'alternative*, Paris, FGA.
- Chatterton, Paul et coll. (2007), *Do It Yourself: A Handbook for Changing our World*, Londres, Pluto.
- Chauvey, Daniel (1970), *Autogestion*, Paris, Le Seuil.
- Clastres, Pierre (1974), *La société contre l'État*, Paris, Minuit.
- Coates, Ken (éd.) (1979), *The Right to Useful Work*, Nottingham, Spokesman Books.
- Cole, G.D.H. (1972), *Self-government in industry (1917)*, Londres, Hutchinson Educational.
- Collectif (1973), *Autogestion et révolution socialiste*, Rencontre nationale «Autogestion», Paris, Syros.
- Collectif (1974), *Les marxistes contre l'autogestion*, Paris, Selio.
- Collectif (1976), *L'autogestion*, États généraux pour l'autogestion, juillet 1976, Paris, Syros.
- Collectif (1980), *L'autogestion : une stratégie révolutionnaire, une démarche au présent*, Institut de recherches marxistes, 6-7-8 juin, IRM.
- Collectif (1987), *L'autogestion, disait-on. Actes du colloque organisé à la mémoire d'Albert Meister par l'Institut universitaire d'études et de développement... à Délémont, 9-11 juin 1987*, Paris, Cahiers de l'IUED/PUF.
- Collectif (1978), *L'autogestione : democrazia politica e democrazia industriale*, Roma, Città Nuova.
- Collectif (2006), *L'autogestion anarchiste*, Paris, Monde libertaire.
- Collonges, Lucien (coord.) (2010) *Autogestion : Hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse.
- Comités communistes pour l'autogestion (1986), «3A. Alternative, Autogestion, Autodétermination», *Mise à jour*, n° 4, janvier.
- Corpet, Olivier (1978), «Sur l'autogestion», dans Cause commune, *Qui a peur de l'autogestion ?*, Paris, 10/18.
- Corpet, Olivier (1979), «Lire l'autogestion», *Interrogations sur l'autogestion*, Lyon, ACL.
- Corpet, Olivier (1982), «Autogestion», dans Labica, Georges, Bensussan, Gérard, *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF.
- Coutrot, Thomas (2002), «Socialisme, marchés, autogestion : un état du débat», séminaire Matisse, «Hétérodoxies».
- Coutrot, Thomas (2005), *La démocratie contre le capitalisme*, Paris, La Dispute.
- Coutrot, Thomas (2009), «Une stratégie de transition à l'économie solidaire», dans Stathis Kouvelakis, *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?*, Pantin, Le Temps des cerises.
- Critique socialiste* (1973), «L'autogestion et l'État socialiste», n° 12, mars.
- Critique socialiste* (1977), n° 30, dossier «Nationalisations, autogestion», novembre-décembre.
- Critique socialiste* (1982), dossier «Pouvoir socialiste et autogestion», n° 42, 1^{er} trimestre.

- Critique socialiste* (1986), colloque «L'autogestion aujourd'hui».
- Cuénot, Alain (2003), «Pierre Naville et l'autogestion face aux structures du capitalisme et du socialisme d'État», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Dalbert, François (1980), «Expérimentation sociale et autogestion», *Cahiers du centre populaire de formation socialiste*, n° 6.
- Dallemagne, Jean-Luc (1976), *Autogestion ou dictature du prolétariat*, Paris, UGE, 10/18.
- Damette, Félix, et Jacques Scheibling (1979), *Pour une stratégie autogestionnaire. Entretien avec Gilbert Wasserman*, Paris, Éditions sociales.
- Daniel (2007), «Autogestion. En route pour l'espoir», *Le Monde libertaire*, HS, n° 32.
- Della Sudda, Bruno (2009), «Une stratégie autogestionnaire», *Lettre des élus alternatifs*, n° 51.
- Démocratie et université (1973), *Autogestion ou gestion démocratique ?*, Paris, *Questions ouvertes*, n° 1, mars.
- Desseigne, Gérard (1972), «Autogestion? faux débat et réalités», *Politique aujourd'hui*, janvier-février.
- Detraz, Albert (1969), «Origine. Expériences. Théorie de l'autogestion», *Revue du militant*, n° 82, mars-avril.
- Detraz, Albert et Edmond Maire (1969), «Pourquoi nous croyons à l'autogestion», *Preuves*, 4^e trimestre.
- Dezès, Marie-Geneviève (2003), *L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français*, dans Georgi, Frank (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Doré, Jacques (1996), «Réflexions sur l'autogestion», dans Serge Roy et coll., *La pensée en liberté*, Montréal, Écosociété.
- Dragicevic, A., (1966) «L'autogestion et la classe ouvrière», *Questions actuelles du socialisme*, n° 82, juillet-septembre.
- Duchatel, Julie et Florian Rochat (coord.) (2009), *Produire de la richesse autrement*, Genève, Cétim
- Duvignaud, Jean (1966), «Georges Gurvitch : une théorie sociologique de l'autogestion», *Autogestion*, n° 1, Paris, Anthropos, décembre.
- Engels, Friedrich (1977), *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales.
- Escribano, Osvaldo (2009), *Autogestión*, Canarias, Tierra de Fuego.
- Fay, Victor (1972), «Quelques expériences d'autogestion», *Critique socialiste*, n° 9-10 septembre.
- Fay, Victor (1973), «Du contrôle ouvrier à l'autogestion», *Critique socialiste*, n° 13-14, septembre.
- Fay, Victor (1977), «Fonctionnement des institutions autogestionnaires», *Critique socialiste*, n° 30-31, décembre.
- Fay, Victor (1996), *L'autogestion : une utopie réaliste*, Paris, Syllepse.
- Fiant, Michel (2005), «Esquisses pour un projet autogestionnaire», juin.
- Friedman, Yona (2000), *Utopies réalisables*, Paris, L'Éclat.
- Garson, David G. (1977), *Worker self-management in industry : the West European experience*, New York, Praeger.
- Georgi, Frank (1999), «Autogestion», dans Emmanuel de Waresquiel (dir.), *Le siècle rebelle : Dictionnaire de la contestation au 20^e siècle*, Paris, Larousse.
- Georgi, Frank (dir.) (2003), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Georgi, Frank (2003), «Construire l'autogestion», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.

- Godbout, Jacques T. (1986), «De l'autogestion à l'autonomie», *Possibles*, vol. 10, n° 3-4, printemps-été.
- Gorz, André (1969), *Réforme et révolution*, Paris, Le Seuil.
- Gorz, André (1973), *Critique de la division du travail*, Paris, Le Seuil.
- Guiducci, Roberto (1979), «Autogestione e divisione del lavoro», *Interrogations*, n° 17-18.
- Guillaume (2008), «Autogestion et travail social», «*L'Ordinaire est extra!*», Dossier «Autogestion et critique», *Les Temps maudits*, n° 27, octobre.
- Guillén, Abraham (1990), *Economía autogestionaria: las bases del desarrollo económico de la sociedad libertaria*, Madrid, Fundación de Estudios Libertarios FAL.
- Guillén, Abraham (1990), *Economía libertaria: alternativa para un mundo en crisis* Móstoles, Madre Tierra.
- Guillén, Abraham (1990), *Socialismo libertario: ni capitalismo de monopolio, ni capitalismo de Estado* Móstoles, Madre Tierra.
- Gurvitch, Georges (1964), *Proudhon et Marx: une confrontation*, Paris, Centre de documentation universitaire.
- Holloway, John (2008), *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux.
- Jeanson, André (1970), «Pour l'entreprise, une perspective: l'autogestion», *Autogestion et Socialisme*, n° 13-14, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
- Jeanson, André (1973), «L'autogestion, fait politique majeur», *Le Monde*, 2 juin.
- Kardelj, Edvard (1973), *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, Paris, Anthropos.
- Kardelj, Edvard (1976), *Propiedad social y autogestión*, Buenos Aires, El Cid.
- Keynes, John Maynard (2002), «Perspectives économiques pour nos petits enfants», dans Keynes, John Maynard, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard.
- Koulytchizky, Serge (1974), *L'autogestion, l'homme et l'État*, Paris, Mouton.
- Krumnov, Frédo (1971), *Pour un socialisme démocratique*, Paris, L'Épi.
- Laborit, Henri (1973), *Société informationnelle. Idées pour l'autogestion*, Paris, Cerf.
- Labrande, Christian (éd.) (1976), *La Première Internationale*, Paris, 10/18.
- Lacroix, Mario (1996), «Sur l'autogestion», dans Serge Roy et coll., *La pensée en liberté*, Montréal, Écosociété.
- Langevin, Léo (2008), «Autogestion et révolution», *L'Ordinaire est extra!*, Dossier autogestion et critique, *Les Temps maudits*, n° 7, octobre.
- Lapassade, Georges (1962), Denis, Romain, «Apprentissage de l'autogestion», *Arguments*, n° 27-28.
- Laporte, P. (2001), «L'autogestion n'est pas une institution mais un comportement», Lyon, La Griffé, n° 20, été.
- Le Cacheux, Hélène et coll. (2013), *Avec les Fralib, de la résistance à l'alternative*, Paris, Bruno Leprince.
- Leduc, Victor (1980), *Autogestion et socialisme*, Paris, CFFS.
- Leduc, Victor (1972), *14 thèses pour l'autogestion*, mai.
- Leduc, Victor (1978), «Le marxisme et l'idée d'autogestion», communication au colloque de Cavtat, Yougoslavie.
- Leduc, Victor (1979), «Actualité de l'autogestion», *Tribune socialiste*, 7 novembre.
- Leduc, Victor (1989), *Aliénation ou autogestion: Le dilemme de notre temps*, Montreuil, La Brèche.
- Lefebvre, Henri (1966), «Problèmes théoriques de l'autogestion», *Autogestion*, n° 1, Paris, Anthropos, décembre.

- Lefebvre, Henri (1976), « Léninisme-stalinisme », *Autogestion et Socialisme*, n° 33-34, Paris Anthropos.
- Lefebvre, Henri (1976), *Actualité de Fourier*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre, Henri (1978), « La signification de la Commune », *Arguments IV. Révolution, classe, parti*, Paris, 10/18.
- Lefebvre, Jean-Pierre (2011), *Pour une sortie positive de la crise : Autogestion et déperissement de l'État*, Paris, L'Harmattan
- Lefebvre, Jean-Pierre (2012), *Décidez vous-mêmes ! Autogestion et déperissement de l'État*, Paris, L'Harmattan.
- Lénine (1917), « *Le double pouvoir* », *La Pravda*, n° 28, 9 avril.
- Lénine (1972), *L'État et la révolution*, Paris/Moscou, Éditions sociales/Le Progrès.
- Lepage, Henri (1978), *Autogestion et capitalisme*, Paris, François Maspero.
- Lerda, Roger (1977), *Sur l'autogestion et sur la révolution*, supplément « Études et enquêtes » de *FO-Hebdo*, n° 1494, 12 janvier.
- Libera (2004), *L'autogestione, è possibile !*, Marzaglia, Libera.
- Ligue communiste (sd), *Autogestion et dictature du prolétariat*, « Taupes rouges », n° 11.
- Ligue communiste révolutionnaire (1978), *Oui, le socialisme !*
- Ligue communiste révolutionnaire (1992), *À gauche du possible : pour un projet socialiste autogestionnaire, écologiste, féministe*.
- Liguori, Domenico (1994), *La rivoluzione del paradosso... Appunti per un alternativa libertaria, autogestionaria e federalista*, Pise, BFS.
- Lipietz, Alain (1979), « Marchandise, autogestion et capitalisme organisé », *Les Temps modernes*, n° 391, février.
- Lojkine, Jean, (1996) *Le tabou de la gestion*, Paris, L'Atelier.
- Lordon, Frédéric (2009), *La crise de trop, reconstruction d'un monde failli*, Paris, Fayard.
- Lourau, René (1969) *L'instituant contre l'institué*, Paris, Anthropos.
- Lourau, René (1979), « Autogestion et institution », *Interrogations sur l'autogestion*, Lyon, ACL.
- Lourau, René (1993), « Les années-lumière de l'autogestion », *Les années de l'utopie, bilan critique des idées sages et folles des décennies 60 et 70, Panoramique*, n° 10.
- Lowit, Thomas (sd), « Marx et le mouvement coopératif », *Cahiers de l'ISEA*, série 6.
- M* (revue) (1986), « J'autogère », n° 2, juin.
- Machover, Moshe (2009), « Collective decision-making and supervision in a communist society », <http://eprints.lse.ac.uk/51148/>.
- Magnadas, Jean (2003), « Nouvelles stratégies du management et autogestion », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Maire, Edmond (1976), *Demain l'autogestion* Paris, Seghers.
- Mallet, Serge (1975), *Le pouvoir ouvrier. Bureaucratie ou démocratie ouvrière* Paris, Denoël-Gonthier.
- Mouvement pour une alternative non-violente (1976), *Pour le socialisme autogestionnaire. Une non-violence politique*.
- Mandel, Ernest (1970), *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion. Anthologie*, t. 1 : *Les sources. L'expérience soviétique*; t. 2 : *L'entre-deux-guerres*; t. 3 : *Depuis la seconde guerre mondiale*, Paris, François Maspero.
- Mandel, Ernest (1971), « Economics of transition period », dans Ernest Mandel (dir.), *50 Years of World Revolution*, New York, Pathfinder Press.
- Mandel, Ernest (1986), « In defense of socialist planning », *New Left Review*, vol. 159, n° 1.
- Marx, Karl (1971), *La guerre civile en France*, Paris, Éditions sociales.

- Marx, Karl (1977), « Le manifeste communiste », dans Karl Marx, *Œuvres, Économie*, t. 1, Gallimard.
- Marx, Karl (1977), « Adresse inaugurale et statuts de l'Association internationale des travailleurs », dans Marx, Karl, *Œuvres, Économie*, t. 1, Gallimard.
- Marx, Karl (1977), « Critique du programme du parti ouvrier allemand », dans Karl Marx, *Œuvres, Économie*, t. 1, Gallimard.
- Marx, Karl (1979), *Le Capital*, livre 3, dans Karl Marx, *Œuvres, Économie*, t. 2, Gallimard.
- Marx, Karl et Friedrich Engels (2013), *Propriété et expropriations : Des coopératives à l'autogestion généralisée*, textes présentés par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka, Paris, Syllepse.
- Massari, Roberto (1974), *Le teorie dell'autogestione*, Milan, Jaca Book.
- Mate, Reyes (1977), *La autogestión*, Madrid, Mañana.
- Meister, Albert (1958), *Les communes de travail : Bilan d'une expérience de propriété et de gestion collective*, Paris, L'entente communautaire.
- Meister, Albert (1968), « L'autogestion », *Le Monde*, 9-10-12 juillet.
- Meister, Albert (1979), « L'autogestione nell'industria e nella formazione », *Interrogations*, n° 17-18.
- Mermoz, Marcel (1978), *L'autogestion, c'est pas de la tarte*, Paris, Le Seuil.
- Montel, Danielle, Daniel Vergnaud, Danielle Sanchez, Thierry Bodin (2013), *Sanofi, Big Pharma : L'urgence de la maîtrise sociale*, Paris, Syllepse.
- Mothé, Daniel et Jacques Gautrat (1976), *Autogestion et conditions de travail* Paris, Cerf.
- Mothé, Daniel et Jacques Gautrat (1980), *L'autogestion goutte à goutte* Paris, Centurion.
- Mothé, Daniel et Jacques Gautrat (1986), *Pour une nouvelle culture de l'entreprise* Paris, La Découverte.
- Mousel, Michel (1977), *L'utopie réaliste : Une autre logique économique pour la gauche* Paris, Bourgois.
- Mouvement du 22 mars (1968), « Autogestion et narcissisme », *Tribune du 22 mars*, 8 juin
- Naville, Pierre (1957), « Notes sur l'histoire des conseils ouvriers », *Arguments*, n° 4.
- Naville, Pierre (1961), *Gestion des entreprises par les travailleurs*, Cahier des Centres d'études socialistes.
- Naville, Pierre (1974), *Secteur public et autogestion*, Parti socialiste unifié.
- Naville, Pierre (1976), « L'autogestion dans les secteurs publics », *Tribune socialiste*.
- Naville, Pierre (1977), « L'automation et l'avenir du travail », *Critique de l'économie politique*, n° 1.
- Naville, Pierre (1979), « Question d'autogestion », *Tribune socialiste* septembre.
- Naville, Pierre (1980), « Autogestion et planification », *Cahiers du centre populaire de formation socialiste*, n° 7.
- Naville, Pierre (1980), *Le temps, la technique, l'autogestion*, Paris, Syros.
- Noir et rouge (1968), n° 41, « Autogestion, État et Révolution », n° 41, mai.
- Noir et rouge (1971), *Autogestion, État et Révolution*, Paris, Le Cercle.
- OMOS (Observatoire des mouvements de la société) (2015), « Entreprise et appropriation sociale », *Contre Temps*, n° 24, Paris, Syllepse, 1^{er} trimestre.
- Pablo, Michel (1957), *Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme*, Paris, 4^e Internationale.
- Pablo, Michel (1968), « L'autogestion comme mode d'action », *Sous le drapeau du socialisme*, juin-juillet.

- Pablo, Michel (1972), « L'autogestion dans la lutte pour le socialisme », *Sous le drapeau du socialisme*, décembre.
- Pablo, Michel (1979), « Autogestion et télématique », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 81, octobre-novembre.
- Panitch, Leo (1975), « The Implementation of worker's control for revolutionary change », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Pannekoek, Anton (1975), *Les conseils ouvriers*, Paris, Béliabaste.
- Parti socialiste (1975), *Quinze thèses sur l'autogestion*.
- Parti socialiste unifié (1969), *Dix-sept thèses sur l'autogestion*.
- Parti socialiste unifié (1971), « Le contrôle ouvrier », supp. *Tribune socialiste*, n° 455.
- Parti socialiste unifié (1972), *Contrôler aujourd'hui pour décider demain*, Paris, Tema.
- Parti socialiste unifié (1976), *Pour l'unité populaire. Pour le socialisme autogestionnaire*, Paris, Syros.
- Pasic, Najdan (1976), *Organización política de la autogestión*, Buenos Aires, El Cid.
- Pelbois, Dominique (2005), *Pour un communisme libéral. Projet de démocratie économique*, Paris, L'Harmattan.
- Pierre, Christian et Lucien Praire (1976), *Plan et autogestion*, Paris, Flammarion.
- Prandstraller, Gian Paolo (1979), « La teoria dei bisogni nell'impresa autogestita », *Interrogations*, n° 17-18.
- Probst, Gilbert (1993), *Organiser par l'auto-organisation*, Paris, D'organisation.
- Projet* (1971), « L'autogestion demain ? », n° 53, mars.
- Projet* (1977), « L'autogestion pour demain », n° 114, avril.
- Pribecevic, Branko (1975), « Present phase in the development of the ideas and movements of workers' participation and/or self-management », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Ramunni, Girolam (2003), « Théorie de l'autoproduction et autogestion », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Raptis, Michel (1966), « Autogestion et parti », *Autogestion*, n° 1, Paris, Anthropos, décembre.
- Raptis, Michel (1987), « Démocratie directe, démocratie des conseils, république autogérée », *Sous le drapeau du socialisme*, n° 104, mai-juin.
- Ravenel, Bernard (2003), « Deux théoriciens de l'autogestion au PSU : Victor Fay et Victor Leduc », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Ribeill, Georges (2003), « De la "République industrielle" de Hyacinthe Dubreil aux groupes autonomes : une vieille idée proudhonienne sans avenir ? », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Rioux, Marcel (1980), « L'autogestion, c'est plus que l'autogestion », *Possibles*, vol. 4, n° 3-4, printemps-été.
- Riot-Sarcey, Michèle (1998), *Le réel de l'utopie : essai sur le politique au 19^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- Robert, Jean-Louis (2003), « Changer l'entreprise, changer le travail », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Rolle, Pierre (1974), « De la "nouvelle classe ouvrière" à l'autogestion », *Politique aujourd'hui*, mars-avril.
- Rony, Jean (1974), « L'auto-gestion », *Nouvelle Critique*, n° 71, février.
- Rosanvallon, Pierre (1976), *L'âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil.
- Rosanvallon, Pierre (1984), « Mais où est donc passée l'autogestion ? », *Passé Present*, n° 4.

- Rosanvallon, Pierre et Patrick Viveret (1977), *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Le Seuil.
- Saint-Louis, Fridolin (2006), *Georges Gurvitch et la société autogestionnaire*, Paris, L'Harmattan.
- Sallon, Michel (1976), *L'autogestion* Paris, PUF.
- Samary, Catherine (1988), *Plan, marché et démocratie*, Cahier de l'IIRE.
- Samary, Catherine (2001), «Des buts et des moyens : quel projet autogestionnaire socialiste ?», *La Pensée*, n° 321, 1^{er} trimestre.
- Samary, Catherine (2009), «Le statut autogestionnaire des producteurs citoyens», dans Stathis Kouvélakis, *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?*, Pantin, Le Temps des cerises.
- Saña, Heleno (1976), *Fundamentos teóricos históricos de la autogestión*, Madrid, Heleno Saña.
- Sartan, Yves (1967), «L'autogestion à la lumière du marxisme», *Autogestion*, n° 2, Paris, Anthropos, avril.
- Selucky, Radoslav (1973), *Marxism and Self-management*, New York, Cornell University Press.
- Selucky, Radoslav (1975), «Self-management as a macroeconomic system», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Seul, Otnar (1978), «Conditions politiques de l'autogestion généralisée», *Autogestion et Socialisme*, n° 41-42, *Recherches sur l'autogestion. Autogestion de la recherche ?*, Paris, juin-septembre
- Supek, Rudi (1977), *Arbeiterselbstverwaltung und sozialistische Demokratie*, Hanovre, Soak-Verlag.
- Tanic, Zivan (1977), «Self-management as an alternative in the automation age», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Tanovic, Arif (1977), «Contradictions of value orientation in socialistic self-management», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Telford, S. (1975), «Why Karl Marx's theory requires democracy in corporation ownership in addition to self-government of the producers», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Texier, Jacques (2000), «Socialisme, démocratie, autogestion», *La Pensée*, n° 321, janvier-mars.
- Thalvard, R. (1971), «Management et autogestion», *Projet*, n° 53, mars.
- Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (1972), *La lutte pour l'autogestion et la révolution*, Paris, François Maspero.
- Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (1986), *Vers la république autogérée*, Paris.
- Thibaud, Paul (1975), «Contre la crise du pouvoir... et pour l'autogestion», *Esprit*, septembre.
- Tomasetta, Leonardo (1972), *Participación y autogestión*, Buenos Aires, Amorrortu.
- Touraine, Alain (1978), «La transition vers l'autogestion dans les pays industriels avancés», *Autogestion et Socialisme*, n° 41-42, *Recherches sur l'autogestion. Autogestion de la recherche ?*, Paris, Anthropos.
- Trebitsch, Michel (2003), «Henri Lefebvre et l'autogestion», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Uhl, Petr (1980), *Le socialisme emprisonné*, Montreuil, Le Brèche.

- Vaccaro, Salvo (1996), *Anarchia e progettualità, per l'autogoverno extra-istituzionale*, Milan, Zero in condotta.
- Varley, Eric (sd), *Workers' Control in the Mining Industry*, IWC Pamphlet, n° 40.
- Vaneck, Jaroslav (1970), *General Theory of Labor Managed Economies*, New York, Cornell University Press.
- Vaneck, Jaroslav (1971), *The Participatory economy. An evolutionary hypothesis and a strategy for development* New York, Cornell University.
- Vaneigem, Raoul (1971), *De la grève sauvage à l'autogestion généralisée* Paris, UGE, 10/18.
- Vaneighem, Raoul (2010), *L'État n'est plus rien, soyons tout*, Paris, Rue des Cascades.
- Vaneighem, Raoul (1969), «Avis aux civilisés relativement à l'autogestion généralisée», *La Revue de l'IS*, n° 12.
- Vanek, Jaroslav (1978), «Self-management, workers' management and labour management in theory and practice: a comparative study», *Economic Analysis and Workers Management*, vol. 12, n° 1-2, Belgrade.
- Viana, Nildo (2005), «Rousseau e a Teoria da Autogestão Social», *Revista Espaço Acadêmico*.
- Viana, Nildo (sd), «O Que é Autogestão?», *Ruptura*.
- Vrban (sd), Dusan, *Conditions de la mobilité sociale et carrière au travail. Analyse des modèles de promotion dans l'entreprise autogérée*, Paris 1, thèse.
- Waiss, Oscar (1980), «L'attraction actuelle de la conception de l'autogestion», *Tribune Internationale*, «Le socialisme dans le monde», Belgrade, Cavtat.
- Weiss, Dimitri (1978), *La démocratie industrielle: cogestion ou contrôle ouvrier?* Paris, D'organisation.
- Whitehorn, Alan (1975), «Towards a pluralist model of self-managing socialism», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Whitehorn, Alan (1977), «Alienation and industrial society: a case study of workers'self-management», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Yvetot, René (1978), *La démocratie industrielle: cogestion ou contrôle ouvrier?*, Paris, D'Organisation
- Yvetot, René (1979), «Sur quelques problèmes du contrôle ouvrier», *Critique Communiste*, n° 17, janvier.
- Zajmi, Gazmend (1977), «L'autogestion de l'aspect marxiste», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Zapp, K. (1975), «Planning and self-management», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Zibechi, Raúl (2006), *Dispersar el poder. Los movimientos como poderes antiestatales*, Barcelone, Tinta Limon.
- Zilberberg, Ilya (1977), «The organization of modern enterprise in accordance with man's needs and rights», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Zimbalist, Andrew S. et Juan G. Espinoza (1975), «The experience of worker participation in management of industrial firms», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.
- Zimmerman et Feldman (1975), «Self-management and problems of location», 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Courants politiques et syndicaux en France

- Al Jende Medina, Abel (2010), « Posibles aportaciones al anarquismo desde una práctica antropológica no profesional en las redes sociales locales », dans Beltrán Roca Martínez, *Anarquismo y antropología. Relaciones e influencias mutuas entre la antropología social y el pensamiento libertario*, Madrid, La Malatesta.
- Alliance marxiste révolutionnaire (1973), « La conception spécifique de l'autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 22-23, Paris, Anthropos, *La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion*, janvier-mars
- Alliance marxiste révolutionnaire (1975), « Dix-sept questions sur l'autogestion », *L'Internationale*, n° 71-72, février.
- Alliance syndicaliste (sd), *Éléments pour l'autogestion*, Solidarité ouvrière.
- Alliance syndicaliste (1973), « Syndicalisme révolutionnaire et autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 22-23, *La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion*, Paris, Anthropos.
- Alternative libertaire (2003), *Une idée neuve : l'autogestion*, numéro spécial, novembre.
- Alternative libertaire, (2005) *L'autogestion une idée toujours neuve* Paris/Montréal, Alternative libertaire.
- Antony, Michel (2003), *Utopies libertaires*, DEA, 2 vol., Besançon.
- Autogestion et Socialisme* (1971), n° 16-17, *Autogestion et syndicats*, juillet-octobre.
- Autogestion et Socialisme* (1972), n° 18-19, *Les anarchistes et l'autogestion*, janvier-avril.
- Autogestion et Socialisme* (1973), n° 22-23, *La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion*, janvier-mars.
- Autogestions* (1982), n° 10, *Avez-vous vu passer la gauche ?*, Toulouse, Privat, été.
- Autogestions* (1984), n° 15, *La gauche maladroite*, Toulouse, Privat.
- Autogestions* (1986), n° 23, *Les couleurs de la gauche*, Toulouse, Privat.
- Bérout, Sophie, Patrick Le Tréhondat, René Mouriaux, Patrick Silberstein (2003), « Éléments pour l'étude du courant "pabliste". Discours et pratiques autogestionnaires », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Berthier, René (1972), « Conceptions anarcho-syndicalistes de l'autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 18-19, *Les anarchistes et l'autogestion*, Paris, Anthropos.
- Bonanno, Alfredo M. (1975), *Autogestione e anarchismo*, Raguse, La Fiaccola.
- Bonnet, Alexis (2000), « L'autogestion et les cédétistes lyonnais », dans *Les années 68 : Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe.
- Bourdet, Yvon (1970), « Les communistes français et l'autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 11-12, Paris, Anthropos.
- Bourdet, Yvon (1971), « Vers un rapprochement des partisans de l'autogestion... », *Autogestion et Socialisme*, n° 15, *La Commune de Paris*, Paris, Anthropos, mars.
- Bourdet, Yvon (1971), « Syndicats, conseils ouvriers et autogestion » ; « Le PSU et le "contrôle ouvrier" », *Autogestion et Socialisme*, n° 16-17, *Autogestion et syndicat*, Paris, Anthropos, mars-juin.
- Bourdet, Yvon (1972), « Anarchistes et marxistes », *Autogestion et Socialisme*, n° 18-19, *Les anarchistes et l'autogestion*, Paris, Anthropos, janvier-avril.
- Bourdet, Yvon (1973), « Quand René Andrieu pédale à côté du vélo », *Autogestion et Socialisme*, n° 22-23, *La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion*, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Bourdet, Yvon (1975), « La convention du Parti socialiste sur l'autogestion (21-22 juin 1975) », *Autogestion et socialisme*, Paris : Anthropos, novembre.

- Bourdet, Yvon (1975), « Le Parti communiste et le socialisme autogestionnaire », *Autogestion et Socialisme*, n° 28-29, Paris, Anthropos, octobre-janvier.
- Bourdet, Yvon (1977), « Création d'une fédération des élus autogestionnaires », *Autogestion et Socialisme*, n° 39, Paris, Anthropos, septembre.
- Bourdet, Yvon (1978), « L'autogestion nationale selon le PCF ou les aventures d'une "idée creuse" », *Autogestion et Socialisme*, n° 40, Paris, Anthropos, mars.
- Bourdet, Yvon (1978), « Histoire et sociologie de la seconde conférence (internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris, 6-10 septembre 1977) », *Autogestion et Socialisme*, n° 41-42, *Recherches sur l'autogestion. Autogestion de la recherche ?*, Paris, Anthropos, juin-septembre.
- Braud, Maurice (2003), « La CGT-FO et l'autogestion. Quelques remarques », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Bréhier, Emeric (2003), « Le CÉRES et l'autogestion au travers de ses revues : fondement identitaire et posture interne », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Canivenc, Suzy (2008), « Proposition d'un idéal type de l'organisation autogérée », « *L'ordinaire est extra !* ». *Dossier autogestion et critique*, Paris, Les Temps maudits.
- Cépède, Frédéric (2003), « L'autogestion dans la propagande des socialistes, 1968-1980 », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- CFDT (1974), *Des objectifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire*, Paris.
- Colectivo Mira (1974), *Autogestión. Informe de la TMRI*, Buenos Aires, Schapire.
- Collectif (1977), *Las anarquistas y la autogestión*, Barcelona, Anagrama, Documents.
- Coloma, Josep María (1977), *Acción directa, autogestión y democracia. Autogestión y anarcosindicalismo*, Barcelone, éditeurXX.
- Cours-Salies, Pierre (1988), *La CFDT : un passé porteur d'avenir*, Montreuil, La Brèche.
- Dandé, Serge (2003), « Les PCF et l'autogestion. Histoire d'un ralliement, 1968-1979 », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Dereymez, Jean-William (2003), « François Mitterrand et l'autogestion », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Detraz, Albert, Frédo Krumnov, Edmond Maire (1973), *La CFDT et l'autogestion*, Paris, Cerf.
- Droz, Jacques (1997), *Histoire générale du socialisme*, 4 tomes, Paris, Gallimard.
- Georgi, Frank (2003), « Les "rocardiens" : pour une culture autogestionnaire », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Guérin, Daniel (2003), *Pour le communisme libertaire*, Paris, Spartacus.
- Hatzfeld, Hélène (2003), *L'autogestion dans la recomposition d'un champ politique de gauche*, dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Janne, Marc-Henri (1974), *Pour transformer la société : apprendre à vivre l'autogestion*, congrès Parti socialiste belge, novembre.
- Joyeux, Maurice (1973), « La FA et l'autogestion. L'autogestion, pour quoi faire ? », *Autogestion et socialisme*, n° 22-23, Paris, Anthropos, janvier-mars.
- Joyeux, Maurice, (1979) « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière. La FA et l'autogestion », *Volonté anarchiste*, n° 9.

- Julliard, Jacques et Edmond Maire (1975), *La CFDT aujourd'hui*, Paris, Le Seuil.
- Mouriaux, René (1982), «Dossier: la CFDT et l'autogestion 1964-1982», *Société française*, n° 4.
- Oyamburu, Philippe (1974), *La revanche de Bakounine, ou de l'anarchisme à l'autogestion*, Paris, Entente.
- Parti socialiste unifié (sd), «Lutte, contrôle, autogestion, les réponses politiques du PSU», *PSU-Documentation*, supp. au n° 65-66.
- Parti socialiste unifié (1976), «Le PSU, le parti de l'autogestion socialiste», *PSU-Documentation*, n° 106-107, mars.
- Poucet, Bruno (2003), «De l'idée d'autonomie à l'idée d'autogestion au sein de la FEP-CFDT de 1968 à 1974», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Ranval, P. (1971), «L'autogestion dans l'entreprise selon la CFDT», *Projet*, n° 53, mars.
- Roccati, Claude (2005-2006), *Du 35^e congrès (1970) aux Assises nationales du socialisme (1974): La CFDT de l'autogestion*, mémoire, Rennes, IEP.
- Rollet, Jacques (1982), *Le Parti socialiste et l'autogestion 1971-1978*, Paris, thèse IEP.
- Saña, Heleno (1977), *Sindicalismo y autogestión* Madrid, Del Toro.
- Sous le drapeau du socialisme* (1964-1990), revue de la Tendance marxiste-révolutionnaire de la 4^e Internationale puis de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale.
- Syndicalisme-Hebdo* (1972), «Dossier sur l'autogestion».
- Syndicalisme magazine* (1972), «La CFDT et l'autogestion», n° 1415, novembre.
- Union des groupes anarcho-communistes (1968), *Perspectives anarchistes-communistes. Bulletin de recherche sur l'autogestion*.
- Woland, Paul (1978), «Le mouvement ouvrier français devant l'autogestion», *Sous le drapeau du socialisme*, n° 74, mai-juin.

Coopératives

- L'Âge de faire* (2010), «Les Scop, vous connaissez?», 1^{er} semestre.
- Altuna, Rafa, Hervé Grelier, Eguzki Uteaga (2008), *El fenomeno cooperativo en el mundo*, Mondragon, Unibertsitateko Zerbitzu.
- Altuna, Rafael et Eguzki, Urteaga (2014), «Le modèle de gestion dans les coopératives de Mondragón: qualité, légitimation et changement institutionnel», *Reema*, n° 333.
- Argouse, Anne et Hugues Peyret (2007), *Les Fagor et les Brandt*, Paris, DVD Antoine Martin Productions.
- Barbier, René (1977), «Transversalité et autogestion: l'exemple de la société coopérative ouvrière de production (Scop) de Plougrescant (Bretagne)», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Barbeyer, Denise (1983), *Scop et autogestion: la participation des travailleurs aux décisions d'investissement et d'embauche dans quelques sociétés coopératives ouvrières de production*, thèse, Paris, Université Paris 8.
- Barras, Béatrice (2006), *Ardelaine, la fibre développement local*, Valence, Repas.
- Borrits, Benoît (2015), *Coopératives contre capitalisme*, Paris, Syllepse.
- Defourny, Jacques (1985-1986), «Un renouveau fragile», *Autogestions*, n° 22, «Les coopératives dans la crise», Toulouse, Privat.
- Chataigner, Alain et coll. (1984), *Portraits de Scop*, Paris, Syros.
- Desroche, Henri (1976), *Le projet coopératif*, Paris, Éditions ouvrières.

- Desroche, Henri (1981), *Sociétaires et compagnons. Des associations ouvrières aux coopératives de production*, Paris, CGSCOP.
- Ferreira, Nathalie (2004), *Économie sociale et autogestion, entre utopie et réalité*, Paris, L'Harmattan.
- García, Quintin (1970), *Les coopératives industrielles de Mondragón*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- Graf, Beatriz, *Longo Mai. Révolte et utopie après 68 Vie et autogestion dans les coopératives européennes*, Egg, Thesis Verlag.
- Health, Tony (2008), «Tower Colliery: le charbon qui valait de l'or», *The Independent*, 27 janvier.
- Jones Derek et Jan Svejnar, (1982), *Participation, Profit Sharing, Working Ownership and Efficiency in Italian Producer Cooperatives*, Ithaca, Cornell University.
- Luleck, Michel (2005), *Scions... travaillait autrement? Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré*, Repas.
- MINEP (2005), Ministère pour l'économie populaire, «Informe de Gestión para la Asemblea General de la OEA», mai.
- Harnecker Piñeiro, Camila (2005), «Le nouveau mouvement coopératif vénézuélien», *Venezuelanalysis.com*, 17 décembre.
- Patzold, Brigitte (1999), «Autogestion dans une mine du pays de Galles», *Le Monde diplomatique*, juillet.
- Prades, Jacques (2005), «L'énigme de Mondragón, comprendre le sens de l'expérience», *Reema*, n° 296.
- Robert, Virginie (2007), *L'irrésistible montée de l'économie sociale*, Paris, Autrement.
- Rochdale Society (1844), *Laws and Objects of the Rochdale Society of Equitable Pioneers*, Rochdale, Jesse Hall.
- Whyte, William Foote et Kathleen King Whyte (1991), *Making Mondragon, The Growth and Dynamics of The Worker Cooperative Complex*, New York, Cornell University Press.
- Zaidman, Sylvie (1989), *Les sociétés coopératives ouvrières de production en France de 1945 à nos jours* Paris 7, thèse.
- Zaidman, Sylvie (2003), «Des associations ouvrières aux Scop de Mai», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.

École, éducation, pédagogie et culture

- Aisa Pàmpols, Manel, *À propos de l'athénisme populaire*, Barcelona, Ateneu Enciclopedic Popular, publié en français dans la revue *Insurgent*, mars 2006.
- Autogestion et Socialisme* (1970), n° 13-14, *Autogestion et formation*, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
- Ardoino, Jacques (1982-1983), «L'autogestion (dis)simulée», *Autogestions*, n° 12-13, *Les passions pédagogiques*, Toulouse, Privat, hiver.
- Barbier, Jean-Claude (1984), «Une expérience de rénovation du système scolaire: le lycée autogéré de Paris», *Les Temps modernes*, n° 460.
- Beau, Dominique (1970), «L'autogestion en formation n'est pas la formation à l'autogestion», *Autogestion et Socialisme, Autogestion et formation*, n° 13-14, Paris, Anthropos, septembre-décembre.
- Bengtsson, Stenn (1977), «Culture problems and cultural policy», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Bonnisseau, Anne-Marie et coll. (1982-1983), «Histoire d'un collège qui n'existe pas encore», *Autogestions*, n° 12-13, *Les passions pédagogiques*, Toulouse, Privat, hiver.

- Comités d'action lycéens (CAL) (1968), *Les lycéens prennent la parole*, Paris, Le Seuil.
- Caune, Jean (2003), « La création collective au théâtre : une modalité autogérée de la production artistique », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Centre expérimental de Saint-Nazaire (1982-1983), « En guise de bilan après un an d'existence », *Autogestions*, n° 12-13, *Les passions pédagogiques*, Toulouse, Privat, hiver.
- Collectif, « L'École dans la crise : un enjeu pour l'alternative », *Mise à jour*, n° 5-6, juin 1986.
- Dorais, Léo (1977), *L'autogestion universitaire : autopsie d'un mythe*, Montréal, PUQ.
- École moderne française (1971), *Vers l'autogestion. quelques expériences de prise en charge coopérative chez les inadaptés*, Cannes, École moderne française.
- Elman, Bernard (1982-1983), « Y a-t-il un évaluateur dans la salle ? », *Autogestions*, n° 12-13, *Les passions pédagogiques*, Toulouse, Privat, hiver.
- Garibay, Françoise et Michel (2009), Séguier, Michel, *Pratiques émancipatrices : Actualité de Paulo Freire*, Paris, Syllepse.
- Gerhards, Nicole (1980), « Écritures et lectures ouvrières. Une pratique autogestionnaire ? », *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.
- Groupe de recherche pour l'éducation permanente (1981), *L'autogestion en examen*.
- Jorgensen, M. (1975), *Un lycée aux lycéens. Le lycée expérimental d'Oslo*, Paris, Cerf.
- Kaepelin, Philippe (1971), *Pratique de l'autogestion éducative*, Paris, Resma.
- Lapassade, Georges (1971), *L'autogestion pédagogique*, Paris, Gauthiers-Villars.
- Le Boterf, Guy (1974), *Formation et autogestion*, Paris, ESF.
- Legois, Jean-Philippe (2000), « PSA. Pour un syndicalisme autogestionnaire, 1982-1991, parenthèse syndicale ou trait d'union ? », *Revue de l'Université*, n° 19.
- Legois, Jean-Philippe (2003), « L'autogestion universitaire en mai-juin 1968 : portée et limites, discours et pratiques », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Le Moal-Piltzing, Pia (1980), « Le théâtre d'apprentis. Pratiques artistiques autogérées et informations-formation », *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.
- Lobrot, Michel (1972), *La pédagogie institutionnelle : l'école vers l'autogestion*, Paris, Gauthier-Villars.
- Matvejevic, Predrag (1975), « L'autogestion dans la lumière de la culture », *Questions actuelles du socialisme*, n° 6, juin.
- Matvejevic, Predrag (1981), « Pour une politique culturelle autogestionnaire », *Autogestions*, n° 6, *Les habits neufs du président Tito*, Toulouse, Privat.
- Mendel, Gérard et Christian Vogt (1973), *Le manifeste éducatif*, Paris, Payot.
- Morder, Robi (2000), « Le Mouvement d'action syndicaliste, brève histoire d'un syndicat anticapitaliste et autogestionnaire », *Revue de l'Université*, n° 19.
- Morder, Robi (2003), « Autogestion et autogestionnaires dans les mouvements étudiants et lycéens après 1968 », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Prost, Antoine (2003), « Une utopie pédagogique », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Saña, Heleno et José Luis Rubio Cerdón (1998), *Autogestión y cultura*, Madrid, Voz de los sin Voz.
- Servais, Émile et coll. (1970), « École ouvrière et autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 13-14, Paris, Anthropos.

Ulkburghs, Jef (1980), *Pour une pédagogie de l'autogestion* Paris/Bruxelles, Éditions ouvrières.

Vacas, Victor (1947), *La petite République*, documentaire.

Écologie et transition énergétique

Barrier-Lynn, Christiane (1976), « Mouvement écologique et autogestion », *Autogestion et Socialisme*, n° 35-36, Paris, octobre.

Bourdert, Yvon (1980), « Choix nucléaires et exigences autogestionnaires », *Autogestions*, n° 4, Toulouse, Privat.

Gorz, André (Michel Bosquet) (1975), *Écologie et politique*, Paris, Galilée.

Gorz, André (1991), *Capitalisme, socialisme, écologie*, Paris, Galilée.

Mousel, Michel (1976), *Écologie et autogestion*, Paris, Syros.

Féminisme

Benoit, Vanessa (1977), *Elle ne finira jamais la lutte des ouvrières. Le conflit de la CIP Haisnes-lez-la-Bassée, juillet 1975-janvier 1977*, Grenoble, maîtrise de l'IEP.

Cercle Elisabeth Dimitriev (1975), *Pour un féminisme autogestionnaire*.

Cercle Elisabeth Dimitriev (1976), *Brève histoire du MLF : Pour un féminisme autogestionnaire*, Paris, Savelli.

Groupe Femmes de Lip (1977), *Lip au féminin*, Paris, Syros.

Fauré, Christine (1975), « Grèves de femmes – Autogestion », *Autogestion et socialisme*, n° 28-29, octobre-janvier.

Johnson, A. (1975), « The women's cooperative of Mondragon : some considerations on the status of women within a self-managed system », 2^e conférence internationale sur l'autogestion, Cornell University.

Laot, Jeannette (1977), *Stratégie pour les femmes*, Paris, Stock.

Piton, Monique (1974), *C'est possible*, Paris, Des Femmes.

Woesler, Christine (1980), « L'autogestion existentielle. À propos du mouvement des femmes en Allemagne », *Autogestions*, n° 2-3, *Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne fédérale*, Toulouse, Privat, 1^{er} trimestre.

Zancarini-Fournel, Michelle (2003), « Féministes et autogestion dans les années 1968 : théories, analyses et pratiques », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.

Ville, mouvements urbains, territoires

Anselme, Michel et Albet Meister (1957), *Coopération d'habitation et sociologie du voisinage*, Paris, Minuit.

Baake, Rainer et Thomas Fues (1977), « Redlining in the US-American cities : community controlled solutions to the process of neighborhood disinvestment », 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.

Beaunez, Roger et Albert Rousseau (1971), *L'expérience de Grenoble*, Paris, Éditions ouvrières.

Berthoud, Gérald et Fabrizio Sabelli (1978), « L'autogestion et l'organisation de l'espace et des communautés, régions et minorités », *Autogestion et Socialisme*, n° 41-42, *Recherches sur l'autogestion. Autogestion de la recherche ?*, Paris, Anthropos, n° 41-42, juin-septembre.

- Blain, Michèle A. (1983), « Les coopératives d'habitation : "Small is beautiful" mais... », *Possibles*, vol. 7, n° 3, Montréal.
- Bonnin, Philippe et Paul Reynaud (1981), *Une révolution paisible : l'habitat autogéré*, Paris, Credeoc-CESP.
- Bonnin, Philippe et Paul Reynaud (1982), « Les utopistes du m² », *Autogestions*, n° 11, Toulouse, Privat.
- Caul-Futy, Louis (1978), *Ça bouge dans les quartiers*, Paris, Syros.
- Caumont, Robert de, et Marc Tessier (1971), *Les Groupes d'action municipale*, Paris, Éditions universitaires.
- Collectif (1976), *Communes, le temps de l'autogestion*, documentaire, Vidéo 00
- Collectif (1977), *Alma futur*, documentaire, Vidéo 00.
- Couvidat, Yann (1990), « La ville ? Un droit qui passe par l'information et l'autogestion », dans Groupe de Navarrenx, *Du contrat de citoyenneté*, Paris, Syllepse / Périscope.
- Critique socialiste* (1976), « Commune et autogestion », n° 26, octobre-novembre.
- Fourcault, Annie (2003), « L'animation dans le béton : autogérer les grands ensembles ? », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Desroche, Henri et Albert Meister (1955), « Une communauté de travail de la banlieue parisienne. Essai monographique », *Communauté et vie coopérative*, n° 2, janvier-juin.
- Hurtubise, Yves (1983), *Autogestion dans les coopératives d'habitation au Québec*, thèse, Québec, École des hautes études en sciences sociales.
- Leblanc, Patrice (2005), « Autogestion et développement territorial », *Possibles*, vol. 29, n° 2, printemps.
- Meister, Albert (1958), *Les communes de travail : Bilan d'une expérience de propriété et de gestion collective*, Paris, L'Entente communautaire.
- MINEP (2006), « La revolución cooperativa de Venezuela », *Dollarsandsense.org*.
- Moreau, Jacques (1976), « Régionalisation, autonomie et autogestion », *CFDT Aujourd'hui*, mars-avril.
- Morin, Gilles (2003), « Les GAM et l'autogestion », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Pucciarelli, Mimmo (2003), « L'autogestion au quotidien dans un quartier « alternatif ». La Croix-Rousse, Lyon 1975-2001 », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Rousseau, Albert, et Roger Beaunez (1971), *L'expérience de Grenoble*, Paris, Éditions ouvrières.
- Tétard, Françoise (2003), « L'ADELS dans les années soixante : une animation nationale de l'autogestion locale », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Wargny, Christophe (1977), *Louviers, sur la route de l'autogestion*, Paris, Syros.
- Wargny, Christophe (1978), *Mairies frappées d'autogestion*, Paris, Syros.
- Wolf, Marc et Jacqueline Osselin (1979), *Les ascenseurs de la ZUP : Contrôle populaire et autogestion municipale*, Paris, François Maspero.
- Zevi, Manuela (1977), « Urban self-management : an Italian experience », 2^e conférence Internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.

Divers

Autogestion et Socialisme, « 1966-1976 : traces, contradictions, projets. Bakounine et l'autogestion... », n° 37-38, Paris, Anthropos, avril 1977.

- Autogestion et Socialisme*, «Afrique noire : des communautés de base au socialisme autogestionnaire», n° 39, Paris, Anthropos, septembre 1977.
- Autogestion et Socialisme*, «L'autogestion par les élections? Les nouveaux autogestionnaires», n° 40, Paris, Anthropos, mars 1978.
- Borrel, Marianne (2003), «La Fédération sportive et gymnique du travail. Une organisation de masse du PC en proie à une fièvre autogestionnaire», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Chevandier, Christian (2003), *À l'hôpital, l'impensable autogestion*, dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Collectif (1983), *Habitats autogérés*, Paris, Syros.
- Contre pouvoirs pour l'autogestion* (1983), n° 1, 1^{er} trimestre.
- Contre pouvoirs pour l'autogestion* (1983), n° 2, juillet.
- Dussuet, Annie et Dominique Loiseau (2003), *Mouvements familiaux entre logique de service et logique d'autogestion, 1945-2000*, dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Fracture. Santé, critique-pratique, autogestion* (1977), n° 1, Paris, Savelli, mars.
- Georgi, Frank, et Michelle Perrot (2003), «Vivre autrement», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Guénot, Alain (2003), «Pierre Naville et l'autogestion face aux structures du capitalisme et du socialisme d'État», dans Franck Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Rosner, Menachem (1967), «Principes, types et problèmes de la démocratie directe dans les kibboutzim», *Autogestion*, n° 2, avril.
- Rue, La* (1981), «L'autogestion», n° 29.
- Stewart, J. S. et coll. (1977), «Workers' participation and control in hospitals : the relevance of management», 2^e conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, Paris.
- Weill, Claudie (2003), «La revue *Autogestion*», dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Weinstein, Luis (1989), *Salud y autogestion : la antimedicina a examen*, Buenos Aires, Tupac.
- Wahnich, Sophie (2008), *La longue patience du peuple : 1792, naissance de la République*, Paris, Payot.
- Willems, Marcel (1975), «Autorité et autogestion», *Autogestion et Socialisme*, n° 30-31, Paris, Anthropos.

Nationalités, régions, confettis de l'Empire

- Autogestion et Socialisme* (1979), «Identité collective et souveraineté communautaire», n° 43, Paris, Anthropos, mars.
- Bourdet, Yvon (1982), «Régionalisation et citoyennetés culturelles», *Autogestions*, n° 10, *Avez-vous vu passer la gauche ?*, Toulouse, Privat, été.
- Buffon, Alain, «L'affaire Zévalos : une expérience d'autogestion en Guadeloupe au début du siècle» *Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe*.
- Comités communistes pour l'autogestion (1986), «La lutte du peuple corse pour son autodétermination dans la stratégie autogestionnaire», *Mise à jour*, n° 4, janvier.
- Critique socialiste* (1983), «Communes : de la décentralisation à l'autogestion ?», 1^{er} trimestre.
- Faligot, Roger (1981), «De la résistance à l'autogestion», *Autogestions*, n° 7, *Irlande : au-delà du terrorisme*, Toulouse, Privat.

- Laffont, Robert (1967), *La révolution régionaliste*, Paris, Gallimard.
- Laffont, Robert (1976), *Autonomie : de la région à l'autogestion*, Paris, Gallimard.
- Le Pensec, Louis et Dominique Taddéi (1975), « Pour l'autogestion régionale », *Le Monde*, 22 octobre.
- Moreau, Jacques (1976), « Régionalisation, autonomie et autogestion », *CFDT Aujourd'hui*, mars-avril.
- Porhel, Vincent (2003), « L'ambiguïté de la référence autogestionnaire : l'exemple d'un conflit breton, Pédervec », dans Frank Georgi (dir.), *Autogestion : La dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Parti socialiste unifié (1978), *Programme autogestionnaire : pour vivre produire et travailler autrement*, Paris, Syros.

**LES AUTEUR-ES
ET LES MEMBRES
DU COMITÉ ÉDITORIAL
INTERNATIONAL**

Encyclopédie internationale de l'autogestion / Enciclopedia internacional de la autogestión / International Self-management Encyclopedia

Ce projet fait suite à la publication du livre *Autogestion hier, aujourd'hui, demain* paru en mai 2010 qui s'est enrichi de l'expérience de l'Association Autogestion au cours des quatre dernières années, mais surtout de l'actualité de l'autogestion avec les diverses expériences et de nombreuses contributions extérieures Ce projet s'enrichira régulièrement avec des mises à jour et de nouvelles publications d'articles dans plusieurs langues

Este proyecto es la continuación de la publicación del libro *Autogestión ayer, hoy, mañana* que salió en mayo de 2010 y que fue un éxito Este libro se enriqueció de la experiencia de la asociación para la autogestión en el curso de los cuatro últimos años, pero sobre todo de la actualidad de la autogestión con distintas experiencias y de numerosas contribuciones exteriores Este proyecto se irá enriqueciendo regularmente con actualizaciones y nuevas publicaciones de artículos en varios idiomas

This project follows the edition of the printed book «Autogestion hier, aujourd'hui, demain» issued in May 2010 which has been a fair success This new edition will be enriched by the four years experience of Association Autogestion and moreover, recent events related to self-management experiences as well as external contributions This project which will be enriched on a regular basis with updates and new publications of articles in several languages

Une première édition

L'*Encyclopédie internationale de l'autogestion* a été mise en œuvre par une petite équipe réunie par l'Association Autogestion et les éditions Syllepse Composée de Benoît Borrits, Bruno Della Sudda, Magali Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Arthur Leduc, Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Richard Neuville, Catherine Samary et Patrick Silberstein, celle-ci a reçu une aide précieuse et une collaboration enthousiaste de partisan·es de l'autogestion venu·es des quatre coins du monde Un comité de suivi international se met donc en place pour préparer la seconde édition

Comité de suivi éditorial / Comite internacional de acompamiento / International editorial committee

Michel Antony (France), Dario Azzellini (Autriche), David Barkin (Mexique), Benoît Borrits (France), José Luis Carretero Miramar (Espagne), Flávio Chedid Henriquez (Brésil), Annick Coupé (France), Bruno Della Sudda (France), Magali Della Sudda (France), María Inés Fernández Álvarez (Argentine), Franck Gaudichaud (France), José Miguel Gómez (Venezuela), Pablo Guerra (Uruguay), Jorge Gurbanov (Argentine), Mohammed Harbi (Algérie), Jean-Pierre Hardy (France), Willy Hajek (Allemagne), Theodoros Karyotis (Grèce), Claude Kowal (France), Paulo Leboutte (Brésil), Catherine Lebrun (France), Arthur Leduc (France), Patrick Le Tréhondat (France), François Longéras (France), Christian Mahieux (France), Gigi Malabarba (Italie), Michel Mas (France), Fernando Matamoros Ponce (Mexique), Julie Matthaei (États-Unis), Aleksandar Matkovic (Serbie), Robi Morder (France), Vanessa Moreira Sigolo (Brésil), Richard Neuville (France), Celia Pacheco Reyes (Mexique), Florencia Partenio (Argentine), Fabian Pierucci (Argentine), Miquel-Dídac Piñero Costa (Catalogne), Armando Robles (États-Unis), Andrés Ruggeri (Argentine), Catherine Samary (France), Patrick Silberstein (France), Nils Solari (France), Sergio Stocchero (Argentine), Gory Suarez (Colombie), Emilio Taddei (Argentine), Alan Tuckman (Grande-Bretagne)

366

Qui est qui ?

Alberto Acosta: Économiste équatorien, enseignant-chercheur à la Faculté latino-américaine de sciences sociales (Flacso) Ex-ministre de l'énergie et des mines, ex-président de l'Assemblée constituante et ex-candidat à la présidence de la République Auteur notamment de *Le Buen vivir* (Utopia, 2014)

Kassia Aleksic: Doctorante, activiste dans les réseaux balkaniques

Guillermo Almeyra: Militant dans la gauche argentine politique et syndicale Exilé en Italie, il vit aujourd'hui au Mexique, et est journaliste éditorialiste au principal quotidien de gauche *La Jornada* Titulaire d'un doctorat en sciences politiques, il enseigne à l'Université nationale autonome du Mexique la politique contemporaine Il a notamment publié, *Ética y rebelión* (La Jornada, 1998), *Che Guevara: el pensamiento rebelde* (Continente, 2004) et *Polonia: obreros, burócratas, socialismo* (Juan Pablos, 1981) et *Rébellions d'Argentine: Tiers-état, luttes sociales et autogestion (1990-2004)* (Syllepse, 2006)

Tony Andréani: Professeur émérite de sciences politiques à l'Université de Paris 8 Il a consacré des articles et des chapitres de plusieurs de ses livres, à l'analyse de diverses expériences autogestionnaires (Tower Colliery, Mondragón, Yougoslavie...), et discuté les modèles théoriques qui ont cherché des solutions aux obstacles qu'elles ont rencontrés Dans *Le socialisme est (a)venir, t 2, Les possibles* (Syllepse, 2004), il examine le canevas d'un secteur socialisé d'inspiration autogestionnaire, s'inscrivant dans un modèle plus large de socialisme fondé sur la démocratie économique

Michel Antony: Historien spécialisé dans l'étude des utopies et de l'autogestion, auteur du site Acratie: www.acratie.eu/UtopiesIntro.htm

Dario Azzellini: Johannes-Kepler-Universität de Linz, animateur de *worker-control.net*, il a publié *Ours to Master and to Own: Workers' Control from the Commune to the Present* (Haymarket, 2011)

Flora Bajard: Elle a réalisé en 2011 (avec Julien Terrié), un film documentaire *Comuna*, (2011) consacré aux luttes des sans terre brésiliens

David Barkin: Professeur émérite, Université autonome métropolitaine-Unité Xochimilco, Mexico

Guy Barbin (1946-2010): Membre du Parti socialiste unifié puis des Comités communistes pour l'autogestion, il milite à la CFDT d'Air Inter et dans le Comité de soutien à la lutte du peuple corse

Nicolas Bénéès: Directeur-gérant de la revue *École émancipée*, membre du comité de rédaction de *L'US Magazine* et secrétaire régional de la FSU Chargé de cours sur le jazz et l'économie à l'Université populaire de Caen Membre du comité de grève d'Assas en 1968 Il a publié: *Petit manuel de la crise économique... et des autres* (Syllepse, 2009)

Léo Battesti: Participe en 1976 à la création du Front de libération nationale corse (FLNC) Condamné en en 1978 à neuf ans de prison par la Cour de sûreté de l'État, amnistié en 1981, il sera ensuite membre du Mouvement corse pour l'autodétermination puis de la *Cuncolta Naziunalista*

George Benello: Libertaire italo-américain, il fonde la Federation for Economic Democracy et the Industrial Coopérative Association et d'une coopérative ouvrière de production de «véhicules écologiques» Il a publié *From the Ground Up: Essays on Grassroots and Workplace Democracy* (South End Press, 1992)

Bernard Bersinger (1954-2006): Membre du Parti communiste français, maire de Bobigny (Seine-Saint-Denis), il met à profit ses deux mandats pour promouvoir la démocratie participative en mettant en place des Assises de la ville et un Observatoire des engagements – devant lesquels les élus municipaux sont redevables – et des comités de quartier regroupant élus, habitants et associations... Il est l'un des organisateurs du Forum social européen de 2003, qui se tient en Seine-Saint-Denis

Joel Bleifuss: Il a été directeur du Peace Studies Program de l'Université du Missouri et directeur de la rédaction du magazine *In These Times*

Thierry Bodin: Statisticien, syndicaliste CGT dans le groupe Roussel-Uclaf-Aventis (Sanofi), il a publié (avec Danielle Montel, Danielle Sanchez et Daniel Vergnaud), *Sanofi: Big Pharma: L'urgence de la maîtrise sociale* (Syllepse, 2013)

Benoît Borrits: Cofondateur et animateur de l'Association Autogestion, membre du conseil scientifique d'Espaces Marx, il a publié *Vers la démocratie économique* (L'Harmattan, 2005) et *Coopératives contre capitalisme* (Syllepse, 2015) Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010)

Yvon Bourdet (1920–2005) : Participe à la Résistance en Corrèze, professeur de philosophie, historien et sociologue Membre du groupe Socialisme ou barbarie, maître de recherches au CNRS, il est spécialiste de l'austro-marxisme et de l'autogestion Il participe au comité de réaction de des revues *Autogestion* et *Autogestion et socialisme* Il a notamment publié *La délivrance de Prométhée: Pour une théorie politique de l'autogestion*, (Anthropos, 1970), *Pour l'autogestion* (Anthropos, 1974), *L'espace de l'autogestion: Le capital, la capitale* (Galilée, 1978)

Magali Braconnot: Comédienne et intermittente du spectacle Étudiante à Nice, elle participe à la campagne présidentielle de Pierre Juquin en 1988 En 2003, elle participe activement à la lutte des intermittents du spectacle, pour défendre en particulier les droits des femmes dans le nouveau protocole

Alain Buffon: Docteur en sciences économiques, il a été professeur associé à l'Université des Antilles et de la Guyane Vice-président de la Société d'histoire de la Guadeloupe, il a publié *Contributions à l'histoire économique et sociale de la Guadeloupe* (Nestor, 2012)

José Luis Carretero Miramar: Membre de l'Institut de sciences sociales et autogestion (ICEA, <http://iceautogestion.org>) et de Solidaridad Obrera (État espagnol) Il est l'auteur de *La Autogestión viva – proyectos y experiencias de la otra economía al calor de la crisis* (Queimada, 2013) et de *Tu casa no es tuya, es del banco – Resistencia y alternativas colectivas frente al colapso de la burbuja inmobiliaria* (2015)

Nicolas de la Casinière: Journaliste débutant en 1973 au sein de l'Agence de presse Libération, bulletins des luttes ouvrières, antinucléaires, antimilitaristes, féministes, etc, dans la région nantaise En carte de presse depuis 1980 Activité de pigiste pour divers titres (*Libération*, *Reporterre aujourd'hui*) Auteur d'une douzaine de livres, de randonnée, d'histoire locale, sur les produits de la mer Co-auteur au sein d'un collectif Sudav (allusion à l'usine Sud-Aviation, première usine occupée en 1968) de *Projet d'aéroport au nord de Nantes: c'est quoi c'tarmac? Profits, mensonges et résistances* (No Pasaran, 2011) et de *Saboteurs du climat* (Le Seuil/Reporterre, 2015)

Jano Charbel: Journaliste égyptien indépendant et militant anarcho-syndicaliste

Flávio Chedid Henriquez: Chercheur, Université fédérale de Rio de Janeiro, il a coordonné l'étude et l'ouvrage sur les entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil, *Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil* (Multifoco, 2013) et il est l'auteur de *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores: Brasil e Argentina* (Insular, 2014)

Florence Ciaravola: Enseignante, responsable syndicale et militante féministe Co-animatrice des premières éditions du Forum social départemental de 2003 à 2007 et du Collectif départemental pour les droits des femmes dans les Alpes-Maritimes depuis 1998, elle est engagée dans la commission «Féminisme» d'Ensemble! Elle a publié (avec Bruno Della Sudda et Christophe Lemasson), «L'autogestion, moyen, chemin et but pour penser l'émancipation scolaire» (*Contretemps*, n° 19, 2013)

Marie-Thérèse Coenen: Directrice du Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire de Bruxelles, elle est élue députée Écolo au Parlement fédéral en juin 1999

Lucien Collonges: Pseudonyme de Michel Fiant Utilisé par le collectif qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010) et pris l'initiative de l'Association Autogestion

Annick Coupé: Syndicaliste de longue date, elle est de cette génération marquée par Mai 68 et les luttes qui ont suivi Étudiante en lettres de Caen en 1970-1971, elle abandonne rapidement ses études et rentre dans un groupe maoïste qu'elle quittera en 1978 Elle intègre le monde du travail en 1972 comme caissière à Caen et se syndique à la CFDT Institutrice remplaçante de 1976 à 1978 à Paris, elle intègre les services financiers de la Poste à partir de 1978 Secrétaire régionale de la CFDT-PTT Ile-de-France en 1984, elle fera partie des militant·es sanctionnés et exclu·es de la CFDT à l'automne 1988 pour cause de soutien aux luttes et aux coordinations Elle fait partie des fondateurs de la Fédération Sud-PTT en 1989 dont elle sera secrétaire générale jusqu'en 1999 Elle assumera ensuite les fonctions de porte-parole de l'Union syndicale Solidaires de 2002 à 2014 Elle a eu plus particulièrement en charge les questions interprofessionnelles et les liens avec les différents mouvements sociaux, les questions internationales et le travail femmes dans ses responsabilités syndicales Elle a coécrit (avec Anne Marchand) un livre pour le dixième anniversaire de Sud-PTT, *Syndicalement incorrect: Sud-PTT, une aventure collective* (Syllepse, 1999)

Pierre Cours-Salies: Aujourd'hui membre d'Ensemble!, il a écrit quelques livres, mais moins que s'il ne participait pas à des luttes: *La CFDT, un passé porteur d'avenir* (La Brèche, 1988); *La liberté du travail* (Syllepse, 1995); *Le bas de l'échelle* (Èrès, 2006) L'activité politique ne l'a pas lâché depuis la lutte pour le droit à l'indépendance des Algériens On lui disait qu'il était trop jeune, à l'époque bien sûr Depuis cela lui a passé Marx reste pour lui une mine de moyens de réflexion Et il prétend avoir aussi appris autant dans les activités militantes, en Mai 68, que dans le syndicalisme Il a publié (avec Pierre Zarka), un recueil commenté de textes de Karl Marx et Friedrich Engels, *Propriété et expropriations: Des coopératives à l'autogestion généralisée* (Syllepse, 2013)

Gilbert Dalgalian: Psycholinguiste et didacticien des langues, adhère au Parti communiste internationaliste (PCI, 4^e Internationale) en juillet 1952, participe aux actions de soutien à la révolution algérienne Militant de la section indienne de la 4^e Internationale de 1963 à 1965, il rejoint ensuite le courant autogestionnaire Attachant une grande importance aux revendications linguistiques de minorités partout dans le monde, il soutient les courants et systèmes scolaires de promotion des langues ayant fait l'objet de tentatives d'éradication, notamment dans la construction des États-nations et dans les effets persistants de la période coloniale D'où un premier ouvrage de plaidoyer, *Enfances plurilingues* (L'Harmattan, 2000) Un second ouvrage, *Reconstruire l'éducation ou le désir d'apprendre* (Syllepse, 2012), est un argumentaire pour repenser l'éducation, l'évaluation et le statut de l'élève

sur des bases autogestionnaires et pour une vraie prise en compte des avancées des sciences de l'éducation et de la neurobiologie

André Découflé (1936-2011): Il a notamment publié *Sociologie des révolutions* (PUF, 1968) et *La Commune de Paris, 1871: Révolution populaire et pouvoir révolutionnaire* (Cujas, 1969)

Bruno Della Sudda: Rejoint le Parti socialiste unifié (PSU) en 1975 à Nice sur les bases de la fusion de l'Alliance marxiste-révolutionnaire (AMR) dans le PSU Milite au Mouvement d'action syndicale à l'université puis participe à la fondation des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) Il participe ensuite à leur fusion dans la Fédération pour une gauche alternative puis à l'Alternative rouge et verte Enseignant, militant altermondialiste, ancien responsable syndical et ancien conseiller municipal alternatif de Nice (2001-2008), il est aujourd'hui membre d'Ensemble! Il a coordonné avec Guy Giani un numéro de la revue *Mise à Jour* consacré au thème de la crise du système éducatif (1986) Il est l'auteur de plusieurs articles (dont «Ce que nous dit le mouvement altermondialisation», *Critique communiste*, n° 169-170, 2003) Il a publié, avec Florence Ciaravola et Christophe Lemasson, «L'autogestion, moyen, chemin et but pour penser l'émancipation scolaire» (*Contretemps*, n° 19, 2013) et, avec Arthur Leduc et Romain Testoris, «Alternative(s), autogestion et émancipation(s)» (*ContreTemps*, n° 20, 2014) Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010) Il participe aujourd'hui à l'Association Autogestion

Magali Della Sudda: Chargée de recherche au Centre Émile Durkheim (CNRS, Bordeaux), docteure en histoire de l'EHESS et de l'Université de Rome «La Sapienza» Elle enseigne l'histoire du genre à l'EHESS et participe au séminaire «Genre, féminismes et mobilisations collectives» à l'ENS Après avoir travaillé sur la politisation des femmes conservatrices en France et en Italie, elle mène actuellement des recherches sur le militantisme catholique féminin et le fascisme en Italie à l'Institut universitaire européen de Florence en tant que Marie Curie Fellow Elle a coordonné (avec Frédérique Matonti et Lucie Bargel) le numéro «(En)quêtes de genre» de *Sociétés et représentations* (2007) et a publié différents articles sur la parité, les mobilisations féminines conservatrices et l'articulation entre catholicisme et politique

Danjela Dolenc: Chercheuse et activiste des Balkans, elle coordonne le «groupe de travail» qui a présenté un texte sur les «Communs» au 2^e Forum balkanique (12-14 mai 2014) à l'occasion du Festival subversif de Zagreb (Croatie)

Maurice Dommanget (1988-1976): Instituteur, syndicaliste-révolutionnaire, il fonde le premier syndicat de l'enseignement de l'Oise en 1914 Secrétaire général de la Fédération unitaire de l'enseignement (CGTU) de 1926 à 1928, membre du Parti communiste français de 1920 à 1930 Il participe à l'Opposition unitaire au sein de la CGTU et à la reconstitution de l'École émancipée à la Libération Historien du mouvement ouvrier, spécialiste de Babeuf et de Blanqui, il a publié de nombreux ouvrages, dont *La Commune* (La Taupie, 1971)

Emin Eminagic: Chercheur bosnien, activiste dans les plénums de Bosnie-Herzégovine

Sam Farber: Né à Cuba, il s'engage dans le mouvement étudiant contre la dictature de Batista dans les années 1950. En 1958, il rejoint les États-Unis et milite depuis dans les rangs du mouvement socialiste révolutionnaire Universitaire, il a signé de nombreux ouvrages sur Cuba notamment *Cuba since the Revolution of 1959: A Critical Assessment*, (Haymarket, 2011) Il est également l'auteur de *Before Stalinism The Rise and Fall of Soviet Democracy* (Polity/Verso, 1990)

Louis Favreau: Sociologue et professeur à l'université du Québec, vice-président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) et président de l'Association Solidarité Sud Il a notamment publié *Mouvement coopératif: une mise en perspective* (Presses de l'Université du Québec, 2010)

Victor Fay (1903-1991): Milite en 1918 dans les rangs du mouvement de jeunesse socialiste du Parti socialiste de gauche de Pologne, puis du Parti communiste de Pologne clandestin Émigré en France, il est chargé par l'Internationale communiste de mettre en place l'école des cadres du Parti communiste français avant de rompre avec le stalinisme au moment des procès de Moscou Il participe à la gauche du Parti socialiste-SFIO pendant le Front populaire Entré dans la Résistance, il sera après la Libération réacteur de chef de *Combat* L'engagement colonialiste de la SFIO dans la guerre l'Algérie le conduit au Parti socialiste autonome puis au Parti socialiste unifié (PSU) Il a notamment publié *Contribution à l'histoire de l'URSS* (La Brèche, 1994) et *L'autogestion: une utopie réaliste* (Syllepse, 1996)

Maria-Inés Fernández Álvarez: Anthropologue à l'Université de Buenos Aires elle a soutenu sa thèse sur les entreprises récupérées en Argentine, *De la supervivencia a la dignidad Una etnografía de los procesos de «recuperación» de fábricas de la Ciudad de Buenos Aires* Chercheuse au Conseil national de recherches scientifiques et techniques, elle est membre du comité international de «L'économie des travailleurs»

Vladimir Claude Fišera: Né à Paris de parents tchèques, historien, politologue, slavisant, professeur (en retraite) aux universités de Portsmouth, Syracuse France et Strasbourg Auteur, entre autres de: *Les peuples slaves et le communisme de Marx à Gorbatchev* (Berg International, 1992); *Prague La révolution des conseils ouvriers* (avec Jean-Pierre Faye, Sehers/Laffont, 1978); *Writing on the Wall: May 1968: A Documentary Anthology* (Allison and Busby, 1978); et de nombreux ouvrages, études et traductions sur l'histoire du mouvement ouvrier et de l'autogestion en France et en Europe de l'Est ainsi que sur la question nationale Il a été membre de la rédaction de la *Lettre internationale* et a publié plusieurs recueils de poésie sous le nom de Claude Vancour Militant du Mouvement contre l'armement atomique (MCAA), responsable de l'UNEF (1965-1971), de la gauche travailliste, du Parti socialiste unifié (PSU) puis des Alternatifs, il s'est impliqué dans le soutien aux oppositions dans les pays de l'Est puis dans les comités Bosnie et Tchétchénie

Michel Fiant (1928-2007): Technicien agricole, il travaille en Tunisie où il participe à la fondation d'un syndicat et adhère à la 4^e Internationale Il sera l'un des

«porteurs de valise» qui s'engage avec elle aux côtés du peuple algérien Il sera ainsi le tenancier d'une étrange épicerie où il n'y a rien à acheter et qui sert de couverture à quelque activité illicite de soutien à la révolution algérienne Il impulsera également, avec Alain Krivine, le Front universitaire antifasciste ainsi que Jeune Résistance Il est également inscrit dans les tentatives du Parti communiste internationaliste des années 1950 et 1960 pour faire émerger une opposition communiste au sein du PCF et participe aux toutes premières publications de cette opposition (*L'Étincelle*, *Tribune de discussion*, *La Voie communiste*) Il appartiendra ensuite à la Tendance marxiste révolutionnaire de la 4^e Internationale et à l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) Après la fusion de cette organisation dans le Parti socialiste unifié (PSU) il sera l'un des animateurs de la commission «Écologie et cadre de vie» de ce parti Il militera également aux Comités communistes pour l'autogestion et enfin aux Alternatifs

Alojzij Finžgar (1902-1994) : Professeur émérite de l'Université Edvard Kardelj de Ljubljana, membre de l'Académie des sciences et des beaux-arts de Ljubljana (Slovénie)

Steve Fisher: Participe à l'Institute for Southern Studies (Caroline du Nord) Créé en 1970 par des militants issus du mouvement pour les droits civiques, l'Institut se consacre à la réflexion sur les questions particulières du Sud des États-Unis

Estelle Fisson: Elle a mené des recherches universitaires sur un mouvement féministe bolivien autogéré et qui se revendique de l'autogestion Son travail de mémoire de master est intitulé *Femmes créatrices de nouveaux rapports sociaux? Le croisement des rapports sociaux et de leur contestation dans le mouvement féministe Mujeres Creando*

Françoise Garibay: Professeur honoraire et consultante auprès de l'Unesco, elle a enseigné au lycée Turgot à Paris Elle a publié (avec Michel Séguier), *Pratiques émancipatrices: l'actualité de Paulo Freire* (Syllepse, 2009)

Franck Gaudichaud: Coprésident de l'association altermondialiste France Amérique latine (wwwfranceameriquelatine.org) et maître de conférences en civilisation et histoire hispano-américaine à l'Université de Grenoble Impliqué dans le mouvement des médias alternatifs, il est l'un des coéditeurs du site wwwrebelle-norg et participe aux comités de rédaction des revues *ContreTemps* (wwwcontremp-seu) et *Dissidences* Il est l'auteur de: *Poder popular y cordones industriales Testimonios sobre la dinámica del movimiento popular urbano 1970-1973* (LOM, 2004); *Operación Cóndor Notas sobre el terrorismo de estado en el Cono sur* (SEPHA, 2005); *Venceremos: Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili (1970-1973)* (Syllepse, 2013); et *Chili 1970-1973 Mille jours qui firent trembler le monde* (PUR, 2013), livre issu de son doctorat en sciences politiques mené avec Michael Löwy à l'Université Paris 8 Il a également dirigé les livres collectifs: *Le volcan latino-américain: Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme* (Textuel, 2008); et *Amérique latine, émancipation en constructions* (Syllepse, 2012)

Tarso Genro: Il a été successivement maire de Porto Alegre (1993-1996) et (2001-2002), ministre de l'éducation (2004-2005) et de la justice (2007-2010) sous

la présidence de Lula et gouverneur du Rio Grande do Sul (2011–2014) Il fut l'un des inventeurs du budget participatif Il est co-auteur, avec de Sousa Ubiratan, de *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville Le budget participatif: L'expérience de Porto Alegre au Brésil* (Charles Léopold Mayer, 1998)

Dominique Ghisoni (1954–1989) : Militant lyonnais de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), puis du Parti socialiste unifié (PSU) et des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) Historien, animateur du Comité de soutien à la lutte du peuple corse, il est le coordonnateur de *Ces îles que l'on dit françaises* (L'Harmattan, 1987) et du *Bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises* (Syllepse, 1989)

Guy Giani: Engagé au sein du mouvement lycéen au début des années 1970, il prend ses distances avec le Parti communiste français (PCF), puis, devenu instituteur, avec le mouvement trotskiste En 1980, il adhère aux Comités communistes pour l'autogestion Tour à tour syndicaliste au sein de la gauche de la CFDT, responsable local du MRAP et d'une association d'éducation populaire Devenu professeur de sciences économiques et sociales, il poursuit son engagement politique au sein des Alternatifs En Guyane, où il passe la plus grande partie des années 2000, il participe aux luttes anticoloniales contre l'État français Auteur de différents textes et articles, il a notamment participé à la coordination d'un numéro de la revue *Mise à jour*, «L'école dans la crise: un enjeu pour l'alternative» (1986) Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010)

José Miguel Gómez: Commune socialiste José Pío Tamayo, Entreprise de propriété sociale directe communale Proletarios Uníos

Guillaume Gourgues: Maître de conférences en science politique, Université de Franche-Comté (CRJFC/PACTE)

Daniel Guérin (1904–1988) : Militant anticolonialiste, il rejoint la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert et se rapproche de Trotsky pour s'affirmer ensuite libertaire Il sera l'un des premiers militants ouvriers à aborder la question de l'homosexualité Il laisse derrière lui un nombre considérable d'ouvrages, parmi lesquels *Fascisme et grand capital*, *Le mouvement ouvrier aux États-Unis* et *La lutte des classes sous la 1^{re} République*

Pablo Guerra: Enseignant-chercheur en économies solidaires, Université de la République (Montevideo) Coordinateur du Réseau interdisciplinaire en économie sociale et solidaire et délégué à l'Institut national de coopératives

Jorge Gurbanov: Éditeur de la collection «Biblioteca Economia de los trabajadores» aux éditions Continente, Buenos Aires

Georges Gurvitch (1894–1965) : Sociologue, critique de la «dictature bureaucratique» de l'URSS, il la quitte en 1920 et s'installe à Prague où il enseigne En 1925, il arrive en France et donne des cours libres à la Sorbonne Son orientation proudhonienne l'amène à penser l'autogestion En 1944, réfugié à New York, il publie *La Déclaration des droits sociaux* En 1966, le premier numéro de la revue *Autogestion* publie des extraits de son œuvre et Jean Duvignaud lui consacre un article: «Georges Gurvitch, une théorie sociologique de l'autogestion»

Pilar Gutiérrez: Journaliste à *Tiempo Argentino* (<http://tiempoinfonews.com/argentina>), elle travaille dans le service de communication de la présidence de la République argentine Elle est l'auteure de plusieurs articles sur les entreprises récupérées

Willy Hajek: Syndicaliste, Transnationals Information Exchange (TIE), animateur de la gauche syndicale allemande et co-auteur de *Selbstorganisation...: Transformationsprozesse von Arbeit und sozialem Widerstand im neoliberalen Kapitalismus* (Die Buchmacherei, 2007)

Mohammed Harbi: Exerce des responsabilités au sein du Front de libération nationale (FLN) pendant la guerre d'Algérie et participe aux premières négociations des accords d'Évian Contact entre le FLN et le Parti communiste internationaliste (PCI), conseiller de Ahmed Ben Bella, il est emprisonné en 1965 après le coup d'État de Houari Boumediène Il s'évade et rejoint la France en 1973 Maître de conférences à l'université de Paris 8, il est aujourd'hui membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine Il a publié : *Le FLN: documents et histoire, 1954-1962* (avec Gilbert Meynier, Fayard, 2004); *La guerre d'Algérie* (avec Benjamin Stora, Robert Laffont, 2004); *Une vie debout: mémoires* (La Découverte, 2001)

Jean-Pierre Hardy: Lycéen, Lip l'entraîne dans l'action militante Après avoir bombé tout seul les succursales de la Société générale de sa ville avec le slogan «La Société générale refuse de l'argent aux Lip, retirez-lui votre argent», il décide de s'organiser Syndicaliste étudiant (UNEF-Renouveau, puis Marc; il participe à la fondation à Rennes du MAS), il milite au PSU puis aux CCA Syndicaliste sous l'uniforme (pratiques syndicales, quatre mutations, soixante jours d'arrêts de rigueur), il représente Information pour les droits du soldat à la 2^e conférence de la Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO) à Utrecht (Pays-Bas) en 1979 En plus de ses activités internationalistes (Pologne, Nicaragua, Amérique latine), il est aussi cadre dans l'action sociale, militant associatif veillant à éviter la dégénérescence notabiliaire de l'économie sociale Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010)

Jean-Marie Harribey: Ancien membre du Parti socialiste unifié (PSU) de 1971 jusqu'à sa dissolution Il fut secrétaire général de l'union départementale de la Gironde de la CFDT suspendue par la confédération au moment de l'affaire des comités de soldats (1976) Il a présidé l'association Attac de 2006 à 2009 Économiste, il a notamment publié : *L'économie économe* (L'Harmattan, 1997); *La démence sénile du capital* (Le Passant ordinaire, 2002); *Raconte-moi la crise* (Le Bord de l'eau, 2009) Il a dirigé pour Attac : *Le développement a-t-il un avenir?* (Mille et une nuits, 2004); *Le Petit Alter* (Mille et une nuits, 2006); *Sortir de la crise globale* (La Découverte, 2009); *Retraites: l'heure de vérité* (Syllepse, 2010)

Sylvie Hérold: Membre d'Attac, traductrice du grec

Natalia Hirtz: Membre du Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative, elle a soutenu en septembre 2014 sa thèse sur les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine, d'où est tirée cette recherche

Deirdre Hogan : Militante libertaire irlandaise

Minsun Ji : Directrice et fondatrice du Centre Humanitaire de Denver (Colorado), elle a publié (avec Toni Robinson) *Immigrant Worker Owned Cooperatives: A User's Manual* (2012)

Nicolas Johansson-Rosen : Doctorant en sciences politiques à l'IEP de Bordeaux

Sérgio Kapron : Économiste, militant de l'économie solidaire et membre du courant « Démocratie socialisme » au sein du Parti des travailleurs, il a été directeur de production et d'innovation au sein de l'Agence de développement et de promotion de l'investissement, créée par le gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul

Edvard Kardelj (1910-1979) : Un des dirigeants des partisans et du Front de libération de la Slovénie pendant la Seconde Guerre mondiale, il est le principal théoricien du régime titiste sur les questions nationales, l'autogestion et la propriété sociale Principal artisan de la loi sur le Travail associé de 1976 Auteur notamment de *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste* (Anthropos, 1976)

Theodoros Karyotis (Grèce) : Journaliste à *roarmagorg*, comité de soutien à VieMe

Claude Kowal : Membre des Jeunesses communistes et du Parti communiste internationaliste en 1957 et de Jeune résistance lycéenne jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie Milite à l'Union des étudiants communistes (UEC) et au Parti communiste français (PCF) dans le cadre de l'entrisme *sui generis* Participe à ce titre à *L'Étincelle* et à *Tribune de discussions* et ensuite à la création de la Voix communiste Membre du Front universitaire antifasciste Membre de l'Alliance marxiste-révolutionnaire (AMR), du Parti socialiste unifié (PSU) puis des Comités communistes pour l'autogestion (CCA), et syndicaliste actif dans les luttes écologiques Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion : Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010) Il participe aujourd'hui à l'Association Autogestion

Zbigniew Marcin Kowalewski : Membre du comité de direction de Solidarnosc à Lodz (Pologne) en 1980-1981 Délégué au 1^{er} congrès de Solidarnosc, il participe à l'élaboration du programme de l'autogestion du syndicat Invité par la CFDT, il est à Paris au moment de la proclamation de l'état de siège de décembre 1981 Il participe à l'édition polonaise de la revue *Inprecor* (4^e Internationale) et publie *Rendez-nous nos usines* (La Brèche, 1985) Il est aujourd'hui rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*

Georges Labica (1930-2009) : Philosophe marxiste, il a été longtemps membre du Parti communiste français Militant des causes anticolonialistes et anti-impérialistes, il s'engage dans le soutien au Front de libération nationale algérien Il a enseigné la philosophie politique à l'Université de Paris-10 Nanterre et est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire de la théorie marxiste, notamment *Karl Marx : Les thèses sur Feuerbach* (Syllepse, 2014)

Paulo Leboutte : Membre de la direction de la Centrale unique des travailleurs (CUT) dans les années 1990, actif dans le soutien aux occupations et récupérations d'usines et coordinateur du secteur de l'« économie solidaire » du PT, il a

occupé des responsabilités au sein des gouvernements d'Olívio Dutra et de Tarso Genro dans le Rio Grande do Sul

Catherine Lebrun : Secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires

Arthur Leduc : Lycéen, il s'engage en 1997 dans Ras l'front à Lyon Compagnon de route de la gauche radicale, autogestionnaire et antifasciste, il participe au Forum social européen de Florence en 2002 Enseignant en histoire-géographie à Saint-Laurent-du-Var, militant syndical, il rejoint les Alternatifs en 2011 puis Ensemble ! Il est l'un des fondateurs du Collectif citoyen des Alpes-Maritimes contre l'imposture politique et les idées d'extrême droite et l'un des animateurs du Front de gauche à Nice Il a publié, avec Bruno Della Sudda et Romain Testoris, «Alternative(s), autogestion et émancipation(s)» (*ContreTemps*, n° 20, 2014)

Victor Leduc (1911-1993) : Membre du PCF au début des années 1930, résistant, interné, évadé, il est le directeur d'*Action* (1944-1949) et membre de la commission des intellectuels Animateur de l'opposition interne à partir de 1956, il est exclu en 1970 et fonde les Centres d'initiatives communistes (CIC) qui participent au Comité de liaison pour l'autogestion socialiste avec le Parti socialiste unifié (PSU), l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) et Objectif socialiste Il adhère avec les CIC au PSU en 1973

Henri Lefebvre (1901-1991) : Adhérant du Parti communiste depuis 1928, il en est exclu trente plus tard Sociologue, géographe et philosophe, il signe en 1960 le Manifeste des 121 pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie De 1965 à 1968, il enseigne à Nanterre et publie dès septembre 1968 aux éditions Anthropos un brûlot autogestionnaire, *L'irruption de Nanterre au sommet* (Syllepse, 1998) Son œuvre s'articule principalement autour d'un objet jusque-là tenu mineur dans la pensée marxiste : la vie quotidienne Le premier tome de sa *Critique de la vie quotidienne* date de 1947

Jean-Pierre Lefebvre : Allié à la gauche mendésiste et chrétienne en 1954, reprend l'UNEF de Rouen aux lepénistes En 1956, il soutient l'action des soldats de Richepanse révoltés contre la guerre d'Algérie En 1965, il aide le nouveau maire communiste du Havre Il aide à la gestion municipale à Saint-Étienne du Rouvray et à la prise de pouvoir de la gauche à Dieppe, où il crée les commissions extra-municipales et les conseils municipaux ouverts Après la normalisation en Tchécoslovaquie et au Parti communiste français (PCF), il décide en 1974 d'abandonner la politique active pour l'aménagement en Seine-Saint-Denis où il anime vingt ans durant une société d'économie mixte, bâtit des quartiers sociaux (gradin jardin de Renaudie, etc) et des collèges expérimentaux, souvent après des débats citoyens Il a écrit huit ouvrages d'urbanisme, quatre romans, des poèmes, des essais de philosophie politique, réalisé des films vidéo sur l'architecture du monde Il a publié *Décidez vous-mêmes ! Autogestion et dépérissement de l'État* (L'Harmattan, 2012)

Christophe Lemasson : Enseignant dans le secondaire, militant autogestionnaire aux plans syndical et politique et militant pédagogique Il adhère en 1979 aux Comités communistes pour l'autogestion (CCA) et poursuit son engagement dans la Fédération pour une gauche alternative (FGA) puis à l'Alternative rouge et

verte et à Ensemble! où il participe à la commission «Éducation» Il a publié (avec Florence Ciaravola et Bruno Della Sudda), «L'autogestion, moyen, chemin et but pour penser l'émancipation scolaire» (*Contretemps*, n° 19, 2013)

Patrick Le Tréhondat: Autogestionnaire de longue date, il adhère, alors lycéen, au Parti socialiste unifié (PSU) en 1976, et sera plus tard notamment membre des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) ainsi que de la Tendence marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI) Appelé sous les drapeaux en décembre 1980, affecté à la base navale de Brest, il rejoint le comité de marins «Tonnerre de Brest» et adhère à Information pour les soldats (IDS), il participe en tant qu'appelé à la Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO) qui se tient en octobre 1981 dans la région parisienne Il sera, pendant plusieurs années, membre du secrétariat européen d'ECCO Éditeur chez Syllepse, il a publié (avec Patrick Silberstein) *Vive la discrimination positive: Plaidoyer pour une république des égaux* (Syllepse, 2004) et *L'ouragan Katrina* (Syllepse, 2005) Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010) Il participe aujourd'hui à l'Association Autogestion

Olivier Le Trocquer: Arrière-petit-fils de menuisier militant SFIO en 1906 à Saint-Brieuc, petit-fils de militant SFIO passé au Parti socialiste autonome (PSA) puis au Parti socialiste unifié (PSU) pendant la guerre d'Algérie, lecteur de Louis Guilloux, anime un atelier de lecture et d'écriture et des ballades urbaines dans l'association de quartier Made in place Clichy Membre du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire, agrégé d'histoire en lycée, auteur d'articles consacrés à la révolution de 1870-1871, il a notamment participé à *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France* (avec Laurence De Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt, Sophie Wahnich, Agone, 2008) et à *La République dans tous ses états* (avec Claudia Moatti et Michèle Riot-Sarcey, Payot, 2009)

Moisis Litsis: Journaliste, syndicaliste et antifasciste grec, il participe au lancement du quotidien autogéré *Eleftherotypia* Il est membre fondateur du Comité grec contre la dette

François Longéras: A fait ses premières armes dans les luttes lycéennes des années 1970 et les mouvements d'éducation populaire, qui le conduisirent naturellement à intégrer la mouvance communiste libertaire... C'est là qu'il découvrit la démarche autogestionnaire, alors même que les salariés de Lip décidaient de reprendre leurs affaires en main Dans le même temps, son prof de géo en hypokhâgne l'initia à l'écologie politique, en ce temps-là inorganisée, et lui fit rencontrer les paysans du Larzac S'enchaîna alors une suite d'une quarantaine d'années d'engagement dans la gauche alternative, de la Gauche prolétarienne (GP) à la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) – qui devint l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) –, se poursuivit chez les Verts, pour atterrir au Parti de gauche, l'une des composantes du Front de gauche... Journaliste, cofondateur de *Politis*, il a passé ensuite deux décennies à peigner les textes des autres en qualité de secrétaire de rédaction dans la presse... pour finir comme responsable de l'EMI-CFD, coopérative de formation aux métiers de l'information

Au Loong Yu : Membre du conseil éditorial du *China Labor Net* et du *Globalization Monitor* basés à Hongkong, il est le principal auteur du livre *No Choice but to Fight: A Documentation of Chinese Battery Women Workers' Struggle for Health and Dignity* («Aucune alternative que la lutte Documents sur la lutte des travailleuses de l'industrie de fabrication des batteries pour la santé et la dignité») publié à Hongkong Il a publié *Chine: un capitalisme bureaucratique* (Syllepse, 2013)

René Lourau (1933-2000) : Lié au mouvement de l'autogestion pédagogique, il est un des fondateurs du Groupe de pédagogie institutionnelle et un des théoriciens de l'analyse institutionnelle Inspiré par les idées autogestionnaires, il met ses classes en autogestion Henri Lefebvre lui propose en 1966 de devenir assistant de sociologie à Nanterre, il élabore avec Georges Lapassade une méthode d'analyse institutionnelle en situation d'intervention: la socio-analyse Il met en autogestion le département de sociologie de Poitiers en 1972-1974 et y organise une crèche pour les enfants de ses étudiants Son système de validation «non conforme» lui vaut d'être suspendu par les autorités universitaires Il a notamment publié *L'instituant contre l'institué* (Anthropos, 1969), *L'analysteur Lip* (UGE, 1974), *L'État inconscient* (Minuit, 1978)

Michael Löwy : Directeur de recherche émérite au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales Membre des comités de rédaction des revues *Actuel Marx*, *ContreTemps* et *Écologie & Politique*, il donne des conférences à l'Institut de recherche et de formation d'Amsterdam Il a publié : *La théorie de la révolution chez le jeune Marx* (François Maspero, 1970); *Avertissement d'incendie Walter Benjamin* (PUF, 2001); *Franz Kafka, rêveur insoumis* (Stock, 2004); et, avec Olivier Besancenot, *Che Guevara Une braise qui brûle encore* (Mille et une Nuits 2007) Co-auteur (avec Joel Kovel) du «Manifeste écosocialiste international», il a publié *Écologie et socialisme* (Syllepse 2005) Membre du Groupe surréaliste de Paris, il a aussi publié *L'Étoile du matin Surréalisme et marxisme* (Syllepse, 2000)

Grégoire Madjarian : Auteur de *Conflits, pouvoirs et société à La Libération* (10/18, 1980) et de *L'invention de la propriété: De la terre sacrée à la société marchande* (L'Harmattan, 2000)

Christian Mahieux : Milite en premier lieu au sein de mouvements antimilitaristes: des manifestations contre la loi Debré au printemps 1973 jusqu'à la demande collective du statut d'objecteur de conscience, en passant par des périodes d'insoumission totale Il intègre l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) au début des années 1980, puis Alternative libertaire Il rentre à la SNCF en novembre 1976 et milite au syndicat CFDT des cheminots de Paris Sud-Est (Gare de Lyon) qui fait partie de l'opposition CFDT En janvier 1996, avec la quasi-totalité des adhérents du syndicat dont il est le secrétaire régional, il participe à la création du premier syndicat Sud au sein du secteur ferroviaire Pour Sud-Rail, il assume divers mandats représentatifs locaux et nationaux, est membre du bureau fédéral de 1999 à 2009, puis du secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires de 2008 à 2014

Henri Maler: Enseignant de philosophie, puis maître de conférences en sciences politiques Gauchiste non repent, il est l'auteur, notamment, de *Congédier l'utopie? L'utopie selon Karl Marx* (L'Harmattan, 1994) et surtout de *Convoiter l'impossible: L'utopie avec Marx, malgré Marx* (Albin Michel, 1995), ainsi que d'un ouvrage (épuisé) écrit avec Denis Berger, *Une certaine idée du communisme: répliques à François Furet* (Le Félin, 1996) Fondateur en 1996 de l'association Action-Critique-Médias et son principal animateur jusqu'en janvier 2015, il a mis en forme pour cette association deux ouvrages, avec Antoine Schwartz, *Médias en campagne: Retours sur le référendum de 2005* (Syllepse, 2005) et, avec Mathias Reymond, *Médias et mobilisations sociales: La morgue et le mépris* (Syllepse, 2007) Co-auteur, enfin, avec Serge Halimi, Mathias Reymond et Dominique Vidal de *L'opinion, ça se travaille... Les médias et les «guerres justes»* (Agone, 2014)

Danijela Majstorovic: Chercheuse et activiste des Balkans, membre d'un «groupe de travail» coordonné par Danijela Dolenec pour présenter un texte sur les «Communs» au 2^e Forum balkanique (12-14 mai 2014) à l'occasion du Festival subversif de Zagreb (Croatie)

Gigi Malabarba: Ancien sénateur de Rifondazione Comunista (2001-2006), il est aujourd'hui très impliqué dans RiMaflow et la construction du Communia Network

David Mandel: Membre de Québec solidaire et de sa tendance Réseau écosocialiste, professeur à l'Université du Québec à Montréal, il est l'auteur de plusieurs œuvres sur le mouvement ouvrier de Russie, d'URSS et d'ex-URSS Il participe à l'ouvrage coordonné par Michel Roche, *Capitalisme, néolibéralisme et mouvement sociaux en Russie* (M Éditeur/Syllepse, 2015 et 2016) et publiera en 2017 chez Syllepse un ouvrage sur les soviets de Petrograd

Ernest Mandel (1923-1995): Militant trotskiste en Belgique, il devient pendant la guerre l'un des principaux dirigeants de la 4^e Internationale Il est connu au-delà des cercles militants comme un économiste marxiste de renommée internationale, enseignant à l'Université libre de Bruxelles à partir de 1970 Auteur d'ouvrages traduits en de nombreuses langues et plusieurs fois réédités, notamment le *Traité d'économie marxiste* (1962), *Der Spätkapitalismus* (Le troisième âge du capitalisme) (1972), *The Long Waves of Capitalist Development* (1978; Syllepse, publié en français en 2014, *Les ondes longues du capitalisme*, Syllepse) Participe dans les années 1960 aux réunions de «Praxis», à Korçula (Yougoslavie) Défenseur du contrôle ouvrier avec une approche critique de l'autogestion, il est l'auteur de *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion* (François Maspero, 1970), *De la bureaucratie* (François Maspero, 1971) et de *Power and Money: A Marxism theory of Bureaucracy* (Verso, 1992)

Jean-Michel Mansillon, professeur de philosophie, après avoir enseigné dans le primaire Membre actif du mouvement Freinet (ICEM), il anime à Grasse (Alpes-Maritimes) un groupe de réflexion sur l'autogestion

Gabriel Martín: Journaliste, il a été directeur général de Multimedia TeleSUR (Caracas) et collaborateur de Radio France internationale

Joël Martine : Professeur de philosophie et militant altermondialiste, il a publié *Ontologie de la société, psychanalyse de la vie sociale* (PUF, 1998) et de plusieurs articles sur les réseaux de coopératives ouvrières

Michel Mas : Géomètre de formation, il entre à EDF-GDF en 1979, comme cartographe et plusieurs fonctions et mandats au sein des activités sociales du groupe et du syndicat CGT Secrétaire général du syndicat CGT-Énergie de l'Aude, délégué du personnel, secrétaire du comité d'entreprise, membre de la direction fédérale de 1992 à 1998 Secrétaire général de l'union départementale CGT de l'Aude de 1998 à 2005, il obtient un master 2 d'ergologie Il collabore à la création de la Scop La Fabrique du Sud et devient président de l'association des Amis de La Fabrique du Sud, association d'éducation populaire sur les questions d'économie alternative

Fernando Matamoros Ponce : Professeur à l'Institut de sciences sociales et humanités de l'Université autonome de Puebla (Mexique) Il a publié *Mémoire et Utopie au Mexique : mythes et imaginaires dans la genèse du néozapatisme* (Syllepse, 1998) ; *La pensée coloniale : Découverte, conquête et guerre des dieux au Mexique* (Syllepse/ICSyH-BUAP, 2007) ; avec John Holloway et coll, *Néozapatisme : Échos et traces des révoltes indigènes* (Syllepse/ICSyH-BUAP, 2012) ; «La parole en marche : de l'émergence zapatiste à l'Escuelita», dans Bernard Duterme (coord), *Zapatisme, la rébellion qui dure* (Syllepse/Centre Tricontinental, 2014)

Aleksandar Matkovic : Militant et chercheur à l'université de Belgrade, il travaille sur l'histoire de la Yougoslavie autogestionnaire Il est membre du comité de rédaction de la revue *Sivar*

Julie Matthaei : Économiste féministe-marxiste et altermondialiste, elle est membre de l'Union for Radical Political Economics (URPE, Union des économistes pour une politique radicale) et de l'International Association for Feminist Economics (IAFFE, Association internationale des économistes féministes) Enseignante au Wellesley College (Michigan), elle est cofondatrice et membre du bureau du US Solidarity Economy Network (Réseau états-unien de l'économie solidaire)

Georgi Medarov : Chercheur et activiste des Balkans, membre d'un «groupe de travail» coordonné par Danijela Dolenec, pour présenter un texte sur les «Communs» au 2^e Forum balkanique (12-14 mai 2014) à l'occasion du Festival subversif de Zagreb (Croatie)

Robert Mencherini : Professeur d'université en histoire contemporaine, spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier, de la deuxième guerre mondiale, de Vichy et de la Résistance, président de l'association Promemo (Provence Mémoire Monde ouvrier) Il a publié : *La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière Marseille, 1944-1948* (L'Harmattan, 1994) : *Guerre froide, grèves rouges Parti communiste, stalinisme et mouvements sociaux en France, 1947-1948* (Syllepse, 1998) : *Midi rouge Ombres et lumières Histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône, 1930-1947*, (Syllepse, 4 tomes, 2004-2014)

Simonne Minguet (1920-2005) : Étudiante à la Sorbonne, elle rejoint le mouvement trotskiste clandestin en 1942. En mars 1944, elle entre comme ouvrière à l'usine d'aviation Caudron-Renault. Elle participera, ensuite, activement au soutien qu'apporte la 4^e Internationale à la lutte du peuple algérien, ce qui lui vaudra de connaître deux fois la prison : en 1956 à Paris, et en 1965, à Alger, après le coup d'État de Boumediène. Féministe et autogestionnaire, elle milite dans les rangs de la Tendance marxiste révolutionnaire internationale et publie *Mes années Caudron : Une usine autogérée à la Libération* (Syllepse, 1997).

Frank Mintz : Professeur d'espagnol, historien par vocation. D'abord pour comprendre s'il y avait eu ou pas une expérience autogestionnaire anarcho-sindicaliste dans l'Espagne révolutionnaire, puis pour défricher des aspects de la pratique et de la théorie anarchiste officielle et officieuse et les communiquer en castillan et en français. Adhèrent de la Confédération nationale des travailleurs-Solidarité ouvrière (CNT-SO).

Roxanne Mitralias : Historienne des sciences et sociologue rurale, elle a coordonné (avec Laurent Garrouste et Laurence Lyonnais), *Pistes pour une agriculture écologique et sociale* (Syllepse, 2014).

Maurice Moissonnier (1927-2009) : Historien, membre de l'Institut CGT d'histoire sociale et président de Ras l'front (Rhône), il a notamment publié *Le mouvement ouvrier dans la tourmente (1934-1945)* (Aléas, 1995) et *Les Camuts* (Éditions sociales, 1988).

Audrey Molis : Doctorante en sociologie, Université d'Evry-Val-d'Essonne, Centre Pierre Naville.

Danielle Montel : Technicienne de recherche chez Roussel-Uclaf-Aventis, militante CGT, engagée notamment dans la lutte du centre de recherche de Romainville (Seine-Saint-Denis). Elle est co-auteure (avec Thierry Bodin, Danielle Sanchez et Daniel Vergnaud) de *Sanofi : Big Pharma : L'urgence de la maîtrise sociale* (Syllepse, 2013).

Robi Morder : Participe à l'animation des mouvements lycéens et du syndicalisme étudiant de l'après 1968 ainsi qu'à la fondation des Comités communistes pour l'autogestion (CCA). Juriste et politiste, il est président du Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (Germe) et enseigne le droit du travail et les sciences sociales à l'université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines. Il a coordonné, *Naissance d'un syndicalisme étudiant 1946 la charte de Grenoble* (Syllepse, 2006), et avec Alain Monchablou et Jean-Philippe Legois, *Cent ans de mouvements étudiants* (Syllepse, 2007). Il participe à l'animation de l'Association pour l'autogestion et des Éditions Syllepse.

Vanessa Moreira Sigolo : Sociologue, elle participe à des projets d'extension universitaire au sein de l'Université de São Paulo (USP), sur un programme d'Incubation technologique de coopératives populaires (ITCP-USP), en collaboration avec l'Association nationale des travailleurs d'entreprises autogérées (Anteag) et au sein du département d'économie solidaire. En 2011 et 2012, elle a participé, avec une équipe de chercheurs de dix universités brésiliennes, à la première

enquête nationale sur les entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil Elle est co-auteure avec Flavio Chedid de *Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil* (Multifoco, 2013)

Daniel Moss: Coordonnateur du réseau Our Water Commons («L'eau, notre bien commun») Il a publié «Water commons, water citizenship and water security: Revolutionizing water management and governance for Rio + 20 and beyond»

Pierre Naville (1904-1993): Surréaliste, il adhère en 1927 au Parti communiste français et rencontre la même année Trotsky Il rejoint alors l'Opposition de gauche et en devient un des principaux animateurs en France Il s'éloignera plus tard de la 4^e Internationale mais reste attaché au développement d'une gauche marxiste antistalinienne En 1947, il travaille avec Georges Friedmann sur l'étude de l'automation, de la société industrielle, et de la psychologie du comportement (*Essai sur la qualification du travail?*, Syllepse, 2012) Outre de nombreuses traductions dont *Les Jacobins noirs Toussaint Louverture* et *la Révolution de Saint-Domingue* de CLR James, il publie de nombreux ouvrages notamment sur le travail et l'autogestion Il participera à la fondation du Parti socialiste unifié (PSU)

Richard Neuville: Syndicaliste et militant altermondialiste Des luttes lycéennes et antinucléaires des années 1970 à la défense des services publics, le combat contre le gaz de schiste en Ardèche et pour la transition écologique, la culture autogestionnaire demeure le fil conducteur de son engagement Au début des années 1980, les sessions d'école normale ouvrière contribueront à sa formation politique Internationaliste, il s'engagera dans la solidarité avec la révolution sandiniste en participant aux brigades au Nicaragua Il s'impliquera également pour Solidarnosc, la Kanaky, etc et participera à plusieurs contre-sommets et Forums sociaux mondiaux Animateur de la commission internationale des Alternatifs (2002-2011), il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010) Animateur de l'Association Autogestion, il est membre du comité international de «L'économie des travailleurs» et milite également à Solidaires Il a publié de nombreux articles sur l'Amérique du Sud pour *Rouge & Vert* et dans *Là où d'autres mondes sont possibles* (SECA, 2006) Il a publié également «Uruguay: Quatre décennies de lutte des "sans terre urbains"» dans Franck Gaudichaud (coord), *Amériques latines: Émancipations en construction*, (Syllepse, 2013) Il est l'auteur du blog <http://alterautogestionblogspotfr/>

Michel Pablo (1911-1996): Pseudonyme le plus connu de Michel Raptis Trotskiste grec, il devient pendant la guerre le principal animateur de la 4^e Internationale Son engagement en faveur de la Yougoslavie contre Staline et surtout en faveur de l'indépendance algérienne l'amène à considérer l'autogestion comme la clé stratégique de la révolution et du socialisme Installé à Alger après l'indépendance pour tenter de mettre en pratique l'autogestion Conseiller d'Ahmed Ben Bella et chargé du Bureau des biens vacants, il est l'un des inspirateurs, avec Mohammed Harbi, Hocine Zahouane et avec le soutien de Mohammed Mazas, des décrets sur l'autogestion dits «décrets de mars» en 1963 Il a écrit *Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme* (Quatrième Internationale, 1957) Il dirige ensuite la revue *Sous le drapeau du socialisme* et participe au comité de rédaction de la revue

Autogestion, dont il rédige le numéro spécial *L'autogestion en Algérie* En 1973, à partir de l'expérience chilienne, il publie *Quel socialisme au Chili? Étatisme ou autogestion?* (Anthropos, 1973)

Celia Pacheco Reyes: Professeure-chercheuse, Université autonome métropolitaine-Unité Xochimilco, Mexico, membre du comité international de «L'économie des travailleurs»

Florencia Partenio: Militante féministe, docteur en sciences sociales de l'université de Buenos Aires (UBA) et sociologue Elle travaille sur l'«Histoire des relations du travail», les «Droits humains et genre dans le monde du travail» à l'UNAJ et la «Construction des féminismes populaires dans Nuestra América» à l'Université de la Plata (Argentine)

Félicia Perlin: Militante écologiste et nationalitaire

Jacques Pesquet (1937-1987): Il adhère au Parti socialiste unifié pendant la guerre d'Algérie Rédacteur et codirigeant des bulletins du Centre de liaison et de regroupement socialiste, il est membre de la tendance socialiste révolutionnaire qui fusionne avec la 4^e internationale en 1963 En Mai 68, il joue un rôle de premier plan dans l'occupation et la formation du conseil ouvrier du Centre de Saclay, rassemblant pour la première fois dans une grève toutes les catégories notamment les cadres et techniciens Licencié en 1970 pour activités syndicales, il sera en 1976 le premier gérant de l'imprimerie Rotographie Il a publié *Des soviets à Saclay* (François Maspero, 1968)

Charles Piaget: Ouvrier horloger chez Lip Syndicaliste CFTC puis CFDT, actif contre la guerre d'Algérie, il adhère à l'Union de la gauche socialiste (UGS) Il est ensuite membre du Parti socialiste unifié (PSU) En 1972, il participe à la Conférence nationale ouvrière organisée par l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), Lutte ouvrière (LO) et le PSU qui avait à son ordre du jour la question de l'autogestion et à laquelle participaient des délégués des chantiers de la Clyde En 1973, il est la figure la plus connue des «Lip» Engagé dans Agir contre le chômage! (AC!), il assure plus de 250 débats dans toute la France à l'occasion de la sortie du film de Christian Rouaud, *Les Lip, l'imagination au pouvoir* en 2007 Il est l'auteur de *Lip* (Stock, 1973) et de *La force du collectif* (Libertalia, 2012)

Fabian Pierucci: Documentariste, Grupo Alavio, il a réalisé une série de documentaires sur les entreprises récupérées par les travailleurs en Argentine

Miquel-Didac Piñero Costa: Né dans une famille collectiviste de l'Escala (Catalogne), réprimé sous le franquisme Communiste libertaire, il adhère à la CNT en 1966 et milite aujourd'hui à la CGT Emprisonné durant la dictature, il est exilé en France entre 1974-1976 Il a été un pionnier de l'écologie sociale et politique en Catalogne Il tient une librairie improbable à l'Escala où l'on se déplace de toute l'Europe pour consulter des archives

Nicoletta Poidimani: Militante féministe et écologiste italienne Spécialiste en études de genre, elle a enseigné à l'Université de Milan Bicocca

Jean-Luc Primon: Sociologue, maître de conférences Lycéen, il adhère aux Comités communistes pour l'autogestion (CCA) à la fin des années 1970 et participe activement aux mouvements de la jeunesse scolarisée à Nice Membre de la tendance syndicaliste autogestionnaire (TSA), il assista au congrès de fondation de l'UNEF-ID en 1980 Au début des années 1980, il est également un membre actif du comité de solidarité avec Solidarnosc des Alpes-Maritimes qu'animait Yvan Craipeau

Maxime Quijoux: Enseigne la sociologie à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense Il a publié *Néolibéralisme et autogestion: L'expérience argentine*, (IHEAL, 2011)

Natalia Quiroga Díaz: Économiste, coordinatrice du master en économie sociale de l'Instituto del Conurbano de l'Université nationale General Sarmiento, Argentine

Oliver Ressler: Artiste et militant autrichien, il cherche en permanence à brouiller les frontières entre l'art et l'activité militante

Alan Roberts: Marxiste et écosocialiste australien

Armando Robles: Syndicaliste et ouvrier coopérateur, New Era Windows, Chicago

Andrés Ruggeri: Anthropologue et sociologue à l'Université de Buenos Aire, il coordonne le programme universitaire «Facultad Abierta» qui s'est spécialisé dans la recherche, le soutien et le conseil aux entreprises récupérées Il anime le comité international de «L'économie des travailleurs» Il a publié plusieurs ouvrages dont *Occuper, résister, produire: Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine* (Syllepse, 2015)

Catherine Samary: Économiste, maître de conférences retraitée de l'université de Paris-Dauphine, de l'Institut d'études européennes (université Paris 8-Saint-Denis) et de l'IRISSO (Dauphine-CNRS), spécialiste des Balkans et de l'Europe de l'Est Voir ses publications sur <http://csamaryfreefr> Membre du conseil scientifique d'Attac, elle a participé à la fondation de l'Association Autogestion qu'elle contribue à animer Membre de la 4^e Internationale, du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et d'Ensemble! (Front de gauche), elle participe au Collectif des féministes pour l'égalité

Danielle Sanchez: Ingénieure RDE, co-auteure (avec Thierry Bodin, Danielle Montel, et Daniel Vergnaud) de *Sanofi: Big Pharma: L'urgence de la maîtrise sociale* (Syllepse, 2013)

Michel Séguier (1935-2014): Créateur de l'école d'animateurs de Fublaines (UFCV) et de l'Institut œcuménique pour le développement des peuples (INODEP), il y côtoie Paulo Freire Il a publié (avec Bernard Dumas) *Construire des actions collectives: Développer les solidarités* (Chroniques sociales, 1999) et (avec Françoise Garribay), *Pratiques émancipatrices: l'actualité de Paulo Freire* (Syllepse, 2009)

Dubravka Sekulic: Chercheure et activiste des Balkans, membre d'un «groupe de travail» coordonné par Danijela Dolenec, pour présenter un texte sur les

«Communs» au 2^e Forum balkanique (12-14 mai 2014) à l'occasion du Festival subversif de Zagreb

Lincoln Webster Sheffield: Militant du Black Panther Party

Patrick Silberstein: Français (tendance vin rouge et Germinal) par hasard, juif (tendance pastrami et insurrection du ghetto de Varsovie) parce qu'on s'est chargé de le lui rappeler, participe à la distribution générale du bac en 68 Milite à l'Alliance marxiste-révolutionnaire (AMR) puis au Parti socialiste unifié (PSU) et aux Comités communistes pour l'autogestion (CCA) Cosmopolite par capillarité, autogestionnaire et internationaliste par choix, membre d'Information pour les droits du soldat (IDS), il passe quelque temps à l'ombre pour cause de syndicalisme aux armées Il est membre fondateur de la Conférence européenne des organisations d'appelés (ECCO) Dr Jekyll le jour du côté de Belleville jusqu'en 2015, Mr Hyde le reste du temps, il participe à la fondation de Ras l'front et des éditions Syllepse Il a publié (avec son complice de trente ans, Patrick Le Tréhondat): *Vive la discrimination positive Plaidoyer pour une République des égaux* (Syllepse, 2004); *L'ouragan Katrina* (Syllepse, 2005) Il a coordonné, avec Antoine Artous et Didier Epsztajn, *La France des années 68* (Syllepse, 2008) Il a été membre du collectif Lucien Collonges qui a publié *Autogestion: Hier, aujourd'hui, demain* (Syllepse, 2010) Il participe aujourd'hui à l'Association Autogestion

Marcel Simard: Professeur titulaire à l'université de Montréal, Québec, Canada Il a fait sa thèse de doctorat en sociologie sur l'expérience d'autogestion à Tricofil Par la suite, il s'est spécialisé dans un autre domaine de cogestion, celui de la santé et de la sécurité au travail, dans lequel il enseigne depuis plusieurs années Il est aussi actif en recherche dans ce domaine avec la publication de plusieurs livres et articles parus dans des revues scientifiques Il a aussi occupé divers postes de direction dans des groupes et instituts de recherches, de même que celui de directeur de l'École de relations industrielles de l'université de Montréal Enfin, il agit régulièrement comme expert-conseil en sécurité industrielle auprès d'institutions publiques et privées

Vladimir Simovic: Chercheur et activiste des Balkans, membre d'un «groupe de travail» coordonné par Danijela Dolenec, pour présenter un texte sur les «Communs» au 2^e Forum balkanique (12-14 mai 2014) à l'occasion du Festival subversif de Zagreb (Croatie)

Jane Slaughter: Membre du comité de rédaction de *Labor Notes* (Déroit, www.labornotes.org)

Rudolf Slansky: Fils de Rudof Slansly, victime du procès de Prague (1951-1952), ingénieur, il participe au processus du printemps de Prague Il sera nommé ambassadeur à Moscou par le Président Vaclav Havel

Nils Solari: Traducteur et journaliste indépendant Ses travaux portent sur l'Amérique latine, le secteur coopératif et les médias Il a publié «Argentine: entreprises récupérées, innovation sociale et nouvelle approche de la richesse», dans Franck Gaudichaud (coord), *Amériques latines: Émancipations en construction*, «Cahiers de l'émancipation sociale» (Syllepse, 2013), «Argentine: opportunité et limites de

la dimension coopérative pour les entreprises récupérées», dans Jérôme Blanc et Denis Colongo (dir), *Contributions des coopératives à une économie plurielle* (Cahiers de l'économie sociale, 2012) Il est le traducteur de *Occuper, résister, produire : Autogestion ouvrière et entreprises récupérées en Argentine* de Andrés Ruggeri (Syllepse, 2015)

Sergio Stocchero : Journaliste, coopérative *El Dario del Centro del país*, Córdoba
Gory Suarez : Anthropologue

Emilio Taddei : Chercheur au Conseil national de recherches scientifiques et techniques (Conicet) et membre du Groupe d'études Amérique latine (GEAL) de l'Université de Buenos Aires

Rebecca Tarlau : Diplômée de l'Université de Berkeley (Californie), elle est spécialiste de l'éducation populaire au Brésil Elle a notamment publié «The Social(ist) pedagogies of the MST: Towards new relations of production in the Brazilian countryside», dans *Social Pedagogy in the 21st Century*

Julien Terrié : Il a réalisé en 2011 (avec Flora Bajard), un film documentaire *Comuna*, (2011) consacré aux luttes des sans terre brésiliens

Romain Testoris : Instituteur, militant pédagogique et syndicaliste à Nice, adhère au Parti communiste français (PCF) en 1972 où il milite jusqu'en 1988 Partisan de l'autogestion, il participe alors avec les rénovateurs communistes à la campagne présidentielle de Pierre Juquin, à l'issue de laquelle il milite pour la constitution d'une nouvelle force politique rouge et verte Il milite ensuite aux Alternatifs et à Ensemble ! Il a publié, avec Bruno Della Sudda et Arthur Leduc, «Alternative(s), autogestion et émancipation(s)» (*ContreTemps*, n° 20, 2014)

Jacques Texier (1932-2011) : Dès 1966, il fut un de ceux qui firent connaître Gramsci en France Pour lui, l'émancipation politique passe par une dimension culturelle décisive Son principal ouvrage, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels* (PUF, 1998) clôt un certain nombre de faux débats, notamment autour de la «dictature du prolétariat» Il a contribué à mettre en lumière l'importance des institutions de la démocratie Il a été avec Jacques Bidet un des fondateurs de la revue *Actuel Marx*, après avoir été un des animateurs du Centre d'études et de recherches marxistes

Pete Thomas : Militant australien, auteur de nombreuses brochures consacrées aux luttes ouvrières, dont *The Nymphoida Story: The Work-ins that Saved a Coalmine* (Australian Miner's Federation, 1975)

Ferenc Töke : Vice-président du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest pendant la révolution hongroise de 1956

Tomislav Tomašević : Chercheur et activiste des Balkans, membre d'un «groupe de travail» coordonné par Danijela Dolenec, pour présenter un texte sur les «Communs» au 2^e Forum balkanique (12-14 mai 2014) à l'occasion du Festival subversif de Zagreb

Éric Toussaint : Porte-parole du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) et coordinateur scientifique de la Commission pour la vérité

sur la dette grecque mise en place en 2015 par la présidente du Parlement grec Il a notamment publié *Bancocratie* (Aden, 2014)

Alan Tuckman: Professeur honoraire Université de Keele, animateur de *workerscontrolnet*

Christian Vaillant: Il a participé à la création et au fonctionnement de plusieurs entreprises autogérées: le Papier mâché (*Le Papier mâché: Un restaurant-librairie autogéré, 1978-1985*, Repas, 2015), la Péniche (créée en 1996, *wwwla-penichefr*) et la Navette (créée en 2007, *wwwla-navettenet*), entreprises de rédaction adhérentes de Repas (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, *wwwre-seaurepasfreefr*) Il est également rédacteur du site *wwwautogestioncoop*

Raquel Varela: Historienne attachée à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université nouvelle de Lisbonne, elle y coordonne le séminaire «Travail et conflits sociaux» Elle a notamment publié, *Revolução ou Transição? História e Memória da Revolução dos Cravos* (Bertrand, 2012)

Daniel Vergnaud: Technicien pharmacologue de recherche chez Roussel-Uclaf Membre de l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), co-auteur (avec Thierry Bodin, Danielle Montel et Danielle Sanchez) de *Sanofi: Big Pharma: L'urgence de la maîtrise sociale* (Syllepse, 2013)

Sophie Wahnich: Historienne, chercheuse au CNRS, spécialiste de la Révolution française, travaille sur la souveraineté populaire dans ses liens avec les émotions Son objectif est de ressaisir cette période non plus comme celle où un peuple aurait été simplement le jouet de meneurs politiques, mais comme celle où ce peuple affirme par ses actions propres sa position de souverain Elle a notamment publié: *Les émotions, la Révolution française et le présent Exercices pratiques de conscience historique* (CNRS, 2009); *La longue patience du peuple, 1792, naissance de la République* (Payot, 2008); *La liberté ou la mort, essai sur la terreur et le terrorisme* (La Fabrique, 2003); *L'impossible citoyen, l'étranger dans le discours de la Révolution française* (Albin Michel, 1997)

Pablo Waisberg: Il a travaillé dans les agences de press Noticias Argentinas et Télam et a écrit dans *Miradas al Sur, Tiempo Argentino* et *El País* (Madrid) Il a collaboré aux revues *Caras y Caretas, Crisis, Newsweek, Popoli* (Milan), *Véintitrés* et *Sudestada* Il a travaillé sur l'histoire de la gauche révolutionnaire en Argentine et a notamment publié (avec Felipe Celesia), *La ley y las armas Biografía de Rodolfo Ortega Peña* (Aguilar, 2007), *Firmenich: La historia jamás contada del jefe montoneros* (Aguilar, 2010) et *La Tablada A vencer o morir, la última batalla de la guerrilla argentina* (Aguilar, 2013)

Nolwenn Weiler: Journaliste, basée en Bretagne, elle réalise des reportages sur tout ce qui s'invente et s'éco-construit Elle bâtit également des articles pour *La maison écologique* Elle a publié (avec Audrey Guiller), *Le viol, un crime presque ordinaire* (Le Cherche Midi, 2011)

Tom Wetzel: Il a travaillé dans l'industrie informatique et a fondé le San Francisco Community Land Trust qui agit pour la création de logements coopératifs dans les

quartiers ouvriers de la ville Il milite au sein de la Workers Solidarity Alliance, une organisation libertaire et autogestionnaire

Hocine Zahouane : Membre du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) puis du Front de libération nationale (FLN) Après 1962, participe à la réorganisation de l'UGTA tout en étant hostile à sa caporalisation par le nouveau pouvoir politique Une des figures de la gauche du FLN, clandestin et emprisonné après le coup d'État de Boumedienne en 1965 Il a participé à *Révolution africaine*, la revue dirigée par Mohammed Harbi après l'indépendance Dans la clandestinité, il participe – toujours avec Mohammed Harbi – à la fondation de l'Organisation de la résistance populaire (ORP) Placé en résidence surveillée, il s'évade en mai 1973 Il a été vice-président, puis président en 2002 de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme

Josiane Zarka : S'éveille à la politique en 1968 et adhère au Parti communiste français (PCF) en 1969, après la condamnation par le PCF de l'intervention en Tchécoslovaquie Comme il fallait s'y attendre, elle est déçue par l'incompréhension du PCF vis-à-vis de ce qui a émergé de nouveau dans le mouvement de 1968 Mais elle pense que le parti est «réformable» Mais comme il fallait s'y attendre, elle perd ses illusions et quitte le parti après les présidentielles de 2007 Depuis, elle collabore à l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS) et à Ensemble

Pierre Zarka : Il a été un des responsables du Parti communiste français (PCF) À la direction de *L'Humanité* de 1992 à 2000, il quitte ses responsabilités puis le PCF à la suite d'un profond désaccord avec l'orientation de celui-ci Il anime l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), milite au mouvement Ensemble ! et à l'Association des communistes unitaires Marqué par l'esprit de 1968, il cherche à conjuguer communisme renouvelé et autogestion Il écrit de nombreux articles notamment dans *Cerises*, l'hebdomadaire en ligne des communistes unitaires Il a publié *Pour un communisme à usage immédiat* (Plon, 2000), *Vers un nouvel anticapitalisme* (en collaboration avec Jean-Marie Vincent et Michel Vakaloulis [Le Félin, 2003]), *Les nouveaux miroirs aux alouettes* (Syllepse, 2006), *Révolution : les impensés d'un héritage en collaboration* (avec Denis Berger, Roger Martelli, Michèle Riot-Sarcey et Francis Sitel [La Dispute, 2009]), et en collaboration avec Pierre Cours-Salies une présentation de textes de Marx et d'Engels, *Propriété et expropriation : Des coopératives à l'autogestion généralisée* (Syllepse, 2013)

et aussi

Friedrich Engels, Vladimir Lénine, Karl Marx, Léon Trotsky et Eugène Varlin qu'il est inutile de présenter

Association Autogestion (L')

www.autogestionasso.fr

L'autogestion est à la fois un but et un chemin. Comme but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective pour l'émancipation de chacun et de chacune. Comme chemin, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, postcapitaliste, est possible. L'autogestion est de ce point de vue une utopie concrète.

L'Association a pour ambition de promouvoir la réflexion et l'éducation populaire sur la thématique de l'autogestion. Elle vise à mutualiser les expériences de façon critique sans les transformer en modèles normatifs, et à appuyer toute initiative s'inscrivant dans le sens d'un projet émancipateur. Elle regroupe des hommes et des femmes, syndicalistes, coopérateur·rices, associatifs, féministes, écologistes et politiques de différents horizons.

Après avoir été fortement présent dans les mobilisations et les débats politiques des années 1970, l'Autogestion réapparaît aujourd'hui à la faveur de multiples luttes et expériences dans le monde (démocratie directe, reprises d'entreprises, coopératives, résistances et pratiques alternatives au système). La mondialisation capitaliste et la crise écologique nous imposent de réactualiser un certain nombre de débats.

Il n'y a pas de modèle clé en main d'un processus de transformation de la société, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire. Néanmoins, commencer à se poser quelques questions fondamentales c'est tenter d'y répondre : formes de la socialisation ; conciliation des intérêts locaux et globaux ; combinaison entre la satisfaction des besoins sociaux, les capacités productives et les impératifs écologiques ; redéfinition des institutions adéquates à la démocratie ; remise en cause par la démocratie autogestionnaire des formes

institutionnelles actuelles ; rendre effective l'égalité hommes/femmes à tous les niveaux de décision ; place du processus autogestionnaire dans les transformations et les ruptures

Notre objectif est nécessairement international et notre démarche altermondialiste

« Les employés du Plaza décident d'un système d'autogestion »

« Journal de Paris, 21 mai 1968, 1340 vues 03 min 48 s

Le personnel de l'Hôtel Plaza, avenue Montaigne, a décidé de se mettre en autogestion par défiance de son directeur qui souhaite vendre le palace à une chaîne d'hôtels

PANO façade du Plaza avec à côté de l'entrée un piquet de grève et une banderole annonçant l'autogestion mais la continuation du fonctionnement de l'hôtel

PL salle à manger avec des clients dînant

PL façade de l'hôtel George V et PL des bâtiments de l'hôtel

PE entrée

PE buffet dressé

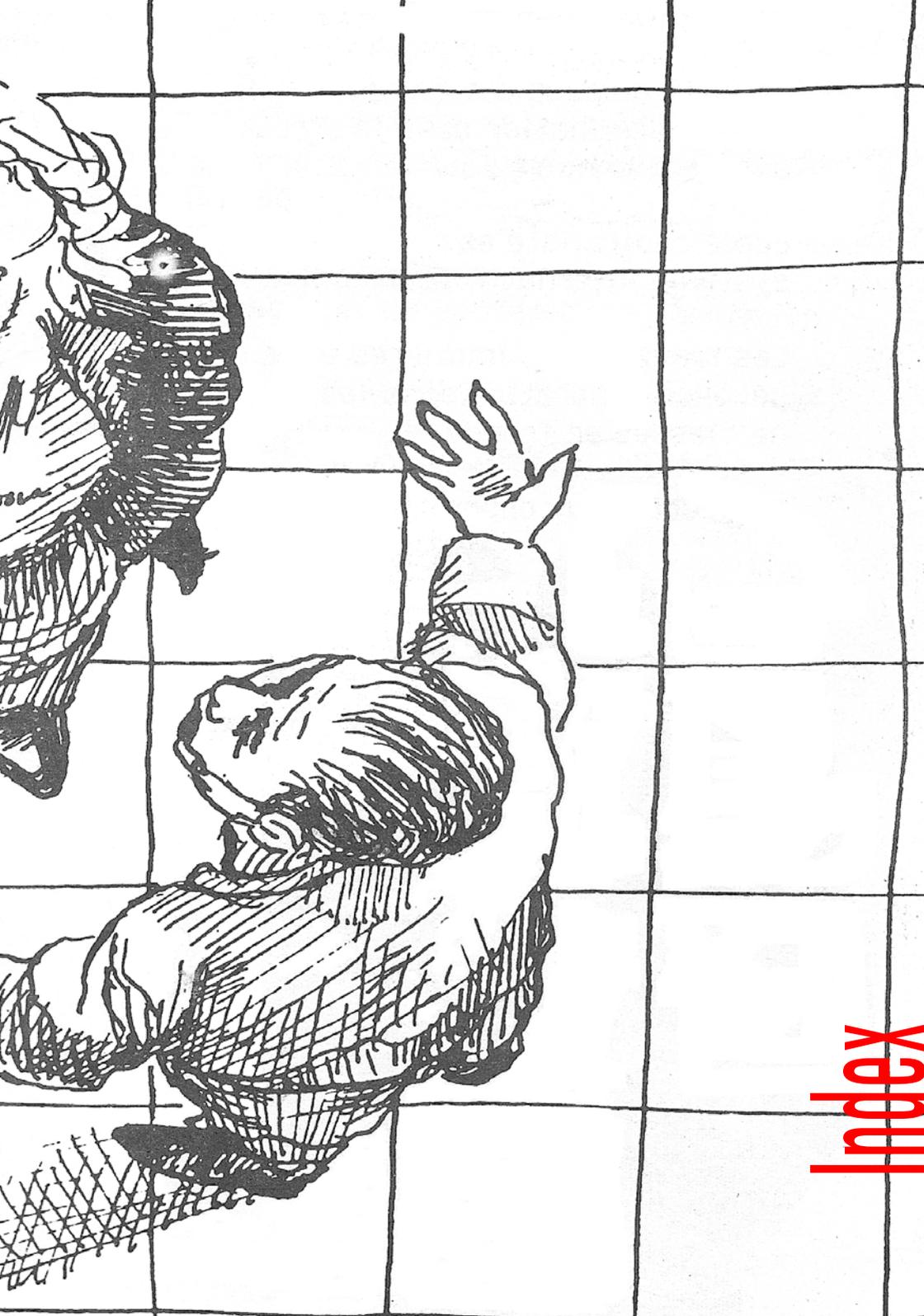
PL bureau de la réception

DP vitrine Mauboussin

DP escaliers intérieur et clients évoluant dans les couloirs

ITW Monsieur Paul Bougenot (ou Bougeneaux), secrétaire du comité d'entreprise : il explique les raisons pour lesquelles le personnel a décidé l'autogestion, rappelle la manifestation du personnel récemment sur les Champs-Élysées ; l'autogestion a commencé ce matin à 10h30 et les directeurs ont quitté leurs bureaux Le George V n'est pas encore occupé car la situation est différente Cependant le service continue en raison de l'importance des clients et il montre un livre d'or signé par des clients comme Michel de Grèce »

www.ina.fr/video/CAFP89047269



Index

INDEX DES ARTICLES

TOME 1

5. Que cette encyclopédie devienne un bien commun

Prologue

17. Du passé/présent à l'invention d'autres possibles

L'autogestion en actes

Algérie (1962-1965)

- 29. Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)
- 33. À propos du congrès des travailleurs de la terre
- 36. Instructions générales aux organes de presse écrite et orale
- 37. Comment s'est déroulé le congrès des travailleurs de la terre ?
- 42. Producteurs ou marchandises ?
- 44. Un article antisocialiste
- 45. Une démocratie autogestionnaire en gestation
- 53. Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes
- 54. Décrets sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières
- 59. Décrets sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion
- 61. Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion
- 62. Charte d'Alger

Égypte

- 68. Travailleurs prennent les choses en main (Les)

Tunisie

- 73. Optimum Group Évolution en Scop

Amérique indo-afro-latine

- 77. Un volcan d'émancipations en construction
- 85. Amérique andine
- 85. Communautés et autonomie
- 104. Construire le « buen vivir – Sumak Kawsay »

Argentine

- 111. Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)
- 125. Consolidation des entreprises récupérées
- 133. Curt-Impex
- 136. Genèse d'une mobilisation ouvrière inédite
- 145. Jugos Suin : Désormais, les jus de fruits ont le goût des travailleurs
- 148. Multiples facettes des coopératives (Les)
- 153. Occuper, résister, produire
- 159. Pipinas, un hôtel abandonné puis récupéré
- 161. Plus de 60 entreprises récupérées entre 2010 et 2013
- 166. Red Gráfica Cooperativa, un réseau pour s'émanciper des lois du marché
- 169. Regarder là-bas pour construire ici...

Brésil

- 174. Budget participatif
- 188. Commune du 17 avril (La)
- 196. Démocratisation, crise économique et récupérations d'entreprises
- 201. Entreprises récupérées par les travailleurs (Les)
- 210. Flaskô, dix ans d'occupation
- 212. Flaskô, le manifeste
- 216. Occupation urbaine et coopérative solidaire
- 218. Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul

Chili (Unité populaire, 1970-1973)

- 224. Poder popular
- 236. Projet de loi sur le système national d'autogestion

Mexique

- 241. Autonomie et construction d'alternatives
- 247. Can worker-owners make a big factory run?
- 260. Commune de Oaxaca (La)
- 269. Continental : une multinationale battue
- 274. Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales

Pérou

- 291. Travailleurs et autogestion
- 294. Villa el Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville

Uruguay

- 299. ABC Coop
- 303. Un processus historique de récupération d'entreprises
- 322. Sans-terre urbains (Les)

Venezuela

- 333. Conseils communaux et double pouvoir
- 354. Contrôle ouvrier et État bolivarien
- 366. Essai de caractérisation du processus bolivarien
- 381. Impact et incidences des politiques publiques dans le développement coopératif

TOME 2

Amérique du Nord

- 17. Utopie aux commandes (L)

États-Unis (1880-1940)

- 21. Aube du mouvement coopératif américain (L)
- 26. Commune de Seattle (La)
- 30. Building Utopia
- 33. Black Power
- 43. Centres médicaux populaires (Les)
- 44. Pour l'autogestion
- 45. Projet d'un secteur industriel entièrement autogéré
- 64. Une coopérative bio à Brooklyn
- 65. Une économie au service des communautés
- 66. Chicago : l'autogestion a sa fenêtre
- 70. New Era Windows
- 72. Northeast Greensboro : les habitants veulent une épicerie
- 73. Taxi, coopérative et immigrants

Québec (Les années 68)

- 76. Tricofil
- 87. Uniroyal : les ouvriers s'emparent de l'usine

Belgique (Les années 68)

- 93. Produire, vendre et remplacer le patronat défaillant

Espagne (1936-1939)

- 101. Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire (L)
- 109. Catalogne : la classe ouvrière avait pris le dessus
- 120. Athénées libertaires... d'hier à aujourd'hui (Les)
- 124. Collectivisations industrielles
- 139. Décret de collectivisation de la Généralité (Le)
- 140. Gestion ouvrière des transports publics
- 145. Vers l'autogestion
- 154. Autogestion et usines récupérées dans la nouvelle réalité espagnole
- 157. Autogestion et le mouvement du 15 mai (L)

Pays basque

172. Mondragón : un groupe coopératif unique au monde

France

189. Alternative et reprises d'entreprises

(1848-1871)

194. Aube précoce de Lyon (L')

200. Appel pour la formation d'une cuisine coopérative

202. Association internationale des travailleurs et le travail coopératif (L')

203. Ateliers coopératifs de la Commune de Paris

204. Biens vacants

209. Commune de Paris (La)

210. Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain

220. Conception communaliste (La)

221. Décret du 16 avril 1871 sur les biens vacants

(Avant 1914)

222. CGT 1900 : poussées autogestionnaires

231. Extraordinaire histoire de la coopérative l'Égalitaire, 1876-1914 (L')

(Front populaire)

236. Une tentative d'exploitation directe

(La Libération)

240. Août 1944 : du contrôle à l'autogestion

242. Comités de gestion (1944-1945)

242. Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion

(Mai 68)

248. Autogestion comme mot d'ordre d'action (L')

250. Nantes : récit des débuts d'une gestion directe

255. Soviets à Saclay (Des) ?

256. UNEF propose (L')...

(Les années 68, les années Lip)

259. Caron-Ozanne : une expérience d'autogestion en Normandie

260. Fracture

263. Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »

273. Lip : l'histoire d'un syndicalisme particulier

286. Pouvoirs étudiant et lycéen

(De nos jours)

294. Acières de Ploërmel : quand des métallos deviennent propriétaires de leur usine

298. Ambiance Bois ou l'aventure d'un collectif autogéré

303. Ardelaine : une « coopérative de territoire » en Ardèche

- 309. Céralép : le refus du diktat des actionnaires !
- 312. Collectif pour le redémarrage de Lustucru
- 314. De Pilpa à La Fabrique du Sud
- 317. La Fabrique du Sud (ex-Pilpa)
- 321. Fralib : le chemin d'une alternative populaire
- 327. De Fralib à la Scop-Ti, état des lieux
- 331. Hélio-Corbeil, c'est notre outil
- 333. De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire
- 344. Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises
- 348. Mutualité étudiante : l'autogestion expropriée (1948-2015)
- 354. Notre-Dame-des-Landes, zone à autogestion déterminée
- 359. Notre-Dame-des-Landes : les composantes de la lutte
- 364. Gaz de schiste : une lutte citoyenne en Ardèche méridionale
- 369. Philips-EGP Dreux sous contrôle ouvrier
- 372. Sanofi : bien public ou marchandise ? Qui décide ?
- 380. SeaFrance : du sauvetage au naufrage

Corse

- 383. Une logique de contre-plan
- 384. Une stratégie d'autodétermination

Guadeloupe

- 387. Une expérience d'autogestion en 1905
- 388. Ferme de Campêche (La)

Grande-Bretagne

- 391. Nationalisation ou contrôle ouvrier ?
- 399. De Londres à Glasgow : la flamme du contrôle ouvrier
- 404. Grève active à la Clyde
- 409. Tower Colliery : treize années de gestion ouvrière

TOME 3

Grèce (Les années troïka)

- 13. Oxi avait conjuré les « dix plaies » de la Grèce
- 17. Une alternative pour la Grèce
- 24. Dispensaires et pharmacies autogérés
- 26. Dispensaire de la rue Kannigos (Le)
- 28. Du champ à l'assiette
- 33. Initiatives solidaires de commerce équitable
- 36. Un hôpital sous contrôle ouvrier
- 38. Un journal en autogestion !

- 40. Relance de la télévision publique
- 41. Thessalonique s'oppose à la privatisation de l'eau
- 45. Vio.Me : « Si vous ne le pouvez pas, nous, nous le pouvons ! »
- 47. Vio.Me commence sa production sous contrôle ouvrier !

Italie (1919-1920)

- 50. Printemps des conseils ouvriers (Le)
- 58. Atelier Zéro est né (L')
- 60. Centres sociaux : une pratique autonome et radicale
- 64. Rimaflow Trezzano, les travailleurs font renaître l'entreprise sans patron
- 66. Rimaflow, le film

Portugal (la révolution des œillets, 1974-1976)

- 68. Nationalisations et contrôle ouvrier dans la révolution portugaise
- 89. Révolution des Œillets, Poder popular et autogestion
- 95. Portées et limites de l'autogestion

Turquie

- 102. Kazova : 100% coton, 100% laine, 100% produit sans patron

Pays de l'ancien « socialisme réel »

- 107. Introduction
- 112. Mouvements pour l'autogestion en Europe du centre et de l'est

Hongrie

- 127. Conseils ouvriers à Budapest

Pologne (1980-1981)

- 145. Affaire de tous les travailleurs (L')
- 147. Autogestion et Solidarnosc (L')
- 157. Contrôles ouvrier à la Compagnie aérienne polonaise LOT (Un)
- 159. Dix conditions pour un renouveau de l'autogestion
- 162. Instructions en cas de grève générale
- 163. Pour le pouvoir aux travailleurs
- 179. République autogérée
- 183. Résolution sur l'autogestion

Russie (1917-1918)

- 186. Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe
- 216. De l'autogestion à la bureaucratie soviétique

Tchécoslovaquie (Les années « printemps de Prague »)

- 221. Printemps de Prague
- 228. Premiers pas de l'autogestion dans une usine de constructions mécaniques (Les)
- 236. Projet de statuts de l'autogestion des travailleurs de l'usine W. Pieck

239. Projet de thèses du 14^e congrès extraordinaire (clandestin) du Parti communiste tchécoslovaque

Yougoslavie

242. Repères yougoslaves

243. Propriété sociale en droit yougoslave (La)

255. Loi fondamentale de 1950 sur la gestion par les collectifs de travail des entreprises d'État et des associations économiques supérieures

263. Constitution de 1963 (La)

274. Rapport sur le projet de Constitution à la 6^e session ordinaire de l'Assemblée populaire fédérale (1953)

280. Rapport sur le projet de nouvelle Constitution (1962)

281. Amendements à la Constitution

289. Loi sur le travail associé (La)

312. Pour une appropriation plurielle des bilans

Bosnie-Herzégovine (Après 1989)

334. Ce n'est pas seulement un printemps

339. Première proclamation du Plénum des citoyens de Tuzla

341. Revendications communes adoptées par les plénums

Croatie

343. Une usine autogérée sur les ruines d'un géant yougoslave

Espace balkanique

349. Lutte pour les communs dans les Balkans (La)

Chine

371. Papeterie de Zhengzhou contre la privatisation (La)

Japon

375. Seisan kanri!

Australie

384. *Work-in* chez Harco Steel

387. Prendre les commandes au patron

TOME 4

Buts, chemins et moyens

13. Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs

14. Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation (L')

36. Appropriation sociale, autogestion, commun

43. Associations ouvrières (Les)

- 44. Autogestion dans la lutte pour le socialisme (L')
- 68. Autogestion et pouvoir(s)
- 85. Autogestion : une question pour le 21^e siècle ?
- 91. Automatisation et avenir du travail
- 101. Auto-organisation, association et démocratie
- 108. Avènement des conseils d'usine (L')
- 115. Citoyen-producteur (Le)
- 118. Commune et forme révolutionnaire
- 128. Commune : un laboratoire historique (contre-culture, contre-société, contre-institution) (La)
- 132. Contre-plans ouvriers alternatifs
- 142. Contrôler aujourd'hui pour décider demain
- 143. Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion
- 187. Contrôle ouvrier sur la production
- 187. Coopératives et transformation de la société
- 188. Coopératives contre Vichy (Les)
- 189. Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire
- 207. Crise économique, marché et autogestion
- 215. Crise et réponses en France
- 226. Déclaration des droits sociaux
- 230. De la citoyenneté au dépérissement de l'État
- 239. De la coopération
- 245. Demain est déjà commencé
- 287. Démocratie d'entreprise et coopératives
- 293. Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes
- 309. Deux siècles de coopération
- 323. Droit du travail et droits des travailleurs
- 331. Droit d'expression des salariés : une histoire encore d'actualité ?
- 334. Du contrôle ouvrier à l'autogestion
- 341. Du parti-État au parti-mouvement
- 351. Ébauches pour un projet autogestionnaire
- 373. Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste
- 384. Élections à la Sécurité sociale : une histoire ancienne
- 387. Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion

TOME 5

- 11. Esquisse des fondements de la démocratie directe
- 32. Faire dépérir l'État
- 54. Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)
- 84. Guerre civile en France (La)
- 85. Implications de l'autogestion (Les)

- 90. Internationale communiste et les coopératives (L')
- 91. Industrie nationalisée et gestion ouvrière
- 94. Liberté, émancipation, autogestion... le fil du temps
- 115. Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)
- 117. Marx et l'autogestion
- 127. Marx et le marxisme
- 138. Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France
- 168. Multiples facettes de l'autogestion (Les)
- 171. Nationalisation, autogestion et droit de propriété
- 184. Organiser la production sur une base coopérative
- 185. Ouvrir une brèche dans la vieille société
- 187. Ouvrir le débat sur les perspectives pour le contrôle et l'autogestion socialiste
- 214. Planification et autogestion
- 229. Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?
- 245. Problèmes théoriques de l'autogestion
- 253. Processus (À propos du concept de)
- 262. Programme de Gotha (Critique du)
- 263. Propositions positives (Des)
- 264. Pour l'autogestion généralisée
- 276. Proudhon, l'autogestion ouvrière et les anarchistes
- 298. Question de l'appropriation sociale (La)
- 328. Quelques considérations
- 330. Représentants des salariés dans les conseils d'administration : « Des plénipotentiaires envoyés en pays ennemi »
- 334. Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme
- 340. Tout n'a pas été essayé
- 345. Travail coopératif
- 346. Treize questions sur l'autogestion
- 360. Utopie contre pragmatisme
- 366. Vers une révolution autogestionnaire

INDEX THÉMATIQUE

ABC Coop

tome 1 : 299

Ambiance Bois

tome 2 : 298, 299, 300, 302, 308

Acampamento

tome 1 : 80, 188, 189, 190, 191, 195

Aciéries de Ploërmel

tome 2 : 294, 296

tome 4 : 222, 224

tome 6 : 302

ADN

tome 2 : 243, 244, 245, 247

Appropriation par l'usage commun

tome 4 : 39, 40

Appropriation sociale, appropriation collective

tome 1 : 20, 65, 77, 78, 124, 234, 266, 279, 315, 352

tome 2 : 79, 82, 96, 112, 113, 239, 246, 250, 319, 321, 347, 373, 374, 375, 379, 389, 406

tome 3 : 34, 97, 108, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 265, 291, 317, 328, 379

tome 4 : 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 91, 117, 121, 168, 213, 274, 278, 309, 317, 319, 321, 347, 350, 357, 369, 382

tome 5 : 36, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 136, 142, 164, 165, 173, 178, 181, 182, 235, 239, 241, 258, 260, 289, 298, 299, 300, 301, 302, 304, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 319, 321, 324, 325, 326, 327, 340, 342, 343, 344, 346

tome 6 : 77, 106, 107

Ardelaine

tome 2 : 303, 304, 305, 306, 307, 308

Asentamiento

tome 1 : 331

tome 6 : 289

Assemblée des délégués

tome 1 : 228

tome 3 : 168, 371, 372, 373

Assemblée générale

tome 1 : 55, 56, 57, 58, 60, 61, 118, 129, 205, 262, 270, 271, 295, 301, 311, 346

tome 2 : 49, 62, 78, 79, 81, 82, 88, 95, 96, 98, 102, 106, 112, 113, 116, 126, 128, 129, 141, 173, 177, 196, 197, 206, 233, 234, 241, 259, 260, 264, 266, 267, 269, 276, 277, 280, 292, 300, 310, 321, 341, 355, 356, 362, 367, 371, 410

tome 3 : 25, 31, 34, 36, 37, 38, 39, 41, 46, 47, 82, 90, 113, 123, 385

tome 4 : 49, 88, 101, 102, 103, 106, 148, 149, 164, 202, 203, 289

tome 5: 116, 147, 171, 183, 184, 208, 275, 331, 332, 346, 353
tome 6: 37, 38, 39, 45, 197, 212, 214, 215, 233, 234, 235, 239, 273, 277

Assemblée populaire

tome 1: 112, 168, 225, 265
tome 4: 122, 267, 363, 365, 366
tome 5: 112

Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO)

tome 1: 81, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 273

Assemblée des travailleurs

tome 3: 45, 232, 234, 236, 237

Association de consommation, association de consommateurs

tome 2: 206
tome 3: 151, 155

Association de production

tome 2: 206
tome 4: 262

Association des bijoutiers en doré

tome 2: 192

Association fraternelle de l'industrie française

tome 2: 198

Association fraternelle des ouvriers menuisiers

tome 2: 196

Association fraternelle laborieuse des cordonniers-bottiers

tome 2: 197

Association générale et solidaire des tailleurs de pierre du Rhône

tome 2: 197

Atelier zéro

tome 3: 59, 60

Athénée

tome 1: 325
tome 2: 120, 121, 122, 123

Autodéfense

tome 1: 350
tome 2: 26, 211, 252, 264, 407
tome 3: 23, 146, 172
tome 4: 153, 154, 398
tome 5: 151
tome 6: 139, 146, 147, 148, 149, 150

Autodétermination

tome 1: 92, 94, 122, 186, 216, 234, 391
tome 2: 41, 44, 47, 48, 383, 384, 385, 386
tome 3: 239, 326, 330, 331

tome 4: 144, 145, 246, 249, 250, 260, 282, 283, 285, 352, 357

tome 5: 115, 146, 147, 151, 267

Autogouvernement

tome 1: 47, 92

tome 3: 36, 38, 112

tome 4: 42, 98, 116, 245, 250, 258, 392, 393, 394, 407

tome 5: 123, 146, 166, 167, 261, 304, 305, 306, 308, 314

Avenir de Plaisance

tome 2: 233

Berliet

tome 2: 247

Biens communaux

tome 1: 279

tome 4: 119, 127

Biens communs

tome 1: 82

tome 2: 374

tome 4: 21, 69, 77, 81, 84, 85, 88, 267, 270, 356, 369

tome 5: 181, 258

tome 6: 64, 95, 287

Biens vacants

tome 1: 54

tome 2: 221

tome 3: 91, 114, 115

tome 4: 206, 387

Black Power

tome 1: 5, 22

Bourse des sociétés coopératives

tome 2: 233

Brukman

tome 1: 118, 120, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 150

tome 6: 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216

Buda

tome 2: 270

Budget participatif

tome 1: 18, 78, 80, 175, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 219, 220, 221, 296, 348

tome 4: 267, 273, 373, 381

tome 5: 161, 162, 231

tome 6: 63, 121, 260, 267, 269

Buen Vivir

tome 1: 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110

tome 6: 163, 191

Bureau national d'animation du secteur socialiste

tome 1: 29

Caisse centrale d'égalisation

tome 2: 107

Caracoles

tome 1: 78, 276

Caudron

tome 2: 240, 241

Centre social

tome 3: 32, 58, 60, 61, 91

tome 6: 55

Centri Sociali Occupati Autogestiti (CSOA)

tome 3: 60, 61, 62

Centro Popolare Autogestito Firenze-Sud

tome 3: 61

Céralep

tome 2: 309, 310, 312, 344

Cerizay

tome 2: 270

Charte d'Alger

tome 1: 31, 35, 38, 39, 41, 42, 44, 62

Chambre autogestionnaire, Chambre de l'autogestion

tome 3: 161, 175

tome 4: 78

tome 6: 82

Chambres de droits spécifiques, Chambre des nations

tome 3: 240

tome 4: 73

tome 6: 82

Chambre des services sociaux

tome 3: 240

Chambre économique

tome 5: 50

Chambre industrielle

tome 3: 240

Chambre socio-économique

tome 3: 175

CIP

tome 2: 270

Clyde (chantiers navals de la)

tome 1 : 5, 22

tome 2 : 394, 395, 396, 397, 400, 401, 403, 404, 405, 406, 407

tome 3 : 384

tome 5 : 213

Cofuesa

tome 1 : 309

Colase

tome 1 : 309

Collectivisation

tome 2 : 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 124, 125, 126, 129, 130, 131, 133,
135, 137, 143, 151, 154, 357

tome 3 : 80, 219

tome 4 : 137, 142, 341

tome 5 : 156, 178, 206, 258

tome 6 : 84

Combine Committee

tome 4 : 134, 135, 136

Comité de gestion

tome 1 : 36, 38, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 221

tome 2 : 95, 102, 105, 106, 108, 127, 242, 245, 247

tome 3 : 117

Comité central de grève

tome 2 : 26, 27, 252, 253, 254

tome 5 : 142

Commandos communaux

tome 1 : 229

Comité central d'action

tome 2 : 255

Comité consultatif de gestion

tome 2 : 243, 244, 245

Comité de grève

tome 2 : 26, 27, 28, 237, 238, 251, 254, 260, 264, 266, 357

tome 3 : 123, 154, 162, 163

tome 4 : 88, 101, 102, 147, 148, 149, 170

tome 5 : 135, 184, 208, 346

Comité de production

tome 3 : 229, 232, 233

Comité d'usine, conseil d'usine

tome 2 : 112

tome 3 : 109, 186, 216, 217, 218, 219

tome 4: 339

tome 5: 22, 266

Comité national de grève

tome 3: 162

Comité ouvrier

tome 2: 106, 116, 241, 394, 395, 396

Commerce véridique

tome 2: 194

Commune de Oaxaca

tome 1: 81, 246, 260, 263, 265, 268

Commune de Lyon

tome 2: 214

Commune de Marseille

tome 2: 214

Commune de Paris

tome 1: 5, 18, 22, 47, 176, 233, 349, 368

tome 2: 203, 204, 205, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222

tome 3: 109, 113

tome 4: 27, 77, 103, 118, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 170, 194, 245, 312, 317, 402

tome 5: 13, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 36, 38, 39, 40, 41, 50, 63, 69, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 102, 103, 104, 106, 108, 122, 124, 126, 133, 154, 171, 249, 272, 317, 318, 349, 364

tome 6: 107

Commune du 17 avril

tome 1: 80, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 195

Compagnie des autobus de Barcelone

tome 2: 107

Compagnie des tramways de Barcelone

tome 2: 107, 111, 130, 131, 140, 141, 142

Comuna

tome 1: 191, 192, 194, 357

tome 6: 306, 310

Conseil central ouvrier

tome 3: 127, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142

Conseil communal d'animation de l'autogestion

tome 1: 55

Conseil d'atelier

tome 2: 111

tome 3: 168

tome 5: 353, 358

Conseil de défense des travailleurs

tome 3: 85

Conseil de dépôt

tome 2: 111

Conseil d'établissement

tome 6: 24, 35

Conseil d'utilisateur

tome 6: 19

Conseil ouvrier, conseil de travailleurs

tome 1: 5, 22, 36, 38, 47, 55, 56, 57, 61, 62, 176, 349, 363, 364, 368

tome 3: 50, 51, 53, 55, 110, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 148, 151, 153, 155, 159, 160, 161, 166, 168, 170, 184, 224, 225, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 322

tome 4: 103, 129, 130, 143, 144, 145, 149, 152, 163, 165, 167, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 179, 183, 184, 185, 194, 207, 289, 362

tome 5: 107, 110, 128, 129, 150, 152, 175, 266, 272, 329, 349

tome 6: 79, 80, 308

Contre-plan

tome 1: 5

tome 2: 272, 383

tome 3: 110, 157

tome 4: 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139

tome 5: 241, 276

tome 6: 67, 70

Contre-pouvoir

tome 1: 82, 94, 326, 328, 350

tome 2: 264, 384

tome 3: 156, 178

tome 4: 19, 22, 85, 147, 152, 208, 209, 235, 260, 264, 265, 391, 392, 393, 402, 407

tome 5: 182, 269

tome 6: 65

Contrôle de la production

tome 3: 81, 83, 84, 153, 174, 216, 223, 375, 377, 379

Contrôle étudiant

tome 2: 287, 290, 291, 293, 351, 352

tome 4: 49, 181

tome 6: 44, 45

Contrôle lycéen

tome 2: 290

Contrôle ouvrier

tome 1: 20, 81, 112, 118, 121, 122, 127, 139, 140, 170, 172, 203, 210, 211, 212, 214, 225, 229, 231, 248, 259, 344, 355, 359, 360, 361, 362, 364, 371, 372, 374, 375, 376

tome 2: 29, 64, 93, 115, 117, 139, 140, 167, 239, 240, 264, 369, 372, 391, 392, 393, 394, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 405, 407, 408

tome 3: 36, 48, 67, 69, 72, 74, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 91, 93, 94, 109, 115, 119, 123, 166, 186, 216, 217, 218, 219, 346, 377, 379, 384, 386

tome 4: 41, 75, 90, 109, 110, 111, 131, 143, 145, 156, 159, 161, 162, 164, 166, 169, 170, 183, 187, 195, 221, 226, 227, 286, 336, 337, 338, 339, 340

tome 5: 22, 51, 115, 116, 150, 151, 152, 176, 177, 209

tome 6: 67, 198, 204, 209, 210, 296, 297, 299, 303

Contrôle ouvrier et populaire

tome 4: 286, 336

Coopdy

tome 1: 309

Cooperativa de Trabajadores del Molino Santa Rosa

tome 1: 309

Cooperativa Maderera del Norte

tome 1: 309

Cooperativa NiboPlast

tome 1: 309

Cooperativa Pipinas Viva

tome 1: 159, 160, 161

Cooperativa Radio Taxi del Cerr

tome 1: 308

Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente (Tradoc)

tome 1: 19

Coopérative

tome 1: 19, 20, 22, 73, 74, 81, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 127, 128, 129, 130, 131, 137, 139, 140, 142, 148, 149, 150, 154, 168, 170, 192, 193, 194, 204, 207, 211, 212, 216, 217, 247, 253, 255, 256, 257, 259, 260, 271, 272, 273, 300, 301, 302, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 318, 327, 328, 338, 344, 346, 347, 369, 370, 381, 385

tome 2: 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 48, 51, 53, 54, 55, 59, 61, 64, 65, 66, 68, 69, 76, 77, 87, 90, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 107, 112, 114, 122, 143, 156, 157, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 205, 209, 216, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 270, 272, 282, 294, 295, 300, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 310, 313, 314, 319, 322, 324, 325, 326, 329, 334, 336, 340, 341, 344, 345, 346, 347, 350, 376, 378, 384, 385, 394, 407, 408, 410

tome 3: 19, 22, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 57, 65, 66, 82, 92, 100, 102, 103, 104, 108, 113, 117, 152, 162, 181, 206, 240, 271, 293, 297, 299, 303, 307, 308, 310, 317, 363, 365, 377, 378, 380, 382

tome 4: 13, 39, 52, 53, 74, 75, 83, 86, 87, 117, 168, 174, 188, 191, 214, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 250, 251, 252, 253, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 276, 277, 278, 279, 287, 289, 290, 292, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 322, 323, 337, 352, 362, 369, 372, 374, 375, 376, 377

tome 5: 35, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 84, 85, 90, 91, 106, 118, 123, 153, 161, 163, 164, 166, 168, 179, 184, 185, 186, 229, 238, 243, 249, 255, 261,

262, 263, 264, 265, 286, 290, 291, 293, 300, 301, 303, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 316, 318, 319, 321, 327, 328, 345, 346, 349, 351, 363, 364, 366

tome 6 : 27, 35, 45, 50, 83, 105, 165, 183, 186, 188, 192, 195, 196, 198, 204, 210, 212, 217, 223, 225, 245, 270, 271, 272, 275, 276, 277, 278, 279, 290, 294, 295, 302, 303, 310

Coopérative Ampo

tome 2 : 177

Coopérative Aurora

tome 1 : 308

Coopérative d'ateliers mécanique

tome 1 : 306

Coopérative de logements

282

Coopérative de production

tome 1 : 67, 73, 74, 117, 130, 132, 155, 273, 305, 307, 312, 313

tome 2 : 24, 35, 48, 53, 54, 59, 69, 76, 94, 112, 196, 202, 227, 228, 229, 232, 384, 408

tome 3 : 100

tome 4 : 53, 188, 250, 263, 310, 311, 313, 337

tome 5 : 35, 63, 64, 68, 73, 118, 238, 262, 291, 307, 345, 346, 351

tome 6 : 275

Coopérative de production de thermos

tome 1 : 307

Coopérative de transports de Paysandú

tome 1 : 306

Coopérative Irizar

tome 2 : 177

Coopérative Som Energía

tome 2 : 157

Coopérative Tinta Negra

tome 2 : 157

Coopérative Ulgor

tome 2 : 172, 173, 175, 182

Coopérative Unidad Cardiorrespiratoria Emergencia Móbil

tome 1 : 307

Coopima

tome 1 : 309

Cordon industriel

tome 1 : 79, 228, 229, 230, 231, 232

tome 4 : 103

tome 5 : 110

Cuisine sociale

tome 3 : 31, 32

Curt-Impex

tome 1: 133, 134, 135, 136

Delespaul-Havez

tome 2: 236, 237, 238, 239

Démocratie active

tome 1: 78, 80, 335, 336

tome 4: 30, 105, 256, 267, 361, 363

tome 5: 43, 95, 136, 162, 166

tome 6: 63, 68, 69, 102, 103, 177

Démocratie directe

tome 1: 78, 82, 177, 178, 184, 186, 222, 328, 334, 345, 349, 357, 367

tome 2: 118, 123, 126, 210

tome 3: 31, 34, 154, 168, 239

tome 4: 63, 65, 73, 74, 88, 105, 231, 256, 267, 268, 282, 334, 337, 341, 363

tome 5: 11, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 41, 129, 133, 136, 148, 156, 183, 242

tome 6: 36, 63, 69, 112, 177

Démocratie participative

tome 1: 78, 181, 222, 334, 336, 337, 339, 340, 349, 359, 367, 371

tome 4: 105, 116, 117, 118, 208, 256, 274, 372

tome 5: 161, 162

tome 6: 28, 266, 267, 269, 270

Dépérissement de l'État

tome 1: 49, 376

tome 2: 252

tome 3: 226

tome 4: 27, 74, 132, 176, 195, 231, 394

tome 5: 20, 21, 23, 24, 30, 40, 59, 81, 113, 136, 141, 142, 246, 248, 267, 305, 343, 349

Double pouvoir

tome 1: 82, 230, 268, 333, 334, 335, 345, 349, 350, 351, 368, 373

tome 2: 116, 135, 247, 255, 398, 406

tome 3: 69, 70, 79, 80, 81, 85, 90, 92, 93

tome 4: 50, 54, 101, 103, 201, 257, 341, 392

tome 5: 116, 145, 146, 157, 205

tome 6: 174

Doux

tome 2: 270

Droit de préemption

tome 2: 68, 340, 344, 346, 347, 376

Économie politique du travail

tome 4: 13, 251, 261

tome 5: 65

tome 6: 287

Économie sociale et solidaire

tome 1 : 317

tome 2 : 193, 320, 327, 333, 339, 340, 341, 342, 345

tome 4 : 34, 39, 87

tome 5 : 158, 161, 164, 165, 166, 167, 179, 229

tome 6 : 21, 152, 154, 194

El Chef

tome 3 : 32

Emis kai o Kosmos

tome 3 : 35

Empowerment

tome 6 : 49

Entreprise récupérée

tome 1 : 18, 20, 80, 83, 112, 114, 116, 117, 120, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 137, 138, 140, 148, 149, 150, 153, 154, 155, 156, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 172, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 303, 304, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 375

tome 4 : 191

tome 6 : 195, 196, 197, 198, 199, 204, 205, 211, 214, 217, 218, 219, 222, 288, 289, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 301, 303, 304, 306, 308, 310, 311, 312

Everwear

tome 2 : 270

Exploitation directe

tome 2 : 110, 236, 239

Expropriation

tome 1 : 20

tome 2 : 17, 141, 144, 205, 209, 383

tome 3 : 16, 18, 19, 56, 86, 92, 147, 216, 217

tome 4 : 34, 37, 38, 52, 163, 277, 280, 293, 337, 338, 339, 340

tome 5 : 82, 85, 91, 92, 111, 119, 141, 144, 145, 323

tome 6 : 162, 194, 196, 198, 210, 211, 218, 222

Fagor

tome 2 : 172, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185

Famille rennaise

tome 2 : 227

FaSinPat (Zanón)

tome 1 : 117, 118, 119, 121, 149, 150, 172, 173

tome 6 : 295

Ferme de Campêche

tome 2 : 388, 389

Flaskô

tome 1: 18, 197, 203, 210, 211, 212, 214, 215

tome 6: 297, 299

Fontanille

tome 2: 191

tome 4: 222

tome 6: 302

Fralib (Scop-Ti)

tome 1: 18, 19, 20, 165, 173

tome 2: 190, 191, 192, 230, 315, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 344, 345, 376

tome 4: 42, 87, 222, 223, 224, 387

tome 5: 162, 164, 165, 167, 181

tome 6: 27, 291, 298, 300, 302, 303, 306

Funsacoop

tome 1: 309

Geslot-Voreux

tome 2: 237

Gestion directe

tome 1: 36, 64, 82, 115

tome 2: 143, 206, 251, 254, 255, 263

tome 3: 231

tome 5: 12, 16, 17, 31, 149, 172, 173, 183

tome 6: 299, 307

Gestion ouvrière

tome 1: 112, 119, 120, 121, 123, 172, 212, 270, 274, 302, 374, 376

tome 2: 29, 83, 140, 141, 143, 239, 243, 245, 247, 400, 404, 406, 408

tome 3: 47, 54, 119, 216, 218, 222, 223

tome 4: 41, 145, 164, 169, 340, 362

tome 5: 91, 93, 94, 149, 151

tome 6: 242, 288, 297

Gillet

tome 2: 191

tome 4: 222

Grève active

tome 2: 288

tome 3: 51, 146, 147, 150, 153, 154, 165, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 384

tome 4: 165

tome 5: 154

Grève productive

tome 2: 268, 270

tome 5: 152

tome 6: 231, 232, 233, 242

Harco Steel

tome 3: 384, 386, 387

Hélio-Corbeil

tome 2: 191, 331, 332

tome 4: 222

tome 6: 302

Hôtel Bauen

tome 1: 120, 127, 149, 162, 163

tome 6: 296, 298, 299

Industrias Torio

tome 1: 309

Ingraco

tome 1: 309

Isotube

tome 2: 270

Jedinstvo Novo

tome 1: 18

tome 3: 343, 344, 345, 346, 347, 348

Jugos Suin

tome 1: 145, 146

Kazova

tome 3: 102, 103, 104

Konen-Westinghouse

tome 2: 270

L'Agricultrice

tome 3: 35

L'Égalitaire

tome 2: 231, 232, 233, 234, 235

La Fabrique du Sud

voir Pilpa

La Prolétarienne

tome 2: 229

Les Industries de Palente

tome 2: 272

Libero Mondo

tome 3: 35

Librairie coopérative de Cordon

tome 1: 308

Librairie des Volcans

tome 2: 191

tome 4: 222

Lip

tome 1 : 5, 22

tome 2 : 93, 259, 260, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284

tome 3 : 380

tome 4 : 191, 245, 283, 387, 388

tome 5 : 45, 139, 143, 144, 148, 151, 152, 157, 167, 170, 176, 196, 213, 241

tome 6 : 176, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 240, 241, 242

LOT

tome 3 : 157, 158, 159

Lucas Aerospace

tome 1 : 18, 19

tome 2 : 400

tome 4 : 133, 134, 136, 142, 245

Lustucru

tome 2 : 312, 313

Manuest

tome 2 : 270

Manufacture de coton uruguayenn

tome 1 : 308

Marentreq (Marseille entreprises réquisitionnées)

tome 2 : 246

Margueira

tome 3 : 85

Marque syndicale

tome 2 : 222, 223, 224, 225, 226, 227, 229

Molino Santa Rosa

tome 1 : 309

Mondragón

tome 2 : 60, 63, 154, 172, 173, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186

tome 4 : 289, 320, 362

tome 5 : 179, 329

Mouvement coopératif

tome 1 : 81, 166, 211, 304, 319, 323, 324, 325, 329, 330, 343, 351, 368, 377, 382, 384, 385, 386

tome 2 : 21, 24, 25, 26, 29, 35, 36, 37, 38, 40, 69, 76, 79, 121, 180, 194, 200, 202, 230, 233, 399

tome 3 : 14

tome 4 : 13, 261, 262, 263, 264, 265, 311, 312, 315, 317, 318, 319, 320, 322, 323

tome 5 : 64, 65, 66, 70, 154, 161, 309, 314, 315, 316, 318, 345, 363

tome 6 : 299

Nationalisation

tome 1 : 40, 63, 99, 100, 103, 112, 118, 121, 122, 127, 139, 172, 203, 210, 211, 212, 214, 226, 227, 231, 272, 360, 361, 363, 371, 374, 375

tome 2: 112, 207, 244, 250, 375, 378, 380, 391, 392, 393, 398
tome 4: 38, 91, 113, 261, 317, 321
tome 5: 22, 69, 77, 92, 151, 156, 157, 163, 172, 173, 174, 177, 178, 181, 188, 194, 195, 198,
209, 226, 266, 276, 298, 300, 310, 312, 319, 320, 331, 341
tome 6: 64, 198, 199, 209, 210, 297

New Era Windows

tome 1: 18
tome 2: 41, 69, 70
tome 6: 291

Optimum Group Évolution

tome 1: 73

O Sporo

tome 3: 34, 35

Philips-EGP

tome 2: 189, 369, 370, 372
tome 5: 162

Pigüé

tome 6: 291, 294, 295, 299, 300, 303, 310

Pil

tome 2: 270

Pilpa (La Fabrique du Sud)

tome 1: 18, 20, 173
tome 2: 191, 192, 230, 314, 315, 316, 317, 319, 320, 344
tome 4: 222, 223, 224
tome 5: 162
tome 6: 291, 300, 302, 303, 306, 308

Pionniers de Rochdale

tome 2: 194, 400
tome 4: 262, 310, 311, 312
tome 5: 309

Piron

tome 2: 270

Planification

tome 1: 51, 66, 67, 122, 167, 179, 184, 205, 222, 237, 294, 296, 297, 325, 333, 335, 338, 340,
341, 344, 367, 374
tome 2: 38, 107, 136, 403
tome 3: 95, 97, 100, 113, 118, 119, 144, 151, 159, 221, 242, 243, 313, 317, 322, 323, 324,
325, 329
tome 4: 27, 41, 42, 55, 61, 63, 78, 79, 90, 108, 117, 118, 147, 157, 161, 173, 175, 191, 209, 210,
211, 236, 273, 287, 288, 289, 317, 341, 389, 399
tome 5: 60, 61, 62, 73, 74, 75, 76, 80, 81, 101, 116, 141, 143, 145, 147, 151, 154, 157, 161, 165,

178, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 234, 237, 238, 240, 242, 247, 252, 266, 290, 293, 307, 312, 346, 347, 348, 352, 354
tome 6 : 19, 24, 35, 63, 64, 69, 71, 72, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 120, 121, 123, 161, 164

Plémer

tome 2 : 270

Poder popular

tome 1 : 22, 79, 230

tome 3 : 90, 91, 92, 93, 95

tome 4 : 103

Pouvoir étudiant

tome 2 : 256, 257, 287

tome 4 : 181

tome 6 : 44

Pouvoir ouvrier, pouvoir des travailleurs

tome 1 : 49, 363

tome 2 : 250, 287

tome 3 : 81, 95, 169, 239

tome 4 : 54, 55, 56, 86, 143, 145, 147, 148, 163, 166, 168, 170, 172, 179, 337, 339, 378

tome 5 : 117, 352, 357, 358

Printemps de Prague

tome 1 : 5, 22, 265

tome 2 : 45

tome 3 : 110, 221, 325

tome 4 : 66

tome 5 : 139, 146, 218

tome 6 : 79

Prise en main

tome 2 : 65, 149, 152, 254, 321, 322, 394

tome 3 : 146, 385

tome 4 : 167

Propriété sociale

tome 1 : 43, 214, 227, 234, 292, 359, 371

tome 2 : 203

tome 3 : 109, 110, 111, 112, 115, 148, 151, 223, 228, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 253, 254, 316, 324, 327, 329, 332, 344

tome 4 : 81, 196, 202, 284, 368

tome 6 : 67, 82

Reconversion

tome 1 : 96, 369

tome 2 : 241

tome 3 : 58, 59, 65, 91, 116, 156

tome 4 : 79, 248

tome 5: 51, 70, 71, 167, 182, 333

tome 6: 53, 65, 67, 69, 81, 303

Récupération d'entreprises, reprise d'entreprises

tome 1: 63, 78, 81, 86, 100, 111, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 133, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 153, 155, 157, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 171, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 216, 222, 273, 299, 304, 305, 307, 308, 309, 310, 312, 314, 315, 316, 318, 320, 321, 362, 371, 373, 374

tome 2: 85, 123, 154, 156, 157, 189, 191, 192, 193, 312, 369, 408

tome 3: 111, 348

tome 4: 214, 320

tome 5: 164

tome 6: 301

Remise en marche, remise en route

tome 1: 69, 72

tome 2: 237, 239, 242, 259, 267

tome 3: 90, 122, 123, 385, 386

tome 4: 189

tome 5: 162

République autogérée

tome 1: 187

tome 2: 404

tome 4: 366

tome 5: 103, 107, 169

tome 6: 79

Réquision

tome 1: 96

tome 2: 110, 112, 141, 149, 205, 207, 208, 215, 239, 242, 243, 244, 246, 247

tome 3: 20

tome 5: 45, 176, 182

Rimaflow

tome 1: 18

tome 3: 59, 64, 66, 67

tome 6: 298, 300, 303, 308

Sacoo

tome 3: 85

Scop

tome 1: 20, 148

tome 2: 182, 189, 190, 191, 192, 193, 272, 295, 296, 297, 300, 303, 305, 306, 308, 310, 311, 312, 315, 316, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 330, 331, 332, 333, 340, 344, 346, 347, 381, 382

tome 3: 122

tome 4: 42, 104, 106, 107, 139, 222, 223, 224, 254, 292, 310, 372

tome 5 : 48, 162, 179, 180, 328

tome 6 : 196, 301, 306

Scop-Ti

Voir Fralib

SeaFrance

tome 1 : 20

tome 2 : 190, 380, 381, 382

tome 4 : 221, 222

tome 6 : 302

Self-Help

tome 6 : 244

SET

tome 2 : 191

Shop-Steward

tome 2 : 392

tome 4 : 133

Simo

tome 1 : 68, 71, 72

Six

tome 2 : 237

Socialisation des moyens de production

tome 1 : 20, 64, 79, 191, 229, 318, 360, 366, 371, 374

tome 2 : 103, 104, 106, 108, 110, 113, 115, 117, 118, 119, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 155, 375

tome 3 : 55, 148, 164, 177, 185, 216, 217, 254, 356

tome 4 : 39, 63, 74, 77, 91, 156, 213, 214, 254, 269, 276, 281, 321, 368

tome 5 : 26, 60, 62, 63, 66, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 84, 106, 111, 147, 157, 163, 164, 172, 174, 175, 177, 178, 179, 181, 233, 238, 240, 242, 276, 298, 302, 311, 322, 323, 324, 325, 326, 336, 342, 344, 363

tome 6 : 63, 97, 107, 135, 168, 169, 290

Sociedade Central de Cervejas

tome 3 : 85

Sociedad Cooperativa de Trabajadores Pascual

tome 1 : 81

Solame

tome 2 : 270

Soviet

tome 1 : 47, 176, 260

tome 2 : 255, 403

tome 3 : 53, 79, 107, 109, 113, 186, 188, 189, 193, 194, 195, 196, 200, 201, 202, 203, 205, 206, 210, 212, 318

tome 4: 55, 65, 103, 149, 166, 170, 171, 174, 177, 194, 230, 237, 245, 331, 343, 344, 378, 402, 403

tome 5: 22, 24, 134, 175, 250, 365

Take over

tome 1: 259

tome 3: 196, 209, 388, 391

Teppaz

tome 2: 270

Terra Verde

tome 3: 35

TFR

tome 2: 270

To Koukoutsis

tome 3: 35

Tower Colliery

tome 2: 409, 410, 411

Tradoc (Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente)

tome 1: 81, 247, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 272, 273

Transition

tome 1: 48, 63, 64, 65, 225, 226, 233, 359, 364, 385, 386, 387

tome 2: 107, 120, 122, 154, 155, 322, 324, 326, 343, 368, 383

tome 3: 77, 78, 86, 120, 166, 202, 205, 218, 276, 330, 344, 348, 360

tome 4: 28, 33, 45, 54, 56, 58, 61, 90, 169, 173, 176, 177, 180, 184, 188, 198, 199, 209, 210, 211, 240, 256, 257, 259, 262, 278, 279, 280, 335, 336, 337, 345, 357, 366

tome 5: 11, 23, 25, 26, 29, 30, 49, 58, 60, 62, 63, 66, 70, 71, 77, 79, 81, 116, 117, 118, 123, 143, 147, 166, 174, 177, 186, 239, 246, 254, 267, 269, 299, 300, 301, 303, 304, 309, 310, 311, 318, 346, 362, 365

tome 6: 63, 66, 67, 68, 69, 70, 84, 109, 110, 115, 118, 119, 121, 180

Unión Solidaria de Trabajadores

tome 1: 173

Unikon

tome 3: 380, 381, 382, 383

Unimel

tome 2: 270

Universal

tome 3: 381, 382

Urola

tome 2: 177

Uruven

tome 1: 309

Victoriaen

tome 1: 309

Villa El Salvador

tome 1: 185, 294, 295, 296, 297, 298

Vio.Me (Viomijanikí Metaleftiki)

tome 1: 18, 19

tome 3: 45, 47, 48, 49, 104

tome 6: 288, 300, 302, 303

Workers' committee, workers' council

tome 3: 187, 189, 194, 195, 196, 198, 200, 202, 203, 204, 206, 210, 213, 215, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 263, 277, 279, 281, 291, 305, 309

tome 5: 266

Workers' control

tome 2: 391, 400

tome 3: 186, 187, 188, 190, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209

Worker co-operative, Worker ownership

tome 1: 247, 253, 254, 255, 256, 257, 259

tome 2: 30, 31, 32, 36, 37, 38, 41, 70, 71, 73, 74, 75, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 400

Workers' management, worker's self-management

tome 2: 32, 391

tome 3: 190, 214

tome 4: 85, 86, 87, 88, 89, 238

Worker ownership

tome 1: 247, 253

tome 2: 70, 73

Work-in

tome 3: 385, 386, 387, 391, 394

Yomuri

tome 3: 376

Zanón (FaSinPat)

tome 1: 18, 112, 117, 118, 119, 120, 149, 172, 212

tome 6: 198, 204, 206, 211, 215, 295

Zévallos

tome 2: 387, 388

Zone à défendre (Zad)

tome 2: 354, 355, 356, 357, 358, 359, 362

LE SOCIALISME EST (A)VENIR

2. LES POSSIBLES

TONY ANDREANI

Spire

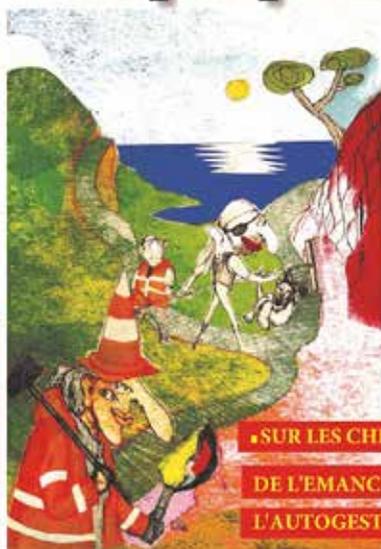
Simonne Minguet



Mes années Caudron
une usine autogérée à la Libération

Synergie

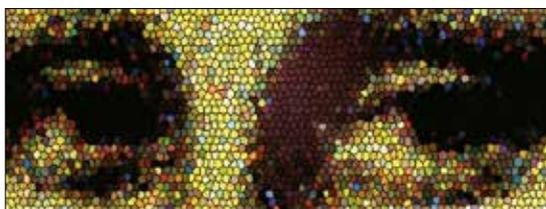
LES NUMERO 10 - PRINTEMPS 2011 CAHIER DE RÉFLEXIONS
utopiques



• SUR LES CHEMINS
DE L'EMANCIPATION,
L'AUTOGESTION

SyL'EPSE

Centre
de recherche
Solidaires



M I L L E M A N N I S M E S

Pierre Naville

Vers l'automatisme social ?

Machines, informatique, autonomie et liberté

Préface de Pierre Cours-Salies

SyLEPSE

Autogestión

自主管理

AUTOGESTÃO

самоуправления

Samoupravljanje

savivalda

Self-management

αυτοδιαχείριση

Само-управљања

selvforvaltning

autogestione

تجارت ائلا، ائلا

samorząd

工人自治

zelfbeheer

samospráva pracovníků

jesyon ak pwòp tèt ou

각자 관리

munkavállalói irányítás

fitantanantena

RIADIACA SAMOSPRÁVA

Özyönetim

Selbstverwaltung